LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 JANVIER 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 16 janvier 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

Madame la mairesse offre ses vœux de Bonne Année, de paix, santé et prospérité à toute la population.

1/1/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

2/1/06 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 19 décembre 2005

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 19 décembre 2005 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

3/1/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 19 décembre 2005

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 décembre 2005 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

4/1/06

- ***Vérification des états financiers – Années 2006, 2007, 2008 (Soumission no 05-0225 – Ouverture 15.12.05)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de FBL, s.e.n.c. comptables agréés au montant de 68 785 $ (taxes incluses) soit retenue ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme de professionnels.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

5/1/06

- ***Contrôle biologique des mouches noires – Années 2006 à 2010 (Soumission no 05-0237 – Ouverture 21.12.05)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la soumission de G.D.G. Environnement Ltée soit retenue selon l'option 1 ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation, le tout conditionnel à la signature d'une entente à intervenir avec la municipalité de Saint-Majorique et celles du Bas Saint-François.

De plus, la Ville de Drummondville autorise G.D.G. Environnement Ltée à demander un certificat d'autorisation au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs pour la réalisation du programme de contrôle des mouches noires pour les années 2006 à 2010 inclusivement.

La Ville informe également ledit ministère qu'elle ne s'oppose pas à l'émission d'un tel certificat, cependant la présente n'engage en rien la Ville de Drummondville envers G.D.G. Environnement Ltée dans l'attribution d'un futur contrat et ladite demande, demeure sans frais dans l'éventualité ou aucune entente contractuelle n'en découlerait.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme de professionnels.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

6/1/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 19 décembre 2005 au 16 janvier 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 4 426 839,98 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation du prochain dossier.

7/1/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 50 rue Fontaine du secteur Saint-Nicéphore de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul latérale minimale adjacente à une rue applicable au bâtiment principal, et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment principal qui sera situé sur le lot 115-199 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 50 de la rue Fontaine du secteur Saint-Nicéphore de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 05.11.11);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (C03-47), la marge de recul latérale minimale adjacente à une rue applicable à un bâtiment principal est de sept virgule cinq mètres (7,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un plan projet d'implantation a été préparé en septembre 2005 pour la nouvelle construction et que celui-ci établit à six virgule un mètres (6,1 m) la marge de recul latérale minimale adjacente à une rue applicable au bâtiment principal projeté (façade donnant sur la rue Fontaine), ce qui représente une irrégularité de un virgule quatre mètre (1,4 m);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé par la demande est un terrain d'angle, soit un terrain donnant sur deux (2) rues (rues Fontaine et Allée du Centre);

CONSIDÉRANT QUE ledit terrain fait l'objet d'une servitude projetée en faveur d'Hydro-Québec d'une largeur totale de neuf virgule quatorze mètres (9,14 m), selon les informations obtenues sur le plan de l'arpenteur-géomètre, et ce, dans la partie arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le demandeur justifie l'implantation proposée sur la base des éléments suivants :

- le demandeur projette d'établir sur son terrain une seule entrée charretière du côté de la rue Allée du Centre;
- le demandeur souhaite clôturer la cour arrière de sa propriété en évitant l'installation de barrières;

- le demandeur souhaite conserver une distance de six virgule zéro huit mètres (6,08 m) en cour latérale afin de permettre la circulation de véhicules vers la cour arrière;
- la présence de la servitude d'Hydro-Québec oblige le demandeur à construire un bâtiment plus étroit que prévu, rendant plus difficile l'entreposage intérieur d'un camion outil;
- l'implantation du bâtiment projeté à une distance de sept virgule cinq mètres (7,5 m) du côté de la rue Fontaine a pour effet d'obliger le demandeur à changer l'emplacement des portes arrière de telle façon que la machinerie devra occuper une partie de l'espace réservé au camion;
- la réduction demandée de la marge faciliterait la circulation sur le terrain, compte tenu de l'aire d'entreposage extérieur qui est prévue à l'arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la demande n'a pas pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE le requérant précise qu'il est dans l'impossibilité de se conformer;

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure ayant pour effet de diminuer de sept virgule cinq mètres (7,5 m) à six virgule un mètres (6,1 m) la marge de recul latérale minimale adjacente à une rue applicable au bâtiment principal, et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment principal qui sera situé sur le lot 115-199 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 50 de la rue Fontaine du secteur Saint-Nicéphore de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

8/1/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 495 terrasse Bonne-Entente du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage ainsi que la marge de recul minimale applicable à un abri d'auto existant attenant au bâtiment principal, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 102-60-4 et 102-60-5P. du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 495 terrasse Bonne-Entente du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.12);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H05-03), la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal ainsi que la marge de recul minimale applicable à un abri d'auto existant attenant au bâtiment principal est de sept virgule quarante-cinq mètres (7,45 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés furent érigés suite à l'émission d'un permis de construction en 1963 et, qu'à l'époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en décembre 2005 pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à :

- trois virgule quatre-vingt-deux mètres (3,82 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de trois virgule soixante-trois mètres (3,63 m);
- un virgule zéro huit mètre (1,08 m) la marge de recul minimale applicable à un abri d'auto existant attenant au bâtiment principal, ce qui représente une irrégularité de six virgule trente-sept mètres (6,37 m);

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est à l'effet qu'au moment de la construction, il y a eu une mauvaise interprétation de la délimitation du terrain, probablement confondue avec la limite du pavage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que les bâtiments sont existants depuis 1963;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et ont été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise une dérogation mineure ayant pour effet de diminuer :

- de sept virgule quarante-cinq mètres (7,45 m) à trois virgule quatre-vingt-deux mètres (3,82 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage;
- de sept virgule quarante-cinq mètres (7,45 m) à un virgule zéro huit mètre (1,08 m) la marge de recul minimale applicable à un abri d'auto existant attenant au bâtiment principal;

et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 102-60-4 et 102-60-5P. du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 495 terrasse Bonne-Entente du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

9/1/06 - Dépôt du procès-verbal (10.01.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 10 janvier 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10/1/06 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment résidentiel qui sera situé au 211 rue Dorion du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment résidentiel qui sera situé au 211 rue Dorion du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment résidentiel sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent trente-six mètres carrés (136 m^2), le tout réparti sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment maximise la fermeture du cadre bâti sur la voie de circulation et s'inscrit en continuité avec l'alignement général des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur et nombre d'étages) correspond aux principales caractéristiques des gabarits des bâtiments adjacents;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur maximale du bâtiment est de sept virgule quarante-sept mètres (7,47 m), et ce, du sol à la mi-hauteur du toit en pente;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont un clin de fibre de ciment (fibro-ciment) de couleur beige pour les murs et un bardeau d'asphalte de couleur brune pour la toiture;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont marquées d'éléments d'ornementation à leur pourtour, ce qui permet d'agrémenter adéquatement les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE des planches cornières sont installées à l'intersection des murs, ce qui assure une bonne continuité du style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la forme de la toiture (à quatre (4) versants) donne un style architectural intéressant au bâtiment et que celle-ci s'apparente avec les toitures se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont de type « à guillotine » et sont munies d'un carrelage en partie supérieure;

CONSIDÉRANT QUE le type des fenêtres s'inspire de celui que l'on retrouve généralement au centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleur blanche, créant ainsi une harmonie d'ensemble avec les différentes couleurs que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est aménagée d'une galerie et d'un balcon, le tout recouvert d'une marquise, ce qui ajoute du volume à cette dernière et s'intègre au bâtiment d'époque que l'on retrouve dans le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE de plus, l'aménagement d'une galerie et d'un balcon sur la façade principale permet de réduire la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes supportant la marquise et le balcon sont constituées d'aluminium et que ces dernières ont quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm);

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps sont en aluminium et que ceux-ci s'inspirent d'un style d'antan;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps, les poteaux et les ornementations diverses sont de couleur blanche, assurant ainsi une continuité sur l'ensemble du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'escalier menant à la galerie du rez-de-chaussée (cour avant) a seulement quatre (4) contremarches ayant une hauteur de dégagement maximale par rapport au niveau du sol naturel de zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m), ce qui permet une bonne intégration en rendant celui-ci moins prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des fenêtres du sous-sol sont partiellement localisées sous le niveau du sol et que ces dernières sont dégagées du sol par la pose de margelles de largeur équivalente à celle des fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des aires de stationnement en cour arrière permet de limiter convenablement leur visibilité de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une seule entrée charretière est aménagée sur le site;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant et qu'un aménagement paysager réalisé d'arbustes et/ou de plantes florales d'une superficie approximative de dix mètres carrés (10 m^2) est également prévu dans cette cour;

CONSIDÉRANT QU'une haie d'une hauteur minimale de zéro virgule quatre-vingt-dix mètre (0,90 m) est plantée près de la ligne latérale droite et que la haie existante en cour arrière permet de bien fermer le terrain sur la ligne arrière;

CONSIDÉRANT QUE le projet s'inspire d'éléments architecturaux se retrouvant sur des bâtiments situés dans le secteur, ce qui favorise le développement d'une identité propre au centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment résidentiel (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 211 rue Dorion du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

11/1/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 169 rue Brock du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 169 rue Brock du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne projetante d'une superficie approximative de zéro virgule quarante-quatre mètre carré (0,44 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée (ronde avec éléments métalliques décoratifs) est localisée à droite de l'accès principal de l'établissement et est installée sur un poteau soutenant le balcon;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de métal de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE l'épaisseur maximale de l'enseigne est d'environ vingt-sept centimètres (27 cm);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, le gris, le brun et le rouge, sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec celles se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et son traitement, l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs, ses matériaux et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage

du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 169 rue Brock du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

12/1/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 145 rue Lindsay du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 145 rue Lindsay du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne projetante d'une superficie approximative de zéro virgule soixante-quatre mètre carré (0,64 m^2) constituée d'un matériau imitant le bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est localisée au centre du local de l'établissement et est installée sur le bandeau d'affichage prévu à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le vert, le blanc, le rouge, le beige et le noir, sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin ainsi qu'une bonne intégration de l'enseigne au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et son traitement, l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs, ses matériaux et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 145 rue Lindsay du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

13/1/06 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1777 rue Sigouin du

secteur Drummondville de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1777 rue Sigouin du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./terrain à proximité du boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

- une (1) enseigne principale rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de un virgule soixante-douze mètre carré (1,72 m^2) et installée sur le mur arrière donnant sur une aire de stationnement;
- une (1) enseigne rattachée au bâtiment de type « logo » d'une superficie maximale de un virgule vingt-quatre mètre carré (1,24 m^2) et installée à droite de la porte d'accès de l'établissement, soit celle donnant sur la façade principale (rue Sigouin);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne principale est composée de lettres détachées ainsi que d'une plaque représentant le logo de l'entreprise, le tout de couleurs blanche, jaune et brune;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de type « logo » est de forme stylisée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne de type « logo » sont, entre autres, le jaune et le brun;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont installées à une hauteur similaire l'une par rapport à l'autre et utilisent bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage et les matériaux assurent une bonne harmonie entre ces dernières et les enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes, de par leur localisation et leurs dimensions, ne nuisent pas à la qualité visuelle du site et du secteur et ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1777 rue Sigouin du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

14/1/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 474 rue Lindsay du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 474 rue Lindsay du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1)

enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de deux virgule quarante-deux mètres carrés (2,42 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est principalement composée d'une plaque rectangulaire sur laquelle est appliqué un message non lumineux;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le blanc et l'orange;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée au-dessus des ouvertures et que cette dernière est très allongée (bandeau bleu sur presque la totalité de la façade du bâtiment), ce qui accentue sa présence sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le type de l'enseigne (forme et couleurs) rend celle-ci prédominante dans le paysage urbain et sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage proposé ne s'intègre pas au style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type et sa forme), la proposition ne s'inscrit pas en continuité avec l'affichage du secteur et ne permet pas ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 474 rue Lindsay du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville, car ceux-ci ne répondent pas au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à la forme et au type de l'enseigne, aux couleurs retenues ainsi qu'à l'ampleur de celles-ci.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

15/1/06 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 150 croissant des Hautes-Cimes du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 150 croissant des Hautes-Cimes du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage) d'une superficie approximative de cent quarante-six mètres carrés (146 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en façade du bâtiment accessoire (garage rattaché à la résidence);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
pour le mur de la façade principale
- de la brique-pierre de couleur beige;
pour les autres murs
- du clin de fibre de ciment (fibro-ciment) de couleur vert-beige;
pour la toiture
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment et l'identité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE certaines ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs (planches cornières et/ou moulures décoratives et/ou jeux de maçonnerie);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 14 décembre 2005 par un ingénieur-forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins douze (12) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de quatre-vingts millimètres (80 mm – 8 cm) allant jusqu'à trois cent quarante millimètres (340 mm – 34 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement les essences d'arbres suivantes : érables, frênes et ormes;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ dix-neuf virgule deux pour cent (19,2 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm – 5 cm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 150

croissant des Hautes-Cimes du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

16/1/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 445 rue St-Jean du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 445 rue St-Jean du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 05.12.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne sur poteau d'une superficie maximale de deux virgule soixante-dix-neuf mètres carrés (2,79 m^2) et d'une hauteur approximative de quatre virgule vingt mètres (4,20 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée près de l'entrée charretière, soit au centre de l'allée d'accès, ou à gauche de celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE celle-ci est constituée d'une plaque de bois stylisé dont le message est réalisé en surélévation ou en retrait;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de bois de couleur beige et que leur largeur contribue à ce que l'enseigne soit proportionnelle;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le vert, l'or et le beige;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau est faible et s'harmonise bien avec celle du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et sa hauteur, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par sa hauteur, ses formes, son design et ses matériaux, s'intègre à l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et son traitement, l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est réalisé au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 445 rue St-Jean du secteur Drummondville de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de décembre 2005 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2004.

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

La conseillère Denise Picotin dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 10 janvier 2006.

17/1/06 - Imposition d'une sanction disciplinaire à un employé col bleu, le tout suivant la recommandation du Service des ressources humaines

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville impose une sanction disciplinaire à un employé col bleu, le tout suivant la recommandation du Service des ressources humaines.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

18/1/06 - Vente d'une partie du lot 88 du cadastre du canton de Wickham d'une superficie de 3 000 mètres carrés à monsieur Pierre Lamontagne et/ou S.P. Air Technologie inc. (terrain aéroport)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la vente d'une partie du lot 88 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Pierre Lamontagne et/ou S.P. Air Technologie inc.. Ledit terrain d'une superficie de 3 000 mètres carrés est vendu au prix de 3,24 $ le mètre carré pour un montant total de 9 720 $, le tout à certaines conditions et suivant la description technique préparée par Martin Paradis, arpenteur-géomètre.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

19/1/06 - Vente d'une partie du lot 88 du cadastre du canton de Wickham d'une superficie de 3 159,8 mètres carrés à monsieur Emanuel Alvaro (terrain aéroport)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la vente d'une partie du lot 88 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Emanuel Alvaro. Ledit terrain d'une superficie de 3 159,8 mètres carrés est vendu au prix de 3,24 $ le mètre carré pour un montant total de 10 237 $, le tout à certaines conditions et suivant la description technique préparée par Martin Paradis, arpenteur-géomètre.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

20/1/06 - Vente d'une partie du lot 88 du cadastre du canton de Wickham d'une superficie d'environ 3 050 mètres carrés à messieurs Jean-Marie Faucher, Jean-Claude Masse et Ronald Dumais (terrain aéroport)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la vente d'une partie du lot 88 du cadastre du canton de Wickham à messieurs Jean-Marie Faucher, Jean-Claude Masse et Ronald Dumais. Ledit terrain d'une superficie de 3 050 mètres carrés est vendu au prix de 3,24 $ le mètre carré pour un montant total de 9 882 $, le tout à certaines conditions et suivant la description technique préparée par Martin Paradis, arpenteur-géomètre.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

21/1/06 - Signature d'un contrat de travail avec monsieur Yvan Morin

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de travail avec monsieur Yvan Morin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

22/1/06 - Appui à une demande d'autorisation formulée par monsieur Stéphan Hamel à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 178 du cadastre du rang III du canton de Grantham

CONSIDÉRANT que la partie du lot 178 du cadastre du rang III du canton de Grantham fait partie de la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 178 du cadastre du rang III du canton de Grantham a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT que la partie de lot visée fait partie de la zone A12-04 et est d'une superficie de 334,44 mètres carrés;

CONSIDÉRANT que le potentiel agricole des lots avoisinants est bon;

CONSIDÉRANT que les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités agricoles des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT que l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT que cette demande est faite dans le but d'agrandir le terrain, ce qui permettra une meilleure gestion des eaux usées;

CONSIDÉRANT que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par monsieur Stéphan Hamel auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 178 du cadastre du rang III canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

23/1/06 - Opinion du conseil en regard d'une demande d'exemption de taxes foncières formulée par la Maison de la famille, Drummond inc. à la Commission municipale du Québec

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'exemption de taxes foncières formulée par la Maison de la famille, Drummond inc. auprès de la Commission municipale du Québec pour l'immeuble situé au 152 rue St-Damase.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

24/1/06 - Autorisation à la Fondation des maladies du cœur du Québec – Tenue de la campagne de financement du 1er février au 10 mars 2006

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation des maladies du cœur du Québec à tenir la campagne de financement du 1er février au 10 mars 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

25/1/06 - Protocole d'entente avec le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – 42e édition du tournoi

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la tenue de la 42e édition du tournoi Midget.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 25 janvier au 5 février 2006 et prévoit le versement d'une subvention de 10 000 $ et la fourniture de services évalués à 35 860 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

26/1/06 - Protocole d'entente avec le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville inc. et le Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) – Logos publicitaires

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente avec le Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville inc. et le Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) concernant l'inscription de logos publicitaires sur la surface glacée du Centre Marcel Dionne pour la durée du tournoi Midget.

Le protocole d'entente est valable pour l'édition 2006 du Tournoi International de Hockey Midget de Drummondville.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

27/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Centre communautaire Saint-Charles

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de

la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Centre communautaire Saint-Charles.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 74 056 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

28/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec la Corporation du Centre culturel de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec la Corporation du Centre culturel de Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 615 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

29/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec la Corporation des loisirs de St-Joachim-de-Courval

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec la Corporation des loisirs de St-Joachim-de-Courval.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 25 475 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

30/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 39 027 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

31/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec la Corporation de développement communautaire Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville

de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec la Corporation de développement communautaire Drummond inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 67 600 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

32/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 42 950 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

33/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec Le Rendez-vous familial inc.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec Le Rendez-vous familial inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 6 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

34/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 102 942 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

35/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Centre communautaire St-Pierre inc.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville

de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Centre communautaire St-Pierre inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 54 718 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

36/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Centre communautaire Drummondville-Sud inc.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Centre communautaire Drummondville-Sud inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 49 850 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

37/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Centre communautaire Pierre-Lemaire

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Centre communautaire Pierre-Lemaire.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 60 952 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

38/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Centre d'animation communautaire et familiale Drummondville Centre

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Centre d'animation communautaire et familiale Drummondville Centre.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 3 533 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel se retire pour la présentation des deux dossiers suivants.

39/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 89 293 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40/1/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. – 9e édition de la Fête des flocons

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la tenue de la 9e édition de la Fête des flocons qui se tiendra les 21, 22 et 29 janvier 2006.

Le protocole d'entente est valable pour l'édition 2006 et comprend le versement d'une subvention de 2 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel reprend son siège.

41/1/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. – Résidence St-Simon (La Source)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. pour la gestion de la résidence St-Simon (La Source).

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 13 525 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

42/1/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire St-Pierre inc. - Animation du Centre communautaire Drummondville-Ouest

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la mairesse ou à défaut la maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire St-Pierre inc. pour l'animation du Centre communautaire Drummondville-Ouest.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 14 800 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

43/1/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de

la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault pour le versement d'une subvention aux organismes membres du centre.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 3 892 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

44/1/06 - Autorisation à la Société canadienne de la sclérose en plaques, section Centre-du-Québec - Tenue de la 3e édition de la marche de l'espoir le 30 avril 2006

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société canadienne de la sclérose en plaques, section Centre-du-Québec à tenir la 3e édition de la marche de l'espoir le dimanche 30 avril 2006, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville autorise l'utilisation du parc Woodyatt ainsi que tous les services requis pour le déroulement de l'activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

45/1/06 - Modification au contrat de location avec la Société immobilière du Québec (1600 boul. St-Joseph)

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification du contrat de location avec la Société immobilière du Québec relativement à la location du 1600 boulevard St-Joseph.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

46/1/06 - Cautionnement du Centre communautaire Drummondville-Sud inc. pour une somme de 38 653 $ due à la Caisse Desjardins de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire du Centre communautaire Drummondville-Sud inc. pour le remboursement d'une somme de 38 653 $ en faveur de la Caisse Desjardins de Drummondville.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents, le tout sujet à l'approbation du ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

47/1/06 - Cautionnement au Club de Hockey Drummond inc. pour le paiement des sommes dues à la Caisse Desjardins de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire du Club de Hockey Drummond inc. pour le paiement des sommes de 75 000 $ et 80 000 $ dues à la Caisse Desjardins de Drummondville.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents, le tout sujet à l'approbation du ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

48/1/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec l'Orchestre Symphonique de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec l'Orchestre Symphonique de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 30 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

49/1/06 - Signature d'un acte de cession de rue à être consenti par Jacques Laferté et 9056-2208 Québec inc. (Céline Trottier)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession de rue à être consenti en faveur de la Ville par Jacques Laferté et 9056-2208 Québec inc. (Céline Trottier).

Ladite cession affecte le lot 123 du cadastre du canton de Grantham situé Place Rodolphe-Duguay.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

50/1/06 - Prolongation du délai dans le dossier d'achat par First Capital Acquisition Corp.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville accepte le délai dans le dossier d'achat par First Capital Acquisition Corp. relativement aux lots 603-3P, 604-3P et 604-6P du cadastre du Quartier est de la Ville de Drummondville situé sur la rue Garceau et traité dans la résolution no 1302/9/05 du 26 septembre 2005.

Le directeur général est autorisé à signer tous les documents à cet effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

51/1/06 - Signature d'un acte de mainlevée à intervenir entre la Ville de Drummondville et le ministère des Transports du Québec

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de mainlevée à intervenir avec le ministère des Transports du Québec sur une partie des lots 603-3P, 604-3P et 604-6P du Quartier est de la Ville de

Drummondville, et ce, en contrepartie d'une somme de 9 500 $ que la Ville de Drummondville s'engage à verser au ministère des Transports.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

52/1/06 - Mandat à Martin Paradis, arpenteur-géomètre – Assistance technique aux services de la Ville dans le projet d'élargissement du boulevard Lemire

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins d'assurer une assistance technique aux services de la Ville dans le projet d'élargissement du boulevard Lemire. Les honoraires sont payés à même le règlement no 3295.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

53/1/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec Les Fondations André Lemaire inc. - Prolongement de la rue du Domaine (Domaine mon Gîte - phase VI)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec Les Fondations André Lemaire inc. pour le prolongement de la rue du Domaine (Domaine mon Gîte - phase VI).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

54/1/06 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. – Prolongement de la rue du Domaine (Domaine mon Gîte - phase VI)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue du Domaine (Domaine mon Gîte - phase VI), et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

55/1/06 - Mandat à Géo Lab inc. – Prolongement de la rue du Domaine (Domaine mon Gîte - phase VI)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue du Domaine (Domaine mon Gîte - phase VI), et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

56/1/06 - Dépôt du compte rendu (09.01.06) - Comité de circulation

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 9 janvier 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

57/1/06 - Avis de motion du règlement no 3413 prévoyant un amendement au règlement no 1847 et ses amendements de façon à modifier le trajet de la ligne 3 du Service de transport en commun de la Ville de Drummondville

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3413 prévoyant un amendement au règlement no 1847 et ses amendements de façon à modifier le trajet de la ligne 3 du Service de transport en commun de la Ville de Drummondville.

58/1/06 - Avis de motion du règlement no 3418 prévoyant l'achat de feux de circulation, de travaux d'éclairage et d'électricité sur le territoire et un emprunt de 325 880 $

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3418 prévoyant l'achat de feux de circulation, de travaux d'éclairage et d'électricité sur le territoire et prévoyant un emprunt de 325 880 $.

59/1/06 - Avis de motion du règlement no 3419 décrétant des travaux reliés à l'eau potable et aux eaux usées sur le territoire en 2006 et prévoyant un emprunt de 354 300 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3419 décrétant des travaux reliés à l'eau potable et aux eaux usées sur le territoire en 2006 et prévoyant un emprunt de 354 300 $.

60/1/06 - Avis de motion du règlement no 3420 décrétant l'achat d'équipements et de matériel pour le Service de sécurité incendie et prévoyant un emprunt de 583 500 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3420 décrétant l'achat d'équipement et de matériel pour le Service de sécurité incendie et prévoyant un emprunt de 583 500 $.

61/1/06 - Avis de motion du règlement no 3421 décrétant des travaux d'agrandissement aux ateliers municipaux et prévoyant un emprunt de 540 000 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3421 décrétant des travaux d'agrandissement aux ateliers municipaux et prévoyant un emprunt de 540 000 $.

62/1/06 - Avis de motion du règlement no 3422 décrétant des travaux de réhabilitation de l'aqueduc sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 697 000 $

Le conseiller Jean Shooner donne avis de motion du règlement no 3422 décrétant des travaux de réhabilitation de l'aqueduc sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 697 000 $.

63/1/06 - Avis de motion du règlement no 3423 décrétant des travaux d'élar-

gissement du boulevard Lemire incluant les travaux d'infrastructures et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 993 555 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3423 décrétant des travaux d'élargissement du boulevard Lemire incluant les travaux d'infrastructures et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 993 555 $.

64/1/06 - Avis de motion du règlement no 3424 amendant le règlement no 3366 décrétant l'exécution de travaux de construction d'un égout pluvial sur la rue St-Onge (de la voie ferrée à la piste cyclable de la route verte, dans le prolongement de la rue Saint-Jean) et prévoyant à ces fins un emprunt n'excédant pas 1 932 700 $ de façon à modifier l'article 5 du règlement no 3366 (abrogeant et remplaçant la résolution no 1301/9/05)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3424 amendant le règlement no 3366 décrétant l'exécution de travaux de construction d'un égout pluvial sur la rue St-Onge (de la voie ferrée à la piste cyclable de la route verte, dans le prolongement de la rue Saint-Jean) et prévoyant à ces fins un emprunt n'excédant pas 1 932 700 $ de façon à modifier l'article 5 du règlement no 3366.

De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 1301/9/05 adoptée le 26 septembre 2005.

65/1/06 - Adoption du projet de règlement no 3409 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3409 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H03-32 actuelle :
  - la zone d'habitation H03-57 de manière à autoriser les mêmes usages que ceux de la zone d'habitation H03-32, c'est-à-dire la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure isolée et/ou jumelée, à l'exception des habitations ayant une structure en rangée.
    Cette nouvelle zone est localisée approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée;
  - la zone communautaire P03-58 de manière à autoriser la classe d'usages **p1** (communautaire parc et récréation extensive).
    Cette nouvelle zone est localisée en bordure de la rue Perron projetée ainsi que d'une partie du cours d'eau existant, soit vis-à-vis la rue du Château;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, toutes les normes applicables à la construction,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

66/1/06 - Avis de motion du règlement no 3409 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3409 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H03-32 actuelle :
  - la zone d'habitation H03-57 de manière à autoriser les mêmes usages que ceux de la zone d'habitation H03-32, c'est-à-dire la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure isolée et/ou jumelée, à l'exception des habitations ayant une structure en rangée.
    Cette nouvelle zone est localisée approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée;
  - la zone communautaire P03-58 de manière à autoriser la classe d'usages **p1** (communautaire parc et récréation extensive).
    Cette nouvelle zone est localisée en bordure de la rue Perron projetée ainsi que d'une partie du cours d'eau existant, soit vis-à-vis la rue du Château;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, toutes les normes applicables à la construction.

67/1/06 - Dispense de lecture du règlement no 3409 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3409 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H03-32 actuelle :
  - la zone d'habitation H03-57 de manière à autoriser les mêmes usages que ceux de la zone d'habitation H03-32, c'est-à-dire la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure isolée et/ou jumelée, à l'exception des habitations ayant une structure en rangée.
    Cette nouvelle zone est localisée approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée;
  - la zone communautaire P03-58 de manière à autoriser la classe d'usages **p1** (communautaire parc et récréation extensive).
    Cette nouvelle zone est localisée en bordure de la rue Perron projetée ainsi que d'une partie du cours d'eau existant, soit vis-à-vis la rue du Château;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, toutes les normes applicables à la construction;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

68/1/06 - Adoption du projet de règlement no 3410 – Lotissement no 03-UR-10-1103 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3410 amendant le règlement de lotissement no 03-UR-10-1103 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'augmenter de cent cinquante mètres (150 m) à cent quatre-vingt-trois mètres (183 m) la longueur maximale d'une impasse pour le secteur compris dans la nouvelle zone d'habitation H03-57.
  Cette zone est localisée approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée**,**

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

69/1/06 - Avis de motion du règlement no 3410 – Lotissement no 03-UR-10-1103 (secteur Saint-Nicéphore)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3410 amendant le règlement de lotissement no 03-UR-10-1103 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'augmenter de cent cinquante mètres (150 m) à cent quatre-vingt-trois mètres (183 m) la longueur maximale d'une impasse pour le secteur compris dans la nouvelle zone d'habitation H03-57.
  Cette zone est localisée approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée.

70/1/06 - Dispense de lecture du règlement no 3410 – Lotissement no 03-UR-10-1103 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3410 amendant le règlement de lotissement no 03-UR-10-1103 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'augmenter de cent cinquante mètres (150 m) à cent quatre-vingt-trois mètres (183 m) la longueur maximale d'une impasse pour le secteur compris dans la nouvelle zone d'habitation H03-57.
  Cette zone est localisée approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

71/1/06 - Adoption du projet de règlement no 3412 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3412 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer l'affectation publique et institutionnelle P1 à même une partie de l'affectation résidentielle H1 pour le secteur localisé en bordure de la rue Perron projetée ainsi que d'une partie du cours d'eau existant, soit vis-à-vis la rue du Château,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

72/1/06 - Avis de motion du règlement no 3412 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3412 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer l'affectation publique et institutionnelle P1 à même une partie de l'affectation résidentielle H1 pour le secteur localisé en bordure de la rue Perron projetée ainsi que d'une partie du cours d'eau existant, soit vis-à-vis la rue du Château.

73/1/06 - Dispense de lecture du règlement no 3412 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3412 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer l'affectation publique et institutionnelle P1 à même une partie de l'affectation résidentielle H1 pour le secteur localisé en bordure de la rue Perron projetée ainsi que d'une partie du cours d'eau existant, soit vis-à-vis la rue du Château,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

74/1/06 - Adoption du projet de règlement no 3425 – Plan d'aménagement d'ensemble no 03-UR-10-1106 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3425, amendant le règlement de plan d'aménagement d'ensemble no 03-UR-10-1106 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'assujettir la zone d'habitation H03-57 ainsi que la zone communautaire P03-58 à l'application du règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) et de prévoir en conséquence les dispositions qui sont applicables, c'est-à-dire, entre autres, les usages, la densité d'occupation au sol ainsi que les critères d'évaluation.
  Ces zones sont localisées approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

75/1/06 - Avis de motion du règlement no 3425 – Plan d'aménagement d'ensemble no 03-UR-10-1106 (secteur Saint-Nicéphore)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3425 amendant le règlement de plan d'aménagement d'ensemble no 03-UR-10-1106 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'assujettir la zone d'habitation H03-57 ainsi que la zone communautaire P03-58 à l'application du règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) et de prévoir en conséquence les dispositions qui sont applicables, c'est-à-dire, entre autres, les usages, la densité d'occupation au sol ainsi que les critères d'évaluation.
  Ces zones sont localisées approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée.

76/1/06 - Dispense de lecture du règlement no 3425 – Plan d'aménagement d'ensemble no 03-UR-10-1106 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3425, amendant le règlement de plan d'aménagement d'ensemble no 03-UR-10-1106 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'assujettir la zone d'habitation H03-57 ainsi que la zone communautaire P03-58 à l'application du règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) et de prévoir en conséquence les dispositions qui sont applicables, c'est-à-dire, entre autres, les usages, la densité d'occupation au sol ainsi que les critères d'évaluation.
  Ces zones sont localisées approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

77/1/06 - Adoption du second projet de règlement no 3407-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3407-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de prévoir, pour les terrains transversaux situés dans la zone d'habitation H01-29, la possibilité d'installer une remise et/ou un garage de type isolé à une distance minimale de un mètre (1 m) d'une ligne de terrain, selon certaines conditions.
Les terrains transversaux visés de cette zone longeant le côté sud de la rue Robert-Bernard, à l'ouest du boulevard René-Lévesque.

B) • d'autoriser, pour la zone d'habitation H03-08, l'usage « maison de chambres », selon des conditions particulières et en apportant également des ajustements à la définition;
• de modifier, pour cette même zone, certaines normes relatives à la construction de bâtiment, et ce, pour certaines classes d'usages.
Cette zone est localisée de part et d'autre de la rue Brock, approximativement entre les rues St-Jean et des Forges,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

78/1/06 - Adoption du règlement no 3388-1 – Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3388-1 a été donné (réf : 1573/12/05), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3388-1 amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

A) d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone résidentielle 28 Ra, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant dans le but d'en faire une maison intergénérations.
Cette zone est localisée à proximité de l'intersection de la route 122 et du boulevard Foucault;

B) de remplacer le numéro de la zone 29 A localisée à proximité de l'autoroute Jean-Lesage, entre le boulevard Foucault et la limite de la municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover, par le numéro 25 A,

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

79/1/06 - Adoption du règlement no 3393-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3393-1 a été donné (réf : 1576/12/05), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3393-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone d'habitation H03-17, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant d'une habitation unifamiliale isolée, et ce, dans le but d'en faire une maison intergénérations.
Cette zone est délimitée approximativement par l'avenue du Marais-Ombragé, la route 122 et l'impasse du Ruisselet,

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

80/1/06 - Adoption du règlement no 3394-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3394-1 a été donné (réf : 1579/12/05), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3394-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H12-21 à même une partie de la zone d'habitation H12-27 de manière à y inclure une portion de terrain longeant la limite des deux (2) zones.
Ces zones sont situées entre le boulevard Cusson et la rue St-Onge et longent en partie la rue Cardin,

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

81/1/06 - Adoption du règlement no 3396-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3396-1 a été donné (réf : 1585/12/05), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3396-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone commerciale C02-03 de manière à :
  - ne plus autoriser les usages faisant partie du groupe d'usages « Industrie du bois »;
  - autoriser le groupe d'usages « Industrie de l'habillement »;
  - autoriser certains usages de la classe d'usages C1 (commerce de détail et de service de voisinage) selon certaines conditions.

  Cette zone est localisée approximativement de part et d'autre du boulevard Mercure, entre les rues Sylvio et Pie XII,

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

82/1/06 - Adoption du règlement no 3411 prévoyant un emprunt de 587 000 $ pour l'achat de machinerie pour le Service des travaux publics

Lecture est donnée du règlement no 3411 prévoyant un emprunt de 587 000 $ pour l'achat de machinerie pour le Service des travaux publics.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3411, et ce, de 9 heures à 19 heures les 30 et 31 janvier 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Madame Diane Sirois Pelletier, employée au Service de la trésorerie et à toute la famille à l'occasion du décès de son beau-père monsieur Marius Pelletier;
- Madame Nathalie Gaudet, brigadière scolaire et à toute la famille à l'occasion du décès de sa sœur madame Linda Gaudet Jones également brigadière scolaire;
- Madame Carmen Houle, employée au Service de la trésorerie et à toute la famille à l'occasion du décès de son père monsieur Jean-Marcel Houle.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Richard Vadeboncoeur, Desfor

- Monsieur Vadeboncoeur demande des explications en regard de l'analyse des soumissions pour le contrôle biologique des mouches noires. Selon ses propos la Ville aurait dû avoir recours à l'expertise d'un professionnel dans le domaine.

- Me Claude Proulx résume la procédure suivie pour l'analyse des soumissions.

Monsieur Christian Rajotte

- Monsieur Rajotte interroge sur les hausses de dépenses prévues au budget 2006 pour le transport en commun, la sécurité incendie et la Sûreté du Québec.

- Madame la mairesse informe que :

  - pour le transport en commun, il s'agit d'une augmentation qui fait suite à l'exécution du contrat mais que par ailleurs la Ville n'a pas augmenté les tarifs;
  - pour la Sûreté du Québec, la tarification du gouvernement tient compte de l'évaluation foncière;
  - quant au service d'incendie, il s'agit des coûts de main d'œuvre dûs à des changements d'échelon.

Monsieur Benjamin Milot

- Où en sont rendues les études sur le déversement des eaux de lixiviat ?

- Madame la mairesse mentionne que les études sont terminées. Les membres du conseil en prendront connaissance la semaine prochaine et par la suite des rencontres sont prévues avec le ministère des Affaires municipales et le ministère de l'Environnement.

De plus, les groupes préoccupés par l'environnement seront invités à une rencontre, neuf (9) organismes pourront être représentés.

- Me Claude Proulx rappelle que les études ne seront pas disponibles avant que les discussions ne soient terminées.

- Le conseiller Pierre Levasseur confirme que le projet en est à l'étape d'évaluation.

Monsieur Benjamin Milot

- La Ville ira-t-elle de l'avant malgré la désapprobation du ministre de l'Environnement, Stéphane Dion ?

- Madame la mairesse rappelle que déjà des villes importantes traitent les eaux de lixiviat. Des études techniques sont faites pour évaluer la faisabilité. D'autres usines font un prétraitement.

- Le conseiller Pierre Levasseur est d'avis qu'il s'agit d'assurer un meilleur contrôle sur le final.

Monsieur Benjamin Milot

- Peut-il y avoir déversement des réseaux d'égout ?

- Me Claude Proulx confirme qu'il peut y avoir un trop plein mais que des installations prévoient ces situations.

Madame Berthe Tessier

- Madame Tessier demande que la Ville surseoit à la décision jusqu'à ce qu'Intersan ait fait sa demande d'agrandissement et que la population se soit prononcée.

- Madame la mairesse est d'avis qu'il s'agit de deux (2) dossiers complètement différents. Les eaux de lixiviat sont déjà là. La Ville impose des normes plus sévères que celles du ministère de l'Environnement.

- Le conseiller Yves Grondin veut que les eaux soient traitées du mieux possible. Il faut donc faire face à nos responsabilités et assurer le meilleur contrôle possible.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 6 février 2006.

83/1/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21h00.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

6 FÉVRIER 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 6 février 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin (à compter de la résolution no 202/2/06)
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

84/2/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

85/2/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 16 janvier 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 janvier 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

86/2/06

- ***Reconstruction du pont au-dessus du ruisseau Kelly sur le chemin du 5e rang***
  (Soumission no Q93958-404-2 – Ouverture 23.01.06)
  (abrogeant et remplaçant la résolution no 280/3/05)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean Beauchesne, ingénieur, Groupe Conseil Génivar inc., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Les Coffrages Carmel inc. au montant de 450 984,49 $ incluant les taxes soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme, le tout conditionnel à l'émission du certificat d'autorisation par le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

La présente abroge et remplace la résolution no 280/3/05 adoptée le 14 mars 2005.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

87/2/06

- ***Entretien du réseau d'éclairage de rues et des feux de circulation***
  (Soumission no TP-05-04 - Ouverture 01.02.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la soumission de Électro-système P.L. inc. au montant de 349 160,10 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

88/2/06

- Impression – Bulletin officiel de la Ville (Soumission 06-0011 - Ouverture 02.02.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission d'Imprimerie Lemire au montant total de 41 178,95 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception d'une lettre des résidants des rues Gaston, Hélène et Mailhot ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

89/2/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 16 janvier 2006 au 6 février 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 3 714 200,98 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

90/2/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 210 rue Alfred-Pellan de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la distance minimale entre une galerie et un escalier existants et la ligne latérale du terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 121-57 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 210 rue Alfred-Pellan de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.11);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, la distance minimale entre une galerie et un escalier et une ligne latérale de terrain est de un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis pour la nouvelle construction en septembre 2005 et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à :

- un virgule deux mètre (1,2 m) la distance minimale entre l'escalier et la ligne latérale droite de terrain (soit la ligne mitoyenne avec le lot 121-58), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule trois mètre (0,3 m);
- zéro virgule quarante-cinq mètre (0,45 m) la distance minimale entre la galerie et la ligne latérale droite de terrain (soit la ligne mitoyenne avec le lot 121-58), ce qui représente une irrégularité de un virgule zéro cinq mètre (1,05 m);

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est à l'effet que la construction de la galerie et de l'escalier était prévue sur le plan révisé de construction présenté à la Ville pour acceptation;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, le requérant mentionne que les dimensions de la galerie construite sont légèrement supérieures à ce que le plan de construction présentait;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'une version modifiée du projet initial tenant compte d'une modification de l'emplacement de l'accès au bâtiment pour le logement intergénérations prévu au départ à l'intérieur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que les constructions sont existantes;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis de construction et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer :

- de un virgule cinq mètre (1,5 m) à un virgule deux mètre (1,2 m) la distance minimale entre l'escalier et la ligne latérale droite de terrain (soit la ligne mitoyenne avec le lot 121-58);
- de un virgule cinq mètre (1,5 m) à zéro virgule quarante-cinq mètre (0,45 m) la distance minimale entre la galerie et la ligne latérale droite de terrain (soit la ligne mitoyenne avec le lot 121-58);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 121-57 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 210 rue Alfred-Pellan de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

91/2/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 17-19 rue St-Laurent de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la distance minimale entre un garage isolé existant et deux (2) lignes de terrain, soit une ligne latérale et la ligne arrière, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 961 du cadastre officiel du Québec, soit aux 17 et 19 rue St-Laurent de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.13);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, la distance minimale entre un garage isolé et les lignes de terrain est de un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé a été érigé suite à l'émission d'un permis de construction en 1966 et, qu'à l'époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en novembre 2005 pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit plan établit à :

- zéro virgule soixante-neuf mètre (0,69 m) la distance minimale entre le garage isolé existant et la ligne latérale gauche de terrain (soit la ligne mitoyenne au lot 3 083 962), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule trente et un mètre (0,31 m);

- zéro virgule soixante-quatorze mètre (0,74 m) la distance minimale entre le garage isolé existant et la ligne arrière de terrain, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule vingt-six mètre (0,26 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant depuis 1966;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer :

- de un mètre (1 m) à zéro virgule soixante-neuf mètre (0,69 m) la distance minimale entre le garage isolé existant et la ligne de terrain latérale gauche, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas sept virgule vingt-quatre mètres (7,24 m);
- de un mètre (1 m) à zéro virgule soixante-quatorze mètre (0,74 m) la distance minimale entre le garage isolé existant et la ligne de terrain arrière, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas quatre virgule cinquante-huit mètres (4,58 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 961 du cadastre officiel du Québec, soit aux 17 et 19 rue St-Laurent de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

92/2/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 50 rue Landreville de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 162B-106, 162B-105P. et 164P. du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 50 rue Landreville de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.14);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H11-22), la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal est établie à trois virgule quatre-vingt-sept mètres (3,87 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment était existant en 1952 et, qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en décembre 2005 pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à deux virgule trente-neuf mètres (2,39 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de un virgule quarante-huit mètre (1,48 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis environ 1952;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de trois virgule quatre-vingt-sept mètres (3,87 m) à deux virgule trente-neuf mètres (2,39 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur totale du mur en dérogation n'excède pas sept virgule quatre-vingt-treize mètres (7,93 m), et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 162B-106, 162B-105P. et 164P. du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 50 rue Landreville de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

93/2/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 28 rue de Gaspé de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 109-59, 109-60, 109-61 et 109-62 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 28 rue de Gaspé de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.15);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H06-17), la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant est de six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment était existant en 1950 et, qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en septembre 2005 pour des fins de prêt hypothécaire et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à deux virgule quatre-vingt-neuf mètres (2,89 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de trois virgule onze mètres (3,11 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis environ 1950;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de six mètres (6 m) à deux virgule quatre-vingt-neuf mètres (2,89 m) la marge de recul minimale applicable au

bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas trente-huit virgule vingt-quatre mètres (38,24 m), et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 109-59, 109-60, 109-61 et 109-62 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 28 rue de Gaspé de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

94/2/06 - Dépôt du procès-verbal (25.01.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 25 janvier 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

95/2/06 - Acceptation des travaux de démolition pour le bâtiment principal situé au 1100 boulevard René-Lévesque de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 1100 boulevard René-Lévesque de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition d'un bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment principal et à aménager le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment n'a pas de valeur patrimoniale et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est mis en vente par le propriétaire;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera nettoyé, nivelé et engazonné;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement doivent être enlevées afin d'éviter leur utilisation et ainsi limiter les possibilités d'usage non conforme sur le site (usage secondaire sans usage principal);

CONSIDÉRANT QU'aucun affichage ne demeurera sur le site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition du bâtiment principal (tel que mentionné ci-dessus) situé au 1100 boulevard René-Lévesque de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. **Tous les travaux de démolition et d'aménagement de terrain doivent être complétés au plus tard le 1er septembre 2006.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

96/2/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 4025 boulevard St-Joseph de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 4025 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne sur poteau d'une superficie maximale de cinq virgule vingt-trois mètres carrés (5,23 m^2) et d'une hauteur maximale de cinq virgule dix mètres (5,10 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée en cour avant aux abords du boulevard Saint-Joseph, et ce, pratiquement au centre du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le poteau de l'enseigne est composé de métal et que la largeur de celui-ci (environ quatre-vingt-onze centimètres (91 cm)) ne rend pas l'enseigne imposante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier lumineux de l'enseigne est ornementé, en parties supérieure et inférieure, d'une moulure décorative en métal de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE les faces de l'enseigne (fond de ces dernières) sont de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le gris, le rouge et le vert;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, sa hauteur et sa localisation, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa hauteur, ses dimensions et son traitement, n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'une vingtaine d'arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 4025 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

97/2/06 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1930 boulevard Lemire de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1930 boulevard Lemire de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à refaire la toiture du bâtiment ainsi qu'à réaliser une marquise sur la galerie (terrasse);

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une toiture en pente permet d'ajuster les différents niveaux de toiture existants du bâtiment, mais que ces travaux ne permettent pas, de façon significative, de mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'acier proposé est de couleur vert pâle et sans traitement particulier;

CONSIDÉRANT QU'aucune toiture des bâtiments situés dans le secteur n'est réalisée avec ce matériau, ce qui n'assure pas une bonne continuité du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une toiture sur le bâtiment ne permet pas d'obtenir une image de qualité supérieure pour le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet n'améliore pas de façon suffisante les qualités architecturales du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est situé à une intersection importante du secteur et que le projet de rénovation doit s'effectuer de façon à améliorer le cadre bâti;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1930 boulevard Lemire de la Ville de Drummondville, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au manque d'harmonie de ces travaux par rapport au cadre bâti et dans l'atteinte d'une image de qualité supérieure pour le bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

98/2/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 586 rue St-Jean de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 586 rue Saint-Jean de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- réparer au besoin les joints de maçonnerie;
- changer les ouvertures;
- refaire les garde-corps des galeries et des escaliers;
- refaire la toiture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des fenêtres sont remplacées par des fenêtres de type « à battant »;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures de grandes surfaces auront une section vitrée et fixe au centre et une section de type « à battant » aux extrémités;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les portes sont remplacées par des portes stylisées;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps des galeries et des escaliers sont refaits en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est refaite sans modifier le style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 586 rue Saint-Jean de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

99/2/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 61-71 rue Manseau de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 67-71 rue Manseau de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- réparer au besoin les joints de maçonnerie;
- changer le revêtement extérieur des annexes du bâtiment;
- réparer les galeries, les garde-corps ainsi que la toiture protégeant ces dernières (galeries des étages);
- refaire la galerie du rez-de-chaussée;
- refaire la toiture;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des annexes (localisées en cour arrière) est remplacé par un clin de bois de couleur s'harmonisant avec la couleur de la brique;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » et dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le style des fenêtres s'inspire de celui des fenêtres « à guillotine » existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les portes sont remplacées et que ces dernières s'inspirent du style de celles existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les galeries, les garde-corps ainsi que la toiture protégeant les galeries sont restaurés en conservant leur style;

CONSIDÉRANT QUE la galerie du rez-de-chaussée est refaite en s'inspirant du style architectural de celles des étages;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est refaite sans modifier le style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent de préserver le style architectural du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 67-71 rue Manseau de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

100/2/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 50 rue St-Laurent de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 50 rue Saint-Laurent de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Laurent, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne projetante constituée de bois d'une superficie approximative de zéro virgule vingt-quatre mètre carré (0,24 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée et non lumineuse est localisée à gauche de l'entrée de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de métal de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le rouge, le blanc, le bleu, le beige, le brun et le noir, sont des couleurs qui s'harmonisent entre elles;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et son traitement, l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 50 rue Saint-Laurent de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

101/2/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 474 rue Lindsay de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 474 rue Lindsay de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de un virgule zéro trois mètre carré (1,03 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est principalement composée d'une plaque rectangulaire sur laquelle est appliqué un message non lumineux;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le blanc et l'orange;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée au-dessus de la porte d'accès de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE de par ses caractéristiques (forme, couleurs et dimensions), l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement métallique de couleur blanche est repeint de couleur terre s'harmonisant avec les couleurs du revêtement de brique;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type et sa forme), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 474 rue Lindsay de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

102/2/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur muret pour le bâtiment situé au 1910 boulevard St-Joseph de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur muret pour le bâtiment situé au 1910 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.31);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville et abords du boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur muret sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer, aux abords du boulevard Saint-Joseph, une (1) enseigne sur muret d'une superficie maximale de cinq virgule vingt mètres carrés (5,20 m^2) et d'une hauteur maximale de deux virgule soixante-dix-sept mètres (2,77 m);

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est lumineuse, ce qui permet une bonne visibilité de cette dernière, sans que celle-ci soit trop prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la cour avant du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le muret (structure) est composé de briques de couleur rouge, lesquelles s'harmonisent avec celles se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure des colonnes de maçonnerie est composée d'un couronnement de béton préfabriqué de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de deux (2) modules d'affichage, lesquels sont séparés par des moulures métalliques de couleur terre, ce qui anime cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les faces de l'enseigne (fond de ces dernières) sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'une vingtaine d'arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'enseigne proposée, de par sa forme, ses couleurs et son design en général, s'inspire des caractéristiques du bâtiment principal et est en harmonie avec ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur muret (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1910 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

103/2/06 - Dénomination de trois (3) parcs dans le développement résidentiel « Le Quartier » (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la dénomination de trois (3) parcs dans le développement résidentiel « Le Quartier » (secteur Drummondville) à savoir :

- **Jardin des Iris-Versicolores**, pour le terrain localisé entre la route 122 et l'impasse du Ruisselet (lot 175P. du quartier nord du cadastre de l'ancienne Ville de Drummondville);
- **Jardin de la Dame-des-Bois**, pour le terrain localisé entre le cours des Morilles et le croissant des Hautes-Cimes (lot 175P. du quartier nord du cadastre de l'ancienne Ville de Drummondville);
- **Jardin du Bruant-Chanteur**, pour le terrain localisé entre le cours du Chevreuil et la voie ferrée du Canadien National (C.N.) (lot 175P. du quartier nord du cadastre de l'ancienne Ville de Drummondville); le tout en référence à un oiseau passereau des champs, des prés ou des jardins.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Gilles Fontaine remercie les étudiants de l'école Jean-Raimbault pour leurs suggestions.

104/2/06 - Dénomination d'une (1) voie de circulation et prolongement de quatre (4) voies de circulation dans le développement « Jardins Saint-Laurent » (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la dénomination et au prolongement des rues suivantes :

Dénomination

- **« rue Huberdeault »** (lot 297P.) la nouvelle voie de circulation localisée à l'extrémité des 23^{e}, 24^{e}, 25^{e} et 26^{e} Avenues, en l'honneur de madame Léonora Huberdeault (1909-1982), mère de la propriétaire du lot madame Yvette Grisé.

Prolongement

- **« 23^{e} Avenue »** (lot 297P.);
- **« 24^{e} Avenue »** (lot 297P.);
- **« 25^{e} Avenue »** (lot 297P.);
- **« 26^{e} Avenue »** (lot 297P.).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de janvier 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 31 janvier 2006.

105/2/06 - Signature d'une entente intermunicipale à intervenir avec la paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham relativement au contrôle biologique des mouches noires

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la paroisse de Saint-Majorique-de-Grantham relativement au contrôle biologique des mouches noires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

106/2/06 - Signature d'une entente à intervenir avec la municipalité de Saint-François-du-Lac relativement au contrôle biologique des mouches noires sur le territoire des municipalités du Bas Saint-François

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec la municipalité de Saint-François-du-Lac relativement au contrôle biologique des mouches noires sur le territoire des municipalités du Bas Saint-François.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

107/2/06 - Protocole d'entente avec la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville pour l'animation de la place Saint-Frédéric

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville pour l'animation de la place Saint-Frédéric.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2006 et comprend le versement d'une subvention de 20 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

108/2/06 - Protocole d'entente avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation de la piscine intérieure du Centre Culturel

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation de la piscine intérieure du Centre Culturel par le club de natation « Les Requins ».

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 3 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

109/2/06 - Protocole d'entente avec le Club Optimiste St-Charles-de-Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Club Optimiste St-Charles-de-Drummond inc.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006 et comprend le versement d'une subvention de 7 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

110/2/06 - Signature d'un bail de location du chalet Bernier pour l'année 2006 - Les Alcooliques Anonymes section l'Intergroupe Drummondville

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location avec Les Alcooliques Anonymes section l'Intergroupe Drummondville pour l'utilisation du chalet Bernier en 2006.

Le bail sera d'une durée d'un an à compter du 1er janvier 2006 au coût de 1 464 $ payable en deux versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

111/2/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire Saint-Charles pour la mise sur pied d'un projet de collaboration favorisant les programmes de loisirs culturels au Centre Réal-Rochefort

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Saint-Charles pour la mise sur pied d'un projet de collaboration favorisant les programmes de loisirs culturels au Centre Réal-Rochefort.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er janvier 2006 au 31 décembre 2010.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

112/2/06 - Protocole d'entente avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Activités de boxe et de kick boxing

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'utilisation par l'Association de boxe et de kick boxing de Drummondville de la salle de sport du Refuge La Piaule.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 3 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

113/2/06 - Protocole d'entente avec le Centre d'Action Bénévole Drummond inc. pour la gestion de La Magnétothèque de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre d'Action Bénévole Drummond inc. pour la gestion de La Magnétothèque de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable du 1er janvier au 31 décembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

114/2/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec la Maison Marie Rivier de Drummondville inc.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec la Maison Marie Rivier de Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

115/2/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec Le Festival Mondial de Folklore Drummond inc.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec Le Festival Mondial de Folklore Drummond inc. pour la tenue du Mondial des Cultures qui se tiendra du 6 au 16 juillet 2006.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006 et comprend le versement d'une subvention de 112 000 $ en argent et de 90 000 $ en services. De plus, une somme additionnelle de 15 000 $ en argent est versée pour la 25e édition du Mondial des cultures.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

116/2/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec la Maison des jeunes de Saint-Charles-de-Drummond

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec la Maison des jeunes de Saint-Charles-de-Drummond.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

117/2/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec la Maison de Quartier de Drummondville inc.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec la Maison de Quartier de Drummondville inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 10 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

118/2/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec Les Groupes Populaires associés de Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec Les Groupes Populaires associés de Drummond inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 1 600 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

119/2/06 - Signature d'une entente à intervenir avec Transport Diligence inc. pour l'opération d'un service de transport adapté en 2006

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec Transport Diligence inc. pour l'opération d'un service de transport adapté en 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

120/2/06 - Présentation du projet « Remplacement des infrastructures sur les rues Brock et Des Forges » au programme de Fonds sur l'infrastructure municipale rurale 1 (FIMR1) et engagement de la Ville à assumer la part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville présente son projet « Remplacement des infrastructures sur les rues Brock et Des Forges » au programme de Fonds sur l'infrastructure municipale rurale 1 (FIMR1) et s'engage à assumer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation du projet, et ce, dès sa réalisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

121/2/06 - Délégation d'un élu au comité de gestion du bassin versant de la rivière Saint-François (Cogesaf)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville délègue monsieur Jocelyn Gagné au comité de gestion du bassin versant de la rivière Saint-François (Cogesaf).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

122/2/06 - Délégation au congrès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ)

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville délègue mesdames Francine Ruest-Jutras et Denise Picotin ainsi que messieurs Pierre Levasseur, Roberto Léveillée, Gilles Fontaine, Alain Martel, Mario Jacques, Christian Tourigny, Yves Grondin et Claude Proulx au congrès de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) qui se tiendra à Québec du 27 au 29 avril 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

123/2/06 - Délégation au congrès de la Fédération canadienne des municipalités (FCM)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville délègue messieurs Jocelyn Gagné et Jean Shooner au congrès de la Fédération canadienne des municipalités (FCM) qui se tiendra à Montréal du 2 au 5 juin 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

124/2/06 - Délégation au 19^{e} colloque annuel Les Arts et la Ville qui se tiendra à Rimouski du 17 au 19 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville délègue messieurs Yves Grondin et Jocelyn Gagné, conseillers, au 19^{e} colloque annuel Les Arts et la Ville qui se tiendra à Rimouski du 17 au 19 mai 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

125/2/06 - Subvention de 7 500 $ - Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 7 500 $ à la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour la gestion du Programme à l'excellence culturelle.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

126/2/06 - Subvention de 100 $ - L'Aféas femmes en mouvement

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à l'Aféas femmes en mouvement à titre de subvention 2006 pour l'organisation de la journée de la femme.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

127/2/06 - Subvention de 1750 $ - La Coalition des 45 ans pour l'emploi

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1750 $ à La Coalition des 45 ans pour l'emploi à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

128/2/06 - Subvention de 500 $ - Les Grands du Sport à Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à Les Grands du Sport à Drummondville inc. à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

129/2/06 - Subvention de 1 000 $ - Cégep de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1000 $ au Cégep de Drummondville pour le mérite étudiant, édition 2005-2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

130/2/06 - Subvention de 2 000 $ - Gala communautaire Drummond

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 000 $ au Gala communautaire Drummond à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

131/2/06 - Subvention de 2 500 $ - Maison Habit-Action

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ à la Maison Habit-Action à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

132/2/06 - Dépôt de la candidature de la Ville de Drummondville comme ville hôtesse pour la tenue du 19e Colloque sur l'action municipale et les familles en 2007

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville dépose sa candidature comme ville hôtesse pour la tenue du 19e Colloque sur l'action municipale et les familles en 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

133/2/06 - Vente d'une partie du lot 6 du rang I du cadastre du canton de Simpson de la circonscription foncière de Drummond à monsieur

Christian Gagnière

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la vente d'une partie du lot 6 du rang I du cadastre du canton de Simpson de la circonscription foncière de Drummond à monsieur Christian Gagnière. Ledit terrain d'une superficie de 426,3 mètres carrés est vendu au prix de 5,38 $ le mètre carré pour un montant total de 2 293 $, les frais d'arpenteur et de notaire en sus.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

134/2/06 - Signature d'un acte d'échange à intervenir entre la Ville de Drummondville et R. Guilbeault Construction inc. (partie 168 du cadastre du canton de Grantham)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'échange à intervenir avec R. Guilbeault Construction inc. relativement à la partie 168 du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

135/2/06 - Mandat à Communication Jean Dufresne – Conception et montage des bulletins d'informations

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Communication Jean Dufresne aux fins de réaliser la conception et le montage des bulletins d'informations pour les mois de mars, mai, juin, octobre, décembre 2006 ainsi que janvier 2007. Les honoraires sont au montant de 9 800 $ taxes en sus, le tout selon une offre de services déposée le 3 février 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

136/2/06 - Mandat à monsieur Pierre Damico aux fins d'assurer l'intérim à la direction du Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate monsieur Pierre Damico aux fins d'assurer l'intérim à la direction du Service de sécurité incendie, et ce, à compter de la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

137/2/06 - Mandat à Les Consultants Falardeau & Associés Ltée – Étude d'une synchronisation optimale des feux de circulation du boulevard Lemire, et ce, de la rue St-Laurent à la rue Canadien / sortie autoroute Jean-Lesage

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Consultants Falardeau & Associés Ltée aux fins de procéder à une étude de synchronisation optimale des feux de circulation du boulevard Lemire, et ce, de la rue St-Laurent à la rue Canadien / sortie autoroute Jean-Lesage. Les honoraires sont au montant de 9 977 $ taxes incluses.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

138/2/06 - Mandat à Les Consultants Falardeau & Associés Ltée – Préparation des plans et devis, surveillance des travaux d'installation de nouveaux feux de circulation au carrefour Montplaisir / Pont de la Traverse et synchronisation du nouveau carrefour à feux rue St-Georges

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Consultants Falardeau & Associés Ltée aux fins de préparer les plans et devis et d'assurer la surveillance des travaux d'installation des nouveaux feux de circulation au carrefour de la rue Montplaisir et du Pont de la Traverse et de faire la synchronisation du nouveau carrefour à feux avec le réseau existant de la rue St-Georges. Les honoraires sont au montant de 17 295 $ taxes en sus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

139/2/06 - Mandat à la firme AXOR Experts-Conseil inc.– Réaliser une étude visant à évaluer la faisabilité de l'installation de rideaux flottants dans les étangs aérés de la station d'épuration

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme AXOR Experts-Conseil inc. aux fins de réaliser une étude visant à évaluer la faisabilité de l'installation de rideaux flottants dans les étangs aérés de la station d'épuration. Les honoraires sont de 11 446 $ taxes incluses.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

140/2/06 - Mandat à Teknika-HBA – Étude d'évaluation pour la mise en place d'un système de contrôle sur le réseau d'égout municipal permettant d'éviter tout rejet à l'environnement

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Teknika-HBA aux fins de procéder à une étude d'évaluation pour la mise en place d'un système de contrôle sur le réseau d'égout municipal permettant d'éviter tout rejet à l'environnement. Les honoraires sont de 4 700 $ taxes en sus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

141/2/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec 2334-5499 Québec inc. (M. Richard Lamoureux) pour le développement des rues de Canberra, de Prague, de Moscou et d'Amsterdam (Jardin des Galeries)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec la compagnie 2334-5499 Québec inc. (M. Richard Lamoureux) pour le développement des rues de Canberra, de Prague, de Moscou et d'Amsterdam situées dans le développement domiciliaire le Jardin des Galeries.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

142/2/06 - Mandat à Teknika-HBA – Développement des rues de Canberra, de Prague, de Moscou et d'Amsterdam (Jardin des Galeries)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Teknika-HBA aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement des rues de Canberra, de Prague, de Moscou et d'Amsterdam situées dans le développement domiciliaire le Jardin des Galeries, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

143/2/06 - Mandat aux Laboratoires Shermont inc. – Développement des rues de Canberra, de Prague, de Moscou et d'Amsterdam (Jardin des Galeries)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement des rues de Canberra, de Prague, de Moscou et d'Amsterdam situées dans le développement domiciliaire le Jardin des Galeries, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 3411

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

- règlement no 3411 décrétant l'achat en 2006 de machineries pour le Service des travaux publics de la Ville et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 587 000 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, le règlement est réputé approuvé.

144/2/06 - Avis de motion du règlement no 3430 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Cantonnier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 44 000 $

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3430 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Cantonnier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 44 000 $.

145/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3430 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Cantonnier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 44 000 $

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3430 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Cantonnier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 44 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

146/2/06 - Avis de motion du règlement no 3431 décrétant des travaux de

pavage et de bordures sur les rues Hugh-Campagna et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 87 000 $

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3431 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues Hugh-Campagna et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 87 000 $.

147/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3431 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues Hugh-Campagna et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 87 000 $

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3431 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues Hugh-Campagna et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 87 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

148/2/06 - Avis de motion du règlement no 3432 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de la Samarre et de la Sucrerie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 59 000 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3432 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de la Samarre et de la Sucrerie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 59 000 $.

149/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3432 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de la Samarre et de la Sucrerie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 59 000 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3432 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de la Samarre et de la Sucrerie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 59 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

150/2/06 - Avis de motion du règlement no 3433 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues de la Topaze et Auguste et prévoyant un emprunt n'excédant pas 61 000 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3433 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues de la Topaze et Auguste et prévoyant un emprunt n'excédant pas 61 000 $.

151/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3433 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues de la Topaze et Auguste et prévoyant un emprunt n'excédant pas 61 000 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no

3433 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues de la Topaze et Auguste et prévoyant un emprunt n'excédant pas 61 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

152/2/06 - Avis de motion du règlement no 3434 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Mozart et prévoyant un emprunt n'excédant pas 45 000 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3434 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Mozart et prévoyant un emprunt n'excédant pas 45 000 $.

153/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3434 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Mozart et prévoyant un emprunt n'excédant pas 45 000 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3434 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Mozart et prévoyant un emprunt n'excédant pas 45 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

154/2/06 - Avis de motion du règlement no 3435 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 100 000 $

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3435 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 100 000 $.

155/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3435 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 100 000 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3435 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 100 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

156/2/06 - Avis de motion du règlement no 3436 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Deblois et prévoyant un emprunt n'excédant pas 54 000 $

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3436 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Deblois et prévoyant un emprunt n'excédant pas 54 000 $.

157/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3436 décrétant des travaux de

pavage et de bordures sur la rue Deblois et prévoyant un emprunt n'excédant pas 54 000 $

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3436 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Deblois et prévoyant un emprunt n'excédant pas 54 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

158/2/06 - Avis de motion du règlement no 3437 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue des Perdrix et un segment de la rue St-Onge et prévoyant un emprunt n'excédant pas 250 000 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3437 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue des Perdrix et un segment de la rue St-Onge et prévoyant un emprunt n'excédant pas 250 000 $.

159/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3437 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue des Perdrix et un segment de la rue St-Onge et prévoyant un emprunt n'excédant pas 250 000 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3437 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue des Perdrix et un segment de la rue St-Onge prévoyant un emprunt n'excédant pas 250 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

160/2/06 - Avis de motion du règlement no 3438 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Alfred-Pellan et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 78 000 $

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3438 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Alfred-Pellan et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 78 000 $.

161/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3438 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Alfred-Pellan et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 78 000 $

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3438 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Alfred-Pellan et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 78 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

162/2/06 - Avis de motion du règlement no 3439 décrétant des travaux de

pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Orchidées et prévoyant un emprunt n'excédant pas 109 000 $

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3439 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Orchidées et prévoyant un emprunt n'excédant pas 109 000 $.

163/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3439 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Orchidées et prévoyant un emprunt n'excédant pas 109 000 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3439 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Orchidées et prévoyant un emprunt n'excédant pas 109 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

164/2/06 - Avis de motion du règlement no 3441 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Moscou et de Prague et prévoyant un emprunt n'excédant pas 111 000 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3441 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Moscou et de Prague et prévoyant un emprunt n'excédant pas 111 000 $.

165/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3441 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Moscou et de Prague et prévoyant un emprunt n'excédant pas 111 000 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3441 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Moscou et de Prague et prévoyant un emprunt n'excédant pas 111 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

166/2/06 - Avis de motion du règlement no 3442 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue d'Ottawa et prévoyant un emprunt n'excédant pas 28 000 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3442 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue d'Ottawa et prévoyant un emprunt n'excédant pas 28 000 $.

167/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3442 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue d'Ottawa et prévoyant un emprunt n'excédant pas 28 000 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du

règlement no 3442 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue d'Ottawa et prévoyant un emprunt n'excédant pas 28 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

168/2/06 - Avis de motion du règlement no 3443 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue du Marais-Ombragé et de la rue Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 160 000 $

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3443 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue du Marais-Ombragé et de la rue Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 160 000 $.

169/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3443 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue du Marais-Ombragé et de la rue Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 160 000 $

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3443 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue du Marais-Ombragé et de la rue Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 160 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

170/2/06 - Avis de motion du règlement no 3444 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Montée de l'Éden et Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 132 000 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3444 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Montée de l'Éden et Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 132 000 $.

171/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3444 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Montée de l'Éden et Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 132 000 $

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3444 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Montée de l'Éden et Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 132 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

172/2/06 - Avis de motion du règlement no 3445 décrétant des travaux de

pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Impasse du Ruisselet et Croissant des Hautes-Cimes et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 000 $

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3445 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Impasse du Ruisselet et Croissant des Hautes-Cimes et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 000 $.

173/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3445 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Impasse du Ruisselet et Croissant des Hautes-Cimes et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 000 $

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3445 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Impasse du Ruisselet et Croissant des Hautes-Cimes et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

174/2/06 - Avis de motion du règlement no 3446 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues des Bâtisseurs, de l'Écuyère, de la Dentellière et un segment de la rue de l'Antiquaire prévoyant un emprunt n'excédant pas 166 000 $

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3446 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues des Bâtisseurs, de l'Écuyère, de la Dentellière et un segment de la rue de l'Antiquaire prévoyant un emprunt n'excédant pas 166 000 $.

175/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3446 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues des Bâtisseurs, de l'Écuyère et de la Dentellière et un segment de la rue de l'Antiquaire et prévoyant un emprunt n'excédant pas 166 000 $

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3446 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues des Bâtisseurs, de l'Écuyère et de la Dentellière et un segment de la rue de l'Antiquaire et prévoyant un emprunt n'excédant pas 166 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

176/2/06 - Avis de motion du règlement no 3447 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues d'Athènes et de Varsovie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 181 000 $

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3447 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues d'Athènes et de Varsovie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 181 000 $.

177/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3447 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues d'Athènes et de Varsovie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 181 000 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3447 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues d'Athènes et de Varsovie et prévoyant une emprunt n'excédant pas 181 000 $;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

178/2/06 - Avis de motion du règlement no 3448 amendant le règlement no 666 déjà amendé par le règlement no 775 de l'ex-municipalité de Saint-Charles de façon à modifier les aires de stationnement à temps limité sur la rue Denery

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3448 amendant le règlement no 666 déjà amendé par le règlement no 775 de l'ex-municipalité de Saint-Charles de façon à modifier les aires de stationnement à temps limité sur la rue Denery.

179/2/06 - Avis de motion du règlement no 3450 décrétant des travaux de réfection de rues, de réaménagement de feux de circulation, d'implantation de feux de circulation, de signalisation, de réfection de terre-plein, de préparation des plans et devis et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 524 900 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3450 décrétant des travaux de réfection de rues, de réaménagement de feux de circulation, d'implantation de feux de circulation, de signalisation, de réfection de terre-plein, de préparation des plans et devis et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 524 900 $.

180/2/06 - Adoption du projet de règlement no 3383 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean Shooner,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3383, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer les nouvelles affectations communautaire P-1 et résidentielle R-1 à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 actuelle et pour l'affectation communautaire P-1 également à même la totalité de l'affectation commerciale C-1 de manière à y intégrer respectivement :
  - la superficie de terrain vouée à un parc, soit les terrains localisés à l'extrémité des rues des Iris, des Pivoines et des Lys;
  - les terrains donnant sur les rues Fradet, des Pivoines, des Iris, des Orchidées, des Lys, des Jonquilles et des Camélias, à l'exception de ceux situés de part et d'autre de la rue Fradet où sont autorisées des habitations de trois (3) à quatre (4) logements;
- d'abroger l'affectation commerciale C-1.

Ces affectations sont localisées au sud des boulevards Allard et des Chutes et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

181/2/06 - Avis de motion du règlement no 3383 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3383 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer les nouvelles affectations communautaire P-1 et résidentielle R-1 à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 actuelle et pour l'affectation communautaire P-1 également à même la totalité de l'affectation commerciale C-1 de manière à y intégrer respectivement :
  - la superficie de terrain vouée à un parc, soit les terrains localisés à l'extrémité des rues des Iris, des Pivoines et des Lys;
  - les terrains donnant sur les rues Fradet, des Pivoines, des Iris, des Orchidées, des Lys, des Jonquilles et des Camélias, à l'exception de ceux situés de part et d'autre de la rue Fradet où sont autorisées des habitations de trois (3) à quatre (4) logements;
- d'abroger l'affectation commerciale C-1.

Ces affectations sont localisées au sud des boulevards Allard et des Chutes et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier.

182/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3383 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3383, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer les nouvelles affectations communautaire P-1 et résidentielle R-1 à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 actuelle et pour l'affectation communautaire P-1 également à même la totalité de l'affectation commerciale C-1 de manière à y intégrer respectivement :
  - la superficie de terrain vouée à un parc, soit les terrains localisés à l'extrémité des rues des Iris, des Pivoines et des Lys;
  - les terrains donnant sur les rues Fradet, des Pivoines, des Iris, des Orchidées, des Lys, des Jonquilles et des Camélias, à l'exception de ceux situés de part et d'autre de la rue Fradet où sont autorisées des habitations de trois (3) à quatre (4) logements;
- d'abroger l'affectation commerciale C-1.

Ces affectations sont localisées au sud des boulevards Allard et des Chutes et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

183/2/06 - Adoption du projet de règlement no 3384 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3384, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H06-28 à même une partie des zones d'habitation H06-23 et communautaire P06-11, de manière à inclure la majorité des terrains donnant sur les rues projetées dénommées rue des Pivoines et rue des Iris et voués à la construction d'habitations unifamiliales isolées.

Ces zones sont localisées au sud des boulevards Allard et des Chutes et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

184/2/06 - Avis de motion du règlement no 3384 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Jean Shooner donne avis de motion du règlement no 3384 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H06-28 à même une partie des zones d'habitation H06-23 et communautaire P06-11, de manière à inclure la majorité des terrains donnant sur les rues projetées dénommées rue des Pivoines et rue des Iris et voués à la construction d'habitations unifamiliales isolées.

Ces zones sont localisées au sud des boulevards Allard et des Chutes et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier.

185/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3384 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3384, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H06-28 à même une partie des zones d'habitation H06-23 et communautaire P06-11, de manière à inclure la majorité des terrains donnant sur les rues projetées dénommées rue des Pivoines et rue des Iris et voués à la construction d'habitations unifamiliales isolées.

Ces zones sont localisées au sud des boulevards Allard et des Chutes et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

186/2/06 - Adoption du projet de règlement no 3414 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3414, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de modifier les dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieur pour certains bâtiments agricoles, selon certaines conditions, et ce, pour toutes les zones où les usages des classes d'usages agricole ($\mathbf{a_1}$) et agricole forestier ($\mathbf{a_2}$) sont autorisés;
B) d'établir des règles particulières concernant la forme, les matériaux de revêtement extérieur ainsi que certaines normes d'implantation pour les bâtiments accessoires de type « entrepôt » du groupe d'usages « utilité publique », et ce, pour la zone industrielle I08-01,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

187/2/06 - Avis de motion du règlement no 3414 – Zonage no 2520 (secteur

Drummondville)

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3414 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de modifier les dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieur pour certains bâtiments agricoles, selon certaines conditions, et ce, pour toutes les zones où les usages des classes d'usages agricole (**a_1**) et agricole forestier (**a_2**) sont autorisés;
B) d'établir des règles particulières concernant la forme, les matériaux de revêtement extérieur ainsi que certaines normes d'implantation pour les bâtiments accessoires de type « entrepôt » du groupe d'usages « utilité publique », et ce, pour la zone industrielle I08-01.

188/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3414 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3414, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de modifier les dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieur pour certains bâtiments agricoles, selon certaines conditions, et ce, pour toutes les zones où les usages des classes d'usages agricole (**a_1**) et agricole forestier (**a_2**) sont autorisés;
B) d'établir des règles particulières concernant la forme, les matériaux de revêtement extérieur ainsi que certaines normes d'implantation pour les bâtiments accessoires de type « entrepôt » du groupe d'usages « utilité publique », et ce, pour la zone industrielle I08-01;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

189/2/06 - Adoption du projet de règlement no 3417 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3417, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H12-01 à même une partie des zones d'habitation H12-39 et HL12-02 de manière à y inclure deux (2) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Hélène ainsi qu'une portion de terrain longeant le côté sud-ouest du boulevard St-Joseph Ouest.
  Ces zones sont situées approximativement entre la rue Gaston, le côté nord-ouest de la rue Lemaire Sud ainsi que le côté sud-ouest du boulevard St-Joseph Ouest,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

190/2/06 - Avis de motion du règlement no 3417 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3417 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H12-01 à même une partie des zones d'habitation H12-39 et HL12-02 de manière à y inclure deux (2) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Hélène ainsi qu'une portion de terrain longeant le côté sud-ouest du boulevard St-Joseph Ouest.
  Ces zones sont situées approximativement entre la rue Gaston, le côté nord-ouest de la rue Lemaire Sud ainsi que le côté sud-ouest du boulevard St-Joseph Ouest.

191/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3417 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3417, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H12-01 à même une partie des zones d'habitation H12-39 et HL12-02 de manière à y inclure deux (2) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Hélène ainsi qu'une portion de terrain longeant le côté sud-ouest du boulevard St-Joseph Ouest.
  Ces zones sont situées approximativement entre la rue Gaston, le côté nord-ouest de la rue Lemaire Sud ainsi que le côté sud-ouest du boulevard St-Joseph Ouest;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

192/2/06 - Adoption du projet de règlement no 3429 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3429, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de prévoir, pour la zone commerciale C08-02 :
  - une augmentation de six (6) à neuf (9) le nombre maximal de logements par bâtiment;
  - une modification quant aux usages commerciaux et mixtes (résidentiel et commercial) actuellement autorisés;

  Cette zone est localisée principalement de part et d'autre de la rue St-Laurent et des 12e et 13e Avenues,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

193/2/06 - Avis de motion du règlement no 3429 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3429 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de prévoir, pour la zone commerciale C08-02 :
  - une augmentation de six (6) à neuf (9) le nombre maximal de logements par bâtiment;
  - une modification quant aux usages commerciaux et mixtes (résidentiel et commercial) actuellement autorisés;

  Cette zone est localisée principalement de part et d'autre de la rue St-Laurent et des 12e et 13e Avenues.

194/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3429 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3429, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de prévoir, pour la zone commerciale C08-02 :
  - une augmentation de six (6) à neuf (9) le nombre maximal de logements par bâtiment;
  - une modification quant aux usages commerciaux et mixtes (résidentiel et commercial) actuellement autorisés;

  Cette zone est localisée principalement de part et d'autre de la rue St-Laurent et des 12e et 13e Avenues;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

195/2/06 - Adoption du projet de règlement no 3449 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean Shooner,
et résolu :

1o QUE le projet de règlement no 3449, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H03-27 à même une partie de la zone d'habitation H03-07 actuelle, de manière à y inclure la majorité des terrains situés du côté nord-ouest de la rue des Forges et de part et d'autre de la rue Holmes;

- d'autoriser, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages que ceux autorisés auparavant pour les terrains concernés et de maintenir les mêmes normes et dispositions applicables, à l'exception de la densité nette de logements par hectare pour une habitation multifamiliale ayant une structure isolée où celle-ci est établie à quatre-vingts virgule cinq (80,5) au lieu de quatre-vingts (80).

  La zone d'habitation H03-07 actuelle est située entre la rivière Saint-François, la rue Heriot, le chemin de fer du Canadien National (C.N.) et la rue des Forges,

soit et est adopté;

2o ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

196/2/06 - Avis de motion du règlement no 3449 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3449 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H03-27 à même une partie de la zone d'habitation H03-07 actuelle, de manière à y inclure la majorité des terrains situés du côté nord-ouest de la rue des Forges et de part et d'autre de la rue Holmes;
- d'autoriser, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages que ceux autorisés auparavant pour les terrains concernés et de maintenir les mêmes normes et dispositions applicables, à l'exception de la densité nette de logements par hectare pour une habitation multifamiliale ayant une structure isolée où celle-ci est établie à quatre-vingts virgule cinq (80,5) au lieu de quatre-vingts (80).

La zone d'habitation H03-07 actuelle est située entre la rivière Saint-François, la rue Heriot, le chemin de fer du Canadien National (C.N.) et la rue des Forges.

197/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3449 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3449, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H03-27 à même une partie de la zone d'habitation H03-07 actuelle, de manière à y inclure la majorité des terrains situés du côté nord-ouest de la rue des Forges et de part et d'autre de la rue Holmes;
- d'autoriser, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages que ceux autorisés auparavant pour les terrains concernés et de maintenir les mêmes normes et dispositions applicables, à l'exception de la densité nette de logements par hectare pour une habitation multifamiliale ayant une structure isolée où celle-ci est établie à quatre-vingts virgule cinq (80,5) au lieu de quatre-vingts (80).

La zone d'habitation H03-07 actuelle est située entre la rivière Saint-François, la rue Heriot, le chemin de fer du Canadien National (C.N.) et la rue des Forges;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

198/2/06 - Adoption du second projet de règlement no 3409-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3409-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H03-32 actuelle :
  - la zone d'habitation H03-57 de manière à autoriser les mêmes usages que ceux de la zone d'habitation H03-32, c'est-à-dire la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure isolée et/ou jumelée, à l'exception des habitations ayant une structure en rangée.
    Cette nouvelle zone est localisée approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée;
  - la zone communautaire P03-58 de manière à autoriser la classe d'usages **p1** (communautaire parc et récréation extensive).
    Cette nouvelle zone est localisée en bordure de la rue Perron projetée ainsi que d'une partie du cours d'eau existant, soit vis-à-vis la rue du Château;

- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, toutes les normes applicables à la construction,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

199/2/06 - Adoption du règlement no 3407-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3407-1 a été donné (réf : 1658/12/05), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3407-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de prévoir, pour les terrains transversaux situés dans la zone d'habitation H01-29, la possibilité d'installer une remise et/ou un garage de type isolé à une distance minimale de un mètre (1 m) d'une ligne de terrain, selon certaines conditions.
Les terrains transversaux visés de cette zone longeant le côté sud de la rue Robert-Bernard, à l'ouest du boulevard René-Lévesque.

B) • d'autoriser, pour la zone d'habitation H03-08, l'usage « maison de chambres », selon des conditions particulières et en apportant également des ajustements à la définition;
• de modifier, pour cette même zone, certaines normes relatives à la construction de bâtiment, et ce, pour certaines classes d'usages.
Cette zone est localisée de part et d'autre de la rue Brock, approximativement entre les rues St-Jean et des Forges.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

200/2/06 - Adoption du règlement no 3412 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3412 a été donné (réf : 72/1/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3412 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer l'affectation publique et institutionnelle P1 à même une partie de l'affectation résidentielle H1 pour le secteur localisé en bordure de la rue Perron projetée ainsi que d'une partie du cours d'eau existant, soit vis-à-vis la rue du Château.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

201/2/06 - Adoption du règlement no 3406 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les travaux reliés au contrôle biologique des mouches noires pour l'année 2006

Lecture est donnée du règlement no 3406 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les travaux reliés au contrôle biologique des mouches noires pour l'année 2006.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Yves Grondin prend son siège.

202/2/06 - Adoption du règlement no 3413 prévoyant un amendement au règlement no 1847 et ses amendements de façon à modifier le trajet de la ligne 3 du Service de transport en commun de la Ville de Drummondville

Lecture est donnée du règlement no 3413 prévoyant un amendement au règlement no 1847 et ses amendements de façon à modifier le trajet de la ligne 3 du Service de transport en commun de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

203/2/06 - Adoption du règlement no 3418 décrétant l'achat de feux de circulation, de travaux d'éclairage et d'électricité sur le territoire et prévoyant un emprunt de 325 880 $

Lecture est donnée du règlement no 3418 décrétant l'achat de feux de circulation, de travaux d'éclairage et d'électricité sur le territoire et prévoyant un emprunt de 325 880 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3418, et ce, de 9 heures à 19 heures les 20 et 21 février 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

204/2/06 - Adoption du règlement no 3419 décrétant des travaux reliés à l'eau potable et aux eaux usées sur le territoire en 2006 et prévoyant un emprunt de 354 300 $

Lecture est donnée du règlement no 3419 décrétant des travaux reliés à l'eau potable et aux eaux usées sur le territoire en 2006 et prévoyant un emprunt de 354 300 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites

sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3419, et ce, de 9 heures à 19 heures les 20 et 21 février 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

205/2/06 - Adoption du règlement no 3420 décrétant l'achat d'équipements et de matériel pour le Service de sécurité incendie et prévoyant un emprunt de 583 000 $

Lecture est donnée du règlement no 3420 décrétant l'achat d'équipements et de matériel pour le Service de sécurité incendie et prévoyant un emprunt de 583 000 $.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3420, et ce, de 9 heures à 19 heures les 20 et 21 février 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

206/2/06 - Adoption du règlement no 3421 décrétant des travaux d'agrandissement aux ateliers municipaux et prévoyant un emprunt de 540 000 $

Lecture est donnée du règlement no 3421 décrétant des travaux d'agrandissement aux ateliers municipaux et prévoyant un emprunt de 540 000 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3421, et ce, de 9 heures à 19 heures les 20 et 21 février 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

207/2/06 - Adoption du règlement no 3422 décrétant des travaux de réhabilitation de l'aqueduc sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 697 000 $

Lecture est donnée du règlement no 3422 décrétant des travaux de réhabilitation de l'aqueduc sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 697 000 $.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3422, et ce, de 9 heures à 19 heures les 20 et 21 février 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

208/2/06 - Adoption du règlement no 3423 décrétant des travaux d'élargissement du boulevard Lemire incluant les travaux d'infrastructures et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 993 555 $

Lecture est donnée du règlement no 3423 décrétant des travaux d'élargissement du boulevard Lemire et incluant les travaux d'infrastructures et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 993 555 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3423, et ce, de 9 heures à 19 heures les 22 et 23 février 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

209/2/06 - Adoption du règlement no 3424 amendant le règlement no 3366 de façon à modifier l'article 5 quant au taux de la taxe au mètre linéaire (abrogeant et remplaçant la résolution no 1301/9/05)

Lecture est donnée du règlement no 3424 amendant le règlement no 3366 de façon à modifier l'article 5 quant au taux de la taxe au mètre linéaire. La présente abroge et remplace la résolution no 1301/9/05 adoptée le 26 septembre 2005.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3424, et ce, de 9 heures à 19 heures les 22 et 23 février 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Éric Perreault

Quelles sont les actions que le conseil entend mettre de l'avant pour revitaliser le centre-ville?

- Madame la mairesse informe qu'un comité ad hoc sera formé afin d'évaluer les moyens à prendre pour assurer le développement économique du centre-ville et améliorer les aménagements physiques de façon à ce que le centre-ville retrouve son lustre.

- Monsieur Perreault demande quel est le budget affecté à ce dossier ?

- Madame la mairesse rappelle que la Ville a consenti un 20 000 $ pour l'animation et qu'un 15 000 $ sera versé au Mondial des Cultures pour des activités dans le cadre de son 25e anniversaire. Lorsque les travaux du comité seront terminés, les projets seront connus. De plus, le conseil prévoit une rencontre de planification stratégique en mai ou juin pour une réflexion plus approfondie.

Monsieur Christian Rajotte

En regard de l'entente pour l'animation de la Place St-Frédéric, peut-on savoir quand se tiendront les activités.

- Madame la mairesse informe que la Ville transige avec le mandataire et que les démarches vont bon train. Une programmation sera déposée.

Madame Sylvie Lessard

La Ville va réaliser une étude sur le transport en commun, cette dernière sera-t-elle rendue publique et des copies seront-elles disponibles ?

- Madame la mairesse confirme qu'une étude sera réalisée et que le rapport devrait être déposé vers la fin septembre.

Madame Annick Corriveau

Le rapport de Proformen relatif au Boisé de la Marconi est-il déposé et le terrain a-t-il été vendu, si oui, à quel prix ?

- Madame la mairesse rappelle que la Ville a demandé 2 études et que la 2e devrait être déposée prochainement. Le but visé est de rendre accessible à la population la plus grande superficie possible.

Madame Annick Corriveau

Sur le comité du centre-ville, y aura-t-il un siège pour les citoyens ?

Y aura-t-il d'autres réfections de rues dans le secteur sud ?

- Le conseiller Gilles Fontaine mentionne qu'il y aura réfection du boulevard Mercure entre le boulevard St-Joseph et la 123e Avenue.

Madame Odette Belval

Trouve déplorable que les résidences Mercure et Giroux n'aient pas de bacs pour récupérer.

- Madame la mairesse confirme que le Service de développement durable réfléchit sur le sujet.

Madame Berthe Tessier

La Ville est-elle si pauvre qu'elle doive accepter d'aider une compagnie qui ne fait rien pour l'environnement ?

- Madame la mairesse explique que toute amélioration sera bénéfique. Elle souligne qu'en aucun temps les représentants du Ministère de l'Environnement ou des Affaires municipales n'ont démontré quelqu'inquiétude quant au projet.

Quant au comité de vigilance la compagnie travaille actuellement sur sa mise en place.

Les mandats permettront de valider encore plus les études précédentes.

Pour la Ville le pré-requis de base était que notre usine ne subisse aucune perte de capacité.

- Le conseiller Pierre Levasseur mentionne que les ministères ont félicité la Ville pour sa prudence. Lorsque la Ville aura évalué l'ensemble du dossier, la compagnie prendra la décision dans le mieux-être des citoyens.

Madame Berthe Tessier

L'Association des retraités demande à la Ville de surseoir à sa décision tant que le projet d'agrandissement n'aura pas été déposé et que la population ne se sera pas prononcée sur le dossier d'agrandissement.

- Le conseiller Pierre Levasseur ne voit aucun lien entre les dossiers puisque même si le site ferme les eaux de lixiviation sont déjà là.

- La conseillère Denise Picotin rappelle que les 2 référendums sont reliés à l'agrandissement du site seulement.

Monsieur Kim Roy Grenier

L'accès à la bibliothèque municipale devrait être gratuit.

- Madame la mairesse confirme que des vérifications ont été faites. Le plus grand problème était au niveau des heures d'ouverture, ce qui sera corrigé sous peu. À cet effet, un montant de 40 000 $ sera investi.

Quant à la gratuité, ailleurs il faut payer pour certains services alors qu'ici tout est inclus. Le taux de fréquentation est par ailleurs en hausse.

- Le conseiller Yves Grondin précise que la Ville procédera sous peu à l'achat d'un nouveau logiciel (± 175 000 $). De plus, la mission sera revue de façon à optimiser les services.

- Pour monsieur Grenier il faut privilégier l'accès universel.

Monsieur Kim Roy Grenier

La Ville a-t-elle prévu des sommes pour des projets à caractère environnemental ?

- Madame la mairesse confirme que des ententes sont intervenues avec le Bloc Vert et que la Ville procédera à l'embauche de stagiaires.

Monsieur Marc André Fortin

Pourquoi la séance commence-t-elle toujours par la prière ?

- Madame la mairesse précise que le règlement qui régit le fonctionnement des séances du conseil prévoit la récitation de la prière. Ce règlement est actuellement en période de révision.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 20 février 2006.

210/2/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21h20.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

20 FÉVRIER 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 20 février 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Chantal Isabelle, assistante-greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistante-greffière récite la prière.

211/2/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

212/2/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 6 février 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 6 février 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que l'assistante-greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

213/2/06

- ***Camion 10 roues, P.T.C. 64 000 lb de l'année 2007, muni d'une gratte sous châssis, une aile de côté et un harnais mâle avant***
  (Soumission no 06-0004 - Ouverture 14.02.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Camions Freightliner et Sterling Drummondville inc. au montant total de 168 930,53 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de l'équipement précité, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement no 3411 par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

214/2/06

- ***Camion 10 roues, P.T.C. 64 000 lb de l'année 2007, muni d'un harnais entièrement détachable, d'un harnais de côté pour aile de côté, d'une benne basculante***
  (Soumission no 06-0005 – Ouverture 14.02.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Camions Freightliner et Sterling Drummondville inc. au montant total de 158 345,99 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de l'équipement précité, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement no 3411 par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

215/2/06

- Camion 10 roues, P.T.C. 64 000 lb de l'année 2007, muni d'un ensemble complet de harnais Tenco entièrement détachable, gratte réversible 12' et aile de côté 11'
(Soumission no 06-0006 – Ouverture 14.02.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Camions Freightliner et Sterling Drummondville inc. au montant total de 165 975,25 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de l'équipement précité, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement no 3411 par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

216/2/06

- Camionnette « pick up », cabine simple, caisse longue, 2 portes Camionnette châssis-cabine avec benne basculante
(Soumission no 06-0007 – Ouverture 26.01.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Tradition Ford soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme pour chacune des camionnettes suivantes :

- Camionnette « pick up » 4X2, cabine simple, caisse longue, 2 portes de l'année 2006 pour un montant total de 29 331,38 $ (taxes incluses), division parcs et espaces verts;
- Camionnette châssis-cabine avec benne basculante de l'année 2006 pour un montant total de 52 106,33 $ (taxes incluses), division voie publique.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de l'équipement précité, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement no 3411 par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

217/2/06

- Déneigement de l'usine de traitement des eaux usées, saisons 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009
(Soumission TP-06-01 - Ouverture 15.02.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la soumission de Excavation Jacques Mélançon inc. au montant de 7 370 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

L'assistante-greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- MRC de Drummond : Règlement modifiant le schéma d'aménagement de la MRC de Drummond concernant l'agrandissement du périmètre d'urbanisation de la Municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham;
- Directeur général d'Opération Enfant Soleil : Installation de panneaux publicitaires temporaires pour le Téléthon;
- Tournoi invitation vétérans Drummondville-Sud inc. : Réservation des glaces de l'Olympia Yvan Cournoyer;
- Ministère des Affaires municipales et des Régions : Projet de traitement des eaux de lixiviation du site d'enfouissement de Saint-Nicéphore;
- Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs : Projet de traitement, par la Ville de Drummondville, des lixiviats générés par le lieu d'enfouissement sanitaire de la compagnie Intersan inc.;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

218/2/06 - Dépôt du procès-verbal (08.02.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 février 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

219/2/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 703 rue Saint-Pierre de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 703 rue Saint-Pierre de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.02);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer sur la façade principale du bâtiment, au-dessus de la porte d'accès à l'établissement, une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de un virgule quarante-neuf mètre carré (1,49 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée d'une plaque de bois dont une partie du message est sculptée;

CONSIDÉRANT QUE l'éclairage de l'enseigne est fait par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le blanc et l'or;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et le type de l'enseigne ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposée s'intègre au style du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 703 rue Saint-Pierre de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

220/2/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 460 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 460 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.03);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de un virgule vingt mètre carré (1,20 m^2) à même un élément structural d'un escalier localisé sur la façade arrière du bâtiment donnant vers l'aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est non lumineuse et principalement composée de lettres détachées ainsi que d'une petite plaque de couleurs verte, noire et blanche;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne utilise bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage et les matériaux de l'enseigne assurent une bonne harmonie entre ces dernières et les enseignes se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa localisation et ses dimensions, ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 460 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

221/2/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1121 rue Ayotte de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1121 rue Ayotte de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords de l'autoroute Jean-Lesage, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment ayant une superficie maximale de cinq virgule soixante-deux mètres carrés (5,62 m^2), et ce, dans la partie gauche de la façade;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées lumineuses ainsi que d'une plaque métallique et est installée à plat sur la façade donnant vers l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont principalement le bleu, le blanc et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et ses couleurs, l'enseigne est prédominante dans le paysage urbain et nuit à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne n'utilise pas bien l'espace disponible sur le bâtiment, car cette dernière empiète sur certains éléments architecturaux du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le style de l'enseigne (disposition d'une partie du message à angle) accentue la présence de celle-ci sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1121 rue Ayotte de la Ville de Drummondville, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à sa prédominance dans le paysage urbain, et ce, compte tenu de ses dimensions, de ses couleurs et de sa localisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

222/2/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1300 rue Cormier de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1300 rue Cormier de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne appliquée sur la façade avant donnant vers la rue Cormier ayant une superficie maximale de un virgule cinquante-deux mètre carré (1,52 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée de lettres détachées de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'éclairage de l'enseigne est fait par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE de par son traitement, ses couleurs et sa localisation sur le bâtiment, l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et est en symétrie par rapport à l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et son traitement, l'enseigne rattachée au bâtiment ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QU'un soulignement horizontal de couleur bleue est réalisé sur la façade avant donnant vers la rue Cormier, ce qui renforce la localisation de l'enseigne, et ce, en harmonie avec les ouvertures existantes sur ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1300 rue Cormier de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

223/2/06 - Acceptation des travaux de démolition partielle, de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 565 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition partielle, de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 565 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition partielle, de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- démolir la marquise localisée en cour avant;
- rénover la façade principale de l'établissement;
- réaménager une partie du terrain aux abords du boulevard Saint-Joseph;

Démolition

CONSIDÉRANT QUE la démolition de la marquise est réalisée pour permettre la rénovation extérieure de la façade principale du bâtiment (façade avant de l'établissement);

CONSIDÉRANT QUE ces travaux permettront d'améliorer l'image du bâtiment;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE la façade principale de l'établissement (celle donnant vers le boulevard Saint-Joseph) est modifiée par la démolition de la marquise et le remplacement de certains matériaux de revêtement extérieur ainsi que de certaines ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de brique sur la façade principale est majoritairement conservé;

CONSIDÉRANT QU'une partie de l'acier de couleur rouge est remplacée par de l'enduit d'acrylique de couleurs rouge et grise;

CONSIDÉRANT QU'un soulignement horizontal d'une longueur approximative de quarante mètres (40 m) est réalisé en enduit d'acrylique de couleur grise;

CONSIDÉRANT QU'un panneau servant à l'affichage et recouvert d'enduit d'acrylique de couleur rouge est aménagé au-dessus de certaines ouvertures et que ce dernier sert d'élément signal sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE ce panneau est construit plus haut que la bordure de la toiture, ce qui permet de briser la linéarité du mur avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le soulignement horizontal et le panneau servant à l'affichage sont aménagés en avancée par rapport au mur principal, ce qui permet d'animer ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures donnant sur le mur avant de l'établissement sont modifiées, soit par l'ajout de nouvelles ouvertures et/ou par le remplacement de certaines ouvertures existantes;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier de couleur rouge (celui donnant sur la façade principale) est repeint de couleur beige, le tout en harmonie avec les couleurs des revêtements extérieurs du local adjacent (côté gauche);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment et que ces derniers sont faits en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux permettent d'assurer une continuité du nouveau style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée est existante aux abords du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres sont plantés dans cette bande;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'au moins vingt-cinq (25) arbustes est réalisée dans la bande gazonnée, et ce, à proximité des arbres et/ou entre ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement paysager permet d'améliorer l'image du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition partielle, de rénovation extérieure du bâtiment et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 565 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

224/2/06 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1140 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 1140 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment, soit une (1) donnant vers le boulevard Saint-Joseph et une deuxième (2^e) donnant à angle, soit vers le boulevard Saint-Joseph et la rue des Lilas;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont de même superficie, soit d'environ un virgule quarante mètre carré (1,40 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont lumineuses et principalement composées de lettres détachées lumineuses ainsi que d'un petit boîtier;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont apposées sur le bandeau d'enduit d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes sont, entre autres, le noir, le rouge et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes rattachées au bâtiment ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain et utilisent bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par leurs dimensions, leur superficie et leur traitement, les enseignes rattachées au bâtiment ne nuisent pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage s'harmonise avec les autres enseignes rattachées au bâtiment ainsi qu'avec celles localisées dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1140 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

225/2/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 200 montée de l'Éden de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 200 montée de l'Éden de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que des travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel (incluant le garage) d'une superficie approximative de cent trente mètres carrés (130 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en façade du bâtiment accessoire (garage rattaché à la résidence);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour le mur de la façade principale</u>
- de la brique de couleur rouge-brun sur environ quatre-vingt-trois pour cent (83 %) de la superficie du mur;
- du clin de fibre de bois (Canexel) de couleur beige sur environ dix-sept pour cent (17 %) de la superficie du mur;

<u>pour le mur latéral gauche</u>
- de la brique de couleur rouge-brun sur environ trente pour cent (30 %) de la superficie du mur;
- du clin de fibre de bois (Canexel) de couleur beige sur environ soixante-dix pour cent (70 %) de la superficie du mur;

<u>pour le mur arrière</u>
- de la brique de couleur rouge-brun sur environ soixante pour cent (60 %) de la superficie du mur;
- du clin de fibre de bois (Canexel) de couleur beige sur environ quarante pour cent (40 %) de la superficie du mur;

<u>pour le mur latéral droit</u>
- de la brique de couleur rouge-brun sur environ soixante-trois pour cent (63 %) de la superficie du mur;
- du clin de fibre de bois (Canexel) de couleur beige sur environ trente-sept pour cent (37 %) de la superficie du mur;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment et l'identité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs (planches cornières et/ou moulures décoratives et/ou jeux de maçonnerie);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 27 octobre 2005 par un ingénieur-forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins sept (7) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de soixante-dix millimètres (70 mm – 7 cm) allant jusqu'à trois cents millimètres (300 mm – 30 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement les essences d'arbres suivantes : érables, pruches et bouleaux;

CONSIDÉRANT QUE ces arbres sont localisés en cours latérales et arrière;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ quinze pour cent (15 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm – 5 cm) sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm – 5 cm) sont plantés en cour arrière afin de créer une ambiance forestière aux abords du ruisseau;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que des travaux de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 200 montée de l'Éden de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

226/2/06 - Acceptation des travaux de subdvision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 435 boulevard Saint-Charles de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 435 boulevard Saint-Charles de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent seize mètres carrés (116 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :
pour la façade principale et les murs latéraux
- de la brique de couleur rouge-brun sur approximativement soixante-dix pour cent (70 %) de la surface des murs;
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige sur approximativement trente pour cent (30 %) de la surface des murs;

pour le mur arrière
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige;

pour la toiture
- du bardeau d'asphalte de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 3 février 2006 par un ingénieur-forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QUE l'ingénieur-forestier a constaté que certains arbres retenus auront éventuellement des faiblesses mécaniques (carie et bris dus au passage du verglas en 1998), ce qui nuira à la pérennité du couvert végétal;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de cent quatre-vingts millimètres (180 mm – 18 cm) allant jusqu'à deux cent soixante millimètres (260 mm – 26 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve l'essence d'arbre suivante : érable;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont situés en cours latérale et arrière;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet un espace intéressant pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QU'une remise d'une superficie approximative de douze mètres carrés (12 m^2) est construite en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont du clin de fibre de bois (Canexel) de couleur beige pour les murs et du bardeau d'asphalte de couleur noire pour la toiture, le tout s'harmonisant avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente plus de onze virgule deux pour cent (11,2 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée, permettant ainsi de bien desservir le site et de limiter le nombre d'accès à la rue pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 435 boulevard Saint-Charles de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation des dossiers suivants :

227/2/06 - Dénomination de trois (3) voies de circulation situées au Projet Renaissance compris à l'intérieur du développement résidentiel « Le Domaine des Beaux-Arts » (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la dénomination de trois (3) voies de circulation situées au Projet Renaissance compris à l'intérieur du développement résidentiel « Le Domaine des Beaux-Arts » (secteur Drummondville) à savoir :

- **rue Albert-Dumouchel** (lots 120P., 121P. et 122P. du rang II du cadastre du canton de Grantham) pour la voie de circulation localisée à l'extrémité de la rue Ozias-Leduc (partie nouvellement prolongée); le tout en l'honneur de Monsieur Albert Dumouchel (1916-1971), artiste peintre québécois;
- **rue Jean-Paul-Riopelle** (lots 120P., 121P. et 122P. du rang II du cadastre du canton de Grantham) pour la voie de circulation localisée au sud de la rue Suzor-Coté et parallèle à celle-ci; le tout en l'honneur de Monsieur Jean-Paul-Riopelle (1923-2002), artiste peintre québécois;
- **rue Henri-Julien** (lot 120P. du rang II du cadastre du canton de Grantham) pour la voie de circulation faisant le lien entre les rues Suzor-Coté et Jean-Paul-Riopelle et située au nord de la rue Ozias-Leduc (partie nouvellement prolongée); le tout en l'honneur de Monsieur Henri Julien (1852-1908), artiste peintre québécois.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

228/2/06 - Prolongement d'une (1) voie de circulation située au Projet Renaissance compris à l'intérieur du développement résidentiel « Le Domaine des Beaux-Arts » (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le prolongement d'une (1) voie de circulation située au Projet Renaissance compris à l'intérieur du développement résidentiel « Le Domaine des Beaux-Arts » (secteur Drummondville) à savoir :

- **« rue Ozias-Leduc »** (lot 122P. du rang II du cadastre du canton de Grantham) pour la portion de la voie de circulation localisée au sud de la rue Ozias-Leduc existante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

229/2/06 - Autorisation aux conseillers Alain Martel, Yves Grondin et Gilles Fontaine à participer à une formation offerte par l'Union des municipalités du Québec en rapport avec l'urbanisme

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les conseillers Alain Martel, Yves Grondin et Gilles Fontaine à participer à une formation offerte par l'Union des municipalités du Québec en rapport avec l'urbanisme et dispensée à Lévis le 7 avril 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

230/2/06 - Autorisation au conseiller Jocelyn Gagné à participer à une formation offerte par la Fondation Rues principales

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le conseiller Jocelyn Gagné à participer à une formation offerte par la Fondation Rues principales du 6 au 9 mars 2006 à l'Université Laval de Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

231/2/06 - Protocole d'entente avec Le Village Québécois d'Antan inc.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le Village Québécois d'Antan inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 112 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

232/2/06 - Protocole d'entente avec la Chambre de commerce et d'industrie de Drummond

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Chambre de commerce et d'industrie de Drummond.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 25 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

233/2/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec l'Association régionale de loisirs pour personnes handicapées du Centre-du-Québec inc.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec différents

organismes faisant partie de l'Association régionale de loisirs pour personnes handicapées du Centre-du-Québec inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 17 320 $ laquelle sera répartie comme suit :

Organismes	*Montant des subventions*
1. Le conseil Canadien des aveugles du Québec, région Drummond inc.	848 $
2. L'Association « Les Roul'Entrain » inc.	2 288 $
3. L'Association de paralysie cérébrale région Mauricie et Centre du Québec	1 940 $
4. L'Association des parents d'enfants handicapés du Centre du Québec inc.	2 288 $
5. L'Association des personnes handicapées de Drummond inc.	1 852 $
6. La Table de concertation du loisir des personnes ayant une déficience intellectuelle de la MRC de Drummond	5 373 $
7. Épilepsie Mauricie Centre du Québec	371 $
8. La Société Canadienne de la sclérose en plaques section Centre-du-Québec	530 $
9. Réseau d'aide Le Tremplin inc.	892 $
10. L'Association Sourds, Malentendants Centre du Québec inc.	469 $
11. L'Autisme - Centre du Québec	469 $
Total des subventions :	**17 320 $**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

234/2/06 - Protocole d'entente avec la Fédération québécoise de camping et caravaning et l'Association régionale de camping et caravaning pour l'utilisation des bâtisses et du terrain de l'exposition agricole

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Fédération québécoise de camping et caravaning et l'Association régionale de camping et caravaning pour l'utilisation des bâtisses et du terrain de l'exposition agricole pour la période du 1er au 4 septembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

235/2/06 - Vente d'une partie des lots 603-3 ptie, 604-3 ptie et du lot 604-6 ptie du quartier Est de la Ville de Drummondville à First Capital Acquisition Corporation et autorisation de signature

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie des lots 603-3 ptie, 604-3 ptie et du lot 604-6 ptie du quartier Est de la Ville de Drummondville (rue Garceau) à First Capital Acquisition Corporation, et ce, aux conditions présentées dans l'offre d'achat déjà déposée et acceptée par la résolution no 1302/9/05 et à celles-ci après mentionnées, savoir :

- une clause de non-spéculation quant au prix de revente de la superficie faisant l'objet de la transaction;

- une obligation de construction dans un délai de 3 ans à défaut de quoi le terrain faisant l'objet de la présente sera rétrocédé à la Ville au même prix.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapports des réunions du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose les rapports des réunions du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenues les 6 et 13 février 2006.

236/2/06 - Nomination de monsieur Serge Raymond au poste de journalier au Service des travaux publics

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Serge Raymond au poste de journalier au Service des travaux publics, et ce, à compter de la présente. De plus, monsieur Raymond devra compléter une période probatoire de 3 mois, le tout selon la convention collective du Syndicat des employé(e)s municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-1002-4842).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

237/2/06 - Embauche de deux (2) stagiaires en environnement au Service développement durable et environnement

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de mesdames Annick Poirier et Julie Gaudreau à titre de stagiaires en environnement au Service développement durable et environnement.

La mairesse ou à défaut la mairesse suppléante et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

238/2/06 - Prolongation du contrat de travail de Me Mélanie Ouellet

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la prolongation du contrat de travail de Me Mélanie Ouellet à titre d'avocate aux Services juridiques de la Ville, et ce, jusqu'au 31 mai 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

239/2/06 - Protocole d'entente avec le Tournoi de pêche sportive familiale de Drummondville inc. - Tenue de la 17e édition du Tournoi de pêche le 27 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Tournoi de pêche sportive familiale de Drummondville inc. pour la tenue de la 17e édition du Tournoi de pêche le 27 mai 2006 au parc Ste-Thérèse.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de l'événement du 27 mai 2006 et comprend le versement d'une subvention de 3 000 $ en argent et de 3 000 $ en services.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées au parc Ste-Thérèse.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

240/2/06 - Subvention de 1 500 $ - Semaine québécoise des familles

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ à la Semaine québécoise des familles à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Yves Grondin se retire pour la présentation du dossier suivant :

241/2/06 - Subvention de 500 $ – Fabrique Saint-Frédéric

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à la Fabrique Saint-Frédéric pour l'événement « Les Concerts sous le clocher », et ce, à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Yves Grondin reprend son siège.

242/2/06 - Subvention de 2 700 $ - Association des Clubs d'entrepreneurs étudiants (ACEE) du Québec

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 700 $ à l'Association des Clubs d'entrepreneurs étudiants (ACEE) du Québec à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

243/2/06 - Subvention de 1 000 $ - Symphonie des jeunes de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à la Symphonie des jeunes de Drummondville à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

244/2/05 - Subvention de 1 200 $ - Maison de la Famille, Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 200 $ à la Maison de la Famille, Drummond inc. à titre de subvention spéciale 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

245/2/06 - Subvention de 4 000 $ - La Rose des Vents de Drummond inc.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 4 000 $ à La Rose des Vents de Drummond inc. à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

246/2/06 - Autorisation au Club Mustang Drummond – Tenue d'une exposition le 19 août 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Mustang Drummond à tenir une exposition annuelle le samedi 19 août 2006 de 9h00 à 22h00 sur le terrain du 1163 boulevard St-Joseph (concessionnaire Tradition Ford), le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité et autorise également l'installation d'une cantine mobile ainsi que l'organisation d'une disco-mobile ou groupe de musique.

Cependant la Ville refuse l'activité « show de boucane et concours de sons de muffler » car elle contrevient à l'article 494 du règlement 2700 concernant les véhicules moteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

247/2/06 - Autorisation pour la tenue de la 26e Marche du pardon le Vendredi saint 14 avril 2006

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la tenue de la 26e Marche du pardon le Vendredi saint 14 avril 2006 de 13 heures à 15 heures, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

248/2/06 - Mandat à Les Consultants Falardeau & Associés Ltée – Modernisation des feux de circulation actuels aux carrefours des rues St-Jean/ Heriot et Avenue des Frères/Heriot

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Consultants Falardeau & Associés Ltée aux fins de préparer les plans et devis nécessaires pour la modernisation des feux de circulation actuels aux carrefours des rues St-Jean/Heriot et Avenue des Frères/Heriot. Les honoraires sont au montant de 14 440 $ taxes en sus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

249/2/06 - Signature d'un acte de servitude à intervenir avec madame Katie St-Pierre sur une partie du lot 96-18 du cadastre du canton de Wickham

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude à intervenir avec madame Katie St-Pierre relativement à une partie du lot 96-18 du cadastre du canton de Wickham, situé sur le boulevard Allard, secteur Saint-Nicéphore.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

250/2/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec Les Constructions Gérard Hébert inc. pour le développement du Domaine Les Havres du Boisselier, secteur Saint-Charles-de-Drummond

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec Les Constructions Gérard Hébert inc. pour le développement du Domaine Les Havres du Boisselier, secteur Saint-Charles-de-Drummond.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

251/2/06 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. – Développement du Domaine Les Havres du Boisselier, secteur Saint-Charles-de-Drummond

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement du Domaine Les Havres du Boisselier, secteur Saint-Charles-de-Drummond, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

252/2/06 - Mandat à Géo Lab inc. – Développement du Domaine Les Havres du Boisselier, secteur Saint-Charles-de-Drummond

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement du Domaine Les Havres du Boisselier, secteur Saint-Charles-de-Drummond, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

253/2/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec 9097-7620 Québec inc. (MM. André Verrier et Alain Guilbeault) pour le développement des rues Cours des Morilles et Impasse du Ruisselet, développement Le Quartier

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec 9097-7620 Québec inc. (MM. André Verrier et Alain Guilbeault) pour le développement des rues Cours des Morilles et Impasse du Ruisselet, développement Le Quartier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

254/2/06 - Mandat à Teknika-HBA – Développement des rues Cours des Morilles et Impasse du Ruisselet, développement Le Quartier

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Teknika-HBA aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement des rues Cours des Morilles et Impasse du Ruisselet, développement Le Quartier, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

255/2/06 - Mandat à Géo Lab inc. – Développement des rues Cours des Morilles et Impasse du Ruisselet, développement Le Quartier

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement des rues Cours des Morilles et Impasse du Ruisselet, développement Le Quartier, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

256/2/06 - Dépôt du compte rendu (15.02.06) - Comité de circulation

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 15 février 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

257/2/06 - Avis de motion du règlement no 3460 décrétant des travaux de réfection de trottoirs pour l'année 2006 et prévoyant un emprunt n'excédant pas 297 000 $

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3460 décrétant des travaux de réfection de trottoirs pour l'année 2006 et prévoyant un emprunt n'excédant pas 297 000 $.

258/2/06 - Avis de motion du règlement no 3461 décrétant des travaux de restauration du Manoir Trent dans le cadre du Programme Rénovation Québec volet conservation du patrimoine bâti et prévoyant un emprunt de 320 000 $

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3461 décrétant des travaux de restauration du Manoir Trent dans le cadre du Programme Rénovation Québec volet conservation du patrimoine bâti et prévoyant un emprunt de 320 000 $.

259/2/06 - Adoption du projet de règlement no 3426 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3426, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation mixte M3 à même une partie de l'affectation rurale R, de manière à y inclure des terrains localisés à proximité du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

260/2/06 - Avis de motion du règlement no 3426 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3426 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation mixte M3 à même une partie de l'affectation rurale R, de manière à y inclure des terrains localisés à proximité du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle.

261/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3426 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3426, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation mixte M3 à même une partie de l'affectation rurale R, de manière à y inclure des terrains localisés à proximité du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

262/2/06 - Adoption du projet de règlement no 3427 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3427, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C04-12 à même une partie de la zone rurale R04-16, de manière à y inclure des terrains localisés à proximité du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

263/2/06 - Avis de motion du règlement no 3427 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3427 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C04-12 à même une partie de la zone rurale R04-16, de manière à y inclure des terrains localisés à proximité du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle.

264/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3427 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3427, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C04-12 à même une partie de la zone rurale R04-16, de manière à y inclure des terrains localisés à proximité du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

265/2/06 - Adoption du projet de règlement no 3428 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3428, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone commerciale C04-12, de manière à autoriser l'usage commercial « location de bateaux » en prévoyant certaines dispositions relatives à l'entreposage extérieur.
  Cette zone est localisée en bordure du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

266/2/06 - Avis de motion du règlement no 3428 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3428 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone commerciale C04-12, de manière à autoriser l'usage commercial « location de bateaux » en prévoyant certaines dispositions relatives à l'entreposage extérieur.

Cette zone est localisée en bordure du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle.

267/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3428 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3428, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone commerciale C04-12, de manière à autoriser l'usage commercial « location de bateaux » en prévoyant certaines dispositions relatives à l'entreposage extérieur.
  Cette zone est localisée en bordure du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

268/2/06 - Adoption du projet de règlement no 3440 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3440, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, pour les usages des classes d'usages du groupe habitation, la possibilité d'ajouter une deuxième (2e) remise sur un même terrain, selon certaines conditions, et ce, pour l'ensemble du territoire,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

269/2/06 - Avis de motion du règlement no 3440 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Jean Shooner donne avis de motion du règlement no 3440 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, pour les usages des classes d'usages du groupe habitation, la possibilité d'ajouter une deuxième (2e) remise sur un même terrain, selon certaines conditions, et ce, pour l'ensemble du territoire.

270/2/06 - Dispense de lecture du règlement no 3440 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3440, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, pour les usages des classes d'usages du groupe habitation, la possibilité d'ajouter une deuxième (2e) remise sur un même terrain, selon certaines conditions, et ce, pour l'ensemble du territoire;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

271/2/06 - Adoption du second projet de règlement no 3414-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3414-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de modifier les dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieur pour certains bâtiments agricoles, selon certaines conditions, et ce, pour toutes les zones où les usages des classes d'usages agricole (**a_1**) et agricole forestier (**a_2**) sont autorisés;
B) d'établir des règles particulières concernant la forme, les matériaux de revêtement extérieur ainsi que certaines normes d'implantation pour les bâtiments accessoires de type « entrepôt » du groupe d'usages « utilité publique », et ce, pour la zone industrielle I08-01,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

272/2/06 - Adoption du second projet de règlement no 3417-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3417-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H12-01 à même une partie des zones d'habitation H12-39 et HL12-02 de manière à y inclure deux (2) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Hélène ainsi qu'une portion de terrain longeant le côté sud-ouest du boulevard St-Joseph Ouest.
  Ces zones sont situées approximativement entre la rue Gaston, le côté nord-ouest de la rue Lemaire Sud ainsi que le côté sud-ouest du boulevard St-Joseph Ouest,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

273/2/06 - Adoption du second projet de règlement no 3429-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3429-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de prévoir, pour la zone commerciale C08-02 :
  - une augmentation de six (6) à neuf (9) le nombre maximal de logements par bâtiment;
  - une modification quant aux usages commerciaux et mixte (résidentiel et commercial) actuellement autorisés;

  Cette zone est localisée principalement de part et d'autre de la rue St-Laurent et des 12e et 13e Avenues,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

274/2/06 - Adoption du second projet de règlement no 3449-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3449-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H03-27 à même une partie de la zone d'habitation H03-07 actuelle, de manière à y inclure la majorité des terrains situés du côté nord-ouest de la rue des Forges et de part et d'autre de la rue Holmes;
- d'autoriser, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages que ceux autorisés auparavant pour les terrains concernés et de maintenir les mêmes normes et dispositions applicables, à l'exception de la densité nette de logements par hectare pour une habitation multifamiliale ayant une structure isolée où celle-ci est établie à quatre-vingts virgule cinq (80,5) au lieu de quatre-vingts (80).

La zone d'habitation H03-07 actuelle est située entre la rivière Saint-François, la rue Heriot, le chemin de fer du Canadien National (C.N.) et la rue des Forges,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

275/2/06 - Adoption du règlement no 3383 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3383 a été donné (réf : 181/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3383, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer les nouvelles affectations communautaire P-1 et résidentielle R-1 à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 actuelle et pour l'affectation communautaire P-1 également à même la totalité de l'affectation commerciale C-1 de manière à y intégrer respectivement :
  - la superficie de terrain voué à un parc, soit les terrains localisés à l'extrémité des rues Iris, des Pivoines et des Lys;
  - les terrains donnant sur les rues Fradet, des Pivoines, des Iris, des Orchidées, des Lys, des Jonquilles et des Camélias, à l'exception de

ceux situés de part et d'autre de la rue Fradet où sont autorisées des habitations de trois (3) à quatre (4) logements;

- d'abroger l'affectation commerciale C-1.

Ces affectations sont localisées au sud des boulevards Allard et des Chutes et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

276/2/06 - Adoption du règlement no 3384 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3384 a été donné (réf : 184/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3384, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H06-28 à même une partie des zones d'habitation H06-23 et communautaire P06-11, de manière à inclure la majorité des terrains donnant sur les rues projetées dénommées rue des Pivoines et rue des Iris et voués à la construction d'habitations unifamiliales isolées.

Ces zones sont localisées au sud des boulevards Allard et des Chutes et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

277/2/06 - Adoption du règlement no 3409-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3409-1 a été donné (réf : 66/1/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3409-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H03-32 actuelle :
  - la zone d'habitation H03-57 de manière à autoriser les mêmes usages que ceux de la zone d'habitation H03-32, c'est-à-dire la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure isolée et/ou jumelée, à l'exception des habitations ayant une structure en rangée.
    Cette nouvelle zone est localisée approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée;
  - la zone communautaire P03-58 de manière à autoriser la classe d'usages **p1** (communautaire parc et récréation extensive).
    Cette nouvelle zone est localisée en bordure de la rue Perron projetée ainsi que d'une partie du cours d'eau existant, soit vis-à-vis la rue du Château;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, toutes les normes applicables à la construction.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

278/2/06 - Adoption du règlement no 3410 – Lotissement no 03-UR-10-1103 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3410 a été donné (réf : 69/1/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3410 amendant le règlement de lotissement no 03-UR-10-1103 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'augmenter de cent cinquante mètres (150 m) à cent quatre-vingt-trois mètres (183 m) la longueur maximale d'une impasse pour le secteur compris dans la nouvelle zone d'habitation H03-57.
  Cette zone est localisée approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

279/2/06 - Adoption du règlement no 3425 – Plan d'aménagement d'ensemble no 03-UR-10-1106 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3425 a été donné (réf : 75/1/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3425, amendant le règlement de plan d'aménagement d'ensemble no 03-UR-10-1106 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'assujettir la zone d'habitation H03-57 ainsi que la zone communautaire P03-58 à l'application du règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) et de prévoir en conséquence les dispositions qui sont applicables, c'est-à-dire, entre autres, les usages, la densité d'occupation au sol ainsi que les critères d'évaluation.
  Ces zones sont localisées approximativement au nord-ouest de l'intersection du boulevard St-Joseph et du chemin de l'Aéroport, soit de part et d'autre de la rue Perron projetée.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

280/2/06 - Adoption du règlement no 3430 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Cantonnier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 44 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3430 a été donné (réf : 144/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3430 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Cantonnier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 44 000 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

281/2/06 - Adoption du règlement no 3431 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues Hugh-Campagna et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 87 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3431 a été donné (réf : 146/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3431 décrétant des

travaux de pavage et de bordures sur les rues Hugh-Campagna et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas 87 000 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

282/2/06 - Adoption du règlement no 3432 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de la Samarre et de la Sucrerie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 59 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3432 a été donné (réf : 148/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3432 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de la Samarre et de la Sucrerie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 59 000 $.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

283/2/06 - Adoption du règlement no 3433 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues de la Topaze et Auguste et prévoyant un emprunt n'excédant pas 61 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3433 a été donné (réf : 150/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3433 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues de la Topaze et Auguste et prévoyant un emprunt n'excédant pas 61 000 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

284/2/06 - Adoption du règlement no 3434 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Mozart et prévoyant un emprunt n'excédant pas 45 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3434 a été donné (réf : 152/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3434 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Mozart et prévoyant un emprunt n'excédant pas 45 000 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

285/2/06 - Adoption du règlement no 3435 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 100 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3435 a été donné (réf : 154/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3435 décrétant des

travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 100 000 $.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

286/2/06 - Adoption du règlement no 3436 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Deblois et prévoyant un emprunt n'excédant pas 54 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3436 a été donné (réf : 156/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3436 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Deblois et prévoyant un emprunt n'excédant pas 54 000 $.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

287/2/06 - Adoption du règlement no 3437 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue des Perdrix et un segment de la rue St-Onge et prévoyant un emprunt n'excédant pas 250 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3437 a été donné (réf : 158/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3437 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue des Perdrix et un segment de la rue St-Onge prévoyant un emprunt n'excédant pas 250 000 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

288/2/06 - Adoption du règlement no 3438 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Alfred-Pellan et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 78 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3438 a été donné (réf : 160/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3438 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Alfred-Pellan et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas 78 000 $.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

289/2/06 - Adoption du règlement no 3439 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Orchidées et prévoyant un emprunt n'excédant pas 109 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3439 a été donné (réf : 162/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3439 décrétant des

travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Orchidées et prévoyant un emprunt n'excédant pas 109 000 $.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

290/2/06 - Adoption du règlement no 3441 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Moscou et de Prague et prévoyant un emprunt n'excédant pas 111 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3441 a été donné (réf : 164/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3441 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Moscou et de Prague et prévoyant un emprunt n'excédant pas 111 000 $.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

291/2/06 - Adoption du règlement no 3442 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue d'Ottawa et prévoyant un emprunt n'excédant pas 28 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3442 a été donné (réf : 166/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3442 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue d'Ottawa et prévoyant un emprunt n'excédant pas 28 000 $.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

292/2/06 - Adoption du règlement no 3443 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue du Marais-Ombragé et de la rue Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 160 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3443 a été donné (réf : 168/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3443 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue du Marais-Ombragé et de la rue Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 160 000 $.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

293/2/06 - Adoption du règlement no 3444 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues montée de l'Éden et Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 132 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3444 a été donné (réf : 170/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque

membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3444 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues montée de l'Éden et Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 132 000 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

294/2/06 - Adoption du règlement no 3445 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Impasse du Ruisselet et Croissant des Hautes-Cimes et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3445 a été donné (réf : 172/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3445 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Impasse du Ruisselet et Croissant des Hautes-Cimes et prévoyant un emprunt n'excédant pas 152 000 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

295/2/06 - Adoption du règlement no 3446 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues des Bâtisseurs, de l'Écuyère, de la Dentellière et un segment de la rue de l'Antiquaire prévoyant un emprunt n'excédant pas 166 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3446 a été donné (réf : 174/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3446 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues des Bâtisseurs, de l'Écuyère, de la Dentellière et un segment de la rue de l'Antiquaire et prévoyant un emprunt n'excédant pas 166 000 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

296/2/06 - Adoption du règlement no 3447 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues d'Athènes et de Varsovie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 181 000 $

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3447 a été donné (réf : 176/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3447 décrétant des travaux de pavage, bordures et d'éclairage sur les rues d'Athènes et de Varsovie et prévoyant un emprunt n'excédant pas 181 000 $.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

297/2/06 - Adoption du règlement no 3448 amendant le règlement no 666 déjà amendé par le règlement no 775 de l'ex-municipalité de

Saint-Charles de façon à modifier les aires de stationnement à temps limité sur la rue Denery

Lecture est donnée du règlement no 3448 amendant le règlement no 666 déjà amendé par le règlement no 775 de l'ex-municipalité de Saint-Charles de façon à modifier les aires de stationnement à temps limité sur la rue Denery.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

298/2/06 - Adoption du règlement no 3450 décrétant des travaux de réfection de rues, de réaménagement de feux de circulation, d'implantation de feux de circulation, de signalisation, de réfection de terre-plein, de préparation des plans et devis et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 524 900 $

Lecture est donnée du règlement no 3450 décrétant des travaux de réfection de rues, de réaménagement de feux de circulation, d'implantation de feux de circulation, de signalisation, de réfection de terre-plein, de préparation des plans et devis et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 524 900 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Madame la mairesse informe les contribuables que les comptes de taxes seront envoyés le 28 février 2006. Les échéances seront les 30 mars, 28 juin et 26 septembre 2006.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Kim Roy Grenier

Demande quels sont les projets prévus à bibliothèque municipale?

- Monsieur Grondin l'informe qu'une rencontre se tient sous peu à ce sujet et que des discussions se tiendront quant à la nécessité ou non d'agrandir la bibliothèque.

Monsieur Christian Rajotte

Monsieur Christian Rajotte abonde dans le même sens et demande ce qu'il adviendra de la Société d'histoire de Drummondville?

- Madame la mairesse lui mentionne qu'il y a réflexion en ce moment à savoir si la Société d'histoire de Drummondville sera re-localisée à un autre endroit ou s'il faudra agrandir la bibliothèque pour l'accueillir. Dans le cas d'un éventuel projet d'archives régionales, il faudra également s'assurer que les locaux soient adéquats. Tout est sur la planche à dessin. Il s'agit de faire faire une évaluation par le comité culturel pour connaître les avantages, les inconvénients et les coûts inhérents au projet. Les personnes concernées seront consultées.

Monsieur Marc-André Fortin

Monsieur Marc-André Fortin demande si des modifications sont prévues à la procédure des séances du conseil et s'il est question de supprimer la prière. Serait-il possible de la remplacer par une courte pensée sur le rôle de l'élu?

- Madame la mairesse mentionne que des modifications sont en cours et que le projet de règlement no 3500 sera présenté prochainement.

Monsieur Serge Boucher

Monsieur Serge Boucher soulève le fait que les propriétaires des immeubles multi-logements n'ont pas l'obligation de fournir les bacs de récupération aux locataires et demande s'il y a une solution d'envisagée par la Ville à cet effet?

- Madame la mairesse lui souligne qu'effectivement il y aura un projet pilote d'une durée de 6 mois à compter du mois de mars pour tenter de régler cette problématique.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 13 mars 2006.

299/2/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h20.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) CHANTAL ISABELLE,
Assistante-greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

13 MARS 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 13 mars 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné (absence motivée)
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

300/3/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

301/3/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 20 février 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 20 février 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

302/3/06

- Honoraires professionnels - Construction d'une 2e glace à l'Olympia Yvan-Cournoyer
(Soumission no PROJ-151-2005 – Ouverture 02.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de Bilodeau Baril Associés Architectes au montant total de 264 557,50 $ (taxes incluses) soit retenue ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme de professionnels pour l'exécution du mandat précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

303/3/06

- Réfection du boulevard Lemire entre les rues St-Pierre et Michaud
(Soumission no D103121 - Ouverture 03.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean Beauchesne, ingénieur, Groupe Conseil Genivar inc., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la soumission de Sintra inc. (Région Centre du Québec) au montant de 2 497 798,93 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement no 3423 par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

304/3/06

- Programme d'entretien annuel des terrains de soccer
(Soumission no TP-06-02 – Ouverture 08.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Pelouse Santé inc. au montant total de 37 653,02 $

(taxes en sus) par année pour une durée de 3 ans soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

305/3/06

- Asphalte routier
(Soumission 06-0032 - Ouverture 09.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Asphalte Drummond inc. au prix de 46,25 $ / tonne métrique pour un montant total approximatif de 398 992,97 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de la fourniture précitée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

306/3/06

- Bacs à fleurs
(Soumission 06-0016 - Ouverture 14.02.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la soumission de Groupe Tremca inc. au montant total approximatif de 30 987,74 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat desdits bacs, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement no 3450 par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

307/3/06

- Travaux de réaménagement d'un terre-plein du boulevard Saint-Joseph entre St-Pierre et St-Georges
(Soumission 06-0019 - Ouverture 21.02.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de Marc-André Paysagiste inc. au montant total de 33 535,25 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement no 3450 par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

308/3/06

- Location de balais mécaniques (3)
(Soumission 06-0029 - Ouverture 28.02.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Les Entreprises Myrroy inc. au montant total de 37 066,81 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

309/3/06

- Pierre concassée et abrasif
(Soumission no 06-0031 - Ouverture 28.02.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que les plus basses soumissions reçues conformes soient retenues pour chacun des items suivants :

01. Criblure de pierre 0 – ¼" (0-10 mm), F.A.B. Carrière;
02. Criblure de pierre 0 – ¼" (0-10 mm), F.A.B. Destination;
03. Pierre concassée 0 – ¾" (MG-20), catégorie 3, F.A.B. Carrière;
04. Pierre concassée 0 – ¾" (MG-20), catégorie 3, F.A.B. Destination;
05. Pierre concassée 0 – ¾" (MG-20-B), F.A.B. Carrière;
06. Pierre concassée 0 – ¾" (MG-20-B), F.A.B. Destination;
07. Pierre concassée 0 – 2 ½" (MG-56), catégorie 3, F.A.B. Carrière;
08. Pierre concassée 0 – 2 ½" (MG-56), catégorie 3, F.A.B. Destination;
09. Pierre concassée ½" net (14 mm), F.A.B. Carrière;
10. Pierre concassée ½" net (14 mm), F.A.B. Destination;
11. Pierre concassée ¾" net (20 mm), F.A.B. Carrière;
12. Pierre concassée ¾" net (20 mm), catégorie 3, F.A.B. Destination;
14. Pierre concassée 2 - 4" (50-100 mm), F.A.B. Carrière;

- **Sintra inc. (Région Centre du Québec) au montant total approximatif de 44 791,89 $ (taxes incluses)**

13. Pierre concassée 1/8" – ¼" (abrasif), norme # 14401 du M.T.Q., F.A.B. Destination;

- **Carrières P.C.M. (1994) inc. au montant total approximatif de 21 308,38 $ (taxes incluses)**

15. Pierre concassée 2 - 4" (50-100 mm), F.A.B. Destination;

- **Carrière d'Acton Vale Ltée au montant total approximatif de 135,73 $ (taxes incluses)**

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec chacun des fournisseurs pour l'achat des fournitures précitées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Union des municipalités du Québec : Compensation 2005-2006 des coûts de services de la collecte sélective des matières recyclables;
- Ministère des Affaires municipales et des Régions : Report de l'échéancier de réalisation du projet d'implantation d'une méthodologie de gestion des infrastructures d'aqueduc et d'égouts dans le cadre du sous-volet 2.1 du Programme d'infrastructures Québec-Municipalités;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

310/3/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 6 février 2006 au 13 mars 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 5 814 840,84 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

311/3/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 640 rue Chauveau de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 126-3-387 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 640 rue Chauveau de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.32);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H02-03), la marge latérale minimale applicable à un bâtiment principal est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en juin 1989 pour un financement et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule quatre-vingt-dix-huit mètre (1,98 m) la marge latérale minimale gauche du bâtiment principal existant d'un (1) étage (soit la marge latérale adjacente à la ligne du lot visé qui est mitoyenne avec celle du lot 126-3-388 du rang II du cadastre du canton de Grantham), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule zéro deux mètre (0,02 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis 1987;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs de plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingt-dix-huit mètre (1,98 m) la marge latérale gauche minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage (soit la marge latérale adjacente à la ligne du lot visé qui est mitoyenne avec celle du lot 126-3-388 du rang II du cadastre du canton de Grantham), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 126-3-387 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 640 rue Chauveau de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

312/3/06 - Dépôt du procès-verbal (22.02.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 février 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

313/3/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 520 boulevard St-Joseph de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 520 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- rénover une partie des murs extérieurs du bâtiment;
- installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QU'une partie du revêtement extérieur actuel (bloc de béton architectural) est remplacée par un enduit d'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE l'enduit d'acrylique est appliqué en partie supérieure du mur avant donnant vers la rue Rivard;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'enduit d'acrylique est modulé par des soulignements horizontaux et verticaux ainsi que par des panneaux réalisés en surélévation et/ou en retrait, ce qui anime les façades;

CONSIDÉRANT QU'une moulure décorative réalisée en partie supérieure des murs permet d'agrémenter les façades;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale de l'établissement est protégée d'une marquise conçue à angle et supportée par des colonnes recouvertes d'enduit d'acrylique;

CONSIDÉRANT QUE de par le traitement de l'entrée principale, la clientèle est bien orientée et, de plus, ladite entrée sert d'élément signal dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment;

Affichage

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment;

CONSIDÉRANT le manque d'information sur l'une (1) des deux (2) enseignes;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage peut être réévalué à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus);

et ce, pour l'établissement situé au 520 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

314/3/06 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 552-554 rue des Écoles de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 552-554 rue des Écoles de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- remplacer le revêtement extérieur des murs;
- changer certaines ouvertures;
- réparer les galeries et les garde-corps;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du bâtiment, soit du clin de couleur blanche, est remplacé par un clin de bois de couleur verte;

CONSIDÉRANT QUE les galeries et les garde-corps sont rénovés en conservant les mêmes dimensions;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont remplacées par des fenêtres de type « à battant » et dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le type des fenêtres retenu ne s'inspire pas du caractère d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le choix des fenêtres ne respecte pas le caractère architectural propre au bâtiment et au secteur (centre-ville);

CONSIDÉRANT QUE des fenêtres de type « à guillotine » seraient appropriées afin de préserver le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les portes du bâtiment ne sont pas remplacées et que ces dernières sont de style différent;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations du bâtiment (planches cornières et moulures au pourtour des ouvertures) sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs proposées s'harmonisent entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant, sauf en ce qui concerne les ouvertures;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 552-554 rue des Écoles de la Ville de Drummondville, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au type de fenêtres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

315/3/06 - Acceptation des travaux de démolition et de construction d'un bâtiment qui sera situé au 1255 boulevard Saint-Joseph Ouest de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition et de construction d'un bâtiment qui sera situé au 1255 boulevard Saint-Joseph Ouest de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.19);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition et de construction de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- démolir le bâtiment principal ainsi que le garage détaché localisé en cour latérale droite;
- construire un bâtiment (résidence et garage rattaché reconstruits à l'emplacement des bâtiments démolis);

Démolition

CONSIDÉRANT QUE la résidence démolie ne présente pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments sont démolis afin de permettre la construction d'un bâtiment résidentiel;

Construction

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction de la résidence ainsi que du garage rattaché représentent une superficie approximative de cent quarante-cinq mètres carrés (145 m^2), le tout principalement sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant du bâtiment ainsi que la toiture sont modulés, soit par un retrait, un mur en pignon ou un niveau de toiture plus bas, ce qui limite la linéarité de la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est un clin de vinyle de couleur beige (sable);

CONSIDÉRANT QUE des planches cornières et des éléments décoratifs localisés au pourtour des ouvertures viennent animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) respecte le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est recouverte d'un bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est protégée d'une marquise;

CONSIDÉRANT QUE les galeries sont conservées et/ou rénovées et/ou refaites conformément au règlement de zonage actuel;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de construction du bâtiment respectent le cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition de bâtiments et de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1255 boulevard Saint-Joseph Ouest de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

316/3/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1800 avenue du Marais-Ombragé de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1800 avenue du Marais-Ombragé de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.20);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un (1) bâtiment résidentiel à logements multiples d'une superficie approximative de deux cent vingt-six mètres carrés (226 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :

- du bloc architectural à face éclatée imitant la pierre de couleur beige pour la façade principale et une partie des murs latéraux du rez-de-chaussée;
- de la brique de couleur rouge pour les autres parties des murs;
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige pour les murs en pignon;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de type « à quatre (4) versants » est aménagée de pignons et de différents niveaux;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 17 février 2006 par un ingénieur-forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de soixante millimètres (60 mm – 6 cm) allant jusqu'à sept cent vingt millimètres (720 mm – 72 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement le chêne comme essence d'arbres;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente au moins seize virgule huit pour cent (16,8 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QU'une remise est construite en cour arrière et que les matériaux et les couleurs utilisés sont en harmonie avec ceux du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée sur le terrain, ce qui permet de bien desservir les locataires des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1800 avenue du Marais-Ombragé de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

317/3/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 27 rue Bellevue de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 27 rue Bellevue de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.21);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de trois virgule vingt mètres carrés (3,20 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour latérale gauche, et ce, près du mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE de par son implantation, l'agrandissement a peu d'impact sur le milieu environnant ainsi que sur le cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des murs est un clin de vinyle de couleur sable, le tout s'inspirant de celui existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de faible pente et que cette dernière est en harmonie avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux sont faits dans le but d'aménager un élévateur pour personne à mobilité réduite;

CONSIDÉRANT QUE cet ajout volumétrique s'inspire des qualités architecturales du bâtiment principal et s'effectue dans un esprit de respect de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 27 rue Bellevue de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

318/3/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 323 à 327 rue Saint-Norbert de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 323 à 327 rue Saint-Norbert de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.22);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- réparer au besoin les joints de maçonnerie ainsi que la brique;
- changer le revêtement extérieur sur l'annexe située à l'arrière du bâtiment ainsi que sur le garage;
- réparer et/ou refaire la toiture;
- refaire les galeries et la toiture de celles-ci;
- remplacer certaines ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur actuel (brique de couleur rouge) est conservé et réparé au besoin par un revêtement de brique d'argile de couleur rouge, le tout semblable à celui existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur sur l'annexe localisée en cour arrière ainsi que sur le garage est remplacé par un clin de bois de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment est réparée et/ou refaite, le tout en conservant son style;

CONSIDÉRANT QUE les galeries (incluant les escaliers) et les toitures de celles-ci sont rénovées en s'inspirant d'un style d'antan;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps sur les galeries sont refaits en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes (quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm)) supportant les toitures et le balcon sont en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » et/ou de type « fixe » et dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont aménagées d'un carrelage dans leur partie supérieure;

CONSIDÉRANT QUE les portes sont remplacées par des portes ayant un vitrail et que celles-ci sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent de préserver le style architectural particulier et distinctif du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 323 à 327 rue Saint-Norbert de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

319/3/06 - Acceptation de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 165 impasse du Ruisselet de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 165 impasse du Ruisselet de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de

construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial d'une superficie approximative de quatre-vingt-deux mètres carrés (82 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cours avant et latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- du clin de bois pressé (Smart Side) de couleur beige;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment et l'identité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs (planches cornières et/ou moulures décoratives);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 17 février 2006 par un ingénieur-forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins sept (7) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de quatre-vingts millimètres (80 mm - 8 cm) allant jusqu'à huit cent soixante millimètres (860 mm - 86 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement les essences d'arbres suivantes : érables, chênes, bouleaux et pruches;

CONSIDÉRANT QU'un (1) des sept (7) arbres est localisé en cour avant et que les autres sont situés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins un (1) conifère d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) est planté sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ trente virgule trois pour cent (30,3 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 165 impasse du Ruisselet de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

320/3/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour un bâtiment accessoire situé au 13 rue Bérard de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour un bâtiment accessoire situé au 13 rue Bérard de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure d'un bâtiment accessoire (garage) sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover le bâtiment accessoire (garage) par l'ajout d'une toiture en pente sur ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « à quatre (4) versants », le tout s'inspirant de celle du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est du bardeau d'asphalte de couleur noire semblable à celui du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout volumétrique sur le bâtiment accessoire respecte le gabarit de la résidence et est en harmonie avec cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le projet permet de contribuer au développement d'une harmonisation d'ensemble du cadre bâti et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de rénovation du bâtiment accessoire s'effectue dans le respect du style architectural de ce dernier ainsi que de celui du bâtiment principal;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour un bâtiment accessoire (garage) situé au 13 rue Bérard de la Ville de

Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

321/3/06 - Acceptation partielle d'un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) dans le cadre du développement de la rue Saint-Onge de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet l'acceptation partielle d'un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) dans le cadre du développement de la rue Saint-Onge de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.29);

CONSIDÉRANT QUE la présente demande concerne cinq (5) propriétaires différents désirant développer les terrains adjacents à la rue Saint-Onge dont l'ouverture de celle-ci est prévue à court terme;

CONSIDÉRANT QUE les plans d'aménagement d'ensemble déposés par les propriétaires en janvier et février 2006 font partie intégrante :
- d'une affectation R-X (zone Hx) au plan d'urbanisme assujettie au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);
- des zones d'habitation H07-39, H07-40, HL07-48 et H07-55;

Trame de rues

CONSIDÉRANT QUE le tracé de la rue Saint-Onge est existant, celui-ci étant initialement prévu par l'ancienne municipalité de Grantham et par le plan directeur concernant les infrastructures (réseaux d'aqueduc et d'égouts);

CONSIDÉRANT QUE cette voie de circulation est de type collectrice ayant une largeur prévue de vingt-quatre virgule trente-huit mètres (24,38 m);

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve des accès à la rue Saint-Onge (qualifiée de collectrice) par les rues Saint-Damase, Saint-Laurent, Saint-Denis, Bertrand (projetée) et une rue projetée dans la portion est;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de porter une attention particulière à la vitesse de circulation due à la configuration assez rectiligne de la rue Saint-Onge;

Usages et gabarits de construction

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis prévoit une vocation résidentielle pour l'ensemble du secteur visé;

CONSIDÉRANT QUE les usages et gabarits de construction souhaités varient selon le tronçon à développer en fonction de la volonté des promoteurs;

⇒ Lots 294P., 295P. et 296P. (M. Alain Guilbeault)

Pour les lots 294P. et 295P.

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Saint-Damase (lots 294P. et 295P.), le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de douze (12) terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type **contigu**;

CONSIDÉRANT QUE pour la partie de ce tronçon située au nord de la rue Saint-Onge, le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de six (6) terrains ayant des dimensions d'environ trente-sept mètres (37 m) de façade par trente et un mètres (31 m) de profondeur, comptant chacun quatre (4) unités d'habitation;

CONSIDÉRANT QUE pour la partie de ce tronçon située au sud de la rue Saint-Onge, le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de six (6) terrains ayant des dimensions d'environ quarante-quatre mètres (44 m) de façade par trente-cinq mètres (35 m) de profondeur, comptant chacun quatre (4) à six (6) unités d'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de construction souhaité par le promoteur pour ce tronçon répond à une demande pour ce secteur (type d'habitations : référence au Domaine de l'Érablière – rues de la Samare et de la Sève) et que la hauteur souhaitée varie de un (1) à deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'usage et l'architecture souhaités par le promoteur ne s'harmonisent pas aux usages et à l'architecture existante sur les terrains adjacents (rue Chopin) où l'on retrouve des habitations unifamiliales isolées ayant une hauteur d'un (1) étage et, qu'à cet effet, il est préférable que ce tronçon soit voué à la construction d'habitations unifamiliales de type isolé ou jumelé afin de bien intégrer les nouvelles constructions au cadre bâti existant;

Pour le lot 296P.

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé entre la rue Saint-Damase et la limite de propriété du lot 297P., le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de seize (16) terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé;

CONSIDÉRANT QUE pour la partie de ce tronçon située au nord de la rue Saint-Onge, le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de huit (8) terrains ayant des dimensions d'environ dix-sept mètres (17 m) de façade par trente mètres (30 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE pour la partie de ce tronçon située au sud de la rue Saint-Onge, le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de huit (8) terrains ayant des dimensions d'environ dix-sept mètres (17 m) de façade par vingt-neuf mètres (29 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de construction souhaité par le promoteur pour ce tronçon répond à une demande pour ce secteur (type d'habitations : référence au Plateau Saint-Nicolas) et que la hauteur souhaitée varie de un (1) à deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'usage et le gabarit souhaités par le promoteur s'harmonisent aux usages et gabarits existants sur les terrains adjacents (rue Chopin) où l'on retrouve des habitations unifamiliales isolées ayant une hauteur d'un (1) étage;

⇒ Lot 297P. (M. Alain Carrier)

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé sur le lot 297P., le plan d'ensemble déposé prévoit la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de construction souhaité par le promoteur pour ce tronçon correspond au type d'habitations que l'on retrouve dans la portion existante de la rue Saint-Onge;

CONSIDÉRANT QUE l'usage et le gabarit souhaités par le promoteur s'harmonisent aux usages et gabarits existants sur les terrains adjacents (rue Chopin) où l'on retrouve des habitations unifamiliales isolées ayant une hauteur variant de un (1) à deux (2) étages;

⇒ Lots 298P. et 299P. (M. Yves Tousignant)

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé sur les lots 298P. et 299P., le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de quatre (4) terrains dont la classe d'usages projetés est **h_2** « habitations bi et trifamiliale » de type isolé ainsi que l'aménagement de onze (11) terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé;

CONSIDÉRANT QUE les quatre (4) terrains visés pour la classe d'usages **h_2** « habitations bi et trifamiliale » de type isolé (côté nord de la rue) ont des dimensions d'environ vingt et un mètres (21 m) de façade par soixante et un mètres (61 m) de profondeur, ce qui est, selon le promoteur, difficile à développer pour la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé;

CONSIDÉRANT QUE les onze (11) terrains visés pour la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé ont des dimensions d'environ dix-huit mètres (18 m) de façade par trente mètres (30 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de construction souhaité par le promoteur pour ce tronçon répond à une demande pour ce secteur et que pour les quatre (4) terrains visés pour

la classe d'usages **h_2** « habitations bi et trifamiliale » de type isolé, la référence du type d'habitation est celle que l'on retrouve par exemple sur la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE l'usage et le gabarit souhaités par le promoteur ne s'harmonisent pas aux usages et gabarits existants sur les terrains adjacents (rue Tousignant) où l'on retrouve des habitations unifamiliales isolées ayant une hauteur variant de un (1) à deux (2) étages et, qu'à cet effet, il est préférable que ce tronçon soit également voué à la construction d'habitations unifamiliales de type isolé afin de bien intégrer les nouvelles constructions au cadre bâti existant et projeté;

⇒ Lots 299P., 300P., 301P. (M. Marcel Guilbeault)

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé sur les lots 299P., 300P. et 301P., le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de quarante (40) terrains dont la classe d'usages projetés **h_1** est « habitation unifamiliale » de type isolé;

CONSIDÉRANT QUE pour la partie de ce tronçon située au nord de la rue Saint-Onge, entre les rues Saint-Laurent et Saint-Denis, le plan d'ensemble prévoit l'aménagement de huit (8) terrains ayant des dimensions d'environ quinze mètres (15 m) à dix-sept mètres (17 m) de façade par trente-trois mètres (33 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE pour la partie de ce tronçon située au sud de la rue Saint-Onge, entre les rues Saint-Laurent et Saint-Denis projetées, le plan d'ensemble prévoit l'aménagement de neuf (9) terrains ayant des dimensions d'environ quinze mètres (15 m) de façade par trente-trois mètres (33 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE pour la partie de ce tronçon située au nord de la rue Saint-Onge, entre la rue Saint-Denis et la limite de la propriété (lot 302P.), le plan d'ensemble prévoit l'aménagement de onze (11) terrains ayant des dimensions d'environ dix-neuf mètres (19 m) de façade par trente-trois mètres (33 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE pour la partie de ce tronçon située au sud de la rue Saint-Onge, entre la rue Saint-Denis projetée et la limite de la propriété (lot 302P.), le plan d'ensemble prévoit l'aménagement de douze (12) terrains ayant des dimensions d'environ dix-huit mètres (18 m) de façade par trente-trois mètres (33 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de construction souhaité par le promoteur pour ce tronçon est indéterminé;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit devra s'harmoniser avec les constructions projetées sur les propriétés adjacentes;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit devra aussi s'harmoniser avec les usages et gabarits existants que l'on retrouve sur les terrains adjacents (rue Émile-Grisé et 31e Avenue) où l'on retrouve des habitations unifamiliales isolées ayant une hauteur d'un (1) étage;

⇒ Lots 302P., 303P., 304P., 305P. (M. André Lemaire)

Pour le lot 302P.

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé entre la limite du lot 301P. et la rue Bertrand projetée, le plan d'ensemble prévoit l'aménagement de six (6) terrains ayant des dimensions d'environ dix-neuf mètres (19 m) de façade par trente mètres (30 m) de profondeur et dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé;

Pour les lots 302P., 303P., 304P. et 305P.

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé entre la rue Bertrand projetée et la piste cyclable, le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de quarante et un (41) terrains dont les classes d'usages projetés sont **h_2** et **h_3** « habitations bifamiliale, trifamiliale et multifamiliale » comprenant de deux (2) à six (6) logements;

CONSIDÉRANT QUE pour la partie dudit tronçon située au nord de la rue Saint-Onge :

- entre la rue Bertrand projetée et la rue projetée : le plan d'ensemble prévoit l'aménagement de dix (10) terrains ayant des dimensions d'environ vingt-trois mètres (23 m) de façade par quarante mètres (40 m) de profondeur;
- entre la rue projetée et la piste cyclable : le plan d'ensemble prévoit l'aménagement de dix (10) terrains ayant des dimensions d'environ vingt-deux mètres (22 m) de façade par trente-huit mètres (38 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE pour la partie dudit tronçon située au sud de la rue Saint-Onge :

- entre la rue Bertrand projetée et la rue projetée : le plan d'ensemble prévoit l'aménagement de onze (11) terrains ayant des dimensions d'environ vingt-quatre mètres (24 m) de façade par trente-huit mètres (38 m) de profondeur;
- entre la rue projetée et la piste cyclable : le plan d'ensemble prévoit l'aménagement de dix (10) terrains ayant des dimensions d'environ vingt-deux mètres (22 m) de façade par quarante mètres (40 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de construction souhaité par le promoteur pour lesdits tronçons est comparable à ce que l'on retrouve dans la portion existante de la rue Saint-Onge pour les différents types d'habitations qui sont proposés (unifamiliales isolées et habitations de deux (2) à six (6) logements);

CONSIDÉRANT QUE l'usage et le gabarit de construction souhaités par le promoteur pour ce tronçon ne s'harmonisent pas avec les usages et gabarits des constructions souhaités par les promoteurs des propriétés adjacentes (habitations unifamiliales isolées);

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de demander au promoteur de réduire le nombre de logements prévus sur une partie de ce tronçon afin d'assurer une certaine gradation des densités et, qu'à cet effet, les tronçons (nord et sud de la rue Saint-Onge) situés entre la rue Bertrand projetée et la rue projetée pourraient, par exemple, être prévus pour les classes d'usages $\mathbf{h_2}$ et $\mathbf{h_3}$ (habitations bifamiliale, trifamiliale et multifamiliale) comprenant de deux (2) à quatre (4) logements et les tronçons (nord et sud de la rue Saint-Onge) situés entre la rue projetée et la piste cyclable pourraient, par exemple, être prévus pour la classe d'usages $\mathbf{h_3}$ (habitations multifamiliales) comprenant de quatre (4) à six (6) logements;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de valider avec le promoteur la possibilité de prévoir certains établissements commerciaux de services (ex. : dépanneur) compte tenu du bassin de population à desservir;

Espaces verts, usages, trame de rues

CONSIDÉRANT QU'il sera nécessaire, pour l'ensemble des secteurs, d'aménager des espaces verts afin de desservir la population existante et celle à venir dans le secteur et de prévoir une trame de rue ainsi que des usages selon les critères prévus au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);

CONSIDÉRANT QUE ces aspects seront vérifiés lorsque chaque promoteur présentera les plans d'aménagement d'ensemble pour la totalité des propriétés visées;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de **reporter** la recommandation du comité consultatif d'urbanisme relativement à la partie du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) située entre la rue Bertrand projetée et la piste cyclable, étant donné que certains éléments (usages, gradation des densités) sont à retravailler pour ce secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

⇒ Lots 294P. et 295P.
- **refuse** l'aménagement de douze (12) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type contigu;
- accepte l'aménagement de terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé ou jumelé;

⇒ Lot 296P.
- accepte l'aménagement de seize (16) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lot 297P.
- accepte l'aménagement de terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lots 298P. et 299P.

- **refuse** l'aménagement de quatre (4) terrains prévus pour des habitations bi et trifamiliales de type isolé,
- accepte l'aménagement de tous les terrains visés pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lots 299P., 300P. et 301P.
- accepte l'aménagement de quarante (40) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lot 302P.
- accepte l'aménagement de six (6) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

en ajustant en conséquence les différentes normes applicables à la construction de bâtiment ainsi qu'à l'aménagement de terrain aux règlements concernés, de manière à ce que les futures constructions soient en harmonie avec le milieu environnant, le tout **conditionnellement** à ce qu'une attention particulière soit apportée à la vitesse de circulation, et ce, pour le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) partiel des terrains majoritairement adjacents à la rue Saint-Onge et situés entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Bertrand projetée (lots 294P. à 302P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham) de la Ville de Drummondville;

- **reporte** la décision concernant la partie du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) située entre la rue Bertrand projetée et la piste cyclable (lots 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham de la Ville de Drummondville) afin, entre autres, que le concept de développement s'harmonise avec le reste du secteur et de vérifier la possibilité d'implanter des commerces de services visant à desservir la population à venir (le tout tel qu'énuméré précédemment).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

322/3/06 - Dépôt du procès-verbal (07.03.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 mars 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

323/3/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 235 impasse du Ruisselet de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 235 impasse du Ruisselet de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage projeté d'un (1) étage) d'une superficie approximative de cent treize mètres carrés (113 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant (partie latérale droite) et en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
pour les murs
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige-brun;
pour la toiture
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment et l'identité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs (planches cornières et/ou moulures décoratives);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 24 février 2006 par un ingénieur-forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de deux cent vingt millimètres (220 mm - 22 cm) allant jusqu'à quatre cent vingt millimètres (420 mm - 42 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement de l'érable comme essence d'arbre;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ seize pour cent (16 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que

la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 235 impasse du Ruisselet de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

324/3/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 197-199 rue Dorion de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 197-199 rue Dorion de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la requérante désire modifier les couleurs acceptées antérieurement (C.C.U. du 7 décembre 2005) pour la toiture (grise (mate)), le revêtement extérieur (crème) ainsi que les ornementations (vert-bleu et gris-bleu);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- réparer au besoin le revêtement de stuc et le repeindre;
- repeindre le revêtement de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du bâtiment, soit du stuc de couleur blanche, est repeint de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations du bâtiment sont repeintes de couleur beige foncé;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs proposées pour le revêtement extérieur ainsi que pour les ornementations s'harmonisent ensemble et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est de la tôle à baguette peint de couleur rouge et que ce dernier est repeint de couleur rouille (terra cota) ou bourgogne;

CONSIDÉRANT QUE la couleur retenue pour la toiture accentue le style « espagnol » du bâtiment, ce qui rend ce dernier prédominant dans le milieu, le tout au détriment du cadre bâti du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les travaux proposés doivent respecter le caractère architectural particulier et distinctif du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- accepte les couleurs proposées pour le revêtement extérieur ainsi que pour les ornementations (tel que mentionné ci-dessus) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **refuse** la couleur pour le revêtement de la toiture (rouille (terra cota) ou bourgogne) (tel que mentionné ci-dessus) car cette dernière accentue le style « espagnol » du bâtiment et rend celui-ci prédominant dans l'environnement;

et ce, pour le bâtiment situé aux 197-199 rue Dorion de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

325/3/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé aux 198-200 rue Saint-Marcel de la Ville de Drummondville – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé aux 198-200 rue Saint-Marcel de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne de forme stylisée et constituée d'un matériau imitant le bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée sur le bandeau d'enduit d'acrylique localisé au-dessus de la porte d'entrée de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne a une superficie approximative d'un virgule cinquante-cinq mètre carré (1,55 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne, soit entre autres, le bourgogne, le blanc, l'or et le jaune, sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles ainsi qu'avec celles se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QU'une partie du message de l'enseigne est réalisée en surélévation par rapport à la plaque murale;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et favorise une qualité visuelle d'ensemble pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (sa forme, ses couleurs, ses matériaux et sa localisation), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé aux 198-200 rue Saint-Marcel de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation des deux (2) dossiers suivants :

326/3/06 - Acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le secteur localisé entre les rues Guy-Bissonnette, Suzor-Coté et la place Rodolphe-Duguay (lots 120P., 121P., 122P.) de la Ville de Drummondville (trame de rues, usages pour une partie de la zone d'habitation H01-29)

CONSIDÉRANT QU'une demande pour l'objet cité en titre a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.12);

CONSIDÉRANT QUE le secteur concerné est actuellement vacant et est localisé entre les rues Guy-Bissonnette, Suzor-Coté et le côté nord-ouest de la place Rodolphe-Duguay, soit dans l'actuelle zone d'habitation H01-29;

CONSIDÉRANT QUE le zonage autorise actuellement la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;

CONSIDÉRANT QUE le secteur est ciblé par un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) et, de ce fait, la trame de rues, les usages ainsi que les espaces verts doivent faire l'objet d'une autorisation afin de répondre aux différents objectifs de ce règlement;

CONSIDÉRANT QUE la promotrice du projet souhaite obtenir un amendement au zonage afin de pouvoir construire des habitations de grande qualité ayant de deux (2) à quatre (4) unités dont le mode de tenure est de type « condominium »;

CONSIDÉRANT QUE ledit projet avait fait l'objet d'une présentation au comité consultatif d'urbanisme du 21 septembre 2005 et du conseil municipal du 3 octobre 2005 (dossier en varia) et que la promotrice avait mentionné qu'elle déposerait un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) lorsque les orientations du comité et du conseil seraient connues;

Description du projet

CONSIDÉRANT QUE de façon générale, les principales caractéristiques du projet sont les suivantes :

⇒ Condominiums de quatre (4) unités

Terrain
- un terrain ayant une superficie d'environ mille cent quatorze mètres carrés (1 114 m^2), soit une largeur d'environ trente-six virgule cinquante-sept mètres (36,57 m) par une profondeur d'environ trente virgule quarante-huit mètres (30,48 m);
- une marge arrière d'environ sept mètres (7 m) pour certaines parties de bâtiment;
- des marges latérales d'environ un virgule soixante-cinq mètre (1,65 m);
- trois (3) entrées charretières ayant une distance d'environ six virgule un mètres (6,1 m) entre celles-ci;
- une largeur d'entrée charretière d'environ douze virgule dix-neuf mètres (12,19 m);
- un empiètement des cases de stationnement en façade principale du bâtiment sur une largeur d'environ trois virgule quatre-vingt-seize mètres (3,96 m);

Bâtiment
- une habitation de quatre (4) unités ayant deux (2) étages avec un troisième (3^e) étage en mezzanine et une hauteur d'environ huit virgule soixante-quatre mètres (8,64 m);
- une entrée privée pour chaque condominium;
- la possibilité que chaque unité d'habitation puisse avoir son propre garage intérieur, ce qui représente une superficie d'environ cent dix-sept virgule soixante-cinq mètres carrés (117,65 m^2) pour la totalité des garages;
- la possibilité que les unités puissent aménager une terrasse extérieure ou une verrière quatre (4) saisons dans la partie arrière des bâtiments;

⇒ Condominiums de deux (2) unités

Terrain
- un terrain ayant une superficie d'environ cinq cent soixante-quinze virgule soixante-dix-sept mètres carrés (575,77 m^2), soit une largeur d'environ dix-huit virgule quatre-vingt-neuf mètres (18,89 m) par une profondeur d'environ trente virgule quarante-huit mètres (30,48 m);
- une marge arrière d'environ douze virgule dix-neuf mètres (12,19 m);
- des marges latérales de zéro mètre (0 m) pour le bâtiment principal avec abri d'auto attenant;
- une distance minimale de zéro mètre entre l'extrémité du toit du bâtiment accessoire (abri d'auto) et les lignes de terrain;
- des allées d'accès et entrées charretières à zéro mètre (0 m) de la ligne latérale de terrain;

Bâtiment
- une habitation de deux (2) unités ayant deux (2) étages dont la hauteur est d'environ sept virgule trente et un mètres (7,31 m);
- une entrée privée pour chaque condominium;

- l'aménagement d'un abri d'auto pour chaque unité;

CONSIDÉRANT QUE le concept prévoit environ douze (12) unités avec un abri d'auto à chaque extrémité de chacune de celles-ci;

CONSIDÉRANT QUE de ce fait, les lignes de terrain du côté desdits abris sont à zéro mètre (0 m) les unes des autres;

CONSIDÉRANT QU'en fonction des normes applicables pour des habitations de quatre (4) unités (indépendamment du type de structures : logements ou condominiums), les normes suivantes s'appliquent, à savoir :
- un maximum d'un (1) garage par terrain (sauf exception pour des garages aménagés au sous-sol);
- une superficie maximale de soixante mètres carrés (60 m^2) pour un garage;
- un maximum de deux (2) entrées charretières par terrain;
- une largeur maximale de dix mètres (10 m) pour les entrées charretières;
- une distance minimale de dix mètres (10 m) entre deux (2) entrées charretières donnant sur la même voie de circulation pour un même terrain;
- une marge arrière minimale de neuf (9) mètres minimum pour le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'en fonction des normes applicables pour des habitations de deux (2) unités (indépendamment du type de structures : logements ou condominiums), les normes suivantes s'appliquent, à savoir :
- un maximum d'un (1) abri d'auto par terrain;
- une distance minimale entre l'extrémité du toit d'un bâtiment accessoire (exemple : abri d'auto) et les lignes de terrain de zéro virgule cinq mètre (0,5 m);
- une distance minimale entre les allées d'accès et les lignes latérales de terrain ainsi qu'entre les cases de stationnement et les lignes latérales de zéro virgule cinq mètre (0,5 m);

CONSIDÉRANT QUE le concept des habitations avec abri d'auto ne répond pas aux normes applicables quant au dégagement minimal à respecter d'une ligne de terrain, soit un minimum de zéro virgule cinq mètre (0,5 m);

CONSIDÉRANT QU'il est recommandé de revoir le concept afin de respecter un dégagement minimal et ainsi diminuer l'effet de longueur sur rue d'un tel concept;

CONSIDÉRANT QUE le projet global sera possiblement divisé en deux (2) phases, à savoir :

1ère phase
- pour le secteur situé le long des arrières lots des terrains donnant sur la place Rodolphe-Duguay (condominiums : trois (3) unités) et ceux des terrains donnant sur la rue Guy-Bissonnette (deux (2), trois (3) et quatre (4) logements), ce qui représente environ neuf (9) terrains ainsi que la possibilité d'aménager un espace vert avec ou sans équipements (exemple : parc ou piscine) pour le résidu de terrain adjacent au passage piétonnier;

2e phase
- pour le reste du secteur (îlot central) qui comporterait les habitations mentionnées précédemment (quatre (4) unités) ainsi que des habitations similaires en terme de qualité mais ayant deux (2) unités de plus petite superficie (exemple : cent onze virgule quarante-huit mètres carrés (111,48 m^2 - 1 200 pi^2) environ au lieu de cent quarante-quatre mètres carrés (144 m^2 - 1 550 pi^2) environ) afin d'offrir un marché différent;

CONSIDÉRANT QUE les zones adjacentes au site visé autorisent :
- pour la zone H01-56 : des habitations de trois (3) unités (condominiums);
- pour la zone H01-31 : des habitations de deux (2), trois (3) et quatre (4) logements (développement Les Havres du Golf);

CONSIDÉRANT QUE tous les bâtiments de même gabarit auront une architecture similaire et que ceux-ci seront assujettis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

Passage

CONSIDÉRANT QUE la requérante souhaite ardemment que le passage piétonnier reliant la rue Guy-Bissonnette (développement Les Havres du Golf) à la future rue projetée soit annulé pour les principaux motifs suivants, à savoir :
- ce passage nuit à la vente des condominiums;

- une rue non loin de ce dernier est prévue et relie les deux (2) développements, ce qui contribue à l'atteinte de l'objectif de départ;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, ledit passage avait été prévu lors du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le développement adjacent (Les Havres du Golf) et que les membres du comité consultatif d'urbanisme considèrent que son aménagement est important afin de répondre à l'objectif visé, soit principalement de maximiser l'intégration des parcs, espaces verts et réseaux piétonniers avec le réseau existant et ainsi desservir les résidants;

CONSIDÉRANT QUE de plus, selon les informations obtenues du Service du génie, la présence dudit passage est nécessaire pour l'entretien des conduites (aqueduc, pluvial) ou pour toutes réparations;

Trame de rues

CONSIDÉRANT QUE le tracé des rues facilite la circulation en général, tout en préservant un niveau de quiétude satisfaisant pour les résidants;

Usage

CONSIDÉRANT QUE la répartition des catégories de constructions favorise une gradation harmonieuse des densités et des gabarits de constructions à l'intérieur de la zone visée de même qu'en relation avec les zones avoisinantes;

Ajustements nécessaires

CONSIDÉRANT QU'afin de s'assurer que l'objectif ci-haut énuméré soit respecté, chaque bande de terrain comprise à l'intérieur de l'îlot central et donnant sur une même voie de circulation devra comprendre **les mêmes types de constructions**, c'est-à-dire que la totalité des terrains construits doivent être soit des quatre (4) unités ou bien des deux (2) unités;

CONSIDÉRANT QU'il serait souhaitable que les condominiums de quatre (4) unités soient aménagés de deux (2) ou quatre (4) garages attenants et qu'il n'y ait pas la possibilité d'en aménager un (1) ou trois (3), et ce, afin que l'architecture du bâtiment soit plus harmonieuse;

CONSIDÉRANT QU'afin de bien desservir les résidants du secteur et de maximiser l'intégration des parcs, espaces verts et réseaux piétonniers, les membres du comité consultatif d'urbanisme recommandent de **conserver le passage piétonnier** prévu lors du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) antérieur;

CONSIDÉRANT QU'il serait essentiel d'encourager la plantation d'arbres pour les terrains de ce secteur, compte tenu que les aires boisées sont inexistantes;

CONSIDÉRANT QUE la bande de terrain localisée sur le lot 120 partie du rang II du cadastre du canton de Grantham n'a pas fait l'objet d'une acceptation par le propriétaire foncier concerné et que **celle-ci sera requise avant de procéder à la réalisation de la rue et, de ce fait, avant la construction desdites habitations** (la promotrice est au fait de cette exigence);

CONSIDÉRANT QUE, de façon générale :
- l'aménagement proposé favorise le développement d'un sentiment d'appartenance, notamment par la création d'îlots;
- l'architecture **(avec quelques ajustements pour le dégagement des condominiums de deux (2) unités)** est harmonieuse pour l'ensemble du site;
- le projet favorise le développement d'une identité propre au projet;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte globalement le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet Renaissance, c'est-à-dire des habitations de deux (2) à quatre (4) unités de type isolé, en apportant les principaux ajustements suivants, à savoir :

- en ajustant le concept des condominiums de deux (2) unités avec abri d'auto attenant à celles-ci de manière à prévoir un dégagement minimal visant, entre autres, à diminuer l'effet de longueur;

- en permettant, pour les condominiums de quatre (4) unités, l'aménagement de deux (2) ou quatre (4) garages attenants, mais pas la possibilité d'en avoir un (1) ou trois (3);
- en conservant le passage piétonnier prévu lors du dépôt du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet résidentiel adjacent (Les Havres du Golf);
- en prévoyant des dispositions relatives à l'aménagement de terrain (conservation et/ou plantation d'arbres);
- en ajustant, en conséquence, toutes autres dispositions jugées nécessaires pour atteindre l'objectif d'un développement harmonieux;
- en prévoyant que la zone concernée soit assujettie au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);
- en obtenant l'accord du propriétaire foncier pour la partie du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) localisée sur une partie du lot 122 du rang II du cadastre du canton de Grantham, et ce, **avant** la réalisation de tous travaux ou toute construction (exemple : rue, habitations);

et ce, pour une partie de la zone d'habitation H01-29, soit pour les terrains formés actuellement des lots 120P. à 122P. du rang II du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

327/3/06 - Acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le secteur localisé entre les rues Guy-Bissonnette, Suzor-Coté et la place Rodolphe-Duguay (lots 120P., 121P., 122P.) de la Ville de Drummondville (précisions quant à certaines normes pour une partie de la zone d'habitation H01-29)

CONSIDÉRANT QU'une demande concernant l'objet cité en titre a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.11);

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif avaient étudié le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le secteur concerné à la séance du 8 février dernier;

CONSIDÉRANT QUE ceux-ci avaient recommandé au conseil municipal d'accepter globalement le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet Renaissance, c'est-à-dire des habitations de deux (2) à quatre (4) unités de type isolé, **en apportant les principaux ajustements suivants**, à savoir :

« - *en ajustant le concept des condominiums de deux (2) unités, avec abri d'auto attenant à celles-ci, de manière à prévoir un dégagement minimal visant, entre autres, à diminuer l'effet de longueur;*
- *en permettant, pour les condominiums de quatre (4) unités, l'aménagement de deux (2) ou quatre (4) garages attenants, mais pas la possibilité d'en avoir un (1) ou trois (3);*
- *en conservant le passage piétonnier prévu lors du dépôt du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet résidentiel adjacent (Les Havres du Golf);*
- *en prévoyant des dispositions relatives à l'aménagement de terrain (conservation et/ou plantation d'arbres);*
- *en ajustant, en conséquence, toutes autres dispositions jugées nécessaires pour atteindre l'objectif d'un développement harmonieux;*
- *en prévoyant que la zone concernée soit assujettie au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);*
- *en obtenant l'accord du propriétaire foncier pour la partie du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) localisée sur une partie du lot 122 du rang II du cadastre du canton de Grantham, et ce, **avant** la réalisation de tout travaux ou toute construction (exemple : rue, habitations)* »;

CONSIDÉRANT QUE suite auxdites recommandations, la promotrice a soumis un nouveau concept en ce qui a trait aux deux (2) unités afin de diminuer l'effet de longueur sur rue tel que recommandé;

CONSIDÉRANT QUE ledit concept pour les deux (2) unités prévoit :

- un dégagement minimal de zéro virgule quatre-vingt-six mètre (0,86 m) pour les marges latérales, donc, un total des marges latérales de un virgule soixante-douze mètre (1,72 m);
- une marge de recul variée pour les abris d'autos ou garages attenants à l'habitation afin de briser la linéarité des implantations;

- des éléments d'architecture « inversés » sur la façade principale afin de bien animer celles-ci et éviter la monotonie;

CONSIDÉRANT QUE ce nouveau concept enlève la possibilité de construire un (1) terrain aux douze (12) prévus initialement;

CONSIDÉRANT QUE la requérante propose l'aménagement des deux (2) unités avec une construction accessoire (garage ou abri d'auto attenant à l'habitation), toutefois, elle désire laisser à l'acheteur la possibilité de son choix, soit d'avoir un garage ou un abri d'auto attenant, sans exiger que les deux (2) unités attenantes soient de même type;

CONSIDÉRANT QUE la requérante mentionne que chaque unité d'habitation ne sera jamais construite sans garage ou abri d'auto attenant;

CONSIDÉRANT QUE pour les quatre (4) unités, la requérante précise qu'elle souhaite, contrairement à la recommandation antérieure, conserver la possibilité d'offrir les unités d'habitation avec l'option d'aménager ou de ne pas aménager un garage attenant;

CONSIDÉRANT QUE l'option d'avoir un (1) seul garage attenant pour le condominium localisé à une extrémité et deux (2) dans la partie centrale ressemble à des résidences unifamiliales comportant un (1), deux (2) et même parfois trois (3) garages attenants d'un seul côté de la résidence, ce type d'habitation se retrouve déjà sur le territoire et offre une architecture très intéressante et ne déséquilibre pas le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture proposée est de grande qualité et, de plus, doit faire l'objet d'une acceptation dans le cadre du plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte les ajustements demandés au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet Renaissance (condominiums), à savoir :

⇒ pour les deux (2) unités
- l'implantation proposée prévoyant un dégagement minimal de zéro virgule quatre-vingt-six mètre (0,86 m);
- la possibilité d'aménager un garage ou un abri d'auto;

⇒ pour les quatre (4) unités
- la possibilité d'aménager le nombre de garages attenants désirés en respectant un maximum de quatre (4) par terrains;

et ce, pour une partie de la zone d'habitation H01-29, soit pour les terrains formés actuellement des lots 120P. à 122P. du rang II du cadastre du canton de Grantham et localisés sur les rues Ozias-Leduc, Albert-Dumouchel et Jean-Paul-Riopelle de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

Rapport mensuel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de février 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 7 mars 2006.

328/3/06 - Signature de la convention collective de travail à intervenir avec

le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-2000-4468) pour la période du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2009

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse, le directeur général et la directrice du Service des ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville la convention collective de travail avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-2000-4468).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

329/3/06 - Signature de la convention collective de travail à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470) pour la période du 1er janvier 2005 au 31 décembre 2009

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la mairesse, le directeur général et la directrice du Service des ressources humaines soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville la convention collective de travail avec le Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

330/3/06 - Appropriation d'une somme de 1999,79 $ provenant du surplus de l'ex-municipalité de Saint-Nicéphore au remboursement d'ajustements de salaires de 9 cols bleus

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 1999,79 $ provenant du surplus de l'ex-municipalité de Saint-Nicéphore au remboursement d'ajustements de salaires de 9 cols bleus pour la période de septembre au 31 décembre 2004.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

331/3/06 - Embauche d'un assistant-trésorier

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Benoit Carignan à titre d'assistant-trésorier, classe 9, échelon 0-1 an, et ce, à compter du 3 avril 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

332/3/06 - Appui à une demande d'autorisation à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'aliénation d'une partie de terrain formée des lots 362-1-1, 362-1-2, secteur Saint-Joachim-de-Courval (35 route Gamelin)

CONSIDÉRANT QUE ce terrain formé des lots 362-1-1 et 362-1-2 fait partie du cadastre de la paroisse de St-Zéphirin-de-Courval qui est intégrée à la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'aliénation d'une partie du terrain a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la portion du lot visée fait partie de la zone I2;

CONSIDÉRANT QUE la partie du terrain faisant l'objet de la demande représente cinq mille cent quatre-vingt-sept mètres carrés (5 187m²) et est identifiable par le lot 362-1-1 du cadastre de la paroisse de St-Zéphirin-de-Courval dans son entier;

CONSIDÉRANT QUE le résidu du terrain (lot 362-1-2) d'une superficie de quatre mille cent soixante-dix-sept virgule six mètres carrés (4 177,6 m²) restera la propriété du vendeur;

CONSIDÉRANT QUE la partie de terrain (lot 362-1-1) visée par la présente comprend une résidence et des bâtiments accessoires le tout tel qu'autorisé par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) sous le numéro 44 410 pour un usage autre que l'agriculture sur un terrain n'excédant pas un demi-hectare;

CONSIDÉRANT QUE le vendeur conservera l'autre partie du terrain (lot 362-1-2) avec le bâtiment commercial construit;

CONSIDÉRANT QUE le vendeur continuera d'exploiter le commerce voué à la confection de vêtement, le tout tel qu'autorisé par la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) sous le numéro 228 359;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation actuelle et future des deux lots seront les mêmes, soit résidentiel (lot 362-1-1) et commercial (lot 362-1-2);

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole du lot et des lots avoisinants est limité ;

CONSIDÉRANT QUE les possibilités d' utilisation du lot à des fins d' agriculture sont limitées car ce dernier est construit;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d' une autorisation sur l' utilisation et les possibilités d' utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises ;

CONSIDÉRANT QUE l' homogénéité de la communauté et de l' exploitation agricole ne sera pas mise en cause ;

CONSIDÉRANT QU' il y a des espaces appropriés disponibles ailleurs sur le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourraient satisfaire la demande mais que celle-ci est faite dans le but de séparer un terrain formé de deux lots;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville (secteur Saint-Joachim);

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d' autorisation formulée par Monsieur Réal Boudreau auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l' aliénation d' une partie du terrain formé des lots 362-1-1 et 362-1-2 du cadastre du canton de la paroisse de St-Zéphirin-de-Courval soit pour une superficie de cinq mille cent quatre-vingt-sept mètres carrés (5 187m²).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

333/3/06 - Appui à la candidature du Mondial des Cultures au prix Jacques Couture pour la promotion de l'Interculturel

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la candidature du Mondial des Cultures au prix Jacques Couture pour la promotion de l'Interculturel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

334/3/06 - Délégation au colloque de l'Association québécoise d'urbanisme (A.Q.U.) qui se tiendra à Bromont le 22 avril 2006

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville délègue mesdames Annick Bellavance et Louise Béland ainsi que messieurs Yves Joubarne, Pierre Daniel, Yves Grondin, Alain Martel, Gilles Fontaine et Michel Desrosiers au colloque de l'Association québécoise d'urbanisme (A.Q.U.) qui se tiendra à Bromont le samedi 22 avril 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

335/3/06 - Demande à la MRC de Drummond de procéder à la canalisation d'une partie du cours d'eau des 5e et 6e rangs

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville transmette la demande de canalisation d'une partie du cours d'eau des 5e et 6e rangs, situé à la limite des territoires de Drummondville et Saint-Germain-de-Grantham à la MRC de Drummond, afin que cette dernière fasse le suivi auprès du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, ceci afin de se conformer à la loi 62 en vigueur depuis janvier 2006 et procède à la canalisation d'une partie dudit cours d'eau.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

336/3/06 - Autorisation au Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) et au Club de Patinage Artistique de Drummondville – Tenue du 31e spectacle annuel au Centre Marcel-Dionne et autorisation d'affichage

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) et le Club de Patinage Artistique de Drummondville à tenir son 31e spectacle annuel le samedi 8 avril 2006 au Centre Marcel-Dionne, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à installer sur le mur extérieur du Centre Marcel-Dionne une affiche géante afin d'accroître la promotion de cet événement annuel durant les 30 jours précédant la soirée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

337/3/06 - Autorisation aux Scouts Drummondville – Vente du pain partage de porte-à-porte le Vendredi saint 14 avril 2006

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Scouts Drummondville à procéder à la vente du pain partage de porte-à-porte dans les rues de la Ville le Vendredi saint 14 avril 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

338/3/06 - Autorisation aux Jardins de la Cité – Tenue d'une journée cabane à sucre et une promenade en calèche le vendredi 7 avril 2006

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Jardins de la Cité à tenir une journée cabane à sucre et une promenade en calèche le vendredi 7 avril 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et un parcours approuvé par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

339/3/06 - Autorisation aux agents correctionnels de l'Établissement Drummond – Tenue d'un tournoi de balle sur les terrains Bernier, Michaud et Rosaire-Smith

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les agents correctionnels de l'Établissement Drummond à tenir un tournoi de balle sur les terrains Bernier, Michaud et Rosaire-Smith les 11 et 12 août 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

340/3/06 - Autorisation à Vélocité Drummond – Tenue d'une activité les 28 juin et 4 septembre 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Vélocité Drummond à tenir une activité de course sur route pour la finale régionale des Jeux du Québec le 28 juin et pour une course sur route le 4 septembre 2006, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville autorise la fermeture des rues St-Damase et St-Laurent entre la 18^{e} et 20^{e} avenue de 17h00 à 20h00 pour la tenue de l'événement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

341/3/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) et versement d'une subvention à l'animation

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique).

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention à l'animation de 69 830 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

342/3/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec Le Club de l'Âge d'Or de St-Nicéphore inc.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec Le Club de l'Âge d'Or de St-Nicéphore inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 1 500 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

343/3/06 - Protocole d'entente, de reconnaissance et de prêt d'immeuble avec Le Club de l'Âge d'Or de St-Charles-de-Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente, de reconnaissance et de prêt d'immeuble à intervenir avec Le Club de l'Âge d'Or de St-Charles-de-Drummond inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le prêt du chalet sportif du Complexe Rosaire-Smith.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

344/3/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec 8 clubs d'âge d'or de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec les différents clubs d'âge d'or suivants :

1. Les Joyeux Amis du 3ième Âge de Drummond inc. (Christ-Roi);
2. Le Cercle d'Amitié de l'Âge d'Or de Drummondville-Sud;
3. Le Club de l'Âge d'or de Drummondville inc. (St-Joseph);
4. Le Club de l'Âge d'Or de la Paroisse Ste-Thérèse de Drummondville inc.
5. Le Club Or et Argent (Saint-Jean-Baptiste);
6. Le Club de l'Âge d'Or Immaculée-Conception de Drummondville;
7. Le Club Âge d'Or St-Philippe de Drummondville inc.;
8. Le Club des Aînés de Drummondville inc.

Les protocoles d'entente sont valables pour l'année 2006 et comprennent le versement d'une subvention de 500 $ à chacun des organismes, pour un total de 4 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

345/3/06 - Subvention de déneigement de stationnements aux différentes fabriques pour l'année 2006

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 12 083 $ aux organismes ci-dessous mentionnés, et ce, à titre de subvention au déneigement des stationnements pour l'année 2006. Ladite somme se répartit comme suit :

Organismes	Montant des subventions
Fabrique St-Georges	423 $
Fabrique Saint-Pie X	2 197 $
Fabrique St-Jean-Baptiste	656 $
Fabrique Ste-Thérèse	644 $
Fabrique St-Pierre & Paul	1 800 $
Fabrique St-Philippe	1 714 $
Fabrique St-Simon	1 184 $
Fabrique St-Joseph	2 778 $
Fabrique Christ-Roi	687 $
	12 083 $

Lesdites subventions sont payables en 2 versements.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

346/3/06 - Subvention de 1 500 $ - Symposium des arts de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 500 $ au Symposium des arts de Drummondville à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

347/3/06 - Subvention de 1 000 $ - Club social du personnel cadre de la Ville

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Club social du personnel cadre de la Ville à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

348/3/06 - Subvention de 1 000 $ - Club social des employés municipaux cols bleus de la Ville

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Club social des employés municipaux cols bleus de la Ville à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

349/3/06 - Subvention de 18 000 $ - Société d'Histoire de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 18 000 $ à la Société d'Histoire de Drummondville pour la réalisation d'une étude sur le patrimoine religieux, et ce, à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

350/3/06 - Protocole d'entente avec la Corporation du Centre culturel de Drummondville inc. – Triathlon Cascades de Drummondville, édition 2006

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Corporation du Centre culturel de Drummondville inc. pour la tenue du Triathlon Cascades de Drummondville, édition 2006 qui se tiendra le 19 août 2006.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de l'événement et comprend le versement d'une subvention de 9 295 $ en argent et de 12 000 $ en services.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur le site de l'aéroport lors de la tenue de l'activité ainsi que la vente de produits et articles de sports.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

351/3/06 - Signature d'une entente à intervenir avec le Conseil des Arts et des Lettres du Québec, la Conférence régionale des élu(e)s du Centre-du-Québec et l'Orchestre symphonique de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente avec le Conseil des Arts et des Lettres du Québec, la Conférence régionale des élu(e)s du Centre-du-Québec et l'Orchestre symphonique de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

352/3/06 - Autorisation à l'ingénieur municipal de soumettre au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs les plans et devis pour le projet de réfection du réseau d'égout pluvial sur la rue St-Nicolas

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'ingénieur municipal à soumettre au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs les plans et devis du projet de réfection du réseau d'égout pluvial sur la rue St-Nicolas.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

353/3/06 - Autorisation à l'ingénieur municipal de soumettre au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs les plans et devis pour le projet de bouclage du réseau d'aqueduc sur les 120e et 121e Avenues

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'ingénieur municipal à soumettre au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs les plans et devis du projet de bouclage du réseau d'aqueduc sur les 120e et 121e Avenues.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

354/3/06 - Signature d'un acte de cession des lots 10-67-1 et 10-67-4 du cadastre du canton de Wendover par madame Rose-Hélène Doucet

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession des lots 10-67-1 et 10-67-4 du cadastre du canton de Wendover par madame Rose-Hélène Doucet en faveur de la Ville (rue Denery).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

355/3/06 - Formation d'un comité de sélection pour l'analyse des soumissions concernant la réalisation d'une étude sur le transport en commun

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de

sélection pour l'analyse des soumissions pour la réalisation d'une étude sur le transport en commun. Ledit comité sera formé de messieurs Gilles Bélisle, Gilles Troie, Steven F. Watkins, ainsi que de madame Monique Boulanger représentante du Ministère des Transports du Québec et de monsieur Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

356/3/06 - Approbation des critères de sélection pour l'analyse des soumissions concernant la réalisation d'une étude sur le transport en commun

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour l'analyse des soumissions concernant la réalisation d'une étude sur le transport en commun, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : 06-0013**

Titre : Évaluation du service de transport en commun

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Présentation et organisation	10		
Expérience et compétence du fournisseur et du chargé de projet	30		
Expérience et la pertinence de l'équipe proposée, stabilité des ressources et capacité de relève	30		
Méthodologie et organisation du travail	30		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 / Prix			
Rang et adjudicataire			

_____ _____

(Signature) (EN LETTRES MOULÉES)

_____ _____

(date) (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

357/3/06 - Formation d'un comité de sélection pour l'analyse des soumissions concernant les services d'experts en sinistres pour les années 2006 et 2007

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection pour l'analyse des soumissions visant les services d'experts en sinistres pour les années 2006 et 2007. Ledit comité sera formé de mesdames Thérèse Cajolet, Chantal Isabelle, Mélanie Ouellet ainsi que messieurs Gilles Bélisle et Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

358/3/06 - Approbation des critères de sélection pour l'analyse des soumissions visant les services d'experts en sinistres pour les années 2006 et 2007

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour l'analyse des soumissions visant les services d'experts en sinistres pour les années 2006 et 2007, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : 06-0040**

Titre : Experts en sinistres pour les années 2006 et 2007

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Expérience du fournisseur et du chargé de projet	30		
Expérience et pertinence de l'équipe proposée	20		
Méthodologie et organisation du travail	30		
Stabilité et disponibilité des ressources et capacité de relève	20		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 / Prix			
Rang et adjudicataire			

_____ _____

(Signature) (EN LETTRES MOULÉES)

_____ _____

(date) (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

359/3/06 - Formation d'un comité de sélection pour l'analyse de soumission de services professionnels visant le projet de travaux de restauration du Manoir Trent

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection pour l'octroi d'un contrat de services professionnels visant le projet de travaux de restauration du Manoir Trent. Ledit comité sera formé de madame Julie René, messieurs André Paquet, Denis Jauron et Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

360/3/06 - Approbation des critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels visant le projet de travaux de restauration du Manoir Trent

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels visant le projet de travaux de restauration du Manoir Trent, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : PROJ-155-2006**

Titre : Travaux de restauration du Manoir Trent

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Expérience de la firme	20		
Expérience du chargé de projet	30		
Composition et expérience de l'équipe proposée	20		
Compréhension du mandat	20		
Présentation de la proposition	10		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 / Prix			
Rang et adjudicataire			

_____ _____

(Signature) (EN LETTRES MOULÉES)

_____ _____

(date) (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

361/3/06 - Mandat à l'Union des municipalités du Québec (U.M.Q.) pour l'achat de carburants (abroge et remplace la résolution no 1650/12/05)

ATTENDU QUE les articles 29.9.1 de la *Loi sur les cités et villes* et 14.7.1 du *Code municipal* permettent à la Ville de Drummondville de conclure avec l'Union

des municipalités du Québec une entente ayant pour but l'achat de matériel en son nom;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a reçu une proposition de l'Union des municipalités du Québec de préparer, en son nom et au nom de plusieurs autres municipalités intéressées, un document d'appel d'offres pour un achat regroupé de carburants et d'adjuger un contrat après avoir procédé à une demande de soumissions;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire se joindre à cet achat regroupé pour se procurer les différents types de carburants identifiés dans une fiche signalétique spécifique, et ce, dans les quantités nécessaires à ses activités.

ATTENDU QUE la présente confirme l'acceptation par la Ville de Drummondville de la proposition de l'Union des municipalités du Québec, lesquelles proposition et acceptation constituent l'entente prévue à l'article 29.9.1 de la Loi sur les cités et villes et 14.7.1 du Code municipal.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu :

QUE la Ville de Drummondville confie à l'Union des municipalités du Québec pour les années 2006 à 2008 inclusivement, le mandat de préparer, en son nom et en celui des autres municipalités intéressées, un document d'appel d'offres pour adjuger un contrat d'achats regroupés des différents types de carburants nécessaires aux activités de la Ville de Drummondville;

QUE la Ville de Drummondville s'engage à compléter pour l'Union des municipalités du Québec, dans les délais fixés, la fiche signalétique qu'elle lui fournira et qui visera à connaître les quantités annuelles des divers types de carburants dont la Ville de Drummondville prévoit avoir besoin;

QUE l'Union des municipalités du Québec pourra adjuger, au nom de la Ville de Drummondville, un contrat d'une durée de deux ans avec une année additionnelle en option selon les termes prévus au document d'appel d'offres et de la loi applicable;

QUE la Ville de Drummondville s'engage à respecter les termes et conditions dudit contrat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat sera adjugé;

QUE la Ville de Drummondville s'engage à verser à l'Union des municipalités du Québec, à titre de frais de gestion, un montant égal au nombre de litres total acheté pour la période visée et indiquée au rapport de consommation du fournisseur, multiplié par 0,0055 $, et ce, dans les 30 jours suivant la réception de l'état de compte.

La présente abroge et remplace la résolution no 1650/12/05 adoptée le 19 décembre 2005.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

362/3/06 - Mandat au Commissariat au commerce – Procéder à une étude de faisabilité d'aménagement d'une piste cyclable entre le parc Bellevue et le parc Woodyatt

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Commissariat au commerce aux

fins de procéder à une étude de faisabilité d'aménagement d'une piste cyclable entre le parc Bellevue et le parc Woodyatt. Les honoraires reliés à ce mandat sont de l'ordre de 24 995 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

363/3/06 - Mandat à Michel Dubé, arpenteur-géomètre – Préparation et rédaction d'une description technique de servitude

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Michel Dubé, arpenteur-géomètre aux fins de procéder à la préparation et la rédaction d'une description technique de servitude sur une partie des lots 17 et 18 du cadastre du canton de Wendover (secteur Saint-Charles-de-Drummond).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

364/3/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec 2645-8562 Québec inc. et Roger Dubois inc. pour le développement des rues des Iris et des Pivoines situées au Boisé Messier

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec 2645-8562 Québec inc. et Roger Dubois inc. pour le développement des rues des Iris et des Pivoines situées au Boisé Messier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

365/3/06 - Mandat à Teknika-HBA – Développement des rues des Iris et des Pivoines situées au Boisé Messier

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Teknika-HBA aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement des rues des Iris et des Pivoines situées au Boisé Messier, et ce, aux frais des promoteurs.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

366/3/06 - Mandat à Géo Lab inc. – Développement des rues des Iris et des Pivoines situées au Boisé Messier

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement des rues des Iris et des Pivoines situées au Boisé Messier, et ce, aux frais des promoteurs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

367/3/06 - Nomination d'un maire suppléant

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que M. Gilles Fontaine, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 13 mars 2006 au 17 juillet 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse remercie monsieur Jocelyn Gagné pour sa disponibilité.

368/3/06 - Dépôt du compte rendu (01.03.06) - Comité de circulation

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de circulation tenue le 1er mars 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447 et 3450

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 3418 décrétant l'achat de feux de circulation, de travaux d'éclairage et d'électricité sur le territoire et prévoyant un emprunt de 325 880 $;
- règlement no 3419 décrétant des travaux reliés à l'eau potable et aux eaux usées sur le territoire en 2006 et prévoyant un emprunt de 354 300 $;
- règlement no 3420 décrétant l'achat d'équipements et de matériel pour le Service de sécurité incendie et prévoyant un emprunt de 583 000 $;
- règlement no 3421 décrétant des travaux d'agrandissement aux ateliers municipaux et prévoyant un emprunt de 540 000 $;
- règlement no 3422 décrétant des travaux de réhabilitation de l'aqueduc sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas 697 000 $;
- règlement no 3423 décrétant des travaux d'élargissement du boulevard Lemire et incluant les travaux d'infrastructures et prévoyant un emprunt n'excédant pas 2 993 555 $;
- règlement no 3424 amendant le règlement no 3366 de façon à modifier l'article 5 quant au taux de la taxe au mètre linéaire. Le présent abroge et remplace la résolution no 1301/9/05 adoptée le 26 septembre 2005;
- règlement no 3430 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue du Cantonnier et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 44 000 $;
- règlement no 3431 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues Hugh-Campagna et Guy-Bissonnette et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 87 000 $;
- règlement no 3432 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de la Samarre et de la Sucrerie et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 59 000 $;
- règlement no 3433 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues de la Topaze et Auguste et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 61 000 $;
- règlement no 3434 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Mozart et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 45 000 $;
- règlement no 3435 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue Fradet et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 100 000 $;
- règlement no 3436 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue Deblois et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 54 000 $;

- règlement no 3437 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue des Perdrix et un segment de la rue St-Onge prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 250 000 $, 2 personnes seulement se sont prévalues de leur droit de vote;

- règlement no 3438 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues Alfred-Pellan et Paul-Émile-Borduas et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 78 000 $;

- règlement no 3439 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur la rue des Orchidées et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 109 000 $;

- règlement no 3441 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues de Moscou et de Prague et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 111 000 $;

- règlement no 3442 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur la rue d'Ottawa et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 28 000 $;

- règlement no 3443 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur l'avenue du Marais-Ombragé et la rue Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 160 000 $;

- règlement no 3444 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues montée de l'Éden et Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 132 000 $;

- règlement no 3445 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues impasse du Ruisselet et Croissant des Hautes-Cimes et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 152 000 $;

- règlement no 3446 décrétant des travaux de pavage et de bordures sur les rues des Bâtisseurs, de l'Écuyère, de la Dentellière et un segment de la rue de l'Antiquaire et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 166 000 $;

- règlement no 3447 décrétant des travaux de pavage, de bordures et d'éclairage sur les rues d'Athènes et de Varsovie et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 181 000 $;

- règlement no 3450 décrétant l'exécution de travaux de réfection de rues, de réaménagement de feux de circulation, d'implantation de feux de circulation, de signalisation, de réfection de terre-plein et de préparation de plans et devis et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 2 524 900 $.

Donc, tous les règlements ci-avant énumérés sont réputés approuvés par les personnes habiles à voter.

369/3/06 - Avis de motion du règlement no 3455 décrétant une tarification pour les travaux d'entretien de la branche 11 du cours d'eau Boisvert

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3455 décrétant une tarification pour les travaux d'entretien de la branche 11 du cours d'eau Boisvert.

370/3/06 - Dispense de lecture du règlement no 3455 décrétant une tarification pour les travaux d'entretien de la branche 11 du cours d'eau Boisvert

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que, comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3455 décrétant une tarification pour les travaux d'entretien de la branche 11 du cours d'eau Boisvert,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

371/3/06 - Avis de motion du règlement no 3456 décrétant l'annulation du caractère de rue sur une partie du lot 234-15 du cadastre du canton de Wickham (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3456 décrétant l'annulation du caractère de rue sur une partie du lot 234-15 du cadastre du canton de Wickham (secteur Saint-Nicéphore).

372/3/06 - Adoption du projet de règlement no 3454 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3454, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone industrielle I11-11, l'usage « vente et installation de pièces d'esthétique et de performance pour véhicules » incluant certaines activités connexes, selon des conditions particulières.
  La zone visée est localisée du côté nord-est de la rue Cormier, de part et d'autre de la rue Cloutier,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

373/3/06 - Avis de motion du règlement no 3454 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3454 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone industrielle I11-11, l'usage « vente et installation de pièces d'esthétique et de performance pour véhicules » incluant certaines activités connexes, selon des conditions particulières.
  La zone visée est localisée du côté nord-est de la rue Cormier, de part et d'autre de la rue Cloutier.

374/3/06 - Dispense de lecture du règlement no 3454 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3454, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone industrielle I11-11, l'usage « vente et installation de pièces d'esthétique et de performance pour véhicules » incluant certaines activités connexes, selon des conditions particulières.
  La zone visée est localisée du côté nord-est de la rue Cormier, de part et d'autre de la rue Cloutier;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

375/3/06 - Adoption du second projet de règlement no 3428-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3428-1, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone commerciale C04-12, de manière à autoriser l'usage commercial « location de bateaux » en prévoyant certaines dispositions relatives à l'entreposage extérieur.
  Cette zone est localisée en bordure du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

376/3/06 - Adoption du second projet de règlement no 3440-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3440-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, pour les usages des classes d'usages du groupe habitation, la possibilité d'ajouter une deuxième (2e) remise sur un même terrain, selon certaines conditions, et ce, pour l'ensemble du territoire,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

377/3/06 - Adoption du règlement no 3414-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3414-1 a été donné (réf : 187/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3414-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de modifier les dispositions relatives aux matériaux de revêtement extérieur pour certains bâtiments agricoles, selon certaines conditions, et ce, pour toutes les zones où les usages des classes d'usages agricole (**a_1**) et agricole forestier (**a_2**) sont autorisés;
B) d'établir des règles particulières concernant la forme, les matériaux de revêtement extérieur ainsi que certaines normes d'implantation pour les bâtiments accessoires de type « entrepôt » du groupe d'usages « utilité publique », et ce, pour la zone industrielle I08-01.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

378/3/06 - Adoption du règlement no 3417-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3417-1 a été donné (réf : 190/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3417-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H12-01 à même une partie des zones d'habitation H12-39 et HL12-02 de manière à y inclure deux (2) terrains longeant le côté sud-ouest de la rue Hélène ainsi qu'une portion de terrain longeant le côté sud-ouest du boulevard St-Joseph Ouest.
  Ces zones sont situées approximativement entre la rue Gaston, le côté nord-ouest de la rue Lemaire Sud ainsi que le côté sud-ouest du boulevard St-Joseph Ouest.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

379/3/06 - Adoption du règlement no 3426 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3426 a été donné (réf : 260/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3426 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation mixte M3 à même une partie de l'affectation rurale R, de manière à y inclure des terrains localisés à proximité du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

380/3/06 - Adoption du règlement no 3427 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3427 a été donné (réf : 263/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3427 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C04-12 à même une partie de la zone rurale R04-16, de manière à y inclure des terrains localisés à proximité du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

381/3/06 - Adoption du règlement no 3429-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3429-1 a été donné (réf : 193/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3429-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de prévoir, pour la zone commerciale C08-02 :
  - une augmentation de six (6) à neuf (9) le nombre maximal de logements par bâtiment;
  - une modification quant aux usages commerciaux et mixte (résidentiel et commercial) actuellement autorisés;

  Cette zone est localisée principalement de part et d'autre de la rue St-Laurent et des 12e et 13e Avenues.

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

382/3/06 - Adoption du règlement no 3449-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3449-1 a été donné (réf : 196/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3449-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H03-27 à même une partie de la zone d'habitation H03-07 actuelle, de manière à y inclure la majorité des terrains situés du côté nord-ouest de la rue des Forges et de part et d'autre de la rue Holmes;
- d'autoriser, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages que ceux autorisés auparavant pour les terrains concernés et de maintenir les mêmes normes et dispositions applicables, à l'exception de la densité nette de logements par hectare pour une habitation multifamiliale ayant une structure isolée où celle-ci est établie à quatre-vingts virgule cinq (80,5) au lieu de quatre-vingts (80).

La zone d'habitation H03-07 actuelle est située entre la rivière Saint-François, la rue Heriot, le chemin de fer du Canadien National (C.N.) et la rue des Forges.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

383/3/06 - Adoption du règlement no 3404 prévoyant la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial centre-ville, le mode de calcul et le nombre de versements pour l'année 2006

Lecture est donnée du règlement no 3404 prévoyant la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial centre-ville, le mode de calcul et le nombre de versements pour l'année 2006.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

384/3/06 - Adoption du règlement no 3405 prévoyant la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul et le nombre de versements pour l'année 2006

Lecture est donnée du règlement no 3405 prévoyant la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul et le nombre de versements pour l'année 2006.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

385/3/06 - Adoption du règlement no 3460 décrétant la réfection de trottoirs pour l'année 2006 et prévoyant un emprunt n'excédant pas 297 000 $

Lecture est donnée du règlement no 3460 décrétant la réfection de trottoirs pour l'année 2006 et prévoyant un emprunt n'excédant pas 297 000 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3460, et ce, de 9 heures à 19 heures les 27 et 28 mars 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Madame Hélène Laroche et monsieur Serge Laroche, tous deux employé(e)s à la Ville de Drummondville et à toute la famille à l'occasion du décès de leur père monsieur Fernand Laroche;

- Madame Hélène Laroche, employée à la Ville de Drummondville et à toute la famille à l'occasion du décès de son beau-père monsieur Trefflé Labonté.

- Monsieur Michel Leblanc, employé à la bibliothèque municipale et à toute la famille à l'occasion du décès de son frère monsieur Claude Leblanc.

- Monsieur Jocelyn Gagné, conseiller municipal et à toute la famille à l'occasion du décès de son beau-frère monsieur Léopold Belley.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

M. Gaston Cadorette, rue Laferté

- Monsieur Cadorette traite de la hausse d'évaluation, ce qui a entraîné une hausse de taxes. Il suggère un gel de taxes pour les aînés.

- Madame la mairesse explique la façon de procéder des évaluateurs tout en rappelant que le rôle d'évaluation avait 4 ans. Elle souligne également que 40 % des propriétaires ont un gel ou une baisse de taxes. Si l'évaluation semble injustifiée, un propriétaire peut demander une correction ou la contester. La suggestion de monsieur ne semble pas être une avenue souhaitable, puisque d'autres catégories de propriétaires peuvent également avoir des ressources financières limitées.

Madame la mairesse rappelle que le conseil de Ville travaille toujours à maintenir le taux de taxe le plus bas possible.

- Le conseiller Jean Shooner suggère au demandeur de s'interroger sur le fait qu'il y ait injustice ou non dans son cas.

- Le conseiller Christian Tourigny précise qu'une étude a été réalisée sur les taux de taxes et que le taux actuel est quasi le même que celui de 1991.

- Madame la mairesse mentionne que la nouvelle Ville de Drummondville n'a pas de surplus accumulés. Celui qui devrait être dégagé de l'exercice financier 2005 pourrait servir à augmenter le fonds de roulement ou à maintenir les taux de taxes.

Monsieur Yvon Pelchat, rue Bonneville

- Monsieur Pelchat s'inquiète de la présence de lacs d'eau à la limite de la rue et des terrains de la rue Bonneville.

- Un suivi sera assuré.

Monsieur François Lamy, développement La Volière

- Monsieur Lamy veut savoir ce que la Ville va faire suite aux événements du 17 octobre dernier. Il mentionne que ce que le promoteur a installé semble adéquat.

- Le conseiller Pierre-Yvan Aubé rappelle la volonté de la Ville; il n'y a pas de solutions instantanées et suggère de prendre le risque d'essayer la modification proposée soit un petit évent.

Madame Édith Montplaisir

- Est-il possible de prolonger la piste cyclable sur le boulevard Lemire ?

- Madame la mairesse répond que non puisque les emprises sont très limitées dans le secteur.

- Madame Montplaisir suggère un aménagement temporaire par la rue Paris.

- Le promoteur André Verrier, présent dans la salle, s'engage à aménager un chemin temporaire.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 3 avril 2006.

386/3/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21h00.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

27 MARS 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 27 mars 2006 à 16h00, ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné (absence motivée)
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel (absence motivée)
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

387/3/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

388/3/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec Les Fondations André Lemaire inc. (Les Habitations André Lemaire) pour le développement des rues Bertrand et St-Onge

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec Les Fondations André Lemaire inc. (Les Habitations André Lemaire) pour le développement des rues Bertrand et St-Onge.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

389/3/06 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. - Développement des rues Bertrand et St-Onge

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement des rues Bertrand et St-Onge, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

390/3/06 - Mandat à Géo Lab inc. - Développement des rues Bertrand et St-Onge

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement des rues Bertrand et St-Onge, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

391/3/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec Développement Charles-Mont inc. pour le développement Marconi 2006

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec Développement Charles-Mont inc. pour le développement Marconi 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

392/3/06 - Mandat à Teknika-HBA - Développement Marconi 2006

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Teknika-HBA aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement Marconi 2006, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

393/3/06 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. - Développement Marconi 2006

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement Marconi 2006, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune question n'est posée par l'assistance.

394/3/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 16h05.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 AVRIL 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 3 avril 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

395/4/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

396/4/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 13 mars 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 13 mars 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

397/4/06 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 27 mars 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 27 mars 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

398/4/06

- Agrandissement des ateliers municipaux
(Soumission no 05-98 – Ouverture 14.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Michel Faucher, architecte, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Le Groupe Drumco Construction inc. au montant total de 365 900 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

399/4/06

- Nettoyage des stations de pompage – U.T.E.U.
(Soumission no 06-0042 - Ouverture 16.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Vacuum 2000 inc. au montant total approximatif de 25 305,50 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

400/4/06

- Abat-poussière
(Soumission no 06-0049 – Ouverture 22.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Somavrac (C.C.) inc. au montant total approximatif de 51 289,65 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat et l'épandage de la fourniture précitée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

401/4/06

- Feux à diodes électroluminescentes pour feux de circulation
(Soumission no 06-0056 - Ouverture 30.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission des Technologies Tassimco Canada inc. au montant de 72 319,09 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de la fourniture précitée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

402/4/06 - Résiliation du contrat accordé à Mélançon & Fils inc. par la résolution no 1418/11/05 (achat de carburants)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la résiliation du contrat accordé à Mélançon & Fils inc. par la résolution no 1418/11/05 (achat de carburants), le tout tel que stipulé à la clause 15 de la page 9 dudit contrat.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

403/4/06

- Carburants - U.M.Q.
(Soumission 06-0063 - Ouverture 10.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Pétro Sud-Ouest inc. pour un coût annuel approximatif de 434 949,50 $ pour la période du 1er mai 2006 au 31 mars 2008, avec la possibilité d'une année additionnelle soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de la fourniture précitée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Union des municipalités du Québec : Convocation à une assemblée générale extraordinaire et une assemblée générale annuelle;
- Ministre des transports : Participation pour l'étude portant sur l'évaluation du service de transport en commun;
- Résidants des rues Daniel et Fleury, secteur Saint-Nicéphore : Pétition pour la réparation de la fondation desdites rues;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

404/4/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 13 mars 2006 au 3 avril 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 4 223 943,46 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

405/4/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 53 rue Papineau de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser un garage détaché existant en cour avant, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 243-6-1P., 243-7P. et 244-44P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 53 rue Papineau de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.25);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H06-39), un garage détaché est autorisé uniquement à l'intérieur des cours latérales et arrière;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est un terrain d'angle, soit un terrain donnant sur deux (2) rues (Papineau et Tracy), d'où la présence de deux (2) cours avant;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en janvier 2006 pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat démontre qu'un garage détaché est localisé en cour avant, soit du côté de la rue Tracy;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du garage détaché concerné par la demande est d'environ deux virgule quatre mètres (2,4 m);

CONSIDÉRANT QU'une haie de cèdres existante ayant une hauteur d'environ deux mètres (2 m) et localisée le long des murs arrière et latéral droit du garage rend le garage concerné non visible du côté de la rue Tracy;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis au moins 1978;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable, comme condition d'acceptation de la présente demande, d'exiger la présence d'une haie de façon permanente;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser un garage détaché existant en cour avant, **à la condition** que la haie de cèdres existante localisée le long de la rue Tracy ayant une hauteur de deux mètres (2 m) et une longueur d'environ quatorze mètres (14 m) soit conservée ou, à défaut de pouvoir respecter cette exigence, qu'une nouvelle haie d'une hauteur de deux mètres (2 m) et d'une longueur de onze virgule huit mètres (11,8 m) soit plantée selon la réglementation en vigueur, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 243-6-1P., 243-7 et 244-44P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 53 rue Papineau de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

406/4/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1355 rue Hould de la Ville de Drummondville (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal existant où l'on retrouve un garage incorporé avec chambre au-dessus, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 17-42 du rang II du cadastre du canton de Wendover, soit au 1355 rue Hould de la Ville de Drummondville (secteur Saint-Charles-de-Drummond), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.26);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (28 Ra), la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal est de un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en novembre 2005 suite aux travaux d'agrandissement réalisés en octobre 2005 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule quatre mètre (1,4 m) la marge de recul latérale minimale droite du bâtiment principal existant (soit la marge latérale adjacente à la ligne de lot visé qui est mitoyenne avec celle du lot 17-33 du rang II du cadastre du canton de Wendover), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule un mètre (0,1 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente huit virgule cinquante-neuf mètres (8,59 m);

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par les requérants pour justifier la demande est à l'effet qu'un arpenteur-géomètre a fait une erreur de mesurage dans le cadre de l'implantation du bâtiment principal, mesure sur laquelle l'implantation de l'agrandissement a été basée (garage incorporé avec chambre au-dessus);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, d'autant plus qu'une servitude de vue a été consentie entre les propriétaires de l'immeuble concerné et les propriétaires de l'immeuble voisin situé sur le lot 17-33 du rang II du cadastre du canton de Wendover;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de un virgule cinq mètre (1,5 m) à un virgule quatre mètre (1,4 m) la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal existant où l'on retrouve un garage incorporé avec chambre au-dessus, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 17-42 du rang II du cadastre du canton de Wendover, soit au 1355 rue Hould de la Ville de Drummondville (secteur Saint-Charles-de-Drummond).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

407/4/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 32A, 34 et 34B rue Saint-Laurent de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 265 du cadastre officiel du Québec, soit aux 32A, 34 et 34B rue Saint-Laurent de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.27);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (C08-02), la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal est établie à trois virgule quatre-vingt-sept mètres (3,87 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment était existant en 1947 et, qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en novembre 2005 pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à deux virgule trente-deux mètres (2,32 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de un virgule cinquante-cinq mètre (1,55 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente douze virgule quatre-vingt-douze mètres (12,92 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis environ 1947;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de trois virgule quatre-vingt-sept mètres (3,87 m) à deux virgule trente-deux mètres (2,32 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 265 du cadastre officiel du Québec, soit aux 32A, 34 et 34B rue Saint-Laurent de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

408/4/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 915 rue Hains de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal, soit celle donnant sur la rue Belleville, et ce, dans le cadre d'un projet d'agrandissement du bâtiment situé sur le terrain formé des actuels lots 119-54 et 120-44 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 915 rue Hains de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.08);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment principal d'une superficie approximative de six cent quatre-vingt-douze virgule quatre mètres carrés (692,4 m^2) sur un (1) étage, et ce, du côté de la rue Belleville;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement projeté vise à réorganiser les lieux afin d'offrir principalement des salles de conférence pour les congressistes et ainsi être compétitif sur le marché;

CONSIDÉRANT QU'en fonction du règlement de zonage applicable pour la zone où est situé l'établissement concerné (C01-13), la marge de recul minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal est établie à neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QUE selon le projet déposé (plan d'implantation daté du 20 février 2006), la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal est établie à trois virgule trente-cinq mètres (3,35 m), toutefois, le requérant précise dans une demande ultérieure qu'il souhaite établir à trois virgule quatre-vingt-seize mètres (3,96 m) ladite marge, ce qui représente une irrégularité de cinq virgule zéro quatre mètres (5,04 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs mentionnés par le requérant pour justifier sa demande sont les suivants, à savoir :

- la seule possibilité pour réaliser l'agrandissement est du côté de la rue Belleville, compte tenu que l'autre côté est dédié à l'hébergement existant;
- l'aménagement proposé permet de disposer et d'utiliser les services et la structure déjà en place étant donné qu'ils seront en annexe (ex. : entrée électrique, toilette, cuisine, espace public, etc.), ce dernier répond donc à des raisons de fonctionnalité;
- l'agrandissement projeté viendra satisfaire un besoin esthétique pour la bâtisse (bonne proportion, longueur, largeur, hauteur), tout en comblant un besoin quant à la superficie minimale requise pour les salles de réunion afin de satisfaire et attirer la clientèle des congrès;
- le projet vient combler le désir d'avoir des salles de réunion plus ensoleillées;
- la superficie proposée et la distance de la rue Belleville sont nécessaires pour rentabiliser le projet;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a évalué la possibilité d'acquérir du terrain, soit par l'achat de la rue Belleville, toutefois, le prix du terrain s'avère trop onéreux et ne cadre pas avec le budget prévu pour l'agrandissement projeté et de plus, la présence d'une ligne électrique nécessiterait également des coûts additionnels pour bénéficier d'un terrain sans contrainte d'aménagement;

CONSIDÉRANT QUE toutes les autres normes des règlements seront respectées (ex. : exigences pour les stationnements);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment principal de même que l'aménagement de terrain sont assujettis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de neuf mètres (9 m) à trois virgule quatre-vingt-seize mètres (3,96 m) la marge de recul minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal (soit celle donnant sur la rue Belleville), **uniquement pour la longueur de mur proposé** (mur longeant la rue Belleville ayant une longueur d'environ vingt-neuf mètres (29 m)), et ce, pour le projet d'agrandissement du bâtiment principal d'un (1) étage situé sur les actuels lots 119-54 et 120-44 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 915 rue Hains de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

409/4/06 - Dépôt du procès-verbal (22.03.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 mars 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

410/4/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 457 rue Lindsay de la Ville Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 457 rue Lindsay de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne projetante constituée d'un matériau imitant le bois d'une superficie approximative de zéro virgule cinquante-neuf mètre carré (0,59 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est installée sur la face avant de la marquise protégeant l'entrée principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de métal (fer forgé) de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne est en harmonie avec les enseignes existantes sur le bâtiment, soit à environ deux virgule cinquante mètres (2,50 m) du niveau moyen du sol;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, l'orange, le jaune, le vert et le noir, ne rendent pas l'enseigne prédominante dans l'environnement et ne nuisent pas à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 457 rue Lindsay de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

411/4/06 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1930 boulevard Lemire de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1930 boulevard Lemire de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QU'un projet de rénovation de la toiture a déjà été évalué par le comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.01.26) ainsi que par le conseil municipal (résolution numéro 97/2/06);

CONSIDÉRANT QUE le nouveau projet de rénovation consiste à refaire la toiture du bâtiment ainsi qu'à réaliser une marquise sur la galerie (terrasse);

CONSIDÉRANT QU'il y a peu de changement entre la première version et celle présentement à l'étude;

CONSIDÉRANT QUE la version initiale prévoyait la construction d'une toiture ayant une pente de 4/12, soit une hauteur de toiture d'environ trois virgule trente-cinq mètres (3,35 m);

CONSIDÉRANT QUE la nouvelle proposition démontre une toiture ayant une pente de 3/12, soit une hauteur de toiture d'environ deux virgule quarante-quatre mètres (2,44 m);

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une toiture en pente permet d'ajuster les différents niveaux de toiture existants du bâtiment, toutefois, ces travaux ne permettent pas, de façon significative, de mettre en valeur les caractéristiques architecturales du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'acier proposé est de couleur vert pâle et sans traitement particulier;

CONSIDÉRANT QU'aucune toiture des bâtiments situés dans le secteur n'est réalisée avec ce matériau, ce qui n'assure pas une bonne continuité du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une toiture sur le bâtiment ne permet pas d'obtenir une image de qualité supérieure pour le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet n'améliore pas de façon suffisante les qualités architecturales du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est situé à une intersection importante du secteur et que le projet de rénovation doit s'effectuer de façon à améliorer le cadre bâti;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1930 boulevard Lemire de la Ville de Drummondville, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au manque d'harmonie de ces travaux par rapport au cadre bâti et dans l'atteinte d'une image de qualité supérieure pour le bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

412/4/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 200 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 200 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.15);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée dans la partie gauche du terrain, soit dans la bande gazonnée située aux abords du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE celle-ci est constituée d'un imposant boîtier lumineux ayant une superficie d'affichage de dix mètres carrés (10 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur grise et que leur largeur contribue à rendre l'enseigne proportionnelle;

CONSIDÉRANT QUE des éléments décoratifs de couleur grise sont réalisés sur les poteaux, ce qui anime ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le gris, le rouge, le blanc, le bleu, le vert, l'orange et le noir;

CONSIDÉRANT QUE le fond des faces d'affichage est principalement de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau ne s'harmonise pas avec celle du bâtiment (neuf virgule quinze mètres (9,15 m) par rapport à environ cinq virgule soixante-trois mètres (5,63 m));

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et sa hauteur, nuit à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses matériaux, s'intègre avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne sur poteau est prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments du secteur (New Look, Tim Hortons et East Side Mario's) sont localisés à proximité du boulevard Saint-Joseph, ce qui leur offre une bonne visibilité à partir de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les largeurs des terrains sont faibles, ce qui densifie la présence de bâtiments dans l'environnement et accroît la possibilité d'une surcharge du paysage urbain au niveau des enseignes sur poteau;

CONSIDÉRANT QU'une enseigne sur muret (Tim Hortons) est existante sur un des terrains visés et que cette dernière respecte l'image du paysage urbain recherché pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet prévoit l'enlèvement de cette enseigne sur muret;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est prévu au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 200 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au manque d'harmonie de l'enseigne proposée avec le bâtiment et à la surcharge du paysage urbain due à la présence d'une multitude d'enseignes sur poteau dans le secteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

413/4/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 371 rue Brock de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 371 rue Brock de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer les fenêtres du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres actuelles (fixes avec une partie coulissante dans la partie inférieure) sont remplacées par des fenêtres de mêmes dimensions que celles existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont de type « à guillotine » dont un carrelage est intégré dans la partie supérieure de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention respecte le caractère architectural du bâtiment et contribue au développement d'une harmonisation d'ensemble du cadre bâti du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 371 rue Brock de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

414/4/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 301 rue Saint-Jean de la Ville

de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 301 rue Saint-Jean de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de un virgule soixante-trois mètre carré (1,63 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est principalement composée d'une plaque rectangulaire sur laquelle est appliqué un message non lumineux;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le noir et l'orange;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée à droite de la porte d'accès de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation, l'enseigne utilise tout l'espace disponible entre les deux (2) ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de l'enseigne est simple et n'est pas en lien avec ce que l'on retrouve au centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type et son traitement), la proposition ne s'inscrit pas en continuité avec l'affichage du secteur et ne permet pas de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 301 rue Saint-Jean de la Ville de Drummondville, car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à l'utilisation de l'espace disponible et de son traitement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

415/4/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1425 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1425 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau d'acrylique de couleur « terre », une enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de quatre virgule trente-cinq mètres carrés (4,35 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme stylisée et que cette dernière est réalisée en surélévation;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le blanc, le noir et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1425 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

416/4/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 915 rue Hains de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 915 rue Hains de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.19);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zones situées à proximité du boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de sept cent quarante-quatre mètres carrés (744 m^2), le tout sur un (1) étage;
- rénover une partie de la façade principale donnant vers la rue Hains;

Agrandissement

CONSIDÉRANT QUE l'ajout volumétrique s'effectue en cour avant secondaire (rue Belleville) et dans le prolongement du mur avant principal;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment agrandi fait en sorte que la largeur de la façade du bâtiment et celle du terrain assurent un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE de par son implantation, le bâtiment agrandi vient fermer le cadre bâti sur les voies de circulation;

Agrandissement et rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur principal est du panneau de béton dont le fini imite la pierre de couleur gris-beige, laquelle s'harmonise avec les couleurs se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les panneaux de béton sont modulés de moulures décoratives, de jeux de matériaux ainsi que de soulignements architecturaux horizontaux, ce qui rend les façades animées;

CONSIDÉRANT QUE tous les murs sont pourvus d'une bonne fenestration ayant une forme arrondie dans la partie supérieure, ce qui permet d'avoir une architecture dégageant une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE certaines parties des murs actuels sont recouvertes d'acier et que ce revêtement est remplacé par un enduit d'acrylique de couleur et de traitement semblables à celui des panneaux de béton utilisés pour les travaux (agrandissement et rénovation);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (étages, hauteur et type de toiture) est comparable à celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues s'harmonisent avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les entrées (entrée principale et deux (2) entrées secondaires) sont traitées de façon similaire;

CONSIDÉRANT QUE des marquises supportées par des colonnes marquent ces entrées;

CONSIDÉRANT QUE le traitement des marquises s'effectue dans le même langage architectural que celui des travaux d'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment permettent d'améliorer l'image du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse extérieure est réalisée en cour avant principale;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de la terrasse est fermée par une clôture métallique stylisée de couleur noire;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est réalisé sur au moins deux (2) côtés de la terrasse;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est fait sur toute la longueur des murs avant donnant sur les rues Hains et Belleville;

CONSIDÉRANT QU'au moins treize (13) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont existants et conservés ou seront plantés dans la bande gazonnée située aux abords de la rue Belleville;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement ne sont pas modifiées et que celles-ci répondent aux exigences réglementaires et sont suffisantes pour desservir l'ensemble des activités du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 915 rue Hains de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

417/4/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1750 boulevard Mercure de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1750 boulevard Mercure de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.20);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne sur poteau d'une superficie maximale de deux virgule vingt et un mètres carrés (2,21 m^2) et d'une hauteur maximale de cinq virgule quatre-vingt-sept mètres (5,87 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée à l'extérieur du triangle de visibilité donnant à l'intersection du boulevard Mercure et de la 109^e Avenue (pratiquement au même emplacement que l'enseigne existante annonçant l'entreprise);

CONSIDÉRANT QUE celle-ci est constituée de métal de couleur blanche et qu'elle est de forme stylisée (partie arrondie avec jeux d'épaisseur);

CONSIDÉRANT QUE seul le message de l'enseigne est lumineux et que ce dernier est de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur blanche et que leur largeur contribue à ce que l'enseigne soit proportionnelle;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et sa hauteur, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation, ses dimensions et son traitement, l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'une superficie approximative de trois mètres carrés (3 m^2) et planté d'au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1750 boulevard Mercure de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

418/4/06 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 150 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 150 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.21);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux

d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à réaliser l'aménagement du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour latérale droite et en cour arrière ainsi qu'une petite partie en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'une aire d'étalage est réalisée en cour avant et que cette dernière a environ cinq mètres (5 m) de largeur;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée et paysagère d'une largeur approximative de trois mètres (3 m) est réalisée en bordure de la voie de circulation et dans laquelle seront plantés des arbres;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) îlots paysagers (pierres, arbres, arbustes et/ou plantes florales) sont réalisés aux abords du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux cent huit (208) arbustes et/ou plantes florales sont plantés à même ces îlots;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) présentoirs pour véhicules sont intégrés à l'aménagement paysager et que leur hauteur représente environ soixante centimètres (60 cm);

CONSIDÉRANT QUE le site est principalement protégé contre le vol par des pierres intégrées à l'aménagement paysager, ce qui bonifie l'image du site;

CONSIDÉRANT QUE douze (12) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés dans les cours latérales;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est aménagé d'une seule entrée charretière, ce qui sécurise le site;

CONSIDÉRANT QUE les aires d'entreposage localisées en cour arrière sont protégées par une clôture en maille métallique;

CONSIDÉRANT QUE les barrières fermant l'accès au site en cour avant sont en métal de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont aménagées dans les cours latérales, ce qui rend ces dernières moins visibles du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet d'aménagement de terrain permet d'améliorer le site et l'image globale du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 150 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

419/4/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1121 rue Ayotte de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1121 rue Ayotte de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.22);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords de l'autoroute Jean-Lesage, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment ayant une superficie maximale de quatre virgule cinquante-six mètres carrés (4,56 m^2), et ce, dans la partie gauche de la façade;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées lumineuses ainsi que d'une plaque métallique et est installée à plat sur la façade donnant vers l'autoroute Jean-Lesage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont principalement le bleu, le blanc et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne utilise bien l'espace disponible sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1121 rue Ayotte de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

420/4/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 1001 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 1001 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- installer une enseigne appliquée sur la façade principale du bâtiment, soit celle donnant sur le boulevard Saint-Joseph, d'une superficie approximative de quatre virgule quatre-vingts mètres carrés (4,80 m^2);
- rénover une partie de la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est principalement composée de lettres détachées lumineuses de couleur blanche et est installée sur le mur avant au-dessus des ouvertures de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE cette dernière est installée à une hauteur comparable à celle existante sur le bâtiment (Inter Sport), ce qui contribue, entre autres, à la rendre harmonieuse;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le boîtier lumineux existant de couleur bleue est enlevé et que le mur extérieur où l'on retrouve ce dernier est rénové;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du nouveau mur est de l'acier de couleur bronze laquelle s'harmonise avec celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation permettent de retrouver un meilleur équilibre architectural pour la façade principale de l'établissement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1001 boulevard Saint-Joseph de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

421/4/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 rue Cormier de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 rue Cormier de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le mur donnant vers la rue Cormier, une enseigne stylisée constituée d'une plaque imitant le bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée au-dessus des ouvertures de l'établissement, à une hauteur comparable à celle des autres enseignes existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le rouge, le beige, le jaune et le noir, ce qui ne rend pas l'affichage prédominant dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne ne masque pas la visibilité des établissements voisins et ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa forme, son éclairage et ses couleurs, s'intègre bien au bâtiment et s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 rue Cormier de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

422/4/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment (revêtement de brique de couleur rouge) et refus des travaux de rénovation extérieure du bâtiment (galeries, fermeture de la porte d'issue du logement à l'étage) pour le bâtiment situé aux 51-53 rue des Forges de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 51-53 rue des Forges de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- changer le revêtement extérieur;
- refaire les galeries localisées en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux sont requis suite à la chute d'une partie du revêtement extérieur (pierre) du mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur actuel (pierre) est remplacé par un revêtement de brique de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que briques posées en boutisse ou en soldat au-dessus des ouvertures ou des coins français peuvent être réalisés lors du projet;

CONSIDÉRANT QUE le matériau proposé (brique de couleur rouge) s'harmonise avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la requérante souhaite fermer, au rez-de-chaussée, une porte d'issue menant au logement de l'étage;

CONSIDÉRANT QUE les travaux visant à fermer la porte brisent l'harmonie de la façade principale et ne respectent pas le caractère architectural d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation des galeries prévoient la démolition des structures actuelles;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à refaire les galeries d'une largeur beaucoup moindre que celles existantes, soit correspondant à environ cinquante pour cent (50 %) de leur largeur initiale;

CONSIDÉRANT QU'en fermant la porte d'issue menant à l'étage, il devient nécessaire d'avoir un escalier extérieur afin d'évacuer les gens demeurant au logement de l'étage;

CONSIDÉRANT QUE cet escalier est réalisé à l'extérieur des galeries, ce qui nuit à la qualité architecturale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps et les colonnes supportant les galeries sont en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable de conserver les galeries avec leurs dimensions actuelles ainsi que la porte d'issue du logement situé à l'étage, ce qui permet de préserver le style architectural du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de rénovation extérieure (revêtement de brique de couleur rouge) (tel que mentionné ci-dessus) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **refuse** les travaux de rénovation extérieure (galeries et fermeture de la porte d'issue du logement à l'étage) (tel que mentionné ci-dessus) car ceux-ci ne respectent pas les critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au manque de respect du caractère architectural d'origine du bâtiment;

et ce, pour le bâtiment situé aux 51-53 rue des Forges de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

423/4/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée à une clôture pour le cimetière situé sur le boulevard Saint-Joseph à l'angle de la rue Marchand de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée à une clôture pour le cimetière situé sur le boulevard Saint-Joseph (lot 155P. du rang III du cadastre du canton de Grantham) à l'angle de la rue Marchand de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.26);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet nécessite l'obtention d'une dérogation mineure quant à sa localisation;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne appliquée sur la clôture, soit celle donnant à angle sur le boulevard Saint-Joseph et la rue Marchand, dont la superficie de celle-ci représente un maximum de zéro virgule quatre-vingt-quatre mètre carré (0,84 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est majoritairement composée de lettres détachées ainsi que de deux (2) petites plaques de forme stylisée;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée de métal de couleur noire et que cette dernière n'est pas lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées composant une partie de l'enseigne sont fixées à une tige métallique, ce qui donne un style intéressant à l'affichage;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée à la clôture n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée à une clôture (tel que mentionné ci-dessus) pour le cimetière situé sur le boulevard Saint-Joseph (lot 155P. du rang III du cadastre du canton de Grantham) à l'angle de la rue Marchand de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

424/4/06 - Acceptation partielle d'un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) (trame de rues : rues St-Onge et Bertrand) sur les lots 300P., 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham de la Ville de Drummondville

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) (2e version) dans le cadre d'un projet de développement du secteur de la rue Bertrand (projetée) sur une partie des lots 300 et 302 à 305 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, et ce, pour la partie située au nord de la rue Saint-Onge, incluant les terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Onge a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.36);

CONSIDÉRANT QUE le promoteur tenait à présenter un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour l'ensemble de sa propriété incluant la partie située au sud de la rue Saint-Onge;

CONSIDÉRANT QUE la partie située au sud de la rue Saint-Onge est soumise à différentes contraintes, à savoir, la présence :

- des zones de développement à long terme indiquées au plan d'urbanisme ainsi qu'au règlement de zonage, conformément au schéma d'aménagement de la Municipalité Régionale de Comté de Drummond (MRC);
- d'une propriété du ministère des Transports du Québec concernant un fossé de drainage le long de la piste cyclable;
- d'une bande de deux cents mètres (200 m) située en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55) prévue au premier projet de schéma d'aménagement révisé de la Municipalité Régionale de Comté (MRC) où la planification des usages doit comporter certaines mesures afin d'éviter que l'autoroute existante soit une contrainte pour le développement adjacent (ex. : aménagement de mur coupe son);
- d'un cours d'eau où l'obligation de conserver ce dernier demeure à valider;

CONSIDÉRANT QU'il est donc préférable de présenter le plan d'aménagement d'ensemble pour la partie située au nord de la rue Saint-Onge incluant les terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Onge, afin que le développement de ce secteur puisse être amorcé à l'intérieur des délais habituels;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme avaient étudié le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le secteur concerné à la séance du 22 février 2006;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme avaient recommandé de reporter la décision relativement au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.), le tout afin principalement :

- qu'une gradation harmonieuse des usages sur la rue Saint-Onge et dans l'ensemble du secteur à développer soit prévue;
- que le parc soit relocalisé vers la partie centrale du développement, prévoyant une plus grande ouverture sur rue;
- que des liens piétonniers soient aménagés entre les différentes parties du développement visé ainsi qu'avec les développements adjacents;
- de valider la possibilité de prévoir certains usages commerciaux de service en bordure de la rue Saint-Onge;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau plan d'aménagement d'ensemble (2e version) déposé le 14 mars 2006 et révisé le 21 mars 2006, portant le numéro 2936, fait partie intégrante :

- des affectations R-1 (faible densité) et R-2 (moyenne densité 1) au plan d'urbanisme assujetties au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);
- des zones d'habitation H07-29, H07-30, H07-31 et H07-32 du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le promoteur invoque les motifs suivants au soutien de sa demande, à savoir :

- une relocalisation du parc vers la partie nord-ouest afin de permettre une plus grande ouverture sur rue et de respecter la trame de rues qui avait été présentée au départ ainsi que de mieux desservir la clientèle de ce nouveau quartier;

- une modification à la localisation des habitations unifamiliales de type jumelé afin de permettre une gradation harmonieuse à l'intérieur du secteur visé;
- une révision de la gradation des densités pour la rue Saint-Onge;

Trame de rues

CONSIDÉRANT QUE le plan proposé présente deux (2) voies de circulation de type collectrice, soit les rues Saint-Onge et Bertrand (projetée);

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve, pour le développement visé, deux (2) nouveaux accès donnant sur la rue Saint-Onge (rue Bertrand projetée et une rue projetée sur la portion est du développement) et que l'ensemble du développement est accessible à partir de la rue Bertrand projetée;

CONSIDÉRANT QUE le tracé des voies de circulation proposé facilite la circulation en général, tout en préservant un niveau de quiétude satisfaisant pour les résidants;

CONSIDÉRANT QUE la trame de rues présentée s'intègre bien aux voies de circulation existantes;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, il y a lieu de porter une attention particulière à la vitesse de circulation pouvant être présente sur la rue Saint-Onge;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement et la répartition des terrains proposés favorisent le développement d'un sentiment d'appartenance, de par la création d'îlots de développement distinctifs;

CONSIDÉRANT QU'il est urgent de prendre position concernant la localisation des rues Saint-Onge et Bertrand projetée afin de permettre au promoteur de débuter la première (1ère) phase du développement;

Usages

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis prévoit une vocation résidentielle pour le secteur visé ainsi qu'un espace vert;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement :

- d'environ quarante et un (41) nouveaux terrains dont la classe d'usages projetés est **h_2** et **h_3** « habitations trifamiliale et multifamiliale » de type isolé comprenant de trois (3) à six (6) logements, comparativement à environ quarante et un (41) nouveaux terrains au plan initial dont la classe d'usages projetés était **h_2** et **h_3** « habitations bifamiliale, trifamiliale et multifamiliale » de type isolé comprenant de deux (2) à six (6) logements;
- de cinquante-huit (58) nouveaux terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé, comparativement à soixante-huit (68) nouveaux terrains au plan initial dont la classe d'usages projetés était **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé;
- de deux cent quatre-vingts (280) nouveaux terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé, comparativement à deux cent soixante et onze (271) nouveaux terrains au plan initial dont la classe d'usages projetés était **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé;

pour un total d'environ trois cent soixante-dix-neuf (379) terrains, comparativement à environ trois cent quatre-vingts (380) terrains au plan initial;

CONSIDÉRANT QUE de façon générale, les dimensions des terrains prévues sont :

- pour la classe d'usages **h_2** et **h_3** « habitations trifamiliale et multifamiliale » de type isolé, d'environ vingt-deux mètres (22 m) de façade par quarante mètres (40 m) de profondeur;
- pour la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé, d'environ douze virgule cinq mètres (12,5 m) de façade par trente mètres (30 m) de profondeur;
- pour la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé, d'environ dix-huit mètres (18 m) de façade par vingt-neuf mètres (29 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE le type de constructions projetées par le promoteur est principalement une offre résidentielle pour les premiers (1ers) acheteurs et répond à une demande pour ce secteur (type d'habitations : référence au Développement La Volière - rue des Perdrix pour l'usage « habitation unifamiliale » de types isolé et jumelé et à la rue Saint-Onge existante pour l'usage « habitations trifamiliale et multifamiliale » de type isolé);

CONSIDÉRANT QUE le promoteur précise que le gabarit de construction des habitations comprenant de quatre (4) à six (6) logements sera similaire;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des constructions projetées varie entre un (1) et deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le promoteur indique que la localisation prévue des habitations jumelées tient compte des phases de développement et de la demande pour ce type d'habitations;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, la localisation des habitations jumelées ne favorise pas une gradation harmonieuse des densités à l'intérieur du secteur visé et que cet aspect est à revoir;

CONSIDÉRANT QUE le plan ne prévoit pas d'usages commerciaux de service en bordure de la rue Saint-Onge;

Boisé et espaces verts

CONSIDÉRANT QUE le plan prévoit un parc dans la partie nord-est du projet;

CONSIDÉRANT QU'une seule ouverture donnant sur le parc est prévue, soit une ouverture à partir de la rue projetée, et que celle-ci représente une largeur d'environ soixante-dix-sept mètres (77 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque de la municipalité de Grantham, une superficie totale de quarante-six mille huit cent soixante-quinze virgule huit mètres carrés (46 875,8 m^2) a déjà été cédée et devra faire l'objet d'un échange;

CONSIDÉRANT QUE la superficie de ce parc est de douze mille sept cent cinquante mètres carrés (12 750 m^2), ce qui représente environ quatre virgule deux pour cent (4,2 %) de la superficie totale du projet, comparativement à seize mille deux cent quatre-vingts mètres carrés (16 280 m^2) prévue initialement qui représentait environ cinq pour cent (5 %) de la superficie totale du projet;

CONSIDÉRANT QUE le promoteur souhaite céder à la Ville un résidu de terrain situé le long de la piste cyclable;

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire, afin de desservir la population existante et celle à venir dans le secteur, de prévoir un parc dont la localisation prévue fasse en sorte qu'il soit le plus accessible possible pour tous les résidants;

CONSIDÉRANT QUE la localisation proposée ne respecte pas les orientations énumérées précédemment ni l'emplacement prévu dans le plan directeur des parcs et espaces verts;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme suggèrent que l'espace vert soit plus central par rapport au plan déposé, soit par la relocalisation du parc de façon à mieux desservir la clientèle du nouveau quartier et prévoir plus d'ouverture sur rue;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'aménagement proposé ne prévoit aucun lien piétonnier entre les différentes parties du développement;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme proposent que des passages piétonniers soient aménagés afin de donner accès au parc et de créer des liens entre les différentes parties du développement ainsi qu'avec les développements adjacents;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- accepte la trame de rues concernant **uniquement** la localisation des rues Saint-Onge et Bertrand projetée;

- **refuse** les autres éléments du plan d'aménagement d'ensemble (2e version), le tout afin principalement :
  - qu'une gradation harmonieuse des usages dans l'ensemble du secteur à développer soit prévue;
  - que le parc soit relocalisé vers la partie centrale du développement, prévoyant une plus grande ouverture sur rue;
  - que des liens piétonniers soient aménagés entre les différentes parties du développement visé ainsi qu'avec les développements adjacents;

et ce, pour le plan d'aménagement d'ensemble du secteur de la rue Bertrand (projetée) (partie des lots 300 et 302 à 305 du rang IV du cadastre du canton de Grantham) de la partie située au nord de la rue Saint-Onge incluant les terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Onge

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de mars 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

425/4/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 197-199 rue Dorion - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 197-199 rue Dorion de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la requérante désire modifier les couleurs acceptées antérieurement (C.C.U. du 7 décembre 2005) pour la toiture (grise (mât)), le revêtement extérieur (crème) ainsi que les ornementations (vert-bleu et gris-bleu);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- réparer au besoin le revêtement de stuc et le repeindre;
- repeindre le revêtement de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du bâtiment, soit du stuc de couleur blanche, est repeint de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations du bâtiment sont repeintes de couleur beige foncé;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est de la tôle à baguette peint de couleur rouge et que ce dernier est repeint de couleur bourgogne foncé;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs proposées pour le revêtement extérieur, les ornementations ainsi que la toiture s'harmonisent ensemble et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les travaux proposés respectent le caractère architectural du bâtiment et du secteur;

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné

ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 197-199 rue Dorion de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

426/4/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 552-554 rue Des Écoles - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 552-554 rue des Écoles de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- remplacer le revêtement extérieur des murs;
- changer les ouvertures;
- réparer les galeries et les garde-corps;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du bâtiment, soit du clin de couleur blanche, est remplacé par un clin de bois de couleur verte;

CONSIDÉRANT QUE les galeries et les garde-corps sont rénovés en conservant les mêmes dimensions;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont remplacées par des fenêtres de type « à battant » et dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les portes du bâtiment sont remplacées et que ces dernières sont de même style;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations du bâtiment (planches cornières et moulures au pourtour des ouvertures) sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs proposées s'harmonisent entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 552-554 rue des Écoles de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 28 mars 2006.

427/4/06 - Radiation de divers comptes

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville, après avoir pris connaissance d'une liste de comptes déposée par le trésorier, autorise la radiation de divers comptes pour un total de 66 627,11 $, lesquels comptes se répartissent comme suit :

- 9 395,59 $ pour des dossiers de la Cour municipale et,
- 57 231,52 $ pour l'annulation de comptes provenant de taxes foncières, taxes d'affaires, frais d'intérêts et comptes divers.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

428/4/06 - Subvention de 3 000 $ - Société de développement commercial quartier St-Joseph de Drummondville (SDC quartier St-Joseph)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 000 $ à la Société de développement commercial quartier St-Joseph de Drummondville pour une activité annuelle estivale le 5 août 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

429/4/06 - Subvention de 250 $ - Les Productions Artzimut

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 250 $ à Les Productions Artzimut à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

430/4/06 - Subvention de 500 $ - Association Québec-France

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à l'Association Québec-France à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

431/4/06 - Subvention de 5 000 $ - Société d'histoire de Drummondville pour l'animation de lieux historiques au centre-ville

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ à la Société d'histoire de Drummondville pour l'animation de lieux historiques au centre-ville de concert avec la Fabrique Saint-Frédéric et la Fondation de l'église anglicane St-Georges.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

432/4/06 - Autorisation à la Société d'agriculture du district de Drummond - Utilisation du terrain de l'exposition les 19 et 20 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société d'agriculture du district de Drummond à utiliser le terrain de l'exposition les 19 et 20 mai 2006 pour un encan de chevaux, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

433/4/06 - Délégation des conseillers Roberto Léveillée, Alain Martel et Christian Tourigny et de monsieur André Paquet, directeur du Service loisirs et vie communautaire au congrès Carrefour action municipale et famille

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville délègue les conseillers Roberto Léveillée, Alain Martel et Christian Tourigny et monsieur André Paquet, directeur du Service loisirs et vie communautaire au congrès Carrefour action municipale et famille qui se tiendra à Bromont du 26 au 28 mai 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

434/4/06 - Signature d'un acte de radiation de l'inscription de toute clause résolutoire et/ou droit de résolution, droit de rétrocession et/ou droit d'annulation et de renonciation à tout droit de premier refus suite à la transaction intervenue avec la compagnie ABRAFAB inc.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de radiation de l'inscription de toute clause résolutoire et/ou droit de résolution, droit de rétrocession et/ou droit d'annulation et de renonciation à tout droit de premier refus suite à la transaction intervenue avec la compagnie ABRAFAB inc., signée le 18 novembre 1996, acte publié sous le numéro 376681 et que la Ville déclare et reconnaisse également que ABRAFAB inc. s'est conformée à toutes obligations de construire et généralement à toutes les conditions spéciales stipulées au susdit acte de vente publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond, sous le numéro 376681 et, d'adopter un projet d'acte préparé par Me Pierre Fradet, notaire, lequel a été soumis à cette assemblée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

435/4/06 - Abrogation de la résolution no 316/3/05 (Vente à Freemart Development inc.)

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution no 316/3/05 adoptée le 14 mars 2005 relative à la vente consentie à Freemart Development inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

436/4/06 - Subvention de 6 000 $ - Diffusions Talents inc.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 6 000 $ à Diffusions Talents inc. à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

437/4/06 - Subvention de 5 375 $ - Commissariat au commerce pour l'organisation et la tenue du 28e Congrès annuel du Regroupement des centres-villes et artères commerciales

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 375 $ au Commissariat au commerce pour l'organisation et la tenue du 28e Congrès annuel du Regroupement des centres-villes et artères commerciales qui se tiendra à Drummondville les 19 et 20 avril 2006. De plus, les conseillers Jocelyn Gagné, Yves Grondin, Jean Shooner et Gilles Fontaine sont autorisés à participer audit congrès.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

438/4/06 - Subvention de 1 000 $ - Club optimiste St-Charles-de-Drummond inc. pour la tenue d'une activité de récupération des gros rebuts

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Club optimiste St-Charles-de-Drummond inc. pour la tenue d'une activité de récupération des gros rebuts, et ce, à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

439/4/06 - Subvention de 15 000 $ - La Tablée populaire

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 15 000 $ à La Tablée populaire pour l'acquisition d'un terrain dans le cadre de la 7e édition de la Loto-Maison en 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

440/4/06 - Subvention de 100 $ - Fondation Réveil inc.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Fondation Réveil inc. à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

441/4/06 - Protocole d'entente avec Carrefour action municipale et famille - Tenue du 19e colloque annuel du Carrefour à Drummondville en 2007

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Carrefour Action municipale et famille pour la tenue du 19e colloque annuel du Carrefour à Drummondville.

Le protocole d'entente est valable pour l'événement de mai 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

442/4/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Tournoi invitation des vétérans de Drummondville-Sud inc. – 31e édition

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Tournoi invitation des vétérans de Drummondville-Sud inc. pour la tenue de la 31e édition du tournoi qui se tiendra du 29 mars au 9 avril 2006 à l'Olympia Yvan-Cournoyer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

443/4/06 - Protocole d'entente avec Le Club de Baseball « Les Olympiques de Drummondville » pour l'animation du stade Jacques-Désautels

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le Club de Baseball « Les Olympiques de Drummondville » pour l'animation du stade Jacques-Désautels.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006 et comprend le versement d'une subvention de 16 279 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

444/4/06 - Protocole d'entente avec le club Les Cyclophiles de Drummondville pour l'utilisation du terrain et du chalet au parc St-Philippe

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le club Les Cyclophiles de Drummondville pour l'utilisation du terrain et du chalet au parc St-Philippe, et ce, pour la période du 1er avril au 15 octobre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

445/4/06 - Protocole d'entente avec le Club de voile Drummondville inc. pour la gestion de la plage municipale

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Club de voile de Drummondville inc. pour la gestion de la plage municipale.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2006 et comprend le versement d'une subvention de 28 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

446/4/06 - Protocole d'entente avec l'Association de baseball mineur et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la gestion et l'entretien des terrains de balle Messier, Celanese et parc des Bénévoles

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec l'Association de baseball mineur et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la gestion et l'entretien des terrains de balle Messier, Celanese et parc des Bénévoles (secteur Saint-Nicéphore).

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006 et comprend le versement d'une subvention de 14 730 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

447/4/06 - Signature d'un bail de location du chalet Guilbault pour l'année 2006 - Groupe Scout St-Pierre Drummondville inc. (District Centre du Québec

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location avec le Groupe Scout St-Pierre Drummondville inc. (District Centre du Québec) pour l'utilisation d'un local au chalet Guilbault durant l'année 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

448/4/06 - Approbation du plan d'action déposé en conformité avec la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville approuve le plan d'action déposé en conformité avec la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale afin de mettre en lumière le parallèle et les mesures souhaitées en 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

449/4/06 - Autorisation à l'Association Motocycliste Drummond inc. à utiliser le stationnement de l'Olympia Yvan-Cournoyer

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association Motocycliste Drummond inc. à utiliser le stationnement de l'Olympia Yvan-Cournoyer à des fins de formation les 6, 9, 11 et 13 mai 2006 à différentes heures, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

450/4/06 - Autorisation au Club Les Cyclophiles de Drummondville – Tenue d'un bazar-vélo au chalet du parc St-Philippe au profit de la sclérose en plaques

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Les Cyclophiles de Drummondville à tenir un bazar-vélo, samedi le 29 avril 2006 de 7h00 à 16h00, au chalet du parc St-Philippe, au profit de la sclérose en plaques, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

451/4/06 - Autorisation à la Société canadienne de la sclérose en plaques section Centre-du-Québec et le club Les Cyclophiles de Drummondville - Vélo-tour familial dimanche le 11 juin 2006 et utilisation du Parc Milette comme lieu de rassemblement

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société canadienne de la sclérose en plaques section Centre-du-Québec et le club Les Cyclophiles de Drummondville à tenir un vélo-tour familial dimanche le 11 juin 2006 et à utiliser le Parc Milette de 08h00 à 21h00

comme lieu de rassemblement, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

452/4/06 - Autorisation à la Maison de Quartier de Drummondville inc. - Tenue d'une journée de retrouvailles familiale au parc Woodyatt le 17 juin 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Maison de Quartier de Drummondville inc. à tenir une journée de retrouvailles familiale au parc Woodyatt le 17 juin 2006 de 11h00 à 16h00 à l'occasion du 25ième anniversaire de fondation, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

453/4/06 - Autorisation au Tournoi familial St-Charles - Tenue d'un tournoi de balle donnée au complexe Rosaire-Smith les 8, 9 et 10 septembre 2006

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Tournoi familial St-Charles à tenir la 25e édition du tournoi de balle donnée au complexe Rosaire-Smith les 8, 9 et 10 septembre 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

454/4/06 - Autorisation aux Dodgers de Drummondville de la Ligue de Baseball Senior majeure du Québec – Tenue d'un tournoi industriel de balle donnée aux parcs Michaud et Bernier du 19 au 21 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Dodgers de Drummondville de la Ligue de Baseball Senior majeure du Québec à tenir un tournoi industriel de balle donnée aux parcs Michaud et Bernier du 19 au 21 mai 2006 au profit de Baseball Majeur Drummondville, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

455/4/06 - Autorisation au Corps de Cadets de la Marine Royale du Canada unité 218 Drummondville à utiliser le Centre Marcel-Dionne aux dates et heures convenues avec le directeur du Centre

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Corps de Cadets de la Marine Royale

du Canada unité 218 Drummondville à utiliser le Centre Marcel-Dionne aux dates et heures convenues avec le directeur du Centre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

456/4/06 - Taux d'intérêt applicable sur compte dû et pénalité

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu qu'à partir du 1er janvier 2006 le taux d'intérêt applicable sur tout arrérage dû à la Ville de Drummondville soit établi à 10% et la pénalité applicable sur tout compte passé dû soit établie à 0,416667 % par mois jusqu'à concurrence de 5% par année.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

457/4/06 - Formation d'un comité de sélection pour l'analyse des soumissions concernant l'élaboration d'une politique municipale en matière d'activités physiques, sportives et de plein air

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection concernant l'analyse des soumissions pour l'élaboration d'une politique municipale en matière d'activités physiques, sportives et de plein air. Ledit comité sera formé par messieurs Claude Proulx, Gilles Bélisle, André Paquet et Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

458/4/06 - Approbation des critères de sélection pour l'analyse des soumissions concernant l'élaboration d'une politique municipale en matière d'activités physiques, sportives et de plein air

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection concernant l'analyse des soumissions pour l'élaboration d'une politique municipale en matière d'activités physiques, sportives et de plein air, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : 06-0053**

Titre : Élaboration d'une politique municipale en matière d'activités physiques, sportives et de plein air

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Présentation et organisation	10		
Expérience et compétence du fournisseur et du chargé de projet	30		
Expérience et la pertinence de l'équipe proposée, stabilité des ressources et capacité de relève	30		
Méthodologie et organisation du travail	30		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			

Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 Prix	
Rang et adjudicataire	
_____ (Signature) _____ (date)	_____ (EN LETTRES MOULÉES) _____ (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

459/4/06 - Formation d'un comité de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier de « réfection et élargissement du boulevard Lemire »

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier de « réfection et élargissement du boulevard Lemire ». Ledit comité sera formé par messieurs Francis Adam, Simon Daigle, madame Julie René et monsieur Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

460/4/06 - Approbation des critères de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier de « réfection et élargissement du boulevard Lemire »

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier de « réfection et élargissement du boulevard Lemire », et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : PROJ-141-2006**

Titre : Contrôle des matériaux par un laboratoire
Réfection et élargissement du boulevard Lemire

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Approche qualitative	20		
Expérience du chargé de projet	25		
Composition et expérience de l'équipe proposée	25		
Dossier de projets	25		
Présentation de la proposition	5		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			

Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 Prix	
Rang et adjudicataire	
_____ (Signature)	_____ (EN LETTRES MOULÉES)
_____ (date)	_____ (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

461/4/06 - Formation d'un comité de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier « travaux de pavage, bordures et éclairage 2006 »

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier « travaux de pavage, bordures et éclairage 2006 ». Ledit comité sera formé par messieurs Francis Adam, Simon Daigle, madame Julie René et monsieur Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

462/4/06 - Approbation des critères de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier « travaux de pavage, bordures et éclairage 2006 »

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier « travaux de pavage, bordures et éclairage 2006 », et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : SG-2006-101**

Titre : Travaux de pavage, bordures et éclairage 2006

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Approche qualitative	20		
Expérience du chargé de projet	25		
Composition et expérience de l'équipe proposée	25		
Dossier de projets	25		
Présentation de la proposition	5	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 Prix			

Rang et adjudicataire	
_____ (Signature)	_____ (EN LETTRES MOULÉES)
_____ (date)	_____ (LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

463/4/06 - Formation d'un comité de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier « réfection de rues 2006 »

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier « réfection de rues 2006 ». Ledit comité sera formé par messieurs Francis Adam, Simon Daigle, madame Julie René et monsieur Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

464/4/06 - Approbation des critères de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier « réfection de rues 2006 »

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour l'analyse des offres de service de contrôle des matériaux par un laboratoire dans le dossier « réfection de rues 2006 », et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : SG-2006-102**

Titre : Réfection de rues 2006

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Approche qualitative	20		
Expérience du chargé de projet	25		
Composition et expérience de l'équipe proposée	25		
Dossier de projets	25		
Présentation de la proposition	5	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		Fournisseur A	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			
Établissement du pointage final : (application de la formule) : $\frac{(\text{pointage intérimaire} + 50) \times 10\,000}{\text{Prix}}$			
Rang et adjudicataire			

(Signature)	(EN LETTRES MOULÉES)
(date)	(LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

465/4/06 - Délégation de messieurs Pierre Levasseur et Jocelyn Gagné au 8e colloque international francophone des Villes et Villages en santé

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville délègue messieurs Pierre Levasseur et Jocelyn Gagné au 8e colloque international francophone des Villes et Villages en santé qui aura lieu du 26 au 28 octobre 2006 à Sainte-Adèle.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

466/4/06 - Délégation de madame Francine Ruest-Jutras et de monsieur Jean Shooner au conseil de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville délègue madame Francine Ruest-Jutras, mairesse et le conseiller Jean Shooner pour siéger au conseil d'administration de la Société de développement économique de Drummondville (CLD Drummond) inc..

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

467/4/06 - Appui aux demandes de financement déposées par le Musée de la photographie aux différents paliers gouvernementaux

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville appuie les demandes de financement déposées par le Musée de la photographie aux différents paliers gouvernementaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

468/4/06 - Mandat à Pierre Grondin, arpenteur-géomètre - Description technique d'une partie de terrain devant servir d'assiette à une servitude pour l'entretien d'une conduite d'égout

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Pierre Grondin, arpenteur-géomètre aux fins de préparer et rédiger la description technique d'une partie de terrain (lot 102-256 du cadastre du canton de Wickham) devant servir d'assiette à une servitude pour l'entretien d'une conduite d'égout.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

469/4/06 - Mandat à Martin Paradis, arpenteur-géomètre - Description technique d'une partie du lot 3 082 443 du cadastre du Québec devant servir à des fins de servitude d'empiètement

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins de préparer et rédiger la description technique d'une partie du lot 3 082 443 du cadastre du Québec devant servir à des fins de servitude d'empiètement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

470/4/06 - Mandat à Me Jacques Létourneau, notaire aux fins de préparer et rédiger un acte de servitude d'empiètement sur une partie du lot 3 082 443 du cadastre du Québec

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Jacques Létourneau, notaire aux fins de préparer et rédiger un acte de servitude d'empiètement sur une partie du lot 3 082 443 du cadastre du Québec.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tout les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

471/4/06 - Installation d'arrêts toutes directions aux intersections Notre-Dame / St-Alfred et Ringuet / St-Alfred

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation d'arrêts toutes directions aux intersections Notre-Dame / St-Alfred et Ringuet / St-Alfred.

Pour la sécurité de nos enfants et citoyens, le conseiller Yves Grondin mentionne qu'un brigadier adulte aurait été préférable car il craint les conséquences.

Madame la mairesse mentionne qu'une évaluation sera faite suite à l'essai.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Vote ***CONTRE***
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Yves Grondin
M. Denis Chamberland	
M. Gilles Fontaine	
M. Jocelyn Gagné	
M. Mario Jacques	
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
M. Alain Martel	
Mme Denise Picotin	
Me Jean Shooner	
Me Christian Tourigny	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

472/4/06 - Interdiction de stationnement sur la rue Des Forges entre la rue Heriot et l'entrée de service de la compagnie Flocage Fortissimo en période hivernale et vis-à-vis l'entrée de service de la compagnie Flocage Fortissimo de façon permanente

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à installer des panneaux interdisant le stationnement sur la rue Des Forges entre la rue Heriot et l'entrée de service de la compagnie Flocage Fortissimo en période hivernale et vis-à-vis l'entrée de service de la compagnie Flocage Fortissimo de façon permanente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

473/4/06 - Vente d'un terrain industriel à la compagnie 9125-2734 Québec inc. (Les Gestions El Mordan inc.)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9125-2734 Québec inc. (Les Gestions El Mordan inc.) une partie du lot 276 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de cinq mille trois cent quinze virgule six mètres carrés (5 315,6 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Martin Paradis, arpenteur-géomètre, en date du 24 mars 2006 (numéro de répertoire : A3758 - numéro de minute : 6970), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit vingt-huit mille cinq cent quatre-vingt-dix-sept dollars et quatre-vingt-treize cents (28 597,93 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Pierre Fradet, notaire, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

474/4/06 - Vente d'un terrain industriel à la compagnie 9158-7782 Québec inc.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9158-7782 Québec inc. une partie du lot 276 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de mille quatre cent virgule cinq mètres carrés (1 400,5 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Martin Paradis, arpenteur-géomètre, en date du 24 mars 2006 (numéro de répertoire : A3758 - numéro de minute : 6969), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit sept mille cinq cent trente-quatre dollars et soixante-neuf cents (7 534,69 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Judith Panneton, notaire, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

475/4/06 - Démission de monsieur Pierre Beauséjour à titre de directeur du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville accepte la démission de monsieur Pierre Beauséjour à titre de directeur du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville, et ce, à compter du 3 avril 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

476/4/06 - Signature d'un contrat de travail avec monsieur Éric Steingue à titre de chef des opérations du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de travail avec monsieur Éric Steingue à titre de chef des opérations du Service de sécurité incendie de la ville de Drummondville, et ce, pour une période de 4 mois se terminant le 28 juillet 2006.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
M. Denis Chamberland	M. Pierre-Yvan Aubé
M. Gilles Fontaine	Mme Denise Picotin
M. Jocelyn Gagné	
M. Yves Grondin	
M. Mario Jacques	
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
M. Alain Martel	
Me Jean Shooner	
Me Christian Tourigny	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 3460

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

- règlement no 3460 décrétant l'exécution de travaux de réfection de trottoirs prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 297 000 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, le règlement est réputé approuvé.

477/4/06 - Avis de motion du règlement no 3457 décrétant l'annulation du caractère de rue sur une parcelle de terrain sans désignation cadastrale et connue sous le nom de rue Garceau

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3457 décrétant l'annulation du caractère de rue sur une parcelle de terrain sans désignation cadastrale et connue sous le nom de rue Garceau.

478/4/06 - Avis de motion du règlement no 3458 amendant le règlement no 3346 établissant le programme RÉNOVATION QUÉBEC - Ville de Drummondville

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3458 amendant le règlement no 3346 établissant le programme RÉNOVATION QUÉBEC - Ville de Drummondville, de façon à :

- modifier les dispositions administratives en ce qui a trait :
  - à l'aide financière totale accordée en vertu dudit programme;
  - au traitement des demandes pour le volet « RESTAURATION »;
  - au montant total de subvention pour ce même volet ainsi qu'aux différentes modalités et engagements s'y rapportant;
  - au délai maximal pour la réalisation des travaux;
  - aux conditions d'admissibilité des bâtiments.

479/4/06 - Dispense de lecture du règlement no 3458 amendant le règlement no 3346 établissant le programme RÉNOVATION QUÉBEC - Ville de

Drummondville

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3458 amendant le règlement no 3346 établissant le programme RÉNOVATION QUÉBEC - Ville de Drummondville de façon à :

- modifier les dispositions administratives en ce qui a trait :
  - à l'aide financière totale accordée en vertu dudit programme;
  - au traitement des demandes pour le volet « RESTAURATION »;
  - au montant total de subvention pour ce même volet ainsi qu'aux différentes modalités et engagements s'y rapportant;
  - au délai maximal pour la réalisation des travaux;
  - aux conditions d'admissibilité des bâtiments;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

480/4/06 - Avis de motion du règlement no 3459 amendant le règlement no 99-VO-05-968 de l'ex-Ville de Saint-Nicéphore de façon à éliminer la circulation lourde sur le chemin Tourville

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3459 amendant le règlement no 99-VO-05-968 de l'ex-Ville de Saint-Nicéphore de façon à éliminer la circulation lourde sur le chemin Tourville.

481/4/06 - Adoption du projet de règlement no 3451 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3451, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C01-09 à même une partie de la zone d'habitation H01-06 de manière à y inclure un terrain, soit le terrain donnant sur le boulevard Allard et la rue Elvin et situé entre les rues Vadnais et de la Marina;
- de prévoir des dispositions particulières relatives à l'utilisation d'un terrain à des fins de stationnement, et ce, pour la zone commerciale C01-09.

Ces zones sont localisées approximativement de part et d'autre du boulevard Allard, soit entre les rues Brouillette et de la Marina,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

482/4/06 - Avis de motion du règlement no 3451 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3451 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C01-09 à même une partie de la zone d'habitation H01-06 de manière à y inclure un terrain, soit le terrain donnant sur le boulevard Allard et la rue Elvin et situé entre les rues Vadnais et de la Marina;
- de prévoir des dispositions particulières relatives à l'utilisation d'un terrain à des fins de stationnement, et ce, pour la zone commerciale C01-09.

Ces zones sont localisées approximativement de part et d'autre du boulevard Allard, soit entre les rues Brouillette et de la Marina.

483/4/06 - Dispense de lecture du règlement no 3451 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3451, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C01-09 à même une partie de la zone d'habitation H01-06 de manière à y inclure un terrain, soit le terrain donnant sur le boulevard Allard et la rue Elvin et situé entre les rues Vadnais et de la Marina;
- de prévoir des dispositions particulières relatives à l'utilisation d'un terrain à des fins de stationnement, et ce, pour la zone commerciale C01-09.

Ces zones sont localisées approximativement de part et d'autre du boulevard Allard, soit entre les rues Brouillette et de la Marina;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation des deux (2) règlements suivants :

484/4/06 - Adoption du projet de règlement no 3452 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3452, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H01-59 à même une partie de la zone d'habitation actuelle H01-29, de manière à inclure certains terrains localisés sur les rues Ozias-Leduc, Albert-Dumouchel et Jean-Paul-Riopelle, d'y autoriser des habitations ayant deux (2) ou quatre (4) unités et de prévoir les diverses normes applicables à la construction de bâtiments.
  La zone d'habitation H01-29 est localisée approximativement entre les rues Robert-Bernard, Guy-Bissonnette et le boulevard René-Lévesque,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

485/4/06 - Avis de motion du règlement no 3452 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3452 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H01-59 à même une partie de la zone d'habitation actuelle H01-29, de manière à inclure certains terrains localisés sur les rues Ozias-Leduc, Albert-Dumouchel et Jean-Paul-Riopelle, d'y autoriser des habitations ayant deux (2) ou quatre (4) unités et de prévoir les diverses normes applicables à la construction de bâtiments.
  La zone d'habitation H01-29 est localisée approximativement entre les rues Robert-Bernard, Guy-Bissonnette et le boulevard René-Lévesque.

486/4/06 - Dispense de lecture du règlement no 3452 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3452, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H01-59 à même une partie de la zone d'habitation actuelle H01-29, de manière à inclure certains terrains localisés sur les rues Ozias-Leduc, Albert-Dumouchel et Jean-Paul-Riopelle, d'y autoriser des habitations ayant deux (2) ou quatre (4) unités et de prévoir les diverses normes applicables à la construction de bâtiments.
  La zone d'habitation H01-29 est localisée approximativement entre les rues Robert-Bernard, Guy-Bissonnette et le boulevard René-Lévesque;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

487/4/06 - Adoption du projet de règlement no 3453 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3453, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la nouvelle zone d'habitation H01-59 (telle que délimitée au plan de zonage faisant partie du règlement de zonage numéro 2520 : secteur Drummondville), aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 5.0.
  Cette zone est composée des terrains donnant sur les rues Ozias-Leduc (pour la portion localisée au sud-ouest de la rue Suzor-Côté), Albert-Dumouchel et Jean-Paul-Riopelle,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

488/4/06 - Avis de motion du règlement no 3453 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3453 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la nouvelle zone d'habitation H01-59 (telle que délimitée au plan de zonage faisant partie du règlement de zonage numéro 2520 : secteur Drummondville), aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 5.0.
  Cette zone est composée des terrains donnant sur les rues Ozias-Leduc (pour la portion localisée au sud-ouest de la rue Suzor-Côté), Albert-Dumouchel et Jean-Paul-Riopelle.

489/4/06 - Dispense de lecture du règlement no 3453 – P.I.A. no 2526 (secteur

Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3453, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la nouvelle zone d'habitation H01-59 (telle que délimitée au plan de zonage faisant partie du règlement de zonage numéro 2520 : secteur Drummondville), aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 5.0.
  Cette zone est composée des terrains donnant sur les rues Ozias-Leduc (pour la portion localisée au sud-ouest de la rue Suzor-Côté), Albert-Dumouchel et Jean-Paul-Riopelle;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

490/4/06 - Adoption du second projet de règlement no 3454-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3454-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone industrielle I11-11, l'usage « vente et installation de pièces d'esthétique et de performance pour véhicules » incluant certaines activités connexes, selon des conditions particulières.
  La zone visée est localisée du côté nord-est de la rue Cormier, de part et d'autre de la rue Cloutier,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

491/4/06 - Adoption du règlement no 3428-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3428-1 a été donné (réf : 266/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3428-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone commerciale C04-12, de manière à autoriser l'usage commercial « location de bateaux » en prévoyant certaines dispositions relatives à l'entreposage extérieur.
  Cette zone est localisée en bordure du boulevard St-Joseph (côté nord-est), soit approximativement entre les rues des Industries et de la Cordelle.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

492/4/06 - Adoption du règlement no 3440-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3440-1 a été donné (réf : 269/2/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3440-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, pour les usages des classes d'usages du groupe habitation, la possibilité d'ajouter une deuxième (2e) remise sur un même terrain, selon certaines conditions, et ce, pour l'ensemble du territoire.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

493/4/06 - Adoption du règlement no 3455 décrétant une tarification pour les travaux d'entretien de la branche 11 du cours d'eau Boisvert

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3455 a été donné (réf : 369/3/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3455 décrétant une tarification pour les travaux d'entretien de la branche 11 du cours d'eau Boisvert.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Madame Francine Pelchat, brigadière scolaire à la Ville de Drummondville et à toute la famille à l'occasion du décès de son frère monsieur Herman Pelchat;
- Monsieur Pierre Levasseur, conseiller municipal et à toute la famille à l'occasion du décès de son père monsieur Robert Levasseur.
- Madame Diane Jutras, employée à la Cour municipale et à toute la famille à l'occasion du décès de son père monsieur Lucien Jutras.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Madame Sylvie Lessard

La Ville peut-elle négocier un tarif réduit pour l'enfouissement à la tonne dans le cadre de l'entente pour le traitement des eaux de lixiviat.

- Madame la mairesse rappelle que les citoyens devront faire des efforts pour recycler.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 18 avril 2006.

494/4/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h20.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 AVRIL 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 18 avril 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner (absence motivée)
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Chantal Isabelle, assistante-greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistante-greffière récite la prière.

495/4/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

496/4/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 3 avril 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 3 avril 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que l'assistante-greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté en y apportant une modification à la résolution no 434/4/06.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

497/4/06

- Rejet des soumissions - Experts en sinistres (Soumission 06-0040 - Ouverture 30.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »);

Attendu qu'un seul soumissionnaire a déposé une offre soit CGI Experts en sinistres inc. et que celle-ci n'est pas conforme (incomplète);

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu de rejeter la soumission présentée compte tenu de sa non-conformité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

498/4/06

- Travaux de réhabilitation d'une conduite d'aqueduc rue Fradet (Soumission no SG-2006-104 – Ouverture 30.03.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Simon Daigle, chargé de projet, Service du génie et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la soumission de Sanexen Services environnementaux inc. au montant de 667 892,66 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

499/4/06

- Travaux de pavage, bordures et éclairage de rues (Soumission no SG-2006-101 - Ouverture 07.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Simon Daigle, chargé de projet, Service du génie et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de Construction DJL inc. au montant total de 1 412 135,93 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités, le tout

conditionnellement à l'approbation des règlements nos 3430, 3431, 3435, 3436, 3439, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446 par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

500/4/06

- Évaluation du Service de transport en commun
(Soumission 06-0013 - Ouverture 07.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la soumission de Roche Ltée Groupe-conseil au montant de 77 296,80 $ (taxes incluses) soit retenue ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme de professionnels.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

501/4/06

- Fourniture et installation de feux de circulation
Carrefour rues St-Georges / Pont de la Traverse / rue Montplaisir
Carrefour rues St-Jean / Heriot / Avenue des Frères
(Soumission no PROJ-2006-149 - Ouverture 05.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean-Robert Falardeau, ingénieur, Les Consultants Falardeau et Ass. Ltée, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la soumission d'Électro-Système P.L. inc. au montant total de 169 993,13 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités, le tout conditionnellement à l'approbation du règlement no 3450 par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

502/4/06

- Projet d'éclairage du parc Milette
(Soumission 06-0060 - Ouverture 13.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la soumission de Lumen au montant total de 27 971,78 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de la fourniture précitée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

L'assistante-greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport : Actions concrètes qui pourraient être menées pour profiter de chacune des manifestations sportives de grande envergure que le Québec accueillera;
- Camping des Voltigeurs : Éclairage sur la piste cyclable partant des Bosquets ou construction d'un trottoir sur la rue Montplaisir;
- Fédération québécoise des municipalités (FQM) : Siège vacant au sein du conseil d'administration;
- Dépôt d'une pétition pour inclure une piste cyclable à même l'élargissement du boulevard Lemire entre la rue St-Pierre et l'autoroute Jean-Lesage;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

503/4/06 - Dépôt du procès-verbal (05.04.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 avril 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

504/4/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 217 rue Brock de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 217 rue Brock de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover la toiture de l'église et du clocher;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est cité comme monument historique par la Ville et fait partie intégrante du site du patrimoine comprenant les bâtiments entourant la Place Saint-Frédéric;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture (cuivre) est remplacé par un revêtement de même type, soit du cuivre;

CONSIDÉRANT QUE tous les éléments architecturaux ainsi que les ornementations se retrouvant sur le bâtiment sont restaurés en conservant leur caractère d'origine;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est installé de la même façon que celui existant, ce qui permet de préserver cette particularité importante du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent de préserver le caractère propre et le style architectural original du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné

ci-dessus) pour le bâtiment situé au 217 rue Brock de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

505/4/06 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 330 rue Cormier de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 330 rue Cormier de la Ville de Drummondville, a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment de type commercial d'une superficie totale approximative de neuf cent vingt-huit mètres carrés (928 m^2), le tout sur trois (3) étages;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction sera effectué en deux (2) phases et que la deuxième (2^e) phase sera entreprise au plus tard dans les dix-huit (18) mois de la fin des travaux de la première (1ère) phase;

CONSIDÉRANT QUE les superficies de chacune des phases sont respectivement d'environ cinq cent treize mètres carrés (513 m^2) (phase I) et d'environ quatre cent quinze mètres carrés (415 m^2) (phase II);

CONSIDÉRANT QUE les largeurs des façades donnant sur les voies de circulation atteignent un ratio élevé par rapport aux largeurs des terrains, ce qui contribue à avoir un paysage urbain densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient marquer l'intersection des rues Cormier et Gauthier et s'inscrit en continuité avec l'alignement des constructions du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts de brique de couleur rouge-orangé;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que briques posées en boutisse, moulures décoratives d'enduit d'acrylique de couleur beige (au rez-de-chaussée et à la partie supérieure des murs) et soulignements horizontaux de maçonnerie de couleur grise permettent d'animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est orientée à angle vers les rues Cormier et Gauthier et que cette dernière est facilement identifiable par les usagers;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est largement fenêtrée et que cette partie du bâtiment est de forme arrondie;

CONSIDÉRANT QU'une marquise installée au deuxième (2^e) étage et supportée par d'imposantes colonnes protège l'entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE tous les murs extérieurs sont animés par une fenestration abondante dont certaines fenêtres sont munies d'une imposte de forme arrondie;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques situés sur la toiture sont dissimulés de façon adéquate et que les matériaux utilisés s'harmonisent avec ceux existants sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le mur latéral du bâtiment de la phase I (mur parallèle à celui donnant sur la rue Cormier) est recouvert de brique de même couleur et de même type que celle prévue sur les autres murs;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de ce mur est plus simple (en ce qui concerne les ouvertures et les jeux de matériaux) compte tenu que ce dernier sera dissimulé lors de la réalisation de la phase II;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont principalement localisées en cour avant et en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'environ dix-huit (18) cases de stationnement sont aménagées en cour avant principale, soit la cour donnant sur la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) îlots de verdure sont réalisés à même les aires de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres du terrain sont gazonnés;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) entrées charretières desservent le site, ce qui sécurise les usagers des rues et du terrain;

CONSIDÉRANT QU'une seule entrée charretière est réalisée aux abords de la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QU'au moins dix (10) arbres sont plantés dans la cour avant principale, soit celle donnant vers la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QU'au moins treize (13) arbres sont plantés dans la cour avant secondaire, soit celle donnant vers la rue Gauthier;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatorze (14) arbres sont plantés dans les autres cours;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) à la plantation;

CONSIDÉRANT QUE des îlots paysagers composés d'arbustes et/ou plantes florales sont prévus sur le terrain;

CONSIDÉRANT le manque d'information sur les essences d'arbres et le type d'arbustes et/ou plantes florales à être plantés sur le site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 330 rue Cormier de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. Le mur latéral de la phase I (mur parallèle à celui donnant vers la rue Cormier) doit être complètement terminé dans les 24 mois suivant la date d'émission du permis de construction de cette phase, et ce, seulement si la phase II n'est pas débutée à l'intérieur du délai. Les travaux visés sont de compléter les deux (2) moulures décoratives, afin que ces dernières se poursuivent sur l'ensemble des façades;
- **reporte** les travaux d'aménagement de terrain (plantation seulement) à une séance ultérieure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

506/4/06 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations qui sera située au 215 rue Suzor-Coté de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations qui sera située au 215 rue Suzor-Coté de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./maison intergénérations, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une maison intergénérations à même une résidence unifamiliale isolée;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a principalement deux (2) étages et une superficie approximative de deux cent cinquante-huit mètres carrés (258 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est érigé sur un terrain d'environ huit cent quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (897 m^2) et que le ratio d'implantation de ce dernier, soit d'environ vingt-neuf pour cent (29 %), sera en lien avec les autres bâtiments résidentiels du secteur qui sont et/ou seront érigés (multifamilial et unifamilial);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs sont principalement :
- pour la façade principale : de la brique-pierre de couleur beige sable;
- pour les autres murs : de la brique de couleur beige sable;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations sur le bâtiment sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent à ceux se retrouvant sur les autres bâtiments localisés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant du bâtiment est pourvu d'avancées et/ou de décrochés, ce qui anime la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est aménagée d'une tourelle et de niveaux de toiture variés, ce qui permet de briser la monotonie de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une abondante fenestration et que la porte d'accès au logement intergénérations est localisée sur le mur avant donnant sur la rue Ozias-Leduc;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le bâtiment réalisé s'intègre bien à son environnement, et ce, de par son style architectural, ses revêtements extérieurs et ses couleurs, et s'apparente à une habitation unifamiliale isolée;

CONSIDÉRANT QUE le requérant prévoit réutiliser le logement supplémentaire en y aménageant une salle de séjour (en conservant une chambre), et ce, conformément à la réglementation, advenant que ledit logement devienne vacant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations (tel que mentionné ci-dessus) qui sera située au 215 rue Suzor-Coté de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

507/4/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 135 croissant des Hautes-Cimes de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 135 croissant des Hautes-Cimes de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage) d'une superficie approximative de cent soixante-huit mètres carrés (168 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant (partie latérale droite), soit en façade du garage rattaché;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>

- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige-brun;

<u>pour la toiture</u>

- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment et l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs (planches cornières et/ou moulures décoratives);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 21 mars 2006 par un ingénieur-forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de cent millimètres (100 mm - 10 cm) allant jusqu'à trois cent soixante millimètres (360 mm - 36 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement de l'érable comme essence d'arbre;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ onze virgule neuf pour cent (11,9 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 135 croissant des Hautes-Cimes de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

508/4/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 245 impasse du Ruisselet de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 245 impasse du Ruisselet de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage) d'une superficie approximative de cent trente-quatre mètres carrés (134 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant (partie latérale droite), soit en façade du garage rattaché;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
pour les murs
- pour la façade principale : de la brique de couleur rouge-brun;
- pour les autres murs : du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige-brun;
pour la toiture
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment et l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs (jeux de brique, planches cornières et/ou moulures décoratives);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 24 février 2006 par un ingénieur-forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de cent vingt millimètres (120 mm - 12 cm) allant jusqu'à trois cent soixante millimètres (360 mm - 36 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement de l'érable et du frêne comme essences d'arbres;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ dix virgule trois pour cent (10,3 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 245 impasse du Ruisselet de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

509/4/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 410 rue Lindsay de la Ville de Drummondville - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 410 rue Lindsay de la Ville de Drummondville a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de zéro virgule quatre-vingt-dix mètre carré (0,90 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée et constituée d'un matériau imitant le bois est installée à plat sur le bandeau d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne, soit entre autres, le beige et le bourgogne, sont des couleurs sobres qui s'harmonisent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible et ne rendent pas cette dernière prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre au centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 410 rue Lindsay de la Ville de Drummondville, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

510/4/06 - Acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) dans le cadre d'un projet de développement du secteur de la rue Saint-Laurent (projetée) sur une partie des lots 298 et 299 du rang IV du cadastre du canton de Grantham

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) dans le cadre d'un projet de développement du secteur de la rue Saint-Laurent (projetée) sur une partie des lots 298 et 299 du rang IV du cadastre du canton de Grantham a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.13);

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme avaient étudié le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le secteur concerné en 1998 et en 2003;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme avaient reporté leur décision suite à l'étude du dossier en 2003 pour le motif principal de revoir la trame de rues relativement au prolongement de la rue Saint-Laurent;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a déterminé qu'il est important que la trame de rues de ce secteur tienne compte du plan directeur relatif aux services d'aqueduc et d'égouts;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'aménagement déposé le 4 avril 2006, portant le numéro 2480, fait partie intégrante :
- de l'affectation R-X (zone Hx) au plan d'urbanisme assujettie au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);
- de la zone d'habitation H07-55 du règlement de zonage;

Trame de rues

CONSIDÉRANT QUE le plan d'ensemble proposé présente une voie de circulation de type collectrice, soit la rue Saint-Laurent (projetée);

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve, pour le développement visé, deux (2) liens possibles vers les secteurs adjacents (non développés) et que l'ensemble du développement est accessible à partir de la rue Saint-Laurent projetée;

CONSIDÉRANT QUE le tracé des voies de circulation proposé facilite la circulation en général, tout en préservant un niveau de quiétude satisfaisant pour les résidants;

CONSIDÉRANT QUE la trame de rues présentée s'intègre bien aux voies de circulation existantes;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement et la répartition des terrains proposés favorisent le développement d'un sentiment d'appartenance, de par la création d'un îlot de développement distinctif;

Usages

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis prévoit une vocation résidentielle pour le secteur visé;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de quarante (40) nouveaux terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions des terrains prévus sont d'environ dix-huit mètres (18 m) de façade par trente mètres (30 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE certains terrains ont des dimensions qui diffèrent légèrement des dimensions indiquées ci-dessus;

CONSIDÉRANT QUE le type de constructions projetées par le promoteur est principalement une offre résidentielle pour les premier (1^{er}) et deuxième (2^{e}) acheteurs et répond à une demande pour ce secteur (type d'habitation : référence au Développement La Volière - rues des Piouis et des Hérons);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des constructions projetées varie entre un (1) et deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE la répartition du type d'habitations projetées favorise une gradation harmonieuse des densités et des gabarits;

Boisé et espaces verts

CONSIDÉRANT QUE le plan d'ensemble ne prévoit pas de parc;

CONSIDÉRANT QUE le plan directeur des parcs et espaces verts de la Ville de Drummondville prévoit l'aménagement d'un parc dans le secteur situé au sud de la rue Saint-Onge, mais que la localisation prévue ne correspond pas exactement au secteur visé par la présente demande;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme souhaitent qu'un parc soit aménagé en fonction de la localisation prévue au plan directeur des parcs et espaces verts de la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'aménagement proposé ne prévoit aucun lien piétonnier entre les différentes parties du développement, mais que la trame de rues proposées favorise les liens possibles entre les futurs développements;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte le plan d'aménagement d'ensemble tel que présenté dans le cadre d'un projet de développement du secteur de la rue Saint-Laurent (projetée) sur une partie des lots 298 et 299 du rang IV du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

511/4/06 - Acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) (3e version) dans le cadre d'un projet de développement du secteur de la rue Bertrand (projetée) sur une partie des lots 300 et 302 à 305 du rang IV du cadastre du canton de Grantham

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) (3e version) dans le cadre d'un projet de développement du secteur de la rue Bertrand (projetée) sur une partie des lots 300 et 302 à 305 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, et ce, pour la partie située au nord de la rue Saint-Onge, incluant les terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Onge, a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.14);

CONSIDÉRANT QUE le promoteur tenait à présenter un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour l'ensemble de sa propriété incluant la partie située au sud de la rue Saint-Onge;

CONSIDÉRANT QUE la partie située au sud de la rue Saint-Onge est soumise à différentes contraintes, à savoir, la présence :

- des zones de développement à long terme indiquées au plan d'urbanisme ainsi qu'au règlement de zonage, conformément au schéma d'aménagement de la Municipalité Régionale de Comté de Drummond (MRC);
- d'une propriété du ministère des Transports du Québec concernant un fossé de drainage le long de la piste cyclable;
- d'une bande de deux cents mètres (200 m) située en bordure de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55) prévue au premier projet de schéma d'aménagement révisé de la Municipalité Régionale de Comté de Drummond (MRC), où la planification des usages doit comporter certaines mesures afin d'éviter que l'autoroute existante soit une contrainte pour le développement adjacent (ex. : aménagement de mur coupe son);
- d'un cours d'eau, où l'obligation de conserver ce dernier demeure à valider;

CONSIDÉRANT QU'il est donc préférable de présenter le plan d'aménagement d'ensemble pour la partie située au nord de la rue Saint-Onge incluant les terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Onge, afin que le développement de ce secteur puisse être amorcé à l'intérieur des délais habituels;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme avaient étudié le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le secteur concerné aux séances du 22 février 2006 et du 22 mars 2006;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme avaient recommandé, lors de la séance du 22 mars 2006, d'accepter la trame de rues concernant uniquement la localisation des rues Saint-Onge et Bertrand projetée et de refuser les autres éléments du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.), le tout afin principalement :

- qu'une gradation harmonieuse des usages dans l'ensemble du secteur à développer soit prévue;
- que le parc soit relocalisé vers la partie centrale du développement, prévoyant une plus grande ouverture sur rue;
- que des liens piétonniers soient aménagés entre les différentes parties du développement visé ainsi qu'avec les développements adjacents;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau plan d'aménagement d'ensemble (3e version) déposé le 30 mars 2006, portant le numéro 2936, fait partie intégrante :

- des affectations R-1 (faible densité) et R-2 (moyenne densité 1) au plan d'urbanisme assujetties au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);
- des zones d'habitation H07-26, H07-29, H07-30, H07-31 et H07-32 du règlement de zonage;

Trame de rues

CONSIDÉRANT QUE le plan proposé présente deux (2) voies de circulation de type collectrice, soit les rues Saint-Onge et Bertrand (projetée);

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve, pour le développement visé, deux (2) nouveaux accès donnant sur la rue Saint-Onge (rue Bertrand projetée et une rue projetée sur la portion est du développement) et que l'ensemble du développement est accessible à partir de la rue Bertrand projetée;

CONSIDÉRANT QUE le tracé des voies de circulation proposé facilite la circulation en général, tout en préservant un niveau de quiétude satisfaisant pour les résidants;

CONSIDÉRANT QUE la trame de rues présentée s'intègre bien aux voies de circulation existantes;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, il y a lieu de porter une attention particulière à la vitesse de circulation pouvant être présente sur la rue Saint-Onge;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement et la répartition des terrains proposés favorisent le développement d'un sentiment d'appartenance, de par la création d'îlots de développement distinctifs;

Usages

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis prévoit une vocation résidentielle pour le secteur visé ainsi qu'un espace vert;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement :

- d'environ quarante et un (41) nouveaux terrains dont la classe d'usages projetés est **h_2** et **h_3** « habitations trifamiliale et multifamiliale » de type isolé comprenant de trois (3) à six (6) logements;
- de soixante-quatre (64) nouveaux terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé, comparativement à cinquante-huit (58) nouveaux terrains au plan proposé (2e version) dont la classe d'usages projetés était **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé;
- de deux cent cinquante (250) nouveaux terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé, comparativement à deux cent quatre-vingts (280) nouveaux terrains au plan proposé (2e version) dont la classe d'usages projetés était **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé;

pour un total d'environ trois cent cinquante-cinq (355) terrains, comparativement à environ trois cent soixante-dix-neuf (379) terrains au plan proposé (2e version);

CONSIDÉRANT QUE de façon générale, les dimensions des terrains prévus sont :

- pour la classe d'usages **h_2** et **h_3** « habitations trifamiliale et multifamiliale » de type isolé, d'environ vingt-deux mètres (22 m) de façade par quarante mètres (40 m) de profondeur;
- pour la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé, d'environ douze virgule cinq mètres (12,5 m) de façade par trente mètres (30 m) de profondeur;
- pour la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé, d'environ dix-huit mètres (18 m) de façade par vingt-neuf mètres (29 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE le type de constructions projetées par le promoteur est principalement une offre résidentielle pour les premiers (1ers) acheteurs et répond à une demande pour ce secteur (type d'habitations : référence au Développement La Volière - rue des Perdrix pour l'usage « habitation unifamiliale » de types isolé et jumelé et à la rue Saint-Onge existante pour l'usage « habitations trifamiliale et multifamiliale » de type isolé);

CONSIDÉRANT QUE le promoteur précise que le gabarit de construction des habitations comprenant de quatre (4) à six (6) logements sera similaire;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de construction des habitations comprenant trois (3) logements sera balisé par un cadre normatif précis afin de favoriser l'intégration de ce type d'habitations dans le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des constructions projetées varie entre un (1) et deux (2) étages pour l'usage « habitation unifamiliale » de types isolé et jumelé;

CONSIDÉRANT QUE la répartition du type d'habitations projetées favorise une gradation harmonieuse des densités et des gabarits;

CONSIDÉRANT QUE le plan ne prévoit pas d'usages commerciaux de service en bordure de la rue Saint-Onge;

Parc et espaces verts

CONSIDÉRANT QUE le plan prévoit un parc dans la partie centrale du projet;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) ouvertures donnant sur le parc sont prévues à partir des rues projetées et que celles-ci représentent des largeurs respectives d'environ vingt mètres (20 m), cinquante-neuf mètres (59 m) et soixante-sept mètres (67 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque de la municipalité de Grantham, une superficie totale de quarante-six mille huit cent soixante-quinze virgule huit mètres carrés (46 875,8 m^2) a déjà été cédée et devra faire l'objet d'un échange;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du parc proposé est de vingt mille neuf cents mètres carrés (20 900 m^2), ce qui représente environ six virgule neuf pour cent (6,9 %) de la superficie totale du projet, comparativement à seize mille deux cent quatre-vingts mètres carrés (16 280 m^2) prévus initialement qui représentaient environ cinq pour cent (5 %) de la superficie totale du projet;

CONSIDÉRANT QUE le promoteur souhaite céder à la Ville un résidu de terrain situé le long de la piste cyclable ayant une superficie d'environ cinq cent cinquante mètres carrés (550 m^2);

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire, afin de desservir la population existante et celle à venir dans le secteur, de prévoir un parc dont la localisation prévue fasse en sorte qu'il soit le plus accessible possible pour tous les résidants;

CONSIDÉRANT QUE la localisation proposée respecte les orientations énumérées précédemment ainsi que l'emplacement prévu dans le plan directeur des parcs et espaces verts;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme suggèrent que l'espace vert ait une plus grande ouverture sur rue;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'aménagement proposé prévoit deux (2) liens piétonniers entre les différentes parties du développement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) (3e version) tel que présenté, le tout **conditionnellement** à ce qu'une plus grande ouverture sur rue soit prévue pour le parc, et ce, dans le cadre du développement du secteur de la rue Bertrand (projetée) (partie des lots 300 et 302 à 305 du rang IV du cadastre du canton de Grantham) pour la partie localisée au nord de la rue Saint-Onge incluant les terrains situés de part et d'autre de la rue Saint-Onge.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

512/4/06 - Acceptation d'un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) (2e

version) dans le cadre d'un projet d'agrandissement du développement du Boisé de la Marconi pour le secteur situé sur une partie du lot 790 du rang IV du cadastre du canton de Wickham

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) (2e version) dans le cadre d'un projet d'agrandissement du développement du Boisé de la Marconi pour le secteur situé sur une partie du lot 790 du rang IV du cadastre du canton de Wickham a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.15);

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme avaient étudié le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le secteur concerné à la séance du 10 janvier 2006;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme avaient recommandé d'accepter le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour l'agrandissement du développement du Boisé de la Marconi, le tout **conditionnellement** :

- à la création d'un troisième (3e) passage piétonnier sur la rue localisée à l'est du projet et donnant accès aux boisés situés à l'est du développement;
- à ce que des mesures de conservation ou de plantation d'arbres soient prévues dans le règlement de zonage;
- au fait qu'une attention particulière doit être apportée à la vitesse de circulation de la rue située à l'est du projet;

CONSIDÉRANT QUE certaines modifications ont été apportées au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.), notamment afin de tenir compte d'une bande de terrain à conserver entre une partie du développement existant et le nouveau secteur à développer ainsi que d'une modification à la vocation à donner sur une partie du développement;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau plan d'aménagement d'ensemble (2e version) déposé le 30 mars 2006, portant le numéro 2935, fait partie intégrante :

- d'une affectation R-2 (moyenne densité 1) au plan d'urbanisme;
- de la zone d'habitation H05-30 du règlement de zonage assujettie au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) où est autorisée la classe d'usages $\mathbf{h_1}$ (habitation unifamiliale) de type isolé;

Trame de rues

CONSIDÉRANT QUE la trame de rues présentée s'intègre bien aux voies de circulation existantes;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'ensemble proposé présente une voie de circulation de type collectrice (à l'est du développement);

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve, pour le développement, deux (2) nouveaux accès donnant sur les rues existantes et que l'ensemble du développement est accessible à partir du boulevard Saint-Joseph par deux (2) voies de circulation, soit par les rues de la Promenade et Marconi;

CONSIDÉRANT QUE le tracé des voies de circulation proposé facilite la circulation en général, tout en préservant un niveau de quiétude satisfaisant pour les résidants;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, il y a lieu de porter une attention particulière à la vitesse de circulation pouvant être présente sur la rue située à l'est du développement;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement et la répartition des terrains proposés favorisent le développement d'un sentiment d'appartenance, de par la création d'îlots de développement distinctifs;

Usages

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis prévoit une vocation résidentielle pour le secteur visé ainsi qu'un espace vert;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement d'environ deux cent seize (216) nouveaux terrains dont l'usage projeté est « habitation unifamiliale » de type isolé, comparativement à environ cent quatre-vingt-neuf (189)

nouveaux terrains dont l'usage projeté était « habitation unifamiliale » de type isolé et trente-deux (32) nouveaux terrains dont l'usage projeté était « habitation unifamiliale » de type jumelé, pour un total de deux cent vingt et un (221) terrains au plan initial;

CONSIDÉRANT QUE malgré une contrainte relative au niveau de terrain, le plan déposé (2e version) propose des habitations unifamiliales de type isolé pour tout le développement et que le terrain sera rehaussé de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à un mètre (1 m) afin de permettre les constructions souhaitées dans la portion ouest du site (près du parc projeté);

CONSIDÉRANT QUE le type de constructions projetées par le promoteur est une offre résidentielle pour les premier (1er) et deuxième (2e) acheteurs et répond à une demande pour ce secteur (référence du type d'habitations : Développement Les Bosquets St-François du secteur Saint-Charles-de-Drummond : rues du Tisserand, du Sourcier, du Cantonnier);

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des constructions projetées varie d'un (1) à deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE la répartition des catégories de constructions favorise une gradation harmonieuse des densités et gabarits;

Architecture des bâtiments

CONSIDÉRANT QUE les promoteurs désirent inclure certaines normes relatives à l'architecture des bâtiments dans la réglementation d'urbanisme, à savoir :

- un pourcentage de la façade en maçonnerie (exemple : cinquante pour cent (50 %) de la façade principale) pouvant varier selon le gabarit des constructions;
- un contrôle sur la hauteur des habitations tenant compte des habitations voisines (exemple : variante maximale de vingt pour cent (20 %) de la hauteur des habitations voisines);

Parc et espaces verts

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire, afin de desservir la population existante et celle à venir dans le secteur, qu'un parc soit aménagé;

CONSIDÉRANT QUE le secteur localisé à l'est du secteur concerné représente un espace important qui sera conservé boisé;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'ensemble prévoit un parc dans la partie sud-ouest du projet et cette localisation respecte l'emplacement prévu dans le plan directeur des parcs et espaces verts;

CONSIDÉRANT QUE l'ouverture de ce parc donne sur une intersection, ce qui aura pour effet de faciliter l'accessibilité à ce dernier (ouverture d'environ cinquante mètres (50 m) sur une rue et quinze mètres (15 m) sur l'autre rue) et offrir une vue intéressante;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, les membres du comité consultatif d'urbanisme suggèrent que l'espace vert possède plus d'ouverture sur rue;

CONSIDÉRANT QUE la superficie de ce parc est de treize mille six cent quatre mètres carrés (13 604 m^2), ce qui représente un peu moins de dix pour cent (10 %) de la superficie totale du projet;

CONSIDÉRANT QUE la localisation proposée est centrale par rapport à l'ensemble du développement si l'on considère le secteur ouest qui sera développé éventuellement;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve, à proximité du parc, un bâtiment de propriété publique pouvant éventuellement être utilisé à titre d'exemple pour des fins communautaires;

CONSIDÉRANT QU'un passage piétonnier est aménagé approximativement au centre du projet afin de créer un lien entre le secteur existant situé à proximité et le développement prévu;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) passages piétonniers sont prévus afin de donner accès aux boisés existants situés à proximité du projet;

CONSIDÉRANT QUE les boisés existants à l'est du projet représentent un attrait important qui, même s'ils ne font pas partie du projet, s'ajoutent comme attrait naturel pour les résidants à venir;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de prévoir une exigence relative à la conservation des arbres ou de prévoir la plantation d'arbres sur chaque propriété si la conservation n'est pas justifiée;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) tel que présenté dans le cadre d'un projet d'agrandissement du développement du Boisé de la Marconi pour le secteur situé sur une partie du lot 790 du rang IV du cadastre du canton de Wickham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 5 avril 2006.

513/4/06 - Reconduction du mandat de CRESS pour la gestion du programme d'aide aux employés(es) (P.A.E.)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la reconduction du mandat de CRESS pour la gestion du programme d'aide aux employés(es) (P.A.E.) au coût annuel de 12 000 $ plus taxes.

La directrice du Service des ressources humaines est autorisée à signer tout document à cet effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

514/4/06 - Subvention de 550 $ à Centre de main-d'œuvre Opex

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 550 $ à Centre de main-d'œuvre Opex faisant suite à la décision de la Commission municipale du Québec favorisant une exemption de taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

515/4/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault - Tenue de la Fête nationale des québécois, secteur Saint-Nicéphore

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault pour la tenue de la Fête nationale des québécois, secteur Saint-Nicéphore qui se tiendra le 23 juin 2006.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de la Fête nationale des québécois et comprend le versement d'une subvention de 6 000 $ en argent et de 2 000 $ en services.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel se retire pour la présentation du dossier suivant :

516/4/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. – Tenue de la Fête nationale des québécois

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la Fête nationale des québécois qui se tiendra le 23 juin 2006.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de la Fête nationale des québécois et comprend le versement d'une subvention de 6 000 $ en argent et de 5 500 $ en services.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel reprend son siège.

517/4/06 - Protocole d'entente avec la Corporation des Loisirs de St-Joachim-de-Courval - Tenue de la Fête nationale des québécois, secteur Saint-Joachim-de-Courval

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Corporation des Loisirs de Saint-Joachim-de-Courval pour la tenue de la Fête nationale des québécois (secteur Saint-Joachim-de-Courval) qui se tiendra le 23 juin 2006.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de la Fête nationale des québécois et comprend le versement d'une subvention de 2 000 $.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

518/4/06 - Protocole d'entente avec le Comité organisateur de la Fête du Canada - Tenue de la Fête du Canada le 1er juillet 2006

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Comité organisateur de la Fête du Canada pour la tenue de la Fête du Canada qui se tiendra le 1er juillet 2006.

Le protocole d'entente est valable pour la période d'organisation, de réalisation et d'évaluation de la Fête du Canada et comprend le versement d'une subvention de 2 000 $ en argent et de 3 099 $ en services.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

519/4/06 - Nomination de Me Mélanie Ouellet à titre d'avocate aux Services juridiques

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de Me Mélanie Ouellet à titre d'avocate permanente aux Services juridiques à compter de ce jour.

Cette nomination est faite selon la classe salariale 13 et les autres conditions de travail du personnel cadre de la Ville de Drummondville en tenant compte d'une date d'ancienneté au 4 août 2003.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

520/4/06 - Nomination de madame Mylène Lehoux à titre de préposée à la clientèle temps partiel régulier à la bibliothèque municipale Côme St-Germain

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame Mylène Lehoux à titre de préposée à la clientèle temps partiel régulier à la bibliothèque municipale Côme St-Germain à compter du 1er mai 2006, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

521/4/06 - Nomination de madame Lyne Cyrenne à titre de préposée à la clientèle temps partiel régulier à la bibliothèque municipale Côme St-Germain

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame Lyne Cyrenne à titre de préposée à la clientèle temps partiel régulier à la bibliothèque municipale Côme St-Germain à compter du 1er mai 2006, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

522/4/06 - Nomination de madame Suzanne Leblanc à titre de préposée à la clientèle temps partiel régulier à la bibliothèque municipale Côme St-Germain

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame Suzanne Leblanc à titre de préposée à la clientèle temps partiel régulier à la bibliothèque municipale Côme St-Germain à compter du 1er mai 2006, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

523/4/06 - Nomination de madame Carole Martel à titre de préposée à la clientèle temps partiel régulier à la bibliothèque municipale Côme St-Germain

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame Carole

Martel à titre de préposée à la clientèle temps partiel régulier à la bibliothèque municipale Côme St-Germain à compter du 1er mai 2006, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

524/4/06 - Appui à une demande formulée à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'utilisation à des fins autres que l'agriculture d'une partie des lots 2 et 5 du rang I du cadastre du canton de Grantham

CONSIDÉRANT QUE les parties de lots 2 et 5 du rang I du cadastre du canton de Grantham sont intégrées à la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, d'une partie des lots 2 et 5 du rang I du cadastre du canton de Grantham a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE les portions de lots visés font partie intégrante de la zone résidentielle H01-04 telle qu'établie en fonction du règlement de zonage municipal;

CONSIDÉRANT QUE la classe d'usages **h_1** référant aux habitations unifamiliales isolées, est autorisée pour les portions de lots visées, et ceci, en autant qu'elles bénéficient d'autorisations au sens de la Loi sur la protection du territoire agricole du Québec;

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole des parties de lots ainsi que des lots avoisinants est pauvre puisque ces sols présentent des limitations dues aux contraintes liées à la pierrosité et à la fertilité ainsi qu'à un problème de drainage excessif;

CONSIDÉRANT QUE les possibilités d'utilisation des parties de lots visées à des fins d'agriculture sont limitées, et ce, tenant compte de leur superficie relativement restreinte;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur les activités agricoles environnantes seront limitées, tenant compte, notamment, de la présence d'autres résidences à proximité ainsi que d'un équipement régional majeur (usine et bassins de traitement des eaux usées);

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté agricole ainsi que celle de l'exploitation visée ne seront pas mises en cause si l'on considère les caractéristiques inhérentes à celles-ci;

CONSIDÉRANT QU'il y a peu d'espaces appropriés disponibles de ce genre ailleurs sur le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourrait satisfaire la demande et offrir les mêmes caractéristiques et le même environnement;

CONSIDÉRANT QUE les services d'égouts et d'aqueduc sont disponibles sur la voie publique, soit le chemin du Golf Ouest, bordant les parties de lots visées;

CONSIDÉRANT QUE les parties de lots visées sont situées immédiatement face à un secteur résidentiel déjà développé et longeant la rivière St-François, et s'inscrivent, en plus, en continuité avec un milieu déstructuré (secteur de la rue Picotin) qui est également déjà occupé par des résidences;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville souhaite, en parallèle, obtenir l'appui de la Municipalité Régionale de Comté de Drummond (MRC) en vue de la concrétisation de ce projet;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville :

- appuie la demande d'autorisation formulée par monsieur Michel Hamel auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'utilisation à

des fins autres que l'agriculture d'une partie des lots 2 et 5 du rang I du cadastre du canton de Grantham, et ceci, dans le but d'ériger des résidences unifamiliales;
- demande l'appui de la MRC de Drummond en regard de cette demande d'autorisation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

525/4/06 - Modification à la dénomination du parc Gamma localisé dans le Domaine Saint-François du secteur Saint-Nicéphore à savoir parc du Domaine-Saint-François

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification de la dénomination du parc Gamma localisé dans le Domaine Saint-François du secteur Saint-Nicéphore à savoir :

– **parc du Domaine-Saint-François** (lot 84-60 du rang II du cadastre du canton de Wickham) pour le parc localisé dans le Domaine Saint-François en bordure de la rue Gamma.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

526/4/06 - Autorisation à la Table de concertation du loisir des personnes ayant une déficience intellectuelle de la MRC de Drummond – Utilisation du parc Bernier les samedis, à compter du 20 mai jusqu'à la fin du mois d'août 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Table de concertation du loisir des personnes ayant une déficience intellectuelle de la MRC de Drummond à utiliser le parc Bernier les samedis, à compter du 20 mai jusqu'à la fin du mois d'août 2006 pour une activité de balle-molle, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

527/4/06 - Autorisation à Centraide Centre-du-Québec – Utilisation des parcs Bernier et Michaud pour une activité de financement

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Centraide Centre-du-Québec à utiliser les parcs Bernier et Michaud pour une activité de financement le samedi 26 août 2006 de 8h00 à 22h00 ainsi que le 27 août 2006 advenant un plus grand nombre d'équipes ou en raison de la pluie, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

528/4/06 - Autorisation à l'École secondaire Jeanne-Mance - Tenue d'un bazar le 6 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'École secondaire Jeanne-Mance à tenir un bazar le 6 mai 2006 de 08h00 à 17h00 pour une activité de financement, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

529/4/06 - Autorisation à l'Association du Baseball Mineur de Drummondville (Drummondville Olympique) - Tenue de la 29e édition du Tournoi de Baseball Pee-Wee de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association du Baseball Mineur de Drummondville (Drummondville Olympique) à tenir la 29e édition du Tournoi de Baseball Pee-Wee de Drummondville entre le lundi 19 juin et le lundi 26 juin 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

530/4/06 - Autorisation à l'Association du Baseball Mineur de Drummondville (Drummondville Olympique) - Tenue d'une activité « casino » le 3 juin 2006 à la salle l'ÉcoSport

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association du Baseball Mineur de Drummondville (Drummondville Olympique) à tenir une activité « casino » le 3 juin 2006 à la salle l'ÉcoSport, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

531/4/06 - Autorisation au Club de Soccer Les Dragons de Drummondville - (Drummondville Olympique) - Tenue d'un tournoi régional Canimex de soccer de Drummondville les 8 et 9 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de Soccer Les Dragons de Drummondville (Drummondville Olympique) à tenir le tournoi régional Canimex de soccer de Drummondville les 8 et 9 juillet 2006 sur les plateaux Grande Allée et Collège St-Bernard, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

532/4/06 - Autorisation à l'École St-Charles - Tenue d'une activité de fin d'année les 20 et 21 juin 2006 au Complexe Rosaire-Smith

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'École St-Charles à tenir une activité de fin d'année au Complexe Rosaire-Smith les 20 et 21 juin 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

533/4/06 - Autorisation au magasin Wal-Mart - Tenue d'un hot-dog-o-thon les 19, 20, 21 et 22 mai 2006 au profit d'Opération Enfant Soleil

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le magasin Wal-Mart à tenir un hot-

dog-o-thon les 19, 20, 21 et 22 mai 2006 au profit d'Opération Enfant Soleil, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

534/4/06 - Autorisation à l'Association des Personnes Handicapées de Drummond inc. - Tenue d'un rallye en fauteuil roulant au centre-ville et utilisation du parc St-Frédéric le 1er juin 2006

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association des Personnes Handicapées de Drummond inc. à tenir un rallye en fauteuil roulant au centre-ville et à utiliser le parc St-Frédéric le 1er juin de 13h30 à 16h00 ou le 2 juin 2006 en cas de pluie à l'occasion de la Semaine québécoise des personnes handicapées, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

535/4/06 - Autorisation à l'Ultramarathon Michel Gouin – Tenue de la 6e édition, le samedi 30 septembre 2006 au parc Woodyatt

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la tenue de la 6e édition de l'Ultramarathon Michel Gouin, le samedi 30 septembre 2006 au parc Woodyatt, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

536/4/06 - Autorisation aux organisateurs de l'Ultramarathon Michel Gouin - Tenue d'une course à pied les 28, 29 et 30 juillet 2006 à la piste d'athlétisme Claude Béland

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs de l'Ultramarathon Michel Gouin à tenir une course à pied de 24 et 48 heures, les 28, 29 et 30 juillet 2006 à la piste d'athlétisme Claude Béland, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

537/4/06 - Autorisation au Centre d'écoute et de prévention suicide Drummond (Ceps Drummond) - Tenue d'une activité au kiosque Gaston Mandeville du parc Ste-Thérèse le 9 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre d'écoute et de prévention suicide Drummond (Ceps Drummond) à tenir une activité au kiosque Gaston Mandeville du parc Ste-Thérèse le 9 mai 2006 à 13h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

538/4/06 - Subvention de 2 500 $ - Club de badminton Drummondville

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 500 $ au Club de badminton Drummondville dans le cadre de l'organisation du Championnat provincial junior qui aura lieu du 23 au 25 mars 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

539/4/06 - Résiliation du contrat d'expertise en sinistres avec Renaud

Préfontaine / Cunningham Lindsey

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la résiliation du contrat d'expertise en sinistres selon le mandat donné par la résolution numéro 134/2/02 à Renaud Préfontaine / Cunningham Lindsey.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

540/4/06 - Modification à la résolution no 1188/9/05 (Formation d'un comité pour la réalisation d'une étude sur le transport en commun)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville modifie la résolution no 1188/9/05 de la manière suivante :

En remplaçant le nom de monsieur Yvan Morin par celui de monsieur Guy Drouin et en y ajoutant le nom de madame Monique Boulanger du ministère des Transports.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

541/4/06 - Acceptation de la proposition d'aide financière offerte par Infrastructures-Québec / Projet 1Q-301100 - Réhabilitation de l'aqueduc de la rue Fradet

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville accepte la proposition d'aide financière de 451 229 $ en vertu du volet 2 du programme Infrastructures-Québec, dans le cadre des travaux relatifs au projet « IQ-301100 - Réhabilitation de l'aqueduc de la rue Fradet ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents à l'entente dans ce dossier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

542/4/06 - Mandat à Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative des matériaux utilisés pour les travaux d'agrandissement des ateliers municipaux, bloc A

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Géo Lab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative des matériaux utilisés pour les travaux d'agrandissement des ateliers municipaux, bloc A, pour une somme de 1 850 $ taxes en sus, le tout selon l'offre présentée le 13 avril 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

543/4/06 - Mandat à l'Union des municipalités du Québec – Achat de chlorure de sodium – Saison 2006-2007

Vu la proposition de l'Union des municipalités du Québec de procéder, au nom des municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant le chlorure de sodium;

Vu l'article 29.9.1 de la Loi sur les cités et villes;

Attendu que la Ville de Drummondville désire procéder à cet achat regroupé pour se procurer le chlorure de sodium selon les quantités amplement décrites à la section information de la fiche d'identification préparée par le directeur du Service de l'approvisionnement;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu :

1° QUE la Ville de Drummondville confie à l'Union des municipalités du Québec le mandat de procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé concernant le chlorure de sodium nécessaire pour les activités de la municipalité, et ce, selon les quantités plus amplement décrites à la section information de la fiche d'identification préparée par le directeur du Service de l'approvisionnement;

2° QUE la Ville de Drummondville s'engage, si l'Union des municipalités du Québec adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3° QUE la Ville de Drummondville autorise l'Union des municipalités du Québec à utiliser un cahier de charges en substance conforme à celui soumis au conseil lors de cette réunion;

4° QUE la Ville de Drummondville consente, en considération des services rendus, à verser des frais administratifs à l'Union des municipalités du Québec à concurrence de leur part du contrat adjugé, représentant 0,4 % du montant de contrat avant taxes;

5° QUE copie de la présente résolution et la fiche d'identification soient transmises à l'Union des municipalités du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

544/4/06 - Dépôt du compte rendu (23.03.06) – Comité de transport en commun

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, et unanimement résolu que le compte rendu de la réunion du comité de transport en commun tenue le 23 mars 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation du dossier suivant :

545/4/06 - Adoption du projet de règlement no 3462 - Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3462, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'apporter des ajustements relatifs à la délimitation des secteurs qui doivent être desservis par l'aqueduc seulement et non desservis par l'aqueduc et l'égout situés à l'intérieur du périmètre d'urbanisation (secteur Saint-Nicéphore),

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

546/4/06 - Avis de motion du règlement no 3462 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3462 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'apporter des ajustements relatifs à la délimitation des secteurs qui doivent être desservis par l'aqueduc seulement et non desservis par l'aqueduc et l'égout situés à l'intérieur du périmètre d'urbanisation (secteur Saint-Nicéphore).

547/4/06 - Dispense de lecture du règlement no 3462 - Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3462, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans but :

- d'apporter des ajustements relatifs à la délimitation des secteurs qui doivent être desservis par l'aqueduc seulement et non desservis par l'aqueduc et l'égout situés à l'intérieur du périmètre d'urbanisation (secteur Saint-Nicéphore);

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

548/4/06 - Adoption du projet de règlement no 3463 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3463, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de soustraire de l'obligation d'être desservis par l'aqueduc les terrains destinés à être construits, et ce, pour la zone d'habitation H04-02;
- d'apporter un ajustement pour une disposition applicable à la zone d'habitation H04-02, soit la disposition relative aux dimensions minimales d'un terrain.

Ladite zone est localisée entre le boulevard Allard et la rivière Saint-François, vis-à-vis l'Aéroport Régional de Drummondville,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

549/4/06 - Avis de motion du règlement no 3463 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3463 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de soustraire de l'obligation d'être desservis par l'aqueduc les terrains destinés à être construits, et ce, pour la zone d'habitation H04-02;

- d'apporter un ajustement pour une disposition applicable à la zone d'habitation H04-02, soit la disposition relative aux dimensions minimales d'un terrain.

Ladite zone est localisée entre le boulevard Allard et la rivière Saint-François, vis-à-vis l'Aéroport Régional de Drummondville.

550/4/06 - Dispense de lecture du règlement no 3463 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3463, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de soustraire de l'obligation d'être desservis par l'aqueduc les terrains destinés à être construits, et ce, pour la zone d'habitation H04-02;
- d'apporter un ajustement pour une disposition applicable à la zone d'habitation H04-02, soit la disposition relative aux dimensions minimales d'un terrain.

Ladite zone est localisée entre le boulevard Allard et la rivière Saint-François, vis-à-vis l'Aéroport Régional de Drummondville;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

551/4/06 - Adoption du projet de règlement no 3465 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3465, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de modifier les limites des zones d'habitation H11-08, H11-30 et H11-43 autorisant la classe d'usages **h_1** « habitation unifamilale » de type isolé, et ce, notamment :
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-08 à même une partie de la zone d'habitation H11-43 actuelle;
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-43 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle et à même la totalité de la zone d'habitation H11-11;
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-30 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle;
  - en abrogeant la zone d'habitation H11-11 qui autorise actuellement la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé.

  L'ensemble de ces zones fait partie du développement domiciliaire « Le Jardin des Galeries » et celles-ci sont délimitées approximativement par les rues Cormier, Luneau (projetée), Lionel-Giroux (projetée) et Caya,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

552/4/06 - Avis de motion du règlement no 3465 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3465 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de modifier les limites des zones d'habitation H11-08, H11-30 et H11-43 autorisant la classe d'usages **h_1** « habitation unifamilale » de type isolé, et ce, notamment :
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-08 à même une partie de la zone d'habitation H11-43 actuelle;
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-43 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle et à même la totalité de la zone d'habitation H11-11;
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-30 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle;
  - en abrogeant la zone d'habitation H11-11 qui autorise actuellement la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé.

  L'ensemble de ces zones fait partie du développement domiciliaire « Le Jardin des Galeries » et celles-ci sont délimitées approximativement par les rues Cormier, Luneau (projetée), Lionel-Giroux (projetée) et Caya.

553/4/06 - Dispense de lecture du règlement no 3465 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3465, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de modifier les limites des zones d'habitation H11-08, H11-30 et H11-43 autorisant la classe d'usages **h_1** « habitation unifamilale » de type isolé, et ce, notamment :
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-08 à même une partie de la zone d'habitation H11-43 actuelle;
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-43 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle et à même la totalité de la zone d'habitation H11-11;
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-30 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle;
  - en abrogeant la zone d'habitation H11-11 qui autorise actuellement la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé.

  L'ensemble de ces zones fait partie du développement domiciliaire « Le Jardin des Galeries » et celles-ci sont délimitées approximativement par les rues Cormier, Luneau (projetée), Lionel-Giroux (projetée) et Caya;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

554/4/06 - Adoption du second projet de règlement no 3451-1 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3451-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C01-09 à même une partie de la zone d'habitation H01-06 de manière à y inclure un terrain, soit le terrain donnant sur le boulevard Allard et la rue Elvin et situé entre les rues Vadnais et de la Marina;
- de prévoir des dispositions particulières relatives à l'utilisation d'un terrain à des fins de stationnement, et ce, pour la zone commerciale C01-09.

Ces zones sont localisées approximativement de part et d'autre du boulevard Allard, soit entre les rues Brouillette et de la Marina,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation des dossiers suivants :

555/4/06 - Adoption du second projet de règlement no 3452-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3452-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H01-59 à même une partie de la zone d'habitation actuelle H01-29, de manière à inclure certains terrains localisés sur les rues Ozias-Leduc, Albert-Dumouchel et Jean-Paul-Riopelle, d'y autoriser des habitations ayant deux (2) ou quatre (4) unités et de prévoir les diverses normes applicables à la construction de bâtiments.
  La zone d'habitation H01-29 est localisée approximativement entre les rues Robert-Bernard, Guy-Bissonnette et le boulevard René-Lévesque,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

556/4/06 - Adoption du règlement no 3453 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3453 a été donné (réf : 488/4/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3453 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la nouvelle zone d'habitation H01-59 (telle que délimitée au plan de zonage faisant partie du règlement de zonage numéro 2520 : secteur Drummondville), aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 5.0.
  Cette zone est composée des terrains donnant sur les rues Ozias-Leduc (pour la portion localisée au sud-ouest de la rue Suzor-Côté), Albert-Dumouchel et Jean-Paul-Riopelle.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

557/4/06 - Adoption du règlement no 3454-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3454-1 a été donné (réf : 373/3/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3454-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone industrielle I11-11, l'usage « vente et installation de pièces d'esthétique et de performance pour véhicules » incluant certaines activités connexes, selon des conditions particulières.
  La zone visée est localisée du côté nord-est de la rue Cormier, de part et d'autre de la rue Cloutier.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

558/4/06 - Adoption du règlement no 3457 prévoyant et décrétant l'annulation du caractère de rue sur une parcelle de terrain sans désignation cadastrale et connue sous le nom de rue Garceau

Lecture est donnée du règlement no 3457 prévoyant et décrétant l'annulation du caractère de rue sur une parcelle de terrain sans désignation cadastrale et connue sous le nom de rue Garceau.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

559/4/06 - Adoption du règlement no 3458 amendant le règlement no 3346 établissant le programme RÉNOVATION QUÉBEC - Ville de Drummondville

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3458 a été donné (réf : 478/4/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3458 amendant le règlement no 3346 établissant le programme RÉNOVATION QUÉBEC - Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

560/4/06 - Adoption du règlement no 3459 amendant le règlement no 98-VO-03-911 déjà amendé par le règlement no 99-VO-05-968 de l'ex-Ville de Saint-Nicéphore de façon à éliminer la circulation lourde sur le chemin Tourville

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3459 a été donné (réf : 480/4/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, l'assistante-greffière fait un résumé du règlement no 3459 amendant le règlement no 98-VO-03-011 déjà amendé par le règlement no 99-VO-05-968 de l'ex-Ville de Saint-Nicéphore de façon à éliminer la circulation lourde sur le chemin Tourville.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Encan de bicyclettes le samedi 29 avril 2006

Le conseiller Mario Jacques informe la population que l'encan annuel de bicyclettes aura lieu le samedi 29 avril prochain à 9h00 au Centre Marcel-Dionne situé au 300 de la rue Cockburn.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Christian Rajotte

Monsieur Rajotte demande si la Ville procédera à une collecte spéciale pour aller récupérer le manque à gagner sur les constats d'infraction émis par la Sûreté du Québec.

- Madame la mairesse l'informe qu'une vérification sera faite à savoir si des recours sont possibles à cet égard.

Monsieur Richard Yergeau

(Dossier rues Mailhot et Gaston)

Monsieur Yergeau fait état que les citoyens de son secteur trouvent les coûts trop élevés en ce qui concerne les travaux d'infrastructures proposés au sondage. Il demande si la Ville peut faire les travaux correctifs de la rue étant donné qu'elle est en mauvais état. Il mentionne que les gens ne veulent pas payer pour la canalisation.

- Madame la mairesse lui souligne que si les citoyens sont d'accord, la Ville pourrait exécuter les travaux visant la rue seulement.

- Me Claude Proulx informe le demandeur que la Ville pourrait procéder par règlement d'emprunt bientôt afin que les travaux puissent débuter cet automne.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 1er mai 2006.

561/4/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h25.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) CHANTAL ISABELLE,
Assistante-greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

1er MAI 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 1er mai 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland (absence motivée)
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

562/5/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

563/5/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 18 avril 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 18 avril 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

564/5/06

- Travaux de réfection de trottoirs et de bordures de ciment (Soumission no SG-2006-103 – Ouverture 21.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Simon Daigle, chargé de projet, Service du génie, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Lambert & Grenier inc. au montant total de 332 948,26 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

565/5/06

- Location-achat et entretien d'un photocopieur - Service du greffe (Soumission no 06-0034 - Ouverture 21.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Mégaburo au montant total approximatif de 75 778,47 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme selon l'option B.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location-achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

566/5/06

- Services professionnels - Travaux de restauration du Manoir Trent (Soumission no PROJ-155-2006 – Ouverture 27.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Demers Pelletier architectes au montant total de 20 129,38 $ (taxes incluses) soit retenue ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme de professionnels.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

567/5/06

- Services professionnels – Travaux de réfection de rues 2006 (Soumission no SG-2006-102 – Ouverture 27.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de GéoLab inc. au montant de 53 159,95 $ (taxes incluses) soit retenue ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme de professionnels.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

568/5/06

- Services professionnels - Réfection et élargissement du boulevard Lemire (Soumission no PROJ-141-2006 – Ouverture 27.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la soumission de GéoLab inc. au montant de 41 809,29 $ (taxes incluses) soit retenue ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme de professionnels.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

569/5/06

- Services professionnels - Travaux de pavage, bordures et éclairage de rues (Soumission no SG-2006-101 - Ouverture 27.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la soumission de GéoLab inc. au montant de 36 573,35 $ (taxes incluses) soit retenue ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme de professionnels.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

570/5/06

- Entretien ménager - Bibliothèque municipale Côme-Saint-Germain

(Soumission no TP-06-04-B – Ouverture 11.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Récupéraction Centre du Québec inc. au montant total de 27 500 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

571/5/06

- Entretien ménager - Ateliers municipaux
(Soumission no TP-06-04-C – Ouverture 11.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Récupéraction Centre du Québec inc. au montant total de 26 600 $ (taxes en sus) et de 3 000 $ (taxes en sus) pour l'agrandissement soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

572/5/06

- Rejet de la soumission d'entretien ménager - Centre Marcel-Dionne
(Soumission TP-06-04-A - Ouverture 11.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »);

Attendu qu'un seul soumissionnaire a déposé une offre soit Récupéraction Centre du Québec inc. et que le montant exigé semble trop élevé;

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu de rejeter la soumission déposée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

573/5/06

- Réfection des terrains de tennis
(Soumission SG-2006-106 - Ouverture 28.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la soumission de Terrassement Jopat inc. au montant total de 51 168,87 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

574/5/06

- Travaux de réfection de rues (Soumission SG-2006-102 - Ouverture 28.04.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par Mme Julie René, ingénieure, Service du génie, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Sintra inc. (Région Centre du Québec) au montant de 2 069 051,32 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

575/5/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 3 avril au 1er mai 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 5 082 289,33 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du trésorier au 31 mars 2006

Le conseiller Roberto Léveillée commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 mars 2006.

576/5/06 - Dérogation mineure - Terrain formé d'une partie du lot 155 situé à l'angle du boulevard Saint-Joseph et de la rue Marchand (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser l'implantation d'une clôture à l'intérieur du triangle de visibilité, d'augmenter la hauteur maximale permise pour une clôture étant située dans le triangle de visibilité ainsi que d'autoriser l'installation d'une enseigne sur ladite clôture et dans le triangle de visibilité, et ce, pour le terrain formé d'une partie du lot 155 du rang III du cadastre du canton de Grantham et situé à l'angle du boulevard Saint-Joseph et de la rue Marchand (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolutions numéros 06.03.09 et 06.03.28);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable à l'ensemble du territoire (secteur Drummondville) :

- pour tout terrain d'angle, soit un terrain donnant sur deux (2) rues, un triangle de visibilité exempt de tout obstacle d'une hauteur supérieure à zéro virgule cinq mètre (0,5 m) mesurée à partir du niveau moyen de la voie de circulation doit être respecté, et ce, pour toute intersection de deux (2) lignes de voies de circulation;
- aucune enseigne (incluant tout matériau, objet, aménagement ou élément de l'enseigne) ne peut être érigée à l'intérieur d'un triangle de visibilité;
- aucune enseigne ne doit être installée sur une clôture;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer la clôture existante et à reconstruire une clôture en trois (3) phases, à savoir :

- en 2006 : pour le secteur situé sur le boulevard Saint-Joseph de même qu'à l'intersection de la rue Marchand et du boulevard Saint-Joseph;
- en 2007 : pour le secteur situé sur la rue Marchand (en partie);
- en 2008 : finaliser le secteur de la rue Marchand;

CONSIDÉRANT QUE la clôture **existante** est localisée aux abords des voies de circulation (soit à l'intérieur du triangle de visibilité) et que la hauteur de celle-ci est d'environ un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis prévoit l'implantation d'une clôture ayant une hauteur **variant** de zéro virgule quatre-vingt-onze mètre (0,91 m) à environ un virgule soixante-huit mètre (1,68 m), dont l'empiètement à l'intérieur du triangle de visibilité est d'environ zéro virgule six mètre (0,6 m) de même qu'à installer une enseigne sur ladite clôture;

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis :

- la hauteur maximale de la clôture située dans le triangle de visibilité est d'environ un virgule soixante-huit mètre (1,68 m), ce qui représente une irrégularité d'environ un virgule dix-huit mètre (1,18 m) et une amélioration d'environ zéro virgule trois mètre (0,3 m) comparativement à la version initiale;
- une enseigne d'une superficie totale de zéro virgule quatre-vingt-quatre mètre carré (0,84 m²) et principalement constituée de lettres détachées sera installée sur ladite clôture;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont les mêmes que lors de la demande initiale, soit :

- le besoin d'identifier le cimetière, demande soumise, entre autres, par la Société d'histoire de Drummondville;
- l'aspect esthétique de la clôture (peinte de couleur noire imitant le fer forgé);
- l'implantation de la clôture tenant compte de la présence de pierres tombales;
- l'amélioration de la situation tenant compte de l'implantation actuelle de la clôture à l'intérieur du triangle de visibilité;

CONSIDÉRANT QUE la clôture prévue sera ajourée;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager constitué d'une haie de spirées jaunes d'une hauteur maximale de quarante centimètres (40 cm) sera prévu entre la clôture et l'emprise des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la présente demande concerne l'identification d'un cimetière, ce qui représente une situation particulière en ce qui a trait à l'affichage (ex. : aucun bâtiment principal, enseigne sur poteau non souhaitable);

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est assujettie au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à :
- autoriser l'empiètement de la clôture dans le triangle de visibilité sur une distance maximale d'un mètre (1 m);
- augmenter la hauteur maximale permise pour une clôture située dans le triangle de visibilité de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à un virgule soixante-huit mètre (1,68 m);
- autoriser l'installation d'une enseigne sur ladite clôture et dans le triangle de visibilité;

aux **conditions** suivantes :
- que la clôture soit ajourée et peinte de couleur noire;
- qu'un aménagement paysager soit réalisé le long de celle-ci au moins à l'intersection du boulevard Saint-Joseph et de la rue Marchand;

et ce, pour le terrain formé d'une partie du lot 155 du rang III du cadastre du canton de Grantham et situé à l'angle du boulevard Saint-Joseph et de la rue Marchand (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

577/5/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2250 de la rue Sigouin (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge latérale minimale et le total des marges latérales applicables aux équipements relatifs aux opérations de l'entreprise, et ce, pour la construction d'un silo qui sera situé sur le terrain formé des lots 281-108 et 282-20 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2250 de la rue Sigouin (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.27);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, la marge latérale minimale et le total des marges latérales applicables aux équipements relatifs aux opérations de l'entreprise sont établis tel que prescrit à la grille des usages et normes pour le bâtiment principal, soit :
- une marge latérale minimale de six mètres (6 m);
- un total des marges latérales de douze mètres (12 m);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un deuxième (2e) silo adjacent au silo existant dans la cour latérale gauche ayant les mêmes dimensions que ce dernier, soit un diamètre de trois virgule soixante-cinq mètres (3,65 m) et une hauteur de neuf virgule soixante-quinze mètres (9,75 m), le tout sur une base de béton ayant une largeur de quatre virgule vingt-sept mètres (4,27 m) et une profondeur de quatre virgule vingt-sept mètres (4,27 m);

CONSIDÉRANT QUE ledit silo servira à entreposer la matière brute (granules de plastique) qui entre dans la fabrication d'armoires;

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis :
- la marge latérale minimale est établie à environ deux virgule neuf mètres (2,9 m), ce qui représente une irrégularité d'environ trois virgule un mètres (3,1 m);
- le total des marges latérales est établi à environ huit virgule neuf mètres (8,9 m), ce qui représente une irrégularité d'environ trois virgule un mètres (3,1 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- la configuration des équipements de production, ce qui a pour effet de limiter les possibilités d'implantation du silo à l'endroit visé par la présente demande;
- la matière entreposée (granules de plastique) qui ne représente pas de danger;
- l'occupation actuelle du bâtiment principal sur un terrain étant accessible par les rues Sigouin et Letendre faisant en sorte que la présence d'un silo à l'endroit visé ne représente aucune entrave à l'accessibilité au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la présence d'un premier (1er) silo existant sur le terrain a pour effet d'amoindrir l'impact visuel prévu par la présence d'un second silo;

CONSIDÉRANT QUE ledit silo serait implanté à une distance d'environ cinquante mètres (50 m) de la rue Sigouin et soixante-dix mètres (70 m) de la rue Letendre;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de six mètres (6 m) à deux virgule soixante-quinze mètres (2,75 m) la marge latérale minimale et de douze mètres (12 m) à huit virgule soixante-quinze mètres (8,75 m) le total des marges latérales applicables aux équipements relatifs aux opérations de l'entreprise, et ce, pour la construction d'un silo qui sera situé sur le terrain formé des lots 281-108 et 282-20 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2250 de la rue Sigouin (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

578/5/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 18 de la rue Descôteaux (secteur Saint-Joachim-de-Courval)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la largeur minimale d'un terrain donnant sur la ligne extérieure d'une courbe de rue, et ce, pour le terrain formé des lots 651-38 et 652-19 du rang Saint-Michel, côté nord-est du cadastre de la Paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval, soit au 18 de la rue Descôteaux (secteur Saint-Joachim-de-Courval) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.29);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de lotissement actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H6), la largeur minimale d'un terrain donnant sur la ligne extérieure d'une courbe de rue est de vingt-cinq mètres (25 m);

CONSIDÉRANT QU'un plan de cadastre approuvé le 13 août 2004 dans le cadre de l'émission d'un permis de lotissement démontre une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit plan de cadastre établit à vingt virgule quarante mètres (20,40 m) la largeur minimale du terrain donnant sur la ligne extérieure d'une courbe de rue, ce qui représente une irrégularité de quatre virgule six mètres (4,6 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que les permis de lotissement et de construction ont déjà été autorisés;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation mineure ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE la demande a fait l'objet d'un permis et a été effectuée de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de vingt-cinq mètres (25 m) à vingt virgule quarante mètres (20,40 m) la largeur minimale d'un terrain donnant sur la ligne extérieure d'une courbe de rue, et ce, pour le terrain formé des lots 651-38 et 652-19 du rang Saint-Michel, côté nord-est du cadastre de la Paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval, soit au 18 de la rue Descôteaux (secteur Saint-Joachim-de-Courval).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

579/5/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 126 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge arrière minimale applicable au garage existant d'un (1) étage et attenant au bâtiment principal, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 158-28 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 126 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.30);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H10-10), la marge arrière minimale applicable au garage attenant au bâtiment principal est de neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque où le bâtiment a été construit (1989), le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en décembre 2005 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à huit virgule six mètres (8,6 m) la marge arrière minimale applicable au garage existant et attenant au bâtiment principal, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quatre mètre (0,4 m);

CONSIDÉRANT QUE le garage existant et attenant au bâtiment principal a été construit en 1989 suite à l'émission d'un permis de construction;

CONSIDÉRANT QUE le mur en dérogation représente une longueur de huit virgule quatre-vingt-huit mètres (8,88 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que la situation existe depuis 1989;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de neuf mètres (9 m) à huit virgule six mètres (8,6 m) la marge arrière minimale applicable au garage existant d'un (1) étage et attenant au bâtiment principal, à la condition que la longueur de mur en dérogation n'excède pas huit virgule quatre-vingt-huit mètres (8,88 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 158-28 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 126 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

580/5/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2665 de la rue Bessette (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal existant avec abri d'auto, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 887 du cadastre officiel du Québec, soit au 2665 de la rue Bessette (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.31);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H07-45), le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal existant avec abri d'auto est de trois virgule cinq mètres (3,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en février 2006 suite aux travaux de construction de l'abri d'auto et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à trois virgule un mètres (3,1 m) le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal existant avec abri d'auto, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quatre mètre (0,4 m);

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par les requérants pour justifier la demande est à l'effet qu'une erreur de mesurage s'est produite au moment de la construction de l'abri d'auto;

CONSIDÉRANT QUE les murs visés par la dérogation représentent des longueurs de sept virgule soixante-dix-neuf mètres (7,79 m) (mur de la maison) et six virgule quatre-vingt-trois mètres (6,83 m) (mur de l'abri d'auto);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de trois virgule cinq mètres (3,5 m) à trois virgule un mètres (3,1 m) le total des marges latérales minimales applicables au bâtiment principal existant avec abri d'auto, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 887 du cadastre officiel du Québec, soit au 2665 de la rue Bessette (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

581/5/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 428 de la rue Saint-Alfred (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant ainsi que de diminuer la distance minimale entre un garage détaché existant et une ligne de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 160A-79P. du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 428 de la rue Saint-Alfred (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.32);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H10-01), la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal est de deux mètres (2 m) et la distance minimale entre un garage détaché et toute ligne de terrain est de un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque où les bâtiments ont été construits (1982), le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été réalisé en février 2006 et que celui-ci soulève trois (3) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à :

- un virgule quatre-vingt-seize mètre (1,96 m) la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage avec attique, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule zéro quatre mètre (0,04 m);
- zéro virgule quarante-huit mètre (0,48 m) la distance minimale entre un garage détaché existant et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 160A-80P.), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule cinquante-deux mètre (0,52 m);
- zéro virgule vingt-sept mètre (0,27 m) la distance minimale entre un garage détaché existant et une ligne arrière de terrain (adjacente au lot 160A-90-25), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule soixante-treize mètre (0,73 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que les bâtiments concernés sont existants;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer :

- de deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingt-seize mètre (1,96 m) la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages dont la longueur du mur en dérogation n'excède pas treize virgule douze mètres (13,12 m);
- de un mètre (1 m) à zéro virgule quarante-huit mètre (0,48 m) la distance minimale entre un garage détaché existant et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 160A-80P.) dont la longueur du mur en dérogation n'excède pas sept virgule trente-huit mètres (7,38 m);
- de un mètre (1 m) à zéro virgule vingt-sept mètre (0,27 m) la distance minimale entre un garage détaché existant et une ligne arrière de terrain (adjacente au lot 160A-90-25) dont le mur en dérogation n'excède pas quatre virgule trente-six mètres (4,36 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 160A-79P. du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 428 de la rue Saint-Alfred (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

582/5/06 - Dépôt du procès-verbal (21.04.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 avril 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

583/5/06 - Acceptation des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 675 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 675 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.20);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel à logements multiples d'une superficie de plus de trois mille mètres carrés (3 000 m^2), le tout sur six (6) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à respecter le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction proposé favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti existant et saura faciliter l'intégration des implantations futures;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer des façades trop linéaires;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :

<u>pour le mur avant et les murs latéraux</u>

- du bloc architectural imitant la pierre de couleur beige;
- de la brique de couleur rouge;
- du clin de fibre de ciment (fibro-ciment) d'une largeur d'environ vingt centimètres (20 cm) et de couleur taupe;

<u>pour le mur arrière</u>

- du bloc architectural imitant la pierre de couleur beige et/ou du clin de fibre de ciment (fibro-ciment) de couleurs taupe et/ou rouge (semblable à la couleur de la brique utilisée pour les murs avant et latéraux);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) s'inscrit en continuité avec le développement d'immeubles résidentiels multifamiliaux et commerciaux du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus pour le bâtiment projeté sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, tout en permettant de créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui contribue à animer le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les balcons de forme arrondie sont protégés par des garde-corps composés de verre ou d'aluminium de couleur noire, auxquels seront possiblement intégrés des panneaux de verre;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est orientée vers le boulevard René-Lévesque et que cette dernière est soulignée d'une marquise stylisée;

CONSIDÉRANT QU'une importante zone boisée est préservée dans la partie arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins quinze (15) arbres sont plantés en cour avant donnant vers le boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QU'au moins treize (13) arbres sont plantés en cour avant donnant vers la rue Rose-Ellis;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres sont plantés en cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres plantés ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour avant secondaire, soit celle donnant vers la rue Rose-Ellis;

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement est également réalisée au sous-sol;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement extérieure est dissimulée par un écran végétal continu planté entre les arbres;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'arbustes et/ou plantes florales est réalisée aux abords de la voie d'accès menant à l'aire de stationnement de même que le long du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) entrées charretières sont aménagées, ce qui permet une circulation fonctionnelle, de bien desservir le site et de sécuriser les usagers;

CONSIDÉRANT QU'un jardin communautaire ainsi qu'une aire de jeux et de détente sont aménagés en cour arrière;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 675 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

584/5/06 - Acceptation des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé aux 925-975 du chemin de la Rivière-Est (secteur Saint-Charles-de-Drummond) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé aux 925-975 du chemin de la Rivière-Est (secteur Saint-Charles-de-Drummond);

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.21);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone du parc des Voltigeurs, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment de type commercial (hôtel et spa) variant d'un (1) à six (6) étages;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur la voie de circulation (chemin de la Rivière-Est) atteint un ratio élevé par rapport à la largeur du terrain, ce qui contribue à créer un paysage urbain densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment assure une bonne présence de ce dernier dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>

- de la maçonnerie (pierre et/ou brique-pierre) de couleur « terre »;
- du clin (de bois et/ou de fibre de bois pressé (Canexel) et/ou de fibre de ciment (fibro-ciment)) de couleur « terre »;

<u>pour les toitures en pente</u>

- du bardeau d'asphalte de couleur foncée (noire et/ou brune);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est animé par des jeux de matériaux ainsi que par des volumes variés et propose une structure de bois apparente;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment est pourvue de pentes variées et de sections de toiture de type « plat »;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est orientée vers le chemin de la Rivière-Est et que cette dernière est facilement identifiable par les usagers;

CONSIDÉRANT QU'une marquise supportée par d'imposantes colonnes protège ladite entrée principale;

CONSIDÉRANT QUE cette même entrée est largement fenêtrée et que tous les murs sont également animés par une fenestration abondante;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le concept architectural du bâtiment (volume, matériaux, pente de toiture) ainsi que son implantation s'inscrivent en harmonie avec le Manoir Trent localisé dans l'environnement immédiat et cité à titre de monument historique par le ministère de la Culture et des Communications du Québec;

CONSIDÉRANT QU'une passerelle surélevée relie le corps principal du bâtiment (hôtel) au bâtiment annexe (spa);

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont principalement localisées en cour avant et en cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE les cases de stationnement aménagées en cour avant principale sont dissimulées par un couvert forestier important;

CONSIDÉRANT QUE quelques cases de stationnement sont prévues au sous-sol;

CONSIDÉRANT QUE des aires de stationnement existantes situées à proximité du site pourront être utilisées par les clients du bâtiment commercial;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont réalisées en cour latérale gauche et que ces dernières sont peu visibles de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres du terrain sont gazonnées;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) entrées charretières desservent le site, ce qui favorise une circulation fonctionnelle tout en sécurisant les usagers de la voie de circulation et du terrain;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs arbres sont plantés sur le terrain et plusieurs aménagements paysagers sont réalisés afin d'animer le site et de créer une ambiance particulière;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est pourvu de plusieurs arbres matures et que ces derniers sont conservés;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres plantés ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) à la plantation;

CONSIDÉRANT QUE des aires extérieures telles que terrasses et/ou aires de jeux ou de détente sont prévues sur le site afin de bien desservir la clientèle;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé aux 925-975 du chemin de la Rivière-Est (secteur Saint-Charles-de-Drummond), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

585/5/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 205 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 205 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.02.22);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial d'une superficie approximative de cent huit mètres carrés (108 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- du clin de bois de couleur bleu foncé;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs (planches cornières et/ou moulures décoratives);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 10 mars 2006 par un ingénieur-forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de deux cent soixante millimètres (260 mm - 26 cm) allant jusqu'à quatre cent quatre-vingt-dix millimètres (490 mm - 49 cm) sont inventoriés et seront conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement de l'érable et du chêne comme essences d'arbres;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ vingt-quatre pour cent (24 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 205 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

586/5/06 - Acceptation des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 2040 de la rue Parent (secteur Drummondville) -

P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 2040 de la rue Parent (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./terrain situé à proximité du boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel à logements multiples d'une superficie approximative de cent neuf mètres carrés (109 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti existant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>

- de la brique de couleur rouge;

<u>pour la toiture</u>

- du bardeau d'asphalte de couleur foncée, soit noire ou brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte celui des bâtiments voisins, soit résidentiels et commerciaux;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est en pente de type « à 4 versants », ce qui atténue la hauteur du bâtiment et favorise son intégration aux bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus pour le bâtiment sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les balcons sont protégés par des garde-corps en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les entrées principales des logements sont orientées vers l'aire de stationnement située en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour arrière, ce qui limite l'impact visuel de cette dernière sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée, ce qui permet de bien desservir le site et de réduire le nombre d'accès sur rue pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QU'une remise d'une superficie approximative de onze mètres carrés (11 m^2) est construite en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements du bâtiment accessoire sont de couleurs et de types s'harmonisant avec ceux du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbustes et/ou de plantes florales est réalisé en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'une haie est plantée sur la ligne latérale gauche du terrain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2040 de la rue Parent (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

587/5/06 - Acceptation des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 2035 de la rue Nelson (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 2035 de la rue Nelson (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./terrain situé à proximité du boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel à logements multiples d'une superficie approximative de cent neuf mètres carrés (109 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est réalisé de façon inversée par rapport au plan soumis;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti existant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- de la brique de couleur rouge;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée, soit noire ou brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte celui des bâtiments voisins, soit résidentiels et commerciaux;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est en pente de type « à 4 versants », ce qui atténue la hauteur du bâtiment et favorise son intégration aux bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les balcons sont protégés par des garde-corps en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les entrées principales des logements sont orientées vers l'aire de stationnement située en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour arrière, ce qui limite l'impact visuel de cette dernière sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée, ce qui permet de bien desservir le site et de réduire le nombre d'accès sur rue pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QU'une remise d'une superficie approximative de onze mètres carrés (11 m^2) est construite en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements du bâtiment accessoire sont de couleurs et de types s'harmonisant avec ceux du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'arbustes et/ou de plantes florales est réalisé en cour avant;

CONSIDÉRANT QU'une haie est plantée sur la ligne latérale droite du terrain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 2035 de la rue Nelson (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

588/5/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 2170 du boulevard Mercure (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 2170 du boulevard Mercure (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur la façade principale du bâtiment, une enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de deux virgule trente-trois mètres carrés (2,33 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme stylisée et que cette dernière est installée au-dessus des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu, le blanc, l'orangé, le rouge et le vert;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne masque pas la qualité visuelle des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 2170 du boulevard

Mercure (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

589/5/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 169 de la rue Saint-Damase (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 169 de la rue Saint-Damase (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Damase, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de zéro virgule soixante-seize mètre carré (0,76 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée d'un boîtier métallique de couleur blanche sur lequel est appliqué un message lumineux (lettres détachées) de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée à droite de la porte d'accès de l'établissement, soit entre les fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation, l'enseigne utilise grandement l'espace disponible entre les ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son style et ses couleurs, est prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de l'enseigne est simple et n'est pas en lien avec le style d'affichage recherché pour le secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type et son traitement), la proposition ne s'inscrit pas, globalement, en continuité avec l'affichage souhaité pour le secteur et ne permet pas de favoriser le développement de l'identité propre à ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 169 de la rue Saint-Damase (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à l'utilisation de l'espace disponible, de son traitement et de sa prédominance dans le paysage urbain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

590/5/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 576 de la rue des Écoles (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 576 de la rue des Écoles (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer les fenêtres ainsi que les portes du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres actuelles (fixes avec une partie coulissante dans la partie inférieure) sont remplacées par des fenêtres de mêmes dimensions que celles existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres proposées sont de type « à guillotine » dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les portes sont de style semblable à celles existantes;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention respecte le caractère architectural d'origine du bâtiment et contribue au développement d'une harmonisation d'ensemble du cadre bâti du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 576 de la rue des Écoles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

591/5/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 454 de la rue des Écoles (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 454 de la rue des Écoles (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- remplacer les fenêtres du bâtiment;
- réparer les joints de maçonnerie et remplacer de la brique à certains endroits sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres actuelles (fixes avec une partie coulissante dans la partie inférieure) sont remplacées par des fenêtres de mêmes dimensions que celles existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres proposées sont de type « à guillotine » dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE des interventions sont requises afin de remplacer et/ou réparer le revêtement, et ce, à certains endroits sur le bâtiment, soit principalement sous les ouvertures localisées sur la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de brique proposé est de type semblable (couleur et modèle) à celui existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de brique sont réalisés aux parties supérieures des ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention respecte le caractère architectural d'origine du bâtiment et contribue au développement d'une harmonisation d'ensemble du cadre bâti du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 454 de la rue des Écoles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

592/5/06 - Acceptation des travaux de construction des fondations de l'agrandissement du bâtiment et refus des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment ainsi que d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 501 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 501 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- agrandir le bâtiment de type commercial d'une superficie approximative de mille deux cent vingt-quatre mètres carrés (1 224 m^2), le tout sur deux (2) étages;
- rénover le bâtiment existant (entrepôt);
- aménager le terrain;

CONSIDÉRANT QUE les largeurs des façades donnant sur les voies de circulation atteignent un ratio élevé par rapport aux largeurs du terrain, ce qui contribue à favoriser un paysage urbain densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient marquer l'intersection des rues Saint-Pierre et Cormier et s'inscrit en continuité avec l'alignement des constructions du cadre bâti environnant;

Agrandissement

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts :
- de bloc architectural à face éclatée de couleur beige pour la partie inférieure de ces derniers;
- de la brique de couleur rouge-orange pour les autres sections des murs;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que moulures décoratives d'enduit d'acrylique de couleur beige et soulignements d'acier de couleur noire et/ou d'enduit d'acrylique de couleur beige permettent d'animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est orientée vers la rue Saint-Pierre, que cette dernière est facilement identifiable par les usagers et que celle-ci constitue un élément architectural distinctif;

CONSIDÉRANT QU'une marquise supportée par d'imposantes colonnes protège l'entrée principale ainsi qu'une partie de l'allée d'accès menant à cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs autres marquises sont aménagées sur les murs et que certaines de ces dernières sont soutenues par des tiges métalliques (tire-fort) et supportées par des colonnes de maçonnerie, ce qui ajoute un style particulier au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE tous les encadrements des ouvertures, les solins, les portes d'accès ouvrant sur un axe horizontal (type « garage »), les escaliers ainsi que leurs garde-corps sont de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE tous les murs extérieurs sont animés par une fenestration abondante;

CONSIDÉRANT QU'une partie du bâtiment agrandi est réalisée de forme arrondie et que cette construction est complètement fenêtrée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QU'une partie de la toiture est en pente (portion arrondie du bâtiment) et que le revêtement de celle-ci est de l'acier de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE des parapets de forme arrondie sont aménagés sur les façades avant;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques situés sur la toiture sont dissimulés de façon adéquate et que les matériaux utilisés s'harmonisent avec ceux existants sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du mur latéral droit (mur donnant vers le boulevard Saint-Joseph) peut être amélioré car ce dernier est très visible de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QU'une moulure décorative d'enduit d'acrylique de couleur beige ainsi qu'un mur écran dissimulant l'escalier menant à l'étage peuvent notamment être effectués, ce qui améliorerait l'image de ce mur;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement s'inspire des qualités architecturales du bâtiment situé à proximité (Mégaburo) et que ce dernier s'harmonise avec cette construction;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier de couleur bleue est remplacé par un revêtement d'acier de couleur beige pâle;

CONSIDÉRANT QU'un parapet de forme arrondie et s'inspirant de ceux prévus sur l'agrandissement est réalisé au-dessus de la porte ouvrant sur un axe horizontal (type « de garage ») donnant sur la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE le solin d'acier est de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE des soulignements horizontaux d'acier de couleur beige pâle sont prévus sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les murs donnant sur les rues Saint-Pierre et Cormier sont très apparents et qu'il y a lieu de traiter ces derniers de façon particulière afin d'améliorer le style architectural de ces murs;

CONSIDÉRANT QUE la section de mur apparente de la rue Saint-Pierre est également grandement visible de la rue Notre-Dame et que, par conséquent, une attention spéciale doit être apportée à ce dernier, et ce, en priorité;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment existant est également situé aux abords d'habitations (rue Saint-Omer) et qu'il faut s'assurer qu'un traitement adéquat soit fait pour le mur orienté vers ces habitations;

CONSIDÉRANT QU'une couleur différente du revêtement proposé pourrait être utilisée afin d'améliorer son intégration à la section agrandie;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation extérieure du bâtiment doivent s'effectuer en harmonie et en respect des travaux d'agrandissement du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'insertion de maçonnerie pourrait être utilisée afin de bonifier globalement le traitement architectural de cette partie du bâtiment;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont principalement localisées en cours avant et en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'environ dix-sept (17) cases de stationnement sont aménagées en cours avant;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres du terrain sont gazonnés;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) entrées charretières desservent le site, ce qui contribue à créer une circulation fonctionnelle et à sécuriser les usagers des rues avoisinantes et du terrain;

CONSIDÉRANT QU'aucune entrée charretière n'est réalisée aux abords de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE des arbres sont plantés dans les cours;

CONSIDÉRANT le manque d'information sur les essences d'arbres et le type d'arbustes et/ou plantes florales à être plantés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont localisées dans la cour avant secondaire (cour donnant vers la rue Cormier) et la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE ces aires ont peu d'impact dans le cadre bâti général du secteur;

CONSIDÉRANT QU'une attention particulière devra être portée à l'aménagement paysager qui sera créé aux abords de la rue Saint-Pierre, dans l'axe de la rue Notre-Dame, afin de limiter la visibilité de la section du bâtiment qui sera rénovée en arrière-plan et de contribuer à la fermeture du cadre bâti sur rue;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise uniquement les travaux de construction des fondations de l'agrandissement du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **refuse** les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment ainsi que d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au traitement architectural du mur latéral droit de l'agrandissement et des murs du bâtiment existant ainsi qu'au manque d'aménagement paysager du terrain;

et ce, pour le bâtiment situé au 501 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

593/5/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 51-53 de la rue des Forges (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 51-53 de la rue des Forges (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- réparer les planchers des galeries;
- réparer au besoin la toiture desdites galeries;
- remplacer les garde-corps;

CONSIDÉRANT QUE la toiture des galeries sera réparée tout en conservant son style d'origine;

CONSIDÉRANT QUE les galeries (incluant les escaliers) sont rénovées en conservant leurs dimensions d'origine;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps de ces mêmes galeries sont refaits en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes (quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm)) supportant la toiture sont en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent de préserver le style architectural particulier et distinctif du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 51-53 de la rue des Forges (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'avril 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 25 avril 2006.

594/5/06 - Mandat à Les Consultants Falardeau & Associés Ltée - Étude de faisabilité de préemption pour véhicules d'urgence

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Consultants Falardeau & Associés Ltée aux fins de réaliser une étude de faisabilité de préemption pour véhicules d'urgence sur le boulevard Saint-Joseph de la rue Cockburn à la rue Celanese, le tout pour un montant d'honoraires de 7 985 $ taxes en sus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

595/5/06 - Subvention de 2 975 $ - Les Ateliers du Second Souffle

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 975 $ à Les Ateliers du Second Souffle à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

596/5/06 - Appui à une demande d'autorisation pour l'aliénation d'une partie du lot 365 du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval (secteur Saint-Joachim-de-Courval) à la Commission de protection du territoire agricole (C.P.T.A.Q.) (Mme Solange Fortier)

CONSIDÉRANT qu'une partie du lot 365 du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval (secteur Saint-Joachim-de-Courval) est intégrée à la zone permanente agricole;

CONSIDÉRANT qu'une demande d'autorisation pour l'aliénation d'une partie du lot 365 du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval (secteur Saint-Joachim-de-Courval) a été présentée;

CONSIDÉRANT que le terrain visé fait partie de la zone AF2;

CONSIDÉRANT que cette partie du lot 365 du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval permettra d'augmenter la superficie du terrain actuel de l'acquéreur, lequel atteindra une superficie approximative de soixante et un mille cinq cent quatre-vingt-dix virgule quatre-vingt-quatre mètres carrés (61 590,84 m²) (525, Route 255);

CONSIDÉRANT que l'utilisation actuelle et future sera la même, soit boisée;

CONSIDÉRANT que le potentiel agricole du lot et des lots avoisinants est bon;

CONSIDÉRANT que les possibilités d'utilisation du lot à des fins d'agriculture ne seront pas modifiées;

CONSIDÉRANT que les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT que l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas d'espaces appropriés disponibles ailleurs sur le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourraient satisfaire la demande, car le terrain visé par la demande est adjacent à la propriété du futur acquéreur;

CONSIDÉRANT que cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville (secteur Saint-Joachim-de-Courval);

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Madame Solange Fortier auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'aliénation d'une partie du lot 365 du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval, et ceci, dans le but d'aliéner une partie du terrain ayant une superficie approximative de cinquante-huit mille quatre cent trente-deux virgule vingt-quatre mètres carrés (58 432,24 m²).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

597/5/06 - Délégation de trois (3) administrateurs au conseil d'administration de la Corporation du Centre culturel de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation des administrateurs suivants :

- Madame Jacqueline Evers, représentante des organismes culturels résidents;
- Monsieur Richard Laplante, représentant du secteur socio-économique;
- Monsieur Michel Letendre, représentant de la population;

au conseil d'administration de la Corporation du Centre culturel de Drummondville inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

598/5/06 - Protocole d'entente avec Jardin Pouce Vert Drummondville (jardin communautaire)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Jardin Pouce Vert Drummondville pour l'utilisation d'une partie de terrain municipal à des fins de jardin communautaire.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et n'est pas sujet à une tacite reconduction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

599/5/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec l'Ensemble Folklorique Mackinaw inc.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec l'Ensemble Folklorique Mackinaw inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 20 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

600/5/06 - Protocole d'entente avec Les Légendes Fantastiques concernant la fourniture de services par la Ville de Drummondville pour l'édition 2006

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Les Légendes Fantastiques pour l'édition 2006.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2006 et comprend une subvention de 125 000 $ et la fourniture de services évalués à 16 100 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

601/5/06 - Protocole d'entente à intervenir avec le Club de Soccer Juvénile de Drummondville et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'entretien des terrains de soccer

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Club de Soccer Juvénile de Drummondville et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'entretien des terrains de soccer.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2006 et comprend le versement d'une subvention de 21 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

602/5/06 - Protocole d'entente avec l'Association de tennis de Drummondville et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'animation et l'entretien des terrains de tennis

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec l'Association de tennis de Drummondville et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour l'animation et l'entretien des terrains de tennis.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2006 et comprend le versement d'une subvention de 15 600 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

603/5/06- Protocole d'entente avec le Centre communautaire Saint-Charles pour l'animation et l'entretien des terrains de tennis

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Saint-Charles pour l'animation et l'entretien des terrains de tennis.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006 et comprend le versement d'une subvention de 1 600 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

604/5/06 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville (SDC) – Tenue d'une vente trottoir sur la rue Lindsay du 15 au 18 juin 2006 ou du 6 au 9 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville (SDC) à tenir une vente trottoir sur la rue Lindsay du 15 au 18 juin 2006 ou du 6 au 9 juillet 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

605/5/06 - Autorisation à l'Autodrome Drummond - Tenue d'une activité le 10 juillet 2006 jusqu'à minuit

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Autodrome Drummond à tenir une activité le 10 juillet 2006 jusqu'à minuit, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

606/5/06 - Autorisation à la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville (SDC) - Tenue d'une vente trottoir sur la rue Heriot du 6 au 9 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville (SDC) à tenir une vente trottoir sur la rue Heriot du 6 au 9 juillet 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

607/5/06 - Autorisation au 42e groupe scout Saint-Nicéphore - Tenue d'une vente de garage le 20 mai 2006 ou le 21 mai 2006 en cas de pluie et tenue d'un marchethon le 4 juin 2006

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le 42e groupe scout Saint-Nicéphore à tenir une vente de garage le 20 mai 2006 de 8h00 à 16h00 ou le 21 mai 2006 en cas de pluie sur le site du 4562 boulevard St-Joseph et un marchethon le 4 juin 2006 de 13h00 à 16h30 selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

608/5/06 - Autorisation au Mouvement des Personnes d'Abord de Drummondville - Tenue d'un bazar les 2, 3 et 4 juin 2006

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Mouvement des Personnes d'Abord de Drummondville à tenir un bazar les 2, 3 et 4 juin 2006 sur le site du 255 rue Brock, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

609/5/06 - Autorisation au Centre communautaire Drummondville-Sud inc. - Tenue d'une vente de garage le 27 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. à tenir une vente de garage le 27 mai 2006 de 8h00 à 16h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise la fermeture de la rue St-Aimé entre la 107e et la 108e avenue pour la tenue de l'activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

610/5/06 - Autorisation au magasin Setlakwe - Tenue d'une vente sous la tente pour une période maximale de 4 jours consécutifs sur le site du 1910 boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le magasin Setlakwe à tenir une vente sous la tente pour une période maximale de 4 jours consécutifs sur le site du 1910 boulevard Saint-Joseph, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

611/5/06 - Autorisation à Antonio Moreau (1984) Ltée – Tenue d'une vente sous la tente pour une période maximale de 4 jours consécutifs sur le site du 965 boulevard Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Antonio Moreau (1984) Ltée à tenir une vente sous la tente pour une période maximale de 4 jours consécutifs sur le site du 965

boulevard Saint-Joseph, terrain adjacent au commerce, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

612/5/06 - Autorisation à L'Équipeur – Tenue d'une vente sous la tente pour une période maximale de 4 jours consécutifs sur le site du 1045 boulevard René-Lévesque

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise L'Équipeur à tenir une vente sous la tente pour une période maximale de 4 jours consécutifs sur le site du 1045 boulevard René-Lévesque, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

613/5/06 - Résolution autorisant Les Magasins C.P.C. inc. à tenir une vente sous le chapiteau sur le site du 1850 boulevard Saint-Joseph pour la période du 18 au 21 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Magasins C.P.C. inc. à tenir une vente sous le chapiteau sur le site du 1850 boulevard Saint-Joseph pour la période du 18 au 21 mai 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

614/5/06 - Autorisation à l'École Saint-Charles - Tenue d'un marchethon le 4 mai 2006 ou le 11 mai 2006 en cas de pluie

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'École Saint-Charles à tenir un marchethon le 4 mai 2006 de 13h00 à 14h00 ou le 11 mai 2006 en cas de pluie dans le périmètre des écoles Bruyère et Saint-Charles, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

615/5/06 - Autorisation aux organisateurs de la Fête nationale des québécois - Tenue d'un feu d'artifice le 23 juin 2006 au parc Jean-Gamelin (secteur Saint-Joachim-de-Courval)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs de la Fête nationale des québécois à tenir un feu d'artifice le 23 juin 2006 au parc Jean-Gamelin (secteur Saint-Joachim-de-Courval), le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

616/5/06 - Autorisation au trésorier ou l'assistant-trésorier à signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville un formulaire d'engagement de remboursement de traites, mandats, chèques certifiés ou chèques du système de placements à terme perdus

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le trésorier ou l'assistant-trésorier à

signer, pour et au nom de la Ville de Drummondville un formulaire d'engagement de remboursement de traites, mandats, chèques certifiés ou chèques du système de placements à terme perdus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

617/5/06 - Mandat à GARAF aux fins de réaliser une étude des potentiels écologiques du bassin versant du ruisseau Paul-Boisvert

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme GARAF aux fins de réaliser une étude des potentiels écologiques du bassin versant du ruisseau Paul-Boisvert. Les honoraires sont au montant de 5 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

618/5/06 - Signature d'un acte de cession d'une partie du lot 123 du cadastre du canton de Grantham à être consenti par Les Immeubles du Carrefour Richelieu Ltée à la Ville de Drummondville (abrogeant et remplaçant la résolution no 736/5/05)

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession d'une partie du lot 123 du cadastre du canton de Grantham à être consenti par Les Immeubles du Carrefour Richelieu Ltée à la Ville de Drummondville. La présente abroge et remplace la résolution no 736/5/05 adoptée le 16 mai 2005.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

619/5/06 - Embauche de madame Caroline Bisson au poste d'agent en environnement

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Caroline Bisson au poste d'agent en environnement, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470), classe C-490, 1an - 2 ans.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

620/5/06 - Installation de banderoles sur les bâtisses des entreprises membres du Réseau industriel Drummond du 2 au 8 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'installation de banderoles sur les bâtisses des entreprises membres du Réseau industriel Drummond, et ce, du 2 au 8 mai 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

621/5/06 - Signature d'ententes avec l'Agence de géomatique du Centre-du-Québec concernant l'acquisition d'orthophotographies numériques pour les échelles 1/15 000 et 1/8 000

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville deux (2) ententes avec l'Agence de géomatique du Centre-du-Québec concernant l'acquisition d'orthophotographies numériques, soit pour chacune des échelles suivantes :

- 1/15 000 couvrant le territoire urbanisé de la Ville de Drummondville;
- 1/8 000 couvrant le territoire urbanisé d'une partie prédéfinie par la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

622/5/06 - Mandat à Demers Pelletier architectes - Évaluation du Centre Roger-Lauzon

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Demers Pelletier architectes aux fins de procéder à une évaluation des possibilités d'aménagement du Centre Roger-Lauzon, le tout selon un montant d'honoraires de 13 800 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

623/5/06 - Mandat à Pierre Grondin, arpenteur-géomètre - Assistance au Service du génie dans le dossier des travaux de réfection de rues et trottoirs

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Pierre Grondin, arpenteur-géomètre aux fins d'assister le Service du génie dans le dossier des travaux de réfection de rues et trottoirs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

624/5/06 - Mandat à Dubé & Boies, arpenteurs-géomètres - Assistance au Service du génie dans le dossier des travaux de pavage, bordures et éclairage de rues

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Dubé & Boies, arpenteurs-géomètres aux fins d'assister le Service du génie dans le dossier des travaux de pavage, bordures et éclairage de rues.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

625/5/06 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. - Travaux de réfection de trottoirs et bordures de ciment

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de réfection de trottoirs et bordures de ciment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

626/5/06 - Modification au règlement d'emprunt no 3443 (travaux de pavage, bordures et éclairage sur l'avenue du Marais-Ombragé et la rue Côte de la Réserve et nécessitant un emprunt de 160 000 $ à cette fin)

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier le règlement d'emprunt no 3443 afin de soustraire le paiement comptant prévu à l'article 4 a);

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur et résolu ce qui suit :

L'article 6 du règlement no 3443 est remplacé par ce qui suit :

« 6. Tout contribuable sur l'immeuble duquel est imposée une taxe en vertu de l'article 4 b), peut exempter cet immeuble de cette taxe en payant en un versement la part du capital relative à cet emprunt avant la première émission de cet emprunt ou toute émission subséquente, s'il y a lieu, et qui aurait été fournie par la taxe imposée sur son immeuble selon l'article 4 b).

Le paiement doit être effectué dans les trente (30) jours suivant l'envoi d'un avis à chaque propriétaire concerné. Le prélèvement de la taxe spéciale imposée selon l'article 4 b) du présent règlement sera réduit en conséquence. Ce paiement doit être fait conformément aux dispositions de l'article 547.1 de la *Loi sur les cités et villes.*

Le paiement fait avant le terme susmentionné exempte l'immeuble de la taxe spéciale pour le reste du terme de l'emprunt fixé dans le règlement. »

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

627/5/06 - Vente d'un terrain industriel à Imprimerie Dubois inc.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Imprimerie Dubois inc. une partie du lot 276 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de deux mille sept cent quatre-vingt-six mètres carrés et sept dixièmes (2 786,7 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 27 avril 2006 (numéro de répertoire : 2957 - numéro de minute : 10562), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit quatorze mille neuf cent quatre-vingt-douze dollars et quarante-quatre cents (14 992,44 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Geneviève P. Normand, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

628/5/06 - Vente d'un terrain industriel à Solutions graphical inc.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Solutions graphical inc. une partie du lot 276 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de cinq mille cinq cent quatre-vingt-deux mètres carrés et trois dixièmes (5 582,3 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 27 avril 2006 (numéro de répertoire : 2957 - numéro de minute : 10561), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit trente mille trente-deux dollars et soixante-dix-sept cents (30 032,77 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Geneviève P. Normand, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

629/5/06 - Avis de motion du règlement no 3456 décrétant l'annulation du caractère de rue sur une partie des lots 234-15 et 234-14 du cadastre du canton de Wickham, secteur Saint-Nicéphore (abrogeant et remplaçant la résolution no 371/3/06)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3456 décrétant l'annulation du caractère de rue sur une partie des lots 234-15 et 234-14 du cadastre du canton de Wickham, secteur Saint-Nicéphore. De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 371/3/06 adoptée le 13 mars 2006.

630/5/06 - Avis de motion du règlement no 3470 amendant l'article 518 du règlement no 2700 de façon à modifier le nombre de ventes de garage autorisées sur le territoire

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3470 amendant l'article 518 du règlement no 2700 de façon à modifier le nombre de ventes de garage autorisées sur le territoire.

631/5/06 - Adoption du projet de règlement no 3466 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3466, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de préciser que la largeur maximale applicable à certaines constructions situées dans les marges et les cours latérales pour le groupe Habitation « H » sera exigée seulement pour cesdites constructions lorsque celles-ci sont situées à des étages autres que le rez-de-chaussée;

B) d'abroger la définition de « porche » et d'apporter des ajustements aux définitions de « balcon » et « galerie »,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

632/5/06 - Avis de motion du règlement no 3466 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3466 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de préciser que la largeur maximale applicable à certaines constructions situées dans les marges et les cours latérales pour le groupe Habitation « H » sera exigée seulement pour cesdites constructions lorsque celles-ci sont situées à des étages autres que le rez-de-chaussée;

B) d'abroger la définition de « porche » et d'apporter des ajustements aux définitions de « balcon » et « galerie ».

633/5/06 - Dispense de lecture du règlement no 3466 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3466, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de préciser que la largeur maximale applicable à certaines constructions situées dans les marges et les cours latérales pour le groupe Habitation « H » sera exigée seulement pour cesdites constructions lorsque celles-ci sont situées à des étages autres que le rez-de-chaussée;

B) d'abroger la définition de « porche » et d'apporter des ajustements aux définitions de « balcon » et « galerie »,

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

634/5/06 - Adoption du second projet de règlement no 3463-1 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3463-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de soustraire de l'obligation d'être desservis par l'aqueduc les terrains destinés à être construits, et ce, pour la zone d'habitation H04-02;
- d'apporter un ajustement pour une disposition applicable à la zone d'habitation H04-02, soit la disposition relative aux dimensions minimales d'un terrain.

Ladite zone est localisée entre le boulevard Allard et la rivière Saint-François, vis-à-vis l'Aéroport Régional de Drummondville,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

635/5/06 - Adoption du second projet de règlement no 3465-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3465-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de modifier les limites des zones d'habitation H11-08, H11-30 et H11-43 autorisant la classe d'usages **h_1** « habitation unifamilale » de type isolé, et ce, notamment :
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-08 à même une partie de la zone d'habitation H11-43 actuelle;
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-43 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle et à même la totalité de la zone d'habitation H11-11;
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-30 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle;
  - en abrogeant la zone d'habitation H11-11 qui autorise actuellement la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé.

  L'ensemble de ces zones fait partie du développement domiciliaire « Le Jardin des Galeries » et celles-ci sont délimitées approximativement par les rues Cormier, Luneau (projetée), Lionel-Giroux (projetée) et Caya,

soit et est adopté;

2o QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

636/5/06 - Adoption du règlement no 3451-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3451-1 a été donné (réf : 482/4/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3451-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C01-09 à même une partie de la zone d'habitation H01-06 de manière à y inclure un terrain, soit le terrain donnant sur le boulevard Allard et la rue Elvin et situé entre les rues Vadnais et de la Marina;
- de prévoir des dispositions particulières relatives à l'utilisation d'un terrain à des fins de stationnement, et ce, pour la zone commerciale C01-09.

Ces zones sont localisées approximativement de part et d'autre du boulevard Allard, soit entre les rues Brouillette et de la Marina.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

637/5/06 - Adoption du règlement no 3452-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3452-1 a été donné (réf : 485/4/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3452-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H01-59 à même une partie de la zone d'habitation actuelle H01-29, de manière à inclure certains terrains localisés sur les rues Ozias-Leduc, Albert-Dumouchel et Jean-Paul-Riopelle, d'y autoriser des habitations ayant deux (2) ou quatre (4) unités et de prévoir les diverses normes applicables à la construction de bâtiments.
  La zone d'habitation H01-29 est localisée approximativement entre les rues Robert-Bernard, Guy-Bissonnette et le boulevard René-Lévesque.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

– Mesdames Guylaine et Michèle Lemelin, brigadières scolaires et à toute la famille à l'occasion du décès de leur père monsieur Lorenzo Lemelin.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Messieurs Éric Perreault et Kim Roy Grenier ainsi que mesdames Annick Perreault et Sylvie Lessard, au nom de la COACS remettent un composteur domestique à madame la mairesse pour les fins de l'hôtel de Ville.

madame Annick Corriveau

La Ville a-t-elle procédé à une étude avant d'autoriser le développement publié dernièrement ?

- Madame la mairesse rappelle que le plan d'aménagement d'ensemble a été déposé au conseil et revu par celui-ci. Une attention particulière a été accordée à la localisation du parc. La Ville annoncera sous peu une importante décision quant à la protection de boisés municipaux.

- Le directeur du Service d'urbanisme confirme que selon l'avis du ministère de l'Environnement rien n'était à protéger.

madame Annick Corriveau

Quelle superficie la Ville entend-elle protéger ?

- Madame la mairesse précise que l'étude reste à faire, mais que selon les statistiques du ministère c'est à Drummondville que l'on retrouve le plus de boisés sur de plus grandes superficies.

- Le directeur général confirme qu'un mandat a été accordé pour peaufiner notre inventaire.

monsieur Ludger Lépine

Monsieur Lépine s'interroge sur le fait qu'il n'a reçu aucune réponse à ses lettres adressées à Me Claude Proulx, directeur général. Il insiste également pour connaître le statut de sa propriété.

- Madame la mairesse assure monsieur Lépine qu'il recevra une réponse écrite.

- Quant au statut de sa propriété, la conseillère Denise Picotin relate les événements qui ont entouré les réunions pour définir les zones inondables et confirme qu'aucune résidence n'est touchée par la zone des hauts courants et qu'il s'agit d'un règlement de la MRC.

monsieur André Dubois

La Ville serait-elle intéressée à adopter une charte du piéton ?

- Madame la mairesse mentionne qu'elle ne connaît pas les obligations qu'entraîne une telle charte, mais que des vérifications seront faites.

monsieur Yves Gatien

Quels moyens la Ville entend-elle prendre pour corriger les 500 à 600 déversements dans les rivières St-François et St-Germain ?

- Le directeur général adjoint, Francis Adam, explique qu'il s'agit des eaux de pluie. Une séparation des réseaux devra être réalisée.

- Le conseiller Pierre Levasseur confirme que le diagnostic est en cours et qu'un échéancier sera soumis compte tenu de l'ampleur de la tâche.

- Madame la mairesse confirme que la Ville a déjà un portrait assez précis de la situation.

monsieur Kim Roy Grenier

Un aménagement est-il prévu le long du boulevard Saint-Joseph entre la 123e avenue et l'ex-municipalité de Saint-Nicéphore ?

- La conseillère Denise Picotin confirme qu'un trottoir sera aménagé et qu'une piste cyclable est prévue de l'autre côté.

monsieur Kim Roy Grenier

Peut-on prévoir une piste cyclable sur le boulevard Saint-Charles ou tout au moins sécuriser une piste piétonnière ou cyclable ?

- Le conseiller Pierre Levasseur confirme qu'une ligne sera tracée.

- Madame la mairesse souligne que le Service des travaux publics évaluera les coûts.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 15 mai 2006.

638/5/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h30.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

15 MAI 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 15 mai 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin (absence motivée)
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin (absence motivée)
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

639/5/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

640/5/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 1er mai 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 1er mai 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de la lettre suivante :

- Ministre des Affaires municipales et des Régions concernant un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités pour les années 2007-2013;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

641/5/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2355 rue Sigouin (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter le nombre maximal d'entrées charretières et diminuer la distance minimale entre une case de stationnement et l'emprise d'une voie de circulation dans le cadre de l'aménagement d'une aire de stationnement reliée à un projet d'agrandissement du bâtiment principal situé sur le terrain formé du lot 282-33 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2355 de la rue Sigouin (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.31);

CONSIDÉRANT QUE la superficie prévue de l'agrandissement du bâtiment principal est d'environ deux cent trente-cinq mètres carrés (235 m²);

CONSIDÉRANT QUE ce projet d'agrandissement nécessite l'aménagement d'une aire de stationnement dans la cour avant du bâtiment principal, ce qui est conforme à la réglementation d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble visé par la demande :

- le nombre maximal d'entrées charretières est de deux (2);
- la distance minimale entre une case de stationnement et l'emprise de la voie de circulation est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis :

- le nombre maximal d'entrées charretières est établi à trois (3), ce qui représente une irrégularité d'une (1) entrée charretière;
- la distance minimale projetée entre la case de stationnement et l'emprise de la voie de circulation est établie à environ un virgule soixante et onze mètre (1,71 m), ce qui représente une irrégularité d'environ zéro virgule vingt-neuf mètre (0,29 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- la nécessité de procéder à un agrandissement afin de répondre à la croissance de l'entreprise;
- le fait que le projet est réalisable conformément à la réglementation municipale et qu'un permis de construction a été émis à cet effet;
- la problématique reliée à l'impossibilité d'aménager le nombre de cases de stationnement exigées dans la cour arrière, tel que prévu initialement, étant donné les obligations reliées à la servitude en faveur de Gaz Métro;
- le fait qu'une vérification faite initialement portait à croire qu'il était possible d'aménager les cases de stationnement sur l'emprise de la servitude en faveur de Gaz Métro;

- la problématique particulière reliée à la présence de la servitude de Gaz Métro et l'impact de cette servitude pour l'ensemble des propriétés situées de ce côté de la rue Sigouin;
- le nombre d'entrées charretières souhaitées qui tient compte de l'aménagement des cases de stationnement et de la circulation des véhicules lourds, entre autres, sur le terrain visé par la demande;

CONSIDÉRANT QU'un permis de construction a été émis prévoyant l'aménagement des cases de stationnement dans la cour arrière du bâtiment principal, ce qui est conforme à la réglementation, mais qu'il est de la responsabilité du demandeur de s'assurer de l'absence d'autres contraintes pouvant affecter son terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moment de débuter les travaux, une vérification effectuée auprès des représentants de Gaz Métro concernant la localisation de la conduite de Gaz Métro a conduit à une réponse négative concernant la possibilité d'aménager les cases de stationnement à l'endroit désiré;

CONSIDÉRANT QUE des questions se posent sur la problématique reliée à la présence de cette servitude pour l'ensemble des propriétés situées sur ce côté de la rue Sigouin, mais qu'il est tout de même difficile d'en prévoir les conséquences réelles pour chacune des propriétés;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement, combinée à la présence de la servitude concernée, a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à :

- augmenter de deux (2) à trois (3) le nombre maximal d'entrées charretières;
- diminuer de deux mètres (2 m) à un virgule cinq mètre (1,5 m) la distance minimale entre une case de stationnement et l'emprise de la voie de circulation;

et ce, dans le cadre de l'aménagement d'une aire de stationnement reliée à un projet d'agrandissement du bâtiment principal situé sur le terrain formé du lot 282-33 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2355 de la rue Sigouin (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

642/5/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 50 boulevard Patrick (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale, mesurée au faîte du toit, pour la construction d'un bâtiment accessoire qui sera situé en zone agricole sur le terrain formé d'une partie du lot 118 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 50 du boulevard Patrick (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.10);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble concerné (A01-09), la hauteur maximale, mesurée au faîte du toit, pour un bâtiment accessoire est de huit mètres (8 m);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire ayant environ cinquante et un virgule deux mètres (51,2 m) de façade par vingt-quatre virgule

trois mètres (24,3 m) de profondeur et ayant un revêtement de tôle peinte de couleurs bleue et blanche;

CONSIDÉRANT QU'il est devenu nécessaire, afin de répondre à la demande d'expansion de l'entreprise, de construire un nouveau bâtiment accessoire;

CONSIDÉRANT QUE ledit bâtiment servira à l'assemblage de l'équipement agricole provenant du manufacturier préalablement à la vente ainsi qu'à de l'entreposage;

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, la hauteur maximale, mesurée au faîte du toit, est établie à environ douze virgule soixante-douze mètres (12,72 m), ce qui représente une irrégularité d'environ quatre virgule soixante-douze mètres (4,72 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- la nécessité d'effectuer l'assemblage de l'équipement à l'intérieur d'un bâtiment afin d'éviter les contraintes relatives aux intempéries;
- la dimension des pièces à assembler qui nécessite un dégagement vertical d'environ neuf mètres (9 m);
- l'amélioration de la qualité visuelle du secteur par l'entreposage des pièces à l'intérieur du bâtiment prévu;
- le fait qu'un aménagement paysager est prévu afin d'atténuer l'impact visuel du bâtiment dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé sera situé à plus de cent mètres (100 m) de l'autoroute Jean-Lesage (autoroute 20), mais que malgré cette distance, des questions se posent quant à la visibilité dudit bâtiment à partir de l'autoroute compte tenu de la hauteur et du gabarit de ce dernier;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de s'interroger également sur la hauteur prévue du bâtiment visé ainsi que l'impact visuel de ce dernier dans l'environnement étant donné que la hauteur maximale des bâtiments situés dans le voisinage immédiat est d'environ neuf mètres (9 m) et que la hauteur maximale de plusieurs de ces bâtiments n'excède pas sept virgule cinq mètres (7,5 m);

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de demander au requérant d'apporter des modifications à l'architecture du bâtiment, notamment au niveau de la forme de la toiture, afin d'amoindrir l'impact visuel relié à la hauteur du bâtiment visé;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'exiger un aménagement paysager constitué d'arbres matures (feuillus et conifères) sur les façades donnant sur le boulevard Patrick et sur le chemin du Diable et, à cet effet, d'exiger la production d'un plan d'aménagement paysager préalablement à l'émission du permis de construction;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'exiger une révision des couleurs de revêtement prévues afin d'amoindrir l'impact de la hauteur du bâtiment visé dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant étant donné le type d'activités à exercer à l'intérieur du bâtiment visé par la présente demande;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de huit mètres (8 m) à treize mètres (13 m) la hauteur maximale, mesurée au faîte du toit, du bâtiment accessoire situé en zone agricole, aux conditions suivantes :

- que l'architecture du bâtiment soit modifiée, notamment au niveau de la forme de la toiture;
- qu'un aménagement paysager constitué d'arbres matures (feuillus et conifères) soit aménagé sur les façades donnant sur le boulevard Patrick et sur le chemin du Diable et,

à cet effet, qu'un plan d'aménagement paysager soit produit et accepté préalablement à l'émission du permis de construction;
- qu'une révision des couleurs des matériaux de revêtement soit présentée afin de favoriser l'intégration du bâtiment dans l'environnement, dans l'objectif d'amoindrir l'impact relié à la hauteur du bâtiment visé;

et ce, pour la construction d'un bâtiment accessoire situé en zone agricole sur le terrain formé d'une partie du lot 118 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 50 du boulevard Patrick (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

643/5/06 - Dépôt du procès-verbal (03.05.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 3 mai 2006 et ajournée au 10 mai 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

644/5/06 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé au 55 de la place Rodolphe-Duguay (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé au 55 de la place Rodolphe-Duguay (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./terrain adjacent au boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à construire un bâtiment ayant deux (2) étages sur une forte proportion de son périmètre et que ledit bâtiment a une superficie approximative de cent six mètres carrés (106 m^2);

CONSIDÉRANT QU'un jeu de pentes de toiture (pentes variées et murs en pignon) ainsi que des portions de mur en retrait et/ou en avancée réduisent la monotonie et la linéarité des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration et les accès au bâtiment sont en nombre suffisant afin d'animer architecturalement la façade avant et la façade arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE certaines ouvertures sont marquées par des jeux de matériaux tels que des moulures décoratives ou des jeux de brique;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et toiture) s'harmonise avec celui des bâtiments du secteur;

CONSIDÉRANT QU'une brique de couleur terre (beige-brun) constitue le revêtement principal du bâtiment et qu'un revêtement d'enduit d'acrylique et/ou de clin de couleur similaire à la brique est aussi utilisé comme revêtement secondaire;

CONSIDÉRANT QUE le mur arrière du bâtiment (mur donnant vers le boulevard René-Lévesque) est animé de décrochés, d'un jeu de volumes pour la toiture et d'une bonne fenestration;

CONSIDÉRANT QU'un bardeau d'asphalte de couleur brune est utilisé sur l'ensemble de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux ainsi que les couleurs retenues s'harmonisent bien entre eux et avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement de terrain composé d'une haie est prévu en bordure du boulevard René-Lévesque ainsi que de la rue Suzor-Coté et que celui-ci permettra, entre autres, d'agrémenter le site, de limiter la visibilité de la cour arrière et ainsi de créer des espaces plus privés pour les résidants;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 55 de la place Rodolphe-Duguay (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

645/5/06 - Refus des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 135 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 135 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial d'une superficie approximative de quatre-vingt-seize virgule cinq mètres carrés (96,5 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant (partie latérale droite) et en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits de murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur verte;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, superficie et dimensions) ne respecte pas celui plus imposant des résidences situées dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment proposé s'intègre bien à celui du bâtiment voisin (125 impasse du Ruisselet);

CONSIDÉRANT QUE malgré ce fait, le gabarit du bâtiment doit tenir compte également de celui des bâtiments situés à proximité du projet de construction, et ce, afin d'assurer une harmonisation d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment et l'identité de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs (planches cornières et/ou moulures décoratives);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 22 septembre 2005 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de cinquante millimètres (50 mm - 5 cm) allant jusqu'à trois cents millimètres (300 mm - 30 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve de l'érable et du chêne comme essences d'arbres;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ dix-sept virgule sept pour cent (17,7 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient tout de même compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QU'un bâtiment ayant un gabarit plus imposant doit être construit sur ce terrain afin d'assurer une harmonie architecturale ainsi qu'une bonne transition entre le bâtiment existant d'un (1) étage (125 impasse du Ruisselet) et les autres bâtiments situés dans le secteur et ayant un gabarit plus important;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 135 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au manque d'harmonie du gabarit du bâtiment par rapport à celui des bâtiments situés dans l'environnement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

646/5/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 2945 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 2945 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de cent vingt-neuf mètres carrés (129 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit (hauteur et type de toiture) de l'agrandissement est comparable à celui du corps principal du bâtiment, ce qui favorise l'intégration de l'agrandissement à la portion existante;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux de revêtement extérieur des murs sont :
- du bloc de béton à face éclatée de couleur grise avec des soulignements horizontaux de brique de couleur rouge pour les modules d'escaliers;
- de l'acier corrugé de couleur grise pour la section supérieure des murs des bureaux, la face avant de la marquise ainsi qu'une partie des murs extérieurs existants (fenêtres remplacées par un revêtement);
- de la brique de couleur rouge pour les autres parties des bureaux;

CONSIDÉRANT QUE les façades de l'agrandissement sont animées par des jeux de matériaux (simulation de panneaux dans l'acier, soulignements horizontaux et verticaux dans la maçonnerie);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est réalisée avec des décrochés, ce qui réduit la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de l'agrandissement est de même type que celle existante sur le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est protégée d'une marquise supportée par des colonnes de béton coulé naturel;

CONSIDÉRANT QUE la marquise souligne bien l'entrée principale et permet aux usagers de bien repérer cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale de l'agrandissement est pourvue d'une fenestration abondante, ce qui anime bien celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux retenus ainsi que le traitement architectural de l'agrandissement permettent au bâtiment de dégager une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'agencent ensemble et sont compatibles avec les couleurs des bâtiments se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les équipements installés sur la toiture sont camouflés par des matériaux s'harmonisant avec ceux existants sur l'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est très peu modifiée par le projet;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs arbres matures sont conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 2945 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

647/5/06 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment accessoire qui sera situé au 6 du carré Celanese (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment accessoire qui sera situé au 6 du carré Celanese (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./carré Celanese, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment accessoire sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (abri d'auto) rattaché au garage détaché localisé en cour arrière (cour adjacente au boulevard Saint-Joseph);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire (abri d'auto) a une superficie approximative de quarante mètres carrés (40 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE la construction s'effectue dans l'alignement des murs avant et arrière du garage détaché;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de l'abri d'auto est composée de quatre (4) versants;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes supportant la toiture de l'abri d'auto sont composées de brique de couleur rouge et d'acier recouvert de bois de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est agrémenté par des jeux de matériaux et des éléments décoratifs (moulures et lanterneaux);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'abri d'auto (hauteur et type de toiture) s'harmonise avec celui du garage;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction s'inscrit en continuité avec le style architectural de la résidence, du garage existant ainsi que des bâtiments situés à proximité et participe ainsi positivement au caractère d'ensemble du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 6 du carré Celanese (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

648/5/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 150 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 150 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de cinq virgule soixante-six mètres carrés (5,66 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée sur le bandeau d'affichage de couleur bleue situé en partie supérieure du mur avant donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est lumineuse et composée de lettres détachées à laquelle s'ajoute une enseigne de type « logo »;

CONSIDÉRANT QUE la couleur des lettres composant l'enseigne est le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne rattachée au bâtiment ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage s'harmonise avec les autres enseignes rattachées au bâtiment situées dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 150 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

649/5/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 520 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 520 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de quatre virgule quarante-neuf mètres carrés (4,49 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée sur le bandeau métallique de couleur grise donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le vert et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est prédominante dans le paysage urbain, notamment parce qu'elle utilise en hauteur tout l'espace prévu à cette fin sur le bandeau;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa superficie, l'enseigne rattachée au bâtiment nuit à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage, de par son type, s'harmonise avec les autres enseignes rattachées au bâtiment ainsi qu'avec celles localisées dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de l'enseigne rattachée au bâtiment peuvent être réduites (superficie maximale de trois mètres carrés (3 m^2) et hauteur maximale des lettres « Q » et « S » de soixante centimètres (60 cm)), ce qui réduira la présence de l'enseigne sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'avec ses dimensions réduites, l'enseigne rattachée au bâtiment utilisera mieux l'espace disponible sur le bâtiment et sera ainsi moins prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage (avec dimensions réduites) ne nuira pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 520 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), **à la condition** que la superficie de l'enseigne rattachée au bâtiment n'excède pas trois mètres carrés (3 m^2) et que la hauteur maximale des lettres « Q » et « S » soit de soixante centimètres (60 cm), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

650/5/06 - Acceptation des travaux de démolition partielle du bâtiment (sauf la partie de l'usine datant de 1903 et ayant une superficie approximative de cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (185 m^2)) situé au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition partielle du bâtiment et de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition partielle de bâtiment et de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- démolir partiellement le bâtiment;
- restaurer une partie de l'usine originale;
- construire un nouveau bâtiment d'une superficie approximative de quatre mille deux cent cinquante-sept mètres carrés (4 257 m^2), le tout principalement sur huit (8) étages;

Démolition partielle

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment initial (ancienne fonderie datant de 1903) a été agrandi à plusieurs reprises;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs de ces agrandissements ont été effectués sans harmonie et sans intégration au bâtiment d'origine, tant par leur volume, leur gabarit général, leur composition architecturale que par l'utilisation de matériaux différents;

CONSIDÉRANT QU'une partie de l'usine datant de 1903 ayant un (1) seul étage et donnant sur la rue Hébert est conservée et restaurée;

CONSIDÉRANT QUE la superficie approximative du bâtiment préservé est de cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (185 m^2);

CONSIDÉRANT QU'une partie du bâtiment (environ mille deux cent sept mètres carrés (1 207 m^2)) est conservée durant les travaux de construction de la phase I et que cette dernière servira principalement à des fins d'entreposage;

CONSIDÉRANT QUE cet entrepôt sera démoli dès la fin des travaux de la phase I, et ce, avant le début des travaux de la phase II;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs parties du bâtiment présentent peu d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique ou s'intègrent difficilement à la construction d'un nouveau bâtiment, tant par leur localisation, leur harmonisation avec la portion conservée, leur intégration à un traitement architectural plus contemporain que par l'utilisation qui pourrait en être faite en lien avec la vocation du nouveau bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un projet de construction est prévu sur le site et que ce dernier est assujetti au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

Restauration du bâtiment conservé

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction propose, à l'arrière des murs du bâtiment conservé, l'ajout d'une structure métallique sur laquelle est appliquée des panneaux de verre constituant le revêtement extérieur;

CONSIDÉRANT QUE le toit du bâtiment conservé est démoli pour permettre la construction d'une partie du bâtiment ayant la hauteur de deux (2) étages vitrés;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de brique est conservé ou remplacé par un revêtement de brique provenant de la partie du bâtiment démolie;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres et les portes du bâtiment sont restaurées en conservant leur style d'origine;

CONSIDÉRANT QUE le solin ainsi que le couronnement sont refaits dans le même style que ceux existants;

CONSIDÉRANT QUE la restauration du bâtiment conservé ne s'effectue pas de façon à préserver intégralement le style architectural et les caractéristiques de l'usine d'origine;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de mieux intégrer cette partie du bâtiment au corps principal du nouveau bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des modifications au projet sont requises afin d'assurer une conservation et une restauration plus adéquate et harmonieuse de la portion de bâtiment conservé;

Nouveau bâtiment

CONSIDÉRANT QUE la construction du bâtiment sera réalisée en deux (2) phases;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau bâtiment est rattaché à la partie du bâtiment conservée donnant vers la rue Hébert;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau bâtiment est construit parallèlement aux rues Hébert et Saint-Georges;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment est plus rapprochée de ces mêmes rues, ce qui permet de dégager la cour arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment permet de fermer le cadre bâti sur les voies de circulation et de marquer l'intersection des rues Hébert et Saint-Georges, et ce, en respectant et suivant l'angle formé par leur intersection;

CONSIDÉRANT QUE les murs avant sont réalisés en retrait ou en décroché, ce qui limite la linéarité de ces murs sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est conçu en module, soit un (1) donnant vers la rue Saint-Georges et deux (2) donnant vers la rue Hébert;

CONSIDÉRANT QUE les autres façades sont également modulées, ce qui crée un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE la conservation d'une partie du bâtiment d'origine permet de réduire l'effet de longueur du mur avant donnant vers la rue Hébert;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur d'environ vingt-six mètres (26 m)) rend ce dernier imposant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment (vingt-six mètres (26 m)) crée une projection d'ombrage sur les propriétés voisines, ce qui a pour effet de nuire à la jouissance du droit de propriété des occupants de ces dernières;

CONSIDÉRANT QU'il existe, dans l'environnement, un bâtiment ayant un gabarit important (Jardins de la Cité) (hauteur de dix-huit virgule cinquante mètres (18,50 m)) et que ce dernier doit servir de référence pour le secteur en terme d'impact dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :

- pour le rez-de-chaussée, les 2e et 8e étages et les tours : du bloc de béton imitant la pierre de Versailles de couleur beige-gris;
- pour les autres étages du bâtiment : de la brique de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « plat »;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des fenêtres sont de type « à battant » avec imposte;

CONSIDÉRANT QUE toutes les portes patio sont munies d'une partie opaque dans le bas de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les portes d'accès ouvrant sur un axe horizontal (de type « garage ») sont de couleur harmonisée avec le revêtement extérieur;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des balcons sont conçus en béton et installés à même un retrait dans les murs;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps sur les balcons sont en aluminium de couleur s'intégrant à celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le style architectural contemporain et particulier du bâtiment composé de parties arrondies, d'une structure métallique apparente, d'une fenestration abondante, de marquises et de jeux de matériaux permet à ce dernier de dégager une image nouvelle, tout en respectant l'identité du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est située sur la rue Hébert et que celle-ci, de par son traitement et sa localisation, est facilement identifiable, tout en constituant un élément architectural d'intérêt (forme, volume, matériaux);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (superficie et type de toiture) s'inscrit en continuité avec celui du bâtiment situé à proximité (Jardins de la Cité);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues s'harmonisent à la gamme de couleurs des bâtiments du secteur;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de revoir partiellement le concept architectural du bâtiment afin d'obtenir une meilleure harmonie avec le bâtiment conservé et d'intégrer des éléments plus marquants de l'histoire de l'usine, soit par une fenestration en lien avec celle de l'usine ou des rappels architecturaux du bâtiment conservé;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur du bâtiment doit tenir compte de l'environnement résidentiel de petit gabarit (rues Gosselin, Mitchell et boulevard Garon) et qu'il y a lieu de revoir la hauteur du bâtiment afin que cette dernière n'excède pas vingt-deux virgule

trente mètres (22,30 m), ce qui correspond à un bâtiment de sept (7) étages à structure de béton;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées en cour avant principale (quarante-huit (48) cases), en cour latérale (six (6) cases), en cour arrière (cent quatre-vingts (180) cases) et au sous-sol du bâtiment (cent vingt-neuf (129) cases);

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement située en cour avant principale est localisée dans un retrait du mur avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des cases de stationnement sont peu visibles des voies de circulation, et ce, compte tenu de la plantation d'arbres et/ou d'arbustes et/ou de haies;

CONSIDÉRANT QU'au moins vingt (20) îlots de verdure séparateurs sont réalisés dans les aires de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sont engazonnés et/ou paysagés;

CONSIDÉRANT QUE toutes les aires de stationnement sont dissimulées par des écrans végétaux, ce qui réduit leur impact sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse extérieure fermée d'un muret de maçonnerie de couleur harmonisée au bâtiment est réalisée en cours avant (rues Hébert et Saint-Georges);

CONSIDÉRANT QUE des arbres, des aménagements paysagers et une fontaine sont prévus à même la terrasse;

CONSIDÉRANT QU'une haie d'arbustes longeant le muret de la terrasse donnant aux abords des rues est réalisée;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre-vingt-dix-huit (98) arbres sont plantés et/ou conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QU'un jardin est prévu en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE quatre (4) entrées charretières sont aménagées sur le terrain dont deux (2) donnant sur la rue Hébert;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) autres entrées charretières sont effectuées sur les rues Saint-Georges et Mitchell ou Gosselin;

CONSIDÉRANT QUE ces deux (2) entrées charretières peuvent être problématiques quant à l'achalandage créé pour le secteur adjacent ou en terme de fluidité de circulation sur rue;

CONSIDÉRANT QU'un avis du comité de circulation sera nécessaire avant d'émettre une recommandation concernant ces deux (2) entrées charretières;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de chargement/déchargement est localisée en cour arrière donnant vers les propriétés résidentielles;

CONSIDÉRANT QUE cette dernière a peu d'impact sur le milieu environnant ainsi que sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction est d'une qualité architecturale notable et que ce dernier dégage une image de marque;

CONSIDÉRANT QUE des ajustements sont requis, notamment quant à la partie conservée, au traitement des ouvertures, à la hauteur du bâtiment ainsi qu'à l'intégration d'éléments architecturaux rappelant la présence de l'usine (fonderie);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de démolition partielle du bâtiment (sauf la partie de l'usine datant de 1903 et ayant une superficie approximative de cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (185 m^2)) (tel que mentionné ci-dessus);

- **reporte** les travaux de construction d'un nouveau bâtiment, de restauration de la partie conservée et d'aménagement de terrain;

et ce, pour le bâtiment situé au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville), le tout conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

651/5/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 395 de la rue Heriot (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 395 de la rue Heriot (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer certaines fenêtres du bâtiment, soit celles de l'étage;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres actuelles (de type « fixe » avec une partie coulissante dans la partie inférieure ou de type « à guillotine » avec imposte) sont remplacées par des fenêtres de mêmes dimensions que celles existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres proposées sont de type « à guillotine » dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE toutes les fenêtres remplacées conservent ou reprennent les caractéristiques des fenêtres d'origine (impostes, dimensions et style d'origine);

CONSIDÉRANT QUE l'intervention respecte le caractère architectural du bâtiment et contribue au développement d'une harmonisation d'ensemble du cadre bâti du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 395 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

652/5/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 58-64 de la rue Holmes (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 58-64 de la rue Holmes (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- réparer les joints de maçonnerie au besoin;
- remplacer certaines ouvertures;
- restaurer les galeries, les garde-corps ainsi que la toiture protégeant ces dernières;
- réparer la toiture au besoin;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » et dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le style des fenêtres s'inspire de celui des fenêtres de type « à guillotine » existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE certaines portes sont remplacées et que ces dernières reprennent le style de celles existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les galeries, les garde-corps, les colonnes ainsi que la toiture protégeant les galeries sont restaurés en conservant leur style;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est réparée (au besoin) sans modifier le style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent de préserver le style architectural du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 58-64 de la rue Holmes (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 9 mai 2006.

653/5/06 - Mandat à Teknika-HBA - Présentation des plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et surveillance des travaux d'infrastructures sur la rue Gauthier dans le parc industriel

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Teknika-HBA aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus sur la rue Gauthier dans le parc industriel.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

654/5/06 - Mandat à Teknika-HBA - Présentation des plans, devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, de

préparer les appels d'offres et d'assurer la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Bergeron

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Teknika-HBA aux fins de présenter les plans, devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, de préparer les appels d'offres et d'assurer la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Bergeron

De plus, la firme est autorisée à informer le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

655/5/06 - Mandat à Teknika-HBA - Présentation des plans, devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, de préparer les appels d'offres et d'assurer la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour la rue St-Pierre

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Teknika-HBA aux fins de présenter les plans, devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, de préparer les appels d'offres et d'assurer la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour la rue St-Pierre.

De plus, la firme est autorisée à informer le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

656/5/06 - Signature d'une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470) relativement à la modification d'horaire de la responsable de l'animation de la Bibliothèque municipale Côme St-Germain

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur général et la directrice des ressources humaines à signer une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470) relativement à la modification d'horaire de la responsable de l'animation de la Bibliothèque municipale Côme St-Germain.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

657/5/06 - Embauche de madame Stéphanie Côté à titre d'urbaniste contractuelle

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Stéphanie Côté à titre d'urbaniste contractuelle classe 16, 0-1 an à compter de la présente résolution.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat individuel de travail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

658/5/06 - Majoration de 2.25 % du salaire du personnel cadre et de soutien de la Ville

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise une majoration de 2.25 % du salaire du personnel cadre et de soutien de la Ville, le tout selon certaines modalités approuvées par le conseil de Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

659/5/06 - Subvention de 5 250 $ - Centre communautaire St-Pierre inc.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 250 $ au Centre communautaire St-Pierre inc. à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

660/5/06 - Subvention de 1 750 $ - Centre d'action bénévole Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 750 $ au Centre d'action bénévole Drummond inc. à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

661/5/06 - Subvention de 2 000 $ - Réseaux Plein Air Drummond

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 000 $ à Réseaux Plein Air Drummond à titre de subvention 2006. Ce montant équivaut aux bénéfices générés par l'encan de vélos.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

662/5/06 - Autorisation de fermeture de la 11e Avenue entre les rues St-Damase et St-Eusèbe - Tenue d'une activité de l'Association Motocycliste de Drummondville (AMD)

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la fermeture de la 11e Avenue entre les rues St-Damase et St-Eusèbe le 28 mai 2006 entre 09h00 et 13h00 pour la tenue d'une activité organisée par l'Association Motocycliste de Drummondville (AMD), le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

663/5/06 - Autorisation aux écoles Frédéric-Tétreau et Immaculée-Conception - Tenue d'un aquathlon le 20 juin 2006

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les écoles Frédéric-Tétreau et Immaculée-Conception à tenir un aquathlon le mardi 20 juin 2006 de 7h00 à 12h00 ou le 21 juin 2006 en cas de pluie dans le cadre du projet « École en forme et en santé », le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

664/5/06 - Autorisation de fermeture de la rue St-Albert le 12 août 2006 et ins-

tallation de panneaux d'affichage du 17 juillet au 14 août 2006 - Fête populaire de quartier de la Société de développement commercial Quartier St-Joseph de Drummondville (SDC)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la fermeture de la rue St-Albert entre les rues St-Jean et St-Damase le samedi 12 août 2006 de 7h00 à 20h00 ainsi que l'installation des panneaux d'affichage du 17 juillet au 14 août 2006 pour la Fête populaire du quartier St-Joseph, organisée par la Société de développement commercial Quartier St-Joseph de Drummondville (SDC), le tout selon la politique établie par la Ville de Drummondville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

665/5/06 - Autorisation au Comité organisateur du Refus de la misère - Tenue d'une activité de conscientisation à la Place Saint-Frédéric le 17 octobre 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comité organisateur du Refus de la misère à tenir une activité de conscientisation à la Place Saint-Frédéric le mardi 17 octobre 2006 de 11h30 à 13h30, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

666/5/06 - Autorisation au Club Les Cyclophiles de Drummondville - Tenue d'une randonnée « Le tour du Silence » le 17 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Les Cyclophiles de Drummondville à tenir la randonnée « Le tour du Silence » le mercredi 17 mai 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et un parcours approuvé par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel invite la population à des gestes de courtoisie.

667/5/06 - Autorisation au Centre de la petite enfance À Tire d'Aile inc. - Tenue d'une activité dans le cadre de la Semaine provinciale des services de garde

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre de la petite enfance À Tire d'Aile inc. à tenir une activité dans le cadre de la Semaine provinciale des services de garde le vendredi 2 juin 2006 ou le 9 juin 2006 en cas de pluie, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

668/5/06 - Autorisation au Centre commercial Charpentier - Tenue d'une vente de garage le 28 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre commercial Charpentier à tenir une vente de garage le dimanche 28 mai 2006 sur le site du Centre commercial, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

669/5/06 - Autorisation à la Banque Laurentienne - Tenue d'une vente de garage le 20 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Banque Laurentienne à tenir une vente de garage au profit de la Société canadienne du cancer le samedi 20 mai 2006 sur le site de la banque, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

670/5/06 - Autorisation au Club Des Radioamateurs du Centre du Québec inc. - Tenue d'un bazar les 3 et 4 juin 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Des Radioamateurs du Centre du Québec inc. à tenir un bazar les 3 et 4 juin 2006 au 168 rue St-Alphonse, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

671/5/06 - Autorisation à Concept MP - Tenue d'une vente sous la tente du 18 au 21 mai 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Concept MP à tenir une vente sous la tente du 18 au 21 mai 2006 sur le site du 124 rue Cockburn, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

672/5/06 - Autorisation à la boutique Mode Le Grenier inc. - Tenue d'une vente sous la tente durant une période de 4 jours consécutifs

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la boutique Mode Le Grenier inc. du 1025 boulevard René-Lévesque à tenir une vente sous la tente durant une période de 4 jours consécutifs, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

673/5/06 - Autorisation à messieurs Simon et Jean-François Perreault - Circulation sur le territoire de la Ville de Drummondville avec une calèche lors d'une activité spéciale le 22 juin 2006

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise messieurs Simon et Jean-François Perreault à circuler sur le territoire de la Ville de Drummondville avec une calèche lors d'une activité spéciale le 22 juin 2006, le tout selon les exigences des articles 636 à 642 inclusivement du règlement no 2700 et selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

674/5/06 - Abrogation de la résolution no 981/7/05 (Utilisation des locaux du Centre communautaire St-Joachim-de-Courval)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution no 981/7/05 concernant l'utilisation des locaux du Centre communautaire St-Joachim-de-Courval par la Corporation des loisirs de St-Joachim-de-Courval.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

675/5/06 - Abrogation de la résolution no 980/7/05 (Utilisation des locaux du Centre communautaire St-Joachim-de-Courval par Proformen inc.)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville abroge la résolution no 980/7/05 concernant l'utilisation des locaux du Centre communautaire St-Joachim-de-Courval par Proformen inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

676/5/06 - Amendement des résolutions nos 1302/9/05 et 235/2/06 de façon à prolonger l'obligation de construire de 3 à 5 ans (First Capital Acquisition Corporation)

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville amende les résolutions nos 1302/9/05 et 235/2/06 de façon à prolonger l'obligation de construire de 3 à 5 ans (First Capital Acquisition Corporation), le tout conditionnellement à la démolition de tous les bâtiments et à l'engazonnement du terrain dans les 6 mois des présentes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

677/5/06 - Protocole d'entente avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc. pour le financement d'un mobile

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc. pour le financement d'un mobile pour interventions auprès des jeunes de la rue.

Le protocole d'entente est valable pour les années 2006/2007 et comprend le versement d'une subvention de 5 000 $ pour l'année 2006 et prévoit l'obligation pour l'organisme de répondre à certaines exigences pour la reconduction en 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

678/5/06 - Autorisation au Centre communautaire Drummondville-Sud inc. - Tenue de la Fête nationale des québécois le 24 juin 2006

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. à tenir des activités le 24 juin 2006 de 12h00 à 00h00 dans le cadre de la Fête nationale et à fermer la rue St-Aimé entre la 107^{e} et la 108^{e} Avenue, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

679/5/06 - Autorisation au Centre communautaire Drummondville-Sud inc. - Tenue d'une Fête de quartier le 18 août 2006

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. à tenir une Fête de quartier le 18 août 2006 de 12h00 à 23h00 et à fermer la rue St-Aimé entre la 107^{e} et la 108^{e} Avenue, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

680/5/06 - Autorisation au Corps de cadets de l'air - Utilisation gratuite du Centre Marcel-Dionne le 27 mai 2006 dans le cadre du 50e anniversaire de l'escadron 607 Drummondville

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Corps de cadets de l'air à utiliser le Centre Marcel-Dionne gratuitement le 27 mai 2006 dans le cadre du 50e anniversaire de l'escadron 607 Drummondville, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

681/5/06 - Autorisation à l'Association de Tennis de Drummondville et à Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Tenue de la Classique Woodyatt Sport Médic au parc Woodyatt du 13 au 19 août 2006

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association de Tennis de Drummondville et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) à tenir la Classique Woodyatt Sport Médic au parc Woodyatt du 13 au 19 août 2006 de 8h00 à 23h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

682/5/06 - Autorisation à l'Association de Tennis de Drummondville et à Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Tenue du défi à l'entreprise le samedi 3 juin 2006 au parc Woodyatt

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association de Tennis de Drummondville et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) à tenir le défi à l'entreprise le samedi 3 juin 2006 de 8h00 à 1h00 a.m. au parc Woodyatt, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

683/5/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec Les Gestions Tousignant enr. pour le prolongement de la rue Saint-Laurent, de la 31e Avenue jusqu'à la rue « B » et une partie de la rue Saint-Onge

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec Les Gestions Tousignant enr. pour le prolongement de la rue Saint-Laurent, de la 31e Avenue jusqu'à la rue « B » et une partie de la rue Saint-Onge.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

684/5/06 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. - Prolongement de la rue

Saint-Laurent, de la 31e Avenue jusqu'à la rue « B » et une partie de la rue Saint-Onge

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Saint-Laurent, de la 31e Avenue jusqu'à la rue « B » et une partie de la rue Saint-Onge, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère, lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

685/5/06 - Mandat à GéoLab inc. - Prolongement de la rue Saint-Laurent, de la 31e Avenue jusqu'à la rue « B » et une partie de la rue Saint-Onge

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme GéoLab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Saint-Laurent, de la 31e Avenue jusqu'à la rue « B » et une partie de la rue Saint-Onge, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

686/5/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec messieurs Marcel, Luc et Jean Guilbault pour le prolongement de la rue Saint-Onge

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec messieurs Marcel, Luc et Jean Guilbault pour le prolongement de la rue Saint-Onge.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

687/5/06 - Mandat à Teknika-HBA - Prolongement de la rue Saint-Onge

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Teknika-HBA aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Saint-Onge, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

688/5/06 - Mandat aux Laboratoires Shermont inc. - Prolongement de la rue Saint-Onge

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les

travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le prolongement de la rue Saint-Onge, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

689/5/06 - Autorisation au Groupe Kevlar inc. - Installation d'un bâtiment temporaire sur une partie du lot 123 du cadastre du canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Groupe Kevlar inc. à procéder à l'installation d'un bâtiment temporaire sur une partie du lot 123 du cadastre du canton de Grantham, et ce, pour une période de 6 mois.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

690/5/06 - Signature d'une convention relativement aux réseaux de distribution avec bornes de raccordement communes, secteur rue St-Andrews (Domaine Le Quartier)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec Hydro-Québec, Bell Canada, Cogeco Câble inc. et Mag 2004 inc. relativement aux réseaux de distribution avec bornes de raccordement communes, secteur rue St-Andrews, Domaine Le Quartier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

691/5/06 - Mandat à Martin Paradis, arpenteur-géomètre - Description technique du terrain à être cédé par la Ville de Drummondville au Centre communautaire de loisirs Claude-Nault

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Martin Paradis, arpenteur-géomètre aux fins de préparer et rédiger une description technique du terrain à être cédé par la Ville de Drummondville au Centre communautaire de loisirs Claude-Nault.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

692/5/06 - Mandat à Me Jacques Létourneau, notaire - Acte d'acquisition d'une partie du lot 6 du cadastre du canton de Simpson (secteur Saint-Charles-de-Drummond) et autorisation de signature

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Jacques Létourneau, notaire, aux fins de préparer un acte d'acquisition d'une partie du lot 6 du cadastre du canton de Simpson (secteur Saint-Charles-de-Drummond). Ce mandat est donné en exécution d'une procédure de vente pour taxes tenue le 9 mars 1995.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

693/5/06 - Mandat à Teknika-HBA - Réaliser une étude de drainage du secteur de la rue Collins

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Teknika-HBA aux fins de réaliser une étude de drainage du secteur de la rue Collins. Les honoraires reliés à ce mandat sont évalués à 10 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

694/5/06 - Avis de motion du règlement no 3471 amendant le règlement no 2715 concernant les ententes portant sur la réalisation de travaux municipaux dans le but de prévoir les modalités et conditions relatives à la conclusion d'entente avec les promoteurs de développements commerciaux et industriels

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3471 amendant le règlement no 2715 concernant les ententes portant sur la réalisation de travaux municipaux dans le but de prévoir les modalités et conditions relatives à la conclusion d'entente avec les promoteurs de développements commerciaux et industriels.

695/5/06 - Dispense de lecture du règlement no 3471 amendant le règlement no 2715 concernant les ententes portant sur la réalisation de travaux municipaux dans le but de prévoir les modalités et conditions relatives à la conclusion d'entente avec les promoteurs de développements commerciaux et industriels

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3471 amendant le règlement no 2715 concernant les ententes portant sur la réalisation de travaux municipaux dans le but de prévoir les modalités et conditions relatives à la conclusion d'entente avec les promoteurs de développements commerciaux et industriels;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

696/5/06 - Avis de motion du règlement no 3477 autorisant l'abrogation du règlement no 2785 concernant le lieu de résidence

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3477 autorisant l'abrogation du règlement no 2785 concernant le lieu de résidence.

697/5/06 - Avis de motion du règlement no 3478 amendant le paragraphe a) de l'article 208 du règlement no 2700 de façon à corriger une inscription d'une journée (soit remplacer « lundi » par « mardi »)

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion du règlement no 3478 amendant le paragraphe a) de l'article 208 du règlement no 2700 de façon à corriger une inscription d'une journée (soit remplacer « lundi » par « mardi »).

698/5/06 - Adoption du projet de règlement no 3464 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3464, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone industrielle I11-07, les usages « entreprises de fabrication de haute technologie » et « centres de recherche et laboratoires ». Cette zone est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre le côté nord des rues Huguette et Sigouin;
B) d'autoriser, dans la zone industrielle I12-08, les usages « entreprises de fabrication de haute technologie » et « centres de recherche et laboratoires ». Cette zone est localisée entre les rues Rocheleau, Power, Sigouin et le boulevard Lemire,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

699/5/06 - Avis de motion du règlement no 3464 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3464 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone industrielle I11-07, les usages « entreprises de fabrication de haute technologie » et « centres de recherche et laboratoires ». Cette zone est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre le côté nord des rues Huguette et Sigouin;
B) d'autoriser, dans la zone industrielle I12-08, les usages « entreprises de fabrication de haute technologie » et « centres de recherche et laboratoires ». Cette zone est localisée entre les rues Rocheleau, Power, Sigouin et le boulevard Lemire.

700/5/06 - Dispense de lecture du règlement no 3464 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3464, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone industrielle I11-07, les usages « entreprises de fabrication de haute technologie » et « centres de recherche et laboratoires ». Cette zone est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre le côté nord des rues Huguette et Sigouin;
B) d'autoriser, dans la zone industrielle I12-08, les usages « entreprises de fabrication de haute technologie » et « centres de recherche et laboratoires ». Cette zone est localisée entre les rues Rocheleau, Power, Sigouin et le boulevard Lemire;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

701/5/06 - Adoption du projet de règlement no 3472 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3472, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, de manière à inclure l'ensemble des terrains de cette affectation résidentielle qui est situé approximativement entre le boulevard Jean-de-Brébeuf, la limite sud-est de l'actuel développement du Boisé de la Marconi, le boulevard Saint-Joseph et la limite de terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
- de créer à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé entre une rue locale projetée à l'intérieur du projet de développement et le terrain de l'établissement d'utilité fédérale;
- de créer à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé approximativement entre la limite sud-est de l'actuel développement du Boisé de la Marconi, l'emprise de la ligne électrique localisée à la limite sud-est du secteur visé, le boulevard Saint-Joseph et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55),

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

702/5/06 - Avis de motion du règlement no 3472 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3472 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, de manière à inclure l'ensemble des terrains de cette affectation résidentielle qui est situé approximativement entre le boulevard Jean-de-Brébeuf, la limite sud-est de l'actuel développement du Boisé de la Marconi, le boulevard Saint-Joseph et la limite de terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
- de créer à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé entre une rue locale projetée à l'intérieur du projet de développement et le terrain de l'établissement d'utilité fédérale;
- de créer à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé approximativement entre la limite sud-est de l'actuel développement du Boisé de la Marconi, l'emprise de la ligne électrique localisée à la limite sud-est du secteur visé, le boulevard Saint-Joseph et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55).

703/5/06 - Dispense de lecture du règlement no 3472 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3472, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, de manière à inclure l'ensemble des terrains de cette affectation résidentielle qui est situé approximativement entre le boulevard Jean-de-Brébeuf, la limite sud-est de l'actuel développement du Boisé de la Marconi, le boulevard Saint-Joseph et la limite de terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
- de créer à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé entre une rue locale projetée à l'intérieur du projet de développement et le terrain de l'établissement d'utilité fédérale;

- de créer à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé approximativement entre la limite sud-est de l'actuel développement du Boisé de la Marconi, l'emprise de la ligne électrique localisée à la limite sud-est du secteur visé, le boulevard Saint-Joseph et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55);

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

704/5/06 - Adoption du projet de règlement no 3473 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3473, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H05-28 à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle, de manière à inclure une bande de terrain située entre le développement actuel et le futur développement;
- d'agrandir la zone d'habitation H05-27 à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle;
- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle :
  - la zone d'habitation H05-31, de manière à autoriser des habitations unifamiliales isolées; ladite zone est localisée entre le développement existant et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
  - la zone communautaire P05-10, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée entre une rue locale projetée et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
  - la zone communautaire P05-11, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée entre le boulevard Saint-Joseph et l'emprise de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55);
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments et de prévoir, pour les usages résidentiels, des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.),

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

705/5/06 - Avis de motion du règlement no 3473 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3473 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H05-28 à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle, de manière à inclure une bande de terrain située entre le développement actuel et le futur développement;
- d'agrandir la zone d'habitation H05-27 à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle;

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle :
  - la zone d'habitation H05-31, de manière à autoriser des habitations unifamiliales isolées; ladite zone est localisée entre le développement existant et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
  - la zone communautaire P05-10, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée entre une rue locale projetée et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
  - la zone communautaire P05-11, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée entre le boulevard Saint-Joseph et l'emprise de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55);
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments et de prévoir, pour les usages résidentiels, des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.).

706/5/06 - Dispense de lecture du règlement no 3473 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3473, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H05-28 à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle, de manière à inclure une bande de terrain située entre le développement actuel et le futur développement;
- d'agrandir la zone d'habitation H05-27 à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle;
- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle :
  - la zone d'habitation H05-31, de manière à autoriser des habitations unifamiliales isolées; ladite zone est localisée entre le développement existant et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
  - la zone communautaire P05-10, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée entre une rue locale projetée et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
  - la zone communautaire P05-11, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée entre le boulevard Saint-Joseph et l'emprise de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55);
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments et de prévoir, pour les usages résidentiels, des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

707/5/06 - Adoption du second projet de règlement no 3466-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3466-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de préciser que la largeur maximale applicable à certaines constructions situées dans les marges et les cours latérales pour le groupe Habitation « H » sera exigée seulement pour cesdites constructions lorsque celles-ci sont situées à des étages autres que le rez-de-chaussée;

B) d'abroger la définition de « porche » et d'apporter des ajustements aux définitions de « balcon » et « galerie »,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation des dossiers suivants :

708/5/06 - Adoption du règlement no 3462 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3462 a été donné (réf : 546/4/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3462 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'apporter des ajustements relatifs à la délimitation des secteurs qui doivent être desservis par l'aqueduc seulement et non desservis par l'aqueduc et l'égout situés à l'intérieur du périmètre d'urbanisation (secteur Saint-Nicéphore),

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

709/5/06 - Adoption du règlement no 3463-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3463-1 a été donné (réf : 549/4/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3463-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de soustraire de l'obligation d'être desservis par l'aqueduc les terrains destinés à être construits, et ce, pour la zone d'habitation H04-02;
- d'apporter un ajustement pour une disposition applicable à la zone d'habitation H04-02, soit la disposition relative aux dimensions minimales d'un terrain.

Ladite zone est localisée entre le boulevard Allard et la rivière Saint-François, vis-à-vis l'Aéroport Régional de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

710/5/06 - Adoption du règlement no 3465-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3465-1 a été donné (réf : 552/4/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3465-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de modifier les limites des zones d'habitation H11-08, H11-30 et H11-43 autorisant la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé, et ce, notamment :
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-08 à même une partie de la zone d'habitation H11-43 actuelle;
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-43 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle et à même la totalité de la zone d'habitation H11-11;
  - en agrandissant la zone d'habitation H11-30 à même une partie de la zone d'habitation H11-08 actuelle;
  - en abrogeant la zone d'habitation H11-11 qui autorise actuellement la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type jumelé.

  L'ensemble de ces zones fait partie du développement domiciliaire « Le Jardin des Galeries » et celles-ci sont délimitées approximativement par les rues Cormier, Luneau (projetée), Lionel-Giroux (projetée) et Caya.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

711/5/06 - Adoption du règlement no 3456 décrétant l'annulation du caractère de rue sur une partie des lots 234-15 et 234-14 du cadastre du canton de Wickham, secteur Saint-Nicéphore (abrogeant et remplaçant la résolution no 371/3/06 adoptée le 13 mars 2006)

Lecture est donnée du règlement no 3456 décrétant l'annulation du caractère de rue sur une partie des lots 234-15 et 234-14 du cadastre du canton de Wickham, secteur Saint-Nicéphore (abrogeant et remplaçant la résolution no 371/3/06 adoptée le 13 mars 2006).

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

712/5/06 - Adoption du règlement no 3470 amendant l'article 518 du règlement no 2700 de façon à modifier le nombre de ventes de garage autorisées sur le territoire

Lecture est donnée du règlement no 3470 amendant l'article 518 du règlement no 2700 de façon à modifier le nombre de ventes de garage autorisées sur le territoire.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Monsieur Michel Gélinas, employé au Service des travaux publics et à toute la famille à l'occasion du décès de son beau-frère monsieur Richard Gélinas;

- Madame Monique Parenteau, employée au Service des ressources humaines et à toute la famille à l'occasion du décès de son père monsieur Florent Parenteau.

– Monsieur Gabriel Denoncourt, employé au Service du loisir et de la vie communautaire et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère madame Yvonne Hamel Denoncourt.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Ludger Lépine

Monsieur Lépine demande pourquoi il n'a pas reçu de réponse à ses lettres envoyées les 1er novembre 2005, 7 février 2006 et 21 février 2006.

- Madame la mairesse présente ses excuses, habituellement les réponses sont rapides et elle croyait qu'il aurait une réponse rapidement.

- Le directeur général Claude Proulx s'excuse également.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 5 juin 2006.

713/5/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h10.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

29 MAI 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 29 mai 2006 à 15h30, ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

714/5/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

715/5/06 - Reconnaissance de LÉGENDES FANTASTIQUES comme organisme municipal aux fins de bénéficier d'une aide financière dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale - FIMR

CONSIDÉRANT QUE *LÉGENDES FANTASTIQUES* désire bénéficier d'une aide financière de la Société de financement des infrastructures locales du Québec - SOFIL pour réaliser le projet *Légendes Fantastiques* dans le cadre du Fonds sur l'infrastructure municipale rurale - FIMR;

CONSIDÉRANT QU'En vertu du l'article 6 de la Loi sur la SOFIL, ***LÉGENDES FANTASTIQUES*** peut être assimilé à un organisme municipal aux fins de réalisation du projet à la condition que la Ville en fasse la proposition à SOFIL;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville propose à SOFIL que ***LÉGENDES FANTASTIQUES*** soit assimilé à un organisme municipal pour bénéficier d'une aide financière dans le cadre du FIMR, aux fins de réalisation du projet ***Légendes Fantastiques***.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

716/5/06 - Vente d'un terrain industriel à 9113-5210 Québec inc. (rue Bergeron)

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9113-5210 Québec inc. une partie du lot 279 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de huit mille trois cent soixante et un virgule trois mètres carrés (8 361,3 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Martin Paradis, arpenteur-géomètre en date du 23 mai 2006 (numéro de répertoire : A1941 - numéro de minute : 7148), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit quarante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-trois dollars et soixante-dix-neuf cents (44 983,79 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me France Nadeau, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune question n'est posée par l'assistance.

717/5/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 15h35.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

5 JUIN 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 5 juin 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

718/6/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

719/6/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 15 mai 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 15 mai 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

720/6/06 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 29 mai 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale tenue le 29 mai 2006 à 15h30 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Dépôt des états financiers

Madame la mairesse fait lecture d'un texte qui résume les grandes lignes du rapport financier préparé par la firme Verrier, Paquin, Hébert, comptables agréés et qui démontre un surplus de 914 757 $ pour l'année financière 2005.

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

721/6/06

- Politique municipale en matière d'activités physiques (Soumission no 06-0053 – Ouverture 12.05.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la soumission de Sogep au montant total de 33 275 $ (taxes incluses) soit retenue ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec la firme de professionnels pour la réalisation du mandat.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

722/6/06

- Camion autopompe (Soumission no 06-0066 – Ouverture 24.05.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la soumission de Thibault & associés au montant total de 359 180,52 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat de l'équipement précité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

723/6/06

- Travaux de bouclage d'aqueduc sur la 120e et 121e Avenue (Soumission no SG-2006-107 - Ouverture 26.05.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la soumission de Excavation Mc BM inc. au montant total de 26 174,06 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

724/6/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 1er mai au 5 juin 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 4 745 173,85 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

725/6/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 5680 boulevard Saint-Joseph (secteur Saint-Nicéphore)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul latérale minimale et le total des marges de recul latérales applicables à un bâtiment principal projeté, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 127-18 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 5680 du boulevard Saint-Joseph (secteur Saint-Nicéphore), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.04.32);

État de la situation

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve actuellement sur le terrain visé par la demande un garage commercial d'un (1) étage de structure jumelée incluant deux (2) annexes ainsi qu'un bâtiment détaché d'une superficie de cent seize virgule cinquante mètres carrés (116,50 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment détaché d'une superficie de cent seize virgule cinquante mètres carrés (116,50 m^2) a fait l'objet d'un permis de construction en juin 2003 et devait servir à des fins d'entreposage pour le garage commercial existant;

CONSIDÉRANT QU'une inspection réalisée par le Service d'urbanisme a permis de constater que le bâtiment accessoire (entrepôt) avait été aménagé en logement;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation dudit bâtiment à des fins de logement contrevient à la réglementation en vigueur et ne respecte pas le permis de construction émis;

CONSIDÉRANT QUE depuis le printemps 2005, plusieurs rencontres ont eu lieu entre le Service d'urbanisme, les demandeurs et leur représentant afin d'analyser différentes propositions pouvant mener à la régularisation de la situation;

CONSIDÉRANT QUE la proposition soumise dans le cadre de la présente demande représente, parmi celles déjà soumises, celle impliquant le moins d'irrégularité;

Proposition soumise

CONSIDÉRANT QUE la proposition soumise par le demandeur et son représentant consiste à :

- démolir partiellement le garage commercial de réparation de véhicules automobiles, soit environ une superficie de quatre-vingt-douze mètres carrés (92 m^2), ainsi qu'une partie des deux (2) annexes situées à l'arrière du garage;
- reconstruire un garage commercial de réparation de véhicules automobiles de même superficie que celui démoli de façon à annexer celui-ci au bâtiment construit en 2003 (entrepôt) et utilisé actuellement à des fins de logement;
- déplacer d'un virgule cinq mètre (1,5 m) la limite de propriété séparant les lots 127-17 et 127-18 du rang III du cadastre du canton de Wickham de façon à rendre conforme la marge latérale minimale applicable à la résidence (attenante au garage existant mais qui serait démolie) devenue dérogatoire puisque ne constituant plus une structure jumelée avec le garage;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment est conforme au règlement de zonage si celui-ci constitue un bâtiment accessoire à l'usage principal;

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis a pour effet de considérer le bâtiment visé à titre de bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé le bâtiment qui serait agrandi (C04-12) et plus particulièrement pour la classe d'usages « commerce mixte » (C5), la marge de recul latérale minimale pour un bâtiment principal est établie à quatre virgule cinq mètres (4,5 m) et le total des marges de recul latérales minimales est de neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été émis en juin 2005 et que celui-ci établit à :

- deux virgule zéro neuf mètres (2,09 m) la marge de recul latérale minimale, ce qui représente une irrégularité de deux virgule quarante et un mètres (2,41 m);
- environ huit virgule quatre-vingt-quinze mètres (8,95 m) le total des marges de recul latérales minimales, ce qui représente une irrégularité d'environ zéro virgule zéro cinq mètre (0,05 m) (établi en fonction du déplacement d'un virgule cinq mètre (1,5 m) de la limite de propriété séparant les lots 127-17 et 127-18 du rang III du cadastre du canton de Wickham);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement de zonage n'a pas pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, d'autant plus que le permis de construction émis n'a pas été respecté;

CONSIDÉRANT QUE la demande ne respecte pas les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant a la possibilité de se conformer au règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'aménagement du bâtiment concerné en logement n'ont pas respecté le permis de construction émis;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** une dérogation mineure visant à diminuer de :

- quatre virgule cinq mètres (4,5 m) à deux virgule zéro neuf mètres (2,09 m) la marge de recul latérale minimale applicable à un bâtiment principal projeté;

- neuf mètres (9 m) à environ huit virgule quatre-vingt-quinze mètres (8,95 m) le total des marges de recul latérales minimales applicables à un bâtiment principal projeté;
  et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 127-18 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 5680 du boulevard Saint-Joseph (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

726/6/06 - Dépôt du procès-verbal (24.05.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 24 mai 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

727/6/06 - Acceptation des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 489 de la rue Garceau (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 489 de la rue Garceau (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.20);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir les bâtiments (principal et accessoire) érigés au 489 de la rue Garceau;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments dont l'usage est résidentiel ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site sera occupé par des bâtiments commerciaux;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné par la pose de plaques de tourbe ou ensemencé, et ceci, dès la fin des travaux de démolition des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE les arbres ainsi que les aménagements paysagers existants sont conservés ou remplacés par des aménagements comparables;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour les bâtiments situés au 489 de la rue Garceau (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

728/6/06 - Acceptation des travaux de démolition pour le bâtiment situé aux 355 à 359 de la rue Saint-Édouard (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé aux 355 à 359 de la rue Saint-Édouard (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment érigé aux 355 à 359 de la rue Saint-Édouard;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments dont l'usage est résidentiel ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site sera occupé par des bâtiments commerciaux;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné par la pose de plaques de tourbe ou ensemencé, et ceci, dès la fin des travaux de démolition des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE les arbres ainsi que les aménagements paysagers existants sont conservés ou remplacés par des aménagements comparables;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 355 à 359 de la rue Saint-Édouard (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

729/6/06 - Acceptation des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 484 de la rue Garceau (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 484 de la rue Garceau (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir les bâtiments (principal et accessoire) érigés au 484 de la rue Garceau;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments dont l'usage est principalement résidentiel ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site sera occupé par des bâtiments commerciaux;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné par la pose de plaques de tourbe ou ensemencé, et ceci, dès la fin des travaux de démolition des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE les arbres ainsi que les aménagements paysagers existants sont conservés ou remplacés par des aménagements comparables;

CONSIDÉRANT QU'au moins un (1) arbre d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) est planté sur le terrain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour les bâtiments situés au 484 de la rue Garceau (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

730/6/06 - Acceptation des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 349 de la rue Saint-Édouard (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 349 de la rue Saint-Édouard (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.23);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir les bâtiments (principal et accessoire) érigés au 349 de la rue Saint-Édouard;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments dont l'usage est résidentiel ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site sera occupé par des bâtiments commerciaux;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné par la pose de plaques de tourbe ou ensemencé, et ceci, dès la fin des travaux de démolition des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE les arbres ainsi que les aménagements paysagers existants sont conservés ou remplacés par des aménagements comparables;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour les bâtiments situés au 349 de la rue Saint-Édouard (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

731/6/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 410 de la rue Lindsay (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 410 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de zéro virgule soixante-neuf mètre carré (0,69 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée et constituée d'un matériau imitant le bois est installée à plat sur le bandeau d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne, soit entre autres, l'or, le blanc et le bourgogne, sont des couleurs sobres qui s'harmonisent bien entre elles;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible et ne rendent pas cette dernière prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre au centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 410 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

732/6/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 125 de la rue Heriot (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 125 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale d'un virgule quarante-huit mètre carré (1,48 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée et constituée de matériaux métalliques et de matières plastiques est installée à plat sur le bandeau d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne, soit entre autres, le noir, le rouge et le blanc sont des couleurs qui s'harmonisent entre elles;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée a une épaisseur d'environ 30 centimètres et que cette dernière n'est pas comparable à celle des autres enseignes situées dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne ne permet pas une bonne utilisation de l'espace disponible, notamment en hauteur sur le bandeau;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de l'enseigne (épaisseur, couleur et style) rend cette dernière prédominante sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne ne s'harmonise pas avec le type d'enseigne se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé ne contribue pas positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et ne favorise pas le développement de l'identité propre au centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE le bandeau d'affichage est repeint de couleur grise, et ce, sans harmonie avec les autres couleurs se retrouvant sur le même bandeau;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 125 de la rue Heriot (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au manque d'harmonie de l'enseigne par rapport aux autres enseignes situées dans l'environnement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

733/6/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) - P.I.A. (Easy home)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 400 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est appliquée sur la façade avant donnant vers le boulevard René-Lévesque et a une superficie maximale de deux virgule quarante-trois mètres carrés (2,43 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées lumineuses ainsi que d'un petit boîtier soulignant ces dernières qui sont installées sur le mur avant au-dessus des ouvertures de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont entre autres le bleu, le vert, l'orange et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par sa dimension, sa superficie et son traitement, l'enseigne rattachée au bâtiment ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

734/6/06 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 400 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) - P.I.A. (Panda et Orchestra)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour les établissements situés au 400 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont appliquées sur la façade avant donnant vers le boulevard René-Lévesque et ont une superficie maximale de deux virgule zéro quatre mètres carrés (2,04 m^2) (Panda) et un virgule vingt-quatre mètre carré (1,24 m^2) (Orchestra);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne (Panda) est composée de lettres détachées lumineuses de couleur blanche appliquées sur un boîtier métallique non lumineux de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne (Orchestra) est composée de lettres détachées lumineuses de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes sont installées sur le mur avant (bandeau) situé au-dessus des ouvertures des établissements;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes rattachées au bâtiment ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain et utilisent bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par leur dimension, leur superficie et leur traitement, les enseignes rattachées au bâtiment ne nuisent pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes proposées s'harmonisent avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 400 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

735/6/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 700 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 700 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment ayant une superficie maximale de trois virgule soixante et onze mètres carrés (3,71 m^2), et ce, dans la partie gauche de la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée d'un boîtier lumineux de forme ovale et est installée à plat sur la façade donnant vers le boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont principalement le bleu, le blanc et le rouge;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions et sa localisation, l'enseigne est prédominante dans le paysage urbain et utilise tout l'espace disponible sur le bâtiment, car cette dernière empiète sur les jeux de briques de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne ne s'harmonise pas avec celle existante sur le bâtiment (lettres détachées de couleur blanche (boutique Impact));

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 700 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à sa prédominance dans le paysage urbain et au manque d'harmonie avec l'enseigne existante sur le bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

736/6/06 - Acceptation des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment (incluant les bâtiments accessoires) qui sera situé au 245 de la rue Cormier (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 245 de la rue Cormier (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent trente-sept virgule cinq mètres carrés (137,5 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QU'un garage détaché ainsi qu'une remise sont aménagés dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le rapport entre la largeur de la façade du bâtiment et la largeur du terrain est élevé, ce qui permet d'obtenir un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti et s'inscrit en continuité avec l'alignement des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs des bâtiments (principal et accessoires) sont :
- de la brique-pierre de couleur terre;
- de l'enduit d'acrylique de couleur terre;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de maçonnerie sont réalisés sur les murs extérieurs, ce qui contribue à bonifier le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment donne vers la rue Cormier et que cette dernière est aménagée à même une section de mur en décroché;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est protégée d'une marquise et que ceci permet d'animer adéquatement la façade;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de toiture (pignons en façade et pentes diverses) permettent de briser la linéarité de la toiture visible de la voie de circulation (rue Cormier);

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de bonne pente, ce qui permet de bien harmoniser la hauteur du bâtiment avec celle des autres bâtiments environnants, tout en offrant un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est pourvue d'une bonne fenestration, ce qui permet d'animer cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture du garage (incluant la remise) s'inspire de celle du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux et les couleurs se retrouvant sur les bâtiments s'harmonisent avec ceux des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QU'un (1) accès au terrain (entrée charretière) est aménagé sur la rue de Genève;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement permet de limiter les conflits de circulation avec les propriétés avoisinantes;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres des différentes cours sont engazonnés et/ou paysagés, ce qui agrémente le terrain;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet, de par son architecture et son style, permet une bonne harmonisation d'ensemble et dégage une image de qualité;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment (incluant les bâtiments accessoires) (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 245 de la rue Cormier (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

737/6/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 155 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 155 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage d'un (1) étage) d'une superficie approximative de cent trente-cinq mètres carrés (135 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant, soit en face du garage rattaché;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- de la brique-pierre de couleur terre;
- du clin de fibre de bois pressé (canexel) de couleur beige;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées d'éléments décoratifs (planches cornières et/ou moulures décoratives);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 28 avril 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de cent trente millimètres (130 mm - 13 cm) allant jusqu'à quatre cent dix millimètres (410 mm - 41 cm) sont inventoriés et seront conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement de l'érable et du frêne comme essences d'arbres;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ dix-sept virgule huit pour cent (17,8 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 155 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

738/6/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment pour l'établissement situé au 501 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment pour l'établissement situé au 501 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.31);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment de type commercial d'une superficie approximative de mille deux cent vingt-quatre mètres carrés (1 224 m^2), le tout sur deux (2) étages;
- rénover le bâtiment existant (entrepôt);
- aménager le terrain;

CONSIDÉRANT QUE les largeurs des façades donnant sur les voies de circulation atteignent un ratio élevé par rapport aux largeurs du terrain, ce qui contribue à favoriser un paysage urbain densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient marquer l'intersection des rues Saint-Pierre et Cormier et s'inscrit en continuité avec l'alignement des constructions du cadre bâti environnant;

Agrandissement

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts :
- de bloc architectural à face éclatée de couleur beige pour la partie inférieure de ces derniers;
- de la brique de couleur rouge-orange pour les autres sections des murs;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que moulures décoratives d'enduit d'acrylique de couleur beige et soulignements d'acier de couleur noire et/ou d'enduit d'acrylique de couleur beige permettent d'animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est orientée vers la rue Saint-Pierre, que cette dernière est facilement identifiable par les usagers et que celle-ci constitue un élément architectural distinctif;

CONSIDÉRANT QU'une marquise supportée par d'imposantes colonnes protège l'entrée principale ainsi qu'une partie de l'allée d'accès menant à cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs autres marquises sont aménagées sur les murs et que certaines de ces dernières sont soutenues par des tiges métalliques (tire-fort) et supportées par des colonnes de maçonnerie, ce qui ajoute un style particulier au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE tous les encadrements des ouvertures, les solins, les portes d'accès ouvrant sur un axe horizontal (type « garage »), les escaliers ainsi que leurs garde-corps sont de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE tous les murs extérieurs sont animés par une fenestration abondante;

CONSIDÉRANT QU'une partie du bâtiment agrandi est réalisée de forme arrondie et que cette construction est grandement fenêtrée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE des parapets de forme arrondie sont aménagés sur les façades avant;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques situés sur la toiture sont dissimulés de façon adéquate et que les matériaux utilisés s'harmonisent avec ceux existants sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement s'inspire des qualités architecturales du bâtiment situé à proximité (Mégaburo) et que ce dernier s'harmonise avec cette construction;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier de couleur bleue est remplacé par un revêtement :
- de brique de couleur rouge-orange;
- d'acier de couleur beige (Vic West Qc 6074);

CONSIDÉRANT QUE les murs donnant vers les rues Cormier et Saint-Pierre sont recouverts de briques sur environ zéro virgule soixante-quinze mètre (0,75 m) de hauteur sur la partie inférieure de ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE tous les murs sont animés de colonnes de briques ayant environ zéro virgule quatre-vingt-six mètre (0,86 m) de largeur sur toute la hauteur du mur;

CONSIDÉRANT QU'un parapet de forme arrondie et s'inspirant de ceux prévus sur l'agrandissement est réalisé au-dessus de la porte ouvrant sur un axe horizontal (type « de garage ») donnant sur la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE le solin d'acier est de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE des soulignements horizontaux d'acier de couleur beige pâle sont prévus sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement des murs bonifie bien le style architectural de ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE la section de mur apparente de la rue Saint-Pierre est également grandement visible de la rue Notre-Dame et que, par conséquent, une attention spéciale doit être apportée à l'aménagement de terrain afin de réduire son impact dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment existant est également situé aux abords d'habitations (rue Saint-Omer) et qu'il faut s'assurer que le terrain soit aménagé de façon à améliorer l'image du site, et ce, au bénéfice du secteur;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation extérieure du bâtiment s'effectuent en harmonie et en respect des travaux d'agrandissement du bâtiment;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont principalement localisées en cours avant et en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'environ dix-sept (17) cases de stationnement sont aménagées en cours avant;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres du terrain sont gazonnés;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) entrées charretières desservent le site, ce qui contribue à créer une circulation fonctionnelle et à sécuriser les usagers des rues avoisinantes et du terrain;

CONSIDÉRANT QU'aucune entrée charretière n'est réalisée aux abords de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres sont plantés en cour avant donnant vers la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres sont plantés en cour avant donnant vers la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager formé d'un muret de maçonnerie de couleur harmonisée avec celles se retrouvant sur le bâtiment est réalisé dans la cour donnant vers la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE le muret est d'une hauteur d'environ soixante centimètres (60 cm) et qu'il est réalisé à deux (2) niveaux;

CONSIDÉRANT QUE ce dernier permet de dissimuler l'aire de stationnement localisée en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'au moins trente (30) arbustes et/ou plantes florales sont plantés dans cet aménagement et/ou aux abords de ce dernier;

CONSIDÉRANT QU'une haie d'une longueur d'environ sept (7) mètres et formée d'arbustes est également plantée à l'avant du muret donnant vers la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant donnant vers la rue Saint-Pierre (mur en retrait de l'entrepôt) est très visible de la rue Notre-Dame;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de bonifier l'aménagement de terrain dans le secteur du muret afin de réduire la visibilité sur ce mur;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) doivent êtres plantés dans cette partie de terrain afin de réduire l'impact visuel de ce mur, et ce, à partir de la rue Notre-Dame;

CONSIDÉRANT QU'aucun aménagement de terrain n'est proposé aux abords de la rue Saint-Omer et que cette cour donne vers des résidences;

CONSIDÉRANT QUE l'espace de terrain compris entre le bâtiment et la rue Saint-Omer mérite d'être bonifié en étant engazonné et/ou planté d'arbres, d'arbustes et/ou plantes florales;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement de terrain (plantation d'arbres, d'arbustes et/ou plantes florales et de gazon) doit être fait dans cette cour;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) doivent être plantés dans la cour avant donnant sur la rue Saint-Omer, et ce, à même les îlots de verdure aménagés d'arbustes et/ou plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont situées dans la cour avant secondaire (cour donnant vers la rue Cormier) et la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE ces aires ont peu d'impact sur le cadre bâti général du secteur;

CONSIDÉRANT QUE toutes les précisions ne sont pas fournies à l'égard de la composition du traitement paysager;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 501 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale à la condition qu'un plan d'aménagement de terrain démontrant la plantation ainsi que les îlots de verdure de l'ensemble du site soit soumis avant l'émission d'un permis de construction et/ou de rénovation extérieure du bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

739/6/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment pour le bâtiment situé au 228 de la rue Heriot (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment pour le bâtiment situé au 228 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.32);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- modifier certaines ouvertures du bâtiment;
- ajouter un balcon sur la façade avant et la façade arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration du troisième étage fait l'objet de modification soit par le remplacement de l'ensemble des fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont de type « à battant » avec imposte, et ce, afin d'offrir aux nouveaux logements une ventilation adéquate comparativement aux fenêtres fixes existantes;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) portes de type « à battant » avec vitrage sont installées sur le mur avant donnant vers la rue Heriot;

CONSIDÉRANT QUE certaines ouvertures du mur arrière sont également modifiées;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures et les portes sont de couleur s'harmonisant avec celle de la brique;

CONSIDÉRANT QUE les balcons sont aménagés de garde-corps et sont supportés par des angles métalliques;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps sont stylisés et en aluminium de couleur harmonisée avec celle de la brique;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux s'intègrent au style du bâtiment et permettent de dynamiser le secteur par l'ajout de logements à l'étage supérieur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) situé au 228 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

740/6/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement, de rénovation extérieure du bâtiment, d'aménagement du centre de jardinage et du terrain pour l'établissement situé au 715 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement, de rénovation extérieure du bâtiment, d'aménagement du centre de jardinage et du terrain pour l'établissement situé au 715 du boulevard St-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.33);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard St-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement, de rénovation extérieure du bâtiment, d'aménagement d'un centre de jardinage et du terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de trois mille quatre-vingt-quatre mètres carrés (3 084 m^2), le tout sur un (1) étage;
- repeindre le revêtement extérieur du bâtiment;
- réaménager l'entrée principale de l'établissement;
- réaménager l'aire d'étalage pour le centre de jardinage;
- agrandir l'aire de stationnement;

Agrandissement

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue dans le prolongement des murs avant (murs donnant vers le boulevard St-Joseph et la rue Janelle);

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'agrandissement nécessitent la démolition d'une partie du bâtiment (appentis situés dans la cour latérale gauche);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont de même type et de même composition que ceux déjà existants sur le bâtiment, soit des panneaux de béton préfabriqués;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de l'agrandissement est le même que celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement a le même gabarit (hauteur, nombre d'étages et toiture) que celui du bâtiment existant;

Agrandissement et rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont principalement des panneaux de béton préfabriqués et du bloc de béton à face éclatée;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont repeints par un procédé d'injection du produit;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs sont :
- principalement le beige pour l'ensemble des façades;
- le blanc et le rouge pour les modules architecturaux marquant l'entrée principale;
- le vert pour un soulignement horizontal situé à environ la moitié des murs extérieurs;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout d'une construction verticale près de l'entrée principale vient marquer cette dernière et sert d'élément signal dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le réaménagement de l'entrée principale permet de bien orienter la clientèle et facilite l'accès au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux proposés permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment;

Aire d'étalage

CONSIDÉRANT QUE l'aire d'étalage pour le centre de jardinage est réaménagée dans la cour latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux utilisés sont les mêmes que ceux existants, soit des colonnes de maçonnerie de couleur beige et une clôture en fer forgé de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'emplacement de l'aire d'étalage a peu d'impact sur le cadre bâti et le paysage urbain;

Aire de stationnement

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est agrandie par l'ajout d'environ vingt-trois (23) cases, et ce, en cour avant, soit dans la partie gauche du terrain près du centre de jardin;

CONSIDÉRANT QU'aucun aménagement paysager n'est prévu pour ces travaux;

CONSIDÉRANT QU'il est important d'améliorer l'image du site;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'arbres et qu'un aménagement paysager peuvent être réalisés aux abords de cette nouvelle aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE le boisé existant est partiellement conservé;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment ainsi que d'aménagement de l'aire d'étalage du centre de jardinage et du terrain (tel que mentionné ci-dessus) à la condition qu'un plan d'aménagement de terrain démontrant la plantation d'arbres et l'aménagement d'îlots paysagers aux abords de l'aire de stationnement agrandie soit soumis avant l'émission d'un permis de construction, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, pour le bâtiment situé au 715 du boulevard St-Joseph (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

741/6/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.34);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une enseigne constituée d'une plaque imitant le bois et que celle-ci représente une superficie approximative de quatre virgule soixante-dix mètres carrés (4,70 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme stylisée et que les couleurs de cette dernière sont, entre autres, le blanc, le brun, le noir, le vert et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, est prédominante dans le paysage urbain et ne s'inscrit pas en continuité avec l'affichage des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et ses dimensions, utilise tout l'espace disponible sur le bandeau;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à la grande utilisation de l'espace disponible et au manque d'harmonie de la superficie de l'enseigne par rapport à la superficie des autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

742/6/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 247 de la rue Lindsay (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 247 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.35);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne projetante constituée d'un matériau imitant le bois d'une superficie approximative de zéro virgule soixante-dix mètre carré (0,70 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est installée sur la façade principale du bâtiment, soit dans la partie de droite de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de métal (fer forgé) de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le brun, l'or et l'orangé ne rendent pas l'enseigne prédominante dans l'environnement et ne nuisent pas à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 247 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

743/6/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1435 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1435 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.36);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à donner une nouvelle image architecturale au bâtiment, et ce, en intervenant sur une partie de la façade principale et du mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant et le mur latéral gauche sont modifiés par l'ajout d'un revêtement d'acier, lequel est modulé en panneau;

CONSIDÉRANT QU'un parapet ayant deux (2) hauteurs différentes est réalisé sur ces murs (avant et latéral gauche);

CONSIDÉRANT QU'une structure en aluminium anodisé est installée sur le haut du parapet le plus élevé;

CONSIDÉRANT QUE ces interventions permettent de hausser la hauteur du bâtiment, ce qui permet d'avoir un gabarit du bâtiment plus harmonieux avec celui des bâtiments voisins;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur des autres parties des murs est conservé, soit de la brique de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE certains éléments métalliques donnant sur la façade principale sont peints de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation permettent d'améliorer l'image du bâtiment et s'effectuent dans le respect du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1435 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

744/6/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 300 de la rue Cockburn (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 300 de la rue Cockburn (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.37);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer un escalier d'issue ainsi qu'une porte sur le mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE l'escalier ainsi que la porte sont installés dans la partie du mur latéral gauche la plus rapprochée de la rue Cockburn;

CONSIDÉRANT QUE l'escalier est réalisé en métal de couleur semblable à celle de la brique, ce qui réduit sa présence sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la porte est en acier de couleur similaire à celle de la brique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux sont mineurs et que ces derniers ont peu d'impact sur le cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux sont requis afin de rencontrer une norme en vertu du code national du bâtiment (édition 1995);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 300 de la rue Cockburn (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

745/6/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment pour l'établissement situé au 150 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment pour l'établissement situé au 150 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.38);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée à gauche de l'entrée charretière, soit dans la bande aménagée de plantation située aux abords du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE celle-ci est constituée d'un boîtier lumineux ayant une superficie d'affichage maximale de six mètres carrés (6 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur blanche et que leur largeur contribue à rendre l'enseigne proportionnelle;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux et certaines parties de l'enseigne sont recouverts de modules métalliques s'inspirant de ceux se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le blanc et le bleu;

CONSIDÉRANT QUE le fond de la face d'affichage est principalement de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (maximum de six virgule dix mètres (6,10 m)) s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et sa hauteur, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses matériaux, s'intègre avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est prévu au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 150 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

746/6/06 - Acceptation d'une modification partielle d'un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) (2e version) dans le cadre du développement de la rue Saint-Onge (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet l'acceptation d'une modification partielle d'un plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) (2e version) dans le cadre du développement de la rue Saint-Onge, a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.46);

CONSIDÉRANT QUE la présente demande concerne trois (3) propriétaires différents désirant développer les terrains adjacents à la rue Saint-Onge dont l'ouverture de celle-ci est prévue à court terme;

CONSIDÉRANT QUE les trois (3) propriétaires concernés par la présente demande ont apporté des modifications à leur demande initiale, ce qui entraîne une nouvelle étude du dossier selon les nouveaux éléments soumis;

CONSIDÉRANT la **recommandation précédente du comité consultatif d'urbanisme** relativement à la demande initiale, à savoir :

« ⇨ d'accepter le plan partiel d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour la partie de la rue Saint-Onge située entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Bertrand projetée, à savoir :

⇒ Lots 294P. et 295P.(M. Alain Guilbeault)
- l'aménagement de douze (12) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type contigu, en prévoyant que lesdits terrains soient assujettis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

⇒ Lot 296P.(M. Alain Guilbeault)
- l'aménagement de seize (16) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lot 297P. (M. Alain Carrier)
- l'aménagement de terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lots 298P. et 299P. (M. Yves Tousignant)
- l'aménagement de quatre (4) terrains prévus pour des habitations bi et trifamiliales de type isolé, en prévoyant que lesdits terrains soient assujettis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) ainsi que l'aménagement de onze (11) terrains pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lots 299P., 300P. et 301P. (M. Marcel Guilbault)
- l'aménagement de quarante (40) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lot 302P. (M. André Lemaire)
- l'aménagement de six (6) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇨ de **reporter** la décision concernant la partie du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) située entre la rue Bertrand projetée et la piste cyclable afin que le concept de développement s'harmonise avec le reste du secteur et vérifier la possibilité d'implanter des commerces de service visant à desservir la population à venir. »;

CONSIDÉRANT la **décision du conseil municipal** sur la demande initiale, à savoir :

« ⇒ Lots 294P. et 295P. (M. Alain Guilbeault)
- **refuse** l'aménagement de douze (12) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type contigu;
- accepte l'aménagement de terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé ou jumelé;

⇒ Lot 296P. (M. Alain Guilbeault)
- accepte l'aménagement de seize (16) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lot 297P. (M. Alain Carrier)
- accepte l'aménagement de terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lots 298P. et 299P. (M. Yves Tousignant)
- **refuse** l'aménagement de quatre (4) terrains prévus pour des habitations bi et trifamiliales de type isolé;
- accepte l'aménagement de tous les terrains visés pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lots 299P., 300P. et 301P. (M. Marcel Guilbault)

- accepte l'aménagement de quarante (40) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;

⇒ Lot 302P. (M. André Lemaire)
- accepte l'aménagement de six (6) terrains prévus pour des habitations unifamiliales de type isolé;
- **reporte** la décision concernant la partie du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) située entre la rue Bertrand projetée et la piste cyclable (lots 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham de la Ville de Drummondville) afin, entre autres, que le concept de développement s'harmonise avec le reste du secteur et de vérifier la possibilité d'implanter des commerces de service visant à desservir la population à venir (le tout tel qu'énuméré précédemment). »;

CONSIDÉRANT QUE les plans d'aménagement d'ensemble (2e version) déposés par les propriétaires en mai 2006 font partie intégrante :
- d'une affectation R-X (zone Hx) au plan d'urbanisme assujettie au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);
- des zones d'habitation H07-39, H07-40, HL07-48 et H07-55;

CONSIDÉRANT QUE la présente demande concerne trois (3) propriétés, à savoir :
⇒ Lots 294P. et 295P. (M. Alain Guilbeault);
⇒ Lots 298P. et 299P. (M. Yves Tousignant);
⇒ Lots 299P., 300P. et 301P. (M. Marcel Guilbault);

CONSIDÉRANT QUE le plan d'aménagement d'ensemble (2e version) déposé contient les nouveaux éléments suivants, à savoir :

Trame de rues

Pour les lots 294P. et 295P. (M. Alain Guilbeault)

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Saint-Damase, la trame de rue présentée prévoit une nouvelle rue vers la portion du développement située au sud de la rue Saint-Onge projetée, comparativement à une trame de rue se terminant en rond de virage sur la première (1ère) version;

CONSIDÉRANT QUE le promoteur prévoit une trame de rues en forme d'îlots (pour le secteur au sud de la rue Saint-Onge) afin d'éviter un tracé de rues rectiligne longeant la voie ferrée;

Usages et gabarits de construction

Pour les lots 294P. et 295P. (M. Alain Guilbeault)

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Saint-Damase (lots 294P. et 295P.), le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement d'environ vingt quatre (24) terrains dont la classe d'usage projetée est **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolée, comparativement à douze (12) terrains au plan proposé (1ère version) dont la classe d'usages projetés était **h_1** « habitation unifamiliale » de type **contigu**;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'ensemble (2e version) déposé prévoit l'aménagement de onze (11) terrains ayant des dimensions d'environ quinze mètres (15 m) de façade par trente mètres (30 m) de profondeur, onze (11) terrains ayant des dimensions d'environ quinze virgule zéro huit mètres (15,08 m) de façade par vingt-neuf mètres (29 m) de profondeur et au moins deux (2) terrains ayant des dimensions d'environ quinze mètres (15 m) et vingt-deux mètres (22 m) de façade par environ quarante et un virgule neuf mètres (41,9 m) de profondeur, ces derniers étant situés près de la voie ferrée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de construction souhaité par le promoteur pour ce tronçon répond à une demande pour ce secteur (type d'habitations : référence au Plateau Saint-Nicolas) et que la hauteur souhaitée varie de un (1) à deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'usage et l'architecture souhaités par le promoteur s'harmonisent aux usages et à l'architecture existante sur les terrains adjacents (rue Chopin) où l'on retrouve des habitations unifamiliales isolées ayant une hauteur d'un (1) étage;

Pour les lots 298P. et 299P. (M. Yves Tousignant)

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé sur les lots 298P. et 299P., le plan d'ensemble déposé prévoit l'aménagement de quatre (4) terrains dont la classe d'usages projetés est **h_2** « habitations bi et trifamiliale » mais comprenant un maximum de deux (2) logements, comparativement à quatre (4) terrains au plan proposé (1ère version) dont la classe d'usages projetés était **h_2** « habitations bi et trifamiliale » de type isolé;

CONSIDÉRANT QUE les quatre (4) terrains visés pour la classe d'usages **h_2** « habitations bi et trifamiliale » ayant un maximum de deux (2) logements de type isolé (côté nord de la rue) ont des dimensions d'environ vingt et un mètres (21 m) de façade par soixante et un mètres (61 m) de profondeur, ce qui est, selon le promoteur, difficile à développer pour la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de construction souhaité par le promoteur pour ce tronçon répond à une demande pour ce secteur et que pour les quatre (4) terrains visés pour la classe d'usages **h_2** « habitations bi et trifamiliale » de type isolé, la référence du type d'habitations est celle que l'on retrouve, par exemple, sur la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de se questionner sur la possibilité de prévoir une zone commerciale de détail et de service de voisinage pour ce secteur et que les terrains visés par la présente demande (lots 298P. et 299P.) représentent une localisation potentielle pour ce type d'usage;

Pour les lots 299P., 300P., 301P. (M. Marcel Guilbault)

CONSIDÉRANT QUE pour le tronçon situé sur les lots 299P., 300P. et 301P., le plan d'ensemble déposé (2e version) prévoit l'aménagement de quarante (40) terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé, incluant l'usage accessoire « maison intergénérations » comparativement à la demande initiale qui n'incluait pas ce type d'usage;

CONSIDÉRANT QU'il serait pertinent d'offrir la possibilité d'aménager des maisons intergénérations pour l'ensemble de la section de la rue Saint-Onge permettant la construction d'habitations unifamiliales isolées (**h_1**);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de construction souhaité par le promoteur pour ce tronçon est similaire à ce que l'on retrouve dans le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit devra s'harmoniser avec les usages et gabarits existants que l'on retrouve sur les terrains adjacents (rue Émile-Grisé et 31e Avenue) où l'on retrouve des habitations unifamiliales isolées ayant une hauteur d'un (1) étage;

Espaces verts, usages, trame de rues

CONSIDÉRANT QU'il sera nécessaire, pour l'ensemble des secteurs, d'aménager des espaces verts afin de desservir la population existante et celle à venir dans le secteur et de prévoir une trame de rue ainsi que des usages selon les critères prévus au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);

CONSIDÉRANT QUE ces aspects seront vérifiés lorsque chaque promoteur présentera les plans d'aménagement d'ensemble pour la totalité des propriétés visées;

Zone commerciale de détail et de service de voisinage

CONSIDÉRANT QUE des questionnements se posent sur la possibilité de prévoir une zone commerciale de détail et de service de voisinage afin de desservir la population à venir s'établir dans ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE le Commissariat au Commerce recommande la présence d'une zone commerciale dans le secteur visé par la présente demande pour les motifs suivants :

« 1. Afin de desservir adéquatement la population du secteur, nous recommandons la classe d'usage **c_1** (commerce de détail et de service de voisinage) où seuls les usages suivants devraient être permis : dépanneur et club vidéo.
2. Ce développement résidentiel entraînera une forte densité de population d'où l'importance de commerces de proximité venant répondre à la demande.

3. Nous constatons qu'il y a une absence de dépanneurs à proximité de cette zone. Seulement quatre (4) dépanneurs (dont trois (3) stations-service) sont implantés sur le boulevard Lemire.
4. Étant donné une circulation rapide sur le boulevard Lemire, nous croyons qu'il est plus sécuritaire et accessible d'avoir ce type de commerce à proximité.
5. Pour le promoteur, le terrain utilisé à des fins commerciales aura un meilleur taux de vente et apportera un gain important en taxation à la municipalité. »;

CONSIDÉRANT QU'une étude comparative réalisée dans deux (2) secteurs de la Ville de Drummondville démontre une desserte d'au moins deux (2) établissements commerciaux de détail et de service de voisinage pour chaque secteur étudié afin de desservir une population équivalente à la population prévue dans le secteur visé par la présente demande, et ce, sans tenir compte des établissements commerciaux localisés sur les grandes artères bordant ces secteurs;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme et le conseil municipal ont déjà statué sur le secteur situé entre la rue Bertrand projetée et la piste cyclable;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

⇨ accepte la modification partielle du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour la partie de la rue Saint-Onge située entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Bertrand projetée, à savoir :

⇒ Lots 294P. et 295P. (M. Alain Guilbeault)
- l'aménagement d'environ vingt-quatre (24) terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé (tel que déjà accepté par le conseil municipal antérieurement);

⇒ Lots 299P., 300P. et 301P. (M. Marcel Guilbault)
- l'aménagement de quarante (40) terrains dont la classe d'usages projetés est **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé, incluant l'usage accessoire « maison intergénérations »;

⇨ accepte l'usage accessoire « maison intergénérations » pour l'ensemble du secteur où est prévue la classe d'usages **h_1** « habitation unifamiliale » de type isolé (sur la rue Saint-Onge);

⇨ **reporte** la décision concernant le plan partiel d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour une portion de la rue Saint-Onge située entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Bertrand projetée, à savoir :

⇒ Lots 298P. et 299P. (M. Yves Tousignant)
- l'aménagement de quatre (4) terrains dont la classe d'usages projetés est **h_2** « habitations bi et trifamiliale » mais comprenant un maximum de deux (2) logements;

et ce, afin de vérifier la possibilité d'établir une zone commerciale de détail et de service de voisinage pour les terrains visés incluant les trois (3) terrains adjacents à ces derniers et situés à l'angle des rues Saint-Laurent et Saint-Onge (projetée) pour desservir la population à venir s'établir dans ce secteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation du dossier suivant :

747/6/06 - Acceptation des travaux de construction de bâtiments résidentiels de deux (2) à quatre (4) unités (condominiums) qui seront situés sur les lots 120P., 121P. et 122P. (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction de bâtiments résidentiels de deux (2) à quatre (4) unités (condominiums), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.03.07);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés seront situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./projet Renaissance (rues Osias-Leduc, Jean-Paul-Riopelle, Albert-Dumouchel et Henri-Julien), et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiments résidentiels seront soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire :

- quatorze (14) bâtiments résidentiels de **quatre (4) unités** (condominiums) ayant une superficie approximative de deux cent soixante-dix-huit mètres carrés (278 m^2), le tout sur deux (2) étages;
- dix (10) bâtiments résidentiels de **deux (2) unités** (condominiums) ayant une superficie approximative de cent vingt-cinq mètres carrés (125 m^2), le tout sur deux (2) étages;

Bâtiments de quatre (4) unités

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments faisant partie du projet Renaissance ont des gabarits (nombre d'étages, type de toiture et hauteur) semblables les uns par rapport aux autres et que ceux-ci font partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE les façades des bâtiments principaux sont aménagées de décrochés et/ou d'avancées, ce qui anime ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>

- du bloc architectural à face éclatée imitant la pierre de couleur beige, le tout sur environ un mètre (1 m) de hauteur et installé sur la partie inférieure des murs;
- de l'enduit d'acrylique de couleur beige pour les autres parties des murs;

<u>pour la toiture</u>

- un bardeau d'asphalte de couleur brune;
- un revêtement d'acier imitant la tôle à baguette de couleur brune (face avant des parties des toitures de type « plat »);

CONSIDÉRANT QUE la fenestration des bâtiments est de type « à battant » avec carrelage intégré;

CONSIDÉRANT QUE certaines fenêtres sont pourvues d'imposte;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont principalement de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les portes des bâtiments sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont en nombre suffisant, ce qui permet d'animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que moulures décoratives au pourtour des ouvertures, coins français, retraits dans le revêtement d'enduit d'acrylique, colonnes et moulures d'ornementation permettent de souligner le caractère architectural des bâtiments tout en restant sobre;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des matériaux s'agencent entre elles et respectent le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE les entrées des logements sont protégées par un balcon servant de toiture, lequel est supporté par une colonne;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps donnant sur la façade principale des bâtiments sont en aluminium de couleur foncée (brune ou noire);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments sont aménagés de deux (2) à quatre (4) garages attenants à ces derniers et que ceux ayant seulement deux (2) garages seront situés au centre des bâtiments;

CONSIDÉRANT QU'il est possible d'avoir des galeries fermées ou non ainsi que d'autres types d'éléments de saillie tels que patios, et ce, en cour latérale et/ou arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs de ces galeries s'harmonisent avec ceux existants sur les bâtiments (type et couleur);

CONSIDÉRANT QUE chaque terrain est aménagé de trois (3) entrées charretières menant à l'aire de stationnement et/ou aux garages;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont réalisées sur les terrains;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et vingt (20) arbustes et/ou plantes florales sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction de quatorze (14) bâtiments résidentiels de quatre (4) unités (condominiums) s'effectue dans le respect du cadre bâti environnant et dégage une image de qualité supérieure;

Bâtiments de deux (2) unités

CONSIDÉRANT QUE le projet est constitué de dix (10) bâtiments résidentiels ayant des abris d'autos et/ou des garages attenants;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments faisant partie du projet Renaissance ont des gabarits (nombre d'étages, type de toiture et hauteur) semblables les uns par rapport aux autres et que ceux-ci font partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale des bâtiments principaux est aménagée de décrochés et/ou d'avancées, ce qui anime cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de volumes tels que niveaux de toiture différents et/ou hauteur des bâtiments (principal et accessoire) permettent d'obtenir un style architectural particulier et distinctif;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation des bâtiments accessoires s'effectuent en avancée et/ou en décroché par rapport aux murs avant des bâtiments principaux, ce qui permet de réduire la linéarité des façades des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>

- du bloc architectural à face éclatée imitant la pierre de couleur beige, le tout sur environ un mètre (1 m) de hauteur et installé sur la partie inférieure des murs;
- de l'enduit d'acrylique de couleur beige pour les autres parties des murs;

<u>pour la toiture</u>

- un bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration des bâtiments est de type « à battant » avec un carrelage intégré;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont principalement de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les portes des bâtiments sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont en nombre suffisant, ce qui permet d'animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que moulures décoratives au pourtour des ouvertures, coins français, retraits dans le revêtement d'enduit d'acrylique, colonnes et moulures d'ornementation permettent de souligner le caractère architectural des bâtiments tout en restant sobre;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des matériaux s'agencent entre elles et respectent le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE les entrées des logements sont protégées par une marquise, laquelle est supportée par une colonne;

CONSIDÉRANT QUE tous les bâtiments principaux ont deux (2) bâtiments accessoires attenants;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments sont aménagés d'abris d'autos et/ou de garages attenants à ces derniers;

CONSIDÉRANT QU'il est possible d'avoir des galeries fermées ou non ainsi que d'autres types d'éléments de saillie tels que patio, et ce, en cour latérale et/ou arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs de ces galeries s'harmonisent avec ceux existants sur les bâtiments (type et couleur);

CONSIDÉRANT QUE chaque terrain est aménagé de deux (2) entrées charretières menant aux bâtiments accessoires attenants;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont réalisées sur les terrains;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et dix (10) arbustes et/ou plantes florales sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction de dix (10) bâtiments résidentiels de deux (2) logements (condominiums) s'effectue dans le respect du cadre bâti environnant et dégage une image de qualité supérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction :

- ⇨ de quatorze (14) bâtiments résidentiels de quatre (4) unités (condominiums) qui seront situés aux 85, 95, 105, 115 rue Ozias-Leduc et aux 150, 170, 190, 195, 205, 210, 215, 225, 230, 235 rue Albert-Dumouchel de la Ville de Drummondville;
- ⇨ de dix (10) bâtiments résidentiels de deux (2) unités (condominiums) qui seront situés aux 165, 175, 185, 195, 205, 215, 225, 235, 245, 255 rue Jean-Paul-Riopelle de la Ville de Drummondville;

et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale qui sera en vigueur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de mai 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 30 mai 2006.

748/6/06 - Subvention de 3 000 $ - La Tablée populaire

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 000 $ à La Tablée populaire à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

749/6/06 - Subvention de 3 000 $ - Comptoir alimentaire Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 3 000 $ au Comptoir alimentaire Drummond inc. à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

750/6/06 - Subvention de 1 000 $ - Les Amis de l'Orgue de Drummond inc.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à Les Amis de l'Orgue de Drummond inc. à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

751/6/06 - Subvention de 250 $ - Réseau d'aide Le Tremplin

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 250 $ à Réseau d'aide Le Tremplin à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

752/6/06 - Subvention de 100 $ - Cercle des Fermières St-Simon

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ au Cercle des Fermières St-Simon à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

753/6/06 - Embauche de monsieur Dominic Dubé au poste d'opérateur à l'U.T.E.U.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Dominic Dubé au poste d'opérateur à l'U.T.E.U., le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-2000-4468).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

754/6/06 - Embauche de madame Marie-Ève Pelletier au poste de préposée à la clientèle, temps partiel régulier, à la Bibliothèque municipale Côme St-Germain

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Marie-Ève Pelletier au poste de préposée à la clientèle, temps partiel régulier, à la Bibliothèque municipale Côme St-Germain, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

755/6/06 - Délégation du conseiller Jean Shooner au conseil d'administration de la SOLIDE

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville délègue le conseiller Jean Shooner au conseil d'administration de la SOLIDE à titre de représentant de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

756/6/06 - Délégation du conseiller Roberto Léveillée au conseil d'administration de Carrefour jeunesse-emploi Drummond

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville délègue le conseiller Roberto Léveillée au conseil d'administration de Carrefour jeunesse-emploi Drummond à titre de représentant de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

757/6/06 - Autorisation au Centre communautaire de loisirs Claude-Nault - Tenue d'une nuit de camping pour enfants le 26 juin 2006 et fête familiale le 18 août 2006 dans le cadre du camp de jour 2006

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire de loisirs Claude-Nault à tenir une nuit de camping pour enfants le 26 juin 2006 sur le site du Centre communautaire ainsi qu'une fête familiale le 18 août 2006 au parc Central Boisbriand dans le cadre du camp de jour 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

758/6/06 - Autorisation à la Commission scolaire Des Chênes - Tenue du marathon des jeunes des écoles primaires Notre-Dame-du-Rosaire, Sainte-Jeanne-d'Arc et Ste-Brigitte, le 8 juin 2006 et autorisation de fermeture de rues

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Commission scolaire Des Chênes à tenir le marathon des jeunes des écoles primaires Notre-Dame-du-Rosaire, Sainte-Jeanne-d'Arc et Ste-Brigitte, le 8 juin 2006 et autorise également la fermeture de rues, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

759/6/06 - Autorisation au Centre communautaire Pierre-Lemaire - Tenue d'une soirée camping au parc Gaudet dans la nuit du 18 au 19 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Pierre-Lemaire à tenir une soirée camping au parc Gaudet dans la nuit du 18 juillet au 19 juillet 2006 de 16h00 à 07h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

760/6/06 - Autorisation au Centre communautaire Pierre-Lemaire - Tenue d'une fête de quartier le 18 août 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Pierre-Lemaire à tenir une fête de quartier, le 18 août 2006 de 16h00 à 23h00, sur le site du centre communautaire, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

761/6/06 - Autorisation au Club optimiste St-Charles-de-Drummond inc. - Tenue de l'activité « Sécurité sur roue 2006 » le 11 juin 2006

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club optimiste St-Charles-de-Drummond inc. à tenir l'activité « Sécurité sur roue 2006 » le dimanche 11 juin 2006, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec ainsi que la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

762/6/06 - Autorisation aux organisateurs de l'Ultramarathon Michel Gouin - Installation de petites tentes sur le site de la piste Claude-Béland les 28, 29 et 30 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs de l'Ultramarathon Michel Gouin à procéder à l'installation de petites tentes sur le site de la piste Claude-Béland les 28, 29 et 30 juillet 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

763/6/06 - Autorisation à Jeans Dépôt - Installation d'un chapiteau durant une période de 4 jours consécutifs

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Jeans Dépôt à tenir une vente sous la tente sur le site du 2070 boulevard Lemire durant une période de 4 jours consécutifs, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

764/6/06 - Autorisation à Solarium Drummond inc. - Tenue d'une vente sous la tente du 15 au 18 juin 2006

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Solarium Drummond inc. à tenir une vente sous la tente du 15 au 18 juin 2006 sur le site du 1131 rue Ayotte, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

765/6/06 - Autorisation au magasin Canadian Tire - Tenue d'une vente sous le chapiteau du 9 au 12 juin 2006

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le magasin Canadian Tire à tenir une vente sous le chapiteau du 9 au 12 juin 2006 sur le site du 715 boulevard Saint-Joseph, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

766/6/06 - Autorisation au comité social de Canimex - Tenue d'une vente de

garage le 26 août 2006 sur le site de l'entreprise

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité social de Canimex à tenir une vente de garage le 26 août 2006 sur le site de l'entreprise, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

767/6/06 - Autorisation aux étudiants de l'école St-Frédéric - Utilisation de la piste Claude-Béland et du parc Millette le 8 juin 2006 pour une journée d'activités

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les étudiants de l'école St-Frédéric à utiliser la piste Claude-Béland et le parc Millette le 8 juin 2006 pour une journée d'activités, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

768/6/06 - Amendement à la résolution no 628/5/06 adoptée le 1er mai 2006 - Remplacement du nom de Solutions graphical inc. par celui de 9168-7061 Québec inc.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville amende la résolution no 628/5/06 adoptée le 1er mai 2006 de façon à remplacer le nom de Solutions graphical inc. par celui de 9168-7061 Québec inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

769/6/06 - Mandat à la firme BPR-EnvirAqua inc. aux fins d'agir comme experts dans les causes du 17 octobre 2005

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville retienne les services de la firme BPR-EnvirAqua inc. aux fins d'agir comme experts dans les causes de réclamations opposant la Ville à certains contribuables du développement la Volière en regard de l'événement du 17 octobre 2005.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

770/6/06 - Autorisation au Mondial des Cultures - Sollicitation d'un permis pour l'ouverture du Pub du Mondial au 235 rue Heriot, local 220, pour la période du 17 juin au 17 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Mondial des Cultures à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour l'ouverture et l'opération du Pub du Mondial au 235 rue Heriot, local 220, et ce, pour la période du 17 juin au 17 juillet 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

771/6/06 - Signature d'une entente à intervenir avec le Groupe d'aide à la recherche et à l'aménagement de la faune (GARAF)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec le Groupe d'aide à la recherche et à l'aménagement de la faune (GARAF) relative à la mise en place d'une patrouille verte.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

772/6/06 - Signature d'un addenda à l'entente intervenue avec Le Bloc Vert relativement à l'organisation et à la tenue d'une campagne d'information et de sensibilisation en regard des pesticides

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un addenda à l'entente intervenue avec Le Bloc Vert relativement à l'organisation et à la tenue d'une campagne d'information et de sensibilisation en regard des pesticides.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

773/6/06 - Protocole d'entente avec Le Club de patinage artistique de Drummondville inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la location d'heures de glace à l'Olympia Yvan Cournoyer

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le Club de patinage artistique de Drummondville inc. et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la location d'heures de glace à l'Olympia Yvan Cournoyer.

Le protocole d'entente est valable pour quatre (4) semaines, soit du 26 juin au 21 juillet 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

774/6/06 - Protocole d'entente avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc. – Animation du parc de planches à roulettes

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc. pour l'animation du parc de planches à roulettes.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2006 et comprend le versement d'une subvention de 5 400 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

775/6/06 - Protocole d'entente avec la Corporation du Centre culturel de Drum-

mondville inc. – Animation et opération des piscines extérieures et de la plage publique

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Corporation du Centre culturel de Drummondville inc. pour l'animation et l'opération des piscines extérieures et de la plage publique.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2006 et comprend le versement d'une subvention de 227 620 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel se retire pour la présentation du dossier suivant :

776/6/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour l'entretien des parcs dans le secteur Saint-Jean-Baptiste

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour l'entretien des parcs dans le secteur Saint-Jean-Baptiste.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006 et comprend le versement d'une subvention de 19 296,59 $ (taxes incluses).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel reprend son siège.

777/6/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec Réseaux Plein Air Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec Réseaux Plein Air Drummond inc.

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2006 et comprend le versement d'une subvention de 20 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

778/6/06 - Reconduction de l'entente entre la Ville de Drummondville et la Société de Développement économique Drummondville (CLD Drummond)

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville reconduise l'entente avec la Société de Développement économique Drummondville (CLD) en regard du Carrefour de la nouvelle économie. Ladite entente est reconduite avec une subvention annuelle de 100 000 $ pour une période de 5 ans.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents à l'entente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

779/6/06 - Opinion du conseil en regard de la demande de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes formulée à la Commission municipale du Québec par Parrainage civique Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes formulée à la Commission municipale du Québec par Parrainage civique Drummond inc., et ce, pour l'immeuble situé au 130 rue St-Damase.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

780/6/06 - Opinion du conseil en regard de la demande de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes formulée à la Commission municipale du Québec par Ilôt résidentiel adapté Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville refuse d'appuyer la demande formulée par Ilôt résidentiel adapté Drummond inc. auprès de la Commission municipale du Québec pour une reconnaissance aux fins d'exemption de taxes, et ce, pour l'immeuble situé au 320 de la rue St-Alphonse. Ce refus est principalement basé sur le fait que la Ville de Drummondville considère que l'organisme ne rencontre pas les critères de la Loi.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

781/6/06 - Cautionnement des Légendes Fantastiques pour une somme de 250 000 $ due à la Caisse populaire Desjardins de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire des Légendes Fantastiques pour le remboursement d'une somme de 250 000 $ en faveur de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents, le tout sujet à l'approbation du ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

782/6/06 - Cautionnement du Centre communautaire Pierre-Lemaire pour une somme de 20 000 $ due à la Caisse populaire Desjardins de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire du Centre

communautaire Pierre-Lemaire pour le remboursement d'une somme de 20 000 $ en faveur de la Caisse populaire Desjardins de Drummondville.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

783/6/06 - Signature d'une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-2000-4468)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur général et la directrice du Service des ressources humaines à signer une lettre d'entente à intervenir avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-2000-4468). Ladite lettre d'entente règle une situation particulière avec madame Valérie Bergeron.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

784/6/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 118 du cadastre du canton de Wickham (8e Allée) à madame Valérie Rodrigue et monsieur Christian Roy

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 118 du cadastre du canton de Wickham, situé sur la 8e Allée à madame Valérie Rodrigue et monsieur Christian Roy. Ledit terrain d'une superficie approximative de trois cent soixante-sept mètres carrés et neuf dixièmes (367,9 m^2) est vendu pour un montant de 15,07 $ le mètre carré soit un prix total de 5 544,24 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

785/6/06 - Signature d'un acte de cession de rue à être consenti par Les Constructions Gérard Hébert inc.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de cession de rue à être consenti par Les Constructions Gérard Hébert inc.

Ladite cession affecte le lot 5-230 du cadastre du canton de Wendover situé dans le domaine Les Havres du Boisselier, secteur Saint-Charles-de-Drummond.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

786/6/06 - Signature d'un acte de correction à intervenir avec madame Lucille Mathieu (lot 120-14P. du cadastre du canton de Wickham, secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de

la Ville de Drummondville un acte de correction à intervenir avec madame Lucille Mathieu concernant le lot 120-14P. du cadastre du canton de Wickham, secteur Saint-Nicéphore.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

787/6/06 - Signature d'une déclaration solennelle en regard d'une requête en reconnaissance judiciaire du droit de propriété sur les parties du lot 185 du cadastre officiel du quartier Nord de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une déclaration solennelle en regard d'une requête en reconnaissance judiciaire du droit de propriété sur les parties du lot 185 du cadastre officiel du quartier Nord de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

788/6/06 - Signature d'un acte de vente du lot P790 du cadastre du canton de Wickham à être consenti par la Ville à Développement Charles-Mont inc.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente du lot P790 du cadastre du canton de Wickham à être consenti à Développement Charles-Mont inc.

Ladite vente est consentie pour et en considération d'une somme de 415 516,02 $ représentant un coût de vingt cents (0,20 $) le pied carré.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

789/6/06 - Signature d'un acte de rétrocession d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham par Développement Charles-Mont inc.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de rétrocession à des fins de parc d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham par Développement Charles-Mont inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation du dossier suivant :

790/6/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec Gestion Millenia D.M.S. inc. - Développement du Domaine des Beaux-Arts (rues Alfred-Pellan, Paul-Émile-Borduas, Suzor-Coté, Henri-Julien, Jean-Paul-Riopelle, Albert-Dumouchel, Ozias-Leduc et Hugh-Campagna)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec Gestion Millenia D.M.S. inc. pour le développement du Domaine des Beaux-Arts (rues Alfred-Pellan, Paul-Émile-Borduas, Suzor-Coté, Henri-Julien, Jean-Paul-Riopelle, Albert-Dumouchel, Ozias-Leduc et Hugh-Campagna).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

791/6/06 - Mandat à Teknika-HBA - Développement du Domaine des Beaux-Arts (rues Alfred-Pellan, Paul-Émile-Borduas, Suzor-Coté, Henri-Julien, Jean-Paul-Riopelle, Albert-Dumouchel, Ozias-Leduc et Hugh-Campagna)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Teknika-HBA aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement du Domaine des Beaux-Arts (rues Alfred-Pellan, Paul-Émile-Borduas, Suzor-Coté, Henri-Julien, Jean-Paul-Riopelle, Albert-Dumouchel, Ozias-Leduc et Hugh-Campagna), et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

792/6/06 - Mandat aux Laboratoires Shermont inc. - Développement du Domaine des Beaux-Arts (rues Alfred-Pellan, Paul-Émile-Borduas, Suzor-Coté, Henri-Julien, Jean-Paul-Riopelle, Albert-Dumouchel, Ozias-Leduc et Hugh-Campagna)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville mandate les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement du Domaine des Beaux-Arts (rues Alfred-Pellan, Paul-Émile-Borduas, Suzor-Coté, Henri-Julien, Jean-Paul-Riopelle, Albert-Dumouchel, Ozias-Leduc et Hugh-Campagna).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

793/6/06 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. - Travaux sur le chemin Hemming

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de préparer les plans, devis et appels d'offres; de présenter lesdits plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'égouts et de voirie prévus sur le chemin Hemming.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

794/6/06 - Installation d'un panneau limitant le stationnement à 60 minutes face au bâtiment commercial situé à l'angle de la 9e Avenue et de la rue

St-Damase et un autre panneau « Stationnement interdit » sur la rue St-Damase entre le bâtiment commercial et la 9e Avenue

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation d'un panneau limitant le stationnement à 60 minutes face au bâtiment commercial situé à l'angle de la 9e Avenue et de la rue St-Damase et un autre panneau « Stationnement interdit » sur la rue St-Damase entre le bâtiment commercial et la 9e Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

795/6/06 - Installation d'arrêts toutes directions à l'intersection des rues Nadia et Richard

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation d'arrêts toutes directions à l'intersection des rues Nadia et Richard.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

796/6/06 - Installation d'arrêts toutes directions à l'intersection des rues Daragon et Blouin

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation d'arrêts toutes directions à l'intersection des rues Daragon et Blouin.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

797/6/06 - Remplacement d'un panneau « Stationnement à temps limité » par « Stationnement interdit » face au 673 rue St-Pierre

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder au remplacement d'un panneau de « Stationnement à temps limité » par « Stationnement interdit » face au 673 rue St-Pierre.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

798/6/06 - Installation d'un panneau limitant le stationnement à 60 minutes au lieu de 30 minutes face au 2395 boulevard St-Joseph

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'installation d'un panneau limitant le stationnement à 60 minutes au lieu de 30 minutes face au 2395 boulevard St-Joseph.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

799/6/06 - Installation d'un panneau limitant le stationnement à 30 minutes au lieu de 10 minutes sur la rue Loring entre les rues Heriot et Brock

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'installation d'un panneau limitant le stationnement à 30 minutes au lieu de 10 minutes sur la rue Loring entre les rues Heriot et Brock.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

800/6/06 - Avis de motion du règlement no 3482 autorisant l'utilisation de la

voie publique pour l'installation de terrasses et établissant les conditions applicables

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3482 autorisant l'utilisation de la voie publique pour l'installation de terrasses et établissant les conditions applicables.

801/6/06 - Avis de motion du règlement no 3484 établissant le lieu de résidence du personnel du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3484 établissant le lieu de résidence du personnel du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville.

802/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3484 établissant le lieu de résidence du personnel du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3484 établissant le lieu de résidence du personnel du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

803/6/06 - Avis de motion du règlement no 3485 décrétant des travaux d'installation d'un égout domestique, d'élément épurateur, de voirie et de travaux divers sur le chemin Hemming pour la desserte des propriétés de la rue Milton et prévoyant un emprunt n'excédant pas 76 208 $

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3485 décrétant des travaux d'installation d'un égout domestique, d'élément épurateur, de voirie et de travaux divers sur le chemin Hemming pour la desserte des propriétés de la rue Milton et prévoyant un emprunt n'excédant pas 76 208 $.

804/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3467 - Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3467, amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- d'autoriser, pour les habitations unifamiliales isolées situées dans la zone résidentielle 79 Ra, l'ajout d'un logement supplémentaire localisé au sous-sol.
  Cette zone est située entre le chemin Hemming et la rivière Saint-François, à proximité du domaine Gamache,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

805/6/06 - Avis de motion du règlement no 3467 – Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3467 amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- d'autoriser, pour les habitations unifamiliales isolées situées dans la zone résidentielle 79 Ra, l'ajout d'un logement supplémentaire localisé au sous-sol.
  Cette zone est située entre le chemin Hemming et la rivière Saint-François, à proximité du domaine Gamache.

806/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3467 - Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3467, amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- d'autoriser, pour les habitations unifamiliales isolées situées dans la zone résidentielle 79 Ra, l'ajout d'un logement supplémentaire localisé au sous-sol.
  Cette zone est située entre le chemin Hemming et la rivière Saint-François, à proximité du domaine Gamache;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

807/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3468 - Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3468, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle H1 à même une partie de l'affectation rurale R, de manière à y inclure des terrains localisés de part et d'autre de la rue des Forestiers projetée,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

808/6/06 - Avis de motion du règlement no 3468 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3468 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle H1 à même une partie de l'affectation rurale R, de manière à y inclure des terrains localisés de part et d'autre de la rue des Forestiers projetée.

809/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3468 - Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3468, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle H1 à même une partie de l'affectation rurale R, de manière à y inclure des terrains localisés de part et d'autre de la rue des Forestiers projetée;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

810/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3469 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3469, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H06-08 à même une partie de la zone rurale R06-07, de manière à y inclure des terrains localisés de part et d'autre de la rue des Forestiers projetée,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

811/6/06 - Avis de motion du règlement no 3469 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3469 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H06-08 à même une partie de la zone rurale R06-07, de manière à y inclure des terrains localisés de part et d'autre de la rue des Forestiers projetée.

812/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3469 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3469, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H06-08 à même une partie de la zone rurale R06-07, de manière à y inclure des terrains localisés de part et d'autre de la rue des Forestiers projetée;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

813/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3474 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean Shooner,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3474, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (habitation de faible densité) :
  - à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (habitation de moyenne densité 1) actuelle, de manière à inclure les terrains situés au nord de la rue Mongeau, entre la rue Bertrand et la piste cyclable;
  - à même une partie de l'affectation résidentielle R-X actuelle, de manière à inclure une portion de terrains située au nord de la rue St-Onge (projetée), entre la rue St-Denis et la piste cyclable ainsi qu'une portion de terrains située du côté nord ouest de la rue Bertrand (projetée), de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée);
- de créer, à même une partie de l'affectation résidentielle R-X actuelle, une affectation résidentielle R-3 (habitation de moyenne densité 2) pour le secteur localisé de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée), entre la rue Bertrand (projetée) et la piste cyclable;
- de créer, à même une partie des affectations résidentielles R-1 (habitation de faible densité) et R-X actuelles, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé approximativement au nord de la rue St-Onge (projetée), entre trois (3) rues locales projetées,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

814/6/06 - Avis de motion du règlement no 3474 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3474 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (habitation de faible densité) :
  - à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (habitation de moyenne densité 1) actuelle, de manière à inclure les terrains situés au nord de la rue Mongeau, entre la rue Bertrand et la piste cyclable;
  - à même une partie de l'affectation résidentielle R-X actuelle, de manière à inclure une portion de terrains située au nord de la rue St-Onge (projetée), entre la rue St-Denis et la piste cyclable ainsi qu'une portion de terrains située du côté nord ouest de la rue Bertrand (projetée), de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée);
- de créer, à même une partie de l'affectation résidentielle R-X actuelle, une affectation résidentielle R-3 (habitation de moyenne densité 2) pour le secteur localisé de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée), entre la rue Bertrand (projetée) et la piste cyclable;
- de créer, à même une partie des affectations résidentielles R-1 (habitation de faible densité) et R-X actuelles, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé approximativement au nord de la rue St-Onge (projetée), entre trois (3) rues locales projetées.

815/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3474 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no

3474, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (habitation de faible densité) :
  - à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (habitation de moyenne densité 1) actuelle, de manière à inclure les terrains situés au nord de la rue Mongeau, entre la rue Bertrand et la piste cyclable;
  - à même une partie de l'affectation résidentielle R-X actuelle, de manière à inclure une portion de terrains située au nord de la rue St-Onge (projetée), entre la rue St-Denis et la piste cyclable ainsi qu'une portion de terrains située du côté nord ouest de la rue Bertrand (projetée), de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée);
- de créer, à même une partie de l'affectation résidentielle R-X actuelle, une affectation résidentielle R-3 (habitation de moyenne densité 2) pour le secteur localisé de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée), entre la rue Bertrand (projetée) et la piste cyclable;
- de créer, à même une partie des affectations résidentielles R-1 (habitation de faible densité) et R-X actuelles, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé approximativement au nord de la rue St-Onge (projetée), entre trois (3) rues locales projetées;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

816/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3475 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3475, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H07-31 actuelle :
  - la zone communautaire P07-09, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) entre trois (3) rues locales futures;
  - la zone d'habitation H07-56, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type jumelé; ladite zone est localisée au nord du prolongement prévu de la rue St-Onge, entre le parc et la rue Bertrand projetés;
- de créer la zone d'habitation H07-57 à même une partie des zones d'habitation H07-26 et H07-31 actuelles, de manière à autoriser les mêmes usages que la zone d'habitation H07-31 actuelle; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) et comprend les terrains situés de part et d'autre des rues St-Denis et Émile-Grisé ainsi que de la 30e Avenue;
- de créer la zone d'habitation H07-58 à même une partie des zones d'habitation H07-31, H07-40 et HL07-48 actuelles, de manière à autoriser des habitations multifamiliales de type isolé comprenant de trois (3) à six (6) logements; ladite zone est localisée entre la rue Bertrand (projetée) et la piste cyclable, de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée);
- de créer la zone d'habitation H07-59 à même la totalité de la zone d'habitation H07-32 et une partie des zones d'habitation H07-26 et H07-31 actuelles, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »; ladite zone est localisée au nord de la rue

St-Onge (projetée) et bordée approximativement par la rue St-Denis, les 26e et 31e Avenues et la rue Bertrand (projetée);

- de créer la zone d'habitation H07-60 à même la totalité des zones d'habitation H07-29, H07-30 et une partie de la zone d'habitation H07-31 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) et est délimitée approximativement par la piste cyclable, la rue Bertrand (projetée) et le boulevard Lemire;
- de créer la zone d'habitation H07-61 à même une partie de la zone d'habitation H07-40 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »; ladite zone est localisée de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée) à l'ouest de la rue Bertrand (projetée);
- d'abroger les zones d'habitation H07-29, H07-30, H07-31 et H07-32;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments;
- d'assujettir les nouvelles zones d'habitation créées à des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations » au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.),

soit et est adopté;

2o ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

817/6/06 - Avis de motion du règlement no 3475 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3475 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H07-31 actuelle :
  - la zone communautaire P07-09, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) entre trois (3) rues locales futures;
  - la zone d'habitation H07-56, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type jumelé; ladite zone est localisée au nord du prolongement prévu de la rue St-Onge, entre le parc et la rue Bertrand projetés;
- de créer la zone d'habitation H07-57 à même une partie des zones d'habitation H07-26 et H07-31 actuelles, de manière à autoriser les mêmes usages que la zone d'habitation H07-31 actuelle; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) et comprend les terrains situés de part et d'autre des rues St-Denis et Émile-Grisé ainsi que de la 30e Avenue;
- de créer la zone d'habitation H07-58 à même une partie des zones d'habitation H07-31, H07-40 et HL07-48 actuelles, de manière à autoriser des habitations multifamiliales de type isolé comprenant de trois (3) à six (6) logements; ladite zone est localisée entre la rue Bertrand (projetée) et la piste cyclable, de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée);
- de créer la zone d'habitation H07-59 à même la totalité de la zone d'habitation H07-32 et une partie des zones d'habitation H07-26 et H07-31 actuelles, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) et bordée approximativement par la rue St-Denis, les 26e et 31e Avenues et la rue Bertrand (projetée);
- de créer la zone d'habitation H07-60 à même la totalité des zones d'habitation H07-29, H07-30 et une partie de la zone d'habitation H07-31 actuelle, de manière

à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) et est délimitée approximativement par la piste cyclable, la rue Bertrand (projetée) et le boulevard Lemire;

- de créer la zone d'habitation H07-61 à même une partie de la zone d'habitation H07-40 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »; ladite zone est localisée de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée) à l'ouest de la rue Bertrand (projetée);
- d'abroger les zones d'habitation H07-29, H07-30, H07-31 et H07-32;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments;
- d'assujettir les nouvelles zones d'habitation créées à des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations » au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.).

818/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3475 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3475, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H07-31 actuelle :
  - la zone communautaire P07-09, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) entre trois (3) rues locales futures;
  - la zone d'habitation H07-56, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type jumelé; ladite zone est localisée au nord du prolongement prévu de la rue St-Onge, entre le parc et la rue Bertrand projetés;
- de créer la zone d'habitation H07-57 à même une partie des zones d'habitation H07-26 et H07-31 actuelles, de manière à autoriser les mêmes usages que la zone d'habitation H07-31 actuelle; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) et comprend les terrains situés de part et d'autre des rues St-Denis et Émile-Grisé ainsi que de la 30e Avenue;
- de créer la zone d'habitation H07-58 à même une partie des zones d'habitation H07-31, H07-40 et HL07-48 actuelles, de manière à autoriser des habitations multifamiliales de type isolé comprenant de trois (3) à six (6) logements; ladite zone est localisée entre la rue Bertrand (projetée) et la piste cyclable, de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée);
- de créer la zone d'habitation H07-59 à même la totalité de la zone d'habitation H07-32 et une partie des zones d'habitation H07-26 et H07-31 actuelles, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) et bordée approximativement par la rue St-Denis, les 26e et 31e Avenues et la rue Bertrand (projetée);
- de créer la zone d'habitation H07-60 à même la totalité des zones d'habitation H07-29, H07-30 et une partie de la zone d'habitation H07-31 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »; ladite zone est localisée au nord de la rue St-Onge (projetée) et est délimitée approximativement par la piste cyclable, la rue Bertrand (projetée) et le boulevard Lemire;
- de créer la zone d'habitation H07-61 à même une partie de la zone d'habitation H07-40 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »; ladite zone est localisée

de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée) à l'ouest de la rue Bertrand (projetée);

- d'abroger les zones d'habitation H07-29, H07-30, H07-31 et H07-32;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments;
- d'assujettir les nouvelles zones d'habitation créées à des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations » au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

819/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3476 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3476, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de prévoir une disposition particulière relative à l'implantation d'une habitation unifamiliale isolée dans une bande de deux cents mètres (200 m) de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55), et ce, pour la zone d'habitation H06-08 agrandie;
- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone d'habitation H06-08 agrandie, de manière à ne plus autoriser la classe d'usages C1 (commerce de détail et de service de voisinage) et la classe d'usages C5 (commerce mixte).

Cette zone est localisée entre le chemin Tourville et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55), de part et d'autre de la rue des Forestiers existante et projetée,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

820/6/06 - Avis de motion du règlement no 3476 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 3476 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de prévoir une disposition particulière relative à l'implantation d'une habitation unifamiliale isolée dans une bande de deux cents mètres (200 m) de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55), et ce, pour la zone d'habitation H06-08 agrandie;
- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone d'habitation H06-08 agrandie, de manière à ne plus autoriser la classe d'usages C1 (commerce de détail et de service de voisinage) et la classe d'usages C5 (commerce mixte).

Cette zone est localisée entre le chemin Tourville et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55), de part et d'autre de la rue des Forestiers existante et projetée.

821/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3476 - Zonage no 03-UR-10-

1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3476, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de prévoir une disposition particulière relative à l'implantation d'une habitation unifamiliale isolée dans une bande de deux cents mètres (200 m) de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55), et ce, pour la zone d'habitation H06-08 agrandie;
- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone d'habitation H06-08 agrandie, de manière à ne plus autoriser la classe d'usages C1 (commerce de détail et de service de voisinage) et la classe d'usages C5 (commerce mixte).

Cette zone est localisée entre le chemin Tourville et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55), de part et d'autre de la rue des Forestiers existante et projetée;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

822/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3479 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3479, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la zone d'habitation H03-21 à des objectifs et critères d'évaluation particuliers applicables à un règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

Cette zone est située dans le développement domiciliaire « Le Quartier » et inclut approximativement les terrains localisés de part et d'autre des rues impasse du Ruisselet, croissant des Hautes-Cimes, cours des Morilles, croissant de l'Ail-des-Bois et cours des Fougères,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

823/6/06 - Avis de motion du règlement no 3479 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3479, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la zone d'habitation H03-21 à des objectifs et critères d'évaluation particuliers applicables à un règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);
  Cette zone est située dans le développement domiciliaire « Le Quartier » et inclut approximativement les terrains localisés de part et d'autre des rues impasse du Ruisselet, croissant des Hautes-Cimes, cours des Morilles, croissant de l'Ail-des-Bois et cours des Fougères.

824/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3479 - Zonage no 2520 (secteur

Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3479, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la zone d'habitation H03-21 à des objectifs et critères d'évaluation particuliers applicables à un règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);
  Cette zone est située dans le développement domiciliaire « Le Quartier » et inclut approximativement les terrains localisés de part et d'autre des rues impasse du Ruisselet, croissant des Hautes-Cimes, cours des Morilles, croissant de l'Ail-des-Bois et cours des Fougères;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

825/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3480 - P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3480, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la zone d'habitation H03-21 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 16.0 du règlement concerné, et ce, lors de certains travaux et d'apporter en conséquence les ajustements qui sont nécessaires.
  Cette zone est située dans le développement domiciliaire « Le Quartier » et inclut approximativement les terrains localisés de part et d'autre des rues impasse du Ruisselet, croissant des Hautes-Cimes, cours des Morilles, croissant de l'Ail-des-Bois et cours des Fougères,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

826/6/06 - Avis de motion du règlement no 3480 - P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3480, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la zone d'habitation H03-21 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 16.0 du règlement concerné, et ce, lors de certains travaux et d'apporter en conséquence les ajustements qui sont nécessaires.
  Cette zone est située dans le développement domiciliaire « Le Quartier » et inclut approximativement les terrains localisés de part et d'autre des rues impasse du Ruisselet, croissant des Hautes-Cimes, cours des Morilles, croissant de l'Ail-des-Bois et cours des Fougères.

827/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3480 - P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3480, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la zone d'habitation H03-21 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 16.0 du règlement concerné, et ce, lors de certains travaux et d'apporter en conséquence les ajustements qui sont nécessaires.
  Cette zone est située dans le développement domiciliaire « Le Quartier » et inclut approximativement les terrains localisés de part et d'autre des rues impasse du Ruisselet, croissant des Hautes-Cimes, cours des Morilles, croissant de l'Ail-des-Bois et cours des Fougères;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

828/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3481 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3481, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone d'habitation H04-04, la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure jumelée et de prévoir les différentes normes applicables à la construction et à l'implantation des bâtiments.
Cette zone est localisée en bordure de la rue des Écoles, approximativement entre la rue Saint-Jean et la rue Dunkin.

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H04-23, la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure jumelée et de prévoir les différentes normes applicables à la construction et à l'implantation des bâtiments.
Cette zone est localisée en bordure de la rue des Écoles, approximativement entre la rue Dunkin et la rue du Moulin,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

829/6/06 - Avis de motion du règlement no 3481 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3481 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone d'habitation H04-04, la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure jumelée et de prévoir les différentes normes applicables à la construction et à l'implantation des bâtiments.
Cette zone est localisée en bordure de la rue des Écoles, approximativement entre la rue Saint-Jean et la rue Dunkin.

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H04-23, la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure jumelée et de prévoir les différentes normes applicables à la construction et à l'implantation des bâtiments.
Cette zone est localisée en bordure de la rue des Écoles, approximativement entre la rue Dunkin et la rue du Moulin.

830/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3481 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3481, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone d'habitation H04-04, la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure jumelée et de prévoir les différentes normes applicables à la construction et à l'implantation des bâtiments.
Cette zone est localisée en bordure de la rue des Écoles, approximativement entre la rue Saint-Jean et la rue Dunkin.

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H04-23, la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure jumelée et de prévoir les différentes normes applicables à la construction et à l'implantation des bâtiments.
Cette zone est localisée en bordure de la rue des Écoles, approximativement entre la rue Dunkin et la rue du Moulin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

831/6/06 - Adoption du second projet de règlement no 3464-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3464-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone industrielle I11-07, les usages « entreprises de fabrication de haute technologie » et « centres de recherche et laboratoires ». Cette zone est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre le côté nord des rues Huguette et Sigouin;

B) d'autoriser, dans la zone industrielle I12-08, les usages « entreprises de fabrication de haute technologie » et « centres de recherche et laboratoires ». Cette zone est localisée entre les rues Rocheleau, Power, Sigouin et le boulevard Lemire,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

832/6/06 - Adoption du second projet de règlement no 3473-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3473-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H05-28 à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle, de manière à inclure une bande de terrain située entre le développement actuel et le futur développement;
- d'agrandir la zone d'habitation H05-27 à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle;

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle :
  - la zone d'habitation H05-31, de manière à autoriser des habitations unifamiliales isolées; ladite zone est localisée entre le développement existant et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
  - la zone communautaire P05-10, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée entre une rue locale projetée et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
  - la zone communautaire P05-11, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée entre le boulevard Saint-Joseph et l'emprise de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55);
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments et de prévoir, pour les usages résidentiels, des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.),

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

833/6/06 - Adoption du règlement no 3466-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3466-1 a été donné (réf : 632/5/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3466-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) de préciser que la largeur maximale applicable à certaines constructions situées dans les marges et les cours latérales pour le groupe Habitation « H » sera exigée seulement pour cesdites constructions lorsque celles-ci sont situées à des étages autres que le rez-de-chaussée;

B) d'abroger la définition de « porche » et d'apporter des ajustements aux définitions de « balcon » et « galerie »,

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

834/6/06 - Adoption du règlement no 3472 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3472 a été donné (réf : 702/5/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3472 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, de manière à inclure l'ensemble des terrains de cette affectation résidentielle qui est situé approximativement entre le boulevard Jean-de-Brébeuf, la limite sud-est de l'actuel développement du Boisé de la Marconi, le boulevard Saint-Joseph et la limite de terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
- de créer à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé

entre une rue locale projetée à l'intérieur du projet de développement et le terrain de l'établissement d'utilité fédérale;

- de créer à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (moyenne densité 1) actuelle, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé approximativement entre la limite sud-est de l'actuel développement du Boisé de la Marconi, l'emprise de la ligne électrique localisée à la limite sud-est du secteur visé, le boulevard Saint-Joseph et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

835/6/06 - Adoption du règlement no 3471 amendant le règlement no 2715 concernant les ententes portant sur la réalisation de travaux municipaux dans le but de prévoir les modalités et conditions relatives à la conclusion d'entente avec les promoteurs de développements commerciaux et industriels

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3471 a été donné (réf : 694/5/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3471 amendant le règlement no 2715 concernant les ententes portant sur la réalisation de travaux municipaux dans le but de prévoir les modalités et conditions relatives à la conclusion d'entente avec les promoteurs de développements commerciaux et industriels.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

836/6/06 - Adoption du règlement no 3478 amendant le paragraphe a) de l'article 208 du règlement no 2700 de façon à corriger une inscription de journée (soit remplacer « lundi » par « mardi »)

Lecture est donnée du règlement no 3478 amendant le paragraphe a) de l'article 208 du règlement no 2700 de façon à corriger une inscription de journée (soit remplacer « lundi » par « mardi »).

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

– Madame Fernande Houle, brigadière scolaire et à toute la famille à l'occasion du décès de son frère monsieur Eugène Cusson.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Christian Rajotte

- Monsieur Rajotte félicite le conseil.

Il s'interroge cependant sur la décision du conseil à l'effet d'autoriser la démolition de bâtiments qui offriraient des logements à prix modique.

- Madame la mairesse précise qu'il s'agit d'un agrandissement de la zone commerciale pour permettre un développement important.

- Monsieur Denis Jauron, directeur du Service d'urbanisme complète l'information en précisant qu'il était important de ne pas augmenter l'intrusion du commercial dans un secteur résidentiel.

- Monsieur Rajotte fait état d'un commentaire entendu à la radio locale à l'effet que la Ville n'aurait par demandé de subvention supplémentaire pour du logement abordable.

- Le conseiller Pierre Levasseur précise que la région Centre-du-Québec ne s'est pas vue accorder de sommes supplémentaires. La demande de 30 logements supplémentaires avait déjà été refusée. Cependant le conseil d'administration de l'Office municipal d'habitation devrait évaluer la possibilité de formuler une nouvelle demande.

- Madame la mairesse rappelle que l'Office municipal d'habitation gère environ 700 logements à prix abordable.

- Le conseiller Jocelyn Gagné précise qu'aucune unité supplémentaire n'a été allouée pour la région 17; l'Office municipal d'habitation doit faire connaître ses besoins.

Monsieur Pierre Duval

- Monsieur Duval fait part de ses problèmes avec la Caisse Desjardins de Drummondville, plus spécifiquement avec la succursale Saint-Pierre. Une question d'interprétation semble être l'objet de la mésentente.

Monsieur Duval est invité à rencontrer le directeur général afin de trouver une solution.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 19 juin 2006.

837/6/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h55.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

19 JUIN 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 19 juin 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

838/6/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

839/6/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 5 juin 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 5 juin 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

840/6/06

- ***Location de machinerie de déneigement (2 niveleuses)***
  Hiver 2006-2007
  (Soumission no TP-06-06 – Ouverture 29.05.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que les soumissions de R. Guilbeault Construction inc. à un taux horaire de 140,85 $ (pour la 1ère niveleuse) et de 142,95 $ (pour la 2e niveleuse) (taxes en sus) soient retenues, étant les seules soumissions reçues conformes.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour la location des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

841/6/06

- ***Vidange et disposition des boues de la station d'épuration***
  (Soumission no 06-0071 - Ouverture 15.06.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de Clamex Environnement inc. au montant total de 414 337,30 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

842/6/06

- ***Bacs roulants, collecte, transport et traitement des matières putrescibles***
  (Soumission no 06-0074 – Ouverture 12.06.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la soumission de Cascades Récupération au montant total de 56 274,37 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

843/6/06

- Marquage des chaussées pavées (Soumission TP-06-05 - Ouverture 24.05.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Lignco Sigma inc. au montant total de 221 125 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

Le conseiller Alain Martel se retire pour la présentation du dossier suivant :

844/6/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 114 de la 18e Avenue (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la marge arrière minimale applicable dans le cadre d'un projet de construction d'une remise située sur le terrain formé du lot 3 082 477, du cadastre officiel du Québec soit au 114 de la 18e Avenue (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.20);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à la construction d'une remise dans la cour arrière et ayant une superficie d'environ huit virgule neuf mètres carrés (8,9 m²);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble visé par la demande (zone P08-04), la marge arrière minimale applicable à un bâtiment accessoire est de cinq mètres (5 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, la marge arrière minimale est établie à environ deux mètres (2 m), ce qui représente une irrégularité d'environ trois mètres (3 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- la nécessité de construire un bâtiment accessoire afin d'augmenter l'espace de rangement;
- le manque d'espace (marge arrière disponible) afin d'implanter la remise à un endroit conforme à la réglementation;
- l'implantation visée qui tient compte de la présence de l'aire de jeux et des aménagements afférents;

CONSIDÉRANT QUE la limite de hauteur visée représente la limite de propriété entre le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste et le parc appartenant à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'une partie des activités au Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste se fait sur le terrain du parc qui est adjacent;

CONSIDÉRANT QUE ces deux (2) propriétés forment un tout relativement à l'utilisation des lieux;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation prévue de la remise se situe à environ vingt mètres (20 m) de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à réduire de cinq mètres (5 m) à deux mètres (2 m) la marge arrière minimale applicable à un bâtiment accessoire, et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une remise située sur le terrain formé du lot 3 082 477, du cadastre officiel du Québec soit au 114 de la 18^{e} Avenue (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel reprend son siège.

845/6/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2823 du boulevard Mercure (secteur Saint-Nicéphore)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser un garage détaché existant de deux (2) étages, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 216-11 du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 2823 du boulevard Mercure (secteur Saint-Nicéphore), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.43);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, le nombre d'étages autorisés pour un garage détaché d'un bâtiment résidentiel est établi à un (1) ;

CONSIDÉRANT QUE la demanderesse a obtenu le 9 août 2005 un permis de construction pour procéder à la construction du garage concerné d'une superficie de quatre-vingt-treize virgule soixante-quatre mètres carrés (93,64 m^2);

CONSIDÉRANT QU'il est clairement mentionné sur le permis de construction émis que le garage concerné ne peut excéder un (1) étage;

CONSIDÉRANT QU'une inspection à la fin des travaux a permis de constater que le garage possède en réalité deux (2) étages, et ce, sur cent pour cent (100 %) de la superficie de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif de la réglementation de limiter à un (1) le nombre d'étages des garages détachés est, entre autres, de limiter l'intérêt d'y aménager des pièces habitables ou même un logement au deuxième (2e) étage dudit bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est par ailleurs conforme à la hauteur maximale qui est limitée à celle du bâtiment principal mesurée au faîte du toit;

CONSIDÉRANT les intentions de la demanderesse qui consistent à utiliser le second étage pour des fins d'entreposage d'effets personnels seulement;

CONSIDÉRANT la hauteur libre disponible entre le plancher du second étage et la toiture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la démolition de cinquante pour cent (50 %) de la superficie de plancher actuelle du deuxième (2e) étage permettrait d'atteindre les objectifs de la réglementation;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux à la requérante;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation mineure ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis de construction et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser un garage détaché existant de deux (2) étages, **à la condition** que la superficie de plancher du deuxième (2e) étage n'excède pas cinquante pour cent (50 %) de celle du plancher du premier (1er) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 216-11 du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 2823 boulevard Mercure (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

846/6/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 635 de la 104e Avenue (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 102-128 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 635 de la 104e Avenue (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.41);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en mars 2006 suite à des travaux de construction et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QU'un permis de construction a été émis le 24 mars 2006 afin de procéder à l'agrandissement de la résidence pour y aménager une garde-robe;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation préparé en août 1992 établit qu'avant les travaux d'agrandissement, la marge arrière minimale de la résidence est de zéro virgule trente-cinq mètre (0,35 m) et que cette dernière était protégée par droit acquis;

CONSIDÉRANT QUE suite aux travaux d'agrandissement, un certificat de localisation préparé en mars 2006 établit la marge arrière minimale à zéro virgule vingt-trois mètre (0,23 m);

CONSIDÉRANT QUE cette nouvelle distance entraîne une perte de droit acquis relative à la marge arrière minimale;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H05-06), la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal est établie à neuf mètres (9 m);

CONSIDÉRANT QUE la marge arrière de zéro virgule vingt-trois mètre (0,23 m) représente en fait une irrégularité de huit virgule soixante-dix-sept mètres (8,77 m) par rapport à la norme actuelle;

CONSIDÉRANT QU'en lien avec la marge arrière de zéro virgule trente-cinq mètre (0,35 m) protégée par droits acquis, la nouvelle implantation constitue une réduction de ladite marge de seulement zéro virgule douze mètre (0,12 m);

CONSIDÉRANT QUE l'augmentation de la dérogation découle du fait que la ligne latérale de lot concerné n'est pas parfaitement parallèle avec le bâtiment et que l'agrandissement du mur dans le même axe a eu pour effet d'aggraver la situation;

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente six virgule vingt-sept mètres (6,27 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de neuf mètres (9 m) à zéro virgule vingt-trois mètre (0,23 m) la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas six virgule vingt-sept mètres (6,27 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 102-128 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 635 de la 104e Avenue (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

847/6/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 44 de la 19e Avenue (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 846 du cadastre officiel du Québec, soit au 44 de la 19e Avenue (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.40);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H08-09), la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en avril 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule quatre-vingts mètre (1,80 m) la marge latérale minimale droite du bâtiment principal existant (soit la marge latérale

adjacente à la ligne de lot visé qui est mitoyenne avec celle du lot 3 084 843 du cadastre officiel du Québec, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule deux mètre (0,2 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente sept virgule soixante-sept mètres (7,67 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que la résidence est existante depuis 1971;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingts mètre (1,80 m) la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas sept virgule soixante-sept mètres (7,67 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 846 du cadastre officiel du Québec, soit au 44 de la 19e Avenue (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

848/6/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 325 de la rue Nault (secteur Saint-Nicéphore)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 138-31 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 325 de la rue Nault (secteur Saint-Nicéphore), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.39);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en janvier 2006 suite à des travaux de construction et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QU'un permis de construction a été émis le 1er juin 2005 afin de procéder à la construction d'une fondation sous la résidence existante;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation préparé en mai 2005 établit qu'avant les travaux de construction, la marge de recul avant minimale de la résidence est de trois virgule vingt et un mètres (3,21 m) et que cette dernière était protégée par droits acquis;

CONSIDÉRANT QUE suite à ces travaux, la résidence devait être minimalement implantée au même endroit qu'avant les travaux, et ce, sans agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE suite aux travaux de construction, un certificat de localisation préparé en janvier 2006 a établi la marge de recul avant minimale à trois virgule seize mètres (3,16 m);

CONSIDÉRANT QUE cette nouvelle distance entraîne une perte de droit acquis relative à la marge de recul avant minimale;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H04-17), la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal est établie à sept virgule cinq mètres (7,5 m);

CONSIDÉRANT QUE la marge de recul avant de trois virgule seize mètres (3,16 m) représente en fait une irrégularité de quatre virgule trente-quatre mètres (4,34 m) par rapport à la norme actuelle;

CONSIDÉRANT QU'en lien avec la marge de recul de trois virgule vingt et un mètres (3,21 m) protégée par droits acquis, la nouvelle implantation constitue une réduction de ladite marge de seulement zéro virgule zéro cinq mètre (0,05 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente sept virgule cinquante-neuf mètres (7,59 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de sept virgule cinq mètres (7,5 m) à trois virgule seize mètres (3,16 m) la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas sept virgule cinquante-neuf mètres (7,59 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 138-31 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 325 de la rue Nault (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

849/6/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 816 de la 8e rue (secteur Saint-Nicéphore)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 93-175 du rang II du cadastre du canton de Wickham, soit au 816 de la 8e Rue (secteur Saint-Nicéphore), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.42);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H01-15), la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal est de un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en novembre 2004 suite aux travaux de construction de la résidence et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à zéro virgule huit mètre (0,8 m) la marge de recul latérale minimale gauche du bâtiment principal existant (soit la marge latérale adjacente à la ligne de lot visé qui est mitoyenne avec celle du lot 93-176 du rang II du cadastre du canton de Wickham), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule sept mètre (0,7 m);

CONSIDÉRANT QUE cette irrégularité de zéro virgule sept mètre (0,7 m) s'applique seulement au coin arrière gauche du mur concerné et que cette dérogation diminue en s'approchant du coin avant gauche pour même excéder la norme minimale à cedit coin (bâtiment à deux virgule zéro huit mètres (2,08 m) alors que la marge minimale exigée est de un virgule cinq mètre (1,5 m));

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente environ six mètres (6 m) sur une longueur totale de mur de huit virgule soixante-neuf mètres (8,69 m);

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est à l'effet que le contracteur a établi l'implantation de la résidence à partir des bornes de terrain localisées à la limite de son terrain et l'emprise de la 8e Rue, mais sans remarquer que le terrain n'est pas parfaitement perpendiculaire par rapport à la rue;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété du fait que l'on ne retrouve aucune ouverture sur le mur latéral gauche de la résidence concernée et que le terrain adjacent est actuellement vacant;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à zéro virgule huit mètre (0,8 m) la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas six mètres (6 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 93-175 du rang II du cadastre du canton de Wickham, soit au 816 de la 8e Rue (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

850/6/06 - Dépôt du procès-verbal (07.06.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 7 juin 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

851/6/06 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 2125 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 2125 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

- une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de quatre virgule zéro deux mètres carrés (4,02 m^2) installée sur le mur avant donnant vers le boulevard Lemire;

- une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de trois virgule quarante-huit mètres carrés (3,48 m^2) installée sur le mur avant donnant vers la rue Saint-Damase;

Enseigne rattachée au bâtiment (boulevard Lemire)

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage est réalisé sur le bandeau médian de maçonnerie, soit entre les fenêtres du rez-de-chaussée et celles de l'étage;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme rectangulaire et composée d'une plaque métallique sur laquelle le message est réalisé en surélévation;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le beige, le noir, le vert et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion;

Enseigne rattachée au bâtiment (rue Saint-Damase)

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à apposer, sur un mur réalisé en avancée, une enseigne de forme rectangulaire et constituée d'une plaque métallique sur laquelle le message est réalisé en surélévation;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée, en largeur, par rapport au mur sur lequel celle-ci est installée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bleu et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain et ne nuisent pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 2125 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

852/6/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 225 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 225 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zones comprises à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment résidentiel unifamilial d'une superficie approximative de dix virgule trois mètres carrés (10,3 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'effectue dans le prolongement du mur latéral gauche du garage rattaché, soit à l'arrière de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'agrandissement du bâtiment n'affectent pas la végétation conservée sur le site;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur pour les murs est du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige-brun;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « plat », laquelle servira de terrasse;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux sont les mêmes que ceux se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les façades de l'agrandissement sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment agrandi;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse est fermée d'un garde-corps métallique de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'agrandissement s'harmonise avec ce que l'on retrouve sur le corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les arbres conservés sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 225 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

853/6/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1051 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1051 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- refaire les planchers des galeries;
- réparer au besoin la toiture desdites galeries;
- remplacer les garde-corps, les escaliers et les colonnes;

CONSIDÉRANT QUE la toiture des galeries est réparée tout en conservant son style d'origine;

CONSIDÉRANT QUE les galeries (incluant les escaliers) sont rénovées en conservant leurs dimensions d'origine;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps de ces mêmes galeries sont refaits en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes (environ quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm)) supportant la toiture ainsi que le balcon sont en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du style architectural du bâtiment ainsi que celui du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1051 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

854/6/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 167 de la rue Marchand (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 167 de la rue Marchand (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer cinq (5) fenêtres de type « à battant » sur le mur arrière (mur adjacent au terrain appartenant au Refuge La piaule);

CONSIDÉRANT QUE les nouvelles fenêtres sont de même typologie et de même forme;

CONSIDÉRANT QUE les nouvelles fenêtres sont installées au même endroit que d'anciennes fenêtres fermées;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de ces fenêtres a peu d'impact sur le style architectural du bâtiment et permet d'animer ce mur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 167 de la rue Marchand (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation du dossier suivant :

855/6/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure et/ou d'agrandissement pour le bâtiment situé au 8 de la rue Bellevue (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure et/ou d'agrandissement pour le bâtiment situé au 8 de la rue Bellevue (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure et/ou d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial est modifié par ses couleurs et la forme de la toiture de l'agrandissement;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- remplacer les ouvertures;
- changer certains revêtements extérieurs;
- modifier l'entrée du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres du bâtiment (principalement des fenêtres fixes avec partie coulissante au bas) sont remplacées par des fenêtres de type « à battant »;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres de type « à battant » imitent le style des fenêtres de type « à guillotine »;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure des fenêtres est pourvue d'un carrelage;

CONSIDÉRANT QUE l'annexe localisée en cour latérale gauche est agrandie, tout en s'inspirant des principales caractéristiques du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs de l'annexe (clin de vinyle de couleur blanche) et d'une partie du bâtiment ayant un (1) étage (pierre) sont remplacés par un revêtement d'enduit d'acrylique de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations du bâtiment sont de couleur crème;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est marquée par l'ajout d'un parapet, ce qui anime la façade;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment en harmonie avec le style architectural de celui-ci, et ce, dans le respect du cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure et/ou d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 8 de la rue Bellevue, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

856/6/06 - Acceptation des travaux de démolition de bâtiments et refus des travaux de construction de nouveaux bâtiments et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition de bâtiments, de construction de nouveaux bâtiments et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiments, de construction de nouveaux bâtiments et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- démolir les bâtiments existants;
- construire des nouveaux bâtiments (marquise, dépanneur et lave-auto);
- aménager le site;

Démolition

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments existants (dépanneur, lave-auto et marquise) sont démolis afin d'être remplacés par de nouvelles constructions de même type;

CONSIDÉRANT QUE ces bâtiments ne présentent pas d'intérêt patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE les nouvelles constructions sont assujetties aux critères établis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Nouveaux bâtiments

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire :
- un bâtiment principal d'une superficie approximative de quatre cent quatre-vingt-dix virgule cinq mètres carrés (490,5 m^2), le tout sur un (1) étage;
- une marquise d'une superficie approximative de deux cent soixante-deux mètres carrés (262 m^2), le tout d'une hauteur d'environ cinq virgule trente-trois mètres (5,33 m);

CONSIDÉRANT QUE l'implantation des bâtiments est :
- pour la marquise : en cour avant principale (boulevard Saint-Joseph);
- pour le bâtiment principal : dans la partie arrière du terrain, soit derrière la marquise;

Bâtiment principal (dépanneur et lave-auto)

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
<u>pour les murs</u>
- de la brique de couleur beige pâle;
- de l'acier corrugé (ondulé) de couleur bleue;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement principal des murs est de la brique;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier de couleur bleue est principalement appliqué sur les murs en pignon et sous certaines ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que des colonnes de maçonnerie, des soulignements horizontaux de maçonnerie, des séparations verticales dans l'acier et des jeux d'avant-toit permettent d'animer adéquatement le bâtiment et ainsi d'obtenir un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est modulée de pignons ainsi que de jeux de toiture, ce qui réduit sa linéarité;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est soulignée d'une structure de maçonnerie avec un toit en pente, ce qui rend cette dernière facilement identifiable et anime bien cette façade;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues (sauf le bleu) ne rendent pas le bâtiment prédominant dans l'environnement et assurent une bonne continuité avec ce que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE la couleur bleue est utilisée de façon relativement importante sur le bâtiment et que ceci nuit à l'harmonisation d'ensemble avec ce que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE ce traitement architectural (couleur bleue) rend également certains éléments du bâtiment prédominants;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) portes ouvrant sur un axe horizontal (de type « garage ») donnent accès au lave-auto et que ces dernières sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des façades est aménagé d'une bonne fenestration, ce qui anime bien ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleur beige;

Marquise

CONSIDÉRANT QU'une marquise ayant environ trente-trois mètres (33 m) de longueur est réalisée en cour avant principale, soit celle donnant vers le boulevard Saint-Joseph, ce qui masque grandement le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE cette marquise est supportée de poteaux recouverts d'acier de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les faces avant de la marquise sont composées de boîtiers lumineux de couleur rouge, lesquels sont appliqués sur une bande métallique de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation de la couleur rouge ainsi que l'éclairage intense rendent la marquise prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE pour les bâtiments, il y a lieu de revoir :

- l'implantation de ces derniers, notamment celle de la marquise localisée en cour avant principale;
- le traitement architectural des bâtiments par rapport à celui se retrouvant dans l'environnement, notamment quant à l'utilisation de la couleur bleue;
- les dimensions de la marquise;
- l'espace disponible sur le site pour l'aménagement paysager, les voies de circulation, la file d'attente pour le lave-auto et les aires de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE le site est desservi par quatre (4) entrées charretières et que ces dernières sont les mêmes que celles existantes;

CONSIDÉRANT QUE peu d'information est disponible sur l'aménagement de terrain (conservation de la plantation actuelle, plantation de nouveaux arbres et aménagement paysager en général);

CONSIDÉRANT QUE la file d'attente prévue pour les véhicules pour le lave-auto causera possiblement des problèmes de fluidité de circulation sur le boulevard Saint-Joseph, et ce, lors des périodes de pointe;

CONSIDÉRANT QU'aucune information n'est disponible pour l'éclairage du site ainsi que pour l'aménagement des aires d'étalage;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de démolition des bâtiments (tel que mentionné ci-dessus) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **refuse** les travaux de construction des nouveaux bâtiments et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant aux couleurs retenues (bâtiment principal et marquise), à l'implantation des bâtiments et au traitement architectural de la marquise;

et ce, pour l'immeuble situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

857/6/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1355 de la rue Duvernay (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1355 de la rue Duvernay (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A/zones communautaires à protéger, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer toutes les fenêtres (principalement de type « à guillotine ») sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le style, la typologie, les dimensions et le rythme d'espacement des fenêtres sont conservés;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des fenêtres sont en aluminium de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les travaux s'effectuent dans le respect du style architectural propre au bâtiment, en continuité avec celui-ci et contribuent à améliorer l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1355 de la rue Duvernay (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

858/6/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 565-575 de la rue des Écoles (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 565-575 de la rue des Écoles (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- installer des portes ouvrant sur un axe horizontal (de type « garage »);
- construire une passerelle extérieure en béton donnant accès aux étages supérieurs du bâtiment #1;

CONSIDÉRANT QUE le nombre de portes à être installées sur les bâtiments est :
- bâtiment #1 : 4 portes;
- bâtiment #7 : 1 porte;
- bâtiment #8 : 1 porte;
- bâtiment #12 : 4 portes;
- sous la passerelle (en façade du bâtiment #6) : 3 portes;

CONSIDÉRANT QUE toutes les portes ainsi que leur encadrement sont de couleur s'harmonisant avec celle de l'acier se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE toutes ces portes servent principalement d'aires de chargement/déchargement et que ces dernières ont peu d'impact sur le cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement donnent sur des murs qui sont principalement orientés vers la rue du Moulin;

CONSIDÉRANT QUE la passerelle est majoritairement aménagée entre deux (2) bâtiments (bâtiments #8 et #12);

CONSIDÉRANT QUE cette passerelle est construite principalement dans le but d'offrir des espaces d'entreposage pour le bâtiment #1;

CONSIDÉRANT QUE cette construction, de par sa localisation, a peu d'impact sur le cadre bâti environnant et ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des travaux est dissimulé par des arbres matures;

CONSIDÉRANT QUE tous les travaux apparents des voies de circulation seront dissimulés par la plantation d'arbres (conifères) afin de réduire leur impact sur lesdites rues;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux n'affectent pas le style architectural du bâtiment et s'effectuent dans le respect de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 565-575 de la rue des Écoles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

859/6/06 - Acceptation des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 255 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 255 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment principal ainsi que les bâtiments accessoires;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment n'a pas de valeur patrimoniale et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement d'une rue est prévu sur ce terrain;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera nettoyé et nivelé;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 255 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

860/6/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 318 de la rue Heriot (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 318 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :
- repeindre le revêtement extérieur du bâtiment;
- démolir une partie de l'annexe située en cour arrière;
- réparer au besoin la toiture;
- refaire les galeries et la toiture protégeant ces dernières;
- remplacer certaines ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur actuel (carreaux d'amiante peints de couleur blanche) est repeint de couleur beige pâle (jaune tilleul);

CONSIDÉRANT QU'une partie de l'annexe située en cour arrière est démolie;

CONSIDÉRANT QUE l'annexe restante est recouverte d'un revêtement de clin de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment est réparée et/ou refaite (au besoin), le tout en conservant son style;

CONSIDÉRANT QUE toutes les ornementations du bâtiment telles que les planches cornières et d'ornementation au pourtour des ouvertures, les solins et les faces avant des galeries sont de couleur bleu foncé (bleu océan);

CONSIDÉRANT QUE les galeries (incluant les escaliers) et la toiture protégeant ces dernières sont rénovées en s'inspirant d'un style d'antan;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps sur les galeries sont refaits en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes (quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm)) supportant la toiture et le balcon sont en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les portes sont remplacées par des portes ayant une bonne surface vitrée et que celles-ci sont de couleur bleu foncé (bleu océan);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues s'harmonisent ensemble et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent de préserver le style architectural particulier et distinctif du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 318 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

861/6/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 275 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 275 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zones comprises à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage) d'une superficie approximative de cent soixante-dix mètres carrés (170 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant, soit en face du garage rattaché;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>

- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur terre (ocre);

<u>pour la toiture</u>

- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 17 mai 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de cent soixante millimètres (160 mm - 16 cm) allant jusqu'à trois cent vingt millimètres (320 mm - 32 cm) sont inventoriés et seront conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement de l'érable comme essence d'arbre;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ dix virgule deux pour cent (10,2 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 275 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

862/6/06 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure pour le bâtiment situé au 411 de la rue Heriot (secteur Drummondville) - P.I.A. (Chez NORMMM)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure pour le bâtiment situé au 411 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.05.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une terrasse extérieure amovible (qui sera enlevée pour la période hivernale) ayant environ deux virgule quatre-vingt-quinze mètres (2,95 m) de largeur par deux virgule treize mètres (2,13 m) de profondeur;

CONSIDÉRANT QUE le pourtour de la terrasse est fermé par un garde-corps métallique (fer forgé) de couleur noire, le tout d'une hauteur approximative de zéro virgule quatre-vingt-six mètre (0,86 m);

CONSIDÉRANT QUE des bacs à fleurs sont installés sur les garde-corps;

CONSIDÉRANT QUE la terrasse contribue à animer architecturalement le bâtiment et à maintenir un intérêt pour le piéton;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet permet de créer une ambiance particulière pour ce tronçon de rue;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une terrasse extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 411 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 8 juin 2006.

863/6/06 - Annulation des soldes d'emprunts autorisés et non nécessaires provenant de différents règlements (1 569 288 $)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville annule les soldes d'emprunts autorisés et non nécessaires pour un montant de 1 569 288 $. Lesdits soldes proviennent des règlements suivants :

Numéro de dossier	**Numéro de règlement**	**Source**	**Solde de financement à annuler**
M231847	1006	St-Nicéphore	82 $
M239328	1094	St-Nicéphore	31 000 $
M239852	1110	St-Nicéphore	1 233 $
M240987	1117	St-Nicéphore	247 134 $
M243099	1126	St-Nicéphore	9 536 $
M244164	1142	St-Nicéphore	3 965 $
M243987	1133	St-Nicéphore	17 142 $
M243986	1135	St-Nicéphore	7 925 $
M243985	1137	St-Nicéphore	19 272 $

M244925	1147	St-Nicéphore	11 656 $
M237794	2002-191	St-Joachim	70 801 $
M238853	2002-194	St-Joachim	34 645$
M242807	3154	Drummondville	169 $
M243675	3179	Drummondville	35 500 $
M243676	3181	Drummondville	400 $
M243677	3182	Drummondville	73 000 $
M243742	3188	Drummondville	96 542 $
M244237	3193	Drummondville	960 $
M245068	3207	Drummondville	128 200 $
M245248	3208	Drummondville	42 $
M245733	3217	Drummondville	100 500 $
M247377	3273	Drummondville	4 400 $
M247415	3275	Drummondville	10 000 $
M247848	3277	Drummondville	42 800 $
M247554	3279	Drummondville	20 300 $
M248006	3280	Drummondville	10 800 $
M247555	3281	Drummondville	36 700 $
M247847	3282	Drummondville	27 400 $
M248083	3283	Drummondville	13 000 $
M247556	3284	Drummondville	82 200 $
M248212	3285	Drummondville	43 100 $
M248005	3286	Drummondville	14 700 $
M241566	773	St-Charles	152 000 $
M245102	786	St-Charles	117 000 $
M227563	98-935	St-Nicéphore	105 184 $
		Total à annuler :	**1 569 288 $**

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

864/6/06 - Subvention de 1 000 $ - Comité social des Employés cols blancs de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ au Comité social des Employés cols blancs de la Ville de Drummondville à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

865/6/06 - Approbation des états financiers 2005 de l'Office municipal d'habitation de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les états financiers 2005 de l'Office municipal d'habitation de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

866/6/06 - Autorisation à monsieur Benoit Carignan, assistant-trésorier - Signature de tous documents nécessitant la signature du trésorier ou de l'assistant-trésorier

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise monsieur Benoit Carignan, assistant-trésorier à signer tous les documents nécessitant la signature du trésorier ou de l'assistant-trésorier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

867/6/06 - Protocole d'entente avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) - Gestion du chalet Messier

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour la gestion de la cantine et de la salle des arbitres au chalet Messier par l'Association de Baseball Mineur de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable pour la saison estivale 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel se retire pour la présentation du dossier suivant :

868/6/06 - Autorisation au Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. - Tenue de fêtes de rues

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. à tenir des fêtes de rues aux dates, heures et endroits suivants ainsi que la fermeture de rues :

- le 27 juin 2006 de 17h00 à 21h00 face au 51, 11^{e} Avenue; fermeture de la 11^{e} Avenue entre les rues Saint-Damase et Saint-Alphonse;
- le 4 juillet 2006 de 17h00 à 21h00 face au 39, Saint-Eusèbe; fermeture de la rue Saint-Eusèbe entre les 14^{e} et la 15^{e} Avenues;
- le 14 juillet 2006 de 17h00 à 21h00 au parc des Martinets; cette fête sera suivie par une séance de cinéma plein air au même parc à 21h00;
- le 25 juillet 2006 de 17h00 à 21h00 face au 147, 18^{e} Avenue; fermeture de la 18^{e} Avenue entre les rues Saint-Laurent et l'entrée du stationnement du Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste;
- le 8 août 2006 de 17h00 à 21h00 face au 10, 15^{e} Avenue; fermeture de la 15^{e} Avenue entre les rues Saint-Frédéric et Saint-Alphonse;
- le 15 août 2006 de 17h00 à 21h00 face au 105, 10^{e} Avenue; fermeture de la 10^{e} Avenue entre la rue Saint-Eusèbe et l'entrée de la Ferronnerie Benoît et Frères;
- le 18 août 2006 de 17h00 à 21h00 face au 2730 rue Dumaine; fermeture de la rue Dumaine entre les rues Bibeau et Fortin;
- le 22 août 2006 de 17h00 à 21h00 sur le côté de la résidence située au 211 rue Saint-Alphonse; fermeture de la 13^{e} Avenue entre les rues Saint-Frédéric et Saint-Alphonse;

- le 29 août 2006 de 15h00 à 21h00 au Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste du 114, 11^{e} Avenue; fermeture de la Saint-Eusèbe entre les 11^{e} et la 12^{e} Avenues, le tout selon la politique établie par la Ville de Drummondville pour les manifestations populaires

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel reprend son siège.

869/6/06 - Autorisation au Club Optimiste St-Joachim-de-Courval inc. - Tenue d'une activité extérieure au parc Jean Gamelin les 4, 5 et 6 août 2006

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Optimiste St-Joachim-de-

Courval inc. à tenir une activité extérieure au parc Jean Gamelin les 4, 5 et 6 août 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

870/6/06 - Autorisation au Refuge La Piaule du Centre du Québec inc. - Circulation et arrêt dans les différents parcs de la Ville avec le « Mobile Jessica » pour le projet d'intervention auprès des jeunes de la rue

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Refuge La Piaule du Centre du Québec inc. à circuler et arrêter dans les différents parcs de la Ville avec le « Mobile Jessica » pour le projet d'intervention auprès des jeunes de la rue, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

871/6/06 - Autorisation à l'Association « Les Roul'Entrain » inc. - Utilisation du parc Ste-Thérèse le mercredi de chaque semaine entre le 5 juillet et le 30 août 2006 pour un pique-nique hebdomadaire

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association « Les Roul'Entrain » inc. à utiliser le parc Ste-Thérèse le mercredi de chaque semaine entre le 5 juillet et le 30 août 2006 pour un pique-nique hebdomadaire, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

872/6/06 - Autorisation au Comité de loisirs de Multina inc. - Installation d'un chapiteau sur le site du 1275 rue Janelle pour la « Fête départ de vacances 2006 » qui se tiendra le 14 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comité de loisirs de Multina inc. à procéder à l'installation d'un chapiteau sur le site du 1275 rue Janelle pour la « Fête départ de vacances 2006 » qui se tiendra le 14 juillet 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

873/6/06 - Autorisation à Simon et Jean-François Perreault - Service de transport en calèche au centre-ville entre le 23 juin et le 17 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise messieurs Simon et Jean-François Perreault à offrir un service de transport en calèche au centre-ville entre le 23 juin et le 17 juillet 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et les modalités du règlement no 2700.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

874/6/06 - Autorisation à Drap Santé inc. - Tenue d'une vente d'entrepôt sur le site du 2155 rue Canadien les 29, 30 juin et les 1er et 2 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Drap Santé inc. à tenir une vente d'entrepôt sur le site du 2155 rue Canadien les 29, 30 juin et les 1er et 2 juillet 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

875/6/06 - Signature d'une entente à intervenir avec Corporation Rues Principales Drummondville (Commissariat au commerce) pour la promotion du développement commercial

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec la Corporation Rues Principales Drummondville (Commissariat au commerce) pour la promotion du développement commercial.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

876/6/06 - Signature d'un document relativement à une servitude de distribution à intervenir entre la Ville de Drummondville et Hydro-Québec sur une partie du lot 118 du cadastre du canton de Wickham (9e Allée - secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un document relatif à une servitude de distribution à intervenir entre la Ville de Drummondville et Hydro-Québec sur une partie du lot 118 du cadastre du canton de Wickham, ainsi que tout autre document nécessaire à la prise d'effet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

877/6/06 - Demande de subvention dans le cadre du programme d'aide à l'amélioration du réseau routier municipal (PAARRM)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu :

QUE la Ville de Drummondville approuve les dépenses pour les travaux exécutés sur les rues Descôteaux et Turcotte, les rangs St-David et Turcotte (secteur Saint-Joachim-de-Courval) pour un montant subventionné de 16 300 $ et joint à la présente copie des pièces justificatives, conformément aux exigences du ministère des Transports.

QUE la Ville de Drummondville confirme que les travaux ont été exécutés conformément aux présentes dépenses sur les rues et rangs dont la gestion incombe à la municipalité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

878/6/06 - Demande à la Société d'Habitation du Québec de participer à la phase 3 du Programme de rénovation de quartier pour un montant de 600 000 $

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la Société d'Habitation du Québec

de participer à la phase 3 du Programme de rénovation de quartier pour un montant de 600 000 $ sur confirmation de la Société d'Habitation du Québec, la Ville de Drummondville s'engage et s'oblige à investir un montant équivalent.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

879/6/06 - Dénonciation de la Ville de son intention de renoncer à son droit d'objection dans une requête pour prescription décennale sur le lot 172-153-P du cadastre du canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville dénonce son intention de renoncer à son droit d'objection dans une requête pour prescription décennale sur le lot 172-153-P du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

880/6/06 - Demande au Ministère de la Culture et des Communications d'une aide financière dans le cadre des Projets en développement des collections des bibliothèques publiques autonomes

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministère de la Culture et des Communications une aide financière dans le cadre des Projets en développement des collections des bibliothèques publiques autonomes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

881/6/06 - Demande d'une subvention au Ministère de la Culture et des Communications pour la réalisation d'un inventaire du patrimoine photographique du territoire et mandat au Musée populaire de la photographie pour la réalisation du projet

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministère de la Culture et des Communications une subvention pour la réalisation d'un inventaire du patrimoine photographique du territoire et mandate le Musée populaire de la photographie pour la réalisation du projet dès la confirmation de l'aide financière.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

882/6/06 - Mandat à Michel Dubé, arpenteur-géomètre - Description technique d'une partie du lot 273 du cadastre du canton de Grantham devant faire l'objet d'un droit de premier refus ou de préemption

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Michel Dubé, arpenteur-géomètre aux fins de préparer et rédiger la description technique d'une partie du lot 273 du cadastre du canton de Grantham devant faire l'objet d'un droit de premier refus ou de préemption par Bourret Transport inc. en faveur de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

883/6/06 - Signature d'un acte de servitude à intervenir entre Frédéric Cassivi, Sophie Jutras, Marjolaine Geoffroy, la Ville de Drummondville, Hydro-Québec et Bell Canada sur une partie des lots 10-67-2, 10-67-3 et 10-67-4 du cadastre du canton de Wendover (rue Denery)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude à intervenir avec monsieur Frédéric Cassivi, mesdames Sophie Jutras, Marjolaine Geoffroy, Hydro-Québec et Bell Canada sur une partie des lots 10-67-2, 10-67-3 et 10-67-4 du cadastre du canton de Wendover situés sur la rue Denery (secteur Saint-Charles-de-Drummond).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

884/6/06 - Signature d'un acte de vente à être consenti à monsieur Hervé Gagnon, d'une partie du lot 3 082 402 du cadastre officiel du Québec

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 3 082 402 du cadastre officiel du Québec à monsieur Hervé Gagnon. Ledit terrain d'une superficie de cinquante et un virgule neuf mètres carrés (51,9 m^2) est vendu pour un prix de 33,69 $ le mètre carré, soit un montant total de 1 748,51 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

885/6/06 - Signature d'un acte de vente à être consenti à madame Thérèse Courchesne, d'une partie du lot 3 082 402 du cadastre officiel du Québec

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 3 082 402 du cadastre officiel du Québec à madame Thérèse Courchesne. Ledit terrain d'une superficie de cent cinq virgule six mètres carrés (105,6 m^2) est vendu pour un prix de 33,69 $ le mètre carré, soit un montant total de 3 557,66 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

886/6/06 - Signature d'un acte d'échange d'une partie du lot 273 du cadastre du canton de Grantham, parcelle G, entre la Ville et Bourret Transport inc.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'échange d'une partie du lot 273 du cadastre du canton de Grantham, parcelle G, à intervenir entre la Ville et Bourret Transport inc. ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 24 avril 2006 (numéro de répertoire : 2966 - numéro de minute : 10541), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

887/6/06 - Signature d'un acte d'échange d'une partie du lot 272 du cadastre du canton de Grantham, parcelle F, entre la Ville et Bourret Transport inc. et d'un droit de premier refus en faveur de Bourret

Transport inc.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'échange d'une partie du lot 272 du cadastre du canton de Grantham, parcelle F, à intervenir entre la Ville et Bourret Transport inc. ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 24 avril 2006 (numéro de répertoire : 2966 - numéro de minute : 10541), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A » incluant la signature d'un droit de premier refus en faveur de Bourret Transport inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

888/6/06 - Signature d'un acte d'échange d'une partie du lot 273 du cadastre du canton de Grantham, parcelle H, entre la Ville et Bourret Transport inc. (rue Gauthier)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'échange d'une partie du lot 273 du cadastre du canton de Grantham, parcelle H (située rue Gauthier), à intervenir entre la Ville et Bourret Transport inc. ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 24 avril 2006 (numéro de répertoire : 2966 - numéro de minute : 10541), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

889/6/06 - Signature d'un acte d'échange d'une partie des lots 272 et 273 du cadastre du canton de Grantham, parcelles A-I-J, entre la Ville et Bourret Transport inc. (rue Veilleux)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'échange d'une partie des lots 272 et 273 du cadastre du canton de Grantham, parcelles A, I et J (situées rue Veilleux), à intervenir entre la Ville et Bourret Transport inc. ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 25 avril 2006 (numéro de répertoire : 2966 - numéro de minute : 10550) pour les parcelles I et J et en date du 1er juin 2006 (numéro de répertoire : 2966 - numéro de minute : 10687) pour la parcelle A annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ». L'acte d'échange inclut également un droit de premier refus en faveur de la Ville de Drummondville pour la parcelle désignée à une description technique préparée par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 8 juin 2006 (numéro de répertoire : 2966 - numéro de minute : 10704) et identifiée comme la parcelle K.

Également Bourret Transport inc. devra s'engager à assumer toute la responsabilité en ce qui concerne l'entretien de l'égout pluvial.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

890/6/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec monsieur Martin Descôteaux pour le développement de la rue Descôteaux (secteur Saint-Joachim-de-Courval)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec monsieur Martin Descôteaux pour le développement de la rue Descôteaux (secteur Saint-Joachim-de-Courval).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

891/6/06 - Mandat à la firme GéoLab inc. - Développement de la rue Descôteaux (secteur Saint-Joachim-de-Courval)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme GéoLab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de voirie ainsi que la surveillance des travaux prévus pour le développement de la rue Descôteaux (secteur Saint-Joachim-de-Courval), et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

892/6/06 - Signature d'une entente promoteur à intervenir avec Les Fondations André Lemaire inc. - Développement des rues Bertrand, 27e Avenue, 26e Avenue et rue « D » (Seigneurie André Lemaire)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente promoteur à intervenir avec Les Fondations André Lemaire inc. pour le développement des rues Bertrand, 27e Avenue, 26e Avenue et rue « D » situées dans le développement Seigneurie André Lemaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

893/6/06 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. - Développement des rues Bertrand, 27e Avenue, 26e Avenue et rue « D » (Seigneurie André Lemaire)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de présenter les plans et devis au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et de procéder à la surveillance des travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement des rues Bertrand, 27e Avenue, 26e Avenue et rue « D » situées dans le développement Seigneurie André Lemaire, et ce, aux frais du promoteur.

De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs qu'elle ne s'oppose pas à l'émission de ladite autorisation et qu'elle s'engage à transmettre audit ministère lorsque les travaux seront terminés, une attestation signée par un ingénieur quant à leur conformité à l'autorisation accordée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

894/6/06 - Mandat à la firme GéoLab inc. - Développement des rues Bertrand, 27e Avenue, 26e Avenue et rue « D » (Seigneurie André Lemaire)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme GéoLab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour le développement des rues Bertrand, 27e Avenue, 26e Avenue et rue « D » situées dans le développement Seigneurie André Lemaire, et ce, aux frais du promoteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

895/6/06 - Avis de motion du règlement no 3493 modifiant le règlement no 2700 relativement à la signalisation touristique

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3493 modifiant le règlement no 2700 relativement à la signalisation touristique.

896/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3493 modifiant le règlement no 2700 relativement à la signalisation touristique

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3493 modifiant le règlement no 2700 relativement à la signalisation touristique;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

897/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3483 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3483, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir une limite de zone de manière à assurer une séparation distincte entre les zones d'habitation H06-23 et H06-28.
  Ces zones sont situées au sud du boulevard Allard et incluent les terrains situés approximativement de part et d'autre des rues Fradet, des Orchidées, des Lys, des Iris, des Pivoines et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

898/6/06 - Avis de motion du règlement no 3483 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3483 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir une limite de zone de manière à assurer une séparation distincte entre les zones d'habitation H06-23 et H06-28.
  Ces zones sont situées au sud du boulevard Allard et incluent les terrains situés approximativement de part et d'autre des rues Fradet, des Orchidées, des Lys, des Iris, des Pivoines et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier.

899/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3483 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3483, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir une limite de zone de manière à assurer une séparation distincte entre les zones d'habitation H06-23 et H06-28.
  Ces zones sont situées au sud du boulevard Allard et incluent les terrains situés approximativement de part et d'autre des rues Fradet, des Orchidées, des Lys, des Iris, des Pivoines et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

900/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3486 - Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3486, amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- de soustraire la zone résidentielle 91 Ra des restrictions relatives à l'agrandissement de bâtiments principaux et accessoires aux abords d'une rue privée;
- d'autoriser sans restriction, dans la même zone, la construction de nouveaux bâtiments principaux et accessoires et de prévoir pour ceux-ci toutes les normes de construction afférentes.
  La zone visée est localisée entre le chemin Hemming et la rivière Saint-François, à l'est du développement domiciliaire « Le Boisé Hemming »,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

901/6/06 - Avis de motion du règlement no 3486 - Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3486 amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- de soustraire la zone résidentielle 91 Ra des restrictions relatives à l'agrandissement de bâtiments principaux et accessoires aux abords d'une rue privée;
- d'autoriser sans restriction, dans la même zone, la construction de nouveaux bâtiments principaux et accessoires et de prévoir pour ceux-ci toutes les normes de construction afférentes.
  La zone visée est localisée entre le chemin Hemming et la rivière Saint-François, à l'est du développement domiciliaire « Le Boisé Hemming ».

902/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3486 - Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3486, amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- de soustraire la zone résidentielle 91 Ra des restrictions relatives à l'agrandissement de bâtiments principaux et accessoires aux abords d'une rue privée;
- d'autoriser sans restriction, dans la même zone, la construction de nouveaux bâtiments principaux et accessoires et de prévoir pour ceux-ci toutes les normes de construction afférentes.
  La zone visée est localisée entre le chemin Hemming et la rivière Saint-François, à l'est du développement domiciliaire « Le Boisé Hemming »;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

903/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3489 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3489, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone industrielle I11-08, les usages « bureau de placement de personnel pour les entreprises industrielles » et « service de gestion d'entreprises industrielles ».
  Cette zone est localisée de part et d'autre de la rue Cormier, approximativement entre les rues Foster et Laferté,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

904/6/06 - Avis de motion du règlement no 3489 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3489 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone industrielle I11-08, les usages « bureau de placement de personnel pour les entreprises industrielles » et « service de gestion d'entreprises industrielles ».
  Cette zone est localisée de part et d'autre de la rue Cormier, approximativement entre les rues Foster et Laferté.

905/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3489 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3489, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone industrielle I11-08, les usages « bureau de placement de personnel pour les entreprises industrielles » et « service de gestion d'entreprises industrielles ».
  Cette zone est localisée de part et d'autre de la rue Cormier, approximativement entre les rues Foster et Laferté;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

906/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3490 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3490, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir les règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités d'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis pour la zone agricole A12-17, et ce, selon certaines conditions,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

907/6/06 - Avis de motion du règlement no 3490 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3490 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir les règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités d'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis pour la zone agricole A12-17, et ce, selon certaines conditions.

908/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3490 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3490, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir les règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités d'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis pour la zone agricole A12-17, et ce, selon certaines conditions;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

909/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3491 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3491, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même l'affectation industrielle I-2 (industrie 2) de manière à y inclure une portion de terrain située du côté sud-ouest du boulevard Lemire, augmentant ainsi la profondeur de l'espace de vocation commerciale.
  Le secteur visé est compris approximativement entre les rues Paris et Huguette,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

910/6/06 - Avis de motion du règlement no 3491 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3491 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même l'affectation industrielle I-2 (industrie 2) de manière à y inclure une portion de terrain située du côté sud-ouest du boulevard Lemire, augmentant ainsi la profondeur de l'espace de vocation commerciale.
  Le secteur visé est compris approximativement entre les rues Paris et Huguette.

911/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3491 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3491, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même l'affectation industrielle I-2 (industrie 2) de manière à y inclure une portion de terrain située du côté sud-ouest du boulevard Lemire, augmentant ainsi la profondeur de l'espace de vocation commerciale.
  Le secteur visé est compris approximativement entre les rues Paris et Huguette;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

912/6/06 - Adoption du projet de règlement no 3492 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean Shooner,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3492, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'agrandir la zone commerciale C11-14 à même une partie des zones commerciale C11-18 et industrielle I12-05 de manière à augmenter la profondeur de l'espace commercial longeant le côté sud-ouest du boulevard Lemire.
Les limites des zones visées sont approximativement le côté nord-est du boulevard Lemire, les rues Canadien, Power et Rocheleau.

B) d'agrandir la zone industrielle I11-07 à même une partie de la zone industrielle I12-13 de manière à y inclure le terrain longeant le boulevard Lemire et situé du côté sud-est de la rue Joseph-St-Cyr.
La zone industrielle I11-07 est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Huguette, alors que la zone industrielle I12-13 est située du côté sud-est de la rue Joseph-St-Cyr, entre le boulevard Lemire et la rue Bergeron,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

913/6/06 - Avis de motion du règlement no 3492 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3492 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'agrandir la zone commerciale C11-14 à même une partie des zones commerciale C11-18 et industrielle I12-05 de manière à augmenter la profondeur de l'espace commercial longeant le côté sud-ouest du boulevard Lemire.
Les limites des zones visées sont approximativement le côté nord-est du boulevard Lemire, les rues Canadien, Power et Rocheleau.

B) d'agrandir la zone industrielle I11-07 à même une partie de la zone industrielle I12-13 de manière à y inclure le terrain longeant le boulevard Lemire et situé du côté sud-est de la rue Joseph-St-Cyr.
La zone industrielle I11-07 est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Huguette, alors que la zone industrielle I12-13 est située du côté sud-est de la rue Joseph-St-Cyr, entre le boulevard Lemire et la rue Bergeron.

914/6/06 - Dispense de lecture du règlement no 3492 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3492, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'agrandir la zone commerciale C11-14 à même une partie des zones commerciale C11-18 et industrielle I12-05 de manière à augmenter la profondeur de l'espace commercial longeant le côté sud-ouest du boulevard Lemire.
Les limites des zones visées sont approximativement le côté nord-est du boulevard Lemire, les rues Canadien, Power et Rocheleau.

B) d'agrandir la zone industrielle I11-07 à même une partie de la zone industrielle I12-13 de manière à y inclure le terrain longeant le boulevard Lemire et situé du côté sud-est de la rue Joseph-St-Cyr.
La zone industrielle I11-07 est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Huguette, alors que la zone industrielle I12-13 est située du côté sud-est de la rue Joseph-St-Cyr, entre le boulevard Lemire et la rue Bergeron;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

915/6/06 - Adoption du second projet de règlement no 3467-1 - Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3467-1 amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- d'autoriser, pour les habitations unifamiliales isolées situées dans la zone résidentielle 79 Ra, l'ajout d'un logement supplémentaire localisé au sous-sol.
Cette zone est située entre le chemin Hemming et la rivière Saint-François, à proximité du domaine Gamache,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

916/6/06 - Adoption du second projet de règlement no 3475-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3475-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H07-31 actuelle :
  - la zone communautaire P07-09, de manière à autoriser l'usage parc;
  - la zone d'habitation H07-56, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type jumelé;
- de créer la zone d'habitation H07-57 à même une partie des zones d'habitation H07-26 et H07-31 actuelles, de manière à autoriser les mêmes usages que la zone d'habitation H07-31 actuelle;
- de créer la zone d'habitation H07-58 à même une partie des zones d'habitation H07-31, H07-40 et HL07-48 actuelles, de manière à autoriser des habitations multifamiliales de type isolé comprenant de trois (3) à six (6) logements;
- de créer la zone d'habitation H07-59 à même la totalité de la zone d'habitation H07-32 et une partie des zones d'habitation H07-26 et H07-31 actuelles, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-60 à même la totalité des zones d'habitation H07-29, H07-30 et une partie de la zone d'habitation H07-31 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-61 à même une partie de la zone d'habitation H07-40 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- d'abroger les zones d'habitation H07-29, H07-30, H07-31 et H07-32;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments;
- d'assujettir les nouvelles zones d'habitation créées à des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations » au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.),

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

917/6/06 - Adoption du second projet de règlement no 3481-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3481-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone d'habitation H04-04, la classe d'usages $\mathbf{h_1}$ (habitation unifamiliale) ayant une structure jumelée et de prévoir les différentes normes applicables à la construction et à l'implantation des bâtiments.

Cette zone est localisée en bordure de la rue des Écoles, approximativement entre la rue Saint-Jean et la rue Dunkin.

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H04-23, la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure jumelée et de prévoir les différentes normes applicables à la construction et à l'implantation des bâtiments.
Cette zone est localisée en bordure de la rue des Écoles, approximativement entre la rue Dunkin et la rue du Moulin,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

918/6/06 - Adoption du règlement no 3464-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3464-1 a été donné (réf : 699/5/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3464-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone industrielle I11-07, les usages « entreprises de fabrication de haute technologie » et « centres de recherche et laboratoires ». Cette zone est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre le côté nord des rues Huguette et Sigouin;
B) d'autoriser, dans la zone industrielle I12-08, les usages « entreprises de fabrication de haute technologie » et « centres de recherche et laboratoires ». Cette zone est localisée entre les rues Rocheleau, Power, Sigouin et le boulevard Lemire,

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

919/6/06 - Adoption du règlement no 3473-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3473-1 a été donné (réf : 705/5/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3473-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H05-28 à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle, de manière à inclure une bande de terrain située entre le développement actuel et le futur développement;
- d'agrandir la zone d'habitation H05-27 à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle;
- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H05-30 actuelle :
  - la zone d'habitation H05-31, de manière à autoriser des habitations unifamiliales isolées; ladite zone est localisée entre le développement existant et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;
  - la zone communautaire P05-10, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée entre une rue locale projetée et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;

- la zone communautaire P05-11, de manière à autoriser l'usage parc; ladite zone est localisée entre le boulevard Saint-Joseph et l'emprise de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55);

- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments et de prévoir, pour les usages résidentiels, des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.).

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

920/6/06 - Adoption du règlement no 3479 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3479 a été donné (réf : 823/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3479 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la zone d'habitation H03-21 à des objectifs et critères d'évaluation particuliers applicables à un règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);
  Cette zone est située dans le développement domiciliaire « Le Quartier » et inclut approximativement les terrains localisés de part et d'autre des rues impasse du Ruisselet, croissant des Hautes-Cimes, cours des Morilles, croissant de l'Ail-des-Bois et cours des Fougères.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

921/6/06 - Adoption du règlement no 3480 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3480 a été donné (réf : 826/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3480 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains compris à l'intérieur de la zone d'habitation H03-21 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 16.0 du règlement concerné, et ce, lors de certains travaux et d'apporter en conséquence les ajustements qui sont nécessaires.
  Cette zone est située dans le développement domiciliaire « Le Quartier » et inclut approximativement les terrains localisés de part et d'autre des rues impasse du Ruisselet, croissant des Hautes-Cimes, cours des Morilles, croissant de l'Ail-des-Bois et cours des Fougères.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

922/6/06 - Adoption du règlement no 3482 autorisant l'utilisation de la voie publique pour l'installation de terrasses et établissant les conditions applicables

Lecture est donnée du règlement no 3482 autorisant l'utilisation de la voie publique pour l'installation de terrasses et établissant les conditions applicables.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

923/6/06 - Autorisation à la Tabagie Marier - Installation et aménagement d'une terrasse sur rue conformément au règlement no 3482

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Tabagie Marier à procéder à l'installation et l'aménagement d'une terrasse sur rue conformément au règlement no 3482.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

924/6/06 - Autorisation au Bistro Le Saint-Georges - Installation et aménagement d'une terrasse sur rue conformément au règlement no 3482

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Bistro Le Saint-Georges à procéder à l'installation et l'aménagement d'une terrasse sur rue conformément au règlement no 3482.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

925/6/06 - Autorisation au Café Morgane - Installation et aménagement d'une terrasse sur rue conformément au règlement no 3482

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Café Morgane à procéder à l'installation et l'aménagement d'une terrasse sur rue conformément au règlement no 3482.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

926/6/06 - Adoption du règlement no 3484 établissant le lieu de résidence du personnel du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3484 a été donné (réf : 801/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3484 établissant le lieu de résidence du personnel du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

927/6/06 - Adoption du règlement no 3485 décrétant des travaux d'installation d'un égout domestique, d'élément épurateur, de voirie et de travaux divers sur le chemin Hemming pour la desserte des propriétés de la rue Milton et prévoyant un emprunt n'excédant pas 76 208 $

Lecture est donnée du règlement no 3485 décrétant des travaux d'installation d'un égout domestique, d'élément épurateur, de voirie et de travaux divers sur le chemin Hemming pour la desserte des propriétés de la rue Milton et prévoyant un emprunt n'excédant pas 76 208 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3485, et ce, de 9 heures à 19 heures les 3 et 4 juillet 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Madame Suzanne Trottier, employée au Service de la paie et à toute la famille à l'occasion du décès de son père monsieur Gaston Trottier.

- Madame Hélène Laroche et monsieur Serge Laroche, employés à la Ville et à toute la famille à l'occasion du décès de leur frère monsieur Claude Laroche.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Christian Rajotte

- Monsieur Rajotte s'interroge sur la décision de la Ville d'autoriser une démolition et que l'on refuse une construction.

- Madame la mairesse précise qu'il s'agit d'éléments qui pourraient être améliorés. Une rencontre avec le promoteur devrait permettre d'en venir à une entente.

- Le conseiller Gilles Fontaine confirme qu'il s'agit de la construction d'une station-service avec lave-auto.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 3 juillet 2006.

928/6/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h10.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

3 JUILLET 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 3 juillet 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner (absence motivée)
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général (absence motivée)
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

929/7/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

930/7/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 19 juin 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 19 juin 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

931/7/06 - Bacs roulants de récupération (Soumission no 06-0080 – Ouverture 22.06.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la soumission de Équipements Omnibac inc. au montant total de 91 364,36$ (taxes incluses) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des équipements précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

932/7/06 - Enlèvement et transport des déchets solides, collecte sélective des matières recyclables (secteur Drummondville) (Soumission no TP-06-03 – Ouverture 19.06.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la soumission de Cascades Récupération au montant total de 1 330 967,79 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Ministère des Transports : Disposition d'une somme de 412 155 $ pour le transport en commun au compte de la SOFIL pour les cinq prochaines années;
- Ministre déléguée aux Transports :
  - Report à l'exercice financier 2006-2007 le paiement du solde de la subvention accordée pour la réfection du pont pour le ruisseau Kelly;
  - Subvention de 58 066 $ pour l'année 2006 dans le cadre du Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local.

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

933/7/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 5 juin au 3 juillet 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 11 438 752,70 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

934/7/06 - Dépôt du procès-verbal (21.06.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 21 juin 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

935/7/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 800 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 800 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée en cour avant dans la partie gauche du terrain, soit aux abords du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE celle-ci est constituée de boîtiers lumineux séparés l'un de l'autre ayant une superficie d'affichage maximale de six virgule vingt et un mètres carrés (6,21 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleurs bleue et grise et que leur largeur contribue à rendre cette dernière proportionnelle;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le bleu, le gris, le blanc, le jaune, le noir et l'ocre;

CONSIDÉRANT QUE le fond des faces d'affichage est principalement de couleurs bleue et grise;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (maximum de six virgule dix mètres (6,10 m)) s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et sa hauteur, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses matériaux, pourrait offrir une meilleure intégration à l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée, de par le choix des inscriptions et de la représentation graphique que l'on y retrouve, donne une présentation surchargée;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'environ vingt (20) arbustes et/ou plantes florales et d'une superficie approximative de trois mètres carrés (3 m^2) est prévu au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 800 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au design et aux formes de l'enseigne.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

936/7/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1125 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1125 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), a été présenté;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment sur le mur latéral droit, lequel est orienté vers l'aire de stationnement où donne la façade du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne a une superficie approximative de quatre virgule trente-six mètres carrés (4,36 m^2) et que celle-ci est composée de lettres détachées lumineuses ainsi que d'un logo;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc, le bleu et l'orangé;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne utilise bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage de l'enseigne assurent une bonne harmonie entre cette dernière et les enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1125 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

937/7/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 472 de la rue des Écoles (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 472 de la rue des Écoles (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer les fenêtres ainsi que les portes du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres actuelles (à guillotine avec trois (3) carreaux vitrés dans la partie supérieure des fenêtres) sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » de mêmes dimensions et de style semblable à celles existantes sur le bâtiment et dont les encadrements sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les portes sont de style comparable à celles existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'intervention respecte le caractère architectural d'origine du bâtiment et contribue au développement d'une harmonisation d'ensemble du cadre bâti du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 472 de la rue des Écoles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

938/7/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et refus d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1050 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment et d'une enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 1050 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment et d'une enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

- une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de quatre virgule quatre-vingt-dix-huit mètres carrés (4,98 m^2) ainsi que d'une enseigne de type « logo » d'une superficie approximative de un virgule soixante-sept mètres carrés (1,67 m^2) intégrée à cette dernière;
- une enseigne sur poteau d'une superficie approximative de sept virgule quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (7,97 m^2) (version A) ou de sept virgule zéro cinq mètres carrés (7,05 m^2) (version B);

Enseigne rattachée au bâtiment

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées lumineuses ainsi que d'un petit boîtier lumineux soulignant ces dernières et que l'ensemble de ces éléments est installé sur la section de mur constituée de lattes métalliques de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QU'un petit « logo » est intégré à l'enseigne principale;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc, le rouge, le jaune, le bleu et le noir;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par sa dimension, sa superficie et son traitement, l'enseigne rattachée au bâtiment ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

Enseigne sur poteau

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée entre les deux (2) entrées charretières, soit dans la bande aménagée de plantation située aux abords du boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) propositions ont été présentées, à savoir :

- version A : une enseigne sur poteau d'une superficie approximative de sept virgule quatre-vingt-dix-sept mètres carrés (7,97 m^2);
- version B : une enseigne sur poteau d'une superficie approximative de sept virgule zéro cinq mètres carrés (7,05 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les commentaires sont les mêmes pour les deux (2) versions soumises;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur grise et que leur largeur contribue à rendre cette dernière proportionnelle;

CONSIDÉRANT QUE certaines parties de l'enseigne sont recouvertes de modules métalliques s'inspirant de ceux se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le noir, le rouge, le blanc, le bleu et le gris;

CONSIDÉRANT QUE le fond des faces d'affichage est opaque et que seul le message est lumineux;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (environ cinq virgule quatre-vingt-douze mètres (5,92 m)) s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'en général, l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses matériaux, s'intègre avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de l'enseigne est d'environ deux virgule soixante mètres (2,60 m) et que celle-ci est due à la largeur de la base de béton que l'on souhaite conserver;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et sa largeur, nuit à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions (superficie et largeur), l'enseigne sur poteau est prédominante dans le paysage urbain et ne s'harmonise pas avec les projets d'affichage récemment acceptés;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est existant au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **refuse** les travaux d'installation d'une enseigne sur poteau (versions A et B) (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à sa prédominance dans le paysage urbain (superficie et largeur);

et ce, pour l'établissement situé au 1050 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

939/7/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement du bâtiment situé au 20 de la rue Poirier (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 20 de la rue Poirier (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de quarante-six virgule sept mètres carrés (46,7 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour arrière, et ce, dans le prolongement des murs latéraux, soit à l'emplacement d'une véranda qui sera démolie;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'agrandissement du bâtiment ont peu d'impact sur le cadre bâti, compte tenu que ceux-ci s'effectuent en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
- pour les murs : du clin de bois pressé (Smart Side) de couleur s'harmonisant avec celle de la brique;
- pour la toiture : du bardeau d'asphalte de couleur s'harmonisant à celle du bardeau existant sur la toiture principale;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture de l'agrandissement s'inspire d'un style d'antan et que ce dernier s'harmonise avec le corps principal du bâtiment ainsi qu'avec ce que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs se retrouvant sur l'agrandissement s'harmonisent avec celles se retrouvant sur le bâtiment principal ainsi qu'avec les autres bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux s'inspirent d'une architecture traditionnelle et permettent de renforcer les caractéristiques dominantes du paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus)

pour le bâtiment situé au 20 de la rue Poirier (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

940/7/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 173 A à F de la rue Loring (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 173 A à F de la rue Loring (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial est modifié pour les travaux prévus sur les balcons;

CONSIDÉRANT QUE les balcons sont rénovés en conservant le style de ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps sur les balcons sont repeints de couleur brun-rouge;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, ces interventions permettent de préserver le style architectural particulier et distinctif du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 173 A à F de la rue Loring (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

941/7/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1910 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1910 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.31);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment composée d'une plaque de forme stylisée sur laquelle le message est réalisé en surélévation;

CONSIDÉRANT QUE cette enseigne est éclairée par réflexion et que les couleurs de cette dernière sont, entre autres, le beige, le blanc et le vert;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est appliquée sur le mur avant donnant vers le boulevard Saint-Joseph, soit au-dessus des fenêtres de type « fixe » (partie gauche du bâtiment);

CONSIDÉRANT QUE la localisation et la superficie de l'enseigne ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain et ne masquent pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE la forme, le design et la localisation de l'enseigne permettent une bonne intégration de cette dernière aux enseignes existantes sur le bâtiment et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1910 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

942/7/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement pour le bâtiment situé au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.32);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de trois cent vingt-cinq mètres carrés (325 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour arrière, soit dans le prolongement du mur latéral droit et du mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE cet agrandissement vient combler un espace disponible en cour arrière et est peu visible des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) correspond à celui du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur est de l'acier de couleur blanche s'apparentant à celui existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment en cour arrière n'a pas d'impact sur le style architectural du bâtiment, compte tenu de sa localisation;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'agrandissement s'harmonise avec le corps principal du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement (tel que mentionné ci-dessus)

pour le bâtiment situé au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

943/7/06 - Acceptation des travaux de démolition des bâtiments (principal et accessoires) situés au 169 de la rue Loring (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition des bâtiments (principal et accessoires) situés au 169 de la rue Loring (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 05.09.05);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment résidentiel ainsi que les bâtiments accessoires;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé a été construit en 1918;

CONSIDÉRANT QUE ce bâtiment résidentiel a peu d'intérêt architectural et que ce dernier requiert plusieurs interventions majeures de rénovation;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera aménagé afin de réaliser une aire de stationnement afin de desservir un commerce (restaurant);

CONSIDÉRANT QUE le projet d'aménagement de terrain (plantation d'arbres, bandes gazonnées, arbustes et/ou plantes florales) sera soumis à une séance ultérieure;

CONSIDÉRANT QUE lors de l'aménagement de l'aire de stationnement, les arbres existants et matures seront conservés;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition des bâtiments (principal et accessoires) (tel que mentionné ci-dessus) situés au 169 de la rue Loring (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Vote ***CONTRE***
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Yves Grondin
M. Denis Chamberland	
M. Gilles Fontaine	
M. Jocelyn Gagné	
M. Mario Jacques	
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
M. Alain Martel	
Mme Denise Picotin	
Me Christian Tourigny	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

944/7/06 - Appui à une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 349 du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval (520, rang 5 (secteur Saint-Joachim-de-

Courval)) à la Commission de protection du territoire agricole (C.P.T.A.Q.) (M. Marcel Lampron)

CONSIDÉRANT QUE le lot 349 du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval (secteur Saint-Joachim-de-Courval) est intégré à la zone permanente agricole;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture, d'une partie du lot 349 du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval (secteur Saint-Joachim-de-Courval), a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la portion du lot visée fait partie de la zone AF2;

CONSIDÉRANT QUE la classe d'usages **h_1**, soit habitation unifamiliale, est autorisée pour la partie de lot visée;

CONSIDÉRANT le potentiel agricole de la partie du lot visé et des lots avoisinants;

CONSIDÉRANT QUE les possibilités d'utilisation du lot à des fins d'agriculture sont faibles;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT QUE la demande consiste à permettre la construction d'une résidence afin que le propriétaire soit capable de travailler et de valoriser le boisé actuel et que la recherche d'espaces alternatifs hors de la zone agricole s'avère inappropriée;

CONSIDÉRANT QUE la construction d'une résidence à l'endroit visé, liée à une propriété d'environ dix-neuf virgule vingt-huit hectares (± 19,28 ha), n'aura pas de conséquence négative sur le territoire agricole;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction fait partie d'un secteur résidentiel déstructuré à l'intérieur d'une zone agricole;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de cette résidence aura peu d'impact sur les activités agricoles du secteur, et ce, dû à la présence de plusieurs résidences dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville (secteur Saint-Joachim-de-Courval);

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par monsieur Marcel Lampron auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 349 du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval (secteur Saint-Joachim-de-Courval), et ceci, dans le but d'ériger une résidence.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

945/7/06 - Appui à une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 177 du cadastre de la partie du canton de Wendover (325, rang 5 (secteur Saint-Joachim-de-Courval)) à la Commission de protection du territoire agricole (C.P.T.A.Q.) (M. Denis Ouellet)

CONSIDÉRANT QUE le lot 177 du cadastre de la partie du canton de Wendover (secteur Saint-Joachim-de-Courval) est intégré à la zone permanente agricole;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture, d'une partie du lot 177 du cadastre de la partie du canton de Wendover (secteur Saint-Joachim-de-Courval), a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la portion du lot visée fait partie de la zone AF2 (zone agro-forestière);

CONSIDÉRANT QUE la classe d'usages **h_5**, soit chalet est autorisée pour la partie de lot visée;

CONSIDÉRANT QUE le lot visé possède une superficie d'environ neuf virgule trente-huit hectares (± 9,38 ha) et que le fait d'y installer un chalet facilitera l'entretien du boisé;

CONSIDÉRANT le bon potentiel de la partie du lot visé et des lots avoisinants;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT QU'il y a peu d'espaces appropriés disponibles ailleurs sur le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourraient satisfaire la demande;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville (secteur Saint-Joachim-de-Courval);

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par monsieur Denis Ouellet auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 177 du cadastre de la partie du canton de Wendover (secteur Saint-Joachim-de-Courval), et ceci, dans le but d'ériger un chalet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

946/7/06 - Appui à une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 333 du cadastre du canton de Grantham (1425, rang 5 (secteur Drummondville)) à la Commission de protection du territoire agricole (C.P.T.A.Q.) (M. Yves Mathieu)

CONSIDÉRANT QUE le lot 333 du cadastre du canton de Grantham est intégré à la zone permanente agricole;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement ainsi que l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 333 du cadastre du canton de Grantham, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la portion du lot visée fait partie de la zone A12-17;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment situé au 1425, rang 5 (secteur Drummondville) empiète de deux virgule seize mètres (2,16 m) sur la partie du lot 333 du cadastre visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE pour respecter le règlement de zonage no 2520, une marge latérale minimale de deux mètres (2 m) est exigée;

CONSIDÉRANT QUE la partie du lot 333 du cadastre du canton de Grantham visée par la demande mesure environ quatre virgule seize mètres de largeur par quatre-vingt-cinq virgule trente-quatre mètres de profondeur (4,16 m X 85,34 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande permettra de régulariser un empiètement de la construction, soit pour une superficie approximative de trois cent cinquante-cinq virgule zéro cinq mètres carrés (355,05 m²);

CONSIDÉRANT QUE le demandeur est propriétaire du terrain adjacent, composé des lots 333-21 et P-333-22, d'une superficie de deux mille neuf cent quatre-vingt-un virgule un mètres carrés (2981,1 m²);

CONSIDÉRANT QUE le résidu de la partie du lot 333 du cadastre du canton de Grantham demeurera la propriété du vendeur, soit environ dix-sept virgule zéro huit hectares (17,08 ha);

CONSIDÉRANT QUE le bon potentiel agricole de la partie du lot visé et des lots avoisinants;

CONSIDÉRANT QUE les possibilités d'utilisation du lot à des fins d'agriculture sont bonnes;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT QUE le demandeur ne peut envisager d'autres espaces ailleurs sur le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourraient satisfaire la demande, car ceci est fait dans le but de régulariser une situation d'empiètement;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) fait l'objet actuellement d'un changement aux règlements de la Ville de Drummondville afin de légaliser cette situation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par monsieur Yves Mathieu auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 333 du cadastre du canton de Grantham, et ceci, dans le but de permettre l'acquisition d'une partie de terrain ayant une superficie approximative de trois cent cinquante-cinq virgule zéro cinq mètres (355,05 m²).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de mai 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

947/7/06 - Autorisation à Héma-Québec – Utilisation de la salle de l'Écosport pour la tenue de la collecte de sang, le lundi 14 août 2006

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Héma-Québec à utiliser la salle de l'Écosport pour la tenue de la collecte de sang, le lundi 14 août 2006 de 8h00 à 22h00.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

948/7/06 - Autorisation au Centre communautaire St-Pierre inc. – Tenue du Festival de l'Épi, le jeudi 3 août 2006

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire St-Pierre inc. à tenir le Festival de l'Épi, le jeudi 3 août 2006 de 16h00 à 23h00, sur les terrains du Centre communautaire St-Pierre, de la Fabrique St-Pierre et de l'école St-Pierre, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

949/7/06 - Autorisation au Mondial des Cultures - Tenue de 4 fêtes dans certains parcs et sur le site de la Banque Laurentienne le 8 juillet 2006 et autorisation de petits défilés

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Mondial des Cultures à tenir 4 fêtes dans certains parcs et sur le site de la Banque Laurentienne le 8 juillet 2006.

De plus, la Ville de Drummondville autorise la tenue de petits défilés dans les rues de chacun des secteurs, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

950/7/06 - Autorisation à l'Église Chrétienne La Vie Comblée - Tenue d'une épluchette de blé d'Inde, le samedi 26 août 2006

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Église Chrétienne La Vie Comblée à tenir une épluchette de blé d'Inde sur le site du 670 rue Melançon, le samedi 26 août 2006 de 11h00 à 19h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

951/7/06 - Autorisation au Comptoir Alimentaire Drummond inc. et la Fondation Rêves d'Enfants - Tenue d'un Festi-Dons, le samedi 12 août 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comptoir Alimentaire Drummond inc. et la Fondation Rêves d'Enfants à tenir le Festi-Dons, le samedi 12 août 2006 sur le site du 1602 boulevard Lemire, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

952/7/06 - Autorisation à Drummondville Marine, Aborigine et Ekilibre concept - Tenue de l'activité AquaJam 2006

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Drummondville Marine, Aborigine et Ekilibre concept à tenir l'activité AquaJam 2006, le samedi 26 août 2006 sur le site de l'aéroport, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

953/7/06 - Autorisation à la compagnie Foresbec - Installation d'un chapiteau sur le site du 1750 rue Haggerty pour la tenue d'un party estival le 7 juillet 2006

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la compagnie Foresbec à procéder à l'installation d'un chapiteau sur le site du 1750 rue Haggerty pour la tenue d'un party estival le 7 juillet 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

954/7/06 - Autorisation à monsieur Marcel Desfossés - Tenue d'une vente de garage au 2527 du boulevard Mercure les 29 et 30 juillet 2006 au profit de la Société canadienne de la Sclérose en plaques

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise monsieur Marcel Desfossés à tenir une vente de garage au 2527 du boulevard Mercure les 29 et 30 juillet 2006, et ce, au

profit de la Société canadienne de la Sclérose en plaques, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

955/7/06 - Autorisation à l'École Notre-Dame-du-Rosaire - Utilisation du parc Milette le 31 août 2006 pour une journée récréative

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'École Notre-Dame-du-Rosaire à utiliser le parc Milette le 31 août 2006 pour une journée récréative, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

956/7/06 - Autorisation à messieurs Mildred Farid Marin et Rodolfo Silva – Tenue d'un tournoi de basket-ball les 22, 23 et 24 juillet 2006 au parc Jules-Boileau

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise messieurs Mildred Farid Marin et Rodolfo Silva à tenir un tournoi de basket-ball au parc Jules-Boileau les 22, 23 et 24 juillet 2006 de 9h à 18h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

957/7/06 - Autorisation au comité organisateur - Tenue de l'activité « Mes premiers jeux » dans différents parcs de la Ville le 12 juillet 2006 et subvention de 1 200 $

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le comité organisateur à tenir l'activité « Mes premiers jeux » dans différents parcs de la Ville le 12 juillet 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise le versement d'une somme de 1 200 $ à titre de subvention pour l'édition 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

958/7/06 - Autorisation au Centre de Santé, Services sociaux Drummond - Utilisation du parc Ste-Thérèse pour un pique-nique les 11 et 13 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre de Santé, Services sociaux Drummond à utiliser le parc Ste-Thérèse pour un pique-nique les 11 et 13 juillet 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

959/7/06 - Modification à la dénomination de rue « Gamma » en remplacement de la dénomination d'un tronçon de rue déjà identifié comme rue « Alpha » (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la dénomination de rue

« Gamma » en remplacement de la dénomination d'un tronçon de rue déjà identifié comme rue « Alpha » (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

960/7/06 - Signature d'un acte d'engagement de rétrocession par Développement Charles-Mont inc. à la Ville de Drummondville, et ce, en cas de refus d'émission de permis environnemental par le ministère du Développement durable, de l'environnement et des parcs

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'engagement de rétrocession d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham par Développement Charles-Mont inc. à la Ville de Drummondville, et ce, en cas de refus d'émission de permis environnemental par le ministère du Développement durable, de l'environnement et des parcs.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

961/7/06 - Signature d'une entente à intervenir entre la Ville de Drummondville et Transport Bourret inc.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec Transport Bourret inc. pour la réalisation de travaux municipaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

962/7/06 - Autorisation à l'Office municipal d'habitation de Drummondville (OMHD) – Soirées cinéma plein air sur certains sites, propriété de l'Office municipal

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Office municipal d'habitation à tenir des soirées cinéma plein air sur certains sites, propriété de l'Office municipal d'habitation de Drummondville (OMHD), et ce, selon le calendrier suivant :

- vendredi 30 juin 2006, en cas de pluie remis au 1er juillet;
- vendredi 7 juillet 2006, en cas de pluie remis au 8 juillet;
- vendredi 14 juillet 2006, en cas de pluie remis au 15 juillet;
- vendredi 21 juillet 2006, en cas de pluie remis au 22 juillet ;
- vendredi 28 juillet 2006, en cas de pluie remis au 29 juillet ;
- vendredi 29 juillet 2006, en cas de pluie remis au 5 août;
- vendredi 4 août 2006, en cas de pluie remis au 5 août;
- vendredi 11 août 2006, en cas de pluie remis le 12 août;
- vendredi 18 août 2006, en cas de pluie remis le 19 août;
- vendredi 25 août 2006, en cas de plus remis le 26 août;

le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

963/7/06 - Don de cinq (5) véhicules au Village Québécois d'Antan inc.

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le don au Village Québécois d'Antan inc. des cinq (5) véhicules suivants :

- Camionnette Dodge Dakota, année 1991, série N1B7FL26X1MS334596;
- Camionnette Dodge Ram 250, année 1989, série 1B7KE26Z4KS180022;
- Camionnette GMC Vandura 1500, année 1989, série 2GTDG15Z7K4523807;
- Automobile Ford Crown Victoria, année 1997, série 2FALP71WXVX193230;
- Automobile Ford Crown Victoria, année 1995, série 2FLAP73WOSX125432.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

964/7/06 - Autorisation au Café du Parc (9130-3131 Québec inc.) - Installation d'un chapiteau sur le site du 222 rue Heriot du 6 au 16 juillet 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Café du Parc (9130-3131 Québec inc.) à installer un chapiteau sur le site du 222 rue Heriot pour la période du 6 au 16 juillet 2006, et ce, afin d'y donner des cours de danse latine de 16h à 19h, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

965/7/06 - Cautionnement de la Société de Développement Économique de Drummondville (CLD Drummond) inc. – Emprunt à la Banque Nationale du Canada

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville se porte caution conjointe et solidaire de la Société de Développement Économique de Drummondville (CLD Drummond) inc. pour le remboursement d'un emprunt au montant de 2 000 000 $ à la Banque Nationale du Canada pour la construction d'une usine-relais.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents, le tout sujet à l'approbation du ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

966/7/06 - Mandat à Fernand Caron inc. – Évaluation des besoins pour la relocalisation possible de la bibliothèque municipale et de son environnement

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Fernand Caron inc. aux fins d'évaluer les besoins présents et futurs pour la relocalisation possible de la bibliothèque municipale et de son environnement (honoraires : 7 804 $ plus taxes).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

967/7/06 - Mandat au Groupe Conseil JLA – Évaluation de la faisabilité de relocaliser la bibliothèque municipale à l'église et au presbytère Saint-Joseph

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Groupe Conseil JLA aux fins d'évaluer

la faisabilité de relocaliser la bibliothèque municipale à l'église et au presbytère Saint-Joseph (honoraires : 8 250 $ plus taxes).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

968/7/06 - Mandat à Michel Morin – Rédaction de la politique culturelle de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Michel Morin aux fins de procéder à la rédaction de la politique culturelle de la Ville de Drummondville. Les honoraires versés pour la réalisation dudit mandat sont de l'ordre de 4 375 $ plus taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

969/7/06 - Intervention de la Ville dans un acte de vente entre Gestion Gisèle Surprenant inc. et Service Louis Letarte inc. et autorisation de signature relativement à la renonciation au droit de premier refus et autres droits

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à intervenir pour et au nom de la Ville de Drummondville dans un acte de vente à être consenti par Gestion Gisèle Surprenant inc à Service Louis Letarte inc., et ce, afin de renoncer au droit de premier refus consenti par Gestion Gisèle Surprenant inc. à la Ville dans un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond sous le numéro 12 769 114.

La Ville renonce également aux autres conditions spéciales, notamment l'obligation de construire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

970/7/06 - Signature d'un bail emphytéotique à être consenti par la Ville de Drummondville au Centre communautaire de Loisirs Claude-Nault

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail emphytéotique à être consenti au Centre communautaire de Loisirs Claude-Nault pour l'immeuble situé au 4677 rue Traversy (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 27 juin 2006.

971/7/06 - Embauche de monsieur Georges Gagnon au poste de directeur du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de monsieur Georges Gagnon au poste de directeur du Service de sécurité incendie de la Ville de Drummondville, classe 3, échelon 5-6 ans, et ce, pour une période probatoire d'un an.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de travail avec monsieur Gagnon.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

972/7/06 - Appropriation d'une somme de 174 100 $ provenant du surplus de l'ex-Ville de Saint-Nicéphore

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville approprie une somme de 174 100 $ provenant du surplus de l'ex-Ville de Saint-Nicéphore au surplus de la nouvelle Ville, soit l'équivalent de la dette due sur le bâtiment de l'ancien hôtel de ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

973/7/06 - Signature d'un acte de vente à être consenti à messieurs Roger Dubois, Michel Leclerc et Luc Leclerc d'une partie du lot 101-9 du cadastre du canton de Wickham

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 101-9 du cadastre du canton de Wickham à messieurs Roger Dubois, Michel Leclerc et Luc Leclerc. Ledit terrain d'une superficie d'environ six mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit pieds carrés (6 598 pi^2) est vendu pour un prix de 2,25 $ le pied carré, soit un montant total approximatif de 14 845,50 $.

De plus, les acquéreurs doivent assumer les frais de description technique et les honoraires reliés au notaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

974/7/06 - Signature d'un acte de vente à être consenti à madame Francine Paquin Pepin d'une partie des lots 124 et 124-588 du cadastre du canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie des lots 124 et 124-588 du cadastre du canton de Grantham à madame Francine Paquin Pepin. Ledit terrain d'une superficie de mille quatre cent soixante-douze mètres carrés (1 472 m^2) est vendu pour un montant total de 37 624 $.

L'acquéreur assume en plus les frais reliés à la description technique et/ou au cadastre, de même que les honoraires reliés au notaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

975/7/06 - Signature d'un acte de vente à être consenti à la Banque Nationale du Canada d'une partie du lot 167-53 du cadastre du canton de Grantham

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 167-53 du cadastre du canton de

Grantham à la Banque Nationale du Canada. Ledit terrain d'une superficie de trois mille cent cinquante et un pieds carrés (3 151 pi^2) est vendu pour un prix de 16,32 $ le pied carré, soit un montant total de 51 424 $.

L'acquéreur assume en plus les frais reliés à la description technique, de même que les honoraires reliés au notaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

976/7/06 - Mandat au Groupe Conseil Genivar inc. – Réalisation des relevés topographiques et mise en plan de certains secteurs sur le chemin Hemming, secteur rue Gouin

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Conseil Genivar inc. aux fins de réaliser des relevés topographiques et de procéder à la mise en plan de certains secteurs sur le chemin Hemming, notamment le secteur de la rue Gouin. Les honoraires sont de l'ordre de 4 671 $ plus taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

977/7/06 - Emprunt de 150 000 $ au fonds de roulement

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte une somme de 150 000 $ à son fonds de roulement pour des dépenses d'immobilisations, notamment les items suivants :

- réforme cadastrale;
- mandat arpenteur;
- photo aérienne;
- fibre optique;
- nouveau traceur;
- mise à jour des territoires régionaux;
- mosaïque;
- imprimante laser.

Cet emprunt sera remboursable comme suit :

2007	50 000 $
2008	50 000 $
2009	50 000 $

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

978/7/06 - Autorisation au Service des travaux publics - Installation d'arrêts toutes directions à l'angle des rues Paris et de Londres

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation d'arrêts toutes directions à l'angle des rues Paris et de Londres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

979/7/06 - Avis de motion du règlement no 3497 prévoyant l'augmentation du fonds de roulement de la Ville (art. 569.1 LCV)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3497 prévoyant l'augmentation du fonds de roulement de la Ville selon l'art. 569.1 de la Loi sur les cités et villes.

980/7/06 - Avis de motion du règlement no 3498 amendant le règlement no 2700

quant à l'installation de chapiteau sur le territoire

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3498 amendant le règlement no 2700 quant à l'installation de chapiteau sur le territoire.

981/7/06 - Avis de motion du règlement no 3499 amendant le règlement no 3444 de façon à modifier le montant de l'emprunt

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3499 amendant le règlement no 3444 de façon à modifier le montant de l'emprunt.

982/7/06 - Adoption du règlement no 3477 autorisant l'abrogation du règlement no 2785 (lieu de résidence)

Lecture est donnée du règlement no 3477 autorisant l'abrogation du règlement no 2785 (lieu de résidence).

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

983/7/06 - Avis de motion du règlement no 3502 décrétant des travaux de réfection des rues Mailhot, Gaston et Hélène et prévoyant un emprunt n'excédant pas 447 500 $

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3502 décrétant des travaux de réfection des rues Mailhot, Gaston et Hélène et prévoyant un emprunt n'excédant pas 447 500 $.

984/7/06 - Avis de motion du règlement no 3503 décrétant des travaux de rénovation au Manoir Trent et prévoyant un emprunt n'excédant pas 334 400 $

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3503 décrétant des travaux de rénovation au Manoir Trent et prévoyant un emprunt n'excédant pas 334 400 $.

985/7/06 - Avis de motion du règlement no 3504 décrétant des travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie sur les rues Bergeron et Gauthier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 967 100 $

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3504 décrétant des travaux d'égouts, d'aqueduc et de voirie sur les rues Bergeron et Gauthier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 967 100 $.

986/7/06 - Adoption du projet de règlement no 3487 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1^{0} QUE le projet de règlement no 3487, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'ajuster certaines définitions quant à la hauteur d'une enseigne et de modifier les dispositions relatives au calcul de la hauteur et de la superficie de celle-ci;
- d'abroger la définition de logo ainsi que les dispositions s'y rapportant;
- d'ajuster certaines dispositions relatives :
  - aux enseignes directionnelles, notamment quant à la superficie, le nombre maximal d'enseignes et le type d'éclairage;
  - à la perte de droits acquis en matière d'affichage afin de préciser que toute forme de structure doit être enlevée lors de l'enlèvement d'une enseigne, dans le cas de la cessation des activités d'un établissement;
  - à la hauteur maximale des enseignes détachées du bâtiment;
  - aux enseignes détachées du bâtiment, notamment quant à la superficie, la hauteur, la largeur et l'épaisseur, et ce, pour les catégories d'enseignes « A » à « J » inclusivement;
- d'autoriser les enseignes portatives en « V » renversé dans les zones correspondant au centre-ville et de prévoir les dispositions applicables à celles-ci;
- de modifier les dispositions relatives aux enseignes détachées du bâtiment et situées à l'intérieur des limites du centre-ville, notamment quant au type d'enseignes autorisées, à l'ajout d'une condition relative aux enseignes sur poteau, aux normes d'implantation applicables pour certains types d'enseignes, à la superficie, à la hauteur, à la largeur ainsi qu'au type d'éclairage;
- d'autoriser l'installation d'une enseigne secondaire de types mural et sur bandeau d'affichage, selon certaines conditions;
- de limiter à un délai donné la protection en matière de droits acquis pour des enseignes sur poteau et répondant à des critères spécifiques, et ce, pour certaines zones longeant les boulevards Saint-Joseph et Saint-Joseph Ouest,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

987/7/06 - Avis de motion du règlement no 3487 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3487 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'ajuster certaines définitions quant à la hauteur d'une enseigne et de modifier les dispositions relatives au calcul de la hauteur et de la superficie de celle-ci;
- d'abroger la définition de logo ainsi que les dispositions s'y rapportant;
- d'ajuster certaines dispositions relatives :
  - aux enseignes directionnelles, notamment quant à la superficie, le nombre maximal d'enseignes et le type d'éclairage;
  - à la perte de droits acquis en matière d'affichage afin de préciser que toute forme de structure doit être enlevée lors de l'enlèvement d'une enseigne, dans le cas de la cessation des activités d'un établissement;
  - à la hauteur maximale des enseignes détachées du bâtiment;
  - aux enseignes détachées du bâtiment, notamment quant à la superficie, la hauteur, la largeur et l'épaisseur, et ce, pour les catégories d'enseignes « A » à « J » inclusivement;
- d'autoriser les enseignes portatives en « V » renversé dans les zones correspondant au centre-ville et de prévoir les dispositions applicables à celles-ci;

- de modifier les dispositions relatives aux enseignes détachées du bâtiment et situées à l'intérieur des limites du centre-ville, notamment quant au type d'enseignes autorisées, à l'ajout d'une condition relative aux enseignes sur poteau, aux normes d'implantation applicables pour certains types d'enseignes, à la superficie, à la hauteur, à la largeur ainsi qu'au type d'éclairage;
- d'autoriser l'installation d'une enseigne secondaire de types mural et sur bandeau d'affichage, selon certaines conditions;
- de limiter à un délai donné la protection en matière de droits acquis pour des enseignes sur poteau et répondant à des critères spécifiques, et ce, pour certaines zones longeant les boulevards Saint-Joseph et Saint-Joseph Ouest.

988/7/06 - Dispense de lecture du règlement no 3487 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3487, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'ajuster certaines définitions quant à la hauteur d'une enseigne et de modifier les dispositions relatives au calcul de la hauteur et de la superficie de celle-ci;
- d'abroger la définition de logo ainsi que les dispositions s'y rapportant;
- d'ajuster certaines dispositions relatives :
  - aux enseignes directionnelles, notamment quant à la superficie, le nombre maximal d'enseignes et le type d'éclairage;
  - à la perte de droits acquis en matière d'affichage afin de préciser que toute forme de structure doit être enlevée lors de l'enlèvement d'une enseigne, dans le cas de la cessation des activités d'un établissement;
  - à la hauteur maximale des enseignes détachées du bâtiment;
  - aux enseignes détachées du bâtiment, notamment quant à la superficie, la hauteur, la largeur et l'épaisseur, et ce, pour les catégories d'enseignes « A » à « J » inclusivement;
- d'autoriser les enseignes portatives en « V » renversé dans les zones correspondant au centre-ville et de prévoir les dispositions applicables à celles-ci;
- de modifier les dispositions relatives aux enseignes détachées du bâtiment et situées à l'intérieur des limites du centre-ville, notamment quant au type d'enseignes autorisées, à l'ajout d'une condition relative aux enseignes sur poteau, aux normes d'implantation applicables pour certains types d'enseignes, à la superficie, à la hauteur, à la largeur ainsi qu'au type d'éclairage;
- d'autoriser l'installation d'une enseigne secondaire de types mural et sur bandeau d'affichage, selon certaines conditions;
- de limiter à un délai donné la protection en matière de droits acquis pour des enseignes sur poteau et répondant à des critères spécifiques, et ce, pour certaines zones longeant les boulevards Saint-Joseph et Saint-Joseph Ouest;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

989/7/06 - Adoption du projet de règlement no 3488 – Plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1^{0} QUE le projet de règlement no 3488, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les enseignes portatives en « V » renversé aux objectifs d'aménagement et aux critères d'évaluation relatifs à l'affichage que l'on retrouve au chapitre 8 du règlement concerné et d'abroger toute référence aux enseignes de type « logo » ,

soit et est adopté;

2^{o} ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

990/7/06 - Avis de motion du règlement no 3488 – Plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3488 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les enseignes portatives en « V » renversé aux objectifs d'aménagement et aux critères d'évaluation relatifs à l'affichage que l'on retrouve au chapitre 8 du règlement concerné et d'abroger toute référence aux enseignes de type « logo ».

991/7/06 - Dispense de lecture du règlement no 3488 – Plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3488, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les enseignes portatives en « V » renversé aux objectifs d'aménagement et aux critères d'évaluation relatifs à l'affichage que l'on retrouve au chapitre 8 du règlement concerné et d'abroger toute référence aux enseignes de type « logo »;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

992/7/06 - Adoption du projet de règlement no 3496 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1^{0} QUE le projet de règlement no 3496, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de modifier le calcul relatif à la détermination des hauteurs minimale et maximale applicables au bâtiment principal pour la zone d'habitation H-05-31.
  Cette zone est localisée au sud du boulevard Saint-Joseph, approximativement entre les rues de la Promenade, Marconi et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

993/7/06 - Avis de motion du règlement no 3496 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3496 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de modifier le calcul relatif à la détermination des hauteurs minimale et maximale applicables au bâtiment principal pour la zone d'habitation H-05-31.
  Cette zone est localisée au sud du boulevard Saint-Joseph, approximativement entre les rues de la Promenade, Marconi et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale.

994/7/06 - Dispense de lecture du règlement no 3496 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3496, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de modifier le calcul relatif à la détermination des hauteurs minimale et maximale applicables au bâtiment principal pour la zone d'habitation H-05-31.
  Cette zone est localisée au sud du boulevard Saint-Joseph, approximativement entre les rues de la Promenade, Marconi et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

995/7/06 - Adoption du second projet de règlement no 3476-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3476-1, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de prévoir une disposition particulière relative à l'implantation d'une habitation unifamiliale isolée dans une bande de deux cents mètres (200 m) de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55), et ce, pour la zone d'habitation H06-08 agrandie;
- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone d'habitation H06-08 agrandie, de manière à ne plus autoriser la classe d'usages C1 (commerce de détail et de service de voisinage) et la classe d'usages C5 (commerce mixte).

Cette zone est localisée entre le chemin Tourville et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55), de part et d'autre de la rue des Forestiers existante et projetée,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

996/7/06 - Adoption du second projet de règlement no 3483-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1^{0} QUE le second projet de règlement no 3483-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir une limite de zone de manière à assurer une séparation distincte entre les zones d'habitation H06-23 et H06-28.
  Ces zones sont situées au sud du boulevard Allard et incluent les terrains situés approximativement de part et d'autre des rues Fradet, des Orchidées, des Lys, des Iris, des Pivoines et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier,

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

997/7/06 - Adoption du second projet de règlement no 3486-1 – Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de Drummond)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1^{0} QUE le second projet de règlement no 3486-1 amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- de soustraire la zone résidentielle 91 Ra des restrictions relatives à l'agrandissement de bâtiments principaux et accessoires aux abords d'une rue privée;
- d'autoriser sans restriction, dans la même zone, la construction de nouveaux bâtiments principaux et accessoires et de prévoir pour ceux-ci toutes les normes de construction afférentes.
  La zone visée est localisée entre le chemin Hemming et la rivière Saint-François, à l'est du développement domiciliaire « Le Boisé Hemming »,

soit et est adopté;

2^{o} QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

998/7/06 - Adoption du second projet de règlement no 3489-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1^{0} QUE le second projet de règlement no 3489-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone industrielle I11-08, les usages « bureau de placement de personnel pour les entreprises industrielles » et « service de gestion d'entreprises industrielles ».
  Cette zone est localisée de part et d'autre de la rue Cormier, approximativement entre les rues Foster et Laferté,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

999/7/06 - Adoption du second projet de règlement no 3490-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3490-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir les règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités d'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis pour la zone agricole A12-17, et ce, selon certaines conditions,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1000/7/06 - Adoption du second projet de règlement no 3492-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Mario Jacques,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3492-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'agrandir la zone commerciale C11-14 à même une partie des zones commerciale C11-18 et industrielle I12-05 de manière à augmenter la profondeur de l'espace commercial longeant le côté sud-ouest du boulevard Lemire.
   Les limites des zones visées sont approximativement le côté nord-est du boulevard Lemire, les rues Canadien, Power et Rocheleau.

B) d'agrandir la zone industrielle I11-07 à même une partie de la zone industrielle I12-13 de manière à y inclure le terrain longeant le boulevard Lemire et situé du côté sud-est de la rue Joseph-St-Cyr.
   La zone industrielle I11-07 est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Huguette, alors que la zone industrielle I12-13 est située du côté sud-est de la rue Joseph-St-Cyr, entre le boulevard Lemire et la rue Bergeron,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1001/7/06 - Adoption du règlement no 3467-1 – Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3467-1 a été donné (réf : 805/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3467-1 amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- d'autoriser, pour les habitations unifamiliales isolées situées dans la zone résidentielle 79 Ra, l'ajout d'un logement supplémentaire localisé au sous-sol.
  Cette zone est située entre le chemin Hemming et la rivière Saint-François, à proximité du domaine Gamache.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1002/7/06 - Adoption du règlement no 3468 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3468 a été donné (réf : 808/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3468 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle H1 à même une partie de l'affectation rurale R, de manière à y inclure des terrains localisés de part et d'autre de la rue des Forestiers projetée.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1003/7/06 - Adoption du règlement no 3469 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3469 a été donné (réf : 811/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3469 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H06-08 à même une partie de la zone rurale R06-07, de manière à y inclure des terrains localisés de part et d'autre de la rue des Forestiers projetée.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1004/7/06 - Adoption du règlement no 3474 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3474 a été donné (réf : 814/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du

conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3474 amendant le plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (habitation de faible densité) :
  - à même une partie de l'affectation résidentielle R-2 (habitation de moyenne densité 1) actuelle, de manière à inclure les terrains situés au nord de la rue Mongeau, entre la rue Bertrand et la piste cyclable;
  - à même une partie de l'affectation résidentielle R-X actuelle, de manière à inclure une portion de terrains située au nord de la rue St-Onge (projetée), entre la rue St-Denis et la piste cyclable ainsi qu'une portion de terrains située du côté nord ouest de la rue Bertrand (projetée), de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée);
- de créer, à même une partie de l'affectation résidentielle R-X actuelle, une affectation résidentielle R-3 (habitation de moyenne densité 2) pour le secteur localisé de part et d'autre de la rue St-Onge (projetée), entre la rue Bertrand (projetée) et la piste cyclable;
- de créer, à même une partie des affectations résidentielles R-1 (habitation de faible densité) et R-X actuelles, une affectation publique et institutionnelle P-1 pour le secteur localisé approximativement au nord de la rue St-Onge (projetée), entre trois (3) rues locales projetées.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1005/7/06 - Adoption du règlement no 3475-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3475-1 a été donné (réf : 817/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3475-1 amendant le zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer, à même une partie de la zone d'habitation H07-31 actuelle :
  - la zone communautaire P07-09, de manière à autoriser l'usage parc;
  - la zone d'habitation H07-56, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type jumelé;
- de créer la zone d'habitation H07-57 à même une partie des zones d'habitation H07-26 et H07-31 actuelles, de manière à autoriser les mêmes usages que la zone d'habitation H07-31 actuelle;
- de créer la zone d'habitation H07-58 à même une partie des zones d'habitation H07-31, H07-40 et HL07-48 actuelles, de manière à autoriser des habitations multifamiliales de type isolé comprenant de trois (3) à six (6) logements;
- de créer la zone d'habitation H07-59 à même la totalité de la zone d'habitation H07-32 et une partie des zones d'habitation H07-26 et H07-31 actuelles, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-60 à même la totalité des zones d'habitation H07-29, H07-30 et une partie de la zone d'habitation H07-31 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-61 à même une partie de la zone d'habitation H07-40 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- d'abroger les zones d'habitation H07-29, H07-30, H07-31 et H07-32;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments;

- d'assujettir les nouvelles zones d'habitation créées à des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations » au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1006/7/06 - Adoption du règlement no 3481-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3481-1 a été donné (réf : 829/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3481-1 amendant le zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, dans la zone d'habitation H04-04, la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure jumelée et de prévoir les différentes normes applicables à la construction et à l'implantation des bâtiments.
Cette zone est localisée en bordure de la rue des Écoles, approximativement entre la rue Saint-Jean et la rue Dunkin.

B) d'autoriser, dans la zone d'habitation H04-23, la classe d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) ayant une structure jumelée et de prévoir les différentes normes applicables à la construction et à l'implantation des bâtiments.
Cette zone est localisée en bordure de la rue des Écoles, approximativement entre la rue Dunkin et la rue du Moulin.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1007/7/06 - Adoption du règlement no 3493 modifiant le règlement no 2700 relativement à la signalisation touristique

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3493 a été donné (réf : 895/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3493 modifiant le règlement no 2700 relativement à la signalisation touristique

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Monsieur René Lampron, employé au Service des travaux publics et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère madame Marguerite Rivard Lampron.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Jean-Paul Dion

À l'item 57 - Manoir Trent, en quoi consiste les travaux ? et quand seront-ils exécutés ?

- Madame la mairesse précise qu'il s'agit de sauvegarder un bâtiment patrimonial. Une corporation soumettra des propositions quant à son usage. Les travaux seront réalisés en septembre et octobre 2006.

Monsieur Christian Rajotte

Le mandat à Michel Morin est-il un choix final et en quoi consiste-t-il ?

- Madame la mairesse explique que la MRC s'est dotée d'une politique culturelle et que la Ville doit procéder également. Monsieur Morin a pour mandat de donner forme à la politique. Il faut tenir compte de la réalité drummondvilloise.

- Le conseiller Yves Grondin est d'avis que Michel Morin peut réaliser la consultation et son expertise démontre qu'il s'y connaît.

Monsieur Sébastien Lépine

Monsieur Lépine traite des items nos 40 et 41 qui traitent de relocalisation de la bibliothèque.

- Le conseiller Yves Grondin explique qu'il s'agit de deux mandats différents, le 1er tiendra compte des décisions et le second du niveau architectural.

- Monsieur Lépine demande à la Ville d'évaluer la possibilité de réunir la bibliothèque et le Centre culturel.

- Madame la mairesse rappelle que le projet du Centre culturel est déjà très avancé. La réflexion quant à la localisation n'est pas encore terminée. L'union des deux ne fait pas nécessairement l'unanimité. Les deux secteurs assurent un rayonnement. Le Centre culturel actuel est d'ailleurs la maison de la culture, puisqu'il accueille des organismes, une salle de spectacles et un lieu d'expositions.

Monsieur Jean Verrier

Monsieur Verrier fait l'historique de la fleur emblème de la Ville et souhaite que la Ville fasse la promotion de l'arbre emblème qui a fait l'objet d'un concours récemment.

- Le conseiller Pierre Levasseur souligne que le concours est l'idée d'un organisme et qu'actuellement il n'y a eu aucune discussion à la Ville sur le sujet.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 17 juillet 2006.

1008/7/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h30.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

17 JUILLET 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 17 juillet 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques (absence motivée)
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin (absence motivée)
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations (absence motivée)
M. Michel Desrosiers, chef de division, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1009/7/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1010/7/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 3 juillet 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 3 juillet 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

1011/7/06

- ***Disposition d'actifs***
  (Soumission no 06-0082 – Ouverture 07.07.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le soumissionnaire suivant soit et est retenu pour la cession de l'actif suivant :

DESCRIPTION	**MONTANT**	**SOUMISSIONNAIRE**
Sullair Sulliscrew 150, année 1974, série : 150119AGB	569,75 $ (taxes incluses)	M. Denis Camirand

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1012/7/06

- ***Remplacement de la conduite d'eau fixée au pont de la rue Saint-Pierre (route 122)***
  (Soumission no DRUV1-085 - Ouverture 13.07.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean Côté, ingénieur, Teknika-HBA, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Excavation Mc.B.M. inc. au montant total de 94 793,78 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception d'une pétition signée par les citoyens de la rue Émile-Grisé; ainsi que de lettres de remerciements provenant de différents organismes.

1013/7/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 3 juillet 2006 au 17 juillet 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 1 718 927,62 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1014/7/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1027 de la rue des Pins (secteur Saint-Nicéphore)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 131P. et 131-10 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 1027 de la rue des Pins (secteur Saint-Nicéphore), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.15);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H04-15), la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal est établie à sept virgule cinq mètres (7,5 m) ;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en mars 2006 dans le cadre d'un financement et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à six virgule dix-neuf mètres (6,19 m) la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité d'un virgule trente et un mètre (1,31 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente environ huit mètres (8 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis environ 1978;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de sept virgule cinq mètres (7,5 m) à six virgule dix-neuf mètres (6,19 m) la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas huit mètres (8 m), et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 131P. et 131-10 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 1027 de la rue des Pins (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1015/7/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 642A, B et C de la rue Dollard (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant de trois (3) étages, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 740 du cadastre officiel du Québec, soit aux 642A, B et C de la rue Dollard (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.16);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H09-05), la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal est établie à trois virgule vingt-huit mètres (3,28 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en avril 2006 pour la vente de l'immeuble et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à deux virgule quatre-vingt-trois mètres (2,83 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quarante-cinq mètre (0,45 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente dix virgule trente-cinq mètres (10,35 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis environ 1950;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de trois virgule vingt-huit mètres (3,28 m) à deux virgule quatre-vingt-trois mètres (2,83 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant de trois (3) étages, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas dix virgule trente-cinq mètres (10,35 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 740 du cadastre officiel du Québec, soit aux 642A, B et C de la rue Dollard (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1016/7/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2260, de la 26e Avenue (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la profondeur minimale d'un lot et la marge arrière applicable au bâtiment principal dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence unifamiliale isolée située sur le terrain formé d'une partie du lot 297 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2260 de la 26e Avenue (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.17);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à la construction d'une résidence unifamiliale isolée ayant une façade d'environ neuf virgule soixante-quinze mètres (9,75 m) et une profondeur d'environ sept virgule quatre-vingt-douze mètres (7,92 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble visé par la demande :
- la profondeur minimale d'un lot est de vingt-sept mètres (27 m);
- la marge arrière applicable au bâtiment principal est de sept virgule six mètres (7,6 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis :
- la profondeur minimale du lot est établie à environ dix-huit virgule dix-sept mètres (18,17 m), ce qui représente une irrégularité d'environ huit virgule quatre-vingt-trois mètres (8,83 m);
- la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal est établie à environ quatre virgule soixante-six mètres (4,66 m), ce qui représente une irrégularité d'environ deux virgule quatre-vingt-quatorze mètres (2,94 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :
- le terrain représente une partie résiduelle du lot 297 résultant de la subdivision des lots 297-4 et 297-5;
- l'impossibilité d'acheter une partie de terrain des lots 297-4 et 297-5 tenant compte de l'aménagement desdits terrains et des constructions existantes;
- la présence des services d'aqueduc et d'égout;
- la superficie du terrain visé (environ six cent soixante-six virgule sept mètres carrés (666,7 m²) qui est comparable aux superficies des terrains adjacents;
- la possibilité d'exiger une marge latérale importante comme mesure compensatoire de la perte d'espace dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE dans le milieu environnant, on retrouve des résidences unifamiliales isolées dont la date de construction varie entre 1973 et 1983;

CONSIDÉRANT QU'une situation similaire existe à l'angle de la rue Huberdeault et de la 26^{e} Avenue et qu'aucune problématique particulière n'a été constatée relativement à cette situation;

CONSIDÉRANT QUE les lots 297-4 et 297-5 situés à l'arrière du terrain visé ont été créés en 1981 et, qu'à cette époque, le développement futur du secteur n'était pas connu, entraînant une difficulté évidente à prévoir la partie résiduelle de terrain résultant d'une subdivision de terrain;

CONSIDÉRANT QUE les lots 297-4 et 297-5 ont une profondeur importante et que la distance entre les résidences situées sur ces lots et la résidence projetée sera comparable aux autres résidences du secteur;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'exiger une condition relative à l'obligation de conserver une marge latérale importante;

CONSIDÉRANT QUE l'imposition d'une marge latérale importante aura pour effet de ne pas permettre la subdivision de terrain dans le but d'implanter une autre résidence;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à :
- réduire de vingt-sept mètres (27 m) à dix-huit mètres (18 m) la profondeur minimale du lot;

- réduire de sept virgule six mètres (7,6 m) à quatre virgule cinq mètres (4,5 m) la marge arrière applicable au bâtiment principal;

à la condition qu'une des marges latérales soit d'au moins vingt mètres (20 m);

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence unifamiliale isolée située sur le terrain formé d'une partie du lot 297 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2260 de la 26e Avenue (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1017/7/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 900 de la rue des Trois-Maisons (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser l'implantation d'un garage isolé ayant un abri d'auto attenant dans la cour avant, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 790-100 du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 900 de la rue des Trois-Maisons (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.18);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à la construction d'un garage isolé d'une superficie d'environ soixante mètres carrés (60 m²) ayant un abri d'auto attenant d'une superficie d'environ vingt-six mètres carrés (26 m²) pour une superficie totale d'environ quatre-vingt-six mètres carrés (86 m²) et situé en partie dans la cour avant;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble visé par la demande dont l'usage fait partie du groupe « habitation », un garage résidentiel isolé ainsi qu'un abri d'auto permanent sont autorisés dans les marges et les cours latérales ou arrière d'un bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis :

- l'empiétement du garage dans la cour avant est établi à environ six virgule quatre mètres (6,4 m);
- l'empiétement de l'abri d'auto dans la cour avant est établi à environ trois virgule quatre-vingt-seize mètres (3,96 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- l'implantation de la résidence dans la partie arrière du terrain;
- le manque d'espace dans les cours latérales et arrière tenant compte des aménagements en place (piscine, arbres, allées de circulation);
- l'impossibilité d'acheter une bande de terrain à l'arrière afin d'agrandir le terrain visé par la demande;
- les difficultés reliées à la possibilité de construire un garage attenant à la résidence (présence de plusieurs arbres, dont un pin centenaire, respect du style architectural de la résidence);
- l'implantation prévue ayant une distance de la voie de circulation plus grande que l'implantation voisine, ce qui a pour effet d'amoindrir l'impact de la présente demande relativement au voisin immédiat;

CONSIDÉRANT QUE dans le milieu environnant, on retrouve des résidences unifamiliales isolées ainsi que le bâtiment du Service d'intervention d'urgence Centre-du-Québec (S.I.U.C.Q.);

CONSIDÉRANT QUE la présente demande a pour effet de préserver le plus possible les arbres existants ainsi que l'aménagement relatif à la circulation sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est boisé et représente un milieu intéressant et différent de ce que l'on retrouve sur le territoire municipal;

CONSIDÉRANT QUE les implantations voisines sont passablement éloignées et situées plus près de la voie de circulation que l'implantation projetée dans la présente demande;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation prévue se situe à environ vingt mètres (20 m) de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser l'implantation d'un garage isolé ayant un abri d'auto attenant dans la cour avant, et ce, pour l'immeuble situé sur lot 790-100 du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 900 de la rue des Trois-Maisons (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1018/7/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2775 de la rue de la Topaze (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale et la marge de recul maximale dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence unifamiliale isolée située sur le terrain formé du lot 286-223 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2775 de la rue de la Topaze (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.19);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à la construction d'une résidence unifamiliale isolée ayant une façade d'environ dix virgule quatre-vingt-dix-sept mètres (10,97 m) et une profondeur d'environ neuf virgule quatorze mètres (9,14 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble visé par la demande (zone H12-34) :

- la hauteur maximale applicable au bâtiment principal est de huit mètres (8 m);
- la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal est de six virgule soixante-dix-huit mètres (6,78 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis :

- la hauteur maximale applicable au bâtiment principal est établie à environ neuf mètres (9 m), ce qui représente une irrégularité d'environ un mètre (1 m);
- la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal est établie à environ dix mètres (10 m), ce qui représente une irrégularité d'environ trois virgule vingt-deux mètres (3,22 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

<u>Hauteur</u>

- le style prévu pour la résidence qui nécessite une plus grande hauteur;
- un cadre normatif pour certaines zones établissant la hauteur maximale à neuf mètres (9 m);
- la grande superficie du terrain (environ mille sept cent soixante-douze mètres carrés (1 772 m²)) permettant l'implantation d'une construction de grand gabarit et, de ce fait, ayant une hauteur plus grande;

<u>Marge de recul</u>

- la superficie de terrain permettant d'augmenter le recul de la résidence à construire;
- la configuration particulière du terrain (lot d'angle);
- la possibilité d'augmenter les marges latérales tenant compte de la configuration du terrain;
- la possibilité d'établir un alignement qui tient compte de la réalité terrain;

CONSIDÉRANT QUE dans le milieu environnant, on retrouve des résidences unifamiliales isolées dont la hauteur varie selon le tronçon de la rue de la Topaze;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur maximale de la résidence située sur le terrain adjacent est établie à environ cinq virgule trente-sept mètres (5,37 m), ce qui représente une différence très importante par rapport à la hauteur demandée dans la présente demande;

CONSIDÉRANT QUE le cadre normatif applicable est suffisamment permissif en ce qui a trait à la hauteur maximale permise pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme indiquent qu'il est acceptable de permettre d'augmenter la marge de recul maximale;

Marge de recul maximale

CONSIDÉRANT QUE la configuration particulière du terrain (lot d'angle) amène une contrainte relativement à l'implantation;

CONSIDÉRANT QUE le fait d'augmenter la marge de recul maximale pourrait avoir pour effet de réduire l'impact de la hauteur du bâtiment projeté;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Hauteur maximale

CONSIDÉRANT QUE la présente demande a pour effet d'augmenter la différence de hauteur entre la résidence existante sur le terrain adjacent et la résidence projetée;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement n'a pas pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande ne respecte pas les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande porte atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise la demande de dérogation mineure visant à augmenter de six virgule soixante-dix-huit mètres (6,78 m) à dix mètres (10 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal;

- **refuse** la demande de dérogation mineure visant à augmenter de huit mètres (8 m) à neuf mètres (9 m) la hauteur maximale applicable au bâtiment principal;

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence unifamiliale isolée située sur le terrain formé du lot 286-223 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2775 de la rue de la Topaze (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1019/7/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 55-57, de la 15e Avenue (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la distance minimale entre un garage détaché existant et une ligne de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 792 du cadastre officiel du Québec, soit aux 55-57 de la 15e Avenue (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.33);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H08-03), la distance minimale entre un garage détaché et toute ligne de terrain est d'un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque où le garage a été construit (1992), le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été réalisé en avril 2006 et que celui-ci soulève une (1) irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à zéro virgule soixante-quatorze mètre (0,74 m) la distance minimale entre un garage détaché existant et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 3 084 796 du cadastre officiel du Québec), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule vingt-six mètre (0,26 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur de mur où la distance est dérogatoire représente six virgule vingt-cinq mètres (6,25 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que le bâtiment concerné est existant;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer d'un mètre (1 m) à zéro virgule soixante-quatorze mètre (0,74 m) la distance minimale entre un garage détaché existant et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 3 084 796 du cadastre officiel du Québec), **à la condition** que le mur en dérogation n'excède pas six virgule vingt-cinq mètres (6,25 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 792 du cadastre officiel du Québec, soit aux 55-57 de la 15e Avenue (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1020/7/06 - Dépôt du procès-verbal (05.07.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 5 juillet 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1021/7/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au

170 du croissant des Hautes-Cimes (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 170 du croissant des Hautes-Cimes (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage) d'une superficie approximative de cent vingt mètres carrés (120 m^2), le tout principalement sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QU'une partie du bâtiment localisée en cour arrière est réalisée sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant, soit en face du garage rattaché;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- de la brique-pierre de couleur beige;
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 20 juin 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins dix (10) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de la poitrine) de quarante millimètres (40 mm - 4 cm) allant jusqu'à trois cent vingt millimètres (320 mm - 32 cm) sont inventoriés et seront conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement de l'érable, de l'orme, du chêne et du frêne comme essences d'arbres sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour avant et en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ quatorze virgule trois pour cent (14,3 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 170 du croissant des Hautes-Cimes (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1022/7/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1640 de l'avenue du Marais-Ombragé (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1640 de l'avenue du Marais-Ombragé (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent vingt mètres carrés (120 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (galerie et balcon), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour le mur de la façade principale</u>

- de la brique de couleur rouge-brun sur approximativement soixante-dix pour cent (70 %) de la surface du mur;
- du bloc de béton à face éclatée imitant la pierre de couleur beige sur approximativement trente pour cent (30 %) de la surface du mur;

pour les murs des façades latérales et arrière
- principalement du clin de bois pressé (Canexel) de couleur beige;

pour la toiture
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à assurer un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 22 novembre 2005 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points justifiant l'absence d'arbres intéressants sur le site, à savoir :
- aucune végétation arborescente;
- terrain ayant subi un remplissage important causé par le détournement d'un fossé captant les eaux de ruissellement;
- essences d'arbres peu favorables à la survie dû au changement majeur de la profondeur de la nappe phréatique;

CONSIDÉRANT QU'aucun arbre n'a été inventorié sur le site, et ce, dû aux contraintes énumérées dans le rapport de l'ingénieur forestier;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal de cent millimètres (100 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'une remise d'une superficie approximative de dix-huit mètres carrés (18 m^2) est construite en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs de la remise sont du clin de fibre de bois (Canexel) de couleur beige pour les murs et du bardeau d'asphalte de couleur brune pour la toiture, le tout s'harmonisant avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée afin de permettre de bien desservir le site et de limiter le nombre d'accès à la rue pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QU'une haie d'une hauteur et d'une longueur suffisantes est plantée près des escaliers localisés en cour latérale droite, et ce, afin de camoufler ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1640 de l'avenue du Marais-Ombragé (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1023/7/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1660 de l'avenue du Marais-Ombragé (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1660 de l'avenue du Marais-Ombragé (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent vingt mètres carrés (120 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction est réalisé en plan inversé;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (galerie et balcon), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour le mur de la façade principale</u>

- de la brique de couleur rouge-brun sur approximativement soixante-dix pour cent (70 %) de la surface du mur;
- du bloc de béton à face éclatée imitant la pierre de couleur beige sur approximativement trente pour cent (30 %) de la surface du mur;

<u>pour les murs des façades latérales et arrière</u>

- principalement du clin de bois pressé (Canexel) de couleur beige;

<u>pour la toiture</u>

- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à assurer un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 22 novembre 2005 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points justifiant l'absence d'arbres intéressants sur le site, à savoir :

- aucune végétation arborescente;
- terrain ayant subi un remplissage important causé par le détournement d'un fossé captant les eaux de ruissellement;
- essences d'arbres peu favorables à la survie dû au changement majeur de la profondeur de la nappe phréatique;

CONSIDÉRANT QU'aucun arbre n'a été inventorié sur le site, et ce, dû aux contraintes énumérées dans le rapport de l'ingénieur forestier;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal de cent millimètres (100 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'une remise d'une superficie approximative de dix-huit mètres carrés (18 m^2) est construite en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs de la remise sont du clin de fibre de bois (Canexel) de couleur beige pour les murs et du bardeau d'asphalte de couleur brune pour la toiture, le tout s'harmonisant avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée afin de permettre de bien desservir le site et de limiter le nombre d'accès à la rue pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QU'une haie d'une hauteur et d'une longueur suffisantes est plantée près des escaliers localisés en cour latérale gauche, et ce, afin de camoufler ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1660 de l'avenue du Marais-Ombragé (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1024/7/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 365 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 365 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial d'une superficie approximative de quatre-vingt-neuf mètres carrés (89 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- du clin de fibre de ciment (fibro-ciment) de couleur jaune-beige;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 22 juin 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de soixante-dix millimètres (70 mm - 7 cm) allant jusqu'à cent soixante-dix millimètres (170 mm - 17 cm) sont inventoriés et seront conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement de l'érable et du chêne comme essences d'arbres;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ seize virgule un pour cent (16,1 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 365 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1025/7/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 355 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 355 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial d'une superficie approximative de soixante-seize mètres carrés (76 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- du clin de fibre de ciment (fibro-ciment) de couleur sauge;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à assurer un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 22 juin 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points justifiant l'absence d'arbres intéressants sur le site, à savoir :
- dépôt de roches parsemant le terrain;
- topographie du terrain irrégulière formant une cuvette;
- important déboisement sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'aucun arbre n'a été inventorié sur le site, et ce, dû aux contraintes énumérées dans le rapport de l'ingénieur forestier;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal de cent millimètres (100 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 355 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1026/7/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 120 du cours des Morilles (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 120 du cours des Morilles (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial d'une superficie approximative de cent treize mètres carrés (113 m^2), le tout principalement sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>

- principalement du polymère imitant la pierre et du bardeau de bois de couleur terre;

<u>pour la toiture</u>

- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 27 juin 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de la poitrine) de soixante-dix millimètres (70 mm - 7 cm) allant jusqu'à cent trente millimètres (130 mm - 13 cm) sont inventoriés et seront conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement de l'érable, du chêne et de l'ostryer de Virginie comme essences d'arbres sur le site;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ douze virgule deux pour cent (12,2 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la

Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 120 du cours des Morilles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1027/7/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 234 de la rue Heriot (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 234 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative d'un virgule quatre-vingt-six mètre carré (1,86 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée et constituée d'un matériau imitant le bois est installée à plat sur le bandeau d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est réalisé en surélévation par rapport à la plaque murale;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne, soit entre autres, l'orangé, le vert et le noir, sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible et ne rendent pas cette dernière prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre au centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 234 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1028/7/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1125 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1125 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux

d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment sur le mur latéral droit, lequel est orienté vers l'aire de stationnement où donne la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne a une superficie approximative de deux virgule quatre-vingt-quatorze mètres carrés (2,94 m^2) et que celle-ci est composée de lettres détachées lumineuses ainsi que d'une enseigne secondaire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc, le jaune, le vert, le rose, le mauve et le noir;

CONSIDÉRANT QUE de par sa localisation et ses dimensions, l'enseigne utilise bien l'espace disponible;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage, les matériaux et l'éclairage de l'enseigne assurent une bonne harmonie entre cette dernière et les enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins et n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1125 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1029/7/06 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment résidentiel qui sera situé au 405 de la rue Robert -Bernard (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment résidentiel qui sera situé au 405 de la rue Robert-Bernard (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Robert-Bernard, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent soixante mètres carrés (160 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment est similaire à celui des bâtiments voisins situés sur le même tronçon de rue, et ce, soit par la hauteur, le nombre d'étages et le type de toiture;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale (façade donnant vers la rue Robert-Bernard) ainsi que la façade avant secondaire du bâtiment (façade donnant vers le boulevard René-Lévesque) sont agrémentées de plusieurs décrochés, ce qui permet de réduire la linéarité de ces façades;

CONSIDÉRANT QUE les entrées donnant accès au bâtiment sont protégées par des toits, ce qui permet d'obtenir un style architectural sobre;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts principalement de brique de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QU'une partie des murs extérieurs est recouverte d'enduit d'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de maçonnerie tels que briques posées en boutisse et/ou en soldat ou moulures décoratives sont réalisés, ce qui permet d'avoir un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration et les accès sont en nombre suffisant, ce qui permet d'animer adéquatement les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE les décrochés et les pentes variées de la toiture permettent de créer un volume intéressant, lequel s'harmonise avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de toiture est composé d'un bardeau d'asphalte de couleur foncée telle que le noir et/ou le brun;

CONSIDÉRANT QU'une toiture supportée par des colonnes en aluminium est réalisée sur la galerie donnant dans la cour avant secondaire (cour donnant vers le boulevard René-Lévesque);

CONSIDÉRANT QU'un garage détaché d'une superficie maximale de soixante mètres carrés (60 m^2) est construit en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- de la brique de couleur rouge;
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural du garage (style, matériaux, gabarit et couleurs) s'inspire de celui du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées en cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée sur le terrain, ce qui permet d'en limiter le nombre sur ce tronçon de rue;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cours avant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, la construction de ce bâtiment s'effectue en harmonie avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment résidentiel (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 405 de la rue Robert-Bernard (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1030/7/06 - Acceptation avec conditions des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 350-400 de la rue St-Jean (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 350-400 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover une partie des façades (bandeau d'acier) ainsi que certaines entrées du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier (partie supérieure des murs) est remplacé par un enduit d'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'enduit d'acrylique est modulé par la réalisation de panneaux posés en retrait et/ou en surélévation;

CONSIDÉRANT QU'une moulure décorative de couleur brune est installée en partie supérieure des parapets et en bordure du toit;

CONSIDÉRANT QUE certaines entrées aux établissements sont réaménagées;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des entrées sont marquées par des colonnes de couleur brune et d'un parapet d'une hauteur supérieure à celui existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux, les couleurs et le traitement architectural des parties rénovées s'harmonisent avec ce que l'on retrouve dans le secteur et sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'aucune modification n'est réalisée sur le mur avant principal donnant vers la rue Saint-Jean (mur le plus rapproché de la rue Saint-Jean) ainsi que sur le mur latéral gauche du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ces deux (2) murs sont très visibles de la rue Saint-Jean et que ces derniers doivent être traités de façon semblable aux autres murs rénovés, et ce, dans le but d'obtenir un projet d'ensemble et une harmonie architecturale;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 350-400 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, et ce, **conditionnellement** au dépôt d'un plan de construction démontrant la rénovation du mur avant le plus rapproché de la rue Saint-Jean ainsi que d'une partie du mur latéral gauche (soit environ six mètres (6 m)). Cette rénovation doit être en harmonie avec les parties rénovées du bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1031/7/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (version # 3) pour le bâtiment situé au 501 de la rue Saint-Pierre - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 501 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- agrandir le bâtiment de type commercial d'une superficie approximative de mille deux cent vingt-quatre mètres carrés (1 224 m^2), le tout sur deux (2) étages;
- rénover le bâtiment existant (entrepôt);
- aménager le terrain;

CONSIDÉRANT QUE les largeurs des façades donnant sur les voies de circulation atteignent un ratio élevé par rapport aux largeurs du terrain, ce qui contribue à favoriser un paysage urbain densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient marquer l'intersection des rues Saint-Pierre et Cormier et s'inscrit en continuité avec l'alignement des constructions du cadre bâti environnant;

Agrandissement

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts :
- de pierre architecturale de couleur grise pour la partie inférieure de ces derniers;
- de la brique d'argile de couleur charcoal pour les autres sections des murs;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que moulures décoratives d'enduit d'acrylique et soulignements d'acier et/ou d'enduit d'acrylique, le tout de couleur grise, permettent d'animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est orientée vers la rue Saint-Pierre, que cette dernière est facilement identifiable par les usagers et que celle-ci constitue un élément architectural distinctif;

CONSIDÉRANT QU'une marquise supportée par d'imposantes colonnes protège l'entrée principale ainsi qu'une partie de l'allée d'accès menant à cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs autres marquises sont aménagées sur les murs et que certaines de ces dernières sont soutenues par des tiges métalliques (tire-fort) et supportées par des colonnes de maçonnerie, ce qui ajoute un style particulier au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE tous les encadrements des ouvertures, les solins, les portes d'accès ouvrant sur un axe horizontal (type « garage »), les escaliers ainsi que leurs garde-corps sont de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE tous les murs extérieurs sont animés par une fenestration abondante;

CONSIDÉRANT QU'une partie du bâtiment agrandi est réalisée de forme arrondie et que cette construction est grandement fenêtrée;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE des parapets de forme arrondie sont aménagés sur les façades avant;

CONSIDÉRANT QUE les appareils mécaniques situés sur la toiture sont dissimulés de façon adéquate et que les matériaux utilisés s'harmonisent avec ceux existants sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'agrandissement s'inspire du style architectural du bâtiment situé à proximité (Mégaburo);

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier de couleur bleue est remplacé par un revêtement :
- de pierre architecturale de couleur grise;
- de brique d'argile de couleur charcoal;
- d'acier de couleur gris régent (Vic West Qc 6082);

CONSIDÉRANT QUE les murs donnant vers les rues Cormier et Saint-Pierre sont recouverts de pierre architecturale sur environ zéro virgule soixante-quinze mètre (0,75 m) de hauteur sur la partie inférieure de ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE tous les murs sont animés de colonnes de briques ayant environ zéro virgule quatre-vingt-six mètre (0,86 m) de largeur sur la hauteur du mur;

CONSIDÉRANT QU'un parapet de forme arrondie et s'inspirant de ceux prévus sur l'agrandissement est réalisé au-dessus de la porte ouvrant sur un axe horizontal (type « de garage ») donnant sur la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE le solin d'acier est de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE des soulignements horizontaux d'acier de couleur grise sont prévus sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le traitement des murs bonifie bien le style architectural de ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation extérieure du bâtiment s'effectuent en harmonie et en respect des travaux d'agrandissement du bâtiment;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont principalement localisées en cours avant et en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'environ dix-sept (17) cases de stationnement sont aménagées en cours avant;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres du terrain sont gazonnés;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) entrées charretières desservent le site, ce qui contribue à créer une circulation fonctionnelle et à sécuriser les usagers des rues avoisinantes et du terrain;

CONSIDÉRANT QU'aucune entrée charretière n'est réalisée aux abords de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres sont plantés en cour avant donnant vers la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres sont plantés en cour avant donnant vers la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager formé d'un muret de maçonnerie de couleur harmonisée avec celles se retrouvant sur le bâtiment est réalisé dans la cour donnant vers la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE le muret est d'une hauteur d'environ soixante centimètres (60 cm) et qu'il est réalisé à deux (2) niveaux;

CONSIDÉRANT QUE ce dernier permet de dissimuler l'aire de stationnement localisée en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'au moins trente (30) arbustes et/ou plantes florales sont plantés dans cet aménagement et/ou aux abords de ce dernier;

CONSIDÉRANT QU'une haie d'une longueur d'environ sept (7) mètres et formée d'arbustes est également plantée à l'avant du muret donnant vers la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) arbres sont plantés dans la bande paysagère réalisée près du muret afin de réduire l'impact visuel du mur avant du bâtiment donnant vers la rue Saint-Pierre (mur de l'entrepôt), et ce, à partir de la rue Notre-Dame;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres sont plantés dans la cour avant donnant vers la rue Saint-Omer, et ce, à même la bande gazonnée située aux abords du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QUE les aires de chargement/déchargement sont effectuées dans la cour avant secondaire (cour donnant vers la rue Cormier) et la cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE ces aires ont peu d'impact sur le cadre bâti général du secteur;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 501 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Gilles Fontaine
M. Denis Chamberland	M. Yves Grondin
M. Jocelyn Gagné	M. Alain Martel
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
Me Jean Shooner	
Me Christian Tourigny	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

1032/7/06 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 360 de la rue Marchand (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 360 de la rue Marchand (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.15);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- refaire le revêtement extérieur du bâtiment;
- rénover les galeries du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur actuel (stuc) est remplacé par un enduit d'acrylique de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE des soulignements horizontaux de couleur gris foncé sont réalisés sur les murs extérieurs;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs du revêtement extérieur s'harmonisent avec celles se retrouvant sur le bâtiment situé en façade de ce dernier (Palais de justice);

CONSIDÉRANT QUE ces travaux permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, et ce, dans le respect du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE les galeries donnant sur la façade principale (rue Marchand) sont rénovées;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux des galeries ainsi que les arches existantes sont recouverts d'acier de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE ce traitement rend ces éléments prédominants sur le bâtiment, et ce, au détriment de la qualité visuelle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'alléger ces structures sur la façade principale, soit par leur traitement et leurs couleurs, et ce, afin d'atténuer leur impact sur le cadre bâti et sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une marquise ainsi qu'un perron de plus faible gabarit sont ajoutés à la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de ces éléments s'inspire de celui des galeries principales;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, l'intervention peut être améliorée, et ce, au bénéfice du cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 360 de la rue Marchand (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à la prédominance des galeries sur la façade principale (façade donnant vers la rue Marchand).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1033/7/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 40 de la rue Saint-Laurent (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 40 de la rue Saint-Laurent (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Laurent, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover les façades du bâtiment (rez-de-chaussée seulement);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du rez-de-chaussée (brique de béton de couleur rosée) est remplacé par un revêtement de brique d'argile de couleur rouge-brun;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de maçonnerie tels que des briques posées en panneaux, en soldat et/ou en retrait permettent d'animer les différentes façades;

CONSIDÉRANT QUE certaines fenêtres sont fermées et/ou remplacées par des fenêtres de type « à battant »;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE des perrons sont aménagés afin d'offrir un espace extérieur pour les résidants et que ces derniers sont dissimulés par un écran végétal;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de rénovation permet d'améliorer l'image globale du bâtiment, et ce, dans le respect du cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 40 de la rue Saint-Laurent (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1034/7/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 330-332 de la rue Marchand (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 330-332 de la rue Marchand (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.17);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à refaire les galeries et la toiture protégeant ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les galeries (incluant les escaliers) et la toiture sont rénovées en s'inspirant d'un style d'antan;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions des galeries sont les mêmes que celles existantes;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps sur les galeries sont refaits en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes (quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm)) supportant la toiture et les galeries sont en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent de préserver le style architectural particulier et distinctif du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 330-332 de la rue Marchand (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1035/7/06 - Refus des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 565 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 565 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.18);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- rénover la façade principale de l'établissement;
- installer une enseigne rattachée à la face avant de la marquise;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE la façade principale de l'établissement (celle donnant vers le boulevard Saint-Joseph) est modifiée par le changement de couleur du revêtement d'acier existant et l'ajout d'un revêtement d'enduit d'acrylique sur la face avant de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de brique sur la façade principale est conservé;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier de couleur rouge (celui donnant sur la façade principale) est repeint de couleur beige, le tout en harmonie avec les couleurs des revêtements extérieurs du local adjacent (côté gauche);

CONSIDÉRANT QUE la face avant de la marquise est modifiée par la pose d'un revêtement d'enduit d'acrylique de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'enduit d'acrylique est réalisé en panneaux;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation de la couleur rouge de façon importante sur la marquise rend cette dernière prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les modifications sont limitées et que celles-ci ne bonifient pas de façon significative le traitement architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures donnant sur le mur avant de l'établissement ne sont pas modifiées;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ne permettent pas d'assurer une continuité du nouveau style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux sont limités et ne permettent pas d'améliorer de façon marquante l'image globale du bâtiment et que ces derniers ne sont pas faits en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment (en ce qui concerne les travaux d'amélioration du bâtiment (Bureau en Gros et Au Vieux Duluth));

Affichage

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées lumineuses d'une superficie maximale de cinq mètres carrés (5 m^2) et que cette dernière est installée sur la face avant de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne rattachée au bâtiment ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, l'enseigne rattachée au bâtiment fait partie d'un projet d'ensemble (rénovation extérieure et affichage);

CONSIDÉRANT QUE le projet de rénovation extérieure du bâtiment ne rencontre pas les critères fixés par le règlement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 565 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à la prédominance de la marquise sur le bâtiment et dans l'environnement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1036/7/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 82, de la 11e Avenue (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 82 de la 11e Avenue (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.19);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zones communautaires à protéger, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover la toiture principale de l'église ainsi que certaines parties des toitures secondaires;

CONSIDÉRANT QUE la structure de la toiture du corps principal de l'église est modifiée, et ce, sans changer la pente et le style d'origine de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur actuel (bardeaux d'asphalte de couleur vert pâle) est remplacé par de l'acier imitant la tôle à baguette à joints pincés de couleur vert pâle;

CONSIDÉRANT QUE de par son type et sa couleur, le revêtement métallique s'inspire de celui se retrouvant sur le clocher de l'église;

CONSIDÉRANT QUE les toitures secondaires sont modifiées et réparées, et ce, sans changer le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux sont faits dans le but de solutionner de graves problèmes d'infiltration d'eau;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions sur le bâtiment assurent une continuité du style architectural de ce dernier, et ce, dans le respect du cadre bâti environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 82 de la 11e Avenue (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1037/7/06 - Acceptation avec conditions des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 656 de la rue Lindsay (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 656 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.20);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager le terrain par la réalisation de bandes gazonnées et paysagères;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées d'environ un mètre (1 m) de largeur sont réalisées aux abords des voies de circulation, dans le triangle de visibilité ainsi que sur les lignes latérales de terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres sont plantés à l'intérieur des bandes gazonnées réalisées aux abords des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres sont plantés à l'intérieur de la bande gazonnée réalisée près de la ligne latérale droite;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QU'une haie de feuillus d'une hauteur d'environ un mètre (1 m) et d'une longueur totale de quatorze mètres (14 m) est plantée entre les arbres donnant dans les bandes gazonnées réalisées aux abords des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une haie de feuillus d'une hauteur d'environ un mètre (1 m) et d'une longueur totale de douze mètres (12 m) est plantée entre les arbres situés près de la ligne latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'au moins vingt-cinq (25) arbustes et/ou plantes florales ainsi qu'une haie de feuillus d'une longueur de trois mètres (3 m) sont plantés à l'intérieur du triangle de visibilité;

CONSIDÉRANT QU'une seule entrée charretière est réalisée par voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la cour arrière sert d'entreposage de véhicules automobiles et que cette dernière est très visible de la rue Brock;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de bonifier le projet d'aménagement et de camoufler l'entreposage des véhicules automobiles dans la cour arrière par la pose d'une haie de conifères d'une hauteur minimale d'un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet d'aménagement permet d'améliorer l'image du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 656 de la rue Lindsay (secteur Drummondville) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, et ce, **conditionnellement** à la pose d'une haie de conifères d'une hauteur minimale de un virgule cinq mètre (1,5 m) sur la ligne latérale droite du terrain afin de camoufler l'entreposage extérieur des véhicules automobiles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1038/7/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 875 du chemin de la Rivière-Est (secteur Saint-Charles-de-Drummond) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 875 du chemin de la Rivière-Est (secteur Saint-Charles-de-Drummond), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.21);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./Parc des Voltigeurs, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- refaire la toiture, les lucarnes et les solins;
- restaurer les fenêtres;
- remplacer les portes;
- réparer les joints de maçonnerie;
- réparer le four à pain et le toit du puits;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est classé monument historique depuis le 16 décembre 1964 et que les interventions sur ce dernier doivent être faites dans le respect du caractère d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est remplacé par un bardeau de bois naturel non traité;

CONSIDÉRANT QUE les lucarnes sur la toiture ainsi que les fenêtres sont restaurées tout en conservant leur style d'origine;

CONSIDÉRANT QUE les portes du bâtiment sont remplacées par des portes en bois dont le style s'inspire de celles de l'origine;

CONSIDÉRANT QUE les joints de maçonnerie sont refaits afin de préserver l'état des murs de pierre;

CONSIDÉRANT QUE le four à pain ainsi que le toit du puits sont réparés ou refaits;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent d'assurer une continuité du style architectural d'origine du bâtiment, et ce, dans le respect de son authenticité d'antan;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 875 du chemin de la Rivière-Est (secteur Saint-Charles-de-Drummond), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1039/7/06 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment, de restauration de la partie conservée et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.22);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de construction

d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- restaurer une partie de l'usine originale;
- construire un nouveau bâtiment d'une superficie approximative de cinq mille cinq cent soixante-quatorze mètres carrés (5 574 m^2), le tout principalement sur huit (8) étages;

Restauration du bâtiment conservé

CONSIDÉRANT QU'une partie de l'usine datant de 1903 ayant un (1) seul étage et donnant sur la rue Hébert est conservée et restaurée;

CONSIDÉRANT QUE la superficie approximative du bâtiment préservé est d'environ cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (185 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction propose, à l'arrière des murs du bâtiment conservé, l'ajout d'une structure métallique sur laquelle est appliquée des panneaux de verre constituant le revêtement extérieur;

CONSIDÉRANT QUE le toit du bâtiment conservé est démoli pour permettre la construction d'une partie du bâtiment ayant la hauteur de deux (2) étages vitrés;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de cet ajout s'inspire du style architectural de la partie conservée;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture de l'ajout est de l'acier imitant la tôle à baguette de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur de brique est conservé ou remplacé par un revêtement de brique provenant de la partie du bâtiment démolie;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres et les portes du bâtiment sont restaurées en conservant leur style d'origine;

CONSIDÉRANT QUE le solin ainsi que le couronnement sont refaits dans le même style et de mêmes dimensions (environ soixante centimètres (60 cm) de hauteur) que ceux existants;

CONSIDÉRANT QUE la restauration du bâtiment conservé s'effectue de façon à préserver le style architectural et les caractéristiques de l'usine d'origine;

Nouveau bâtiment

CONSIDÉRANT QUE la construction du bâtiment sera réalisée en plusieurs phases;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau bâtiment est rattaché à la partie du bâtiment conservée donnant vers la rue Hébert;

CONSIDÉRANT QUE le nouveau bâtiment est construit parallèlement aux rues Hébert et Saint-Georges;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment, près de ces mêmes rues, permet de dégager la cour arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment permet de fermer le cadre bâti sur les voies de circulation et de marquer l'intersection des rues Hébert et Saint-Georges, et ce, en respectant et en suivant l'angle formé par leur intersection;

CONSIDÉRANT QUE les murs avant sont réalisés en retrait ou en décroché, ce qui limite la linéarité de ces murs sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est conçu en modules, soit un (1) donnant vers la rue Saint-Georges et deux (2) donnant vers la rue Hébert;

CONSIDÉRANT QUE les autres façades sont également modulées, ce qui crée un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE la conservation d'une partie du bâtiment d'origine permet de réduire l'effet de longueur du mur avant donnant vers la rue Hébert;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment a sept (7) étages pour la partie donnant sur la rue Saint-Georges et huit (8) étages pour l'autre partie donnant sur la rue Hébert;

CONSIDÉRANT QUE certaines parties du bâtiment (telles que entrées et annexes en cour arrière) ont une hauteur moindre que sept (7) étages;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur maximale du bâtiment est répartie de la façon suivante, soit :

- vingt-quatre virgule quarante-cinq mètres (24,45 m) pour la partie ayant sept (7) étages;
- vingt-sept virgule cinquante mètres (27,50 m) pour la partie ayant huit (8) étages;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :

- pour le rez-de-chaussée, les 2^{e} et 8^{e} étages et les tours : du bloc de béton imitant la pierre de Versailles de couleur beige-gris;
- pour les autres étages du bâtiment : de la brique de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de type « plat »;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des fenêtres sont de type « à battant » avec imposte;

CONSIDÉRANT QUE toutes les portes-fenêtres sont munies d'une partie opaque dans le bas de ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les portes d'accès ouvrant sur un axe horizontal (de type « garage ») sont de couleur harmonisée avec le revêtement extérieur;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des balcons sont conçus en béton et installés à même un retrait dans les murs;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps sur les balcons sont en aluminium de couleur s'intégrant à celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le style architectural contemporain et particulier du bâtiment composé de parties arrondies, de structures métalliques apparentes, d'une fenestration abondante, de marquises et de jeux de matériaux permet à ce dernier de dégager une image nouvelle, tout en respectant l'identité du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est située sur la rue Hébert et que celle-ci, de par son traitement et sa localisation, est facilement identifiable et constitue un élément architectural d'intérêt (forme, volume, matériaux);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (superficie et type de toiture) s'inscrit en continuité avec celui du bâtiment situé à proximité (Jardins de la Cité);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues s'harmonisent à la gamme des couleurs des bâtiments du secteur;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées en cour avant principale (quarante-huit (48) cases), en cour latérale (six (6) cases), en cour arrière (cent soixante (160) cases) et au sous-sol du bâtiment (cent vingt-neuf (129) cases);

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement située en cour avant principale est localisée dans un retrait du mur avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des cases de stationnement sont peu visibles des voies de circulation, et ce, compte tenu de la plantation d'arbres et/ou d'arbustes et/ou de haies;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont agrémentées d'environ vingt (20) îlots de verdure;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sont engazonnés et/ou paysagés;

CONSIDÉRANT QUE toutes les aires de stationnement sont dissimulées par des écrans végétaux, ce qui réduit leur impact sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'une terrasse extérieure fermée d'un muret de maçonnerie de couleur harmonisée au bâtiment est réalisée en cours avant (rues Hébert et Saint-Georges);

CONSIDÉRANT QUE des arbres, des aménagements paysagers et une fontaine sont prévus à même la terrasse;

CONSIDÉRANT QU'une haie d'arbustes est réalisée près du muret de la terrasse donnant aux abords des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre-vingt-dix-huit (98) arbres sont plantés et/ou conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QU'un jardin est prévu en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE quatre (4) entrées charretières sont aménagées sur le terrain dont deux (2) donnant sur la rue Hébert;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) autres entrées charretières sont réalisées sur les rues Saint-Georges et Mitchell ou Gosselin;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée charretière donnant sur la rue Saint-Georges est conçue de façon à permettre uniquement la sortie du site;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée charretière a une largeur d'environ huit virgule cinquante mètres (8,50 m) et qu'il y a lieu de réduire cette largeur afin de s'assurer qu'elle ne serve qu'à une sortie;

CONSIDÉRANT QU'une largeur maximale de quatre virgule cinq mètres (4,5 m) serait acceptable pour cette entrée charretière;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de chargement/déchargement est localisée en cour arrière donnant vers les propriétés résidentielles;

CONSIDÉRANT QUE cette dernière a peu d'impact sur le milieu environnant ainsi que sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction est d'une très bonne qualité architecturale et que ce dernier dégage une image de marque;

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment, de restauration de la partie conservée et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, le tout **conditionnellement** à ce que l'entrée charretière donnant sur la rue Saint-Georges soit conçue uniquement pour permettre la sortie du site et que la largeur de cette dernière n'excède pas quatre virgule cinq mètres (4,5 m).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1040/7/06 - Acceptation des travaux de démolition de bâtiments, de construction de nouveaux bâtiments et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition de bâtiments, de construction de nouveaux bâtiments et d'aménagement de terrain pour l'immeuble situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiments, de construction de nouveaux bâtiments et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- démolir les bâtiments existants;
- construire des nouveaux bâtiments (marquise, dépanneur et lave-auto);
- aménager le site;

Démolition

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments existants (dépanneur, lave-auto et marquise) sont démolis afin d'être remplacés par de nouvelles constructions de même type;

CONSIDÉRANT QUE ces bâtiments ne présentent pas d'intérêt patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE les nouvelles constructions sont assujetties aux critères établis au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

Nouveaux bâtiments

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire :
- un bâtiment principal d'une superficie approximative de quatre cent quatre-vingt-dix virgule cinq mètres carrés (490,5 m^2), le tout sur un (1) étage;
- une marquise d'une superficie approximative de deux cent soixante-deux mètres carrés (262 m^2), le tout d'une hauteur d'environ cinq virgule trente-trois mètres (5,33 m);

CONSIDÉRANT QUE l'implantation des bâtiments est :
- pour la marquise : en cour avant principale (boulevard Saint-Joseph);
- pour le bâtiment principal : dans la partie arrière du terrain, soit derrière la marquise;

Bâtiment principal (dépanneur et lave-auto)

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
<u>pour les murs</u>
- de la brique ou de la brique-pierre de couleur brun-beige;
- de l'acier corrugé (ondulé) de couleurs beige et bleue;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée (tel le brun-beige);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement principal des murs est de la brique ou de la brique-pierre;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier de couleur beige est principalement appliqué sur les murs en pignon du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier de couleur bleue est installé seulement sous les fenêtres;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que des colonnes de maçonnerie, des soulignements horizontaux de maçonnerie de couleur pâle, des séparations verticales dans l'acier et des jeux d'avant-toit permettent d'animer adéquatement le bâtiment et ainsi d'obtenir un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est modulée de pignons ainsi que de jeux de toiture, ce qui réduit sa linéarité;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est soulignée d'une structure de maçonnerie avec un toit en pente, ce qui rend cette dernière facilement identifiable et anime bien cette façade;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec ce que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues ne rendent pas le bâtiment prédominant dans l'environnement et assurent une bonne continuité avec ce que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec celles se retrouvant dans l'environnement et que la couleur du revêtement de la maçonnerie s'inspire grandement de celle se retrouvant sur le bâtiment voisin (Canimex);

CONSIDÉRANT QUE deux (2) portes ouvrant sur un axe horizontal (de type « garage ») donnent accès au lave-auto et que ces dernières sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des façades est aménagé d'une bonne fenestration, ce qui anime bien ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le traitement architectural du bâtiment principal permet à ce dernier de dégager une image de marque et de qualité supérieure;

Marquise

CONSIDÉRANT QU'une marquise ayant environ trente-trois mètres (33 m) de longueur est réalisée en cour avant principale, soit celle donnant vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE cette marquise est supportée par des poteaux ayant environ quarante-cinq centimètres (45 cm) de largeur et de profondeur et recouverts d'acier de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les faces avant de la marquise sont composées de boîtiers lumineux de couleur rouge, lesquels sont appliqués sur une bande métallique de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation de la couleur rouge ainsi que l'éclairage intense rendent la marquise prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE des modifications au traitement de la marquise peuvent être apportées, soit :
- le traitement non lumineux de la face avant de la marquise (sans boîtiers lumineux);
- l'ajout de maçonnerie (brique ou brique-pierre de couleur brun-beige) sur une hauteur d'environ soixante centimètres (60 cm) à la partie inférieure des colonnes;

CONSIDÉRANT QUE l'affichage présenté pour la marquise (lettres détachées lumineuses) est intéressant;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble du projet d'affichage sera soumis à une séance ultérieure;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE le site est desservi par quatre (4) entrées charretières et que ces dernières sont les mêmes que celles existantes;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées et paysagères sont réalisées aux abords des aires de circulation et des limites du terrain;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) îlots paysagers sont aménagés et/ou conservés sur le terrain, soit un (1) à l'intersection des voies de circulation (boulevard Saint-Joseph et rue Saint-Pierre), un (1) dans la bande gazonnée près de la ligne latérale (ligne donnant sur la rue Saint-Pierre) et un (1) dernier dans la cour arrière près de l'entrée du lave-auto;

CONSIDÉRANT QUE ces îlots sont aménagés d'environ vingt (20) arbustes et/ou plantes florales;

CONSIDÉRANT QU'au moins treize (13) arbres sont plantés et/ou conservés en cours avant du terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres sont plantés et/ou conservés dans les autres cours;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QU'une haie de feuillus est implantée en cour latérale (cour ayant environ quatre virgule cinq mètres (4,5 m) de largeur);

CONSIDÉRANT QU'un enclos à déchets est réalisé en cour latérale et que ce dernier est fermé par une clôture dont les matériaux et les couleurs s'harmonisent avec ceux se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la file d'attente prévue pour les véhicules qui se dirigent au lave-auto ne causera pas de problèmes de fluidité de circulation sur le boulevard Saint-Joseph, et ce, lors des périodes de pointe, car cette dernière est importante (environ dix (10) cases);

CONSIDÉRANT QUE le type d'équipements pour le lave-auto permet de laver environ cinquante-neuf (59) véhicules à l'heure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition des bâtiments, de construction des nouveaux bâtiments et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour l'immeuble situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale et **conditionnellement** à ce que :

- la face avant de la marquise ne soit pas conçue avec des boîtiers lumineux;
- la partie inférieure des colonnes supportant la marquise soit recouverte d'un revêtement de maçonnerie (brique et/ou brique-pierre) de couleur brun-beige sur une hauteur d'environ soixante centimètres (60 cm).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1041/7/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 116 de la rue Biron (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 116 de la rue Biron (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Biron, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- réparer les joints de maçonnerie au besoin;
- remplacer certaines ouvertures;
- refaire la galerie, les garde-corps ainsi que la toiture protégeant cette dernière;
- rénover une partie de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE certaines fenêtres sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » et dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE le style des fenêtres est le même que celui des fenêtres de type « à guillotine » existantes sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la porte donnant sur la façade principale est remplacée par une porte de style s'harmonisant avec celui du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la galerie, les garde-corps, les colonnes ainsi que la toiture protégeant la galerie sont refaits en s'inspirant du style d'antan;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture de l'annexe est remplacé par un bardeau d'asphalte de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent de préserver le style architectural du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 116 de la rue Biron (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1042/7/06 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment (incluant les bâtiments accessoires) qui sera situé au 245 de la rue Cormier (secteur Drummondville) - P.I.A. (abrogeant et remplaçant la résolution no 736/6/06)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 245 de la rue Cormier (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial est modifié par le remplacement d'un des matériaux de revêtement extérieur;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent trente-sept virgule cinq mètres carrés (137,5 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QU'un garage détaché ainsi qu'une remise sont aménagés dans la cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE le rapport entre la largeur de la façade du bâtiment et la largeur du terrain est élevé, ce qui permet d'obtenir un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment vient fermer le cadre bâti et s'inscrit en continuité avec l'alignement des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs des bâtiments (principal et accessoires) sont :
- de la brique-pierre de couleur terre;
- du polymère imitant le bardeau de bois de couleur terre;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés sur les murs extérieurs, ce qui contribue à bonifier le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment donne vers la rue Cormier et que cette dernière est aménagée à même une section de mur en décroché;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est protégée d'une marquise et que ceci permet d'animer adéquatement la façade;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de toiture (pignons en façade et pentes diverses) permettent de briser la linéarité de la toiture visible de la voie de circulation (rue Cormier);

CONSIDÉRANT QUE la toiture est de bonne pente, ce qui permet d'harmoniser la hauteur du bâtiment avec celle des autres bâtiments environnants, tout en offrant un style architectural intéressant;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est pourvue d'une bonne fenestration, ce qui permet d'animer cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture du garage (incluant la remise) s'inspire de celle du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux et les couleurs se retrouvant sur les bâtiments s'harmonisent avec ceux des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QU'un (1) accès au terrain (entrée charretière) est aménagé par voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement permet de limiter les conflits de circulation avec les propriétés avoisinantes;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres des différentes cours sont engazonnés et/ou paysagés, ce qui agrémente le terrain;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet, de par son architecture et son style, permet une bonne harmonisation d'ensemble et dégage une image de qualité supérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (incluant les bâtiments accessoires) (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 245 de la rue Cormier (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 736/6/06 adoptée le 5 juin 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation du dossier suivant :

1043/7/06 - Acceptation des travaux de modification au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) concernant les habitations de type condominium de quatre (4) unités situées sur une partie du lot 122 du rang II du cadastre du canton de Grantham localisée en bordure de la rue Ozias-Leduc dans le projet Renaissance, et ce, dans la zone d'habitation H01-59 (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de modification au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) concernant les habitations de type condominiums de quatre (4) unités situées sur une partie du lot 122 du rang II du cadastre du canton de Grantham localisée en bordure de la rue Ozias-Leduc dans le projet Renaissance, et ce, dans la zone d'habitation H01-59 (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.31);

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif avaient étudié le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le secteur concerné lors des séances du 8 février et du 7 mars derniers;

CONSIDÉRANT QUE ceux-ci avaient recommandé au conseil municipal d'accepter globalement le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet Renaissance, c'est-à-dire, des habitations de deux (2) à quatre (4) unités de type isolé, **en apportant les principaux ajustements suivants**, à savoir :

Recommandation du 8 février 2006

« - *en ajustant le concept des condominiums de deux (2) unités, avec abri d'auto attenant à celles-ci, de manière à prévoir un dégagement minimal visant, entre autres, à diminuer l'effet de longueur;*
- *en permettant, pour les condominiums de quatre (4) unités, l'aménagement de deux (2) ou quatre (4) garages attenants, mais pas la possibilité d'en avoir un (1) ou trois (3);*
- *en conservant le passage piétonnier prévu lors du dépôt du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet résidentiel adjacent (Les Havres du Golf);*
- *en prévoyant des dispositions relatives à l'aménagement de terrain (conservation et/ou plantation d'arbres);*
- *en ajustant, en conséquence, toutes autres dispositions jugées nécessaires pour atteindre l'objectif d'un développement harmonieux;*
- *en prévoyant que la zone concernée soit assujettie au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);*

- *en obtenant l'accord du propriétaire foncier pour la partie du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) localisée sur une partie du lot 122 du rang II du cadastre du canton de Grantham, et ce,* ***avant*** *la réalisation de tous travaux ou toute construction (exemple : rue, habitations)* »;

Recommandation du 7 mars 2006

« - *en acceptant les ajustements demandés au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.), à savoir :*
  - ⇒ *pour les deux (2) unités*
    - *l'implantation proposée prévoyant un dégagement minimal de zéro virgule quatre-vingt-six mètre (0,86 m);*
    - *la possibilité d'aménager un garage ou un abri d'auto;*
  - ⇒ *pour les quatre (4) unités*
    - *la possibilité d'aménager le nombre de garages attenants désirés en respectant un maximum de quatre (4) par terrain;* »

CONSIDÉRANT QUE suite à l'acceptation du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.), une modification au règlement de zonage a été apportée afin de créer la zone d'habitation H01-59 et prévoir les différentes normes applicables à la construction en tenant compte des éléments acceptés audit plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);

CONSIDÉRANT QUE la localisation actuelle d'une ligne électrique apporte une problématique d'implantation selon le plan d'aménagement d'ensemble accepté initialement;

CONSIDÉRANT QUE les coûts associés au déplacement de ladite ligne électrique sont élevés;

CONSIDÉRANT QUE la requérante propose le déplacement des bâtiments (quatre (4) unités) vers le terrain prévu initialement comme espace vert de nature privée (angle des rues Ozias-Leduc et Albert-Dumouchel);

CONSIDÉRANT QUE la requérante mentionne que l'espace vert adjacent au terrain visé par la demande est inutilisé et que cette situation risque de se répéter au terrain situé à l'angle des rues Ozias-Leduc et Albert-Dumouchel;

CONSIDÉRANT QUE le terrain situé à l'angle des rues Suzor-Coté et Ozias-Leduc sera laissé vacant pour l'instant;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation projetée d'un (1) des bâtiments semble problématique selon les normes d'implantation prévues à la zone d'habitation H01-59;

CONSIDÉRANT QU'une évaluation détaillée de la situation devra être effectuée quant aux normes d'implantation, notamment en ce qui a trait aux normes relatives à l'accès aux terrains;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la

Ville de Drummondville accepte, **de principe**, les modifications demandées au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet Renaissance (condominiums), à savoir :

pour les quatre (4) unités (rue Ozias-Leduc)
- la possibilité de déplacer les bâtiments projetés sur la rue Ozias-Leduc en tenant compte de la présence de la ligne électrique;

et ce, pour les habitations de type condominiums de quatre (4) unités situées sur une partie du lot 122 du rang II du cadastre du canton de Grantham localisée en bordure de la rue Ozias-Leduc dans le projet Renaissance, et ce, dans la zone d'habitation H01-59 (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

1044/7/06 - Dénomination de cinq (5) nouvelles voies de circulation et d'un (1) parc dans le développement résidentiel « Le Boisé de la Marconi » (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la dénomination de cinq (5) nouvelles voies de circulation et d'un (1) parc dans le développement résidentiel « Le Boisé de la Marconi » (secteur Drummondville) à savoir :

- **rue « Bell »** (lot 790P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham, en l'honneur de Monsieur Alexander Graham Bell (1847-1922), inventeur du téléphone;
- **rue « Morse »** (lot 790P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham), en l'honneur de Monsieur Samuel Morse (1791-1872), inventeur du code Morse;
- **rue « Edison »** (lot 790P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham), en l'honneur de Monsieur Thomas Alva Edison (1847-1931), inventeur du microphone et du phonographe;
- **rue « Volta »** (lot 790P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham), en l'honneur de Monsieur Alessandro Volta (1745-1827), inventeur du télégraphe électrique;
- **rue « Lapalme »** (lot 790P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham), en l'honneur de Madame Corinne Lapalme, exploitante de la ligne téléphonique de Drummondville de 1896 à 1909;
- **parc « du Boisé-de-la-Marconi »** (lot 790P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham), en l'honneur de Monsieur Guglielmo Marconi (1874-1937), promoteur et industriel de la télégraphie sans fil (transmission par radio) ;

le tout tel que montré au plan annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1045/7/06 - Dénomination de deux (2) voies de circulation pour le développement résidentiel « Domaine Mon Gîte » (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la dénomination de deux (2) voies de circulation pour le développement résidentiel « Domaine Mon Gîte » (secteur Saint-Nicéphore) à savoir :

- **rue « du Domaine »** (lots 119P. et 119-162 du rang III du cadastre du canton de Wickham) pour la voie de circulation qui prolonge la rue du Domaine existante en direction nord-est;
- **rue « Pie-IX »** (lot 119P. du rang III du cadastre du canton de Wickham) pour la voie de circulation qui prolonge la rue Pie-IX existante en direction nord-est;

le tout tel que montré au plan annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1046/7/06 - Appui à une demande d'autorisation pour l'utilisation à des fins autres que l'agriculture d'une partie des lots 2 et 5 du rang 1 du cadastre du canton de Grantham (C.P.T.A.Q.)

CONSIDÉRANT QUE les parties des lots 2 et 5 du rang 1 du cadastre du canton de Grantham sont intégrées à la zone permanente agricole;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à des fins autres que l'agriculture, d'une partie des lots 2 et 5 du rang 1 du cadastre du canton de Grantham, a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la portion du lot visée fait partie de la zone H01-04;

CONSIDÉRANT QUE la classe d'usages $\mathbf{h_1}$, soit habitation unifamiliale isolée, est autorisée pour les parties de lots visées, et ceci, en autant que le demandeur bénéficie d'une autorisation au sens de la Loi sur la protection du territoire agricole du Québec;

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole des parties des lots ainsi que des lots avoisinants est pauvre puisqu'il présente des limitations dues aux contraintes liées à la pierrosité des sols, à la fertilité et aux problèmes de drainage excessif;

CONSIDÉRANT QUE les possibilités d'utilisation des parties de lots visées à des fins d'agriculture sont limitées, et ce, en vertu de leur superficie relativement petite;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises ;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause ;

CONSIDÉRANT QU'il y a peu d'espaces appropriés disponibles de ce genre ailleurs sur le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourraient satisfaire la demande ;

CONSIDÉRANT QUE les services d'égouts et d'aqueduc sont disponibles en bordure de la voie publique pour les parties de lots visées;

CONSIDÉRANT QUE ce terrain est situé à proximité d'une zone résidentielle localisée aux abords du chemin du Golf Ouest;

CONSIDÉRANT QUE la construction de résidences sera faite en continuité avec le développement résidentiel existant sur le chemin du Golf Ouest;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville a reçu l'appui de la MRC de Drummond, via son comité consultatif agricole, dans ce dossier;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par monsieur Michel Hamel auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'utilisation à des fins autres que l'agriculture d'une partie des lots 2 et 5 du rang 1 du cadastre du canton de Grantham, et ceci, dans le but d'ériger des résidences unifamiliales.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 11 juillet 2006.

1047/7/06 - Subvention de 5 000 $ - Guilde des Artistes

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 5 000 $ à la Guilde des Artistes à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1048/7/06 - Achat regroupé de sel de déglaçage de chaussée pour la saison 2006-2007

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville retienne la soumission de Mines Seleines pour l'achat regroupé de sel de déglaçage de chaussée pour la saison 2006-2007, et ce, pour un montant total approximatif de 534 055,16 $ (taxes incluses).

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1049/7/06 - Délégation de messieurs Gilles Fontaine et Yves Grondin aux États généraux de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme au Québec

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise messieurs Gilles Fontaine et Yves Grondin à participer aux États généraux de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme au Québec qui se tiendront à Québec les 18, 19 et 20 octobre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1050/7/06 - Délégation de messieurs Alain Martel et Yves Grondin au congrès de l'Association québécoise d'Urbanisme

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise messieurs Alain Martel et Yves Grondin à participer au congrès de l'Association québécoise d'Urbanisme qui se tiendra à Trois-Rivières du 21 au 23 septembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1051/7/06 - Délégation de monsieur Jocelyn Gagné au colloque de la Fondation Rues principales

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise monsieur Jocelyn Gagné à participer au colloque de la Fondation Rues principales qui se tiendra à Québec le 27 septembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1052/7/06 - Vente d'un terrain industriel à la Société de développement économique (CLD) Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la Société de développement économique (CLD) Drummond inc. une partie des lots deux cent soixante-quinze et deux cent soixante-seize (Ptie275 et Ptie 276) du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de seize mille cent quarante-cinq virgule deux mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Martin Paradis, arpenteur-géomètre, (numéro de dossier : A3759 - numéro de minute : 7319), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit quatre-vingt-six mille huit cent soixante-et-un dollars et dix-sept cents (86 861,17 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par le notaire André Jean et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1053/7/06 - Vente d'un terrain industriel à Kéfiplant inc.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Kéfiplant inc. une partie des lots 275 et 276 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de quatre mille huit cent quarante-neuf virgule six mètres carrés, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Martin Paradis, arpenteur-géomètre, en date du 7 juillet 2006 (numéro de dossier : A-3914 - numéro de minute : 7274), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit vingt-six mille quatre-vingt-dix dollars et quatre-vingt-cinq cents (26 090,85 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Judith Panneton, notaire, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1054/7/06 - Autorisation à Drummondville Nissan - Tenue d'une vente sous le chapiteau sur le site du 1910 boulevard St-Joseph

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le concessionnaire Drummondville Nissan à tenir une vente sous le chapiteau sur le site du 1910 boulevard St-Joseph du 8 au 13 août 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1055/7/06 - Autorisation à la Boutique Mode Le Grenier - Tenue d'une vente sous la tente sur le site du 1025 boulevard René-Lévesque

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Boutique Mode Le Grenier à tenir une vente sous la tente sur le site du 1025 boulevard René-Lévesque du 9 au 13 août 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1056/7/06 - Autorisation au Calacs La Passerelle - Tenue d'une marche et utilisation du parc St-Frédéric le 15 septembre 2006

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Calacs La Passerelle à tenir une marche dans les rues de la Ville et à utiliser le parc St-Frédéric le vendredi 15 septembre 2006, le tout selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1057/7/06 - Autorisation aux Loisirs St-Joseph de Drummondville inc. et la SDC Quartier Saint-Joseph de Drummondville - Tenue d'un feu extérieur à l'occasion de la fête de quartier le 12 août 2006

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc. et la SDC Quartier Saint-Joseph de Drummondville à tenir un feu extérieur à l'occasion de la fête de quartier le samedi 12 août 2006 ou le 13 août en cas de pluie, le tout selon les exigences du Service de sécurité incendie et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1058/7/06 - Autorisation au Centre communautaire St-Pierre inc. - Tenue d'une fête de quartier au parc Antonio-Baril le 19 août 2006

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire St-Pierre inc. à tenir une fête de quartier au parc Antonio-Baril le samedi 19 août 2006 de 09h00 à 16h00, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1059/7/06 - Autorisation aux organisateurs de la compétition nationale de pétanque - Utilisation du site de l'exposition agricole les 5 et 6 août 2006 pour la tenue des compétitions

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les organisateurs de la compétition nationale de pétanque à utiliser le site de l'exposition agricole les 5 et 6 août 2006 pour la tenue des compétitions, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1060/7/06 - Prolongation des tours de calèche au centre-ville jusqu'à la Fête du Travail

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les promoteurs des tours de calèche au centre-ville à prolonger leurs activités jusqu'à la Fête du Travail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1061/7/06 - Subvention de 10 000 $ - Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour le programme de soutien aux athlètes d'élite

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 10 000 $ au Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) pour le programme de soutien aux athlètes d'élite pour l'année 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1062/7/06 - Signature d'une convention avec le Canadien National pour les travaux de pavage au passage à niveau de la rue Notre-Dame

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le Canadien National pour les travaux de pavage au passage à niveau de la rue Notre-Dame.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1063/7/06 - Appui à la démarche de la Ville de Nicolet auprès de la Société d'habitation du Québec au sujet du programme Rénovation Québec

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la démarche de la Ville de Nicolet auprès de la Société d'habitation du Québec au sujet du programme Rénovation Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1064/7/06 - Servitude de droit de passage sur le lot P279 du cadastre du canton de Grantham à la compagnie 9113-5210 Québec inc. (Multico)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville consente une servitude de droit de passage sur le lot P279 du cadastre du canton de Grantham à la compagnie 9113-5210 Québec inc. (Multico).

L'acte de servitude devra prévoir que la Ville de Drummondville n'a aucune obligation d'aménagement, de déneigement ou d'entretien de quelque nature.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1065/7/06 - Mandat à Me Annie Cusson, notaire - Acte d'acquisition d'une partie du lot 10-61 du cadastre du canton de Wendover

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Annie Cusson, notaire aux fins de préparer et rédiger un acte d'acquisition d'une partie du lot 10-61 du cadastre du canton de Wendover, propriété actuelle de madame Guylaine Aylwin et monsieur François Provencher. Ladite acquisition est faite aux conditions suivantes :

- la Ville de Drummondville mandate un arpenteur-géomètre pour la rédaction d'une description technique;

- la Ville de Drummondville acquiert au prix de 1,02 $ le pied carré ou 10,98 $ le mètre carré;
- la Ville de Drummondville s'engage à assumer 50 % des frais d'installation d'une haie de cèdres;
- la Ville de Drummondville assume les honoraires professionnels reliés au notaire.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1066/7/06 - Mandat à Me Annie Cusson, notaire - Acte d'acquisition d'une partie du lot 10-60 du cadastre du canton de Wendover

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Annie Cusson, notaire aux fins de préparer et rédiger un acte d'acquisition d'une partie du lot 10-60 du cadastre du canton de Wendover, propriété actuelle de madame Nathalie Dubé. La présente acquisition est faite aux conditions suivantes :

- la Ville de Drummondville mandate un arpenteur-géomètre aux fins de procéder à la rédaction de la description technique;
- la Ville de Drummondville acquiert au prix de 0,96 $ le pied carré ou 10,33 $ le mètre carré;
- la Ville de Drummondville s'engage, advenant le besoin, d'assumer 50 % des coûts d'installation d'une haie de cèdres;
- la Ville de Drummondville assumera les frais engendrés par l'attribution d'un nouveau numéro de cadastre au terrain de madame Dubé;
- la Ville de Drummondville assume les honoraires professionnels reliés au notaire.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1067/7/06 - Nomination d'un maire suppléant

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que monsieur Denis Chamberland, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 17 juillet au 20 novembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse remercie le conseiller Gilles Fontaine pour sa disponibilité.

1068/7/06 - Implantation d'arrêts toutes directions à l'intersection de la 27e Avenue et de la rue St-Damase

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'implantation d'arrêts toutes directions à l'intersection de la 27e Avenue et de la rue St-Damase.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1069/7/06 - Implantation d'une aire de stationnement réservée pour véhicules de services (ambulance, taxi, transport adapté)

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'implantation d'une aire de stationnement réservée pour véhicules de services, soit ambulance, taxi, transport adapté, et ce, face au Manoir Drummond.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1070/7/06 - Installation de cases de stationnement avec parcomètres sur la rue Lindsay entre les rues St-Georges et Loring

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation de cases de stationnement avec parcomètres sur la rue Lindsay entre les rues St-Georges et Loring.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 3485

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

– règlement no 3485 décrétant des travaux d'installation d'un égout domestique, d'élément épurateur, de voirie et de travaux divers sur le chemin Hemming pour la desserte des propriétés de la rue Milton et prévoyant un emprunt n'excédant pas 76 208 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, le règlement est réputé approuvé.

1071/7/06 - Avis de motion du règlement no 3506 amendant le règlement no 3347 prévoyant un emprunt de 660 000 $ pour le financement du programme de rénovation de façade de façon à porter le montant de l'emprunt à 835 000 $

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3506 amendant le règlement no 3347 prévoyant un emprunt de 660 000 $ pour le financement du programme de rénovation de façade de façon à porter le montant de l'emprunt à 835 000 $.

1072/7/06 - Avis de motion du règlement no 3501 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3501 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains situés aux abords de la rue Notre-Dame et compris à l'intérieur des zones d'habitation H09-07, H09-09, H09-12, H09-13, H09-14, H10-06, H10-10, H10-12, H10-13, commerciales C09-05 et C10-05, les terrains situés aux abords de la rue Cockburn et compris à l'intérieur des zones d'habitation H10-02 et H10-06 ainsi que les terrains situés aux abords de la rue Marchand et compris à l'intérieur des zones d'habitation H10-02, H10-04 et H10-07 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 8.0 du règlement concerné.

1073/7/06 - Adoption du projet de règlement no 3494 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par le conseiller Jean Shooner,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3494, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer la zone d'habitation H03-59 à même une partie de la zone d'habitation H03-02, de manière à y inclure des terrains localisés sur deux (2) sections de la rue Benoit, entre les rues Brouillette et Vadnais,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1074/7/06 - Avis de motion du règlement no 3494 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3494 amendant le règlement zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer la zone d'habitation H03-59 à même une partie de la zone d'habitation H03-02, de manière à y inclure des terrains localisés sur deux (2) sections de la rue Benoit, entre les rues Brouillette et Vadnais.

1075/7/06 - Dispense de lecture du règlement no 3494 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3494 amendant le règlement zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer la zone d'habitation H03-59 à même une partie de la zone d'habitation H03-02, de manière à y inclure des terrains localisés sur deux (2) sections de la rue Benoit, entre les rues Brouillette et Vadnais;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1076/7/06 - Adoption du projet de règlement no 3495 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3495, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone agricole A06-22, de manière à autoriser l'usage industriel « industrie d'asphalte mobile » selon certaines conditions.
  Cette zone est localisée de part et d'autre de la route Caya, soit au sud-ouest du chemin Tourville,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1077/7/06 - Avis de motion du règlement no 3495 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3495 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone agricole A06-22, de manière à autoriser l'usage industriel « industrie d'asphalte mobile » selon certaines conditions.
  Cette zone est localisée de part et d'autre de la route Caya, soit au sud-ouest du chemin Tourville.

1078/7/06 - Dispense de lecture du règlement no 3495 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3495, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone agricole A06-22, de manière à autoriser l'usage industriel « industrie d'asphalte mobile » selon certaines conditions.
  Cette zone est localisée de part et d'autre de la route Caya, soit au sud-ouest du chemin Tourville;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1079/7/06 - Adoption du projet de règlement no 3505 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3505, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C12-08 à même une partie de la zone industrielle I11-07, de manière à y inclure le terrain situé du côté sud-est de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin.
  La zone commerciale C12-08 est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Cardin, alors que la zone industrielle I11-07 est située de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Huguette et Sigouin,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1080/7/06 - Avis de motion du règlement no 3505 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3505 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C12-08 à même une partie de la zone industrielle I11-07, de manière à y inclure le terrain situé du côté sud-est de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin.
  La zone commerciale C12-08 est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Cardin, alors que la zone industrielle I11-07 est située de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Huguette et Sigouin.

1081/7/06 - Dispense de lecture du règlement no 3505 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3505, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C12-08 à même une partie de la zone industrielle I11-07, de manière à y inclure le terrain situé du côté sud-est de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin.
  La zone commerciale C12-08 est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Cardin, alors que la zone industrielle I11-07 est située de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Huguette et Sigouin;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1082/7/06 - Adoption du second projet de règlement no 3496-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3496-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de modifier le calcul relatif à la détermination des hauteurs minimale et maximale applicables au bâtiment principal pour la zone d'habitation H05-31.
  Cette zone est localisée au sud du boulevard Saint-Joseph, approximativement entre les rues de la Promenade, Marconi et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1083/7/06 - Adoption du règlement no 3476-1 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3476-1 a été donné (réf : 820/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3476-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de prévoir une disposition particulière relative à l'implantation d'une habitation unifamiliale isolée dans une bande de deux cents mètres (200 m) de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55), et ce, pour la zone d'habitation H06-08 agrandie;
- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone d'habitation H06-08 agrandie, de manière à ne plus autoriser la classe d'usages C1 (commerce de détail et de service de voisinage) et la classe d'usages C5 (commerce mixte).

Cette zone est localisée entre le chemin Tourville et l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier (autoroute 55), de part et d'autre de la rue des Forestiers existante et projetée.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1084/7/06 - Adoption du règlement no 3483-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3483-1 a été donné (réf : 898/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3483-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir une limite de zone de manière à assurer une séparation distincte entre les zones d'habitation H06-23 et H06-28.
  Ces zones sont situées au sud du boulevard Allard et incluent les terrains situés approximativement de part et d'autre des rues Fradet, des Orchidées, des Lys, des Iris, des Pivoines et sont comprises à l'intérieur du développement domiciliaire du Boisé Messier.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1085/7/06 - Adoption du règlement no 3486-1 – Zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3486-1 a été donné (réf : 901/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3486-1 amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- de soustraire la zone résidentielle 91 Ra des restrictions relatives à l'agrandissement de bâtiments principaux et accessoires aux abords d'une rue privée;
- d'autoriser sans restriction, dans la même zone, la construction de nouveaux bâtiments principaux et accessoires et de prévoir pour ceux-ci toutes les normes de construction afférentes.
  La zone visée est localisée entre le chemin Hemming et la rivière Saint-François, à l'est du développement domiciliaire « Le Boisé Hemming ».

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1086/7/06 - Adoption du règlement no 3487 – Zonage no 2520 (secteur Drum-

mondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3487 a été donné (réf : 987/7/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3487 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'ajuster certaines définitions quant à la hauteur d'une enseigne et de modifier les dispositions relatives au calcul de la hauteur et de la superficie de celle-ci;
- d'abroger la définition de logo ainsi que les dispositions s'y rapportant;
- d'ajuster certaines dispositions relatives :
  - aux enseignes directionnelles, notamment quant à la superficie, le nombre maximal d'enseignes et le type d'éclairage;
  - à la perte de droits acquis en matière d'affichage afin de préciser que toute forme de structure doit être enlevée lors de l'enlèvement d'une enseigne, dans le cas de la cessation des activités d'un établissement;
  - à la hauteur maximale des enseignes détachées du bâtiment;
  - aux enseignes détachées du bâtiment, notamment quant à la superficie, la hauteur, la largeur et l'épaisseur, et ce, pour les catégories d'enseignes « A » à « J » inclusivement;
- d'autoriser les enseignes portatives en « V » renversé dans les zones correspondant au centre-ville et de prévoir les dispositions applicables à celles-ci;
- de modifier les dispositions relatives aux enseignes détachées du bâtiment et situées à l'intérieur des limites du centre-ville, notamment quant au type d'enseignes autorisées, à l'ajout d'une condition relative aux enseignes sur poteau, aux normes d'implantation applicables pour certains types d'enseignes, à la superficie, à la hauteur, à la largeur ainsi qu'au type d'éclairage;
- d'autoriser l'installation d'une enseigne secondaire de types mural et sur bandeau d'affichage, selon certaines conditions;
- de limiter à un délai donné la protection en matière de droits acquis pour des enseignes sur poteau et répondant à des critères spécifiques, et ce, pour certaines zones longeant les boulevards Saint-Joseph et Saint-Joseph Ouest.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1087/7/06 - Adoption du règlement no 3488 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3488 a été donné (réf : 990/7/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3488 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les enseignes portatives en « V » renversé aux objectifs d'aménagement et aux critères d'évaluation relatifs à l'affichage que l'on retrouve au chapitre 8 du règlement concerné et d'abroger toute référence aux enseignes de type « logo ».

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1088/7/06 - Adoption du règlement no 3489-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3489-1 a été donné (réf : 904/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3489-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'autoriser, dans la zone industrielle I11-08, les usages « bureau de placement de personnel pour les entreprises industrielles » et « service de gestion d'entreprises industrielles ».
  Cette zone est localisée de part et d'autre de la rue Cormier, approximativement entre les rues Foster et Laferté.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1089/7/06 - Adoption du règlement no 3490-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3490-1 a été donné (réf : 907/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3490-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir les règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités d'extension d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis pour la zone agricole A12-17, et ce, selon certaines conditions.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1090/7/06 - Adoption du règlement no 3491 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3491 a été donné (réf : 910/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3491, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même l'affectation industrielle I-2 (industrie 2) de manière à y inclure une portion de terrain située du côté sud-ouest du boulevard Lemire, augmentant ainsi la profondeur de l'espace de vocation commerciale.
  Le secteur visé est compris approximativement entre les rues Paris et Huguette.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1091/7/06 - Adoption du règlement no 3492-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3492-1 a été donné (réf : 913/6/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque

membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3492-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'agrandir la zone commerciale C11-14 à même une partie des zones commerciale C11-18 et industrielle I12-05 de manière à augmenter la profondeur de l'espace commercial longeant le côté sud-ouest du boulevard Lemire.
Les limites des zones visées sont approximativement le côté nord-est du boulevard Lemire, les rues Canadien, Power et Rocheleau.

B) d'agrandir la zone industrielle I11-07 à même une partie de la zone industrielle I12-13 de manière à y inclure le terrain longeant le boulevard Lemire et situé du côté sud-est de la rue Joseph-St-Cyr.
La zone industrielle I11-07 est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Huguette, alors que la zone industrielle I12-13 est située du côté sud-est de la rue Joseph-St-Cyr, entre le boulevard Lemire et la rue Bergeron.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1092/7/06 - Adoption du règlement no 3497 augmentant le fonds de roulement de la Ville de Drummondville et affectant à cette fin une somme de 200 000 $ provenant du surplus accumulé au 31 décembre 2005

Lecture est donnée du règlement no 3497 augmentant le fonds de roulement de la Ville de Drummondville et affectant à cette fin une somme de 200 000 $ provenant du surplus accumulé au 31 décembre 2005.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1093/7/06 - Adoption du règlement no 3499 amendant le règlement d'emprunt no 3444 décrétant des travaux de pavage, de bordure et d'éclairage sur les rues Montée de l'Éden et Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 132 000 $

Lecture est donnée du règlement no 3499 amendant le règlement d'emprunt no 3444 décrétant des travaux de pavage, de bordure et d'éclairage sur les rues Montée de l'Éden et Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 132 000 $.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3499, et ce, de 9 heures à 19 heures le 31 juillet 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1094/7/06 - Adoption du règlement no 3502 décrétant des travaux de réfection des rues Mailhot, Gaston et Hélène et prévoyant un emprunt n'excédant pas 447 500 $

Lecture est donnée du règlement no 3502 décrétant des travaux de réfection des rues Mailhot, Gaston et Hélène et prévoyant un emprunt n'excédant pas 447 500 $.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3502, et ce, de 9 heures à 19 heures les 31 juillet et 1er août 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1095/7/06 - Adoption du règlement no 3503 décrétant des travaux de rénovation du Manoir Trent et prévoyant un emprunt n'excédant pas 334 400 $

Lecture est donnée du règlement no 3503 décrétant des travaux de rénovation du Manoir Trent et prévoyant un emprunt n'excédant pas 334 400 $.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3503, et ce, de 9 heures à 19 heures les 31 juillet et 1er août 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1096/7/06 - Adoption du règlement no 3504 décrétant des travaux d'égout, d'aqueduc et de voirie sur les rues Bergeron et Gauthier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 967 100 $

Lecture est donnée du règlement no 3504 décrétant des travaux d'égout, d'aqueduc et de voirie sur les rues Bergeron et Gauthier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 967 100 $.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3504, et ce, de 9 heures à 19 heures les 31 juillet et 1er août 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Jean-Paul Dion

À l'item 53B - où se situe cette case de stationnement?

- Madame la mairesse précise qu'il s'agit d'un espace en face du Manoir Drummond.

Monsieur Christian Rajotte

Peut-on expliquer pourquoi les pompiers ont manifesté lors de la parade du Mondial?

- Madame la mairesse rappelle qu'il s'agit d'une question de négociations. Actuellement le dossier est en arbitrage. La démarche s'inscrivait comme manifestation syndicale.

Monsieur Christian Rajotte

Est-ce le rôle de la Société de développement économique Drummond (S.D.E.D.) de subventionner le Festival?

- Madame Jutras souligne que la Société de développement économique Drummond (S.D.E.D.) administre certains programmes dont le Fonds d'économie sociale.

Monsieur Jean Verrier

Monsieur Verrier traite de l'état pitoyable du rang St-Jean-Baptiste et souhaite que la Ville procède à la réparation.

- Le directeur général mentionne que le tout sera inscrit au prochain plan triennal d'immobilisation et que des vérifications seront faites.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 21 août 2006.

1097/7/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h25.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

21 AOÛT 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 21 août 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1098/8/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1099/8/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 17 juillet 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 17 juillet 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

1100/8/06

- ***Travaux de réfection des rues Mailhot, Gaston et Hélène (Soumission no PROJ-146 – Ouverture 17.08.06)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par Mme Julie Renée, ingénieure, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Sintra inc. (Région Centre du Québec) au montant de 332 620,05 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

Le tout sujet à l'approbation du règlement no 3502 par le ministère des Affaires municipales et des Régions.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1101/8/06

- ***Vidange et nettoyage de puisards (Soumission no TP-06-08 - Ouverture 02.08.06)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Yves Tousignant, surintendant, Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la soumission de Sarp Drainamar inc. pour la vidange et le nettoyage de 3012 puisards au prix unitaire de 10,68 $, totalisant un montant de 36 655,62 $ soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception d'une lettre de la Municipalité de Saint-Germain-de-Grantham concernant l'étude de faisabilité relative au projet de regroupement; ainsi que des lettres d'invitations et de remerciements provenant de différents organismes.

1102/8/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 17 juillet 2006 au 21 août 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 3 857 891,32 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du trésorier au 30 juin 2006

Le conseiller Roberto Léveillée commente le rapport du trésorier pour la période se terminant le 30 juin 2006.

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1103/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 246 de la rue Saint-Frédéric (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 932 du cadastre officiel du Québec, soit au 246 de la rue Saint-Frédéric (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.27);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H08-06), la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal est établie à six virgule quarante-huit mètres (6,48 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en juin 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à trois virgule trente-deux mètres (3,32 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de trois virgule seize mètres (3,16 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente douze virgule vingt-sept mètres (12,27 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis environ 1970;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de six virgule quarante-huit mètres (6,48 m) à trois virgule trente-deux mètres (3,32) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas douze virgule vingt-sept mètres (12,27 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 932 du cadastre officiel du Québec, soit au 246 de la rue Saint-Frédéric (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1104/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 654 A à F du boulevard Mercure (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant de trois (3) étages, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5-9 du cadastre du Quartier Est de la Ville de Drummondville, soit aux 654 A à F du boulevard Mercure (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.28);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H04-02), la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal est établie à deux virgule soixante-dix mètres (2,70 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment était existant en 1951 et, qu'à cette époque, le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en novembre 2005 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à deux virgule zéro neuf mètres (2,09 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule soixante et un mètre (0,61 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente cinq mètres (5 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis environ 1951;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de deux virgule soixante-dix mètres (2,70 m) à deux virgule zéro neuf mètres (2,09 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant de trois (3) étages, **à la condition** que le mur en dérogation n'excède pas cinq mètres (5 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 5-9 du cadastre du Quartier Est de la Ville de Drummondville, soit aux 654 A à F du boulevard Mercure (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1105/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 330 de la rue Cormier (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer le rapport de l'espace bâti/terrain minimal qui est applicable au bâtiment principal, et ce, pour la construction d'un immeuble commercial qui sera situé sur une partie du lot 168 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 330 de la rue Cormier (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.26);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé à l'angle des rues Cormier et Gauthier, soit dans la zone commerciale C11-04;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé le terrain visé, le rapport de l'espace bâti/terrain minimal est de zéro virgule vingt (0,20), soit vingt pour cent (20 %);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à ériger un bâtiment commercial ayant une superficie totale d'environ neuf cent vingt-sept virgule quatre-vingt-six mètres carrés (927,86 m^2) sur un terrain ayant une superficie d'environ cinq mille six cent soixante-quatorze mètres carrés (5 674 m^2) en deux (2) phases de réalisation :

- 1re phase : une superficie d'environ cinq cent douze virgule six mètres carrés (512,6 m²);
- 2e phase : une superficie d'environ quatre cent quinze virgule vingt-six mètres carrés (415,26 m²);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, le rapport de l'espace bâti/terrain est :

- de neuf virgule zéro trois pour cent (9,03 %), ce qui représente une irrégularité de dix virgule quatre-vingt-dix-sept pour cent (10,97 %) pour la première (1re) phase;
- de seize virgule trente-cinq pour cent (16,35 %), ce qui représente une irrégularité de trois virgule soixante-cinq pour cent (3,65 %) pour l'ensemble du projet;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- l'impossibilité de respecter le rapport de l'espace bâti/terrain minimal tenant compte des autres normes d'implantation à respecter, soit entre autres, les marges et le nombre de cases de stationnement;
- le fait que le bâtiment est destiné à être vendu selon le principe de copropriété et, qu'à cet effet, un lot distinct doit être désigné pour l'ensemble du terrain et inclure les deux (2) phases du projet;

CONSIDÉRANT QU'un permis de construction conforme a été émis à l'époque de la demande initiale pour la réalisation de la phase I sans la notion de copropriété;

CONSIDÉRANT QUE le projet peut être réalisé en respectant le rapport de l'espace bâti/terrain minimal;

CONSIDÉRANT QUE la volonté de vendre l'immeuble en copropriété a été connue dernièrement;

CONSIDÉRANT QUE selon le principe de vente en copropriété, le notaire au dossier mentionne qu'il est important d'avoir un lot distinct pour l'ensemble du terrain afin de procéder aux différentes transactions à venir;

CONSIDÉRANT QUE la disposition du règlement de zonage venant établir un espace bâti/terrain minimal est prévue afin, entre autres, d'assurer la construction de bâtiments de gros gabarit de man1ière à favoriser la fermeture du cadre bâti sur les voies de circulation et d'utiliser de façon judicieuse l'espace disponible à des fins de construction;

CONSIDÉRANT QUE dans le secteur environnant du terrain visé par la demande, on retrouve des bâtiments commerciaux ayant des rapports de l'espace bâti/terrain comparables à celui proposé pour le bâtiment visé par la présente demande pour l'ensemble du projet;

CONSIDÉRANT QU'il est toutefois important d'analyser la présente demande en tenant compte uniquement de la première (1re) phase de réalisation du projet dans l'éventualité où la deuxième (2e) phase du projet ne serait pas réalisée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment visé s'harmonise avec le milieu environnant, et ce, même en tenant compte uniquement de la réalisation de la première (1re) phase;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE le projet est assujetti au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.), assurant ainsi l'intégration et l'harmonisation dudit projet en fonction du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de vingt pour cent (20 %) à neuf virgule zéro trois pour cent (9,03 %) le rapport de l'espace bâti/terrain minimal, et ce, pour la construction d'un immeuble commercial situé sur une partie du lot 168 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 330 de la rue Cormier (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1106/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 40-42 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter le rapport de l'espace bâti/terrain maximal qui est applicable au bâtiment principal, et ce, dans le cadre d'un projet d'agrandissement d'un bâtiment d'usage mixte (commerce et habitation) situé sur le lot 160A-320 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit aux 40-42 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.48);

CONSIDÉRANT QUE le terrain visé est situé sur la rue Notre-Dame, entre les rues Saint-Pierre et Saint-Alfred, soit dans la zone commerciale C10-04;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé le terrain visé, le rapport de l'espace bâti/terrain maximal est de zéro virgule trente (0,30) (30%);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir d'une superficie d'environ cent sept mètres carrés (107 m^2) le bâtiment existant, ce qui porte la superficie totale projetée à environ deux cent soixante-dix virgule quatre-vingt-un mètres carrés (270,81 m²) sur un terrain ayant une superficie d'environ huit cent dix-sept virgule trois mètres carrés (817,3 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement projeté comprend, entre autres, les aménagements suivants :

Rez-de-chaussée

- un bureau supplémentaire;
- un laboratoire;
- une cuisine;
- un espace de rangement;

Étage

- une modification aux deux (2) logements en présence;
- un espace locatif dont l'usage sera à préciser;

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, le rapport de l'espace bâti/terrain projeté est de zéro virgule trente-trois (0,33) (33 %), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule zéro trois (0,03) (3%);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- l'augmentation mineure du rapport de l'espace bâti/terrain maximal, soit de seulement trois pour cent (3 %);
- le fait qu'un bâtiment entièrement commercial et situé dans la même zone n'a pas à respecter le rapport de l'espace bâti/terrain maximal;
- le rapport de l'espace bâti/terrain maximal autorisé dans les zones adjacentes qui est supérieur, et ce, même pour les zones à dominance résidentielle;
- l'agrandissement prévu représente un minimum afin que l'entreprise soit opérationnelle et fonctionnelle;

CONSIDÉRANT QUE la disposition du règlement de zonage venant établir un espace bâti/terrain maximal est prévue afin, entre autres, d'assurer un minimum d'espace sur chaque propriété et d'être en mesure d'effectuer divers aménagements (stationnement, entreposage, etc.);

CONSIDÉRANT QUE les normes relatives au nombre minimal de cases de stationnement peuvent être respectées;

CONSIDÉRANT QUE dans le secteur environnant du terrain visé par la demande, on retrouve des bâtiments ayant des gabarits très variables (caisse populaire, salon funéraire, habitations unifamiliale et bifamiliale);

CONSIDÉRANT QUE le rapport de l'espace bâti/terrain maximal de la zone d'habitation H10-11 adjacente à la zone commerciale C10-04 et située en face de l'immeuble visé par la présente demande est de zéro virgule quarante (0,40) (40 %);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de prévoir certaines exigences au niveau de l'aménagement extérieur, soit un aménagement paysager constitué d'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et d'une vingtaine d'arbustes et/ou plantes florales dans la cour avant, en plus de l'aménagement prévu au projet, le tout en façade du bâtiment, et occupant toute la surface disponible une fois retranchée la superficie correspondant au nombre maximal de cases de stationnement autorisées en cour avant par le règlement de zonage, et ce, afin d'amoindrir l'effet de l'agrandissement du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de zéro virgule trente (0,30) à zéro virgule trente-trois (0,33) le rapport de l'espace bâti/terrain maximal qui est

applicable au bâtiment principal, **à la condition** qu'un aménagement paysager constitué d'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et une vingtaine d'arbustes et/ou plantes florales soit aménagé dans la cour avant, en plus de l'aménagement prévu au projet en façade du bâtiment, et occupant toute la surface disponible une fois retranchée la superficie correspondant au nombre maximal de cases de stationnement autorisées en cour avant par le règlement de zonage, et ce, dans le cadre d'un projet d'agrandissement d'un bâtiment d'usage mixte (commerce et habitation) situé sur le lot 160A-320 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit aux 40-42 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1107/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2325 du boulevard Mercure (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la superficie et la hauteur maximales d'un garage privé détaché existant, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 242-229, 242-231, 243-151, 242-1P., 243-18P. et 243-19P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 2325 du boulevard Mercure (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.50);

CONSIDÉRANT QUE la présente demande découle d'un projet de réunification de deux (2) propriétés adjacentes, soit le 2325 boulevard Mercure et le 2325A boulevard Mercure, de même que la transformation du bâtiment localisé au 2325A boulevard Mercure (Ambulances Drummond) en bâtiment accessoire (garage privé);

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) propriétés concernées sont localisées à l'intérieur de la zone d'habitation H06-38 dont les usages autorisés sont des habitations unifamiliales de type isolé et des habitations bifamiliales et trifamiliales de type isolé;

CONSIDÉRANT QUE le 2325A boulevard Mercure est occupé par une habitation unifamiliale isolée construite en 1974 et possédée par les requérants;

CONSIDÉRANT QUE le 2325 boulevard Mercure est occupé par un bâtiment construit en 1978 suite au déménagement d'une résidence existante et, depuis cette époque, l'utilisation antérieure a toujours été un usage de type communautaire, soit un service ambulancier (bureau et garage pour les ambulances);

CONSIDÉRANT QUE toutefois, l'usage était dérogatoire mais protégé par droits acquis et que ledit bâtiment a perdu tous ses droits acquis depuis le 6 décembre 2005;

CONSIDÉRANT QUE les immeubles visés sont ceinturés par des résidences et que, de plus, la totalité des bâtiments de ce secteur sont des habitations;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment du 2325 boulevard Mercure (ambulances) a fait l'objet d'une demande de modification au règlement de zonage en mai 2006 afin d'autoriser l'usage « entrepôt » et que celle-ci a été refusée principalement en vertu de son incompatibilité avec le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE la réunification de ces deux (2) propriétés et par conséquent, la transformation du bâtiment occupé autrefois par Ambulances Drummond en bâtiment accessoire (garage privé), s'avère, dans les circonstances, la meilleure alternative;

CONSIDÉRANT QUE la réunification de ces deux (2) propriétés entraîne deux (2) irrégularités relatives à la superficie et la hauteur du garage privé détaché existant;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, la superficie maximale et la hauteur maximale d'un garage privé détaché sont respectivement de soixante mètres carrés (60 m^2) et de cinq virgule cinq mètres (5,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation réalisé en décembre 1993 démontre que le bâtiment visé par la demande possède une superficie de cent cinquante-cinq

virgule soixante et un mètres carrés (155,61 m^2), ce qui représente une irrégularité de quatre-vingt-quinze virgule soixante et un mètres carrés (95,61 m^2);

CONSIDÉRANT QU'une visite sur les lieux a permis de déterminer que ledit bâtiment possède une hauteur de six virgule quatre-vingt-sept mètres (6,87 m), ce qui représente une irrégularité d'un virgule trente-sept mètre (1,37 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que le bâtiment concerné (garage privé) est existant, et ce, depuis 1978;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de soixante mètres carrés (60 m^2) à cent cinquante-cinq virgule soixante et un mètres carrés (155,61 m^2) la superficie maximale d'un garage privé détaché existant et d'augmenter de cinq virgule cinq mètres (5,5 m) à six virgule quatre-vingt-sept mètres (6,87 m) la hauteur maximale d'un garage privé détaché existant, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 242-229, 242-231, 243-151, 242-1P., 243-18P. et 243-19P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 2325 du boulevard Mercure (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1108/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 48 à 54 du boulevard des Pins (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la distance minimale entre un garage privé détaché existant et une ligne de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 136B-24 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit aux 48 à 54 du boulevard des Pins (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.51);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H02-14), la distance minimale entre un garage privé détaché et toute ligne de terrain est d'un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage en vigueur au moment de la construction du garage détaché (1985), la distance minimale entre un garage privé détaché et toute ligne de terrain était de zéro virgule cinq mètre (0,5 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque où le garage a été construit (1985), le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été réalisé en mars 2002 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à zéro virgule vingt-cinq mètre (0,25 m) la distance minimale entre le garage privé détaché existant et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 136B-23) du même cadastre, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule soixante-quinze mètre (0,75 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur de mur où la distance est dérogatoire représente cinq virgule vingt-sept mètres (5,27 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que le bâtiment concerné est existant;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer d'un mètre (1 m) à zéro virgule vingt-cinq mètre (0,25 m) la distance minimale entre un garage privé détaché existant et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 136B-23), **à la condition** que le mur en dérogation n'excède pas cinq virgule vingt-sept mètres (5,27 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 136B-24 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit aux 48 à 54 du boulevard des Pins (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1109/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 65 de la rue Pinard (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage avec abri d'auto attenant, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 162B-97-86 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 65 de la rue Pinard (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.52);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H11-27), la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal est de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en juillet 2003 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule soixante-quatorze mètre (1,74 m) la marge latérale minimale droite du bâtiment principal existant avec abri d'auto attenant (soit la marge latérale adjacente à la ligne de lot visé qui est mitoyenne avec celle du lot 162B-97-85) du même cadastre, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule vingt-six mètre (0,26 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente sept virgule quatre-vingt-quatorze mètres (7,94 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que la résidence est existante depuis 1971;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain de l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de deux mètres (2 m) à un virgule soixante-quatorze mètre (1,74 m) la marge latérale droite minimale (adjacente au lot 162B-97-85) applicable au bâtiment principal existant avec abri d'auto attenant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas sept virgule quatre-vingt-quatorze mètres (7,94 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 162B-97-86 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 65 de la rue Pinard (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1110/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 34 de la 10e Avenue (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul avant minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal existant d'un étage et demi (1½), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 706 du cadastre officiel du Québec, soit au 34 de la 10e Avenue (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.53);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé sur un lot d'angle, soit un terrain donnant sur deux (2) voies de circulation (rue Saint-Alphonse et 10e Avenue);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H08-01), la marge de recul avant minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal existant est de trois virgule six mètres (3,6 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en mars 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à deux virgule quarante-cinq mètres (2,45 m) la marge de recul avant minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité d'un virgule quinze mètre (1,15 m);

CONSIDÉRANT QUE le mur en dérogation représente une longueur de huit virgule quatre-vingt-un mètres (8,81 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis 1949;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de trois virgule six mètres (3,6 m) à deux virgule quarante-cinq mètres (2,45 m) la marge de recul avant minimale applicable à la façade secondaire du bâtiment principal existant d'un étage et demi (1½), **à la condition** que le mur en dérogation n'excède pas huit virgule quatre-vingt-un mètres (8,81 m),

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 084 706 du cadastre officiel du Québec, soit au 34 de la 10e Avenue (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1111/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 29 de la Place Mackinaw (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la distance minimale entre l'avant-toit d'un abri d'auto attenant existant et une ligne de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 286-37-1-20 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 29 de la place Mackinaw (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.54);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H12-19), la distance minimale entre l'avant-toit d'un abri d'auto attenant et toute ligne de terrain est de zéro virgule cinq mètre (0,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été réalisé en avril 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à zéro virgule trente-trois mètre (0,33 m) la distance minimale entre l'avant-toit de l'abri d'auto attenant existant et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 286-37-1-21) du même cadastre, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule dix-sept mètre (0,17 m);

CONSIDÉRANT QUE seulement une partie de l'avant-toit de l'abri d'auto attenant (partie avant droite du bâtiment) est non conforme;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que le bâtiment concerné est existant;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de zéro virgule cinq mètre (0,5 m) à zéro virgule trente-trois mètre (0,33 m) la distance minimale entre l'avant-toit d'un abri d'auto attenant existant et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 286-37-1-21), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 286-37-1-20 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 29 de la place Mackinaw (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1112/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 25 de la rue Brouillette (secteur Saint-Nicéphore)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages ainsi que de diminuer la distance minimale entre un abri d'auto annexé existant et une ligne de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 113-88 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 25 de la rue Brouillette (secteur Saint-Nicéphore) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.55);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H03-02), la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal est d'un virgule cinq mètre (1,5 m) et la distance minimale entre un abri d'auto annexé (extrémité du toit) et toute ligne de terrain est de zéro virgule quarante-cinq mètre (0,45 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque où les bâtiments ont été construits (résidence en 1978 et abri d'auto en 1988), le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été réalisé en mai 2006 et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à :

- un virgule zéro cinq mètre (1,05 m) la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule quarante-cinq mètre (0,45 m);
- zéro virgule trente-cinq mètre (0,35 m) la distance minimale entre un abri d'auto annexé existant (extrémité du toit) et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 113-87) du même cadastre, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule dix mètre (0,10 m);

CONSIDÉRANT QUE le mur du bâtiment principal en dérogation représente une longueur de sept virgule quatre-vingt-trois mètres (7,83 m);

CONSIDÉRANT QUE l'extrémité du toit de l'abri d'auto en dérogation représente une longueur d'environ quatre mètres (4 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que les bâtiments concernés sont existants;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis en ce qui concerne l'abri d'auto et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer :

- d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à un virgule zéro cinq mètre (1,05 m) la marge de recul latérale droite minimale (adjacente au lot 113-89) applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas sept virgule quatre-vingt-trois mètres (7,83 m);
- de zéro virgule quarante-cinq mètre (0,45 m) à zéro virgule trente-cinq mètre (0,35 m) la distance minimale entre un abri d'auto annexé existant (extrémité du toit) et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 113-87), **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas quatre mètres (4 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 113-88 du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 25 de la rue Brouillette (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1113/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 23 de la rue Lampron (secteur Saint-Nicéphore)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages avec garage attenant, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 99-208 du rang II du cadastre du canton de Wickham, soit au 23 de la rue Lampron (secteur Saint-Nicéphore) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.56);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H01-06), la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal est établie à sept virgule cinq mètres (7,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en juin 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à sept virgule vingt-neuf mètres (7,29 m) la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule vingt et un mètre (0,21 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente quatre virgule soixante-dix mètres (4,70 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que le bâtiment est existant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de sept virgule cinq mètres (7,5 m) à sept virgule vingt-neuf mètres (7,29 m) la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages avec garage attenant, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas quatre virgule soixante-dix mètres (4,70 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 99-208 du rang II du cadastre du canton de Wickham, soit au 23 de la rue Lampron (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1114/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 955 de la rue Masson (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la distance minimale entre un garage privé détaché existant et une ligne de terrain, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 182-16 et 182-20 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 955 de la rue Masson (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.57);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H12-05), la distance minimale entre un garage privé détaché et toute ligne de terrain est d'un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QU'à l'époque où le garage a été construit (1995), le propriétaire n'avait pas l'obligation de fournir un certificat de localisation;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été réalisé en juin 2001 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à zéro virgule quatre-vingt-huit mètre (0,88 m) la distance minimale entre un garage privé détaché existant et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 182-19) du même cadastre, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule douze mètre (0,12 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur de mur où la distance est dérogatoire représente huit virgule quatre-vingt-quatorze mètres (8,94 m);

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que le bâtiment concerné est existant;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer d'un mètre (1 m) à zéro virgule quatre-vingt-huit mètre (0,88 m) la distance minimale entre un garage privé détaché existant et une ligne latérale de terrain (adjacente au lot 182-19), **à la condition** que le mur en dérogation n'excède pas huit virgule quatre-vingt-quatorze mètres (8,94 m), et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 182-16 et 182-20 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 955 de la rue Masson (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1115/8/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 1238 et 1240 de la rue Dumaine (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage avec abri d'auto, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 346 du cadastre officiel du Québec, soit aux 1238 et 1240 de la rue Dumaine (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.58);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H05-24), la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal est établie à quatre virgule quatre-vingt-deux mètres (4,82 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en juillet 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à cinq virgule soixante-douze mètres (5,72 m) la marge de recul maximale du bâtiment principal existant avec abri d'auto, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule neuf mètre (0,9 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente sept virgule quatre-vingt-quatorze mètres (7,94 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis 1973;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de quatre virgule quatre-vingt-deux mètres (4,82 m) à cinq virgule soixante-douze mètres (5,72 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage avec abri d'auto, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas sept virgule quatre-vingt-quatorze mètres (7,94 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 346 du cadastre officiel du Québec, soit aux 1238 et 1240 de la rue Dumaine (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1116/8/06 - Dépôt du procès-verbal (25.07.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 25 juillet 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1117/8/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 40-42 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 40-42 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.37);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste principalement à :
- agrandir le bâtiment de type mixte (commercial et résidentiel) d'une superficie approximative de cent sept mètres carrés (107 m^2), le tout sur deux (2) étages;
- rénover le bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./terrain situé à proximité de la rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade donnant sur la voie de circulation atteint un ratio élevé par rapport à la largeur du terrain, ce qui contribue à favoriser un paysage urbain densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'inscrit en continuité avec l'alignement des constructions du cadre bâti environnant;

Agrandissement du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement s'effectue en cour arrière, et ce, dans le prolongement du mur latéral droit;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux ont peu d'impact sur le cadre bâti environnant;

Rénovation extérieure et agrandissement du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :
<u>pour la façade principale</u>
- de la brique d'argile de couleur rouge sur environ trente-trois pour cent (33 %) de la surface du mur;
- du clin de bois posé à la verticale de couleur beige sur environ soixante-sept pour cent (67 %) de la surface du mur;

<u>pour la façade latérale droite</u>
- de la brique d'argile de couleur rouge sur environ trente-cinq pour cent (35 %) de la surface du mur;
- de l'acier imitant le clin posé à la verticale de couleur beige sur environ soixante-cinq pour cent (65 %) de la surface du mur;

<u>pour la façade latérale gauche</u>
- de la brique d'argile de couleur rouge sur environ cinquante-cinq pour cent (55 %) de la surface du mur;
- de l'acier imitant le clin posé à la verticale de couleur beige sur environ quarante-cinq pour cent (45 %) de la surface du mur;

<u>pour la façade arrière</u>
- du clin de bois posé à la verticale de couleur beige pour l'ensemble du mur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels qu'un parapet d'enduit d'acrylique de couleur bleue et des soulignements horizontaux de couleur beige dans les revêtements extérieurs, permettent d'animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est orientée à angle vers la rue Notre-Dame, que cette dernière est facilement identifiable par les usagers et que celle-ci constitue un élément architectural distinctif;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est aménagée en retrait par rapport au mur avant le plus rapproché de la rue Notre-Dame;

CONSIDÉRANT QUE d'imposantes colonnes de maçonnerie sont réalisées près de l'entrée principale et sur le mur latéral gauche;

CONSIDÉRANT QUE tous les encadrements des ouvertures sont principalement de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant ainsi que le mur latéral gauche sont animés par une fenestration abondante;

CONSIDÉRANT QU'un escalier (incluant ses garde-corps) et une galerie sont réalisés en cour latérale gauche et que ces derniers permettent l'accès aux logements situés à l'étage du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec ceux se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QU'un parapet de forme arrondie est aménagé sur la façade avant, ce qui contribue à animer de façon adéquate cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure du bâtiment s'effectuent en harmonie et en respect du cadre bâti environnant;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont localisées en cours avant et arrière;

CONSIDÉRANT QUE certaines cases de stationnement sont aménagées en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres du terrain sont gazonnés;

CONSIDÉRANT QUE les entrées charretières existantes sur le site sont peu modifiées;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'au moins dix (10) arbustes et/ou de plantes florales est réalisé en cour avant, soit près de la ligne latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'au moins un (1) arbre est planté à l'intérieur de l'aménagement paysager réalisé en cour avant donnant vers la rue Notre-Dame;

CONSIDÉRANT QU'une haie de cèdres est existante près de la ligne latérale droite du terrain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 40-42 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1118/8/06 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain, soit la construction d'une marquise (bar) pour le bâtiment situé au 226 de la rue Heriot (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 226 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.38);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire une marquise (bar) en cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE la marquise a une superficie d'environ dix-neuf virgule deux mètres carrés (19,2 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture est un bardeau d'asphalte de couleur brune s'harmonisant avec celui se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la marquise est supportée par des colonnes stylisées de couleur beige-gris;

CONSIDÉRANT QUE la partie basse de la construction (partie fermant l'espace entre les colonnes) est aménagée de panneaux décoratifs de couleur beige-gris;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural des murs en pignon et des avant-toits de la marquise s'inspire des éléments architecturaux décoratifs se retrouvant sur la façade principale du bâtiment, soit entre autres, dans la partie supérieure du mur avant du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE de par son style architectural et son traitement (matériaux et couleurs), la marquise s'intègre au style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE cette construction permettra d'animer visuellement la terrasse et créera une dynamique intéressante pour le secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain, soit la construction d'une marquise (bar) (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 226 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1119/8/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne (1) rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.39);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur blanche, une (1) enseigne constituée d'une plaque de bois et que celle-ci représente une superficie maximale de trois virgule trente mètres carrés (3,30 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de forme rectangulaire et que les couleurs de cette dernière sont, entre autres, le noir, le vert, le blanc et le rouge;

CONSIDÉRANT QU'une partie du message de l'enseigne est réalisée en surélévation par rapport à la plaque murale;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est centrée par rapport au local de l'établissement et est éclairée par projection;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, les types de matériaux et les couleurs utilisés, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et s'inscrit en continuité avec l'affichage des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie et ses dimensions, utilise bien l'espace disponible sur le bandeau;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1120/8/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 652 du boulevard Mercure (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 652 du boulevard Mercure (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.40);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de deux virgule soixante-deux mètres carrés (2,62 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est principalement composée d'une superposition de plaques stylisées sur lesquelles est appliqué un message non lumineux;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de deux (2) plaques stylisées dont l'une d'entre elles est de forme arrondie;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le noir, le gris (fini marbré) et l'or et que cette dernière est éclairée par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée au-dessus des ouvertures, soit près de la porte d'accès de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE de par ses caractéristiques (forme, couleurs et dimensions), l'enseigne n'est pas prédominante sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type et sa forme), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur situé à proximité du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 652 du boulevard Mercure (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1121/8/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1050 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1050 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.41);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une (1) enseigne sur poteau d'une superficie maximale de six virgule zéro six mètres carrés (6,06 m^2) et d'une hauteur maximale de cinq virgule soixante-dix-neuf mètres (5,79 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée entre les deux (2) entrées charretières, soit dans la bande aménagée de plantation située aux abords du boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur grise et que leur largeur contribue à rendre cette dernière proportionnelle;

CONSIDÉRANT QUE certaines parties de l'enseigne sont recouvertes de modules métalliques s'inspirant de ceux se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le noir, le rouge, le blanc, le bleu et le gris;

CONSIDÉRANT QUE le fond des faces d'affichage est opaque et que seul le message est lumineux;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (cinq virgule soixante-dix-neuf mètres (5,79 m)) s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses matériaux, s'intègre avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et son traitement, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain et s'harmonise avec les projets d'affichage récemment acceptés dans le secteur;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager est existant au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1050 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1122/8/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 560 du boulevard Saint-Joseph Ouest (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 560 du boulevard Saint-Joseph Ouest (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.42);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage consiste à installer, sur le mur avant donnant vers le boulevard Saint-Joseph Ouest, une (1) enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative d'un virgule vingt-quatre mètre carré (1,24 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur le bandeau constitué d'un revêtement d'enduit d'acrylique, soit sur la face avant du balcon;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée d'une plaque de bois sur laquelle le message est réalisé en surélévation (lettres détachées);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le bourgogne, le vert et l'or, et que cette dernière est non lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, le type d'affichage et les matériaux de l'enseigne assurent une bonne harmonie entre cette dernière et les enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et sa localisation, n'est pas prédominante dans le paysage urbain et ne nuit pas à la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 560 du boulevard Saint-Joseph Ouest (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1123/8/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 109 de la rue Biron (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 109 de la rue Biron (secteur Drummondville) a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.43);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Biron, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial est modifié, entre autres, en regard du revêtement de la toiture et de la couleur de certains éléments décoratifs du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de deux virgule vingt-cinq mètres carrés (2,25 m^2), le tout sur un (1) étage;
- rénover les ouvertures, le revêtement extérieur et l'annexe du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout volumétrique s'effectue en cour avant et que ce dernier s'intègre au style architectural particulier du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment a un empiétement d'environ zéro virgule soixante-seize mètre (0,76 m) dans la cour avant;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux permettent d'animer la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres du bâtiment sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » avec carrelage intégré;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements de l'agrandissement sont :
- des moulures décoratives de couleur beige pour les murs;
- du bardeau d'asphalte de couleur noire pour la toiture;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de brique est nettoyé et celui de l'annexe (partie localisée sur le mur latéral droit) est remplacé par des moulures décoratives de couleur beige s'harmonisant avec celle du corps principal du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture de l'annexe est un bardeau d'asphalte de couleur similaire à celle de la toiture du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE la galerie donnant dans la cour avant est rénovée en conservant son style;

CONSIDÉRANT QUE la marquise protégeant l'entrée principale est remplacée par une toiture à trois (3) versants dont le revêtement est du bardeau d'asphalte de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE cette marquise est supportée par des colonnes de bois de forme carrée et de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent d'améliorer l'image du bâtiment, et ce, sans altérer son style original;

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 109 de la rue Biron (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1124/8/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 112-120 de la rue Saint-Georges (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 112-120 de la rue Saint-Georges (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.44);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer le revêtement extérieur de l'ensemble des constructions réalisées en saillie (porte-à-faux);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de bois est remplacé par un revêtement de clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur vert pâle (Acadia);

CONSIDÉRANT QUE la couleur du revêtement extérieur (vert pâle) s'harmonise avec celles se retrouvant sur le bâtiment ainsi que sur les autres bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les modifications du revêtement extérieur des éléments en saillie s'effectuent dans le respect du style architectural du bâtiment et du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 112-120 de la rue Saint-Georges (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1125/8/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment pour le bâtiment situé au 115 de la rue Brock (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 115 de la rue Brock (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.45);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer le revêtement extérieur de l'ensemble des constructions réalisées en saillie (porte-à-faux);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de bois est remplacé par un revêtement de clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur vert pâle (Acadia);

CONSIDÉRANT QUE la couleur du revêtement extérieur (vert pâle) s'harmonise avec celles se retrouvant sur le bâtiment ainsi que sur les autres bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les modifications du revêtement extérieur des éléments en saillie s'effectuent dans le respect du style architectural du bâtiment et du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 115 de la rue Brock (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1126/8/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une enseigne (1) rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 161 de la rue Heriot (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 161 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.46);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1)

enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une (1) enseigne projetante constituée d'un matériau imitant le bois d'une superficie approximative de zéro virgule quatre-vingt-douze mètre carré (0,92 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est installée sur la façade principale du bâtiment, soit dans la partie gauche de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est sculpté et que certaines moulures décoratives de l'enseigne sont réalisées en surélévation;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de métal (fer forgé) de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'éclairage de l'enseigne est effectué par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, l'or, le beige et le noir, ne rendent pas l'enseigne prédominante dans l'environnement et ne nuisent pas à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 161 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1127/8/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 208 de la rue Heriot (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 208 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.47);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de huit mètres carrés (8 m^2), le tout sur un (1) étage (au rez-de-chaussée, soit la partie donnant vers la rue Heriot);
- rénover la façade principale du bâtiment (rue Heriot);

Agrandissement du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est modifiée par la fermeture de l'aire située à l'avant de l'entrée de l'établissement, ce qui permet d'assurer une continuité du cadre bâti sur la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est comparable à celui des bâtiments voisins;

Rénovation extérieure et agrandissement du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du mur avant est :
pour le rez-de-chaussée
- de la pierre architecturale à face éclatée de couleur beige sur une hauteur d'environ zéro virgule soixante mètre (0,60 m);
- de la pierre architecturale à face lisse de couleur beige pour les autres surfaces;

pour l'étage
- de la brique d'argile de couleur rouge nuancée de beige;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale, soit celle donnant sur la rue Heriot, est réalisée avec des jeux de maçonnerie dans la pierre architecturale et avec des moulures décoratives en béton de couleur beige, ce qui permet d'animer cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale est pourvue d'une fenestration abondante s'inspirant du style des bâtiments voisins;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est modifiée, ce qui permet de créer un intérêt pour le piéton et une animation urbaine;

CONSIDÉRANT QUE la façade arrière du bâtiment est légèrement modifiée, et ce, sans créer d'impact sur le cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres ont une imposte et que les encadrements des ouvertures sont de couleur bronze;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs s'agencent bien entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de type « boîtier lumineux » est enlevée;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux réalisés permettent de renforcer les caractéristiques dominantes du secteur et que ces derniers permettent de conserver l'identité propre du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 208 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1128/8/06 - Dénomination de huit (8) nouvelles voies de circulation et d'un (1) parc dans le développement « Seigneurie André Lemaire » (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la dénomination de huit (8) nouvelles voies de circulation et d'un (1) parc dans le développement « Seigneurie André Lemaire » (secteur Drummondville) à savoir :

- **rue « du Boisseau »** (lots 300P., 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant une mesure de capacité, équivalant à treize (13) litres, qui est utilisée en France au dix-septième (17^{e}) siècle;
- **rue « du Censitaire »** (lots 300P., 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant la personne qui doit verser un cens au seigneur, soit une portion de ses revenus;
- **rue « de la Colonie »** (lots 300P., 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant l'endroit où s'installent les seigneurs et leurs censitaires;
- **rue « de la Commune » (en remplacement de la rue St-Onge)** (lots 300P., 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant le terrain communal aménagé dans les villes et les villages où les pâturages sont rares et qui est destiné aux personnes qui, tout en possédant des animaux, n'ont pas les terres permettant de les nourrir ;

- **rue « de la Concession »** (lots 300P., 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant la portion de la seigneurie concédée à un censitaire pour le défrichement et la culture;
- **rue « du Gouverneur »** (lots 300P., 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant le fonctionnaire qui, dans une colonie, est à la fois le principal représentant de l'autorité métropolitaine et le chef de l'administration;
- **rue « de l'Intendant »** (lots 300P., 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant la personne partageant la gestion de la colonie avec le gouverneur;
- **rue « du Manoir »** (lots 300P., 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant l'endroit où habite le seigneur ;
- **parc « de la Seigneurie »** (lots 300P., 302P. à 305P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant le domaine où le seigneur est responsable des terres ;

le tout tel que montré au plan annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme - Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de juillet 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

1129/8/06 - Appui à une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 185 du rang III du cadastre du canton de Grantham à la Commission de protection du territoire agricole (C.P.T.A.Q.) (Mme Gina Fournier)

CONSIDÉRANT QUE la partie du lot 185 du rang III du cadastre du canton de Grantham fait partie de la zone agricole permanente;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 185 du rang III du cadastre du canton de Grantham, a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE la partie de lot visée fait partie de la zone agricole A12-02 et que sa superficie est de six cent soixante-deux virgule neuf mètres carrés (662,9 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole des lots avoisinants est bon;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur les activités agricoles environnantes seront limitées, tenant compte, notamment, de la présence d'autres résidences à proximité;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause si l'on considère la superficie du terrain visé;

CONSIDÉRANT QUE cette demande est faite dans le but d'agrandir le terrain, ce qui fera en sorte que la ligne arrière du terrain agrandi se situera dans le prolongement de celles des deux terrains voisins;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par madame Gina Fournier auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'aliénation, le lotissement et l'utilisation à une fin autre que l'agriculture d'une partie du lot 185 du rang III du cadastre du canton de Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1130/8/06 - Appui à une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture des lots 14-16 et P-14 du cadastre du canton de Wickham (secteur Saint-Nicéphore) à la Commission de protection du territoire agricole (C.P.T.A.Q.) (Mme Thérèse Imbeault)

CONSIDÉRANT QUE les lots 14-16 et P-14 du cadastre du canton de Wickham font partie de la zone permanente agricole;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture, des lots 14-16 et P-14 du cadastre du canton de Wickham, a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le lot visé 14-16 du même cadastre est intégré à la zone H04-25 et la partie de lot P-14 du même cadastre est intégrée à la zone A04-23;

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole du lot et des lots avoisinants est faible;

CONSIDÉRANT QUE les possibilités d'utilisation des lots visés à des fins d'agriculture sont nulles;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT QUE cette demande est faite dans le but de régulariser la construction d'une résidence unifamiliale (l'existence de droits acquis n'a pas été investiguée);

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville (secteur St-Nicéphore);

CONSIDÉRANT QU'il y a quelques espaces appropriés disponibles ailleurs sur le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourraient satisfaire la demande mais que ceci ne peut être envisagé car la présente demande est faite dans le but de corriger une situation existante;

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Madame Thérèse Imbeault auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture des lots 14-16 et P-14 du cadastre du canton de Wickham, et ceci, dans le but de régulariser une résidence déjà existante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 15 août 2006.

1131/8/06 - Approbation du rapport de la directrice du Service des ressources humaines daté du 21 août 2006 concernant le refus de certains membres du personnel du Service de sécurité incendie de se conformer à la directive administrative D-ADM-30

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville approuve le rapport de la directrice du Service des ressources humaines daté du 21 août 2006 concernant le refus de certains membres du personnel du Service de sécurité incendie de se conformer à la directive administrative D-ADM-

30 et autorise la direction du Service de sécurité incendie à imposer une mesure disciplinaire de suspension de 10 heures pour la 3e offense commise, soit l'équivalent d'une journée aux employés concernés. De plus, en cas de récidive, la gradation des sanctions sera la suivante :

1ère offense :	Lettre administrative
2e offense :	Lettre au dossier
3e offense :	10 heures de suspension
4e offense :	30 heures de suspension
5e offense :	50 heures de suspension
6e offense :	168 heures de suspension
7e offense :	504 heures de suspension
8e offense :	congédiement

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1132/8/06 - Mandat à Réseaux Plein Air Drummond - Entamer les procédures dans le dossier d'aménagement d'une piste cyclable sur le boulevard Saint-Joseph entre le boulevard des Chutes et la Place Charpentier

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Réseaux Plein Air Drummond aux fins d'entamer les procédures dans le dossier d'aménagement d'une piste cyclable sur le boulevard Saint-Joseph entre le boulevard des Chutes et la Place Charpentier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1133/8/06 - Signature d'un bail emphytéotique à être consenti par la Ville de Drummondville au Centre communautaire de Loisirs Claude-Nault

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail emphytéotique à être consenti au Centre communautaire de Loisirs Claude-Nault pour les lots 224-28 et 225-35 du cadastre du canton de Wickham, incluant les bâtisses du Centre Claude-Nault situées au 480 rue Lessard (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1134/8/06 - Autorisation à l'Église Chrétienne La Vie Comblée - Service de tour de « voitures à chevaux » le samedi 26 août 2006

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Église Chrétienne La Vie Comblée à offrir un service de tour de « voitures à chevaux » le samedi 26 août 2006 de 13h à 16h dans le cadre d'une activité déjà autorisée par le conseil, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et les modalités du règlement no 2700. Le parcours doit être approuvé par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1135/8/06 - Appui à la demande de la Société d'histoire de Drummondville aux fins d'être reconnue comme Centre d'archives régional

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de la Société d'histoire de Drummondville aux fins d'être reconnue comme Centre d'archives régional. De plus la Ville de Drummondville s'engage à considérer l'éventualité du dépôt de ses documents inactifs à la Société d'histoire de Drummondville lorsque celle-ci sera reconnue comme Centre d'archives régional.

La Ville de Drummondville maintient également son engagement financier quant au réaménagement des locaux ou à la relocalisation de la Société d'histoire de Drummondville.

Le réaménagement des locaux actuels ou l'aménagement de nouveaux locaux se fera en conformité avec les normes du BANQ.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents pouvant donner effet à la présente.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1136/8/06 - Autorisation à la Maison Habit-Action de Drummondville inc. - Tenue d'une vente de garage sous le chapiteau les 8 et 9 septembre 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Maison Habit-Action de Drummondville inc. à tenir une vente de garage sous le chapiteau les 8 et 9 septembre 2006 sur les sites du 651 et 655 de la rue Lindsay, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1137/8/06 - Autorisation à « Le Marché Végétarien » – Tenue d'une vente sous la tente et installation temporaire d'un chapiteau du 31 août au 10 septembre 2006

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Le Marché Végétarien à tenir une vente sous la tente et à procéder à l'installation temporaire d'un chapiteau, pour une période maximale de 4 jours consécutifs à l'intérieur de la période 1comprise entre le 31 août et le 10 septembre 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1138/8/06 - Délégation des membres du comité consultatif d'urbanisme au congrès de l'Association québécoise d'urbanisme

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville délègue mesdames Annick Bellavance, Louise Béland, Gisèle Ménard et Stéphanie Côté ainsi que messieurs Pierre Daniel, Yves Joubarne et Michel Desrosiers au congrès de l'Association québécoise d'urbanisme qui se tiendra à Trois-Rivières du 21 au 23 septembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1139/8/06 - Signature des contrats de travail des brigadières/brigadiers scolaires pour l'année 2006-2007

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse soit et est par la présente autorisée à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville les contrats de travail des brigadières/brigadiers scolaires, et ce, pour l'année 2006-2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1140/8/06 - Présentation dans le cadre du programme de Fonds sur l'infra-structure municipale rurale 2 (FIMR2) - Projet « Expérimentation d'un indice de vieillissement dans le calcul de la cote globale de la conduite d'eau potable »

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur et résolu que la Ville de Drummondville présente dans le cadre du programme de Fonds sur l'infrastructure municipale rurale 2 (FIMR2), le projet « Expérimentation d'un indice de vieillissement dans le calcul de la cote globale de la conduite d'eau potable ». L'ingénieure municipale et/ou le directeur général adjoint, Service de planification sont autorisés à signer tous les documents relatifs à ce dossier. De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère qu'elle s'engage à assumer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation continus du projet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1141/8/06 - Présentation dans le cadre de programme de Fonds sur l'infrastructure municipale rurale 2 (FIMR2) - Projet « Expérimentation d'un indice environnemental dans le calcul de la cote globale de la conduite d'égout »

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé et résolu que la Ville de Drummondville présente dans le cadre du programme de Fonds sur l'infrastructure municipale rurale 2 (FIMR2), le projet « Expérimentation d'un indice environnemental dans le calcul de la cote globale de la conduite d'égout ». L'ingénieure municipale et/ou le directeur général adjoint, Service de planification sont autorisés à signer tous les documents relatifs à ce dossier. De plus, la Ville de Drummondville informe le ministère qu'elle s'engage à assumer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation continus du projet.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1142/8/06 - Amendement aux résolutions nos 886/6/06, 887/6/06, 888/6/06 et 961/7/06 adoptées les 19 juin et 3 juillet 2006 de façon à changer le nom de Bourret Transport inc. par celui de 9120-3745 Québec inc.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville amende les résolutions nos 886/6/06, 887/6/06, 888/6/06 et 961/7/06 adoptées les 19 juin et 3 juillet 2006 de façon à remplacer le nom de Bourret Transport inc. par celui de 9120-3745 Québec inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1143/8/06 - Amendement à la résolution no 889/6/06 adoptée le 19 juin 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville amende la résolution no 889/6/06 adoptée le 19 juin 2006 de façon à :

- ajouter le numéro de lot 271-2 du cadastre du canton de Grantham;
- remplacer le nom de Bourret Transport inc. par celui de 9120-3745 Québec inc.;
- préciser qu'il s'agit de plans et descriptions techniques préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 25 avril 2006 sous le numéro de répertoire 2966 et les numéros de minutes 10687 et 10550, et ce, pour les parcelles A, I et J.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1144/8/06 - Protocole d'entente avec Le Festival au Royaume du Country inc. pour l'édition 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Le Festival au Royaume du Country inc. pour la tenue du Festival Country qui se tiendra du 27 septembre au 1er octobre 2006, sur le site du terrain de l'exposition agricole, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise l'affichage à certains endroits sur le territoire de la Ville, et ce, du 15 septembre au 7 octobre 2006.

Le protocole d'entente est valable pour l'édition 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1145/8/06 - Autorisation à l'Association du baseball mineur de Drummondville et Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) - Tenue du Gala Méritas au Centre Écosport de Saint-Charles le 23 septembre 2006

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'Association du baseball mineur de Drummondville et Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) à tenir le Gala Méritas au Centre Écosport de Saint-Charles, le 23 septembre 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1146/8/06 - Autorisation à Laferté Ltée - Tenue d'une vente sous le chapiteau sur le site du 1650 boulevard Lemire

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Laferté Ltée à tenir une vente sous le chapiteau sur le site du 1650 boulevard Lemire du 21 au 24 septembre 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1147/8/06 - Signature d'une affirmation solennelle dans une requête de reconnaissance judiciaire – lots 1-44 et 1-46 du cadastre Quartier Est de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une affirmation solennelle dans une requête en reconnaissance judiciaire sur les lots 1-44 et 1-46 du cadastre du Quartier Est de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1148/8/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire Saint-Charles - Animation du site de vélo-cross (B.M.X.)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Saint-Charles pour l'animation du site de vélo-cross (B.M.X.).

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006 et comprend le versement d'une subvention de 5 400 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1149/8/06 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. - Travaux sur les rues Mailhot, Gaston et Hélène

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux de voirie prévus pour les rues Mailhot, Gaston et Hélène.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1150/8/06 - Demande à la MRC de Drummond – Nettoyage du fossé longeant les propriétés de la rue Gaston

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la MRC de Drummond de procéder au nettoyage du fossé qui longe les propriétés de la rue Gaston.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1151/8/06 - Étude de faisabilité – Projet de regroupement de la Ville de Drummondville et de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville désire conjointement avec la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham demander à la ministre des Affaires municipales et des Régions qu'une étude de faisabilité relative au regroupement des deux (2) municipalités soit effectuée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham a demandé, par résolution, à la ministre des Affaires municipales et des Régions de réaliser une étude de faisabilité sur un projet de regroupement avec la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE les élus municipaux de la Ville de Drummondville jugent qu'il est primordial d'évaluer toutes les données pertinentes afin d'avoir l'ensemble des avantages et des inconvénients d'un regroupement éventuel;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la ministre des Affaires municipales et des Régions de réaliser une étude de faisabilité pour un regroupement éventuel de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham et la Ville de Drummondville.

Les résultats de cette étude serviront de base à un regroupement potentiel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1152/8/06 - Vente d'un terrain industriel à 2730-7974 Québec inc.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 2730-7974 Québec inc. une partie du lot 276 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de cinq mille cinq cent quarante-six virgule neuf mètres carrés (5 546,9 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 16 août 2006 (numéro de répertoire : 2957 - numéro de minute : 10905), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit vingt-neuf mille huit cent quarante-deux dollars et trente-deux cents (29 842,32 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Sylvie Smith, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1153/8/06 - Modification de l'article 4.b) du règlement no 3485 de façon à préciser la base de répartition de la compensation (rue Milton)

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la modification de l'article 4.b) du règlement no 3485 de façon à préciser la répartition de la compensation.

Ledit article 4.b) devrait et devra à l'avenir se lire comme suit :

> « Pour pourvoir à 70% des dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est par le présent règlement exigé et il sera prélevé, annuellement durant le terme de l'emprunt,de chaque propriétaire d'un immeuble imposable desservi par l'égout domestique faisant l'objet du présent règlement, lesdits immeubles étant identifiés au plan et au tableau en annexe, une compensation pour chaque immeuble imposable dont il est propriétaire.
>
> Le montant de cette compensation sera établi annuellement en divisant les dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt par le nombre d'immeubles imposables dont les propriétaires sont assujettis au paiement de cette compensation. »

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 3499, 3502, 3503, 3504

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants:

- règlement no 3499 amendant le règlement d'emprunt no 3444 décrétant des travaux de pavage, de bordure et d'éclairage sur les rues Montée de l'Éden et Côte de la Réserve et prévoyant un emprunt n'excédant pas 132 000 $;

- règlement no 3502 décrétant des travaux de réfection des rues Mailhot, Gaston et Hélène et prévoyant un emprunt n'excédant pas 447 500 $;
- règlement no 3503 décrétant des travaux de rénovation du Manoir Trent et prévoyant un emprunt n'excédant pas 334 400 $;
- règlement no 3504 décrétant des travaux d'égout, d'aqueduc et de voirie sur les rues Bergeron et Gauthier et prévoyant un emprunt n'excédant pas 967 100 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, les règlements sont réputés approuvés.

1154/8/06 - Adoption du projet de règlement no 3501 - P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3501, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains localisés aux abords des rues Notre-Dame, Cockburn et Marchand et situés dans les zones d'habitation H09-07, H-09-09, H09-12, H09-13, H09-14, H10-02, H10-04, H10-06, H10-07, H10-10, H-10-12, H10-13 ainsi que commerciales C09-05 et C10-05 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 8.0 du règlement concerné;
- de préciser les types de travaux assujettis à l'application de ce chapitre pour les zones d'habitations.

Les zones visées sont localisées de part et d'autre des rues :
- Notre-Dame, approximativement entre les rues Saint-Alfred et du Moulin;
- Cockburn, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et de la rue Ringuet;
- Marchand, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Sylvan,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1155/8/06 - Dispense de lecture du règlement no 3501 - P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3501, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains localisés aux abords des rues Notre-Dame, Cockburn et Marchand et situés dans les zones d'habitation H09-07, H-09-09, H09-12, H09-13, H09-14, H10-02, H10-04, H10-06, H10-07, H10-10, H-10-12, H10-13 ainsi que commerciales C09-05 et C10-05 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 8.0 du règlement concerné;
- de préciser les types de travaux assujettis à l'application de ce chapitre pour les zones d'habitations.

Les zones visées sont localisées de part et d'autre des rues :
- Notre-Dame, approximativement entre les rues Saint-Alfred et du Moulin;
- Cockburn, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et de la rue Ringuet;
- Marchand, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Sylvan;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1156/8/06 - Adoption du projet de règlement no 3507 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3507, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer à même une partie de l'affectation industrielle I-2 (industrie 2) actuelle, une affectation résidentielle R-4 (forte densité) pour le secteur localisé au nord de la rue Hébert, approximativement entre le boulevard Garon, les rues Gosselin et Saint-Georges,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1157/8/06 - Avis de motion du règlement no 3507 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3507 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer à même une partie de l'affectation industrielle I-2 (industrie 2) actuelle, une affectation résidentielle R-4 (forte densité) pour le secteur localisé au nord de la rue Hébert, approximativement entre le boulevard Garon, les rues Gosselin et Saint-Georges.

1158/8/06 - Dispense de lecture du règlement no 3507 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3507, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer à même une partie de l'affectation industrielle I-2 (industrie 2) actuelle, une affectation résidentielle R-4 (forte densité) pour le secteur localisé au nord de la rue Hébert, approximativement entre le boulevard Garon, les rues Gosselin et Saint-Georges;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1159/8/06 - Adoption du projet de règlement no 3508 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3508, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H02-30 à même la totalité de la zone industrielle I02-02 actuelle, de manière à autoriser des habitations multifamiliales ainsi que des habitations collectives de type isolé, de prévoir en conséquence les normes applicables à la construction et d'assujettir ladite zone au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);
- d'abroger la zone industrielle I-02-02.

La zone industrielle I02-02 est localisée approximativement entre les rues Hébert, Gosselin, Saint-Georges et le boulevard Garon,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1160/8/06 - Avis de motion du règlement no 3508 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3508 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H02-30 à même la totalité de la zone industrielle I02-02 actuelle, de manière à autoriser des habitations multifamiliales ainsi que des habitations collectives de type isolé, de prévoir en conséquence les normes applicables à la construction et d'assujettir ladite zone au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);
- d'abroger la zone industrielle I-02-02.

La zone industrielle I02-02 est localisée approximativement entre les rues Hébert, Gosselin, Saint-Georges et le boulevard Garon.

1161/8/06 - Dispense de lecture du règlement no 3508 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3508, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H02-30 à même la totalité de la zone industrielle I02-02 actuelle, de manière à autoriser des habitations multifamiliales ainsi que des habitations collectives de type isolé, de prévoir en conséquence les normes applicables à la construction et d'assujettir ladite zone au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);
- d'abroger la zone industrielle I-02-02.

La zone industrielle I02-02 est localisée approximativement entre les rues Hébert, Gosselin, Saint-Georges et le boulevard Garon;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1162/8/06 - Adoption du projet de règlement no 3509 - P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3509, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir la nouvelle zone d'habitation H02-30 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 8.0 et de ne plus assujettir la zone industrielle I02-02 audit chapitre étant donné l'abrogation de celle-ci,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1163/8/06 - Avis de motion du règlement no 3509 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3509 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir la nouvelle zone d'habitation H02-30 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 8.0 et de ne plus assujettir la zone industrielle I02-02 audit chapitre étant donné l'abrogation de celle-ci.

1164/8/06 - Dispense de lecture du règlement no 3509 - P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3509, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir la nouvelle zone d'habitation H02-30 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 8.0 et de ne plus assujettir la zone industrielle I02-02 audit chapitre étant donné l'abrogation de celle-ci;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1165/8/06 - Adoption du projet de règlement no 3510 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3510, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire pour la zone d'habitation H04-01.
  La zone visée inclut les terrains situés de part et d'autre des rues Belcourt, Prince, du Moulin et Poirier, entre la rue Lindsay et la rivière St-François,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1166/8/06 - Avis de motion du règlement no 3510 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3510 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire pour la zone d'habitation H04-01.
  La zone visée inclut les terrains situés de part et d'autre des rues Belcourt, Prince, du Moulin et Poirier, entre la rue Lindsay et la rivière St-François.

1167/8/06 - Dispense de lecture du règlement no 3510 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3510, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire pour la zone d'habitation H04-01.
  La zone visée inclut les terrains situés de part et d'autre des rues Belcourt, Prince, du Moulin et Poirier, entre la rue Lindsay et la rivière St-François;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1168/8/06 - Adoption du projet de règlement no 3511 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3511, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'identifier l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) pour le secteur localisé au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Pierre, Saint-Georges et le boulevard Lemire;
- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation publique et institutionnelle P-1 actuelle, de manière à y inclure une partie de terrain située du côté sud est de la rue Saint-Georges;
- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même une partie de l'affectation publique et institutionnelle P-1 actuelle, de manière à y inclure une portion de terrain située au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Georges, Saint-Germain et le boulevard Lemire,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1169/8/06 - Avis de motion du règlement no 3511 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion du règlement no 3511 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'identifier l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) pour le secteur localisé au sud de la rivière Saint-Germain. approximativement entre les rues Saint-Pierre, Saint-Georges et le boulevard Lemire;
- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation publique et institutionnelle P-1 actuelle, de manière à y inclure une partie de terrain située du côté sud est de la rue Saint-Georges;
- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même une partie de l'affectation publique et institutionnelle P-1 actuelle, de manière à y inclure une portion de terrain située au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Georges, Saint-Germain et le boulevard Lemire.

1170/8/06 - Dispense de lecture du règlement no 3511 - Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3511, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'identifier l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) pour le secteur localisé au sud de la rivière Saint-Germain. approximativement entre les rues Saint-Pierre, Saint-Georges et le boulevard Lemire;
- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation publique et institutionnelle P-1 actuelle, de manière à y inclure une partie de terrain située du côté sud est de la rue Saint-Georges;
- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même une partie de l'affectation publique et institutionnelle P-1 actuelle, de manière à y inclure une portion de terrain située au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Georges, Saint-Germain et le boulevard Lemire;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1171/8/06 - Adoption du projet de règlement no 3512 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3512, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H11-29 à même une partie de la zone communautaire P07-02, de manière à y inclure une partie de terrain située du côté sud est de la rue Saint-Georges et prévoir, pour ladite zone, l'établissement d'une zone tampon ainsi que les aménagements prévus à l'intérieur de celle-ci;
- d'agrandir la zone commerciale C07-01 à même une partie de la zone communautaire P07-02, de manière à y inclure une portion de terrain située au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Georges, Saint-Germain et le boulevard Lemire, et prévoir, pour ladite zone, des dispositions particulières à l'égard des usages autorisés à l'intérieur de la portion de la zone commerciale agrandie.

Les zones visées sont situées approximativement entre les rues Pelletier, Saint-Pierre, Marchand et le boulevard Lemire,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1172/8/06 - Avis de motion du règlement no 3512 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3512 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H11-29 à même une partie de la zone communautaire P07-02, de manière à y inclure une partie de terrain située du côté sud est de la rue Saint-Georges et prévoir, pour ladite zone, l'établissement d'une zone tampon ainsi que les aménagements prévus à l'intérieur de celle-ci;
- d'agrandir la zone commerciale C07-01 à même une partie de la zone communautaire P07-02, de manière à y inclure une portion de terrain située au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Georges, Saint-Germain et le boulevard Lemire, et prévoir, pour ladite zone, des dispositions particulières à l'égard des usages autorisés à l'intérieur de la portion de la zone commerciale agrandie.

Les zones visées sont situées approximativement entre les rues Pelletier, Saint-Pierre, Marchand et le boulevard Lemire.

1173/8/06 - Dispense de lecture du règlement no 3512 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3512, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H11-29 à même une partie de la zone communautaire P07-02, de manière à y inclure une partie de terrain située du côté sud est de la rue Saint-Georges et prévoir, pour ladite zone, l'établissement d'une zone tampon ainsi que les aménagements prévus à l'intérieur de celle-ci;
- d'agrandir la zone commerciale C07-01 à même une partie de la zone communautaire P07-02, de manière à y inclure une portion de terrain située au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Georges, Saint-Germain et le boulevard Lemire, et prévoir, pour ladite zone, des dispositions particulières à l'égard des usages autorisés à l'intérieur de la portion de la zone commerciale agrandie.

Les zones visées sont situées approximativement entre les rues Pelletier, Saint-Pierre, Marchand et le boulevard Lemire;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1174/8/06 - Adoption du projet de règlement no 3513 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,

et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3513, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation résidentielle R-X (zone Hx) actuelle, de manière à y inclure une portion de terrain située de part et d'autre de la rue de la Commune, située approximativement entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Bertrand projetée ainsi qu'une portion de terrain (lot 298P) du cadastre du canton Grantham située au sud de la rue de la Commune, localisée approximativement entre la ligne séparatrice des lots 297 et 298 du cadastre du canton Grantham, le prolongement de la rue St-Laurent prévu et une rue locale projetée;
- de créer, à même une partie de l'affectation résidentielle R-X (zone Hx) actuelle, une affectation commerciale C-1 (commerce de voisinage) pour le secteur localisé au nord de l'intersection des rues St-Laurent et de la Commune,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1175/8/06 - Avis de motion du règlement no 3513 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3513 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation résidentielle R-X (zone Hx) actuelle, de manière à y inclure une portion de terrain située de part et d'autre de la rue de la Commune, située approximativement entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Bertrand projetée ainsi qu'une portion de terrain (lot 298P) du cadastre du canton Grantham située au sud de la rue de la Commune, localisée approximativement entre la ligne séparatrice des lots 297 et 298 du cadastre du canton Grantham, le prolongement de la rue St-Laurent prévu et une rue locale projetée;
- de créer, à même une partie de l'affectation résidentielle R-X (zone Hx) actuelle, une affectation commerciale C-1 (commerce de voisinage) pour le secteur localisé au nord de l'intersection des rues St-Laurent et de la Commune.

1176/8/06 - Dispense de lecture du règlement no 3513 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3513, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation résidentielle R-X (zone Hx) actuelle, de manière à y inclure une portion de terrain située de part et d'autre de la rue de la Commune, située approximativement entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Bertrand projetée ainsi qu'une portion de terrain (lot 298P) du cadastre du canton Grantham située au sud de la rue de la Commune, localisée approximativement entre la ligne séparatrice des lots 297 et 298 du cadastre du canton Grantham, le prolongement de la rue St-Laurent prévu et une rue locale projetée;
- de créer, à même une partie de l'affectation résidentielle R-X (zone Hx) actuelle, une affectation commerciale C-1 (commerce de voisinage) pour le secteur localisé au nord de l'intersection des rues St-Laurent et de la Commune;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1177/8/06 - Adoption du projet de règlement no 3514 –Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3514, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H07-61 à même une partie de la zone d'habitation H07-40, de manière à y inclure une partie de terrain située de part et d'autre de la rue de la Commune;
- de créer la zone d'habitation H07-62 à même une partie des zones d'habitation H07-39 et H07-55 actuelles, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-63 à même une partie des zones d'habitation H07-39 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-64 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-65 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations bifamiliales de type isolé;
- de créer la zone commerciale C07-16 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales, bifamiliales, mixtes ainsi que certains usages commerciaux de structure isolée, de même que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments;
- d'assujettir les nouvelles zones créées à des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);
- d'assujettir l'usage accessoire « maison intergénérations » ainsi que les zones d'habitation H07-65 et commerciales C07-16 au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.),

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1178/8/06 - Avis de motion du règlement no 3514 –Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3514 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H07-61 à même une partie de la zone d'habitation H07-40, de manière à y inclure une partie de terrain située de part et d'autre de la rue de la Commune;

- de créer la zone d'habitation H07-62 à même une partie des zones d'habitation H07-39 et H07-55 actuelles, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-63 à même une partie des zones d'habitation H07-39 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-64 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-65 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations bifamiliales de type isolé;
- de créer la zone commerciale C07-16 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales, bifamiliales, mixtes ainsi que certains usages commerciaux de structure isolée, de même que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments;
- d'assujettir les nouvelles zones créées à des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);
- d'assujettir l'usage accessoire « maison intergénérations » ainsi que les zones d'habitation H07-65 et commerciales C07-16 au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.).

1179/8/06 - Dispense de lecture du règlement no 3514 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3514, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H07-61 à même une partie de la zone d'habitation H07-40, de manière à y inclure une partie de terrain située de part et d'autre de la rue de la Commune;
- de créer la zone d'habitation H07-62 à même une partie des zones d'habitation H07-39 et H07-55 actuelles, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-63 à même une partie des zones d'habitation H07-39 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-64 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-65 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations bifamiliales de type isolé;
- de créer la zone commerciale C07-16 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales, bifamiliales, mixtes ainsi que certains usages commerciaux de structure isolée, de même que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments;
- d'assujettir les nouvelles zones créées à des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);

- d'assujettir l'usage accessoire « maison intergénérations » ainsi que les zones d'habitation H07-65 et commerciales C07-16 au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1180/8/06 - Adoption du second projet de règlement no 3494-1 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3494-1, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer la zone d'habitation H03-59 à même une partie de la zone d'habitation H03-02, de manière à y inclure des terrains localisés sur deux (2) sections de la rue Benoit, entre les rues Brouillette et Vadnais,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1181/8/06 - Adoption du second projet de règlement no 3495-1 - Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3495-1, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone agricole A06-22, de manière à autoriser l'usage industriel « industrie d'asphalte mobile » selon certaines conditions.
  Cette zone est localisée de part et d'autre de la route Caya, soit au sud-ouest du chemin Tourville,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Votent ***CONTRE***
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Denis Chamberland
M. Gilles Fontaine	M. Yves Grondin
M. Jocelyn Gagné	M. Alain Martel
M. Mario Jacques	Mme Denise Picotin
M. Pierre Levasseur	Me Jean Shooner
M. Roberto Léveillée	
Me Christian Tourigny	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

1182/8/06 - Adoption du second projet de règlement no 3505-1 - Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3505-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C12-08 à même une partie de la zone industrielle I11-07, de manière à y inclure le terrain situé du côté sud-est de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin.
  La zone commerciale C12-08 est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Cardin, alors que la zone industrielle I11-07 est située de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Huguette et Sigouin,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1183/8/06 - Adoption du règlement no 3496-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3496-1 a été donné (réf : 993/7/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3496-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de modifier le calcul relatif à la détermination des hauteurs minimale et maximale applicables au bâtiment principal pour la zone d'habitation H05-31.
  Cette zone est localisée au sud du boulevard Saint-Joseph, approximativement entre les rues de la Promenade, Marconi et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1184/8/06 - Adoption du règlement no 3506 amendant le règlement no 3347 prévoyant un emprunt de 660 000 $ pour le financement du programme de rénovation de façade de façon à porter le montant de l'emprunt à 835 000 $

Lecture est donnée du règlement no 3506 amendant le règlement no 3347 prévoyant un emprunt de 660 000 $ pour le financement du programme de rénovation de façade de façon à porter le montant de l'emprunt à 835 000 $.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Monsieur Denis Laprade, employé au Service loisirs et vie communautaire et à toute la famille à l'occasion du décès de son frère monsieur Réal Laprade.

- Monsieur Gilles Proulx, chef division, Service de la trésorerie et à toute la famille à l'occasion du décès de sa conjointe madame Denise Pépin.

- Monsieur Daniel Gill, employé au Service des travaux publics et à toute la famille à l'occasion du décès de sa belle-mère madame Blandine Hamel.

- À toute la famille à l'occasion du décès de monsieur Denis Roy, employé retraité du Service des travaux publics.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Jean-Paul Dion

Les études sur la relocalisation de la bibliothèque sont-elles déposées?

- Madame la mairesse confirme que non mais que les résultats doivent être déposés pour la préparation du budget 2007.

Monsieur Christian Rajotte

Monsieur Rajotte veut des précisions sur le montant des comptes et sur le rapport du trésorier.

De plus, monsieur Rajotte s'interroge sur la possibilité pour la Ville d'exiger du logement abordable dans un projet de développement?

- Les interventions de différents élus(es) confirment que la Ville ne peut s'ingérer dans un projet de développement domiciliaire en exigeant la construction de logement abordable. Il s'agit d'un libre marché.

- Monsieur Denis Jauron confirme que les Viles ne peuvent pas réglementer le type de logements à construire.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 5 septembre 2006.

1185/8/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h55.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

28 AOÛT 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 28 août 2006 à 13h45, ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé (absence motivée)
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny (absence motivée)

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations

- Secrétaire :

Mme Chantal Isabelle, assistante-greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

L'assistante-greffière récite la prière.

1186/8/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1187/8/06 - Approbation du rapport de la directrice du Service des ressources

humaines daté du 25 août 2006 concernant le refus de certains membres du personnel du Service de sécurité incendie de se conformer à la directive administrative D-ADM-30

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville approuve le rapport de la directrice du Service des ressources humaines daté du 25 août 2006 concernant le refus de certains membres du personnel du Service de sécurité incendie de se conformer à la directive administrative D-ADM-30 et autorise la direction du Service de sécurité incendie à imposer une mesure disciplinaire de suspension de 10 heures pour la 3e offense commise, soit l'équivalent d'une journée aux employés concernés. De plus, en cas de récidive, la gradation des sanctions sera la suivante :

1ère offense :	Lettre administrative
2e offense :	Lettre au dossier
3e offense :	10 heures de suspension
4e offense :	30 heures de suspension
5e offense :	50 heures de suspension
6e offense :	168 heures de suspension
7e offense :	504 heures de suspension
8e offense :	congédiement

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune question n'a été posée au cours de cette période.

1188/8/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 13h50.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) CHANTAL ISABELLE,
Assistante-greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

5 SEPTEMBRE 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 5 septembre 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs (absence motivée)
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1189/9/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1190/9/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 21 août 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 21 août 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1191/9/06 - Adoption du procès-verbal - Séance spéciale du 28 août 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée spéciale du 28 août 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

- Pétition des citoyens du secteur de la route Caya concernant le règlement no 3495;
- Pétition des citoyens de la ville pour le prolongement du trajet d'autobus;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

1192/9/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 21 août 2006 au 5 septembre 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 5 049 218,98 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du trésorier d'élection au 31 décembre 2005

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport du trésorier d'élection pour la période se terminant le 31 décembre 2005.

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation du dossier suivant :

1193/9/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 85 de la rue Ozias-Leduc (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la distance minimale entre deux (2) entrées charretières donnant sur la même voie de circulation pour un même terrain et d'augmenter la proportion maximale de la longueur du mur arrière du bâtiment principal où la marge arrière minimale de sept mètres (7 m) s'applique, et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment principal situé sur le lot 1792 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 85 de la rue Ozias-Leduc (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.15);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste en la construction d'une habitation de type condominium de deux (2) unités ayant une façade d'environ treize virgule zéro trois mètres (13,03 m) et une profondeur d'environ dix-sept virgule trente-sept mètres (17,37 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble visé par la demande :

- la distance minimale entre deux (2) entrées charretières donnant sur une même voie de circulation pour un même terrain est de dix mètres (10 m);
- la marge arrière minimale applicable au bâtiment principal est de dix mètres (10 m);
- la proportion maximale de la longueur du mur arrière du bâtiment principal où la marge arrière minimale de sept mètres (7m) s'applique est de cinquante pour cent (50 %);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis :

- la distance minimale entre les deux (2) entrées charretières est établie à environ sept virgule cinq mètres (7,5 m), ce qui représente une irrégularité d'environ deux virgule cinq mètres (2,5 m);
- la proportion maximale de la longueur du mur arrière du bâtiment principal où la marge arrière minimale de sept mètres (7 m) s'applique est établie à environ cinquante-six pour cent (56 %), ce qui représente une irrégularité d'environ six pour cent (6 %);

CONSIDÉRANT QUE le principal motif invoqué par le requérant pour justifier la demande est que le concept architectural est adapté aux habitations de type condominium de quatre (4) unités projetées à proximité;

CONSIDÉRANT QUE le cadre normatif établi au règlement de zonage tient compte des habitations de type condominium de deux (2) unités projetées pour l'autre partie du développement dans le cadre du plan d'aménagement d'ensemble et dont le concept d'implantation est différent;

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis respecte les principes déjà acceptés (marge arrière et distance entre les entrées charretières) pour les bâtiments semblables de quatre (4) unités;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment projeté, qui tient compte du concept architectural des bâtiments projetés sur les terrains adjacents, ne permet pas de respecter la distance minimale entre deux (2) entrées charretières exigée au règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE dans le milieu environnant, on retrouve des habitations de type condominium comprenant trois (3) unités et comptant trois (3) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE le projet est assujetti au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.) assurant ainsi l'intégration et l'harmonisation dudit projet en fonction du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à :

- diminuer de dix mètres (10 m) à sept mètres (7 m) la distance minimale entre deux (2) entrées charretières donnant sur la même voie de circulation pour un même terrain;
- augmenter de cinquante pour cent (50 %) à soixante pour cent (60 %) la proportion maximale de la longueur du mur arrière du bâtiment principal où la marge arrière minimale de sept mères (7 m) s'applique;

et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'un bâtiment principal situé sur le lot 1792 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 85 de la rue Ozias-Leduc (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

1194/9/06 - Dépôt du procès-verbal (25.08.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 25 août 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1195/9/06 - Acceptation des travaux d'abattage d'arbres sur le site du Jardin Commémoratif Saint-Frédéric situé à l'intersection du boulevard Saint-Joseph et de la rue Marchand (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'abattage d'arbres sur le site du Jardin Commémoratif Saint-Frédéric situé à l'intersection du boulevard Saint-Joseph et de la rue Marchand (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.04);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./secteur d'intérêt à préserver, et que, par conséquent, tous les travaux d'abattage d'arbres sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à abattre six (6) arbres sur le site, soit les arbres identifiés au plan soumis par les numéros 6, 7, 11, 12, 15 et 16;

CONSIDÉRANT QU'il est important de maintenir la qualité actuelle de l'environnement naturel du cimetière;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé en juin 2006 par une firme spécialisée en foresterie urbaine mentionne que les arbres doivent être abattus car ces derniers sont dangereux;

CONSIDÉRANT QUE six (6) nouveaux arbres sont plantés sur le terrain du cimetière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) des six (6) arbres sont plantés à proximité de ceux abattus, ce qui assurera une pérennité de la plantation;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres plantés sont des pins blancs d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des travaux affecte peu la qualité de l'environnement naturel du cimetière;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'abattage d'arbres (tel que mentionné ci-dessus) sur le site du Jardin Commémoratif Saint-Frédéric situé à l'intersection du boulevard Saint-Joseph et de la rue Marchand (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1196/9/06 - Refus des travaux de remplacement de revêtement extérieur de la façade principale du bâtiment par un clin de vinyle et acceptation des travaux de rénovation extérieure du bâtiment (excluant le

remplacement du revêtement extérieur de la façade du bâtiment principal), et ce, pour le bâtiment situé au 491 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 491 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Notre-Dame, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, à :

- remplacer la brique et la pierre (maçonnerie) sur la façade principale du bâtiment;
- refaire les joints de brique sur les murs latéraux;
- rénover le balcon;
- refaire les marquises protégeant l'entrée aux logements et le balcon donnant sur la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements de la façade principale sont remplacés par un clin de vinyle de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le remplacement des matériaux nobles (brique et pierre) par un clin de vinyle ne respecte pas le caractère d'origine des matériaux se retrouvant sur le bâtiment et n'assure pas une continuité du style architectural de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) marquises donnant sur la façade principale sont refaites en conservant leurs dimensions actuelles;

CONSIDÉRANT QUE les toitures de ces marquises sont réalisées à trois (3) versants et que le revêtement est un bardeau d'asphalte de couleur foncée;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux assurent une continuité du style architectural d'antan du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le balcon est rénové en conservant son aspect d'origine;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation du bâtiment (sauf le remplacement du revêtement extérieur de la façade principale par un clin de vinyle) permettent d'améliorer l'image de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- **refuse** les travaux de remplacement du revêtement extérieur de la façade principale du bâtiment par un clin de vinyle (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au manque de respect du style architectural d'origine du bâtiment;

- accepte les travaux de rénovation extérieure du bâtiment (excluant le remplacement du revêtement extérieur de la façade du bâtiment principal) (tel que mentionné ci-dessus), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

et ce, pour le bâtiment situé au 491 de la rue Notre-Dame (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1197/9/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 2255 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 2255 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée en cour avant dans la partie gauche du terrain, soit aux abords de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE celle-ci est constituée d'un boîtier lumineux ayant une superficie d'affichage maximale de trois virgule vingt-cinq mètres carrés (3,25 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le poteau de l'enseigne est composé de métal de couleur gris-blanc et que sa largeur contribue aux bonnes proportions de l'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc, le rouge, le noir, le gris et le gris-blanc;

CONSIDÉRANT QUE le fond des faces d'affichage est principalement de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne (maximum de quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m)) s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses formes, son design et son traitement, pourrait offrir une meilleure intégration à l'architecture du bâtiment et ainsi dégager une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'environ vingt (20) arbustes et/ou plantes florales et d'une superficie approximative de trois mètres carrés (3 m^2) est prévu au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 2255 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au design et aux formes de l'enseigne (traitement architectural de l'enseigne).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1198/9/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 530 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 530 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de

construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent dix-huit mètres carrés (118 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction est réalisé en plans inversés;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour la façade principale et les murs latéraux</u>

- de la brique d'argile de couleur rouge sur approximativement soixante-dix pour cent (70 %) de la surface des murs;
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige sur approximativement trente pour cent (30 %) de la surface des murs;

<u>pour le mur arrière</u>

- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige;

<u>pour la toiture</u>

- du bardeau d'asphalte de couleur foncée (telle que le noir et/ou le brun);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 3 août 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de cent quatre-vingt-dix millimètres (190 mm – 19 cm) allant jusqu'à trois cent soixante millimètres (360 mm – 36 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve les essences d'arbres suivantes : érable, orme et tilleul;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont situés en cours avant et arrière;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet un espace intéressant pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QU'une remise d'une superficie approximative de onze mètres carrés (11 m^2) est construite en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige pour les murs et du bardeau d'asphalte de couleur foncée pour la toiture, le tout s'harmonisant avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente plus de quinze virgule un pour cent (15,1 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée, permettant ainsi de bien desservir le site et de limiter le nombre d'accès à la rue pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 530 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1199/9/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 540 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 540 boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent dix-huit mètres carrés (118 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
pour la façade principale et les murs latéraux

- de la brique d'argile de couleur rouge sur approximativement soixante-dix pour cent (70 %) de la surface des murs;
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige sur approximativement trente pour cent (30 %) de la surface des murs;

pour le mur arrière

- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige;

pour la toiture

- du bardeau d'asphalte de couleur foncée (telle que le noir et/ou le brun);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 3 août 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de soixante millimètres (60 mm – 6 cm) allant jusqu'à quatre cent quarante millimètres (440 mm – 44 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve les essences d'arbres suivantes : érable et frêne;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont situés en cours avant et latérale;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet un espace intéressant pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QU'une remise d'une superficie approximative de onze mètres carrés (11 m^2) est construite en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige pour les murs et du bardeau d'asphalte de couleur foncée pour la toiture, le tout s'harmonisant avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente plus de onze virgule deux pour cent (11,2 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée, permettant ainsi de bien desservir le site et de limiter le nombre d'accès à la rue pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 540 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation des dossiers suivants :

1200/9/06 - Acceptation des travaux de construction de bâtiments résidentiels de deux (2) à quatre (4) unités (condominiums) qui seront situés dans le secteur localisé entre les rues Guy-Bissonnette, Suzor-Coté et la place Rodolphe-Duguay, soit les rues Ozias-Leduc, Jean-Paul-Riopelle et Albert-Dumouchel (secteur Drummondville) – P.I.A. (Abrogeant et remplaçant la résolution no 747/6/06)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction de bâtiments résidentiels de deux (2) à quatre (4) unités (condominiums) qui seront situés dans le secteur localisé entre les rues Guy-Bissonnette, Suzor-Coté et la place Rodolphe-Duguay, soit sur les rues Ozias-Leduc, Jean-Paul-Riopelle et Albert-Dumouchel (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.09);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés seront situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./projet Renaissance, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de bâtiments résidentiels seront soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire :

- treize (13) bâtiments résidentiels de **quatre (4) unités** (condominiums) ayant une superficie approximative de deux cent soixante-dix-huit mètres carrés (278 m^2), le tout sur deux (2) étages;
- deux (2) bâtiments résidentiels de **deux (2) unités** (condominiums) ayant une superficie approximative de deux cent seize mètres carrés (216 m^2), le tout sur deux (2) étages;
- dix (10) bâtiments résidentiels de **deux (2) unités** (condominiums) ayant une superficie approximative de cent vingt-cinq mètres carrés (125 m^2), le tout sur deux (2) étages;

Bâtiments de quatre (4) unités

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments faisant partie du projet Renaissance ont des gabarits (nombre d'étages, type de toiture et hauteur) semblables les uns par rapport aux autres et que ceux-ci font partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE les façades des bâtiments principaux sont aménagées de décrochés et/ou d'avancées, ce qui anime ces dernières;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>

- du bloc architectural à face éclatée imitant la pierre de couleur beige, le tout sur environ un mètre (1 m) de hauteur et installé sur la partie inférieure des murs;
- de l'enduit d'acrylique de couleur beige pour les autres parties des murs;

<u>pour la toiture</u>

- un bardeau d'asphalte de couleur brune;

- un revêtement d'acier imitant la tôle à baguette de couleur brune (face avant des parties des toitures de type « plat »);

CONSIDÉRANT QUE la fenestration des bâtiments est de type « à battant » avec carrelage intégré;

CONSIDÉRANT QUE certaines fenêtres sont pourvues d'imposte;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont principalement de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les portes des bâtiments sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont en nombre suffisant, ce qui permet d'animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que moulures décoratives au pourtour des ouvertures, coins français, retraits dans le revêtement d'enduit d'acrylique, colonnes et moulures d'ornementation permettent de souligner le caractère architectural des bâtiments tout en restant sobre;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des matériaux s'agencent entre elles et respectent le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE les entrées des logements sont protégées par un balcon servant de toiture, lequel est supporté par une colonne;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps donnant sur la façade principale des bâtiments sont en aluminium de couleur foncée (brune ou noire);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments sont aménagés de deux (2) à quatre (4) garages attenants à ces derniers et que ceux ayant seulement deux (2) garages seront situés au centre des bâtiments;

CONSIDÉRANT QU'il est possible d'avoir des galeries fermées ou non ainsi que d'autres types d'éléments de saillie tels que patio, et ce, en cour latérale et/ou arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs de ces galeries s'harmonisent avec ceux existants sur les bâtiments (type et couleur);

CONSIDÉRANT QUE chaque terrain est aménagé de trois (3) entrées charretières menant à l'aire de stationnement et/ou aux garages;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont réalisées sur les terrains;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et vingt (20) arbustes et/ou plantes florales sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction de treize (13) bâtiments résidentiels de quatre (4) unités (condominiums) s'effectue dans le respect du cadre bâti environnant et dégage une image de qualité supérieure;

Bâtiments de deux (2) unités (avec garage)

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) bâtiments comportant chacun deux (2) unités sont réalisés avec les mêmes caractéristiques et le même style architectural que les bâtiments ayant quatre (4) unités;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de ces bâtiments s'inspire de celui des bâtiments du secteur et s'harmonise avec les constructions prévues dans le projet;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des terrains s'effectue dans le même sens de ce que l'on retrouve pour les terrains faisant partie du projet;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction de deux (2) bâtiments résidentiels de deux (2) unités (condominiums avec garage) s'effectue dans le respect du cadre bâti environnant et dégage une image de qualité supérieure;

Bâtiments de deux (2) unités (avec abri d'auto et/ou garage)

CONSIDÉRANT QUE le projet est constitué de dix (10) bâtiments résidentiels ayant des abris d'autos et/ou des garages attenants;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments faisant partie du projet Renaissance ont des gabarits (nombre d'étages, type de toiture et hauteur) semblables les uns par rapport aux autres et que ceux-ci font partie d'un projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale des bâtiments principaux est aménagée de décrochés et/ou d'avancées, ce qui anime cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de volumes tels que niveaux de toiture différents et/ou hauteur des bâtiments (principal et accessoire) permettent d'obtenir un style architectural particulier et distinctif;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation des bâtiments accessoires s'effectue en avancée et/ou en décroché par rapport aux murs avant des bâtiments principaux, ce qui permet de réduire la linéarité des façades des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>

- du bloc architectural à face éclatée imitant la pierre de couleur beige, le tout sur environ un mètre (1 m) de hauteur et installé sur la partie inférieure des murs;
- de l'enduit d'acrylique de couleur beige pour les autres parties des murs;

<u>pour la toiture</u>

- un bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration des bâtiments est de type « à battant » avec un carrelage intégré;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont principalement de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les portes des bâtiments sont de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont en nombre suffisant, ce qui permet d'animer les façades;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que moulures décoratives au pourtour des ouvertures, coins français, retraits dans le revêtement d'enduit d'acrylique, colonnes et moulures d'ornementation permettent de souligner le caractère architectural des bâtiments tout en restant sobre;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des matériaux s'agencent entre elles et respectent le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE les entrées des logements sont protégées par une marquise, laquelle est supportée par une colonne;

CONSIDÉRANT QUE tous les bâtiments principaux ont deux (2) bâtiments accessoires attenants;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments sont aménagés d'abris d'autos et/ou de garages attenants à ces derniers;

CONSIDÉRANT QU'il est possible d'avoir des galeries fermées ou non ainsi que d'autres types d'éléments de saillie tel que patio, et ce, en cour latérale et/ou arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements des murs de ces galeries s'harmonisent avec ceux existants sur les bâtiments (type et couleur);

CONSIDÉRANT QUE chaque terrain est aménagé de deux (2) entrées charretières menant aux bâtiments accessoires attenants;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées sont réalisées sur les terrains;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) et dix (10) arbustes et/ou plantes florales sont plantés en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction de dix (10) bâtiments résidentiels de deux (2) logements (condominiums) s'effectue dans le respect du cadre bâti environnant et dégage une image de qualité supérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction :

- ⇨ de treize (13) bâtiments résidentiels de quatre (4) unités (condominiums) (tel que mentionné ci-dessus) qui seront situés aux 95, 105, 115 rue Ozias-Leduc et aux 150, 170, 190, 195, 205, 210, 215, 225, 230, 235 rue Albert-Dumouchel (secteur Drummondville);
- ⇨ de deux (2) bâtiments résidentiels de deux (2) unités (condominiums avec garage) (tel que mentionné ci-dessus) qui seront situés aux 85 et 125 rue Ozias-Leduc (secteur Drummondville);
- ⇨ de dix (10) bâtiments résidentiels de deux (2) unités (condominiums) (tel que mentionné ci-dessus) qui seront situés aux 165, 175, 185, 195, 205, 215, 225, 235, 245, 255 rue Jean-Paul-Riopelle (secteur Drummondville);

et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. **De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 747/6/06 adoptée le 5 juin 2006.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1201/9/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 585-587 de la rue Brock (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 585-587 de la rue Brock (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover l'ensemble des façades du bâtiment principal ainsi que du bâtiment accessoire (garage);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements de bloc de béton imitant la pierre, de clin de vinyle ainsi que de clin (mur arrière) sont remplacés par un clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux permettent d'uniformiser le type de matériaux sur l'ensemble des façades du bâtiment et assurent une harmonie avec le cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de pierre de la façade principale est préservé;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations du bâtiment telles que solin, volets et moulures décoratives (partie supérieure de certaines ouvertures) sont de couleur bourgogne et/ou beige;

CONSIDÉRANT QUE le solin de la toiture est réalisé à deux (2) niveaux et que les ornementations permettent de bonifier le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une marquise ainsi qu'une galerie sont ajoutées sur le mur arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire (garage) est rénové par le remplacement du revêtement extérieur des murs et de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE les murs du garage sont recouverts d'un clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige et que la toiture est réalisée avec du bardeau d'asphalte de couleur s'harmonisant avec celles se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation des bâtiments permettent d'améliorer l'image de ces derniers et contribuent au développement d'une harmonisation du cadre bâti du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 585-587 de la rue Brock (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.

1202/9/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1930 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1930 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet de rénovation consiste à démolir une partie de la toiture en pente et à refaire cette dernière à faible pente;

CONSIDÉRANT QU'un toit « mansarde » est réalisé afin d'uniformiser la hauteur du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE cette partie de construction est recouverte d'un bardeau d'asphalte de couleur brun-beige et que les ornementations sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux permettent d'améliorer l'image du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1930 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1203/9/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 455 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 455 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent seize mètres carrés (116 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
- pour les murs : de la brique d'argile de couleur brun-rouge;
- pour la toiture : du bardeau d'asphalte de couleur foncée (telle que le noir et/ou le brun);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 26 juillet 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de soixante millimètres (60 mm – 6 cm) allant jusqu'à deux cent quarante millimètres (240 mm – 24 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve les essences d'arbres suivantes : érable, frêne et tilleul;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont situés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet un espace intéressant pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QU'une remise d'une superficie approximative de douze mètres carrés (12 m^2) est construite en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont du clin de fibre de bois (Canexel) de couleur brune pour les murs et du bardeau d'asphalte de couleur foncée pour la toiture, le tout s'harmonisant avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente plus de onze virgule un pour cent (11,1 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée, permettant ainsi de bien desservir le site et de limiter le nombre d'accès à la rue pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 455 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1204/9/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 465 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 465 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de cent seize mètres carrés (116 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

- pour les murs : de la brique d'argile de couleur brun-rouge;
- pour la toiture : du bardeau d'asphalte de couleur foncée (telle que le noir et/ou le brun);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 26 juillet 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de soixante millimètres (60 mm – 6 cm) allant jusqu'à deux cents millimètres (200 mm – 20 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve les essences d'arbres suivantes : érable, frêne et orme;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont situés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet un espace intéressant pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QU'une remise d'une superficie approximative de douze mètres carrés (12 m^2) est construite en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont du clin de fibre de bois (Canexel) de couleur brune pour les murs et du bardeau d'asphalte de couleur foncée pour la toiture, le tout s'harmonisant avec ce que l'on retrouve sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente plus de dix virgule six pour cent (10,6 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière mitoyenne est aménagée, permettant ainsi de bien desservir le site et de limiter le nombre d'accès à la rue pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 465 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1205/9/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 295 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 295 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.14);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage) d'une superficie approximative de cent quatorze mètres carrés (114 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en façade du bâtiment accessoire (garage rattaché à la résidence);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
- pour les murs : du clin de bois de couleur beige;
- pour la toiture : du bardeau d'asphalte de couleur brune et/ou beige;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à assurer un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 2 août 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points justifiant l'absence d'arbres intéressants sur le site, à savoir :
- dépôt de roches en surface du terrain;
- topographie du terrain formant une cuvette et favorisant le maintien de l'humidité du sol;
- essences d'arbres associées à des milieux humides;

CONSIDÉRANT QU'il n'y a pas d'arbres intéressants sur le site, et ce, dû aux contraintes énumérées dans le rapport de l'ingénieur forestier;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal de cent millimètres (100 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 295 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland se retire pour la présentation du dossier suivant :

1206/9/06 - Acceptation de modification au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) concernant les habitations de type condominiums de quatre (4) et deux (2) unités situées sur une partie du lot 122 localisée en bordure de la rue Ozias-Leduc dans le projet Renaissance (secteur Drummondville) – P.A.E.

CONSIDÉRANT QU'une demande de modification au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) concernant les habitations de type condominiums de quatre (4) et deux (2) unités situées sur une partie du lot 122 localisée en bordure de la rue Ozias-Leduc dans le projet Renaissance, et ce, dans la zone d'habitation H01-59 (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.08.17);

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif avaient étudié le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le secteur concerné lors des séances du 8 février, 7 mars et 5 juillet derniers;

CONSIDÉRANT QUE ceux-ci avaient recommandé au conseil municipal d'accepter globalement le plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet Renaissance, c'est-à-dire, des habitations de deux (2) à quatre (4) unités de type isolé, **en apportant les principaux ajustements suivants**, à savoir :

Recommandation du 8 février 2006

« - *en ajustant le concept des condominiums de deux (2) unités, avec abri d'auto attenant à celles-ci, de manière à prévoir un dégagement minimal visant, entre autres, à diminuer l'effet de longueur;*
- *en permettant, pour les condominiums de quatre (4) unités, l'aménagement de deux (2) ou quatre (4) garages attenants, mais pas la possibilité d'en avoir un (1) ou trois (3);*
- *en conservant le passage piétonnier prévu lors du dépôt du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet résidentiel adjacent (Les Havres du Golf);*
- *en prévoyant des dispositions relatives à l'aménagement de terrain (conservation et/ou plantation d'arbres);*
- *en ajustant, en conséquence, toutes autres dispositions jugées nécessaires pour atteindre l'objectif d'un développement harmonieux;*
- *en prévoyant que la zone concernée soit assujettie au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);*

- *en obtenant l'accord du propriétaire foncier pour la partie du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) localisée sur une partie du lot 122 du rang II du cadastre du canton de Grantham, et ce,* ***avant*** *la réalisation de tous travaux ou toute construction (exemple : rue, habitations)* »;

Recommandation du 7 mars 2006

« - *en acceptant les ajustements demandés au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.), à savoir :*
  - ⇒ *pour les deux (2) unités*
    - *l'implantation proposée prévoyant un dégagement minimal de zéro virgule quatre-vingt-six mètre (0,86 m);*
    - *la possibilité d'aménager un garage ou un abri d'auto;*
  - ⇒ *pour les quatre (4) unités*
    - *la possibilité d'aménager le nombre de garages attenants désiré en respectant un maximum de quatre (4) par terrain;* »

CONSIDÉRANT QUE suite à l'acceptation du plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.), une modification au règlement de zonage a été apportée afin de créer la zone d'habitation H01-59 et prévoir les différentes normes applicables à la construction en tenant compte des éléments acceptés audit plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);

CONSIDÉRANT QUE suite à cette modification, une problématique relative à la présence d'une ligne électrique a été soulevée et qu'une modification au plan d'aménagement d'ensemble a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE la requérante proposa alors le déplacement des bâtiments (quatre (4) unités) vers le terrain prévu initialement comme espace vert de nature privée (angle des rues Ozias-Leduc et Albert-Dumouchel);

CONSIDÉRANT QUE le terrain situé à l'angle des rues Suzor-Coté et Ozias-Leduc serait laissé vacant pour l'instant;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité consultatif d'urbanisme avaient recommandé au conseil municipal, lors de la séance du 5 juillet 2006, d'accepter, **de principe**, les modifications demandées au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet Renaissance (condominiums), à savoir :

pour les quatre (4) unités (rue Ozias-Leduc)

- la possibilité de déplacer les bâtiments projetés sur la rue Ozias-Leduc en tenant compte de la présence de la ligne électrique;

et ce, pour les habitations de type condominiums de quatre (4) unités situées sur une partie du lot 122 localisée en bordure de la rue Ozias-Leduc dans le projet Renaissance, et ce, dans la zone d'habitation H01-59 (secteur Drummondville);

CONSIDÉRANT QUE suite à cette modification, la requérante propose un nouveau plan d'aménagement ayant pour effet d'intégrer des habitations de deux (2) unités sur la rue Ozias-Leduc pour deux (2) terrains, soit le terrain prévu initialement comme espace vert de nature privée (125 rue Ozias-Leduc) ainsi que le terrain laissé vacant à l'angle des rue Ozias-Leduc et Suzor-Coté (85 rue Ozias-Leduc);

CONSIDÉRANT QUE le plan de construction proposé correspond à une moitié de la structure du plan des habitations de quatre (4) unités prévues dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit proposé favorise la gradation harmonieuse du cadre bâti pour l'ensemble du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'architecture prévue favorise le développement d'une identité propre au projet;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte les modifications demandées au plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.) pour le projet Renaissance (condominiums), à savoir :

Rue Ozias-Leduc

- l'intégration des habitations de deux (2) unités pour deux (2) terrains situés sur la rue Ozias-Leduc, soit le terrain prévu initialement comme espace vert de nature privée

(125 rue Ozias-Leduc) ainsi que le terrain laissé vacant à l'angle des rue Ozias-Leduc et Suzor-Coté (85 rue Ozias-Leduc);

et ce, pour une partie du lot 122 localisée en bordure de la rue Ozias-Leduc dans le projet Renaissance, et ce, dans la zone d'habitation H01-59 (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Denis Chamberland reprend son siège.
Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1207/9/06 - Dénomination d'une rue (Caselli) et d'un parc (Téléglobe) dans le développement « Boisé de la Marconi »

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet de dénommer une (1) nouvelle voie de circulation et un (1) parc localisés sur une partie du lot 790 du rang IV du cadastre du canton de Wickham, a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le secteur concerné est localisé au sud du boulevard Saint-Joseph, entre le développement existant et le terrain d'un établissement d'utilité fédérale;

CONSIDÉRANT QUE certaines suggestions ont été proposées en référence à la présence de la Marconi Wireless Telegraph Company qui occupait le site visé à l'époque;

CONSIDÉRANT QUE la thématique des télécommunications a été retenue pour ce secteur;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité de toponymie ont pris connaissance des suggestions suivantes en lien avec la thématique des télécommunications dans le cadre de la présente demande, à savoir :
- rue Caselli;
- rue Ferrie;
- rue Jenkins;
- parc René Barthélémy (parc situé à l'intérieur du développement);

CONSIDÉRANT QUE les noms proposés n'existent pas sur le territoire de la nouvelle Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité préfèrent, pour le parc, un nom référant davantage à l'histoire du secteur en développement;

CONSIDÉRANT QUE le terrain a été acquis par la Ville de Drummondville, de la Compagnie Téléglobe Canada, en 1985;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise :

⇨ la dénomination de la voie de circulation suivante, à savoir :
- **« rue Caselli »** (lot 790P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham), le tout en l'honneur de Monsieur Giovanni Caselli (1815-1891), inventeur du pantélégraphe qui est à l'origine de la télécopie;

⇨ la dénomination du parc suivant, à savoir :
- **« parc Téléglobe »** (lot 790P. du rang IV du cadastre du canton de Wickham), le tout en l'honneur de la compagnie du même nom.

Le tout tel que mentionné au plan en annexe à titre indicatif.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1208/9/06 - Dénomination d'une rue (du Tenancier) dans le développement « La Seigneurie André Lemaire »

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet de dénommer une (1) nouvelle voie de circulation localisée sur les lots 303P. et 304P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le développement est situé entre le boulevard Lemire, la rue Saint-Onge, la rue Bertrand et la piste cyclable;

CONSIDÉRANT QUE le développement porte le nom de « La Seigneurie André Lemaire »;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) thèmes ont été suggérés, soit celui de la seigneurie en lien avec le nom du développement et celui du cyclisme en lien avec la piste cyclable;

CONSIDÉRANT QUE les membres du comité ont retenu le thème de la seigneurie et les noms suivants :
- rue du Boisseau;
- rue du Censitaire;
- rue de la Colonie;
- rue de la Commune;
- rue de la Concession;
- rue de la Corvée;
- rue du Gouverneur;
- rue de l'Intendant;
- rue du Manoir;
- rue de la Rente;
- parc de la Seigneurie;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal ont accepté les suggestions du comité de toponymie, à l'exception de « rue de la Rente »;

CONSIDÉRANT QU'il est nécessaire de proposer un nouveau nom pour dénommer cette rue, le nom de « rue du Tenancier » est suggéré;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise la dénomination de la voie de circulation « **rue du Tenancier** » (lots 303P. et 304P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant le paysan qui cultive une partie des terres du Seigneur divisées en tenure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'août 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 30 août 2006.

1209/9/06 - Signature d'un acte de renonciation par Sa Majesté aux droits du Canada à la Ville de Drummondville (partie des lots 87 et 88 du cadastre du canton de Wickham – Terrains de l'Aéroport)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de

la Ville de Drummondville un acte de renonciation par Sa Majesté aux droits du Canada sur une partie des lots 87 et 88 du cadastre du canton de Wickham (terrains de l'Aéroport).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1210/9/06 - Approbation du rapport de la directrice du Service des ressources humaines daté du 28 août 2006 concernant le refus de certains membres du personnel du Service de sécurité incendie de se conformer à la directive administrative D-ADM-30

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville approuve le rapport de la directrice du Service des ressources humaines daté du 28 août 2006 concernant le refus de certains membres du personnel du Service de sécurité incendie de se conformer à la directive administrative D-ADM-30 et autorise la direction du Service de sécurité incendie à imposer une mesure disciplinaire de suspension de 10 heures pour la 3e offense commise, soit l'équivalent d'une journée aux employés concernés. De plus, en cas de récidive, la gradation des sanctions sera la suivante :

1ère offense :	Lettre administrative
2e offense :	Lettre au dossier
3e offense :	10 heures de suspension
4e offense :	30 heures de suspension
5e offense :	50 heures de suspension
6e offense :	168 heures de suspension
7e offense :	504 heures de suspension
8e offense :	congédiement

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1211/9/06 - Mandat à Teknika-HBA – Étude de canalisation du fossé de la rue Luneau et levés topographiques

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Teknika-HBA aux fins de procéder à une étude de canalisation du fossé de la rue Luneau et levés topographiques. Les honoraires sont au montant de 12 900 $ taxes en sus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1212/9/06 - Autorisation pour la tenue de « La Nuit des Sans-Abri » le vendredi 20 octobre 2006

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comité organisateur à tenir « La Nuit des Sans-Abri » le vendredi 20 octobre 2006 à la Place St-Frédéric, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires et selon les normes d'utilisation d'un lieu public extérieur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1213/9/06 - Autorisation à la Société canadienne du cancer – Tenue d'une marche « Relais pour la vie » au Parc Woodyatt

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Société canadienne du cancer à tenir une marche « Relais pour la vie » au Parc Woodyatt de 19 heures à 7 heures dans la nuit du 9 au 10 juin 2007, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1214/9/06 - Autorisation à la Corporation du Centre Culturel de Drummondville

inc. – Installation d'un chapiteau et d'une marquise sur le site du Centre Culturel à l'occasion du gala du Mérite régional du MAPAQ (Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. à procéder à l'installation d'un chapiteau et d'une marquise sur le site du Centre Culturel à l'occasion du gala pour le Mérite régional du MAPAQ (Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec) qui se tiendra le 14 septembre 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

La Ville autorise également cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1215/9/06 - Autorisation au Festival au Royaume du Country inc. – Sollicitation d'un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Le Festival au Royaume du Country inc. à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux des activités prévues lors du festival country, édition 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1216/9/06 - Renouvellement du mandat de René Laporte & associés à titre de consultant en assurances de dommages pour l'année 2006-2007

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède au renouvellement du mandat de René Laporte & associés à titre de consultant en assurances de dommages, et ce, pour un montant de 9 840 $ (taxes en sus) pour l'année 2006-2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1217/9/06 - Présentation du projet « Construction d'une nouvelle glace » au programme de soutien aux installations sportives et récréatives et engagement de la Ville à assumer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation du projet

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville présente le projet « Construction d'une nouvelle glace » au programme de soutien aux installations sportives et récréatives et engagement de la Ville à assumer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation du projet, et ce, dès sa réalisation. L'ingénieure municipale est autorisée à signer tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Yves Grondin précise qu'un consensus est intervenu tant au niveau politique qu'au niveau de la population.

1218/9/06 - Vente d'un terrain industriel au Groupe Guévremont construction inc.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Groupe Guévremont construction inc. une partie du lot 276 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de quatre mille cent soixante-quatorze virgule six mètres carrés (4 174,6 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 14 juillet 2006 (numéro de répertoire : 2957 - numéro de minute : 10843), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit vingt-deux mille quatre cent cinquante-neuf dollars et trente-cinq cents (22 459,35 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Jean-Louis Michaud, notaire, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1219/9/06 - Vente d'un terrain industriel à Drummond Électrique inc.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Drummond Électrique inc. une partie du lot 276 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de quatre mille cent soixante-sept virgule neuf mètres carrés (4 167,9 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 14 juillet 2006 (numéro de dossier : 2957 - numéro de minute : 10844), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit vingt-deux mille quatre cent vingt-trois dollars et trente cents (22 423,30 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Annie Durocher, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1220/9/06 - Adoption du projet de règlement no 3515 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3515, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'autoriser, pour les usages du groupe habitation, l'installation d'une piscine dans la partie latérale de la cour avant pour les terrains d'angle et d'angle transversal, selon certaines conditions, et ce, pour l'ensemble du secteur Saint-Nicéphore,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1221/9/06 - Avis de motion du règlement no 3515 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3515 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'autoriser, pour les usages du groupe habitation, l'installation d'une piscine dans la partie latérale de la cour avant pour les terrains d'angle et d'angle transversal, selon certaines conditions, et ce, pour l'ensemble du secteur Saint-Nicéphore.

1222/9/06 - Dispense de lecture du règlement no 3515 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3515, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'autoriser, pour les usages du groupe habitation, l'installation d'une piscine dans la partie latérale de la cour avant pour les terrains d'angle et d'angle transversal, selon certaines conditions, et ce, pour l'ensemble du secteur Saint-Nicéphore;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1223/9/06 - Adoption du projet de règlement no 3516 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3516, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H09-17 à même une partie de la zone d'habitation actuelle H09-03, de manière à y inclure la majorité des terrains situés du côté nord-ouest de la rue Saint-Damase, entre les rues Saint-Albert et Notre-Dame;

- de maintenir, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages, normes et dispositions applicables à la construction que ceux autorisés dans la zone d'habitation H09-03, à l'exception de la densité nette maximale de logements par hectare pour des habitations bifamiliales, trifamiliales et multifamiliales de structure isolée où celle-ci est établie à cent vingt-cinq (125) au lieu de quatre-vingts (80), et d'abroger les dispositions particulières relatives aux marges aux abords d'une voie ferrée.

La zone d'habitation H09-03 actuelle est située entre la voie ferrée du Canadien National, le boulevard Saint-Joseph et les rues Notre-Dame et Saint-Damase,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1224/9/06 - Avis de motion du règlement no 3516 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion du règlement no 3516 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H09-17 à même une partie de la zone d'habitation actuelle H09-03, de manière à y inclure la majorité des terrains situés du côté nord-ouest de la rue Saint-Damase, entre les rues Saint-Albert et Notre-Dame;
- de maintenir, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages, normes et dispositions applicables à la construction que ceux autorisés dans la zone d'habitation H09-03, à l'exception de la densité nette maximale de logements par hectare pour des habitations bifamiliales, trifamiliales et multifamiliales de structure isolée où celle-ci est établie à cent vingt-cinq (125) au lieu de quatre-vingts (80), et d'abroger les dispositions particulières relatives aux marges aux abords d'une voie ferrée.

La zone d'habitation H09-03 actuelle est située entre la voie ferrée du Canadien National, le boulevard Saint-Joseph et les rues Notre-Dame et Saint-Damase.

1225/9/06 - Dispense de lecture du règlement no 3516 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3516, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H09-17 à même une partie de la zone d'habitation actuelle H09-03, de manière à y inclure la majorité des terrains situés du côté nord-ouest de la rue Saint-Damase, entre les rues Saint-Albert et Notre-Dame;
- de maintenir, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages, normes et dispositions applicables à la construction que ceux autorisés dans la zone d'habitation H09-03, à l'exception de la densité nette maximale de logements par hectare pour des habitations bifamiliales, trifamiliales et multifamiliales de structure isolée où celle-ci est établie à cent vingt-cinq (125) au lieu de quatre-vingts (80), et d'abroger les dispositions particulières relatives aux marges aux abords d'une voie ferrée.

La zone d'habitation H09-03 actuelle est située entre la voie ferrée du Canadien National, le boulevard Saint-Joseph et les rues Notre-Dame et Saint-Damase;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1226/9/06 - Avis de motion du règlement no 3517 modifiant le règlement no 2958 déjà amendé par les règlements nos 3035, 3081 et 3168 concernant le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3517 modifiant le règlement no 2958 déjà amendé par les règlements nos 3035, 3081 et 3168 concernant le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville.

1227/9/06 - Dispense de lecture du règlement no 3517 modifiant le règlement no 2958 déjà amendé par les règlements nos 3035, 3081 et 3168 concernant le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3517 modifiant le règlement no 2958 déjà amendé par les règlements nos 3035, 3081 et 3168 concernant le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1228/9/06 - Adoption du second projet de règlement no 3508-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3508-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H02-30 à même la totalité de la zone industrielle I02-02 actuelle, de manière à autoriser des habitations multifamiliales ainsi que des habitations collectives de type isolé, de prévoir en conséquence les normes applicables à la construction et d'assujettir ladite zone au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);
- d'abroger la zone industrielle I-02-02.

La zone industrielle I02-02 est localisée approximativement entre les rues Hébert, Gosselin, Saint-Georges et le boulevard Garon,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1229/9/06 - Adoption du second projet de règlement no 3510-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3510-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire pour la zone d'habitation H04-01.
  La zone visée inclut les terrains situés de part et d'autre des rues Belcourt, Prince, du Moulin et Poirier, entre la rue Lindsay et la rivière St-François,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1230/9/06 - Adoption du second projet de règlement no 3512-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Yves Grondin,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3512-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H11-29 à même une partie de la zone communautaire P07-02, de manière à y inclure une partie de terrain située du côté sud-est de la rue Saint-Georges et prévoir, pour ladite zone, l'établissement d'une zone tampon ainsi que les aménagements prévus à l'intérieur de celle-ci;
- d'agrandir la zone commerciale C07-01 à même une partie de la zone communautaire P07-02, de manière à y inclure une portion de terrain située au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Georges, Saint-Germain et le boulevard Lemire, et prévoir, pour ladite zone, des dispositions particulières à l'égard des usages autorisés à l'intérieur de la portion de la zone commerciale agrandie.

Les zones visées sont situées approximativement entre les rues Pelletier, Saint-Pierre, Marchand et le boulevard Lemire,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Vote ***CONTRE***
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Alain Martel
M. Denis Chamberland	
M. Gilles Fontaine	
M. Jocelyn Gagné	
M. Yves Grondin	
M. Mario Jacques	
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
Mme Denise Picotin	
Me Jean Shooner	
Me Christian Tourigny	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

1231/9/06 - Adoption du second projet de règlement no 3514-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3514-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H07-61 à même une partie de la zone d'habitation H07-40, de manière à y inclure une partie de terrain située de part et d'autre de la rue de la Commune;
- de créer la zone d'habitation H07-62 à même une partie des zones d'habitation H07-39 et H07-55 actuelles, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;

- de créer la zone d'habitation H07-63 à même une partie des zones d'habitation H07-39 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-64 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-65 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations bifamiliales de type isolé;
- de créer la zone commerciale C07-16 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales, bifamiliales, mixtes ainsi que certains usages commerciaux de structure isolée, de même que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments;
- d'assujettir les nouvelles zones créées à des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);
- d'assujettir l'usage accessoire « maison intergénérations » ainsi que les zones d'habitation H07-65 et commerciales C07-16 au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.),

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1232/9/06 - Adoption du règlement no 3494-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3494-1 a été donné (réf : 1074/7/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3494-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de créer la zone d'habitation H03-59 à même une partie de la zone d'habitation H03-02, de manière à y inclure des terrains localisés sur deux (2) sections de la rue Benoit, entre les rues Brouillette et Vadnais.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1233/9/06 - Adoption du règlement no 3501 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3501 a été donné (réf : 1072/7/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3501 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir les terrains localisés aux abords des rues Notre-Dame, Cockburn et Marchand et situés dans les zones d'habitation H09-07, H-09-09, H09-12, H09-13,

H09-14, H10-02, H10-04, H10-06, H10-07, H10-10, H-10-12, H10-13 ainsi que commerciales C09-05 et C10-05 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 8.0 du règlement concerné;

- de préciser les types de travaux assujettis à l'application de ce chapitre pour les zones d'habitations.

Les zones visées sont localisées de part et d'autre des rues :
- Notre-Dame, approximativement entre les rues Saint-Alfred et du Moulin;
- Cockburn, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Ringuet;
- Marchand, approximativement entre le boulevard Saint-Joseph et la rue Sylvan.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1234/9/06 - Adoption du règlement no 3505-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3505-1 a été donné (réf : 1080/7/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3505-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C12-08 à même une partie de la zone industrielle I11-07, de manière à y inclure le terrain situé du côté sud-est de l'intersection du boulevard Lemire et de la rue Sigouin.
  La zone commerciale C12-08 est localisée de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Sigouin et Cardin, alors que la zone industrielle I11-07 est située de part et d'autre du boulevard Lemire, approximativement entre les rues Huguette et Sigouin.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1235/9/06 - Adoption du règlement no 3509 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3509 a été donné (réf : 1163/8/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3509 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir la nouvelle zone d'habitation H02-30 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 8.0 et de ne plus assujettir la zone industrielle I02-02 audit chapitre étant donné l'abrogation de celle-ci.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Christian Rajotte

Qu'entend faire la Ville avec le terrain d'exposition?

- Madame la mairesse rappelle que depuis longtemps il y a mésentente entre la Ville et la Société d'Agriculture quant à l'interprétation des droits d'usage.

Le but recherché est de rendre le terrain disponible à des fins de construction. Actuellement le terrain est gelé 52 semaines pour 2 semaines d'activités.

Monsieur Pierre Morissette

Monsieur s'oppose au règlement no 3512, lorsqu'il avait acheté on lui avait dit que le terrain arrière ne serait jamais construit.

Il suggère que monsieur Laferté achète de l'autre côté.

De plus, quel genre de stationnement veut-il aménager?

- Le directeur du Service d'urbanisme, Denis Jauron précise qu'il s'agit d'un stationnement pour la clientèle. De plus, il mentionne que des clauses pourraient être inscrites au contrat pour garantir le genre d'usages.

- Madame la mairesse confirme que des exigences pourraient être indiquées au contrat.

Monsieur Raymond Asselin

La zone tampon pourrait-elle être vendue aux propriétaires de la rue St-Georges?

- Monsieur Denis Jauron dit que la chose est possible.

- Madame la mairesse confirme qu'il est arrivé que la Ville cède à des propriétaires pour leur garantir la quiétude, et ce, à la satisfaction de tous.

À l'inquiétude des résidants quant à la vocation industrielle, madame la mairesse rappelle que des terrains industriels sont disponibles et qu'il n'est pas dans la philosophie du conseil d'appuyer du zonage industriel dans des zones résidentielles.

Monsieur Michel Gagné

Il remercie le conseil pour la construction d'un trottoir reliant Drummondville et le secteur Saint-Nicéphore.

Monsieur remet des photos qui démontrent le problème de stationnement aux abords du parc Boisbriand et plus particulièrement sur la rue Clair.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 18 septembre 2006.

1236/9/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h15.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 SEPTEMBRE 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 18 septembre 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs (absence motivée)
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification (absence motivée)
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1237/9/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1238/9/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 5 septembre 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 5 septembre 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

1239/9/06

- Appareils respiratoires
(Soumission no 06-0091 – Ouverture 21.08.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la soumission de Équipements Incendie CMP Mayer inc. au montant total de 56 883,84 $ soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme, et ce, tenant compte d'une modification au niveau des quantités.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour l'achat des produits précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1240/9/06

- Rues Bergeron et Gauthier – Travaux 2006
(Soumission no DRUV1-088 - Ouverture 14.09.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Jean Côté, ingénieur, Teknika-HBA inc., et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de R. Guilbeault Construction inc. au montant de 878 479,59 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme, le tout sujet à la signature des ententes à intervenir avec la compagnie 9120-3745 Québec inc.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de la lettre suivante :

- Plainte concernant le bruit lors du Festi-Don;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

1241/9/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 765 rue de la Mingan

(secteur Saint-Charles-de-Drummond)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser qu'une partie du bâtiment principal existant en porte-à-faux empiète dans la marge de recul avant, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 7-165 du rang I du cadastre du canton de Wendover, soit au 765 rue de la Mingan (secteur Saint-Charles-de-Drummond), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.07.49);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel, les porte-à-faux d'une construction sont spécifiquement prohibés dans la cour avant lorsque ceux-ci empiètent dans la marge de recul avant prescrite;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (17 Ra), la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal est de six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en juin 1994 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à cinq virgule neuf mètres (5,9 m) la marge de recul avant minimale du bâtiment principal existant (porte-à-faux), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule un mètre (0,1 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire (porte-à-faux) représente environ deux virgule six mètres (2,6 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis 1994;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de six mètres (6 m) à cinq virgule neuf mètres (5,9 m) la marge de recul avant du bâtiment principal, **à la condition** que le mur en dérogation (porte-à-faux) n'excède pas deux virgule six mètres (2,6 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 7-165 du rang I du cadastre du canton de Wendover, soit au 765 rue de la Mingan (secteur Saint-Charles-de-Drummond).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1242/9/06 - Dépôt du procès-verbal (08.09.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 septembre 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1243/9/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé

au 355 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) – P.I.A. (abrogeant et remplaçant la résolution no 1025/7/06)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 355 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.02);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial est modifié par le changement de la couleur du revêtement extérieur des murs;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial d'une superficie approximative de soixante-seize mètres carrés (76 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- du clin de fibre de ciment (fibro-ciment) de couleur brune;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à assurer un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 22 juin 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points justifiant l'absence d'arbres intéressants sur le site, à savoir :

- dépôt de roches parsemant le terrain;
- topographie du terrain irrégulière formant une cuvette;
- important déboisement sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'aucun arbre n'a été inventorié sur le site, et ce, dû aux contraintes énumérées dans le rapport de l'ingénieur forestier;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal de cent millimètres (100 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 355 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. **De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 1025/7/06 adoptée le 17 juillet 2006.**

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1244/9/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 126 de la rue Brock (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 126 de la rue Brock (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.03);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative d'un virgule onze mètre carré (1,11 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme rectangulaire et constituée d'un matériau de matière plastique (plexi) est installée à plat sur le mur avant situé en retrait par rapport à la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE la plaque murale est transparente et que le message est collé sur cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, l'enseigne utilise tout l'espace disponible prévu aux fins d'affichage, soit au-dessus des portes d'accès à l'établissement, et dissimule l'ornementation que l'on retrouve au-dessus de celles-ci;

CONSIDÉRANT QUE le traitement de l'enseigne (message collé sur un plexi transparent) ne s'harmonise pas avec les enseignes se retrouvant sur le bâtiment (Nettoyeur Robichaud et Clinique de chiropractie) ainsi que celles du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé ne contribue pas positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et ne favorise pas le développement de l'identité propre au centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au

bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 126 de la rue Brock (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au traitement de l'enseigne ainsi qu'à l'utilisation de l'espace disponible.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1245/9/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 416 de la rue Lindsay (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 416 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.04);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer un auvent et une enseigne appliquée sur ce dernier, soit sur la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la couleur de l'auvent est le bourgogne avec un soulignement de couleur rose;

CONSIDÉRANT QUE l'auvent est de style semblable à celui déjà existant sur le bâtiment (pour l'établissement voisin), qu'il est non lumineux et que l'éclairage est diffusé vers le bas;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de l'auvent permettent une harmonie d'ensemble sur la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur auvent a une superficie approximative d'un virgule quatre-vingt-quatorze mètre carré (1,94 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est de couleurs jaune, bourgogne et rose;

CONSIDÉRANT QUE le projet utilise bien l'espace disponible et s'intègre bien au bâtiment ainsi qu'à l'auvent existant, sans être prédominant dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 416 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1246/9/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'aménagement de terrain et refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment (enseigne sur muret) pour le bâtiment situé au 150 de la rue Saint-Georges (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment, d'une (1) enseigne détachée du bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 150 de la rue Saint-Georges (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.05);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachée au bâtiment et détachée du bâtiment ainsi que d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de quatre mètres carrés (4 m^2);
- installer une enseigne détachée du bâtiment (enseigne sur muret) d'une superficie maximale de trois virgule soixante-dix-sept mètres carrés (3,77 m^2);
- aménager le terrain;

Enseigne rattachée au bâtiment

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est principalement composée de lettres détachées ainsi que d'une petite plaque murale et que celle-ci est non lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE les lettres détachées sont stylisées et réalisées à deux (2) niveaux;

CONSIDÉRANT QUE l'éclairage de l'enseigne s'effectue par réflexion, soit par des projecteurs dont le support n'excède pas soixante centimètres (60 cm) de longueur mesurée à partir du mur;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le rouge, le noir et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE de par l'architecture du bâtiment, l'enseigne utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et le type de l'enseigne ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposée s'intègre au style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Enseigne détachée du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur muret d'une hauteur d'un virgule quatre-vingt-cinq mètre (1,85 m) et d'une largeur de deux virgule trente et un mètres (2,31 m) est installée aux abords de la rue Lindsay, soit à la gauche de l'entrée charretière;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est non lumineuse et que le message est réalisé en surélévation par rapport à la face d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la cour avant du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le muret (structure) est composé de maçonnerie (brique et bloc de béton imitant la pierre) de couleur s'harmonisant à celles se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les faces de l'enseigne (fond de ces dernières) sont de couleur noire et que le message est de couleurs rouge, noire et jaune;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'une vingtaine d'arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur muret, de par ses dimensions et son traitement architectural (monobloc), est imposante et, par conséquent, prédominante dans le paysage urbain et que ceci nuit à l'effet visuel recherché pour le site et le secteur;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QUE la cour arrière sert principalement d'aire de stationnement (environ vingt-trois (23) cases);

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cours avant (rues Saint-Georges et Lindsay);

CONSIDÉRANT QU'une terrasse est réalisée aux abords du bâtiment dans la cour avant donnant vers la rue Saint-Georges et que cette dernière est fermée par un garde-corps (clôture) de métal de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres sont gazonnés et/ou paysagés;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés près de la ligne latérale (ligne donnant vers la rue Lindsay);

CONSIDÉRANT QUE trois (3) îlots paysagers composés d'environ soixante-dix-sept (77) arbustes et/ou plantes florales sont aménagés dans les cours avant, soit près du bâtiment et/ou de la terrasse;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment (enseigne sur muret) (tel que mentionné ci-dessus), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à la prédominance de l'enseigne dans l'environnement, compte tenu de ses dimensions et de son traitement architectural (monobloc);

et ce, pour le bâtiment situé au 150 de la rue Saint-Georges (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1247/9/06 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 595 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 595 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.06);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à réaménager l'aire de stationnement localisée en cour avant donnant vers la rue Foster;

CONSIDÉRANT QUE les entrées charretières existantes ne sont pas modifiées;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est agrandie afin d'augmenter le nombre de cases de stationnement;

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée plantée d'au moins cinq (5) arbres (arbres existants relocalisés) est réalisée aux abords de la rue Foster;

CONSIDÉRANT QUE quatre (4) haies de feuillus d'une longueur approximative de trois virgule cinq mètres (3,5 m) sont plantées entre les arbres situés aux abords de la rue Foster;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) haies de feuillus d'une longueur approximative de sept virgule cinq mètres (7,5 m) sont plantées dans la bande gazonnée localisée sur la ligne latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins un (1) arbre existant sera transplanté sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux d'aménagement permettent d'améliorer l'image du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 595 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1248/9/06 - Acceptation des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 673 du boulevard Mercure (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 673 du boulevard Mercure (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.07);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure (abords du centre-ville), et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment érigé au 673 du boulevard Mercure;

CONSIDÉRANT QUE selon l'inventaire architectural réalisé par la Corporation Rues Principales, le bâtiment est de catégorie E, soit un bâtiment en rupture à recycler (ne respecte pas l'environnement architectural);

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment dont l'usage est résidentiel présente peu d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site sera occupé par une nouvelle construction résidentielle;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné par la pose de plaques de tourbe ou ensemencé, et ce, dès la fin des travaux de démolition du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments accessoires localisés en partie arrière du terrain sont conservés et que ces derniers sont peu visibles de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE ces bâtiments accessoires seront éventuellement démolis et/ou rénovés;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain, et ce, à proximité du trottoir;

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 673 du boulevard Mercure (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. Les travaux d'aménagement du terrain (engazonnement et plantation d'arbres) doivent être terminés au plus tard trois (3) mois après la date d'émission du permis de démolition. De plus, les travaux de construction d'un nouveau bâtiment principal doivent être complétés au plus tard le 31 décembre 2007.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Vote ***CONTRE***
M. Denis Chamberland	M. Pierre-Yvan Aubé
M. Gilles Fontaine	
M. Jocelyn Gagné	
M. Yves Grondin	
M. Mario Jacques	
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
M. Alain Martel	
Mme Denise Picotin	
Me Jean Shooner	
Me Christian Tourigny	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

1249/9/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 476 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 476 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.08);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne constituée de lettres détachées lumineuses lesquelles sont appliquées sur un boîtier métallique de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est installée sur la face avant de l'avant-toit situé au-dessus de la porte d'entrée de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne a une superficie approximative de quatre virgule dix mètres carrés (4,10 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est de couleur jaune et que celle-ci est lumineuse, ce qui rend cette dernière prédominante sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses matériaux et son traitement), la proposition ne s'inscrit pas en continuité avec l'affichage du secteur et ne permet pas de favoriser le développement de l'identité propre au secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 476 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au traitement de l'enseigne ainsi qu'à la prédominance de celle-ci sur le bâtiment et dans le secteur.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1250/9/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 4025 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 4025 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.09);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à refaire une partie de la toiture du bâtiment (partie gauche de la toiture);

CONSIDÉRANT QUE des murs d'une hauteur d'environ un virgule quinze mètre (1,15 m) sont réalisés afin de permettre l'aménagement de bureaux dans l'entretoit;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est en pente et que le revêtement est du bardeau d'asphalte de couleur brune, le tout semblable à celui existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le mur en pignon donnant sur la façade principale du bâtiment est recouvert de brique de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE les autres sections de murs sont recouvertes d'un matériau semblable à ceux se retrouvant sur les murs du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des éléments décoratifs servant à la ventilation, des fenêtres ainsi qu'un avant-toit permettent d'animer adéquatement la partie rénovée;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur en mètres) respecte les bâtiments du secteur;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux s'effectuent en harmonie avec le corps principal du bâtiment et s'inscrivent en continuité avec le style architectural de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 4025 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1251/9/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1000 de la rue Cormier (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1000 de la rue Cormier (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.10);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne d'une superficie maximale de trois virgule trente-quatre mètres carrés (3,34 m^2) est appliquée sur la façade avant du bâtiment donnant vers la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de lettres détachées non lumineuses ainsi que d'une enseigne secondaire (logo) lesquelles sont installées sur le mur avant entre les ouvertures de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes sont, entre autres, le bleu et le vert;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne rattachée au bâtiment ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1000 de la rue Cormier (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1252/9/06 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 226 de la rue Heriot (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 226 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.11);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à réaliser une marquise (auvent) supportée par des colonnes d'aluminium de couleur blanche, et ce, sur la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la marquise est constituée d'une structure métallique sur laquelle est installée une toile de couleur bleue;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de cette structure (marquise) surcharge la façade principale et dissimule des éléments architecturaux du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE cette construction, de par sa nature et ses couleurs, est prédominante dans le paysage urbain et sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ne respectent pas les qualités architecturales du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE selon l'inventaire architectural préparé par la Corporation Rues Principales, le bâtiment est de catégorie AA, soit un bâtiment présentant un intérêt patrimonial exceptionnel;

CONSIDÉRANT QUE tous les travaux réalisés sur le bâtiment doivent être faits dans le plus grand respect du style architectural de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les travaux proposés ne permettent pas d'assurer une continuité du caractère architectural du bâtiment et ne contribuent pas au développement d'une harmonie d'ensemble du secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 226 de la rue Heriot (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à la prédominance de la construction sur le bâtiment et au non-respect du style architectural du bâtiment.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1253/9/06 - Refus des travaux de rénovation extérieure du bâtiment, d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 565 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment, d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 565 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.12);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment, d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- rénover la façade principale de l'établissement;
- installer une enseigne rattachée à la face avant de la marquise;
- réaménager une partie du terrain aux abords du boulevard Saint-Joseph;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE la façade principale de l'établissement (celle donnant vers le boulevard Saint-Joseph) est modifiée par le changement de couleur du revêtement d'acier existant et l'ajout d'un revêtement d'enduit d'acrylique sur la face avant de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de brique sur la façade principale est conservé;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier de couleur rouge (celui donnant sur la façade principale) est repeint de couleur beige, le tout en harmonie avec les couleurs des revêtements extérieurs du local adjacent (côté gauche, soit Bureau en Gros);

CONSIDÉRANT QUE la face avant de la marquise est principalement modifiée par la pose d'un revêtement d'enduit d'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'enduit d'acrylique est réalisé en panneaux;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de trois (3) importants modules (parapets et avancés) sur la face avant de la marquise accentue la présence de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE ces modules sont réalisés avec un enduit d'acrylique de couleurs rouge, verte et orange, ce qui rend cet ajout prédominant sur le bâtiment et dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures donnant sur le mur avant de l'établissement ne sont pas modifiées;

CONSIDÉRANT QUE les travaux permettent d'assurer une certaine continuité du nouveau style architectural du bâtiment, mais que l'ajout d'imposants modules de couleurs rouge, verte et orange ne permet pas une harmonie d'ensemble pour le bâtiment;

Affichage

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne d'une superficie maximale de cinq mètres carrés (5 m^2) est composée de lettres détachées lumineuses et que cette dernière est installée sur la face avant de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne rattachée au bâtiment ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, l'enseigne rattachée au bâtiment fait partie d'un projet d'ensemble (rénovation extérieure et affichage);

CONSIDÉRANT QUE le projet de rénovation extérieure du bâtiment ne rencontre pas les critères fixés par le règlement;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée est existante aux abords du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés dans cette bande;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'au moins vingt-cinq (25) arbustes est réalisée dans la bande gazonnée, et ce, à proximité des arbres et/ou entre ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement paysager permet d'améliorer l'image du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure du bâtiment, d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 565 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration

architecturale, notamment quant à la prédominance dans le paysage urbain du traitement architectural de la face avant de la marquise (trois (3) modules imposants de couleurs rouge, verte et orange).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

La conseillère Denise Picotin dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 12 septembre 2006.

La conseillère Denise Picotin traite surtout de l'enfouissement de fils.

1254/9/06 - Subvention de 500 $ - Ensemble Vocal de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à l'Ensemble Vocal de Drummondville à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1255/9/06 - Signature d'une entente à intervenir entre la Ville de Drummondville et madame Danielle Laplante pour la desserte en aqueduc

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec madame Danielle Laplante pour la desserte en aqueduc des lots 220-75 et ptie 220 du cadastre du canton de Wickham situés au 2776 boulevard Mercure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1256/9/06 - Approbation des descriptions techniques des différentes voies privées sur le territoire de la Ville de Drummondville et autorisation de procéder selon l'article 72 de la Loi sur les compétences municipales

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les descriptions techniques des différentes voies privées suivantes :

Nom de la rue	**Lots**	**Superficie totale**
CADASTRE OFFICIEL DE DRUMMONDVILLE – QUARTIER EST		
Celanese	2-180 Ptie, 2-186 Ptie, 2-202 Ptie, 2-212 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 213 rue Celanese au 253D rue Celanese, 301 rue Celanese au 305 rue Celanese et 331 rue Celanese.	**2,3 m^2**
Demers	2-231 Ptie, 2-256 Ptie, 2-257 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 2450 rue Demers au 2470 rue Demers et 381 rue Celanese au 381A rue Celanese.	**8,1 m^2**
Des Écoles	292 Ptie adjacent à la propriété portant les numéros civiques 552 rue des Écoles au 554 rue des Écoles.	**47,0 m^2**

Des Écoles	304 Ptie, 309 Ptie, 310 Ptie, 311 Ptie, 312 Ptie, 401 Ptie, 649 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 565 rue des Écoles au 623 rue des Écoles et 628A rue des Écoles au 628D rue des Écoles.	**92,0 m^2**
Du Moulin	402 Ptie, 405 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 230 rue du Moulin au 254 rue du Moulin.	**0,6 m^2**
Lafontaine	1-46 Ptie, 1-47 Ptie, 1-48 Ptie, 1-49 Ptie, 1-62 Ptie, 1-63 Ptie, 1-64 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 950 rue Lafontaine au 1030 rue Lafontaine et 207 rue Cherrier au 209 rue Cherrier.	**31,8 m^2**
Lindsay	108 Ptie, 109 Ptie, 198 Ptie, 199 Ptie, 200 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 650 rue Lindsay au 656 rue Lindsay.	**376,6 m^2**
Lindsay	177 Ptie, 178 Ptie, 179 Ptie, 180 Ptie, 181 Ptie, 182 Ptie, 183 Ptie, 184 Ptie, 690 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 512 rue Lindsay au 540 rue Lindsay.	**160,3 m^2**
Lindsay	185 Ptie, 186 Ptie, 187 Ptie, 188 Ptie, 189 Ptie, 190 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 550 rue Lindsay au 586 rue Lindsay.	**10,8 m^2**
Lindsay	191 Ptie, 192 Ptie, 193 Ptie, 194 Ptie, 195 Ptie, 196 Ptie, 197 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 604 rue Lindsay au 642 rue Lindsay.	**46,7 m^2**
Lindsay	202 Ptie, 675 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 607 rue Lindsay au 611 rue Lindsay et 641 rue Lindsay au 643B rue Lindsay.	**0,37 m^2**
Vassal	2-254-8 Ptie, 2-254-10 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 304 rue Vassal et 795 rue Lafontaine.	**3,6 m^2**
Brouillard	692 Ptie adjacent à la propriété portant les numéros civiques 619 rue Brouillard au 621 rue Brouillard.	**0,1 m^2**
Saint-Jean	111 Ptie, 177 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 122 rue Saint-Jean au 130 rue Saint-Jean.	**85,8 m^2**
Bérard	138-1 Ptie adjacent à la propriété portant les numéros civiques 123 rue Bérard au 129 rue Bérard.	**68,4 m^2**
Des Écoles	279 Ptie, 281 Ptie, 282 Ptie, 283 Ptie, 638 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 468 rue des Écoles au 490 rue des Écoles.	**10,5 m^2**
Lindsay	153 Ptie, 162 Ptie, 163 Ptie, 164 Ptie, 165 Ptie, 166 Ptie, 167 Ptie, 169 Ptie, 170 Ptie, 171 Ptie, 172 Ptie, 232 Ptie, 233 Ptie, 334 Ptie,633 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 284 rue Lindsay au 288 rue Lindsay et 400 rue Lindsay au 476 rue Lindsay.	**379,1 m^2**

Lindsay	173-2 Ptie, 173 Ptie, 174 Ptie, 175 Ptie, 176 Ptie, 176-2 Ptie, 223 ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 478 rue Lindsay au 510 rue Lindsay.	**25,9 m^2**
Moisan	431 Ptie, 432 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 439 rue Moisan au 441 rue Moisan et 241 rue Saint-Edouard au 245 rue Saint-Edouard.	**19,5 m^2**
Saint-Edouard	116 Ptie, 376 Ptie, 448 Ptie, 457-1 Ptie, 511 Ptie, 529 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 121 rue Saint-Edouard au 123 rue Saint-Edouard, 205 rue Saint-Edouard et 260 rue Saint-Edouard au 336 rue Saint-Edouard.	**41,2 m^2**
Saint-Jean	460-1 Ptie, 508 Ptie, 598 Ptie, 642 Ptie, 676 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 225 rue Saint-Jean au 303 rue Saint-Jean et 315 rue Saint-Jean au 319 rue Saint-Jean.	**42,5 m^2**
Boulevard Mercure	2-170 Ptie, 2-171 Ptie, 2-243 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 747 boul. Mercure au 749 boul. Mercure.	**56,8 m^2**
Cartier	2-138 Ptie, 2-140 Ptie, 2-141 Ptie, 2-142 Ptie, 2-143 Ptie, 2-144 Ptie, 2-145 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 201 rue Cartier au 237 rue Cartier et 774 rue Lafontaine.	**50,8 m^2**
Celanese	2-172 Ptie, 2-173 Ptie, 2-174 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 198 rue Celanese au 200 rue Celanese.	**33,5 m^2**
Brock	96 Ptie, 97 Ptie, 98 Ptie, 99 Ptie, 100 Ptie, 101 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 565 rue Brock au 601 rue Brock.	**51,8 m^2**
Brock	106 Ptie, 107 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 621 rue Brock au 627 rue Brock.	**1,3 m^2**
Du Moulin	7 Ptie adjacent à la propriété portant le numéro civique 640 rue Heriot.	**43,2 m^2**
Dunkin	18-1 Ptie, 671 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 584 rue Brock au 586 rue Brock et 570 rue Heriot.	**86,5 m^2**
Heriot	7-1 Ptie, 7-2 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 654 rue Heriot au 660 rue Heriot.	**6,4 m^2**
Brock	112 Ptie, 114 Ptie, 115 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 481 rue Brock au 487 rue Brock et 125 rue Saint-Jean.	**38,8 m^2**

CADASTRE OFFICIEL DE DRUMMONDVILLE – QUARTIER OUEST

Brock	14 Ptie, 15-4 Ptie adjacents à la propriété portant le numéro civique 75 rue Brock.	**964,4 m^2**
Saint-Georges	13 Ptie, 15 Ptie, 15-1 Ptie, 15-3 Ptie, 16 Ptie adjacents à la propriété portant le numéro civique 75 rue	**1 208,7 m^2**

	Brock.	
Du Pont	5 Ptie adjacent à la propriété portant les numéros civiques 30 rue du Pont à 65 rue du Pont ainsi qu'une partie vis-à-vis le canal d'amenée d'eau du barrage.	**329,8 m²**
Heriot	42 Ptie, 45 Ptie, 47 Ptie, 77 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 251 rue Heriot au 283 rue Heriot.	**15,6 m²**

CADASTRE OFFICIEL DE DRUMMONDVILLE – QUARTIER SUD

Dorion	99 Ptie, 100 Ptie, 101 Ptie, 102 Ptie, 103 Ptie, 104 Ptie, 104-1 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 210 rue Dorion au 222 rue Dorion et 161 rue Marchand au 167 rue Marchand.	**37,4 m²**
Lindsay	73 Ptie, 81 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 121 rue Lindsay et 175 rue Lindsay.	**12,8 m²**
Lindsay	62 Ptie, 63 Ptie, 63A Ptie, 64 Ptie, 277 Ptie, 285 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 198 rue Lindsay, 229 rue Lindsay au 247 rue Lindsay et 217 rue Brock.	**27,8 m²**
Newton	147-4 Ptie situé à l'intérieur des limites de rues au croisement de la rue Saint-Georges.	**0,3 m²**
Saint-Georges	140 Ptie, 141 Ptie, 142 Ptie, 151 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 166 rue Saint-Georges, 270 rue Saint-Georges au 300 rue Saint-Georges et 1500 rue Hébert.	**911,8 m²**

CADASTRE OFFICIEL DU CANTON DE GRANTHAM

Chemin du Golf	130-326 Ptie adjacent à la propriété portant le numéro civique 425 chemin du Golf.	**0,2 m²**

Le tout selon les paragraphes 1° et 2° de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* et autorisation de procéder selon ledit article.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1257/9/06 - Opinion du conseil en regard d'une demande de reconnaissance aux fins d'exemption de taxe formulée par Carrefour jeunesse-emploi Drummond à la Commission municipale du Québec

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes formulée par Carrefour jeunesse-emploi Drummond auprès de la Commission municipale du Québec, et ce, pour le local occupé au 749 du boulevard Mercure.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1258/9/06 - Autorisation à la compagnie Sears – Installation d'une tente pour une vente extérieure sur le site du 755 boulevard René-Lévesque

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la compagnie Sears à procéder à l'installation d'une tente pour une vente extérieure sur le site du 755 boulevard René-Lévesque du 12 au 16 octobre 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1259/9/06 - Autorisation à l'AFEAS femmes en mouvement – Installation de panneaux annonçant le Salon des métiers d'art qui se tiendra les 21 et 22 octobre 2006

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'AFEAS femmes en mouvement à installer des panneaux annonçant le Salon des métiers d'art qui se tiendra les 21 et 22 octobre 2006 au Cégep de Drummondville.

Lesdits panneaux seront installés de la façon suivante :

- 2 panneaux de 4 pieds par 8 pieds (panneaux publicitaires) :
  - à la sortie 177 de l'autoroute 20;
  - boulevard Mercure et boulevard Saint-Joseph;
- 1 panneau de 4 pieds par 6 pieds (panneau publicitaire) à l'intersection :
  - boulevard Saint-Joseph et Saint-Georges;
- 10 panneaux de 2 pieds par 2 pieds (panneaux indicatifs) aux intersections :
  - Saint-Georges et Pelletier;
  - Notre-Dame et Saint-Georges;
  - boulevard René-Lévesque et boulevard Saint-Joseph;
  - Saint-Georges et boulevard Saint-Joseph;
  - boulevard Saint-Joseph et Jean-de-Brébeuf;
  - boulevard Saint-Joseph et boulevard Mercure;
  - Marchand et boulevard Lemire;
  - Jean-de-Brébeuf et entrée de l'autoroute 55;
  - boulevard Saint-Joseph intersection Place Charpentier;
  - Saint-Georges à l'entrée du Cégep.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1260/9/06 - Autorisation à La Légion Royale Canadienne – Campagne du coquelicot et parade annuelle ainsi que l'achat d'une couronne

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise La Légion Royale Canadienne à tenir sa campagne du coquelicot du 27 octobre au 11 novembre 2006; et procéder à sa parade annuelle le 11 novembre 2006, selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec et la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, une somme de 100 $ sera remise à l'organisme pour défrayer le coût d'une couronne.

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1261/9/06 - Autorisation à monsieur Simon Perreault – Circulation au centre-ville avec une calèche lors d'une activité spéciale le 23 septembre 2006

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise monsieur Simon Perreault à circuler au centre-ville avec une calèche lors d'une activité spéciale le 23 septembre 2006, le tout selon les exigences des articles 636 à 642 inclusivement du règlement no 2700 et selon un parcours approuvé par la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1262/9/06 - Autorisation aux Groupes Scouts St-Pierre, St-Jean-Baptiste et

Saint-Nicéphore - Tenue de la vente de calendriers de porte-à-porte les 22, 23 et 24 septembre 2006

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Groupes Scouts St-Pierre, St-Jean-Baptiste et Saint-Nicéphore à tenir la vente de calendriers de porte-à-porte les 22, 23 et 24 septembre 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1263/9/06 - Autorisation à la mairesse aux fins d'agir à titre de mandataire dans le dossier de demande de subventions pour la réalisation d'un inventaire du patrimoine photographique du territoire et engagement de la Ville à participer financièrement au projet

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la mairesse aux fins d'agir à titre de mandataire dans le dossier de demande de subventions pour la réalisation d'un inventaire du patrimoine photographique du territoire. De plus, la Ville de Drummondville s'engage à participer financièrement au projet pour un montant évalué à 860 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1264/9/06 - Demande à l'Unité régionale de loisir et de sport du Centre-du-Québec d'accompagner le comité provisoire responsable d'une démarche de consultation et d'orientation en loisirs et culture pour le secteur Saint-Charles

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville demande à l'Unité régionale de loisir et de sport du Centre-du-Québec d'accompagner le comité provisoire responsable d'une démarche de consultation et d'orientation en loisirs et culture pour le secteur Saint-Charles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1265/9/06 - Signature d'un acte de servitude d'empiètement sur le lot 3 085 180 du cadastre du Québec (1875-1877 boulevard Saint-Joseph et 1-3 rue Saint-Alphonse)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude d'empiètement sur le lot 3 085 180 du cadastre du Québec situé aux 1875-1877 boulevard Saint-Joseph et 1-3 rue Saint-Alphonse.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1266/9/06 - Signature d'un acte de vente à être consenti à la Société en Commandite 595 St-Joseph d'une partie du lot 167-53 du cadastre du canton de Grantham (abrogeant et remplaçant la résolution no 975/7/06)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut

l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 167-53 du cadastre du canton de Grantham à la Société en Commandite 595 St-Joseph. Ledit terrain d'une superficie de trois mille six cent trente-cinq pieds carrés (3 635 pi^2) est vendu pour un prix de 16,32 $ le pied carré, soit un montant total de 59 323 $.

L'acquéreur assume en plus les frais reliés à la description technique, de même que les honoraires reliés au notaire.

De plus, la présente abroge et remplace la résolution no 975/7/06 adoptée le 3 juillet 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1267/9/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à madame Annie St-Amand et monsieur André Lacroix

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à madame Annie St-Amand et monsieur André Lacroix. Une partie de terrain d'une superficie de 2 601,64 pi^2 (241,7 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré et une autre partie de 687,81 pi^2 (63,9 m^2) au prix de 0,50 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 3 934,17 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1268/9/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Marc Rousseau

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Marc Rousseau. Une partie de terrain d'une superficie de 2 975,14 pi^2 (276,4 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré et une autre partie de 6 638,1 pi^2 (616,7 m^2) au prix de 0,50 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 7 424,74 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1269/9/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Guy Houle

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Guy Houle. Une partie de terrain d'une superficie de 2 108,65 pi^2 (195,9 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré et une autre partie de 6 317,34 pi^2 (586,9 m^2) au prix de 0,50 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 6 068,61 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1270/9/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Réal Dufort et madame Thérèse Beaulac

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville

de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Réal Dufort et madame Thérèse Beaulac. Une partie de terrain d'une superficie de 2 101,12 pi^2 (195,2 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré et une autre partie de 4 547,75 pi^2 (422,5 m^2) au prix de 0,50 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 5 173,42 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1271/9/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Marc Benoit et madame Martine Poirier

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Marc Benoit et madame Martine Poirier. Une partie de terrain d'une superficie de 2 102,19 pi^2 (195,3 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré et une autre partie de 2 413,27 pi^2 (224,2 m^2) au prix de 0,50 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 4 107,66 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1272/9/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Joseph Demers et madame Diane Pineau

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Joseph Demers et madame Diane Pineau. Une partie de terrain d'une superficie de 2 101,12 pi^2 (195,2 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré et une autre partie de 142,41 pi^2 (13,23 m^2) au prix de 0,50 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 2 970,75 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1273/9/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Georges Biron

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Georges Biron. Ledit terrain d'une superficie de 2 102,19 pi^2 (195,3 m^2) est vendu au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 2 901,02 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1274/9/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Luc Blanchard

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Luc Blanchard. Ledit terrain d'une superficie de 3 454,14 pi^2 (320,9 m^2) est vendu au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 4 766,71 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1275/9/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à madame Lucie Gélinas

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham à madame Lucie Gélinas. Ledit terrain d'une superficie de 5 262,48 pi^2 (488,9 m^2) est vendu au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 7 262,22 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1276/9/06 - Avis de motion du règlement no 3519 de façon à enlever le caractère de rue sur le lot 167-53 du cadastre du canton de Grantham

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3519 de façon à enlever le caractère de rue sur le lot 167-53 du cadastre du canton de Grantham.

1277/9/06 - Adoption du second projet de règlement no 3515-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3515-1, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'autoriser, pour les usages du groupe habitation, l'installation d'une piscine dans la partie latérale de la cour avant pour les terrains d'angle et d'angle transversal, selon certaines conditions, et ce, pour l'ensemble du secteur Saint-Nicéphore,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1278/9/06 - Adoption du second projet de règlement no 3516-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3516-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H09-17 à même une partie de la zone d'habitation actuelle H09-03, de manière à y inclure la majorité des terrains situés du côté nord-ouest de la rue Saint-Damase, entre les rues Saint-Albert et Notre-Dame;
- de maintenir, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages, normes et dispositions applicables à la construction que ceux autorisés dans la zone d'habitation H09-03, à l'exception de la densité nette maximale de logements par hectare pour des habitations bifamiliales, trifamiliales et multifamiliales de structure isolée où celle-ci est établie à cent vingt-cinq (125) au lieu de quatre-vingts (80), et d'abroger les dispositions particulières relatives aux marges aux abords d'une voie ferrée.

La zone d'habitation H09-03 actuelle est située entre la voie ferrée du Canadien National, le boulevard Saint-Joseph et les rues Notre-Dame et Saint-Damase,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1279/9/06 - Adoption du règlement no 3507 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3507 a été donné (réf : 1157/8/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3507 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer à même une partie de l'affectation industrielle I-2 (industrie 2) actuelle, une affectation résidentielle R-4 (forte densité) pour le secteur localisé au nord de la rue Hébert, approximativement entre le boulevard Garon, les rues Gosselin et Saint-Georges.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1280/9/06 - Adoption du règlement no 3508-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3508-1 a été donné (réf : 1160/8/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3508-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H02-30 à même la totalité de la zone industrielle I02-02 actuelle, de manière à autoriser des habitations multifamiliales ainsi que des habitations collectives de type isolé, de prévoir en conséquence les normes applicables à la construction et d'assujettir ladite zone au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);
- d'abroger la zone industrielle I-02-02.

La zone industrielle I02-02 est localisée approximativement entre les rues Hébert, Gosselin, Saint-Georges et le boulevard Garon.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1281/9/06 - Adoption du règlement no 3510-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3510-1 a été donné (réf : 1166/8/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3510-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire pour la zone d'habitation H04-01.

La zone visée inclut les terrains situés de part et d'autre des rues Belcourt, Prince, du Moulin et Poirier, entre la rue Lindsay et la rivière St-François.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1282/9/06 - Adoption du règlement no 3511 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3511 a été donné (réf : 1169/8/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3511, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'identifier l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) pour le secteur localisé au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Pierre, Saint-Georges et le boulevard Lemire;
- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation publique et institutionnelle P-1 actuelle, de manière à y inclure une partie de terrain située du côté sud-est de la rue Saint-Georges;
- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même une partie de l'affectation publique et institutionnelle P-1 actuelle, de manière à y inclure une portion de terrain située au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Georges, Saint-Germain et le boulevard Lemire.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1283/9/06 - Adoption du règlement no 3512-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3512-1 a été donné (réf : 1172/8/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3512-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H11-29 à même une partie de la zone communautaire P07-02, de manière à y inclure une partie de terrain située du côté sud-est de la rue Saint-Georges et prévoir, pour ladite zone, l'établissement d'une zone tampon ainsi que les aménagements prévus à l'intérieur de celle-ci;
- d'agrandir la zone commerciale C07-01 à même une partie de la zone communautaire P07-02, de manière à y inclure une portion de terrain située au sud de la rivière Saint-Germain, approximativement entre les rues Saint-Georges, Saint-Germain et le boulevard Lemire, et prévoir, pour ladite zone, des dispositions particulières à l'égard des usages autorisés à l'intérieur de la portion de la zone commerciale agrandie.

Les zones visées sont situées approximativement entre les rues Pelletier, Saint-Pierre, Marchand et le boulevard Lemire.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1284/9/06 - Adoption du règlement no 3513 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3513 a été donné (réf : 1175/8/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3513 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) à même une partie de l'affectation résidentielle R-X (zone Hx) actuelle, de manière à y inclure une portion de terrain située de part et d'autre de la rue de la Commune, située approximativement entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Bertrand projetée ainsi qu'une portion de terrain (lot 298P) du cadastre du canton Grantham située au sud de la rue de la Commune, localisée approximativement entre la ligne séparatrice des lots 297 et 298 du cadastre du canton Grantham, le prolongement de la rue St-Laurent prévu et une rue locale projetée;
- de créer, à même une partie de l'affectation résidentielle R-X (zone Hx) actuelle, une affectation commerciale C-1 (commerce de voisinage) pour le secteur localisé au nord de l'intersection des rues St-Laurent et de la Commune.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1285/9/06 - Adoption du règlement no 3514-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3514-1 a été donné (réf : 1178/8/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3514-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H07-61 à même une partie de la zone d'habitation H07-40, de manière à y inclure une partie de terrain située de part et d'autre de la rue de la Commune;
- de créer la zone d'habitation H07-62 à même une partie des zones d'habitation H07-39 et H07-55 actuelles, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-63 à même une partie des zones d'habitation H07-39 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-64 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales de type isolé ainsi que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de créer la zone d'habitation H07-65 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations bifamiliales de type isolé;
- de créer la zone commerciale C07-16 à même une partie de la zone d'habitation H07-55 actuelle, de manière à autoriser des habitations unifamiliales, bifamiliales, mixtes ainsi que certains usages commerciaux de structure isolée, de même que l'usage accessoire « maison intergénérations »;
- de prévoir en conséquence, pour les usages autorisés, les normes applicables à la construction de bâtiments;
- d'assujettir les nouvelles zones créées à des exigences en matière de plantation d'arbres;
- d'assujettir les nouvelles zones créées au règlement de plan d'aménagement d'ensemble (P.A.E.);
- d'assujettir l'usage accessoire « maison intergénérations » ainsi que les zones d'habitation H07-65 et commerciales C07-16 au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.).

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1286/9/06 - Adoption du règlement no 3517 modifiant le règlement no 2958 déjà amendé par les règlements nos 3035, 3081 et 3168 concernant le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3517 a été donné (réf : 1226/9/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3517 modifiant le règlement no 2958 déjà amendé par les règlements nos 3035, 3081 et 3168 concernant le Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Sécurité aux abords des écoles

Le conseiller Alain Martel invite les automobilistes à faire preuve de prudence aux abords des zones scolaires. Il félicite les brigadiers / brigadières pour leur travail.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Madame Berthe Tessier

Il avait été dit qu'une entente devait intervenir entre la Ville et Waste Management pour le rejet des eaux de lixiviat dans les conduites municipales, cette dernière est-elle signée?

- Madame la mairesse confirme que l'entente fait l'objet de discussions et devrait être signée sous peu.

Madame Berthe Tessier

Y a-t-il un rapport entre l'entente intervenue entre la Ville de Saint-Nicéphore et Sanipan laquelle se termine le 31 décembre 2006 et les eaux de lixiviation ?

- Madame la mairesse est d'avis qu'il s'agit de 2 dossiers différents, et qu'il n'est pas question de mêler les 2 dossiers.

Monsieur Christian Rajotte

Monsieur Rajotte demande pourquoi il n'y a aucun bac de récupération dans le secteur où il demeure.

- Le conseiller Pierre Levasseur rappelle que la Ville a fait un projet pilote et qu'actuellement l'équipe travaille sur la conception d'un nouveau bac pour 7 logements et plus.

Le comité environnement et le conseil évalueront la possibilité d'élargir le procédé à l'ensemble des développements et différents scénarios seront soumis.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 2 octobre 2006.

1287/9/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h00.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

2 OCTOBRE 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 2 octobre 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1288/10/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1289/10/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 18 septembre 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 18 septembre 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Proclamation de la Semaine de la Prévention des incendies

Madame la mairesse proclame la période du 8 au 14 octobre 2006, Semaine de la Prévention des incendies.

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

1290/10/06

- Restauration du Manoir Trent
(Soumission no PROJ-2006-155 – Ouverture 21.09.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Robert Pelletier, architecte, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la soumission de Construction Benoît Moreau inc. au montant de 193 133,85 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :
– Une pétition des résidants de la rue de la Paix (secteur Saint-Nicéphore);
ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

1291/10/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 5 septembre au 2 octobre 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 10 082 766,64 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du trésorier au 31 août 2006

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport du trésorier pour la période se terminant le 31 août 2006.

1292/10/06 - Dépôt des indicateurs de gestion 2005

La conseillère Denise Picotin dépose les indicateurs de gestion 2005, tel que requis par le ministère des Affaires municipales.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1293/10/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 189 de la rue Heriot (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 189 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative d'un virgule vingt et un mètre carré (1,21 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est constituée de lettres détachées ainsi que d'une enseigne secondaire (logo) lesquelles sont éclairées par réflexion et sont réalisées avec un matériau imitant le bois;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est installée sur le bandeau d'affichage prévu à cette fin et que cette dernière est localisée à gauche de l'entrée principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne, soit entre autres, le blanc et le vert sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible et ne rendent pas cette dernière prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé contribue positivement à l'image globale de l'affichage du secteur et favorise le développement de l'identité propre au centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 189 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse se retire pour la présentation du dossier suivant :

1294/10/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 449 de la rue Heriot (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 449 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de

bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer le revêtement extérieur (stuc) par un revêtement d'enduit d'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les allèges des ouvertures ainsi que le bas des murs sont recouverts d'enduit d'acrylique de couleur brun pâle;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs du matériau proposé (enduit d'acrylique) ainsi que de la pierre existante sur le bâtiment s'harmonisent ensemble et assurent également une continuité avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les travaux permettent de respecter le caractère architectural du bâtiment et contribuent au développement d'une harmonisation du cadre bâti du secteur;

CONSIDÉRANT QUE la rénovation extérieure du bâtiment permet d'améliorer l'image globale de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 449 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse reprend son siège.

1295/10/06 - Acceptation des travaux de construction de nouveaux bâtiments qui seront situés aux 890 et 900 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction de nouveaux bâtiments qui seront situés aux 890 et 900 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.27);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux de construction de nouveaux bâtiments sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire deux (2) bâtiments résidentiels à logements multiples;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction s'effectue aux abords d'un secteur protégé (rue Biron) à l'intérieur duquel on retrouve plusieurs résidences présentant un intérêt d'ordre patrimonial;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) bâtiments ont des gabarits différents, soit :

<u>pour le bâtiment situé à l'intersection des rues Saint-Pierre et Biron</u>

- une superficie approximative de trois cent quatre-vingt-treize virgule cinq mètres carrés (393,5 m^2);
- une longueur du mur donnant vers la rue Saint-Pierre d'environ trente et un virgule deux mètres (31,2 m);
- une hauteur maximale de neuf virgule quatre mètres (9,4 m) représentant trois (3) étages;

<u>pour le bâtiment situé près de la rivière Saint-Germain et aux abords de la rue Saint-Pierre</u>

- une superficie approximative de cinq cent seize virgule quatre mètres carrés (516,4 m^2);

- une longueur du mur donnant vers la rue Saint-Pierre d'environ quarante et un virgule un mètres (41,1 m);
- une hauteur maximale de neuf virgule quatre mètres (9,4 m) représentant trois (3) étages;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des bâtiments respecte celle des bâtiments résidentiels à logements multiples situés à proximité du projet de construction;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction de deux (2) bâtiments résidentiels à logements multiples respecte en partie le milieu environnant et les constructions existantes du secteur limitrophe;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- principalement de la brique d'argile de couleur rouge;
- du clin de fibre de ciment (fibro-ciment) de couleur beige pour certaines parties des murs, soit en dessous et au-dessus de certaines ouvertures et quelques murs en pignon;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE les murs avant des bâtiments sont réalisés avec des modulations (avancées et/ou décrochés), ce qui limite la linéarité des murs;

CONSIDÉRANT QUE les façades avant et arrière sont animées de nombreuses ouvertures;

CONSIDÉRANT QUE toutes les ouvertures sont aménagées d'un carrelage et que les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE tous les balcons desservant les logements sont orientés vers la rue Saint-Pierre et que ces derniers sont ceinturés de garde-corps en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les entrées aux bâtiments sont protégées par des marquises supportées de colonnes, ce qui permet de bien orienter les usagers et d'agrémenter le traitement architectural des façades;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que coins français et briques posées en soldat ainsi que des ornementations telles que volets posés à certaines ouvertures et grilles de ventilation dans les pignons permettent de bonifier la qualité architecturale des bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux utilisés sont nobles et de qualité;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs proposées s'harmonisent ensemble ainsi qu'avec celles se retrouvant sur les bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation des bâtiments permet de fermer le cadre bâti sur la rue Saint-Pierre et s'inscrit en continuité avec l'implantation des bâtiments environnants;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment situé à l'intersection des rues Biron et Saint-Pierre marque le coin;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des cases de stationnement sont localisées en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont peu visibles de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QUE les entrées charretières sont aménagées en bordure de la rue Saint-Pierre et qu'aucun accès n'est aménagé à partir de la rue Biron, ce qui limite les intrusions possibles dans la zone résidentielle unifamiliale située près du projet;

CONSIDÉRANT QUE quatre (4) accès piétonniers menant aux bâtiments sont réalisés en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE des arbres, des haies et/ou des clôtures sont prévus dans les espaces libres;

CONSIDÉRANT QUE peu d'informations sont disponibles sur la plantation et/ou l'aménagement du terrain;

CONSIDÉRANT QU'un enclos à déchets est prévu près de la limite de propriété de la résidence unifamiliale donnant sur la rue Biron et localisée immédiatement derrière les bâtiments projetés, ce qui peut occasionner des inconvénients aux occupants de ladite résidence;

CONSIDÉRANT QU'aucune remise n'est prévue sur les sites et qu'il y aura lieu de porter une attention particulière à leur localisation, au besoin;

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction de nouveaux bâtiments (tel que mentionné ci-dessus) qui seront situés aux 890 et 900 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **reporte** l'acceptation relativement aux travaux d'aménagement du terrain à une séance ultérieure.

Le conseiller Yves Grondin vote contre, il aurait préféré un projet différent.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Vote ***CONTRE***
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Yves Grondin
M. Denis Chamberland	
M. Gilles Fontaine	
M. Jocelyn Gagné	
M. Mario Jacques	
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
M. Alain Martel	
Mme Denise Picotin	
Me Jean Shooner	
Me Christian Tourigny	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

1296/10/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 180 de la rue Saint-Albert (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 180 de la rue Saint-Albert (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer les fenêtres d'une partie du bâtiment, soit environ cent quarante-neuf (149) fenêtres de type « à guillotine », situées dans la section gauche de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le style, la typologie, les dimensions et le rythme d'espacement des fenêtres sont conservés;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des fenêtres sont en aluminium de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE les travaux s'effectuent dans le respect du style architectural propre au bâtiment, en continuité avec celui-ci, et contribuent à améliorer l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 180 de la rue Saint-Albert (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1297/10/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 150 du cours des Morilles (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 150 du cours des Morilles (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial d'une superficie approximative de soixante-trois mètres carrés (63 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant droite;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (marquise et jeux de toiture), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :

<u>pour les murs</u>
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur verte;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée (noir et vert);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 5 septembre 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins sept (7) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de cent millimètres (100 mm – 10 cm) allant jusqu'à cent soixante millimètres (160 mm – 16 cm) sont inventoriés et seront conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve principalement de l'érable et du frêne comme essences d'arbres;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) conifères d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente environ quatorze virgule un pour cent (14,1 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet tout de même un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 150 du cours des Morilles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1298/10/06 - Acceptation des travaux d'installation d'enseignes rattachées aux bâtiments pour l'établissement situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'enseignes rattachées aux bâtiments pour l'établissement situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.30);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées aux bâtiments sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

<u>sur le bâtiment principal</u>

- deux (2) enseignes (Dépanneur Quali-T) d'une superficie approximative respective d'un virgule trente-cinq mètre carré (1,35 m^2);
- deux (2) enseignes (Lave-auto Aquajet) d'une superficie approximative respective de zéro virgule quatre-vingt-dix-huit mètre carré (0,98 m^2);

sur la marquise

- trois (3) enseignes (Esso) d'une superficie approximative respective de zéro virgule quatre-vingt-huit mètre carré (0,88 m^2);

Bâtiment principal

CONSIDÉRANT QU'une (1) des deux (2) enseignes annonçant le Dépanneur Quali-T est installée au-dessus de la porte d'accès à l'établissement laquelle est orientée vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) enseignes annonçant le Lave-auto Aquajet sont installées au-dessus des portes d'accès ouvrant sur un axe horizontal (de type « garage »), et ce, à même le mur en pignon marquant lesdites portes;

CONSIDÉRANT QU'une enseigne annonçant le Dépanneur Quali-T est installée sur le mur avant orienté vers la rue Saint-Pierre, et ce, à même le mur en pignon;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes annonçant le mot « Esso » sont appliquées sur la face avant de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont principalement composées de lettres détachées lumineuses;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes sont le rouge, le blanc, le jaune et le noir;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes rattachées aux bâtiments ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain et utilisent bien les espaces disponibles à ces fins;

CONSIDÉRANT QUE de par leurs dimensions, leurs superficies et leurs traitements, les enseignes rattachées aux bâtiments ne nuisent pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage s'harmonise avec les autres enseignes rattachées au bâtiment situées dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'enseignes rattachées aux bâtiments (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1299/10/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 194 de la rue Dorion (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 194 de la rue Dorion (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.31);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne projetante constituée d'une plaque de bois d'une superficie approximative de zéro virgule cinquante mètre carré (0,50 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est installée sur la façade principale du bâtiment, soit à droite de l'entrée de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de métal (fer forgé) de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu et le blanc, ne rendent pas l'enseigne prédominante dans l'environnement et ne nuisent pas à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 194 de la rue Dorion (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1300/10/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1055 du boulevard Mercure (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1055 du boulevard Mercure (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.32);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de trois virgule quarante-huit mètres carrés (3,48 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée et constituée d'un matériau imitant le bois est installée à plat sur le bandeau d'affichage, soit au-dessus de la porte d'accès à l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne, soit entre autres, le rose, le blanc et le noir, sont des couleurs qui s'harmonisent bien entre elles et avec celles que l'on retrouve dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions et la localisation de l'enseigne permettent une bonne utilisation de l'espace disponible et ne rendent pas cette dernière prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le bandeau d'affichage (bandeau métallique) est repeint de couleur bourgogne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1055 du boulevard Mercure (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1301/10/06 - Acceptation des travaux de construction d'un bâtiment accessoire qui sera situé au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un bâtiment accessoire qui sera situé au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.33);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un bâtiment accessoire sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (entrepôt) d'une superficie approximative de huit cent vingt mètres carrés (820 m^2), le tout sur un (1) étage et d'une hauteur d'environ dix mètres (10 m);

CONSIDÉRANT QUE les revêtements sont :
- pour les murs : de l'acier de couleur blanche;
- pour la toiture : de l'acier de couleur orange;

CONSIDÉRANT QUE les portes ouvrant sur un axe horizontal (de type « garage ») sont de couleur blanche et que ces dernières ne sont pas visibles des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment accessoire (hauteur et superficie) s'apparente à celui des autres bâtiments situés à proximité;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment accessoire est implanté à l'arrière des bâtiments accessoires existants, ce qui réduit grandement sa présence dans le paysage urbain et sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE de par son traitement architectural, le bâtiment s'harmonise avec les autres bâtiments existants sur le site;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le bâtiment accessoire a peu d'impact sur le secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un bâtiment accessoire (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1302/10/06 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.35);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à agrandir une aire de stationnement (environ treize (13) cases) et à réaménager une partie de l'aire existante (environ quinze (15) cases);

CONSIDÉRANT QUE les travaux s'effectuent dans une cour avant donnant vers la rue Dunkin, soit à l'arrière de la chaufferie;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées d'au moins deux mètres (2 m) de largeur sont conservées aux abords de la rue Dunkin;

CONSIDÉRANT QUE quatre (4) arbres matures sont abattus;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm), soit trois (3) conifères et deux (2) feuillus, sont plantés aux abords de la rue Dunkin;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux ont peu d'impact sur la voie de circulation et que ceux-ci s'effectuent en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 570 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1303/10/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 609 de la rue Lindsay (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 609 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.36);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne projetante constituée d'un matériau imitant le bois d'une superficie approximative de zéro virgule quatre-vingts mètre carré (0,80 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est éclairée par réflexion et est installée sur un poteau supportant la marquise, soit dans la partie droite du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de métal (fer forgé) de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bourgogne, le vert, l'or, le beige et le blanc, ne rendent pas l'enseigne prédominante dans l'environnement et ne nuisent pas à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 609 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1304/10/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1435 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 1435 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.37);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de deux virgule zéro huit mètres carrés (2,08 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est apposée sur le revêtement métallique de couleur grise situé en partie supérieure du mur avant donnant vers le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est éclairée par réflexion et est composée principalement de lettres détachées;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs du message de l'enseigne sont le bleu, le vert et le gris;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne rattachée au bâtiment ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage s'harmonise avec les autres enseignes rattachées au bâtiment situées dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1435 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1305/10/06 - Acceptation des travaux de démolition pour le bâtiment situé aux 258-260 de la rue Moisan (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé aux 258-260 de la rue Moisan (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.38);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment érigé aux 258-260 de la rue Moisan (secteur Drummondville);

CONSIDÉRANT QUE selon l'inventaire architectural réalisé par la Corporation Rues Principales, le bâtiment est de catégorie CC, soit un bâtiment ayant subi des altérations majeures mais dont le modèle original est identifiable;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment dont l'usage est résidentiel présente peu d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment éprouve de sérieux problèmes de stabilité dus principalement à un affaissement du sol;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site sera occupé par une nouvelle construction résidentielle, dont la construction est prévue au plus tard en 2007;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné par la pose de plaques de tourbe ou ensemencé, et ce, dès la fin des travaux de démolition du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain, et ce, à proximité du trottoir;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 258-260 de la rue Moisan (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale. Les travaux d'aménagement du terrain (engazonnement et plantation d'arbres) doivent être terminés au plus tard trois (3) mois après la date d'émission du permis de démolition. De plus, les travaux de construction d'un nouveau bâtiment principal doivent être complétés au plus tard le 31 décembre 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 26 septembre 2006.

1306/10/06 - Prolongation de la période de probation du chef de prévention incendie jusqu'au 30 juin 2007

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la prolongation de la période de probation du chef de prévention incendie, monsieur Eugène Poirier, et ce, jusqu'au 30 juin 2007.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1307/10/06 - Signature d'un contrat de services à intervenir avec monsieur Bernard Mailhot pour l'élaboration d'un bottin des ressources pouvant être utilisé lors du déploiement des mesures d'urgence

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat de services à intervenir avec monsieur Bernard Mailhot pour l'élaboration d'un bottin des ressources pouvant être utilisé lors du déploiement des mesures d'urgence.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1308/10/06 - Délégation du directeur du Service de sécurité incendie monsieur Georges Gagnon au comité CSST-Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la délégation du directeur du Service de sécurité incendie monsieur Georges Gagnon au comité CSST-Service de sécurité incendie en remplacement de monsieur Éric Steingue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1309/10/06 - Subvention de 100 $ - Fondation du centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS)

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à la Fondation du centre hospitalier universitaire de Sherbrooke (CHUS) à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1310/10/06 - Subvention de 200 $ - Chorale au Fil des ans

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 200 $ à la Chorale au Fil des ans à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1311/10/06 - Subvention de 100 $ - Association des Parents et Amis du Malade Émotionnel (A.P.A.M.E.)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à l'Association des Parents et Amis du Malade Émotionnel (A.P.A.M.E) à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1312/10/06 - Subvention de 150 $ - Groupe de relation d'aide des maladies intestinales (GRAMI)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 150 $ au Groupe de relation d'aide des maladies intestinales (GRAMI) à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1313/10/06 - Délégation du conseiller Jocelyn Gagné à la Journée annuelle régionale de santé publique qui se tiendra à Nicolet le 12 octobre 2006

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville délègue le conseiller Jocelyn Gagné à la Journée annuelle régionale de santé publique qui se tiendra à Nicolet le 12 octobre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1314/10/06 - Délégation du conseiller Pierre Levasseur à un colloque sur la gestion des matières résiduelles qui se tiendra à Trois-Rivières les 7 et 8 novembre 2006

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville délègue le conseiller Pierre Levasseur à un colloque sur la gestion des matières résiduelles qui se tiendra à Trois-Rivières les 7 et 8 novembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1315/10/06 - Délégation du conseiller Denis Chamberland et de monsieur Roger Leblanc, directeur du Service développement durable et environnement au comité de vigilance du lieu d'enfouissement du secteur Saint-Nicéphore et de madame Denise Picotin à titre de substitut

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville délègue le conseiller Denis Chamberland et monsieur Roger Leblanc, directeur du Service développement durable et environnement à titre de représentants de la Ville au comité de vigilance du lieu d'enfouissement du secteur Saint-Nicéphore. Madame Denise Picotin agira à titre de substitut.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1316/10/06 - Autorisation aux conseillers Pierre Levasseur et Jocelyn Gagné à voter lors de l'assemblée générale annuelle du Réseau québécois de Villes et Villages en santé les 26 et 27 octobre 2006, et ce, à titre de représentants de la Ville

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les conseillers Pierre Levasseur et Jocelyn Gagné à voter lors de l'assemblée générale annuelle du Réseau québécois de Villes et Villages en santé qui se tiendra à Sainte-Adèle les 26 et 27 octobre 2006, et ce, à titre de représentants de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1317/10/06 - Autorisation au conseiller Jocelyn Gagné de participer à une formation offerte par l'Université Laval les 30 octobre et 1er novembre 2006

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le conseiller Jocelyn Gagné à participer à une formation offerte par l'Université Laval les 30 octobre et 1er novembre 2006

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1318/10/06 - Autorisation au Ministère des Transports du Québec - Aménagement à l'intersection de la route 139 et du chemin Tourville

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Ministère des Transports du Québec aux fins de procéder à un aménagement à l'intersection de la route 139 et du chemin Tourville de façon à améliorer la sécurité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1319/10/06 - Demande au Ministère des Transports du Québec – Limiter la vitesse à 70 km/h sur le boulevard Saint-Joseph entre la zone actuelle de 50 km et le 5226 Route 143

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville demande au Ministère des Transports du Québec de limiter la vitesse à 70 km/h sur le boulevard Saint-Joseph entre la zone actuelle de 50 km et le 5226 Route 143.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1320/10/06 - Autorisation à Moto Club Drummond inc. – Droits de passage dans les limites de la Ville de Drummondville (saison hivernale 2006-2007)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville consente à Moto Club Drummond inc., pour la période du 15 novembre 2006 au 15 avril 2007, les droits de passage suivants :

1. traverse du boulevard Saint-Joseph à la hauteur de la 110e Avenue, pour rejoindre le restaurant Horace Poutine, longeant le boulevard Saint-Joseph nord-sud et la piste cyclable pour se rendre aux tours électriques, même circuit que les motoneiges, avec panneau indiquant « traverse VTT »;
2. circulation sur la rue Georges-Couture, sur une distance d'un (1) mètre à partir de la 110e Avenue pour rejoindre le garage J. Nolin et Horace Poutine, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;
3. circulation à partir du S.I.U.C.Q. vers le boulevard Saint-Joseph;
4. circulation à partir de l'ex-voie ferrée longeant le ruisseau jusqu'au boulevard Jean-de-Brébeuf ainsi que circulation à partir de l'ex-voie ferrée longeant le collecteur Saint-Onge du côté est et la piste cyclable jusqu'au boulevard Jean-de-Brébeuf;
5. traverse du boulevard Jean-de-Brébeuf, près de la bretelle de l'autoroute 55 avec panneau indiquant « traverse VTT » et circulation le long de la bretelle de l'autoroute 55 jusqu'à la clôture du pénitencier, tel que déjà établi (période d'un (1) an);
6. circulation le long de la bretelle de l'autoroute 55 jusqu'à la clôture du pénitencier et circulation le long de l'autoroute 55 sur le terrain de la Marconi jusqu'à la 123e Avenue;
7. circulation sur le boulevard Jean-de-Brébeuf, sur une distance d'environ 500 mètres, à partir de la sortie existante près du pénitencier pour rejoindre la terre de monsieur Stéphane Pitre, voisin de monsieur Armand Chandonnet (3040 boulevard Jean-de-Brébeuf), avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;
8. circulation dans le 5e Rang sur une distance d'environ 500 mètres à partir de la terre de monsieur Claude Grisé (2405, 5e Rang) pour rejoindre Gazon Drummond, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;

9. circulation dans le 5e Rang, à partir du 1520, 5e Rang jusqu'à la voie ferrée (300 mètres), avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;
10. circulation dans le 5e Rang sur une distance d'environ 500 mètres à partir du chemin de fer jusqu'à Gazon Drummond, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;
11. traverse dans le 5e Rang à la hauteur de Gazon Drummond pour rejoindre la terre de monsieur Proulx, avec panneau indiquant « traverse de VTT »;
12. circulation sur la rue Laviolette sur une distance de 2,5 mètres pour rejoindre le restaurant Chez Louis et Couche Tard, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;
13. traverse du boulevard Lemire sur la piste cyclable au même endroit que les motoneiges, avec panneau indiquant « traverse de VTT »;
14. circulation côté sud de l'aéroport, sur le terrain de l'aéroport appartenant à la Ville de Drummondville, à la limite de Saint-Nicéphore jusqu'au boulevard Allard tel que déjà établi (période d'un (1) an);
15. traverse du boulevard Allard à la hauteur du chalet de l'aéroport, avec panneau indiquant « traverse de VTT »;
16. circulation sur le boulevard Allard, sur une distance de 475 mètres à partir du chalet de l'aéroport jusqu'au sentier de VTT, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;
17. circulation sur une distance d'environ 100 pieds sur la Route 139 à Saint-Nicéphore à partir de la propriété de monsieur Paul Paul-Hus jusqu'en face de Remorquage Normand Dionne (2345, Route 139), avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;
18. traverse sur la Route 139 à Saint-Nicéphore, à la hauteur de Remorquage Normand Dionne (coin Lemaire et Route 139) avec panneau indiquant « traverse de VTT »;
19. traverse de la Route 139 à la hauteur du boulevard Mercure, avec panneau indiquant « traverse VTT »;
20. circulation sur la Route 139 sur une distance de 475 mètres linéaires jusqu'au cimetière avec traverse au boulevard Saint-Joseph avec :
    - panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;
    - panneau indiquant la traverse VTT ;
21. traverse à la hauteur du Motel Blanchet situé au 225, boulevard Saint-Joseph Ouest pour rejoindre la station Pétro-T avec panneau indiquant « traverse de VTT », et ce, au même endroit que les motoneiges;
22. traverse à la hauteur du 1200 boulevard Saint-Joseph Ouest (Drummond Moto) pour rejoindre le terrain de l'Autodrome Drummond, avec panneau indiquant « traverse VTT »;
24. traverse de chemin VTT, rue Saint-Roch pour le sentier projeté de CV-Tech, jusqu'au boulevard Lemire, voie partagée VTT chez Rose Drummond et par la suite voie partagée VTT, au Pétro-T de la rue Jean-Berchmans-Michaud.

à l'exception du numéro suivant :

23. circulation sur le Rang 5, à la hauteur du Club de Golf des Érables, environ 1,8 kilomètres, avec panneau indiquant « voie partagée VR/VTT »;

De plus, la Ville n'engage aucune responsabilité et se réserve le droit d'évaluer le dossier en cours de saison advenant que des problèmes majeurs soient portés à l'attention de la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1321/10/06 - Autorisation au Club Quad Centre-du-Québec – Droits de passage dans les limites de la Ville de Drummondville (secteur Saint-Charles) (saison hivernale 2006-2007)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville consente au Club Quad Centre-du-Québec, pour la période du 15 novembre 2006 au 15 avril 2007, les droits de passage suivants :

1. rue Aurèle;
2. rue Toutant;
3. 3ième Rang;
4. 2ième Avenue;
5. rue du Repos;
6. rue Généreux;

7. chemin Hemming, partagé avec les motoneiges.

De plus, la Ville n'engage aucune responsabilité et se réserve le droit d'évaluer le dossier en cours de saison advenant que des problèmes majeurs soient portés à l'attention de la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1322/10/06 - Autorisation à l'Association Régionale Des Autoneigistes de Drummondville (ARDAD) – Droits de passage sur le territoire de la Ville de Drummondville, des secteurs Saint-Nicéphore et Saint-Charles pour la période hivernale 2006-2007

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les droits de passage à l'Association Régionale Des Autoneigistes de Drummondville (ARDAD) sur le territoire de la Ville ainsi que des secteurs Saint-Nicéphore et Saint-Charles, pour la période du 15 novembre 2006 au 15 avril 2007, et ce, aux endroits suivants :

Secteur Drummondville :

1. traverse sur le chemin du Golf Ouest, côté nord du boulevard Patrick vis-à-vis de l'accotement;
2. traverse sur le chemin du Diable à l'intersection de l'entrée pour l'usine d'épuration;
3. traverse sur le boulevard Patrick face aux tours d'Hydro-Québec avant la route Farley;
4. traverse sur le boulevard Saint-Joseph après la rue Lapéro au nord-ouest;
5. traverse sur le boulevard Saint-Joseph vis-à-vis de la rue Richard;
6. traverse sur la rue Saint-Roch derrière Kubota;
7. traverse sur le 5e Rang Ouest, traverse actuelle exacte;
8. traverse sur le boulevard Lemire sur la piste cyclable à côté de l'école garderie;
9. traverse sur le boulevard Saint-Joseph à l'intersection de la 110e Avenue;
10. traverse sur la rue Marconi près du boulevard Saint-Joseph;
11. traverse sur le boulevard Mercure à l'intersection de la 123e Avenue;
12. circulation sur environ 200 mètres sur le boulevard Jean-de-Brébeuf le long du viaduc de l'autoroute 55;
13. traverse sur le boulevard Jean-de-Brébeuf entre la rue Saint-Onge et la bretelle de l'autoroute 55;
14. traverse sur le 5e Rang Ouest vis-à-vis le no civique 2300, entre la grange et l'écurie;
15. traverse sur la rue Canadien vis-à-vis du lot en friche entre autobus Thomas et Drap Santé;
16. traverse sur la rue Bernier en arrière de CV-Tech;
17. traverse sur la rue Janelle entre Métallus et Core Compétence;
18. traverse sur le boulevard Lemire de biais vis-à-vis la rue Paris;
19. traverse sur la rue Michaud;
20. traverse sur le boulevard Jean-de-Brébeuf face à la résidence de monsieur Jean-Paul Lambert.

Secteur Saint-Nicéphore :

1. circulation sur 200 mètres sur le boulevard Mercure aux nos civiques 2907 et 2911, près du Motel Nancy;
2. traverse au 1040 chemin de l'Aéroport;
3. circulation sur une distance de 0,1 km sur la rue de la Cordelle près du 5900 boulevard St-Joseph;
4. traverse sur la rue des Sapins face aux nos civiques 310 et 315 et la rue Moreau;
5. circulation sur une distance de 0,2 km sur la Route Caya près du chemin Tourville vers l'autoroute 55;
6. traverse sur la route Caya près du 4335;
7. traverse sur le chemin Tourville près du 8660;
8. traverse sur le chemin Tourville à 500 mètres de la Route Caya vers la Route 139;
9. traverse sur la rue Fleury sous la tour électrique;
10. traverse sur la Route Caya à l'intersection de la Route 143.

Secteur Saint-Charles :

1. traverse sur le boulevard Foucault près du 1500;
2. traverse sur la rue Montplaisir près du boulevard Foucault;
3. circulation sur une distance de 150 mètres sur le chemin Hemming près du dépanneur;
4. traverse sur le chemin Hemming près du dépanneur;
5. traverse sur la rue du Repos près du dépanneur;
6. traverse sur la rue Aurèle sous la ligne électrique;
7. traverse sur le chemin Milot sous la ligne électrique;
8. circulation sur une distance de 200 mètres sur le chemin Hemming à la division de Saint-Charles et de Saint-Lucien;
9. traverse sur le rang de la Commune sous la ligne électrique;
10. traverse sur le 4e Rang sous la ligne électrique;
11. circulation sur une distance de 150 mètres sur le 3e Rang près de la voie ferrée;

à l'exception du numéro suivant :

12. circulation sur une distance de 400 mètres sur la rue Généreux.

De plus, la Ville n'engage aucune responsabilité et se réserve le droit d'évaluer le dossier en cours de saison advenant que des problèmes majeurs soient portés à l'attention de la Sûreté du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1323/10/06 - Appui à la démarche du Canadien National auprès des autorités de l'Office des Transports du Canada en regard de la voie d'évitement du 5e Rang

ATTENDU QUE la compagnie du Canadien National entend exploiter une voie d'évitement de 12 000 pieds sur le territoire de Drummondville;

ATTENDU QUE le projet initialement proposé par CN, soit le prolongement vers l'ouest de la voie d'évitement actuelle du centre-ville, a été considéré comme irrecevable par la Ville de Drummondville et a soulevé beaucoup de mécontentement de la part du milieu drummondvillois;

ATTENDU QUE la Ville et CN ont convenu d'un endroit plus propice à l'installation de ces ouvrages à l'extérieur du milieu urbanisé soit, entre l'autoroute 55 et le rang VII de Saint-Germain;

ATTENDU QUE ce lieu se retrouve en milieu rural assujetti à la Loi sur la protection du territoire agricole et que la Ville n'entend pas donner à cet environnement géographique un caractère résidentiel;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville consent à ce que le Cinquième Rang qui est fermé à la circulation de transit depuis cet été pour accommoder des travaux de réfection du Ministère des Transports du Québec, continue d'être réservé au trafic local;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville consent également à ce que le passage à niveau du Cinquième Rang soit occasionnellement barré par l'arrêt d'un train pour des périodes pouvant atteindre trente minutes, et exceptionnellement jusqu'à une heure, quelques fois par jour et considérant la proximité de l'autoroute 55, de même que du rang VII de Saint-Germain comme voies de circulation alternatives;

ATTENDU QUE des panneaux clignotants de signalisation routière agencés aux dispositifs de protection ferroviaire ont été installés aux intersections Jean-de-Brébeuf et Saint-Pierre dans le but d'aviser les automobilistes de la présence d'un train sur le passage à niveau et leur permettre de prendre une route alternative;

ATTENDU QU'une boucle de virage a été construite de part et d'autre du passage à niveau pour permettre aux automobilistes de rebrousser chemin en toute sécurité dans l'éventualité de l'occupation du passage à niveau par un train;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a déjà procédé à l'enlèvement de la piste cyclable et de la signalisation y afférente sur le Cinquième Rang, et qu'on a procédé aux corrections des documents publics faisant référence à l'existence de cette piste cyclable;

ATTENDU QUE les autorités responsables de l'opération de véhicules d'urgence ont signifié leur capacité de composer avec le système proposé pour l'installation d'une voie d'évitement traversant le Cinquième Rang;

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu :

Que la Ville de Drummondville insiste auprès de Transports Canada afin qu'il autorise la demande produite par CN dans le but d'obtenir l'exemption prévue au paragraphe 103(c) du règlement d'exploitation ferroviaire du Canada pour le Cinquième Rang à Drummondville.

Il est également résolu que copie de la présente résolution soit transmise au ministre des Transports fédéral, l'honorable Lawrence Cannon, à Mme Pauline Picard, députée de Drummond au Parlement du Canada et à M^{e} Normand Jutras, député de Drummond à l'Assemblée nationale du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1324/10/06 - Renouvellement de l'entente intervenue entre la Ville de Drummondville et Jardin Pouce Vert Drummondville pour l'année 2006-2007

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède au renouvellement de l'entente intervenue avec le Jardin Pouce Vert Drummondville pour l'année 2006-2007.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1325/10/06 - Signature d'une servitude de distribution à consentir à Hydro-Québec et Bell Canada sur une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham (Boisé de la Marconi)

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une servitude de distribution à consentir à Hydro-Québec et Bell Canada sur une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham (Boisé de la Marconi).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1326/10/06 - Autorisation à Centraide Centre-du-Québec - Installation d'oriflammes à différents endroits sur le territoire de la Ville de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise Centraide Centre-du-Québec à procéder à l'installation d'oriflammes sur le territoire de la Ville de Drummondville entre le 400 et le 2050 boulevard Saint-Joseph, et ce, pour la période du 1er octobre au 30 novembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1327/10/06 - Autorisation au Comptoir alimentaire Drummond inc. – Tenue de la guignolée et barrage routier

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Comptoir alimentaire Drummond inc. à tenir son activité de la guignolée le dimanche 3 décembre 2006 et à opérer un barrage routier à l'angle des boulevards René-Lévesque et Des Pins.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1328/10/06 - Autorisation au commerce Dollar Station – Tenue d'une vente trottoir les 7, 8 et 9 octobre 2006

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le commerce Dollar Station à tenir une vente trottoir les 7, 8 et 9 octobre 2006 sur le site du 565 boulevard Saint-Joseph, et qu'en cas de pluie l'activité soit remise les 14 et 15 octobre 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1329/10/06 - Inscription de la Ville au Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination des matières résiduelles

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement a adopté le *Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles* par le décret 340-2006, publié le 24 mai 2006 dans la *Gazette officielle du Québec* et qu'aux termes de ce règlement, une redevance de 10 dollars est exigée pour chaque tonne métrique de matières résiduelles éliminées dans un lieu visé par le Règlement, et ce, depuis le 23 juin 2006;

CONSIDÉRANT QUE les municipalités doivent payer, directement ou indirectement, les redevances exigibles pour l'élimination des matières résiduelles afin de pouvoir être admissibles au Programme de subventions;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de *l'Entente concernant la mise en œuvre de la redistribution sous forme de subventions des redevances perçues en application du Règlement sur les redevances exigibles pour l'élimination de matières résiduelles* conclue entre le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, la Fédération québécoise des municipalités locales et régionales et l'Union des municipalités du Québec, le ministre s'est engagé à redistribuer aux municipalités 85% des redevances perçues annuellement en application de ce Règlement;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du *Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles* adopté par le gouvernement (décret 341-2006) et conformément à l'Entente, la municipalité admissible et inscrite au Programme a la garantie de recevoir en subvention, jusqu'en 2010, au moins le montant qu'elle aura payé en redevances pour l'élimination de ses matières résiduelles résidentielles;

CONSIDÉRANT QUE cette subvention contribuera au financement des activités municipales visant la mise en œuvre du Plan de gestion des matières résiduelles couvrant son territoire (PGMR);

CONSIDÉRANT QUE la municipalité est couverte par le PGMR de la MRC de Drummond en vigueur depuis le 2 février 2005;

CONSIDÉRANT QUE, pour obtenir cette subvention, la municipalité admissible doit s'inscrire au Programme et qu'à cet effet, une résolution est demandée.

POUR CES MOTIFS,

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu ce qui suit, à savoir que la Ville de Drummondville :

- demande d'être inscrite au *Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances sur l'élimination des matières résiduelles*;

- s'engage à respecter les éléments de reddition de compte prévus au *Programme sur la redistribution aux municipalités des redevances pour l'élimination de matières résiduelles*. Elle consiste d'une part, à fournir au ministre, dans les 30 jours de la réception par le trésorier du rapport de son vérificateur externe en vertu de l'article 966.3 du *Code municipal* ou de l'article 108.3 de la *Loi sur les cités et villes*, un avis de ce vérificateur externe attestant que celle-ci s'est conformée aux exigences du programme et que les sommes ont été utilisées aux fins prévues. D'autre part, la Ville aura à démontrer à la demande et à la satisfaction du ministre que les dépenses effectuées pour la mise en œuvre de son plan de gestion des matières résiduelles égalent ou excèdent la subvention versée dans le cadre de ce programme;
- autorise le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et RECYC-QUÉBEC à échanger des informations qu'ils détiennent en provenance de la municipalité ou relatives à la municipalité à l'égard du Règlement, du Programme, du Régime de compensation pour la collecte sélective de même que de la gestion municipale des matières résiduelles;
- autorise le trésorier ou l'assistant-trésorier, en son absence, à transmettre au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, toute information requise à l'inscription, au respect et au bon fonctionnement du Programme.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1330/10/06 - Approbation des descriptions techniques des différentes voies privées sur le territoire de la Ville de Drummondville et autorisation de procéder selon l'article 72 de la Loi sur les compétences municipales

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les descriptions techniques des différentes voies privées suivantes :

Nom de la rue	**Lots**	**Superficie totale**
CADASTRE DU CANTON DE WICKHAM		
Mercure	102 Ptie, 102-136 Ptie, 102-137 Ptie, 102-138 Ptie, 102-139 Ptie, 102-143 Ptie, 102-144 Ptie, 102-151, 103-2 Ptie, 103-2-4 Ptie, 103-3 Ptie, 103-4 Ptie, 103-5-1 Ptie, 103-178 Ptie Voisin de la propriété portant le numéro civique 1355 boul. Mercure et adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 1355 à 1415 boul. Mercure, 1320 à 1322 boul. Mercure, 1330 boul. Mercure, 1360 boul. Mercure, 1420 boul. Mercure, 1435 boul. Mercure.	**886,3 m²**
Mercure	102-92 Ptie, 102-93 Ptie, 102-94 Ptie, 102-95 Ptie, 102-96 Ptie, 103-19 Ptie, 104-1 Ptie, 104-2 Ptie, 104-13 Ptie, 104-58, 104-165 Ptie, 104-166 Ptie, 104-184 Ptie, 104-188 Ptie, 105 Ptie, 105-11 Ptie, 105-12 Ptie, 105-14 Ptie, 105-15 Ptie, 105-61 Ptie, 105-62 Ptie, 106-1 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 1535 boul. Mercure, 1565 boul. Mercure, 1595, boul. Mercure, 1625 à 1635 boul. Mercure, 1590 à 1610 boul. Mercure, 1630 à 1750 boul. Mercure, 1645 boul. Mercure, 1725 boul. Mercure, 1800 à 1810 boul. Mercure, voisins des propriétés portant les numéros civiques 1755 boul. Mercure, 1810 boul. Mercure.	**2 619,4 m²**
Mercure	106 Ptie, 106-27 Ptie, 106-49 Ptie, 106-68 Ptie, 106-269 Ptie, 107-1 Ptie, 107-2 Ptie, 107-4 Ptie, 107-5 Ptie, 107-6 Ptie, 107-7 Ptie, 107-9 Ptie, 107-10-1 Ptie, 107-10-2 Ptie, 107-11 Ptie, 107-12 Ptie, 107-18 Ptie, 107-19-1 Ptie, 107-19-2 Ptie, 107-20 Ptie, 107-21 Ptie, 108-2 Ptie, 108-2-1 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques	**2 413,6 m²**

	1850 à 1852 boul. Mercure, 1895 boul. Mercure, 1910 boul. Mercure, 1945, boul. Mercure, 1950 boul. Mercure, 1955 à 1957 boul. Mercure, 1970 boul. Mercure, 1990 à 1992 boul. Mercure, 1995 boul. Mercure, 2015 à 2017 boul. Mercure, 2020 boul. Mercure, 2025 à 2027 boul. Mercure, 2030 boul. Mercure, 2031 boul. Mercure, 2035 boul. Mercure, 2045 boul. Mercure, 2070 boul. Mercure, 2094 à 2098 boul. Mercure, 2112 boul. Mercure, 855 à 865 – 114e Avenue et voisin du 2030 boul. Mercure.	
Mercure	108-21 Ptie, 109 Ptie, 109-13-1 Ptie, 109-14 Ptie, 109-21 Ptie, 109-153 Ptie, 109-352 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 2280 boul. Saint-Joseph, 2195 boul. Mercure, 2200 boul. Mercure, 2208 à 2210 boul. Mercure, 2251 boul. Mercure, 2267 à 2271 boul. Mercure.	**260 m^2**
Mercure	241 Ptie, 241-29 Ptie, 241-219-1 Ptie, 241-220-1 Ptie, 242 Ptie, 242-13 Ptie, 242-240 Ptie, 243 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 2292, boul. Mercure, 2316, boul. Mercure, 2340 à 2346 boul. Mercure, 2352 à 2356 boul. Mercure.	**76,54 m^2**
Mercure	238-37 Ptie, 239 Ptie, 239-62 Ptie, 239-63 Ptie, 239-65 Ptie, 240-137 Ptie, 240-138 Ptie, 240-174 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 2397 boul. Mercure, 2401 boul. Mercure, 2370 à 2372 boul. Mercure, 2416 boul. Mercure, voisin de la propriété portant le numéro civique 2401 boul. Mercure, face à la propriété portant le numéro civique 2396 boul. Mercure,	**38.2 m^2**
129^e Avenue	239-66, 239-2,	**932,7 m^2**
118^e Avenue	243-10	**3 218,06 m^2**
Montcalm	243-1, 243-2 Ptie	**51,3 m^2**
Saint-Joseph	109 Ptie, 110 Ptie, 110-11 Ptie, 156 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 2280 boul. Saint-Joseph, 4035 à 4055 boul. Saint-Joseph, 4110 à 4120 boul. Saint-Joseph.	**804,95 m^2**
Léger	243-145 Ptie voisin de la propriété portant le numéro civique 65 Léger.	**4,0 m^2**
117^e Avenue	244-22 Ptie, 244-38 Ptie, 244-45 Ptie, 244-49-2 Ptie, 244-70 Ptie, 244-129 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 30 – 117^e Avenue, 36 – 117^e Avenue, 50 – 117^e Avenue, 70 - 117^e Avenue, 94 – 117^e Avenue, 30 Montcalm, face à la propriété portant le numéro civique 51 – 117^e Avenue.	**122,3 m^2**
Papineau	244-44 Ptie adjacent à la propriété portant le numéro civique 53 Papineau.	**8,1 m^2**
Bégin	109 Ptie, 109-20 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 1 à 5 Bégin.	**336,0 m^2**
Jean-de-Brébeuf	103-25 Ptie, 103-179 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques	**2,0 m^2**

	985 à 987 Jean-de-Brébeuf, 995 à 999 Saint-Aimé.	
Jean-de-Brébeuf	103-3-38 Ptie, 103-3-39 Ptie, 103-5-1 Ptie, 103-177 Ptie, 103-178 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 865 à 895 Jean-de-Brébeuf, 1320 à 1322 boul. Mercure.	**18,8 m^2**
Georges-Couture	106 Ptie, 106-175 Ptie, 106-176 Ptie, 106-264 Ptie, 107-106-2 Ptie,107-106-25 Ptie, 107-106-32 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 3625 Georges-Couture, 3695 Georges-Couture, 3725 à 3745 Georges-Couture et face au 1000 – 110^e Avenue.	**40,3 m^2**
121^e Avenue	241-16 Ptie, 241-218-1 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 40 – 121^e Avenue, 2346 boul. Mercure.	**74,3 m^2**
Saint-Aimé	104-76 Ptie, 104-157 Ptie, 106-84 Ptie, 106-262 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 985 – 109^e Avenue, 1625 à 1675 Saint-Aimé, 1005 – 107^e Avenue.	**7,9 m^2**
Laforest	790-98 Ptie, 790-98-1 Ptie voisins de la propriété portant le numéro civique 115 Laforest.	**2,1 m^2**
114^e Avenue	107-106-3-9 Ptie adjacent à la propriété portant le numéro civique 800 – 114^e Avenue.	**20,2 m^2**
Houle	107-106-3-8 Ptie adjacent à la propriété portant le numéro civique 2010 Houle.	**4,1 m^2**
Fradet	102-2 Ptie, 102-3 Ptie, 102-4 Ptie, 102-6 Ptie, 102-7 Ptie, 102-8 Ptie, 102-30 Ptie, 102-32 Ptie, 102-33 Ptie, 102-34 Ptie, 102-35 Ptie, 102-85 Ptie, 102-249 Ptie, 102-264 Ptie, 105-38 Ptie, 105-140 Ptie, 105-173 Ptie, 106-225 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 1340 Fradet, 1380 à 1390 Fradet, 1415 Fradet, 1515 à 1575 Fradet, 1560 Fradet, 1735 à 1795 Fradet, 1835 Fradet.	**60,0 m^2**
Fradet	106 Ptie, 106-78 Ptie, 107-54 Ptie, 107-55 Ptie, 107-56 Ptie, 108-77 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 1855 Fradet, 2000 à 2044 Fradet, 550 boul. des Chutes.	**74,8 m^2**
Des Chutes	108 Ptie, 108-64 Ptie, 108-65 Ptie, 108-68 Ptie, 109 Ptie face aux propriétés portant les numéros civiques 540 boul. des Chutes, 550 boul. des Chutes, adjacents à la propriété portant le numéro civique 575 boul. des Chutes.	**125,1 m^2**
Allard	109 Ptie, 110 Ptie, 110-93 Ptie, 110-94 Ptie, 110-95 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 2395 à 2455 boul. Allard, 2625 boul. Allard, voisins des propriétés portant les numéros civiques 2485, boul. Allard, 2495 boul. Allard, 2625 boul. Allard et derrière les propriétés portant les numéros civiques 3955 à 3975 Fradet.	**149,2 m^2**
105^e Avenue	103-16 Ptie, 103-136 Ptie, 103-137 Ptie, 103-138 Ptie, 103-144 Ptie, 103-145 Ptie, 103-146 Ptie, 103-147 Ptie, 103-148 Ptie, 103-149 Ptie, 103-150 Ptie, 103-152 Ptie, 103-153 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques	**22,3 m^2**

	1560 à 1562 boul. Mercure, 865 à 957 – 105e Avenue, 975 à 985 – 105e Avenue.	
Allard	106-268 Ptie adjacent à la propriété portant le numéro civique 615 – 111e Avenue.	**0,8 m²**
101e Avenue	102-75A-1 Ptie, 102-98 Ptie, 102-159 Ptie, 102-231 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 1335 du Parc, 585 – 101e Avenue, 1291 à 1295 boul. Mercure.	**259,7 m²**
De la Promenade	790 Ptie face à la propriété portant le numéro civique 1425 de la Promenade.	**1,3 m²**
Daniel	102-36 Ptie, 102-37 Ptie adjacents aux propriétés portant les numéros civiques 1355 Daniel, 565 à 567 – 101e Avenue.	**3,2 m²**
Jean-Talon	243-72	**2 043,8 m²**

Le tout selon les paragraphes 1° et 2° de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* et autorisation de procéder selon ledit article.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1331/10/06 - Vente d'une partie des lots 116 et 117 du cadastre du canton de Wickham à Importations Mex-On Import inc. (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la vente d'une partie des lots 116 et 117 du cadastre du canton de Wickham (secteur Saint-Nicéphore) à Importations Mex-On Import inc. Lesdites parties de terrain sont vendues au prix de 0,16 $ le pied carré ou 1,72 $ le mètre carré, pour un montant total de 14 938,24 $.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1332/10/06 - Droit de premier refus de la Ville tel que prévu à un acte intervenu entre la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond et l'Académie de Golf Le Voltigeur inc. et/ou Les Entreprises M. & G. Lupien inc.

ATTENDU QUE la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond a vendu à Les Entreprises M. & G. Lupien inc. en vertu d'un acte signé devant Me Jacques Létourneau le 11 avril 2000 et dont copie a été publiée au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond le 13 avril 2000 sous le no 397643 une partie des lots 50 et 22 du cadastre du canton de Wendover, le tout tel que plus amplement décrit audit acte;

ATTENDU QUE dans ledit acte la compagnie Les Entreprises M. & G. Lupien inc. a consenti un droit de premier refus à la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond;

ATTENDU QUE par un acte de vente signé le 19 avril 2001 devant Me Stéphane Denis Lacombe et dont copie publiée au bureau de la publicité des droits du district de

Drummond sous le no 403815 la compagnie Les Entreprises M. & G. Lupien inc. a cédé ses droits à Académie de Golf Le Voltigeur inc.

ATTENDU QUE depuis le 7 juillet 2004, la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond n'existe plus en vertu du décret de regroupement 626-2004 décrétant le regroupement des Villes de Drummondville et Saint-Nicéphore, de la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond et de la paroisse de Saint-Joachim-de-Courval, lesquelles sont maintenant connues sous le nom de Ville de Drummondville;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville juge qu'il est de l'intérêt de ses citoyens de reprendre possession des lots plus haut indiqués;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que :

- la Ville de Drummondville exerce son droit de premier refus tel qu'édicté dans une transaction publiée au bureau de la publicité des droits sous le no 397643;
- la Ville de Drummondville accepte de verser à Académie de Golf Le Voltigeur inc. la somme de quatre cent mille dollars (400 000 $) tel qu'en fait foi et suivant les mêmes conditions apparaissant à l'offre d'achat signée devant Me Denis Gariépy, notaire, le 21 juillet 2006 et dont copie a été transmise à la Ville de Drummondville conformément aux conditions mentionnées dans l'acte de vente par la municipalité de Saint-Charles-de-Drummond à Les Entreprises M. & G. Lupien inc.;
- ladite somme de 400 000 $ sera payable comptant à la signature de l'acte;
- l'immeuble sera libre de toutes dettes et hypothèques quelconques;
- l'immeuble ne fera l'objet d'aucun bail ou entente;
- la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville tous contrats et/ou documents donnant effet aux présentes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1333/10/06 - Vente d'un terrain industriel à Gestion Proflex inc. (rue Bergeron)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Gestion Proflex inc. une partie des lots 276 et 277 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de treize mille sept cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (13 785 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 25 septembre 2006 (numéro de répertoire : 2957 - numéro de minute : 11020), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit soixante-quatorze mille cent soixante-trois dollars (74 163 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Annie Durocher, notaire et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1334/10/06 - Mandat à Les Laboratoires Shermont inc. aux fins d'assister les services de la Ville dans l'élaboration des projets du Plan triennal d'immobilisation (P.T.I.) 2007

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Les Laboratoires Shermont inc. aux fins d'assister les services de la Ville dans l'élaboration des projets du plan triennal d'immobilisation (P.T.I.) 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1335/10/06 - Signature d'un procès-verbal de bornage – Partie du lot 15A du cadastre du canton de Simpson, rang 2

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville autorise l'ingénieur municipal, à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, un procès-verbal de bornage affectant le lot 15A. du cadastre du canton de Simpson, Rang 2.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1336/10/06 - Mandat à la firme GéoLab inc. – Travaux d'aménagement des rues Bergeron et Gauthier

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme GéoLab inc. aux fins de procéder à l'analyse qualitative et quantitative des matériaux utilisés pour les travaux d'aqueduc, d'égouts et de voirie prévus pour l'aménagement des rues Bergeron et Gauthier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1337/10/06 - Mandat à Michel Dubé, arpenteur-géomètre – Travaux d'aménagement des rues Bergeron et Gauthier

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Michel Dubé, arpenteur-géomètre aux fins d'assister le Service du génie pour les travaux d'arpentage à réaliser lors des travaux d'aménagement des rues Bergeron et Gauthier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Dépôt du certificat relatif au règlement no 3506

Conformément à la loi, la greffière dépose le certificat concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur le règlement suivant :

– règlement no 3506 amendant le règlement no 3347 prévoyant un emprunt de 660 000 $ pour le financement du programme de rénovation de façade de façon à porter le montant de l'emprunt à 835 000 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, le règlement est réputé approuvé.

1338/10/06 - Avis de motion du règlement no 3521 amendant l'article 11 du règlement no 2700 de façon à modifier les dates des séances du conseil pour l'année 2007

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3521 amendant l'article 11 du règlement no 2700 de façon à modifier les dates des séances du conseil pour l'année 2007.

1339/10/06 - Avis de motion du règlement no 3522 prévoyant la circulation des véhicules hors route sur certains chemins municipaux

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion du règlement no 3522 prévoyant la circulation des véhicules hors route sur certains chemins municipaux.

1340/10/06 - Adoption du projet de règlement no 3518 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean Shooner,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3518, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir l'ensemble des terrains de la zone d'habitation H07-65 et de la zone commerciale C07-16 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 4.0.

Les zones visées sont localisées au nord de l'intersection des rues Saint-Laurent et de la Commune,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1341/10/06 - Avis de motion du règlement no 3518 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3518 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir l'ensemble des terrains de la zone d'habitation H07-65 et de la zone commerciale C07-16 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 4.0.

Les zones visées sont localisées au nord de l'intersection des rues Saint-Laurent et de la Commune.

1342/10/06 - Dispense de lecture du règlement no 3518 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3518, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir l'ensemble des terrains de la zone d'habitation H07-65 et de la zone commerciale C07-16 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 4.0.

Les zones visées sont localisées au nord de l'intersection des rues Saint-Laurent et de la Commune;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1343/10/06 - Retrait des procédures concernant le règlement no 3495-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville procède au retrait des procédures concernant le règlement no 3495-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1344/10/06 - Adoption du règlement no 3515-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3515-1 a été donné (réf : 1221/9/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3515-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'autoriser, pour les usages du groupe habitation, l'installation d'une piscine dans la partie latérale de la cour avant pour les terrains d'angle et d'angle transversal, selon certaines conditions, et ce, pour l'ensemble du secteur Saint-Nicéphore.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1345/10/06 - Adoption du règlement no 3516-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3516-1 a été donné (réf : 1224/9/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3516-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H09-17 à même une partie de la zone d'habitation actuelle H09-03, de manière à y inclure la majorité des terrains situés du côté nord-ouest de la rue Saint-Damase, entre les rues Saint-Albert et Notre-Dame;
- de maintenir, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages, normes et dispositions applicables à la construction que ceux autorisés dans la zone d'habitation H09-03, à l'exception de la densité nette maximale de logements par hectare pour des habitations bifamiliales, trifamiliales et multifamiliales de structure isolée où celle-ci est établie à cent vingt-cinq (125) au lieu de quatre-vingts (80), et d'abroger les dispositions particulières relatives aux marges aux abords d'une voie ferrée.

La zone d'habitation H09-03 actuelle est située entre la voie ferrée du Canadien National, le boulevard Saint-Joseph et les rues Notre-Dame et Saint-Damase.

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1346/10/06 - Adoption du règlement no 3519 de façon à enlever le caractère de rue sur le lot 167-53 du cadastre du canton de Grantham

Lecture est donnée du règlement no 3519 de façon à enlever le caractère de rue sur le lot 167-53 du cadastre du canton de Grantham.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Serge Nourry

Monsieur Nourry s'insurge contre la récitation de la prière en début d'assemblée et ne comprend pas que, suite au jugement rendu contre la Ville de Laval on persiste à dire la prière.

Madame la mairesse mentionne que la Ville prendra connaissance de tous les tenants et aboutissants sur le sujet et que les autorités verront à proposer, soit un moment de silence ou de réflexion.

Le conseiller Pierre Yvan Aubé confirme que la refonte du règlement général orientera la décision du conseil sur le sujet.

Monsieur Jean-Paul Dion

Où en est rendue l'étude sur la bibliothèque?

Le conseiller Yves Grondin mentionne que la 1ère partie du rapport devrait être déposée à la fin du mois d'octobre et la seconde partie pas avant 2 mois.

Monsieur Christian Rajotte

Au sujet de la prière, il rappelle que la COACS en avait proposé le retrait et suggéré un moment de réflexion.

Qui examine les structures au dessus des routes numérotées?

Le directeur général confirme que le ministère des Transports fournit des expertises.

Monsieur Yvon Lafond, Route Caya

Monsieur se dit content de la décision de retirer le règlement no 3495.

Madame la mairesse confirme le retrait du règlement no 3495 suite à la demande de Sintra inc. Elle rappelle également que le conseil ne peut jamais empêcher la présentation d'une demande de changement de zonage. Les élus(es) traiteront au mérite dans le temps toute nouvelle modification demandée.

Monsieur Yvon Collard, Route Caya

Monsieur Collard demande que l'entrée de la carrière soit relocalisée.

Le directeur du Service d'urbanisme conseille d'acheminer la demande au ministère de l'Environnement.

Monsieur Michel Gagné

Qu'arrive-t-il avec les bacs bruns?

Le conseiller Pierre Levasseur informe que le comité environnement évalue actuellement divers scénarios. La mise en place est prévue en 2007 pour une partie du territoire.

Monsieur Michel Gagné

Y aura-t-il une collecte de feuilles et si oui, quand?

Le directeur général confirme que oui et qu'un avis préalable sera émis.

Madame Caroline Beaulac

Si quelqu'un demande une modification de zonage est-ce systématique que le conseil dit oui au démarrage des procédures?

Le conseiller Gilles Fontaine rappelle que chaque demande doit faire l'objet d'une recommandation du comité consultatif d'urbanisme.

Madame la mairesse mentionne que toute nouvelle demande serait traitée au mérite.

La conseillère Denise Picotin affirme que si une nouvelle demande était formulée, les gens du secteur en seront informés.

Madame Caroline Beaulac affirme que les résidants du secteur s'opposeront toujours.

Monsieur Laurent Lagueux

Monsieur Lagueux s'interroge sur les activités de nuit à la carrière PCM. Il mentionne également que de nombreuses plaintes ont été formulées au fil des ans et que rien n'a été fait.

Le directeur général rappelle que l'opération de la carrière n'a rien à voir avec la demande de Sintra. En ce qui concerne le bruit, une rencontre a eu lieu avec la Sûreté du Québec et une façon de faire a été établie.

Madame la mairesse rappelle qu'une mise en place de la procédure doit être faite et une stratégie d'intervention doit être rigoureusement suivie de façon à corriger les inconvénients.

La conseillère Denise Picotin est d'avis que la demande de Sintra a permis de cibler le problème et que maintenant il faut s'assurer que la démarche va porter fruit.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 16 octobre 2006.

1347/10/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h30.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

16 OCTOBRE 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 16 octobre 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs (absence motivée)
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

Madame la mairesse fait le point sur la prière en précisant qu'un avis de motion sera donné au cours de la séance et que le conseil statuera à même le règlement no 3500 sur le sujet.

1348/10/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1349/10/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 2 octobre 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 2 octobre 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

1350/10/06

- ***Enlèvement et transport des déchets solides – Collecte sélective des matières recyclables (secteurs Saint-Charles et Saint-Joachim) (Soumission no TP-06-07 – Ouverture 27.09.06)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que les soumissions soient **rejetées**.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1351/10/06

- ***Collecte sélective des matières recyclables (secteur Saint-Nicéphore) (Soumission no TP-06-09 – Ouverture 11.10.06)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Denis Larocque, directeur du Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que les soumissions soient **rejetées**.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1352/10/06

- ***Déneigement d'édifices, de boîtes multiples et d'abris de brigadiers (secteur Saint-Charles) (Soumission no TP-06-10 - Ouverture 05.10.06)***

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Yves Tousignant, surintendant, Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la soumission de Les Entreprises Élite enr. au montant de 10 185 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1353/10/06

- ***Déneigement d'édifices et de bornes-fontaines (secteur Saint-Joachim)***
(Soumission no TP-06-11 – Ouverture 10.10.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Yves Tousignant, surintendant, Service des travaux publics, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Ferme Lupien S.E.N.C. au montant de 2 400 $ (taxes en sus) soit retenue, étant la seule soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception des lettres suivantes :

– lettre du sous-ministre au MAMR annonçant la nomination du mandataire dans le dossier d'étude de faisabilité du règlement de Saint-Germain et de la Ville;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

1354/10/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 76 de la rue Landreville (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser une structure de bâtiment juxtaposée et de réduire les marges latérales minimales ainsi que le total des marges latérales minimal, et ce, dans le cadre d'un projet d'agrandissement d'un bâtiment principal incluant l'ajout d'un logement juxtaposé situé sur le lot 162B-111 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 76 de la rue Landreville (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.13);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste :

- à agrandir une habitation unifamiliale isolée sur deux (2) étages d'une superficie d'environ quatre-vingt-onze mètres carrés (91 m²) portant la superficie totale du bâtiment à environ cent quatre-vingt-sept mètres carrés (187 m²);
- à ajouter un deuxième (2^{e}) logement de structure juxtaposée dans la partie agrandie;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble visé par la demande (habitation bifamiliale) :

- la définition d'une habitation bifamiliale précise que les unités de logements sont situées l'une au-dessus de l'autre en tout ou en partie;
- le type de structure autorisée est isolé;
- la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal est de trois mètres (3 m);
- le total des marges latérales minimal applicable au bâtiment principal est de six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis :

- la structure proposée selon l'agrandissement projeté est de type juxtaposé;
- la marge latérale minimale gauche projetée est d'environ deux virgule quatre-vingt-cinq mètres (2,85 m), ce qui représente une irrégularité d'environ zéro virgule quinze mètre (0,15 m);

- la marge latérale minimale droite projetée est d'environ deux virgule quinze mètres (2,15 m) (implantation de l'habitation unifamiliale existante), ce qui représente une irrégularité d'environ zéro virgule quatre-vingt-cinq mètre (0,85 m);
- le total des marges latérales minimal projeté est d'environ cinq mètres (5 m), ce qui représente une irrégularité d'environ un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

Structure juxtaposée
- la complexité de revente d'une maison intergénérations;
- le fait qu'une construction ayant une structure conventionnelle, selon la définition d'une habitation bifamiliale, cause une problématique prévisible au niveau des nuisances possibles entre les deux (2) logements (bruit, etc.);
- la possibilité, pour la requérante, de s'occuper de ses parents sans avoir les obligations relatives à une maison intergénérations;

Marge latérale gauche
- l'impact relativement faible pour le voisin situé de ce côté dont l'utilisation du terrain est de nature industrielle;
- le fait de donner le plus d'ouverture possible pour la façade actuelle de la résidence existante;

Total des marges latérales
- la superficie nécessaire pour l'agrandissement projeté, ce qui implique un empiétement dans les marges latérales;
- la marge latérale droite existante (implantation de l'habitation unifamiliale existante) qui doit être prise en considération dans le calcul du total des marges latérales minimal;

CONSIDÉRANT QUE le cadre normatif du règlement de zonage établissant une définition d'habitation bifamiliale indiquant que les unités de logements doivent être situées l'une au-dessus de l'autre tient dans le fait que la Ville veut s'assurer de l'intégration harmonieuse des habitations bifamiliales dans leur milieu environnant, et ce, de façon générale sur l'ensemble du territoire, alors que les structures juxtaposées présentent souvent une architecture fort différente;

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis est particulier et représente un cas unique qui ne reflète pas une réalité applicable à l'ensemble du territoire de la Ville;

CONSIDÉRANT QUE dans le milieu environnant, on retrouve des habitations comprenant de un (1) à cinq (5) logements et d'une hauteur variant de un (1) à deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment projeté s'harmonise au milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment unifamilial qui sera agrandi est localisé à l'extrémité de la rue et situé dans la partie arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QU'une condition relative à la largeur minimale de la façade du bâtiment principal peut être exigée afin d'amoindrir l'impact de la dérogation demandée;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à :
- autoriser la structure de type juxtaposé;
- réduire de trois mètres (3 m) à deux virgule quatre-vingt-cinq mètres (2,85 m) la marge latérale minimale gauche applicable au bâtiment principal;
- réduire de trois mètres (3 m) à deux virgule quinze mètres (2,15 m) la marge latérale minimale droite applicable au bâtiment principal;

- réduire de six mètres (6 m) à cinq mètres (5 m) le total des marges latérales minimal applicable au bâtiment principal;

à la condition que la largeur minimale de la façade du bâtiment principal (partie agrandie) soit de six virgule soixante-dix mètres (6,70 m);

et ce, dans le cadre d'un projet d'agrandissement d'un bâtiment principal incluant l'ajout d'un logement juxtaposé situé sur le lot 162B-111 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 76 de la rue Landreville (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1355/10/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 197 de la 18e Avenue (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 918 du cadastre officiel du Québec, soit au 197 de la 18e Avenue (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.15);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H08-05), la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal est établie à cinq virgule soixante-dix-neuf mètres (5,79 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en août 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à cinq virgule quatre-vingt-seize mètres (5,96 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule dix-sept mètre (0,17 m);

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction de la résidence (1974), le règlement en vigueur à l'époque exigeait une marge de recul minimale de six virgule un mètres (6,1 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente sept virgule quarante-quatre mètres (7,44 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant depuis 1974;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de cinq virgule soixante-dix-neuf mètres (5,79 m) à cinq virgule quatre-vingt-seize mètres (5,96 m) la marge de

recul maximale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas sept virgule quarante-quatre mètres (7,44 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 083 918 du cadastre officiel du Québec, soit au 197 de la 18e Avenue (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1356/10/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 202 de la rue Lorraine (secteur Saint-Nicéphore)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 231-38 du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 202 de la rue Lorraine (secteur Saint-Nicéphore), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.17);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H05-21), la marge de recul latérale minimale applicable au bâtiment principal est d'un virgule cinq mètre (1,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en août 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule vingt et un mètre (1,21 m) la marge de recul latérale minimale gauche du bâtiment principal existant (soit la marge latérale adjacente à la ligne de lot visé qui est mitoyenne avec celle du lot 231-37), ce qui représente une irrégularité de zéro virgule vingt-neuf mètre (0,29 m);

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction de la résidence (1976), le règlement en vigueur à l'époque exigeait une marge de recul latérale minimale de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente sept virgule cinquante-quatre mètres (7,54 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant compte tenu que la résidence est existante depuis 1976;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain de l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer d'un virgule cinq mètre (1,5 m) à un virgule vingt et un mètre (1,21 m) la marge de recul latérale gauche minimale (adjacente au lot 231-37) applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas sept virgule cinquante-quatre

mètres (7,54 m), et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 231-38 du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 202 de la rue Lorraine (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1357/10/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 30 du chemin du Golf (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'autoriser la construction d'un deuxième (2e) garage détaché d'une superficie maximale de soixante mètres carrés (60 m²) sur le terrain formé des lots 134-92, 134-94 et 134-96 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 30 du chemin du Golf (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.18);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste en la construction d'un deuxième (2e) garage détaché d'une superficie d'environ cinquante-neuf virgule quatre-vingt-trois mètres carrés (59,83 m²);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble visé par la demande, il est permis un (1) garage privé sauf dans la situation suivante où, pour tous les types d'habitation, deux (2) garages sont autorisés sur un même terrain, à la condition qu'un (1) des deux (2) garages soit aménagé au sous-sol d'un bâtiment et que l'autre soit isolé, donc détaché du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, le nombre de garages détachés est établi à deux (2), soit une irrégularité d'un (1);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- l'accès au garage existant qui est non sécuritaire (localisé en courbe et en pente de la voie de circulation);
- la grande superficie du terrain (mille sept cent dix-huit virgule sept mètres carrés (1 718,7 m²);
- l'augmentation de la valeur de revente de la propriété comptant deux (2) garages détachés;

CONSIDÉRANT QUE dans le milieu environnant, on retrouve des résidences unifamiliales isolées implantées sur des terrains ayant des superficies inférieures à celle du terrain visé par la présente demande;

CONSIDÉRANT QUE le règlement de zonage a été modifié en 2005 afin d'apporter une possibilité supplémentaire d'implanter un deuxième (2e) garage, soit détaché, lorsqu'au moins un (1) des deux (2) garages est aménagé au sous-sol (tel que spécifié ci-haut);

CONSIDÉRANT QUE le garage existant est détaché du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, le garage existant est situé en partie sous le niveau du sol;

CONSIDÉRANT QUE la démolition du garage existant est problématique dû à la topographie du terrain et des ouvrages se retrouvant dans la partie supérieure dudit garage (piscine, etc.);

CONSIDÉRANT QUE la présente situation est unique (garage existant détaché et sous le niveau du sol en partie, topographie particulière du terrain, difficulté à démolir le garage existant);

CONSIDÉRANT QUE les autres normes du règlement de zonage en vigueur relatives à la construction du garage visé peuvent être respectées (superficie maximale, hauteur maximale, pourcentage d'occupation maximal, implantation);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser la construction d'un deuxième (2e) garage détaché d'une superficie maximale de soixante mètres carrés (60 m²) sur le terrain formé des lots 134-92, 134-94 et 134-96 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 30 du chemin du Golf (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1358/10/06 - Dépôt du procès-verbal (20.09.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 20 septembre 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1359/10/06 - Acceptation des travaux de démolition de la partie de l'usine ayant un (1) étage (datant de 1903) et de reconstruction de celle-ci pour le bâtiment du 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition de la partie de l'usine ayant un (1) étage (datant de 1903) et de reconstruction de celle-ci pour l'immeuble situé au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.34);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition et de reconstruction de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- démolir le bâtiment (usine datant de 1903);
- reconstruire la partie démolie sur le même emplacement;

Démolition

CONSIDÉRANT QUE la partie existante d'un (1) étage faisant partie de l'usine et construite en 1903 doit être démolie;

CONSIDÉRANT QUE la superficie du bâtiment à démolir est d'environ cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (185 m^2);

CONSIDÉRANT QUE selon les informations fournies par l'ingénieur représentant le promoteur, il appert que :
- la fondation est composée de pierres cimentées ayant environ soixante centimètres (60 cm) de profondeur, ce qui ne permet pas d'avoir une protection adéquate contre le gel, ni d'avoir la capacité portante suffisante pour supporter les nouvelles charges dues à la neige;
- les murs extérieurs sont constitués de quatre (4) rangs de brique dont deux (2) rangs sont entrelacés et que les joints de mortier s'effritent sur plus de cinquante pour cent (50 %) de la surface des murs, ce qui cause des affaissements des murs (fissures importantes) et rend instable la structure autoportante de ce bâtiment;

- la structure supportant la toiture a de grandes déflexions attribuables au mauvais entretien du bâtiment (infiltration d'eau, aucun chauffage), ce qui nécessite une reconstruction complète de cette dernière;
- la dalle au sol est composée de deux (2) structures, soit l'originale et une deuxième coulée par-dessus la première, ce qui complique grandement les opérations de conservation du bâtiment et de restauration;
- pour restaurer le bâtiment, des mesures de protection devront être prises, soit de consolider les murs par l'intérieur et l'extérieur ainsi que d'aménager une nouvelle fondation à l'abri du gel, le tout à très grands frais, et ce, sans être assuré que le bâtiment ne s'effondrera pas lors des travaux de restauration et de construction du nouveau bâtiment ayant huit (8) étages;

Reconstruction

CONSIDÉRANT QUE l'architecte mentionne qu'il est possible de reconstruire le bâtiment démoli en recréant son style par l'utilisation de matériaux semblables à ceux se retrouvant sur ledit bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la reconstruction du bâtiment peut être faite sur seulement un (1) étage et que cette dernière n'aura pas d'effet négatif sur l'aspect visuel du projet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'il est possible de reconstruire le bâtiment en reprenant le style de ce dernier, soit en utilisant les mêmes types de toiture, fenestration, portes, rythme d'espacement des ouvertures, corniche et brique semblable;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment peut être construit en respectant le même gabarit et le même style;

CONSIDÉRANT QUE cette partie servira d'entrée principale au bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'un plan démontrant les futurs travaux de reconstruction sera déposé par le promoteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition de la partie de l'usine ayant un (1) étage (environ cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (185 m^2)) datant de 1903 et de reconstruction de la partie démolie (tel que mentionné ci-dessus) située au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, le tout **conditionnellement** au dépôt d'un plan démontrant les travaux projetés, soit le style du bâtiment, les matériaux utilisés, le gabarit et l'implantation.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé souhaite que l'on fasse part au promoteur de l'obligation d'installer quelques équipements qui ont servi dans la Fonderie, de façon à ce que la population en général puisse se souvenir.

1360/10/06 - Dépôt du procès-verbal (04.10.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 4 octobre 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1361/10/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 145 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 145 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage) d'une superficie approximative de cent huit mètres carrés (108 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en façade du bâtiment accessoire (garage rattaché à la résidence);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
- pour les murs : du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur kaki;
- pour la toiture : du bardeau d'asphalte de couleur foncée telle que le brun;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à assurer un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 5 avril 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de cent dix millimètres (110 mm – 11 cm) allant jusqu'à deux cent trente millimètres (230 mm – 23 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve les essences d'arbres suivantes : érable et pruche;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont situés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente plus de seize virgule sept pour cent (16,7 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet un espace intéressant pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 145 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1362/10/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne sur poteau d'une superficie maximale de cinq virgule soixante-cinq mètres carrés (5,65 m^2) et d'une hauteur maximale de six mètres (6 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée près de l'intersection des voies de circulation (rue Saint-Pierre et boulevard Saint-Joseph), en respectant toutefois le triangle de visibilité;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de deux (2) boîtiers lumineux séparés l'un de l'autre et que le message de l'un d'eux est réalisé en surélévation (partie Esso);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le beige, le bleu, le blanc, le rouge, le noir et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur beige et que leur largeur s'intègre de façon proportionnelle à cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE des éléments d'ornementation tels que des moulures décoratives à la partie supérieure de l'enseigne et/ou des ornements sur les poteaux, permettent de bonifier l'image de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (six mètres (6 m)) s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses matériaux, s'intègre avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et son traitement, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain et s'harmonise avec les projets d'affichage récemment acceptés dans le secteur;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'une superficie minimale de trois mètres carrés (3 m^2) et composé d'au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1420 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1363/10/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 625 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 625 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne sur poteau d'une superficie maximale de six mètres carrés (6 m^2) et d'une hauteur maximale de cinq virgule soixante-dix-neuf mètres (5,79 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée à la droite de l'entrée charretière, soit aux abords du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur grise et que leur largeur s'intègre de façon proportionnelle à cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE certaines parties de l'enseigne sont recouvertes de modules métalliques;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le bleu, le rouge, le blanc et le gris;

CONSIDÉRANT QUE le fond des faces d'affichage est opaque et que seul le message est lumineux;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (cinq virgule soixante-dix-neuf mètres (5,79 m)) s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses matériaux, s'intègre avec les autres enseignes se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et son traitement, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'une superficie approximative de trois mètres carrés (3 m^2) et composé d'environ vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que

mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 625 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1364/10/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment situé au 150 de la rue Saint-Georges (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment situé au 150 de la rue Saint-Georges (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne détachée du bâtiment (enseigne sur muret) d'une superficie maximale de trois virgule zéro six mètres carrés (3,06 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur muret d'une hauteur maximale d'un virgule quatre-vingts mètre (1,80 m) et d'une largeur maximale d'un virgule soixante-huit mètre (1,68 m) est installée aux abords de la rue Lindsay, soit à gauche de l'entrée charretière;

CONSIDÉRANT QUE ladite enseigne est éclairée par réflexion et que le message est réalisé en surélévation par rapport à la face d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de deux (2) modules distants l'un de l'autre, soit la base en maçonnerie et la plaque d'affichage de forme stylisée, et est supportée par deux (2) poteaux ayant une largeur maximale respective de zéro virgule vingt mètre (0,20 m);

CONSIDÉRANT QUE le muret (structure) est composé de maçonnerie (brique et bloc de béton imitant la pierre) de couleur s'harmonisant à celles se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les faces de l'enseigne (fond de ces dernières) sont de couleur noire et que le message est de couleurs rouge, noire et jaune;

CONSIDÉRANT QUE la plaque d'affichage est ceinturée d'une bordure de couleur beige, ce qui permet de bonifier l'image de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la cour avant du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'une vingtaine d'arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pourtour de la base de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur muret, de par ses dimensions et son traitement architectural, n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec le concept architectural du bâtiment et permet également de favoriser le développement d'une identité propre au secteur du centre-ville en matière d'affichage;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) situé au 150 de la rue Saint-Georges (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1365/10/06 - Acceptation des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 400 de la rue Rose-Ellis (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 400 de la rue Rose-Ellis (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial est modifié pour les éléments suivants, soit en regard de la fenestration, des revêtements extérieurs, de la marquise protégeant l'entrée principale ainsi que des entrées charretières;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel à logements multiples d'une superficie de plus de trois mille mètres carrés (3 000 m^2), le tout sur six (6) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à respecter le milieu environnant;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction proposé favorise une harmonisation avec celui du cadre bâti existant et saura faciliter l'intégration des implantations futures;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer des façades trop linéaires;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts :

<u>pour les façades donnant sur les voies de circulation</u>

- de bloc de béton imitant la pierre de couleur beige et de brique d'argile de couleur rouge sur environ trente-neuf pour cent (39 %) de la surface des murs des façades;
- d'enduit d'acrylique de couleur beige et/ou rouge s'harmonisant avec la couleur de la brique et d'ouvertures (fenêtres, portes et verres tympan) sur environ soixante et un pour cent (61 %) de la surface des murs des façades;

<u>pour la façade latérale gauche (façade donnant vers les Promenades Drummondville)</u>

- de bloc de béton imitant la pierre de couleur beige et de brique d'argile de couleur rouge sur environ soixante-quinze pour cent (75 %) de la surface du mur;
- d'enduit d'acrylique de couleur beige et/ou rouge s'harmonisant avec la couleur de la brique et d'ouvertures (fenêtres, portes et verres tympan) sur environ vingt-cinq pour cent (25 %) de la surface du mur;

<u>pour la façade latérale droite (façade donnant vers l'autoroute Jean-Lesage)</u>

- de bloc de béton imitant la pierre de couleur beige et de la brique d'argile de couleur rouge sur environ dix pour cent (10 %) de la surface du mur;
- d'enduit d'acrylique de couleur beige et/ou rouge s'harmonisant avec la couleur de la brique sur environ quatre-vingt-dix pour cent (90 %) de la surface du mur;

<u>pour la façade arrière</u>

- de bloc de béton imitant la pierre de couleur beige ou d'enduit d'acrylique de couleur beige et/ou rouge s'harmonisant avec la couleur de la brique;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural de la façade arrière et de la façade latérale droite s'inspire de celui des autres façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) s'inscrit en continuité avec le développement d'immeubles résidentiels multifamiliaux et commerciaux du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont modulés par la présence de parapets, ce qui limite la linéarité et la monotonie de ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus pour le bâtiment projeté sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, tout en permettant de créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux (soulignements horizontaux de couleur beige) permettent de bonifier le style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que par des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QU'une partie de la fenestration est composée de verre tympan (partie entre certaines ouvertures), ce qui permet d'assurer une harmonie du style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les balcons de forme arrondie sont protégés par des garde-corps composés de verre ou d'aluminium de couleur noire, auxquels seront possiblement intégrés des panneaux de verre;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est orientée vers la rue Rose-Ellis et que cette dernière est soulignée d'une marquise stylisée;

CONSIDÉRANT QU'une importante zone boisée est préservée dans la partie arrière du terrain;

CONSIDÉRANT QU'au moins quinze (15) arbres sont plantés en cour avant donnant vers le boulevard René-Lévesque;

CONSIDÉRANT QU'au moins treize (13) arbres sont plantés en cour avant donnant vers la rue Rose-Ellis;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres sont plantés en cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres plantés ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant, soit celle donnant vers la rue Rose-Ellis;

CONSIDÉRANT QU'une aire de stationnement est également réalisée au sous-sol;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement extérieure est dissimulée par un écran végétal continu planté entre les arbres;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'arbustes et/ou plantes florales est réalisée aux abords de la voie d'accès menant à l'aire de stationnement de même que le long du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE deux (2) entrées charretières sont aménagées, soit une (1) par voie de circulation, ce qui permet une circulation fonctionnelle, de bien desservir le site et de sécuriser les usagers;

CONSIDÉRANT QU'un jardin communautaire ainsi qu'une aire de jeux et de détente sont aménagés en cour arrière;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 400 de la rue Rose-Ellis (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1366/10/06 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une aire de stationnement (environ cent trente-trois (133) cases);

CONSIDÉRANT QUE les travaux s'effectuent partiellement en cour avant donnant vers le boulevard Lemire et en cour latérale gauche du terrain;

CONSIDÉRANT QUE des bandes gazonnées d'au moins deux mètres (2 m) de largeur sont réalisées aux abords du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est annulée aux abords du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'une entrée charretière est aménagée dans l'axe de la rue Saint-Germain;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux permettent de limiter le nombre d'entrées charretières donnant sur le boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'une partie du terrain est déjà utilisée et aménagée en aire de stationnement;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés aux abords du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'au moins neuf (9) arbres d'un diamètre de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés dans la bande gazonnée longeant le trottoir situé dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au garage de la résidence existante située aux abords du boulevard Lemire et de l'actuelle rue Saint-Germain est assuré, le tout selon une entente entre les parties concernées;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux ont peu d'impact sur la voie de circulation et que ceux-ci s'effectuent en harmonie avec ce que l'on retrouve sur le site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1367/10/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 225 de la rue Lindsay (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 225 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne projetante constituée d'un matériau imitant le bois d'une superficie approximative de zéro virgule soixante-dix mètre carré (0,70 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est éclairée par réflexion et est installée sur un poteau supportant le balcon, soit dans la partie localisée à gauche de l'accès menant à l'établissement;

CONSIDÉRANT QU'une partie du message de l'enseigne est réalisée en surélévation par rapport à la plaque d'affichage, ce qui contribue à bonifier le style de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de métal (fer forgé) de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le bleu, le vert, le gris, le violet et le blanc, ne rendent pas l'enseigne prédominante dans l'environnement et ne nuisent pas à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 225 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1368/10/06 - Acceptation des travaux de déplacement d'un bâtiment principal qui sera situé au 675 du boulevard des Chutes (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de déplacement d'un bâtiment principal qui sera situé au 675 du boulevard des Chutes (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./s'appliquant au déplacement d'un bâtiment principal, et que, par conséquent, tous les travaux de déplacement de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à déplacer un bâtiment résidentiel d'une superficie approximative de quatre-vingt-quatre mètres carrés (84 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'effectue en harmonie avec celle des autres bâtiments situés à proximité du site;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) est compatible avec celui des bâtiments du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
- pour les murs : du clin de vinyle de couleur beige;
- pour la toiture : du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est modulée, ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QU'une marquise est réalisée sur la galerie avant, ce qui permet de bonifier le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux, le traitement architectural ainsi que le gabarit du bâtiment permettent une bonne harmonisation du bâtiment (déplacé et rénové) avec les bâtiments du secteur;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le nouveau bâtiment a peu d'incidence sur le cadre bâti et s'harmonise avec ce que l'on retrouve dans le secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de déplacement d'un bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 675 du boulevard des Chutes (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de septembre 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

1369/10/06 - Nomination de monsieur Martin Brousseau au poste d'homme d'entretien au Service loisirs et vie communautaire

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Martin Brousseau au poste d'homme d'entretien au Service loisirs et vie communautaire, et ce, à compter de la présente. De plus, monsieur Brousseau devra compléter une période probatoire de 3 mois, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-2000-4468).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1370/10/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie des lots 156 et 158, du lot 156-252, 156-253, 156-255, 156-256-P et 156-278 du cadastre du canton de Grantham en faveur de Matériaux Laferté Ltée

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie Matériaux Laferté Ltée une partie des lots 156 et 158, du lot 156-252, 156-253, 156-255, 156-256-P et 156-278 du

cadastre du canton de Grantham, le tout tel que décrit à une description technique préparée par Michel Dubé, arpenteur-géomètre. Le prix de vente est fixé à 0.50 $ le pied carré.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1371/10/06 - Rétrocession de rues par monsieur Bernard Larocque (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de rétrocession de rues par monsieur Bernard Larocque (secteur Saint-Nicéphore). Les lots visés sont plus amplement décrits à une description technique préparée par Martin Paradis, arpenteur-géomètre en date du 2 novembre 2005 sous le numéro de dossier A3433, minute 6626 et identifiés comme les parcelles B et C.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1372/10/06 - Signature d'une entente à intervenir avec WM Québec inc. pour la gestion des eaux de lixiviation prétraitées

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec WM Québec inc. pour la gestion des eaux de lixiviation prétraitées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1373/10/06 - Subvention de 100 $ - Diabète Drummond inc.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 100 $ à Diabète Drummond inc. à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1374/10/06 - Subvention de 500 $ - Salon des Métiers d'Art

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 500 $ à l'AFÉAS, secteur Drummondville pour le Salon des Métiers d'Art à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1375/10/06 - Autorisation à la MRC de Drummond d'agir comme mandataire dans le dossier « vidange de fosses septiques »

ATTENDU QUE le 2 février 2005, la MRC de Drummond adoptait son Plan de gestion des matières résiduelles (PGMR) et depuis lors, a déployé tous les efforts nécessaires à l'atteinte de ses objectifs;

ATTENDU QUE dans les actions inscrites au susdit PGMR, figurent des éléments visant à mieux encadrer la gestion des boues de fosses septiques, notamment par la préparation d'appel d'offres aux fins d'organiser la vidange systématique des fosses septiques du territoire de la MRC de Drummond, ainsi que la disposition des boues;

ATTENDU QUE les articles 14.3 et suivants du *Code municipal du Québec* et les articles 29.5 et suivants de la *Loi sur les cités et villes* stipulent que deux ou plusieurs municipalités peuvent procéder à une demande commune de soumissions publiques pour l'adjudication d'un contrat de services;

ATTENDU QU'il est à l'avantage de la Ville de participer à une demande commune de soumissions publiques pour l'adjudication d'un contrat pour la vidange de fosses septiques, ceci notamment dans le but de favoriser une diminution des coûts pour l'ensemble des municipalités participantes;

ATTENDU QU'il y a lieu de déléguer à la MRC de Drummond les pouvoirs nécessaires à la présentation de cette demande;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville nomme et constitue la MRC de Drummond son mandataire et qu'elle lui donne le pouvoir, pour elle et en son nom, de faire un appel d'offres publiques pour la vidange de fosses septiques sur son territoire.

QUE l'acceptation d'une soumission par la MRC de Drummond lie envers l'adjudicataire, la Ville de Drummondville, le tout tel que plus amplement détaillé au *Code municipal du Québec* et plus particulièrement à ses articles 14.3 et suivants et/ou les articles 29.5 et suivants de la *Loi sur les cités et villes*.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1376/10/06 - Signature d'une entente intermunicipale à intervenir avec la Régie intermunicipale de gestion des déchets du Bas-St-François – Enlèvement, transport des déchets solides et collecte sélective des matières recyclables (secteurs Saint-Charles et Saint-Joachim)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente relative à l'enlèvement, le transport des déchets solides et à la collecte sélective des matières recyclables pour les secteurs Saint-Charles et Saint-Joachim.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1377/10/06 - Signature d'une entente intermunicipale à intervenir avec la Régie intermunicipale de gestion des déchets du Bas-St-François – Collecte sélective des matières recyclables (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente relative à la collecte sélective des matières recyclables du secteur Saint-Nicéphore.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1378/10/06 - Autorisation à la Ville de Trois-Rivières - Demande de soumissions publiques pour la fourniture de produits chimiques

CONSIDÉRANT que le regroupement intermunicipal d'achat favorise la diminution des prix de base des produits chimiques, l'accroissement de la concurrence au niveau des produits non-différenciés et l'accroissement du ratio performance/coût au niveau de l'utilisation des produits substituts;

CONSIDÉRANT la proposition de la Ville de Trois-Rivières de procéder, au nom des municipalités intéressées, à un achat regroupé pour la fourniture des produits chimiques pour l'année 2007;

CONSIDÉRANT les articles 29.1.3 et suivants de la *Loi sur les cités et villes*;

CONSIDÉRANT que la Ville désire procéder à cet achat regroupé pour la fourniture des produits chimiques pour le traitement des eaux selon les quantités amplement décrites sur un bon de commande préparé par le responsable du Service de l'approvisionnement;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu :

1° QUE la Ville de Drummondville confie à la Ville de Trois-Rivières le mandat de procéder, en son nom et avec les autres municipalités intéressées, à un achat regroupé pour la fourniture des produits chimiques pour le traitement des eaux, nécessaires pour les activités de la municipalité pour l'année 2007, et ce, afin d'obtenir les produits selon les quantités qui seront commandés par le responsable du Service de l'approvisionnement;

2° QUE la Ville de Drummondville s'engage, si la Ville de Trois-Rivières adjuge un contrat, à respecter les termes du présent mandat comme si elle avait contracté directement avec le fournisseur à qui le contrat est adjugé;

3° QU'une copie de la présente résolution et du bordereau de commande soient transmises à la Ville de Trois-Rivières.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1379/10/06 -Formation d'un comité de sélection pour le choix d'un soumissionnaire dans le dossier « Analyses de laboratoire » pour l'année 2007

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection pour le choix d'un soumissionnaire dans le dossier « Analyses de laboratoire » pour l'année 2007. Ledit comité sera formé de messieurs Francis Adam, Pierre Sylvain, François Chabot ainsi que monsieur Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1380/10/06 - Approbation des critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant le dossier « Analyses de laboratoire » - Année 2007

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour le choix d'une firme de professionnels concernant le dossier « Analyses de laboratoire » pour l'année 2007, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : 06-0122**

Titre : Analyses de laboratoire – Année 2007

PARTIE 1			
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**	
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Cote (0 à 100 %)	Pointage
Expérience du fournisseur	30		

Expérience et pertinence de l'équipe proposée	30		
Expérience et compétence du chargé de projets	20		
Stabilité des ressources et capacité de relève	20		
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100	
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**			
PARTIE 2			
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		**Fournisseur A**	
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)			
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 Prix			
Rang et adjudicataire			
_____ (Signature) _____ (date)		_____ (EN LETTRES MOULÉES) _____ (LIEU)	

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1381/10/06 - Mandat à Me Manon Adam – Actes de servitude pour l'implantation de panneaux de signalisation

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Manon Adam aux fins de préparer et rédiger des actes de servitude pour l'implantation de panneaux de signalisation à certains endroits sur le territoire de la Ville, et ce, avec les propriétaires suivants :

- Canadian Tire Real Estate Ltd. (coin Janelle et boulevard Saint-Joseph);
- Madame Gisèle Surprenant (angle Saint-Georges et boulevard Saint-Joseph);
- Monsieur Charles Châteauneuf (angle Saint-Jean et boulevard Saint-Joseph);
- Daamieux inc. (angle Saint-Pierre et boulevard Saint-Joseph).

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1382/10/06 - Mandat à Me Jacques Létourneau – Acte de servitude pour l'implantation d'un panneau de signalisation

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Jacques Létourneau aux fins de préparer et rédiger un acte de servitude pour l'implantation d'un panneau de signalisation sur une partie du lot 156-284 du cadastre du canton de Grantham, propriété de monsieur Marc-André Joyal et de mesdames Manon Adam et Agathe Leclerc.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1383/10/06 - Demande à la MRC de Drummond de procéder à des travaux d'entretien du cours d'eau existant sur les lots 17 et 18 du cadastre du canton de Wendover

ATTENDU QUE le cours d'eau se trouvant sur les lots 17 et 18 du cadastre du canton de Wendover entre le chaînage 0+000 et 0+352 selon le projet 0503071 de Teknika-HBA est un cours d'eau sous la compétence de la MRC de Drummond;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la MRC de Drummond une intervention visant à effectuer des travaux d'entretien du cours d'eau situé sur les lots 17 et 18 du cadastre du canton de Wendover. De plus, la Ville de Drummondville s'engage à acquitter sur réception, toutes les factures que pourrait de temps à autre, émettre la MRC de Drummond en rapport avec la poursuite des procédures engagées ou complétées dans ce dossier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1384/10/06 - Modification de la résolution no 1331/10/06 de façon à y ajouter la vente des lots 116-4, 116-3 ptie, 117-10 ptie et 117-11 ptie du cadastre du canton de Wickham à Importations Mex-On Import inc. (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification de la résolution no 1331/10/06 de façon à y ajouter la vente des lots 116-4, 116-3 ptie, 117-10 ptie et 117-11 ptie du cadastre du canton de Wickham à Importations Mex-On Import inc. (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1385/10/06 - Mandat à Michel Dubé, arpenteur-géomètre – Description technique du terrain devant servir à la réalisation de la construction d'une 2e glace à l'Olympia Yvan Cournoyer

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Michel Dubé, arpenteur-géomètre aux fins de procéder à la description technique du terrain devant servir à la réalisation de la construction d'une 2e glace à l'Olympia Yvan Cournoyer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1386/10/06 - Avis de motion du règlement no 3500 remplaçant le règlement no 2700 et ses amendements de la Ville de Drummondville ainsi que les règlements en semblables matières des anciennes municipalités de Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Joachim-de-Courval et de la Ville de Saint-Nicéphore

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3500 remplaçant le règlement no 2700 et ses amendements de la Ville de Drummondville ainsi que les règlements en semblables matières des anciennes municipalités de Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Joachim-de-Courval et de la Ville de Saint-Nicéphore.

1387/10/06 - Dispense de lecture du règlement no 3500 remplaçant le règlement no 2700 et ses amendements de la Ville de Drummondville ainsi que les règlements en semblables matières des anciennes municipalités de Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Joachim-de-Courval et de la Ville de Saint-Nicéphore

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3500 remplaçant le règlement no 2700 et ses amendements de la Ville de Drummondville ainsi que les règlements en semblables matières des anciennes municipalités de Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Joachim-de-Courval et de la Ville de Saint-Nicéphore;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1388/10/06 - Avis de motion du règlement no 3524 prévoyant l'enlèvement du cadastre de rue sur le lot 156-278 du cadastre du canton de Grantham (rue Saint-Germain)

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion du règlement no 3524 prévoyant l'enlèvement du cadastre de rue sur le lot 156-278 du cadastre du canton de Grantham (rue Saint-Germain).

1389/10/06 - Adoption du projet de règlement no 3520 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Jean Shooner,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3520, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) • d'autoriser une enseigne détachée du bâtiment pour les usages accessoires à l'habitation situés en zone agricole, et ce, uniquement pour les habitations unifamiliales isolées.

Les zones agricoles visées se situent à l'ouest de l'autoroute Jean-Lesage jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham et au sud de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham.

B) • d'autoriser une enseigne détachée du bâtiment pour l'usage accessoire « gîte du passant » lorsque cet usage accessoire est spécifiquement autorisé à la grille des usages et normes,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1390/10/06 - Avis de motion du règlement no 3520 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3520 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) • d'autoriser une enseigne détachée du bâtiment pour les usages accessoires à l'habitation situés en zone agricole, et ce, uniquement pour les habitations unifamiliales isolées.

Les zones agricoles visées se situent à l'ouest de l'autoroute Jean-Lesage jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham et au sud de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham.

B) • d'autoriser une enseigne détachée du bâtiment pour l'usage accessoire « gîte du passant » lorsque cet usage accessoire est spécifiquement autorisé à la grille des usages et normes.

1391/10/06 - Dispense de lecture du règlement no 3520 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3520, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) • d'autoriser une enseigne détachée du bâtiment pour les usages accessoires à l'habitation situés en zone agricole, et ce, uniquement pour les habitations unifamiliales isolées.

Les zones agricoles visées se situent à l'ouest de l'autoroute Jean-Lesage jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham et au sud de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham.

B) • d'autoriser une enseigne détachée du bâtiment pour l'usage accessoire « gîte du passant » lorsque cet usage accessoire est spécifiquement autorisé à la grille des usages et normes;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1392/10/06 - Adoption du règlement no 3518 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3518 a été donné (réf : 1341/10/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3518 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'assujettir l'ensemble des terrains de la zone d'habitation H07-65 et de la zone commerciale C07-16 aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions du chapitre 4.0.

Les zones visées sont localisées au nord de l'intersection des rues Saint-Laurent et de la Commune.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1393/10/06 - Adoption du règlement no 3521 amendant l'article 11 du règlement no 2700 de façon à modifier les dates des séances du conseil pour l'année 2007

Lecture est donnée du règlement no 3521 amendant l'article 11 du règlement no 2700 de façon à modifier les dates des séances du conseil pour l'année 2007.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1394/10/06 - Adoption du règlement no 3522 prévoyant la circulation des véhicules hors route sur certains chemins municipaux

Lecture est donnée du règlement no 3522 prévoyant la circulation des véhicules hors route sur certains chemins municipaux.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Martin Boily, rue Mailhot

- Monsieur Boily se plaint de la qualité des travaux en voie de réalisation sur la rue Mailhot.

Selon lui, les travaux ne répondent pas aux besoins et il veut s'assurer qu'il y aura une bonne garantie.

- Madame la mairesse rappelle que les travaux coûtent environ 450 000 $ dont 380 000 $ sont défrayés par tous les citoyens de la Ville. D'autres alternatives avaient été soumises aux propriétaires du secteur mais ont été rejetées puisque jugées trop dispendieuses. Elle confirme également qu'une compagnie effectue des sondages de sols de façon à assurer une plus grande pérennité aux travaux.

- Le directeur du Service du génie, monsieur Francis Adam, relate les différentes étapes dans ce dossier. Il est convaincu que les travaux amélioreront la situation.

- Le conseiller Mario Jacques est d'avis que l'évacuation de l'eau n'est pas évidente s'il n'y a pas de canalisation.

Monsieur Robert Ricard, président du Centre communautaire Drummondville-Sud
Monsieur Jacques Boivin, président du Centre communautaire Saint-Pierre

- Ces deux intervenants traitent de la Semaine des centres communautaires, des services offerts, des bénévoles qui y consacrent du temps, du financement des organismes. Le souhait des centres est à l'effet que la Ville produise une revue qui contienne les activités des O.S.B.L. Les centres reconnaissent le partenariat avec la Ville et souhaitent qu'il se poursuive.

- Le conseiller Roberto Léveillée remercie les centres pour leur implication dans l'élaboration de la politique familiale.

Monsieur Christian Rajotte

- Monsieur demande des précisions sur l'entente avec WM Québec inc.

- Le conseiller Pierre Levasseur relate les différentes étapes depuis le début du processus et précise qu'il s'agit d'une entente de 25 ans.

- Madame la mairesse, pour sa part mentionne que la compagnie versera 1 500 000 $ à la Ville. De plus, un cautionnement d'un million de dollars a été exigé à titre de garantie pendant l'exploitation et pour la fermeture.

- Le conseiller Jocelyn Gagné est d'avis qu'en procédant de cette façon la Ville assure la qualité de son environnement.

- Madame la mairesse confirme que pour le conseil de ville il était important que l'opération se fasse à coût zéro pour la Ville et les citoyens et ne vienne pas ponctionner la capacité de l'Usine de traitement des eaux usées.

Monsieur Jean Verrier

- Dans un premier temps, monsieur Verrier remercie le conseil pour la promptitude dans l'exécution des travaux dans le rang Saint-Jean-Baptiste.

En deuxième lieu monsieur Verrier s'interroge sur la plantation de tulipes dans le parc de la Paix. Une lettre sera adressée au conseil pour préciser les objectifs poursuivis par les responsables du Parc de la paix.

Monsieur René Touchette, Cascades

- Monsieur Touchette commente les dossiers pour lesquels le conseil a consenti des ententes intermunicipales avec la Régie intermunicipale du Bas-St-François. Selon lui les exigences sont différentes.

- Monsieur Steven Watkins résume la procédure, tout en précisant que la Ville n'exige pas de la Régie de camion à chargement avant et de « roll off ». Si le besoin existe la Régie pourra utiliser les services d'un sous-contractant ou louer l'équipement.

- Monsieur Touchette rétorque que les soumissionnaires n'avaient pas le droit d'utiliser les sous-contractants. Les critères ne sont donc pas les mêmes. Il se dit très déçu de la décision.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 6 novembre 2006.

1395/10/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h40.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

6 NOVEMBRE 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 6 novembre 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de monsieur Denis Chamberland, maire suppléant***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 2700 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Francine Ruest-Jutras (absence motivée)
Pierre-Yvan Aubé
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Monsieur le maire suppléant déclare la séance ouverte.

La greffière récite la prière.

1396/11/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1397/11/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 16 octobre 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 octobre 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de la lettre suivante :

- lettre de la ministre Nathalie Normandeau annonçant une enveloppe budgétaire dans le cadre du programme de rénovation;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

1398/11/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 2 octobre 2006 au 6 novembre 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 14 496 710,73 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1399/11/06 - Approbation du plan directeur de déneigement – Hiver 2006-2007

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville approuve le plan directeur de déneigement pour l'hiver 2006/2007, le tout tel que présenté par le directeur du Service des travaux publics incluant le déneigement de la piste cyclable du boulevard Robert-Bernard entre le chemin du Golf et le boulevard René-Lévesque.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1400/11/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale, mesurée au faîte du toit, pour la construction d'un bâtiment accessoire qui sera situé en zone commerciale sur les lots 156-269 et 156-268 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.09.39);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment accessoire (entrepôt) ayant une façade d'environ trente-deux mètres (32 m) ainsi qu'une profondeur d'environ vingt-cinq virgule six mètres (25,6 m), pour une superficie totale d'environ huit cent dix-neuf virgule deux mètres carrés (819,2 m^2);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble concerné, la hauteur maximale, mesurée au faîte du toit, pour un bâtiment accessoire est de huit mètres (8 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, la hauteur maximale du bâtiment visé, mesurée au faîte du toit, est établie à environ dix mètres (10 m), ce qui représente une irrégularité d'environ deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- le manque d'espace intérieur pour l'entreposage en raison d'un important inventaire de matériaux nécessitant la construction d'un nouvel entrepôt;
- les coûts élevés de construction d'un bâtiment ayant une hauteur moindre, mais de plus grandes dimensions;
- le fait que l'implantation projetée du bâtiment visé est située sur une partie basse du terrain, ce qui a pour effet de réduire visuellement l'impact de la dérogation en regard des autres bâtiments semblables sur le terrain;
- l'amélioration de la qualité visuelle du secteur par l'entreposage des matériaux à l'intérieur du bâtiment prévu;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des bâtiments existants sur le terrain visé (hangars) varie entre sept virgule soixante-deux mètres (7,62 m) et huit virgule cinquante-trois mètres (8,53 m);

CONSIDÉRANT QUE l'implantation projetée du bâtiment visé par la demande est située en cour arrière et très éloignée du boulevard Lemire, sur une partie basse du terrain (hauteur moindre d'environ un mètre (1 m) relativement à la hauteur du terrain où sont situés les bâtiments les plus près), ce qui a pour effet de réduire l'impact de la dérogation demandée;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE le projet est assujetti au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.), assurant ainsi l'intégration et l'harmonisation dudit projet en fonction du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de huit mètres (8 m) à dix mètres (10 m) la hauteur maximale, mesurée au faîte du toit, du bâtiment accessoire situé en zone commerciale, **à la condition** que le bâtiment visé soit implanté à une distance minimale de cent mètres (100 m) de l'emprise du boulevard Lemire, et ce, pour la construction d'un bâtiment accessoire qui sera situé en zone commerciale sur les lots 156-269 et 156-268 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 1650 du boulevard Lemire (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1401/11/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 2775 de la rue de la Topaze (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale et la marge de recul maximale dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence unifamiliale isolée située sur le terrain formé du lot 286-223 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2775 de la rue de la Topaze (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.06.19);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à la construction d'une résidence unifamiliale isolée ayant une façade d'environ dix virgule quatre-vingt-dix-sept mètres (10,97 m) et une profondeur d'environ neuf virgule quatorze mètres (9,14 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble visé par la demande (zone H12-34), la hauteur maximale applicable au bâtiment principal est de huit mètres (8 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, la hauteur maximale applicable au bâtiment principal est établie à environ neuf mètres (9 m), ce qui représente une irrégularité d'environ un mètre (1 m);

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal a rendu sa décision lors de l'assemblée ordinaire du 17 juillet dernier (résolution numéro 1018/7/06), et ce, pour les deux (2) aspects de la demande initiale, soit l'augmentation de la marge de recul maximale et de la hauteur maximale;

CONSIDÉRANT QU'un fait nouveau a été soumis au conseil municipal, soit l'accord des propriétaires de l'immeuble voisin (2785 rue de la Topaze) concernant la demande portant sur l'augmentation de la hauteur maximale;

CONSIDÉRANT QU'un nouvel avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE dans le milieu environnant, on retrouve des résidences unifamiliales isolées dont la hauteur varie selon le tronçon de la rue de la Topaze;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur maximale de la résidence située sur le terrain adjacent (2785 rue de la Topaze) est établie à environ cinq virgule trente-sept mètres (5,37 m);

CONSIDÉRANT QUE malgré cette différence, le propriétaire de l'immeuble adjacent (2785 rue de la Topaze) est d'accord relativement à la présente demande, tel que mentionné précédemment;

CONSIDÉRANT la grande superficie du terrain visé (environ mille sept cent soixante-douze mètres carrés (1 772 m^2)) permettant l'implantation d'une construction de grand gabarit et, de ce fait, ayant une hauteur plus grande;

CONSIDÉRANT QUE la marge de recul augmentée, jumelée à la localisation du terrain (courbe de la rue), a pour effet d'atténuer l'impact relatif à la hauteur du bâtiment projeté;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise la demande de dérogation mineure visant à augmenter de huit mètres (8 m) à neuf mètres (9 m) la hauteur maximale applicable au bâtiment principal, et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence unifamiliale isolée située sur le terrain formé du lot 286-223 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 2775 de la rue de la Topaze (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1402/11/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 10 de la rue Fabre (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 245-15P. et 245-16 du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 10 de la rue Fabre (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.12);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H06-39), la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal est établie à trois virgule quarante-huit mètres (3,48 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en août 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à cinq virgule cinquante-sept mètres (5,57 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de deux virgule zéro neuf mètres (2,09 m);

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction de la résidence (1972), le règlement en vigueur à l'époque exigeait une marge de recul minimale de sept virgule soixante-deux mètres (7,62 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente onze virgule zéro un mètres (11,01 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant depuis 1972;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de trois virgule quarante-huit mètres (3,48 m) à cinq virgule cinquante-sept mètres (5,57 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas onze virgule zéro un mètres (11,01 m), et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 245-15P. et 245-16 du rang IV du cadastre du canton de Wickham, soit au 10 de la rue Fabre (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1403/11/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 1290 de la rue Denery (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la hauteur maximale dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence unifamiliale isolée située sur le terrain formé du lot 10-67-6 du rang II du cadastre du canton de Wendover, soit au 1290 de la rue Denery (secteur Saint-Charles-de-Drummond), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.13);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste en la construction d'une résidence unifamiliale isolée de deux (2) étages ayant une façade d'environ douze virgule deux mètres (12,2 m) et une profondeur d'environ douze virgule un mètres (12,1 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé le bâtiment résidentiel projeté (zone 46 Ra), la hauteur maximale à mi-pignon applicable au bâtiment principal est de cinq virgule zéro huit mètres (5,08 m), et ce, en fonction d'un calcul tenant compte de la hauteur à mi-pignon de l'habitation adjacente (1300 rue Denery) située à moins de trente mètres (30 m) de celle projetée, auquel s'ajoute une variation possible de plus ou moins vingt pour cent (20 %);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, la hauteur maximale applicable au bâtiment principal est établie à environ sept virgule quatre-vingt-douze mètres (7,92 m), ce qui représente une irrégularité d'environ deux virgule quatre-vingt-quatre mètres (2,84 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- la présence d'une servitude en faveur d'Hydro-Québec qui occupe plus de la moitié du terrain concerné (ce qui limite les possibilités d'implantation au sol des bâtiments principal et accessoire);
- la résidence projetée n'aura pas de sous-sol afin de réduire la hauteur de celle-ci;
- les terrains situés de chaque côté de la rue Denery sont beaucoup plus larges que profonds, ce qui permet d'éloigner les résidences les unes des autres;
- la possibilité que l'on retrouve éventuellement des habitations de deux (2) étages sur les terrains situés à l'extrémité de la rue Denery, étant donné que celles-ci seront probablement localisées à plus de trente mètres (30 m) de la résidence la plus près (à plus de trente mètres (30 m) de distance, le calcul des hauteurs entre bâtiments voisins ne s'applique pas);
- la présence dans le milieu environnant, soit sur les rues Allard et Pie-XII de plusieurs habitations de plus d'un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que la construction d'une résidence d'un (1) étage limiterait les possibilités futures d'implanter des équipements connexes (bâtiments accessoires, piscine, etc.), étant donné une plus grande superficie d'implantation au sol;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE la présente demande ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété, d'autant plus que les propriétaires des deux (2) seules résidences actuellement construites sur la rue Denery ont manifesté par écrit leur accord avec le projet de construction;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de cinq virgule zéro huit mètres (5,08 m) à environ sept virgule quatre-vingt-douze mètres (7,92 m) la hauteur maximale applicable au bâtiment principal, et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence unifamiliale isolée de deux (2) étages située sur le terrain formé du lot 10-67-6 du rang II du cadastre du canton de Wendover, soit au 1290 de la rue Denery (secteur Saint-Charles-de-Drummond).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1404/11/06 - Dépôt du procès-verbal (13.10.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion spéciale du comité consultatif d'urbanisme tenue le 13 octobre 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1405/11/06 - Refus des travaux de rénovation (restauration) de la partie de l'usine ayant un (1) étage (datant de 1903) située au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation (restauration) de la partie de l'usine ayant un (1) étage (datant de 1903) située au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.16);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation (restauration) de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à restaurer une partie de l'usine originale afin de créer un jardin intérieur dont la thématique serait de rappeler l'histoire de la fonderie J. A. Gosselin;

CONSIDÉRANT QU'une partie de l'usine datant de 1903 ayant un (1) seul étage et donnant sur la rue Hébert est conservée et restaurée;

CONSIDÉRANT QUE la superficie approximative du bâtiment préservé est d'environ cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (185 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le projet de restauration consiste, entre autres, à conserver les murs de briques existants;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, un autre projet a été accepté par le Conseil municipal (résolution numéro 1359/10/06);

CONSIDÉRANT QUE le projet de restauration ne sera pas réalisé;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation (restauration) de la partie de l'usine ayant un (1) étage (environ cent quatre-vingt-cinq mètres carrés (185 m^2)) datant de 1903 afin d'aménager un jardin extérieur à l'intérieur de l'enceinte (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment qui sera situé au 1450 de la rue Hébert (secteur Drummondville) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, étant donné qu'un autre projet remplaçant celui de la restauration du bâtiment a déjà été accepté par le Conseil municipal.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1406/11/06 - Dépôt du procès-verbal (25.10.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 25 octobre 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1407/11/06 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 520 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 520 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.20);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes rattachées au bâtiment d'une superficie respective et approximative de trois virgule cinquante mètres carrés (3,50 m^2) et d'un virgule soixante-quinze mètre carré (1,75 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne principale est apposée sur le bandeau d'affichage de couleur beige situé au-dessus des portes d'accès à l'établissement donnant à angle vers le boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne secondaire est installée sur le bandeau d'affichage de couleur beige localisée sur le mur avant donnant vers la rue Rivard;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont lumineuses et composées principalement de lettres détachées auxquelles s'ajoute un petit boîtier lumineux (logo);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont le rouge, le bleu et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes rattachées au bâtiment ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain et utilisent bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par leurs dimensions, leurs superficies et leurs traitements, les enseignes rattachées au bâtiment ne nuisent pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage s'harmonise avec les autres enseignes rattachées au bâtiment situées dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 520 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1408/11/06 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 915 de la rue Hains (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 915 de la rue Hains (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.21);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

- une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de deux virgule soixante-dix-neuf mètres carrés (2,79 m^2) apposée sur le mur donnant vers la rue Belleville;
- une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative d'un virgule quatre-vingt-quinze mètre carré (1,95 m^2) apposée sur le mur donnant vers la rue Hains;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont principalement composées de lettres détachées de couleur noire et dont l'éclairage s'effectue par l'arrière;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes rattachées au bâtiment ne sont pas prédominantes dans le paysage urbain et utilisent bien les espaces disponibles à ces fins;

CONSIDÉRANT QUE de par leurs dimensions, leurs superficies et leurs traitements, les enseignes rattachées au bâtiment ne nuisent pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage s'harmonise avec les autres enseignes rattachées au bâtiment situées dans l'environnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 915 de la rue Hains (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1409/11/06 - Acceptation des travaux d'implantation du bâtiment (fondation seulement) et refus des travaux d'architecture pour un nouveau bâtiment qui sera situé au 1165 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 1165 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.22);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un nouveau bâtiment commercial d'une superficie approximative de mille deux cent treize mètres carrés (1 213 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE le ratio entre la largeur des façades du bâtiment et les largeurs du terrain est élevé, ce qui permet d'avoir un paysage urbain densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment favorise la fermeture du cadre bâti sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les façades donnant sur les voies de circulation sont aménagées d'avancées, ce qui réduit la linéarité des murs et contribue à bonifier l'image du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont principalement de la brique d'argile de couleur rouge et du clin de couleur terre (bois, fibre de ciment ou fibre de bois pressé);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de clin de bois est principalement installé au-dessus des ouvertures, ce qui crée des modules architecturaux et anime les façades;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux ainsi que leurs couleurs sont nobles et s'harmonisent avec ce que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des murs est réalisé avec une fenestration importante, ce qui procure de l'ouverture à ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les portes ouvrant sur un axe horizontal (type « garage ») sont grandement vitrées;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment n'est pas marquée de façon significative, ce qui rend cette dernière difficilement identifiable et réduit l'animation architecturale souhaitée pour une façade principale;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux, tels que colonnes de maçonnerie, permettent d'agrémenter les murs, mais qu'il est toutefois possible d'ajouter des éléments décoratifs sur les murs, ce qui permettrait d'avoir un style bonifié du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est réalisée dans la cour avant et dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE cette aire de stationnement a peu d'impact sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) entrées charretières sont aménagées sur le terrain, soit deux (2) donnant sur le boulevard Lemire et une (1) sur la rue Power;

CONSIDÉRANT QU'une (1) des deux (2) entrées charretières donnant sur le boulevard Lemire sert uniquement de sortie pour le lave-auto;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des entrées charretières facilite l'accès au site tout en étant sécuritaire et ne génère pas d'impact négatif sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'au moins dix (10) arbres sont plantés aux abords de la rue Power;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres sont plantés aux abords du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres sont plantés dans la cour avant (partie gauche de celle-ci) ainsi que dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QUE toutefois, peu d'informations sont disponibles quant aux autres éléments composant l'aménagement paysager (type d'arbres, îlots paysagers et localisation);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction respecte en général les dispositions du règlement, mais que certaines modifications doivent être apportées au dossier, notamment quant à l'entrée principale, aux ornementations et à l'aménagement paysager;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux d'implantation du bâtiment (fondation seulement) (tel que mentionné ci-dessus) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- **refuse** les travaux d'architecture (tel que mentionné ci-dessus) car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au traitement de l'entrée principale et aux ornementations;

- reporte les travaux d'aménagement de terrain;

et ce, pour un nouveau bâtiment qui sera situé au 1165 du boulevard Lemire (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1410/11/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 126 de la rue Saint-Damase (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 126 de la rue Saint-Damase (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Damase, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- remplacer le revêtement extérieur des murs;
- changer les ouvertures;
- rénover les galeries et les garde-corps;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du bâtiment, soit du crépi de béton de couleur grise, est remplacé par un clin de vinyle de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les galeries (incluant les escaliers) et la toiture de celles-ci sont rénovées en conservant les mêmes dimensions;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps sur les galeries sont refaits en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes (quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm)) supportant la toiture et le balcon sont en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » dont les encadrements sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les portes du bâtiment sont remplacées;

CONSIDÉRANT QUE des ornementations sont proposées pour le bâtiment (planches cornières et moulures au pourtour des ouvertures) et que celles-ci sont de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs proposées s'harmonisent entre elles et avec celles se retrouvant dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les interventions permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment, tout en s'effectuant dans le respect du cadre bâti du milieu environnant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 126 de la rue Saint-Damase (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1411/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 200 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour le bâtiment situé au 200 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne sur poteau d'une superficie maximale de cinq virgule onze mètres carrés (5,11 m^2) et d'une hauteur maximale de six virgule un mètres (6,1 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée dans la partie gauche de la cour avant, soit dans la bande gazonnée;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de deux (2) boîtiers lumineux séparés l'un de l'autre et que l'un d'eux est de forme ronde;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le beige, le bleu, le blanc, le rouge et le vert;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur beige (fini sablé) et que leur largeur s'intègre de façon proportionnelle à cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE des éléments d'ornementation tels que des moulures décoratives à la partie supérieure de l'enseigne et/ou des ornements sur les poteaux, permettent de bonifier l'image de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (six virgule un mètres (6,1 m)) s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses matériaux, s'intègre avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et son traitement, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain et s'harmonise avec les projets d'affichage récemment acceptés dans le secteur;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'une superficie minimale de trois mètres carrés (3 m^2) et composé d'au moins vingt (20) arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pied de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 200 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1412/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 716 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 716 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne projetante constituée d'un matériau imitant le bois d'une superficie approximative de zéro virgule cinquante et un mètre carré (0,51 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est installée sur le mur avant principal du bâtiment, soit dans la partie droite de ce dernier;

CONSIDÉRANT QU'une partie du message de l'enseigne est réalisée en surélévation par rapport à la plaque d'affichage, ce qui contribue à bonifier le style de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de métal (fer forgé) de couleur noire;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le brun et le gris, ne rendent pas l'enseigne prédominante dans l'environnement et ne nuisent pas à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'intègre au style du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 716 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1413/11/06 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 199-207 de la rue Saint-Marcel (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 199-207 de la rue Saint-Marcel (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.26);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- remplacer une partie du revêtement extérieur du mur avant de l'étage du bâtiment;
- réparer et/ou remplacer le revêtement extérieur du mur avant du rez-de-chaussée du bâtiment;
- installer deux (2) nouvelles portes de type « patio » à l'étage et remplacer une (1) porte existante de type « patio »;
- réparer ou refaire les balconnières;
- changer les fenêtres de l'étage;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur actuel (brique de couleur jaune or) est remplacé par un revêtement de maçonnerie (brique d'argile de couleur rouge nuancée de noir) pour la façade donnant sur la rue Saint-Marcel seulement;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux de modification ne s'effectuent pas dans le respect du caractère d'origine du matériau de revêtement extérieur (brique de couleur jaune or) et que ceux-ci ne permettent pas une harmonisation d'ensemble quant à la couleur du matériau soumis avec les couleurs du revêtement extérieur du bâtiment qui n'est pas remplacé;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du mur avant du rez-de-chaussée (maçonnerie imitant la pierre) est remplacé et/ou réparé, tout en conservant le style d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations (telles qu'allèges, linteaux, jeux de brique et moulures décoratives) ne sont pas recréées, ce qui n'assure pas une continuité du style architectural d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de portes de type « patio » sur la façade principale du bâtiment ne contribue pas à préserver le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les balconnières existantes sont rénovées et/ou refaites, tout en conservant leur style;

CONSIDÉRANT QU'une nouvelle balconnière de même style que celles existantes est ajoutée à l'étage, soit à l'avant d'une des nouvelles portes de type « patio »;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) fenêtres situées à l'étage (fixes avec partie coulissante dans le bas) sont remplacées par des fenêtres de type « à battant »;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres proposées ne s'inspirent pas du caractère d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux proposés ne permettent pas d'assurer une continuité du style architectural d'origine du bâtiment, et ce, même si le projet de rénovation extérieure s'inspire d'éléments architecturaux existants sur des bâtiments se retrouvant dans l'environnement immédiat de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis consiste à rénover qu'une seule partie de la façade principale du bâtiment et qu'il est difficile d'évaluer ce dernier, car la transformation de l'image et du style du bâtiment n'est que partielle;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 199-207 de la rue Saint-Marcel (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à la couleur de la brique, à l'ajout de portes de type « patio » et au remplacement des fenêtres.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1414/11/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 695 de la rue Chauveau (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 695 de la rue Chauveau (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./développement La Coulée, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- agrandir le bâtiment (résidence et garage) d'une superficie approximative de quarante et un mètres carrés (41 m^2);
- rénover l'ensemble des autres façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour latérale droite, et ce, en retrait du mur avant principal;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux d'agrandissement respectent le gabarit des bâtiments situés dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le mur avant est modulé par les travaux d'agrandissement, ce qui rend la façade principale moins linéaire et plus intéressante;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
<u>pour les murs</u>
- de la brique de couleur rouge (brique conservée);
- du clin de fibre de bois pressé de couleur beige;

<u>pour la toiture</u>
- du bardeau d'asphalte de couleur brune;

CONSIDÉRANT QUE la toiture est modulée par l'ajout de murs en pignon, ce qui bonifie le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux (tels que planches cornières, planches décoratives aux pourtours de certaines ouvertures, soulignements de maçonnerie) sont réalisés sur le bâtiment, et ce, dans le respect du style architectural des bâtiments voisins;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont remplacées par des fenêtres à battant dont la partie supérieure est pourvue d'un carrelage;

CONSIDÉRANT QUE les portes sont également remplacées et que ces dernières sont en harmonie avec celles se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux sont nobles et s'harmonisent avec ceux se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE malgré le fait que le style architectural d'origine du bâtiment est modifié, le bâtiment s'intègre aux autres bâtiments du secteur;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 695 de la rue Chauveau (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1415/11/06 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 330 de la rue Cormier (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 330 de la rue Cormier (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager le terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement du terrain sera fait en phases, le tout selon l'avancement des travaux de construction du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est desservi par trois (3) entrées charretières, soit une (1) donnant sur la rue Cormier et deux (2) sur la rue Gauthier;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des entrées charretières facilite l'accès au site tout en étant sécuritaire;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en cour avant secondaire (cour donnant vers la rue Gauthier) de même qu'en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE certaines cases de stationnement sont situées en cour avant principale (cour donnant vers la rue Cormier);

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est aménagée d'au moins cinq (5) îlots gazonnés;

CONSIDÉRANT QUE les espaces libres du terrain sont gazonnés et/ou paysagés;

CONSIDÉRANT QU'au moins huit (8) arbres sont plantés dans la cour avant donnant vers la rue Cormier;

CONSIDÉRANT QU'au moins douze (12) arbres sont plantés dans la cour avant donnant vers la rue Gauthier;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres sont plantés dans les autres cours;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) îlots paysagers sont réalisés sur le terrain, soit un (1) aux abords de la rue Cormier (emplacement de la future enseigne), un (1) dans le triangle de visibilité et deux (2) aux abords du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'au moins cent trente (130) arbustes et/ou plantes florales sont plantés sur le terrain, à l'intérieur des îlots prévus;

CONSIDÉRANT QUE quatre (4) haies de feuillus et/ou de plantes sont réalisées dans les bandes gazonnées situées aux abords des voies de circulation, ce qui permet de dissimuler certaines cases de l'aire de stationnement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement de terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 330 de la rue Cormier (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1416/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 1001 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et de rénovation extérieure pour l'établissement situé au 1001 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.29);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- installer une enseigne appliquée sur la façade principale du bâtiment, soit celle donnant sur le boulevard Saint-Joseph, d'une superficie approximative de quatre virgule quatre-vingts mètres carrés (4,80 m^2);
- rénover une partie de la façade principale du bâtiment;

Affichage

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est principalement composée de lettres détachées lumineuses de couleur blanche ainsi que d'un petit boîtier lumineux de couleurs rouge et blanc et que celle-ci est installée sur le mur avant, au-dessus des ouvertures de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE cette dernière est installée à une hauteur comparable à celle existante sur le bâtiment (Inter Sport), ce qui contribue, entre autres, à rendre l'enseigne harmonieuse;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur actuel du nouveau mur avant est de l'acier de couleur noire laquelle s'harmonise avec celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer le revêtement extérieur de couleur noire par un revêtement métallique de couleur bleu pâle;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux rendent cet élément modifié prédominant dans l'environnement ainsi que sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout du revêtement métallique de couleur bleu pâle nuit à la qualité visuelle du bâtiment et ne s'harmonise pas avec les revêtements que l'on retrouve sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, les travaux peuvent être faits afin de marquer l'enseigne proposée dans le respect de l'image souhaitée par l'entreprise;

CONSIDÉRANT QU'un revêtement métallique de couleur bleu pâle peut être installé à l'arrière de l'enseigne, et ce, sur une hauteur d'environ zéro virgule quatre-vingt-dix mètre (0,90 m) par une longueur de huit virgule quarante mètres (8,40 m);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et de rénovation extérieure du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 1001 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, **à la condition** que le revêtement extérieur de couleur bleu pâle soit limité à une hauteur maximale de zéro virgule quatre-vingt-dix mètre (0,90 m) par une longueur maximale de huit virgule quarante mètres (8,40 m).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1417/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville) – P.I.A. (Déli-Délice)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale d'un virgule soixante-quinze mètre carré (1,75 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est principalement composée de lettres détachées stylisées ainsi que d'une petite plaque murale et que celle-ci est non lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE l'éclairage de l'enseigne s'effectue par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le rouge, le vert et le blanc;

CONSIDÉRANT QUE de par l'architecture du bâtiment, l'enseigne utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et le type de l'enseigne ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé s'intègre au style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1418/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (projet A) ou les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment ainsi que d'aménagement de terrain (projet B) pour l'établissement situé au 565 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A. (Super C)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure du bâtiment, d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'aménagement de terrain pour l'établissement situé au 565 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.31);

CONSIDÉRANT QUE le site visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment, d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

<u>Projet A (affichage)</u>
- installer une enseigne rattachée à la face avant de la marquise, le tout **sans** rénovation extérieure du bâtiment;

<u>Projet B (affichage, rénovation extérieure du bâtiment et aménagement de terrain)</u>
- rénover la façade principale de l'établissement;
- installer une enseigne rattachée à la face avant de la marquise;
- réaménager une partie du terrain aux abords du boulevard Saint-Joseph;

Rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE la façade principale de l'établissement (celle donnant vers le boulevard Saint-Joseph) est modifiée par le changement de couleur du revêtement d'acier existant et l'ajout d'un revêtement d'enduit d'acrylique sur la face avant de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de brique sur la façade principale est conservé;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'acier de couleur rouge (celui donnant sur la façade principale) est repeint de couleur beige, le tout en harmonie avec les couleurs des revêtements extérieurs du local adjacent (côté gauche, soit Bureau en Gros);

CONSIDÉRANT QUE la face avant de la marquise est principalement modifiée par la pose d'un revêtement d'enduit d'acrylique de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement d'enduit d'acrylique est réalisé en panneaux;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de trois (3) importants modules (parapets et avancées) sur la face avant de la marquise anime cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les modules sont de couleurs rouge et beige;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures donnant sur le mur avant de l'établissement ne sont pas modifiées;

CONSIDÉRANT QUE les travaux permettent d'assurer une continuité du nouveau style architectural du bâtiment;

Affichage (projet A)

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne d'une superficie maximale de cinq mètres carrés (5 m^2) est composée de lettres détachées lumineuses et que cette dernière est installée sur la face avant de la marquise;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le rouge et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne rattachée au bâtiment ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

Affichage (projet B)

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne d'une superficie maximale de cinq mètres carrés (5 m^2) est composée de lettres détachées lumineuses et que cette dernière est installée sur la face avant de la marquise, soit sur le module de couleur rouge;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne rattachée au bâtiment ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne proposée s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant dans l'environnement;

Aménagement de terrain

CONSIDÉRANT QU'une bande gazonnée est existante aux abords du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QU'au moins cinq (5) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés dans cette bande;

CONSIDÉRANT QU'une plantation d'au moins vingt-cinq (25) arbustes est réalisée dans la bande gazonnée, et ce, à proximité des arbres et/ou entre ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement paysager permet d'améliorer l'image du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (projet A) ou les travaux de rénovation extérieure du bâtiment et d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment ainsi que d'aménagement de terrain (projet B) (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 565 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1419/11/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 916 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 916 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.32);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover les façades latérales et arrière du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les murs latéraux ainsi que le mur arrière sont rénovés par le remplacement des matériaux existants;

CONSIDÉRANT QUE la brique de couleur rouge installée sur les murs latéraux est remplacée par une nouvelle brique de couleur rouge, laquelle s'harmonise avec celle se retrouvant sur la façade principale du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement métallique de couleur blanche sur les murs extérieurs est remplacé par un revêtement métallique de couleur brun-rouge, ce qui assure une harmonie et une continuité du style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le bandeau d'acier de couleur bleue est prolongé sur les murs latéraux ayant de la brique, ce qui permet de bonifier le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le solin de la toiture est repeint de couleur s'harmonisant avec celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux de rénovation du bâtiment permettent d'améliorer l'image globale de celui-ci et assurent une bonne continuité du style architectural de ce dernier;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 916 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1420/11/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 145 du cours des Morilles (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 145 du cours des Morilles (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.33);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage) d'une superficie approximative de cent quarante et un mètres carrés (141 m^2), le tout principalement sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en façade du bâtiment accessoire (garage rattaché à la résidence);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
pour les murs
- de la brique pierre de couleur beige pour la façade principale;
- du clin de fibre de bois pressée (Canexel) de couleur beige pour les autres façades;
pour la toiture
- du bardeau d'asphalte de couleur foncée telle que le brun;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE certaines ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à assurer un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 17 septembre 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de cent dix millimètres (110 mm – 11 cm) allant jusqu'à cent soixante millimètres (160 mm – 16 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve les essences d'arbres suivantes : frêne et orme;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont situés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente plus de treize virgule un pour cent (13,1 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet un espace intéressant pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 145 du cours des Morilles (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1421/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville) – P.I.A. (Okimo-Sushi)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.34);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard René-Lévesque, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à appliquer, sur le bandeau métallique de couleur bleue, une enseigne constituée de lettres détachées et représentant une superficie maximale de cinq mètres carrés (5 m^2);

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le blanc et le rouge;

CONSIDÉRANT QU'une partie du message est lumineux, soit le mot « Okimo »;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne murale, de par sa forme, son éclairage, le type de matériaux et les couleurs utilisées, s'harmonise avec les autres enseignes se retrouvant sur le bâtiment et dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par sa superficie, n'est pas prédominante dans le paysage urbain, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du bâtiment et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 750 du boulevard René-Lévesque (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1422/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'équipements d'éclairage pour le bâtiment situé au 150 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'équipements d'éclairage pour le bâtiment situé au 150 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 05.12.06);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à autoriser les équipements d'éclairage sur le site;

CONSIDÉRANT QU'un maximum de trois (3) luminaires sont implantés en cour avant et plusieurs autres sont répartis dans les autres cours;

CONSIDÉRANT QUE les équipements d'éclairage sont décoratifs et sobres;

CONSIDÉRANT QUE la couleur de ces équipements est blanche, laquelle s'harmonise avec celles se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la présence de seulement trois (3) luminaires en cour avant permet de dégager cette cour et assure une bonne qualité visuelle du site;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'équipements d'éclairage avec un maximum de trois (3) luminaires localisés en cour avant (tel que mentionné ci-dessus) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, et ce, pour le bâtiment situé au 150 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois d'octobre 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

1423/11/06 - Appui à une demande formulée à la Commission de protection du territoire agricole (C.P.T.A.Q.) pour le morcellement d'une ferme composée des parties de lots 254, 255 et 256 du cadastre du canton de Wendover, secteur Saint-Joachim (290 route 255)

CONSIDÉRANT QUE les parties de lots 254, 255 et 256 du cadastre du canton de Wendover sont intégrées à la zone permanente agricole;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise le morcellement d'une ferme composée des parties de lots 254, 255 et 256 du cadastre du canton de Wendover;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour le morcellement d'une partie du lot 255 a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QUE la demande vise à morceler une partie du terrain sur lequel les bâtiments sont érigés de la partie cultivée (terre);

CONSIDÉRANT QUE la portion du lot visé fait partie de la zone A1;

CONSIDÉRANT QUE la partie de terrain visée par la présente demande a une superficie approximative de dix-sept mille six cent quatre-vingt-huit mètres carrés (17 688 m²);

CONSIDÉRANT QUE l'acquéreur désire acheter un terrain sur lequel sont érigés la maison, les bâtiments agricoles, les silos et la fosse à purin;

CONSIDÉRANT QUE le vendeur conservera la partie restante de la terre, soit une superficie approximative de soixante-huit virgule quarante-neuf hectares (68,49 ha);

CONSIDÉRANT QU'actuellement les bâtiments agricoles ne sont pas utilisés;

CONSIDÉRANT QUE l'acquéreur projette d'utiliser les bâtiments agricoles pour la production d'une ferme laitière;

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole du lot et des lots avoisinants est bon;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation prévue de l'ensemble des lots visés par la demande est agricole;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville (secteur Saint-Joachim);

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Ferme Beaujoy enr. auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour le morcellement d'une partie du lot 255 du cadastre du canton de Wendover, et ceci, dans le but de vendre une partie du terrain ayant une superficie approximative de dix-sept mille six cent quatre-vingt-huit mètres carrés (17 688 m²) incluant les bâtiments.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 25 octobre 2006.

1424/11/06 - Subvention de 6 000 $ - Organisme Parc de la Paix de Drummondville

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 6 000 $ à l'organisme Parc de la Paix de Drummondville à titre de subvention pour la réalisation de l'aménagement de la Place de l'O.N.U.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1425/11/06 - Subvention de 700 $ - Centraide Cœur du Québec

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 700 $ à Centraide Cœur du Québec à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Roberto Léveillée se retire pour la présentation du dossier suivant :

1426/11/06 - Subvention de 2 000 $ - Compagnie Danse En Équilibre

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 2 000 $ à la compagnie Danse En Équilibre à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Roberto Léveillée reprend son siège.

1427/11/06 - Subvention de 1 000 $ - Fondation Frederick-George-Heriot

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 1 000 $ à Fondation Frederick-George-Heriot à titre de subvention 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1428/11/06 - Embauche de madame Virginie Dumont au poste d'agent en environnement

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville procède à l'embauche de madame Virginie Dumont au poste d'agent en environnement, le tout selon la convention collective du Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470), classe C-490, échelle 0-1 an.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1429/11/06 - Formation du comité de négociation dans le dossier de projet de regroupement avec la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de madame la mairesse, Francine Ruest-Jutras, des conseillers Denise Picotin et Pierre Levasseur, de même que du directeur général de la Ville aux fins de former le comité de négociation dans le dossier de projet de regroupement avec la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1430/11/06 - Autorisation à CDM Papiers Décors – Installation d'une roulotte temporaire sur le terrain du 3075 rue Bernier

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise CDM Papiers Décors à installer une roulotte temporaire sur leur terrain du 3075 rue Bernier à compter de la mi-octobre 2006, et ce, pour une période de 8 mois, le tout pour la réalisation d'un projet informatique d'envergure.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1431/11/06 - Autorisation au Club Optimiste St-Charles-de-Drummond inc. d'utiliser l'Éco-Sport le 18 novembre 2006 et à solliciter un permis pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club Optimiste St-Charles-de-Drummond inc. à utiliser l'Éco-Sport le 18 novembre 2006, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

De plus, la Ville de Drummondville autorise cet organisme à solliciter un permis auprès de la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec pour la vente et la consommation de boissons alcoolisées sur les lieux de cette activité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1432/11/06 - Amendement de la résolution no 1152/8/06 de façon à changer le nom de l'acheteur soit 2730-7974 Québec inc. par celui de « Bétons Préfabriqués Alfo inc. »

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville amende la résolution no 1152/8/06 de façon à changer le nom de l'acheteur soit 2730-7974 Québec inc. par celui de « Bétons Préfabriqués Alfo inc. ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1433/11/06 - Demande à la Société d'habitation du Québec de reporter la date limite pour la réalisation des engagements financiers et déboursés à l'automne 2007 et de hausser le montant de l'enveloppe budgétaire

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville, par sa résolution numéro 878/6/06 adoptée à la séance régulière du conseil municipal du 19 juin 2006, a manifesté son intérêt à poursuivre son implication financière et administrative dans la mise en œuvre du programme Rénovation Québec (phase 3);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville a, depuis plus de vingt-cinq (25) ans, participé à la mise en œuvre des programmes de rénovation offerts par la Société d'habitation du Québec, et ce, tant en y affectant les ressources humaines nécessaires qu'en y consacrant des sommes importantes en terme de participation financière;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville a toujours su honorer les enveloppes budgétaires proposées par la Société en engageant la totalité de sommes correspondantes;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville a toujours, au fil des ans, fait de la qualité des logements offerts à sa population et de l'amélioration continue de son cadre bâti, une priorité;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville est disposée à investir un montant de six cent mille dollars (600 000 $) dans le cadre de la mise en œuvre de la programmation 2006-2007 (phase 3) du programme Rénovation Québec, dans le contexte d'une participation équivalente de la Société, pour un investissement total d'un million deux cent mille dollars (1 200 000 $), et ce, pour une deuxième année consécutive;

CONSIDÉRANT les attentes des propriétaires d'immeubles en matière d'aide à la rénovation résidentielle;

CONSIDÉRANT QUE dans le choix des volets du programme offert par la Société au cours des dernières années, la Ville de Drummondville a toujours consacré ses efforts ainsi que la quasi totalité des sommes disponibles à la rénovation de logements existants;

CONSIDÉRANT QU'en ce sens, la Ville de Drummondville n'a jamais utilisé une quelconque part des sommes consenties par la Société à des interventions portant sur des biens municipaux, la construction résidentielle ou l'accession à la propriété;

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre de la mise en œuvre du programme Rénovation Québec, la Ville n'a jamais réclamé de frais de gestion de dossiers, préférant consacrer l'entièreté des sommes octroyées par la Société à des interventions en matière de rénovation de logements;

CONSIDÉRANT QUE selon la lettre de Madame la ministre Nathalie Normandeau, reçue le 23 octobre dernier, la Ville de Drummondville se voit octroyer une enveloppe de cent quinze mille dollars (115 000 $) seulement;

CONSIDÉRANT QUE cette somme apparaît trop peu importante pour répondre aux besoins déjà connus et soutenir le rythme de la rénovation résidentielle dans les secteurs désignés;

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre de la programmation 2005-2006 (phase 2), plus de deux cent vingt (220) propriétaires se sont inscrits au programme offert à ce moment-là, et ce, sur une période de dix (10) jours, et que seulement cinquante (50) dossiers ont pu être concrétisés;

CONSIDÉRANT QUE le délai associé à la nouvelle enveloppe budgétaire, soit le 31 mars 2007, apparaît irréaliste dans le contexte où, à cette date, la totalité du montant devra être engagée et déboursée;

CONSIDÉRANT QUE cette date sous-tend la réalisation de travaux en pleine période hivernale, cette dernière étant la moins propice à la réalisation des travaux subventionnés;

CONSIDÉRANT QU'en plus, les modifications apportées au programme, notamment au volet II à l'égard des interventions pouvant être subventionnées, auront pour effet que des ajustements au règlement municipal de subvention actuellement en cours devront être effectués, impliquant les délais habituels d'approbation de ces modifications par la Société;

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la Société d'habitation du Québec :

- de reporter la date limite pour la réalisation des engagements financiers et des déboursés afférents à la fin de l'automne 2007, et ce, en poursuivant des représentations auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) en ce sens;

- de hausser le montant de l'enveloppe budgétaire consenti à la Ville de Drummondville tenant compte, notamment :
  - des besoins manifestés par les propriétaires d'immeubles résidentiels;
  - du fait que la Ville a toujours orienté l'utilisation des sommes consenties à la rénovation résidentielle;
  - de la continuité dans la participation de la Ville dans la mise en œuvre du programme;
  - qu'aucun frais de gestion n'a été réclamé à la Société à même les enveloppes budgétaires consenties.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1434/11/06 - Signature d'une lettre d'entente à intervenir entre la Ville de Drummondville et l'Alliance de la Fonction publique du Canada – (Regroupement des pompiers, pompières de la Ville de Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre d'entente à intervenir entre la Ville de Drummondville et l'Alliance de la Fonction publique du Canada (Regroupement des pompiers, pompières de la Ville de Drummondville) pour le règlement du grief relatif à la prime de garde.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1435/11/06 - Installation d'arrêts toutes directions à l'intersection de la rue Saint-Aimé et de la 107e Avenue

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation d'arrêts toutes directions à l'intersection de la rue Saint-Aimé et de la 107e Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1436/11/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelles 1 et 2, à madame Caroline Bouchard et monsieur Evens Larouche

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelles 1 et 2, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 13 juin 2006 (numéro de répertoire : 2935 - numéro de minute : 10720) à madame Caroline Bouchard et monsieur Evens Larouche. Cette partie de terrain d'une superficie totale de 2 455 pi^2 (228 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 3 386,87 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1437/11/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 3, à madame Marie-Claude Veillette et monsieur Paul-Antoine Beaudoin

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 3 ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 13 juin 2006 (numéro de répertoire : 2935 - numéro de minute : 10720) à madame Marie-Claude Veillette et monsieur Paul-Antoine Beaudoin. Cette partie de terrain d'une superficie totale de 2 468 pi^2 (229.2 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 3 404,69 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1438/11/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 5, à madame Mélanie Bouchard et monsieur Jocelyn Allard

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 5, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 13 juin 2006 (numéro de répertoire : 2935 - numéro de minute : 10721) à madame Mélanie Bouchard et monsieur Jocelyn Allard. Cette partie de terrain d'une superficie totale de 1 163 pi^2 (108 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 1 604,31 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1439/11/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 6, à madame Nathalie Cloutier et monsieur Daniel Fréchette

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 6, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 13 juin 2006 (numéro de répertoire : 2935 - numéro de minute : 10721) à madame Nathalie Cloutier et monsieur Daniel Fréchette. Cette partie de terrain d'une superficie totale de 1 163 pi^2 (108 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 1 604,31 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1440/11/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 7, à madame Nancy Moreau

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 7, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 13 juin 2006 (numéro de répertoire : 2935 - numéro de minute : 10721) à madame Nancy Moreau. Cette partie de terrain d'une superficie totale de 1 163 pi^2 (108 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 1 604,31 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1441/11/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 8, à monsieur Alain Joly et madame Julie Chartrand

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 8, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 13 juin 2006 (numéro de répertoire : 2935 - numéro de minute : 10721) à monsieur Alain Joly et madame Julie Chartrand. Cette partie de terrain d'une superficie totale de 1 163 pi^2 (108 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 1 604,31 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1442/11/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 9, à monsieur Jean Boisclair et madame France Bourdages

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 9, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 13 juin 2006 (numéro de répertoire : 2935 - numéro de minute : 10721) à monsieur Jean Boisclair et madame France Bourdages. Cette partie de terrain d'une superficie totale de 1 098 pi^2 (102 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 1 515,18 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1443/11/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 10, à monsieur Stéphan Giguère et madame Marie-Thérèse Blanchard

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 790 du cadastre du canton de Wickham, parcelle 10, ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 13 juin 2006 (numéro de répertoire : 2935 - numéro de minute : 10721) à monsieur Stéphan Giguère et madame Marie-Thérèse Blanchard. Cette partie de terrain d'une superficie totale de 1 224 pi^2 (113,7 m^2) est vendue au prix de 1,38 $ le pied carré, le tout pour un montant total de 1 688,98 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1444/11/06 - Avis de motion du règlement no 3531 prévoyant la construction d'une 2e glace à l'Olympia Yvan Cournoyer et un emprunt n'excédant pas 5 500 000 $

Le conseiller Jean Shooner donne avis de motion du règlement no 3531 prévoyant la construction d'une 2e glace à l'Olympia Yvan Cournoyer et un emprunt n'excédant pas 5 500 000 $.

1445/11/06 - Adoption du règlement no 3500 remplaçant le règlement no 2700 et ses amendements de la Ville de Drummondville ainsi que les règlements en semblables matières des anciennes municipalités de Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Joachim-de-Courval et de la Ville de Saint-Nicéphore

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3500 a été donné (réf : 1386/10/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3500 remplaçant le règlement no 2700 et ses amendements de la Ville de Drummondville ainsi que les règlements en semblables matières des anciennes municipalités de Saint-Charles-de-Drummond, Saint-Joachim-de-Courval et de la Ville de Saint-Nicéphore.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1446/11/06 - Adoption du projet de règlement no 3523 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3523, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H08-15 à même une partie de la zone d'habitation H08-01 actuelle, de manière à y inclure les terrains situés du côté sud-est de la rue Saint-Alphonse, approximativement entre les 11e et 13e Avenues;
- de maintenir, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages, normes et dispositions que ceux actuellement en application, à l'exception du nombre maximal de logements pour les habitations multifamiliales qui est établi à cinq (5) au lieu de quatre (4);
- de prévoir les dispositions à l'égard du revêtement extérieur pour les habitations multifamiliales;
- d'augmenter la superficie maximale d'un garage privé attenant aux habitations multifamiliales;
- de réduire la distance minimale entre un perron situé en cour avant et une ligne de terrain pour les habitations multifamiliales;
- d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire mais protégé par droits acquis, et ce, pour la nouvelle zone d'habitation H08-15.

La zone d'habitation H08-01 actuelle est localisée approximativement entre la voie ferrée du Canadien National, la rue Saint-Damase, la 9e Avenue et la 14e Avenue,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1447/11/06 - Avis de motion du règlement no 3523 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3523 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H08-15 à même une partie de la zone d'habitation H08-01 actuelle, de manière à y inclure les terrains situés du côté sud-est de la rue Saint-Alphonse, approximativement entre les 11e et 13e Avenues;
- de maintenir, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages, normes et dispositions que ceux actuellement en application, à l'exception du nombre maximal de logements pour les habitations multifamiliales qui est établi à cinq (5) au lieu de quatre (4);
- de prévoir les dispositions à l'égard du revêtement extérieur pour les habitations multifamiliales;
- d'augmenter la superficie maximale d'un garage privé attenant aux habitations multifamiliales;
- de réduire la distance minimale entre un perron situé en cour avant et une ligne de terrain pour les habitations multifamiliales;
- d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire mais protégé par droits acquis, et ce, pour la nouvelle zone d'habitation H08-15.

La zone d'habitation H08-01 actuelle est localisée approximativement entre la voie ferrée du Canadien National, la rue Saint-Damase, la 9e Avenue et la 14e Avenue.

1448/11/06 - Dispense de lecture du règlement no 3523 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3523, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H08-15 à même une partie de la zone d'habitation H08-01 actuelle, de manière à y inclure les terrains situés du côté sud-est de la rue Saint-Alphonse, approximativement entre les 11e et 13e Avenues;
- de maintenir, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages, normes et dispositions que ceux actuellement en application, à l'exception du nombre maximal de logements pour les habitations multifamiliales qui est établi à cinq (5) au lieu de quatre (4);
- de prévoir les dispositions à l'égard du revêtement extérieur pour les habitations multifamiliales;
- d'augmenter la superficie maximale d'un garage privé attenant aux habitations multifamiliales;
- de réduire la distance minimale entre un perron situé en cour avant et une ligne de terrain pour les habitations multifamiliales;
- d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire mais protégé par droits acquis, et ce, pour la nouvelle zone d'habitation H08-15.

La zone d'habitation H08-01 actuelle est localisée approximativement entre la voie ferrée du Canadien National, la rue Saint-Damase, la 9e Avenue et la 14e Avenue;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1449/11/06 - Adoption du projet de règlement no 3527 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1o QUE le projet de règlement no 3527, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

A) • d'assujettir tout projet d'enseigne détachée du bâtiment pour les usages accessoires à l'habitation situés en zone agricole, aux objectifs et critères particuliers et autres dispositions du chapitre 15.0.

Les zones agricoles visées se situent à l'ouest de l'autoroute Jean-Lesage jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham et au sud de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham;

B) • d'assujettir tout projet d'enseigne détachée du bâtiment pour l'usage accessoire « gîte du passant », pour toutes les zones où l'usage accessoire est autorisé par le règlement de zonage, aux objectifs et critères particuliers et autres dispositions du chapitre 15.0,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1450/11/06 - Avis de motion du règlement no 3527 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Le conseiller Mario Jacques donne avis de motion du règlement no 3527 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

A) • d'assujettir tout projet d'enseigne détachée du bâtiment pour les usages accessoires à l'habitation situés en zone agricole, aux objectifs et critères particuliers et autres dispositions du chapitre 15.0.

Les zones agricoles visées se situent à l'ouest de l'autoroute Jean-Lesage jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham et au sud de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham;

B) • d'assujettir tout projet d'enseigne détachée du bâtiment pour l'usage accessoire « gîte du passant », pour toutes les zones où l'usage accessoire est autorisé par le règlement de zonage, aux objectifs et critères particuliers et autres dispositions du chapitre 15.0.

1451/11/06 - Dispense de lecture du règlement no 3527 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3527, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

A) • d'assujettir tout projet d'enseigne détachée du bâtiment pour les usages accessoires à l'habitation situés en zone agricole, aux objectifs et critères particuliers et autres dispositions du chapitre 15.0.

Les zones agricoles visées se situent à l'ouest de l'autoroute Jean-Lesage jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham et au sud de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham;

B) • d'assujettir tout projet d'enseigne détachée du bâtiment pour l'usage accessoire « gîte du passant », pour toutes les zones où l'usage accessoire est autorisé par le règlement de zonage, aux objectifs et critères particuliers et autres dispositions du chapitre 15.0;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1452/11/06 - Avis de motion du règlement no 3529 – P.I.A. no 3303 (secteur Saint-Charles)

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3529 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 3303 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- d'assujettir aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions, et ce, lors de certains travaux, en apportant en conséquence les ajustements qui sont nécessaires :
  - les terrains commerciaux localisés aux abords du boulevard Foucault et situés dans la zone 27 R/C;
  - les terrains commerciaux localisés aux abords du boulevard Foucault, entre la route122 et la rue Monfette, et situés dans la zone 43 R/C;
  - les terrains localisés aux abords de la route 122 et situés dans la zone 7 Ta.

  Ces zones sont localisées approximativement à l'intersection et de part et d'autre du boulevard Foucault et de la route 122.

1453/11/06 - Adoption du règlement no 3520 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3520 a été donné (réf : 1390/10/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3520 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) • d'autoriser une enseigne détachée du bâtiment pour les usages accessoires à l'habitation situés en zone agricole, et ce, uniquement pour les habitations unifamiliales isolées.

Les zones agricoles visées se situent à l'ouest de l'autoroute Jean-Lesage jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham et au sud de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham.

B) • d'autoriser une enseigne détachée du bâtiment pour l'usage accessoire « gîte du passant » lorsque cet usage accessoire est spécifiquement autorisé à la grille des usages et normes.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1454/11/06 - Avis de motion du règlement no 3530 amendant l'article 779 du règlement no 3500 de façon à modifier la tarification pour les permis de stationnement et/ou parcomètres

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3530 amendant l'article 779 du règlement no 3500 de façon à modifier la tarification pour les permis de stationnement et/ou parcomètres.

1455/11/06 - Adoption du règlement no 3524 prévoyant l'enlèvement du cadastre de rue sur le lot 156-278 du cadastre du canton de Grantham (rue Saint-Germain)

Lecture est donnée du règlement no 3524 prévoyant l'enlèvement du cadastre de rue sur le lot 156-278 du cadastre du canton de Grantham (rue Saint-Germain).

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Tenue d'une consultation publique sur le diagnostic environnemental (M. Pierre Levasseur)

Le conseiller Pierre Levasseur informe la population qu'avec la volonté de valider les informations contenues à ce jour dans le diagnostic environnemental produit par le Service du développement durable et environnement, la Ville de Drummondville tiendra une consultation publique en début d'année 2007.

Condoléances

Monsieur le maire suppléant, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Madame Stéphanie Boisvert, employée au Service de la trésorerie et à toute la famille à l'occasion du décès de sa mère madame Danielle Boisclair Boisvert.
- Madame Joceline-André Turcotte, responsable de la bibliothèque municipale et à toute la famille à l'occasion du décès de son père monsieur Oliva Turcotte.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur René Touchette, Cascades

Monsieur Touchette veut connaître la position finale de la Ville en regard des soumissions demandées pour les secteurs Saint-Nicéphore, Saint-Charles et Saint-Joachim.

- Le directeur général confirme que le conseil a demandé un avis juridique à un avocat d'un cabinet privé, lequel confirme que la Ville a procédé correctement dans le dossier, ainsi le conseil maintient les décisions déjà prises.

Monsieur Christian Rajotte

Monsieur Rajotte demande des précisions quant à la consultation sur le diagnostic environnemental.

Monsieur Rajotte demande à la conseillère Denise Picotin des précisions sur une déclaration que cette dernière aurait faite dans le cadre du colloque sur l'itinérance.

- La conseillère Denise Picotin explique qu'il n'est jamais très populaire de parler de déresponsabilisation mais une réflexion est nécessaire. Il faut donc une collaboration et une concertation de tous les organismes.

Monsieur Jean Verrier

Pourquoi la population de Saint-Majorique accuse-t-elle la Ville de vouloir mettre la main sur la Forêt Drummond ? ce qui semble être l'enjeu d'un regroupement.

- Le maire suppléant rappelle qu'une étude aurait permis de bien évaluer les avantages et les désavantages d'un tel regroupement, et ce, pour les deux parties.

- Le conseiller Pierre-Yvan Aubé pour sa part, trouve désolant que Saint-Majorique refuse une étude. En précisant qu'il s'agit d'une vision personnelle, il rappelle qu'un acquit n'est pas permanent. Certains services peuvent changer au fil des ans et les robinets se fermer.

- Le conseiller Christian Tourigny juge que la décision de Saint-Majorique est prématurée. L'ensemble des informations aurait peut-être fait une différence. La Forêt Drummond n'est pas un atout majeur.

- Le conseiller Pierre Levasseur informe que Hydro-Québec et le ministère des Ressources naturelles ne veulent pas céder la Forêt Drummond et que les discussions sur le sujet se font à la table de la MRC et non à la Ville.

Monsieur Rolland Pelletier

La vidange des fosses septiques se fera-t-elle pour se conformer à la *Loi sur l'environnement* ?

- Le conseiller Pierre Levasseur rappelle que la MRC procédera à un appel d'offres et que la Ville effectuera sur son territoire la gestion du dossier. La vidange s'effectuera aux 2 ans sur le territoire de la Ville.

- Le maire suppléant est d'avis qu'il s'agit d'une exigence pour protéger la nappe phréatique.

Prochaine assemblée du conseil

Monsieur le maire suppléant informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 20 novembre 2006.

1456/11/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h30.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) DENIS CHAMBERLAND,
Maire suppléant.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

20 NOVEMBRE 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 20 novembre 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques (absence motivée)
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1457/11/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1458/11/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 6 novembre 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 6 novembre 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Lecture du discours sur la situation financière de la municipalité

Madame la mairesse procède à la lecture du discours sur les états financiers 2005, le budget et le plan triennal d'immobilisations 2006 ainsi que sur les orientations budgétaires et le plan triennal d'immobilisations 2007, lequel discours demeure annexé au présent procès-verbal pour en faire partie comme si au long relaté.

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de la lettre suivante :

- Les Fleurons du Québec qui décernent 3 fleurons à la Ville de Drummondville pour ses aménagements;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

1459/11/06 - Dépôt du procès-verbal (08.11.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 8 novembre 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1460/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne détachée du bâtiment pour l'établissement situé au 916 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne détachée du bâtiment pour l'établissement situé au 916 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.02);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Saint-Pierre, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer :

- une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie approximative de trois virgule trente mètres carrés (3,30 m^2) apposée sur la face avant de la marquise donnant à angle vers la rue Saint-Pierre;
- une enseigne détachée du bâtiment d'une superficie approximative de trois virgule trente-cinq mètres carrés (3,35 m^2) installée en cour avant donnant sur la rue Saint-Pierre, soit près de la rue Gill;

Enseigne rattachée au bâtiment

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée de lettres détachées de couleurs noire et grise et dont l'éclairage s'effectue par l'arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne n'est pas prédominante dans le paysage urbain et utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE de par ses dimensions, sa superficie et son traitement, l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage s'harmonise avec les autres enseignes rattachées au bâtiment situées dans l'environnement;

Enseigne détachée du bâtiment

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur muret d'une hauteur maximale de deux virgule quarante-quatre mètres (2,44 m) et d'une largeur maximale d'un virgule soixante-dix-huit mètre (1,78 m) est installée aux abords de la rue Saint-Pierre;

CONSIDÉRANT QU'une partie du message est réalisée en surélévation par rapport à la face d'affichage et que ce dernier est lumineux;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est stylisée et modulée, ce qui bonifie grandement son style architectural ainsi que son image;

CONSIDÉRANT QUE le muret (structure) est composé de métal de couleurs bleue et grise s'harmonisant à celles se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont le bleu, le blanc, le gris et le noir;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la cour avant du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'une vingtaine d'arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pourtour de la base de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur muret, de par ses dimensions et son traitement architectural, n'est pas prédominante dans le paysage urbain;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment et d'une (1) enseigne détachée du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 916 de la rue Saint-Pierre (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1461/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 189 de la rue Heriot (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 189 de la rue Heriot (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.03);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE la proposition consiste à installer une enseigne projetante constituée d'un matériau imitant le bois d'une superficie approximative de zéro virgule quatre-vingt-deux mètre carré (0,82 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne de forme stylisée est installée sur la façade principale du bâtiment, soit au-dessus des portes d'accès à l'établissement et en dessous d'un balcon;

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est réalisé en surélévation par rapport aux deux (2) plaques constituant cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE le support de l'enseigne est constitué de métal de couleur or;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs, soit entre autres, le vert, l'or, le blanc et l'acajou, ne rendent pas l'enseigne prédominante dans l'environnement et ne nuisent pas à la qualité visuelle du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'éclairage de l'enseigne s'effectue par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur et permet ainsi de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 189 de la rue Heriot (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1462/11/06 - Acceptation des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 1100 de la rue Ayotte (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 1100 de la rue Ayotte (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.04);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords de l'autoroute Jean-Lesage, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiments sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir les bâtiments (principal et accessoire) érigés au 1100 de la rue Ayotte;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments dont l'usage est principalement résidentiel ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site pourrait être occupé par un bâtiment commercial;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné ou ensemencé, et ce, avant le 1er juillet 2007;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour les bâtiments situés au 1100 de la rue Ayotte (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1463/11/06 - Acceptation des travaux de démolition pour les bâtiments situés au

1110 de la rue Ayotte (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 1110 de la rue Ayotte (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.05);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords de l'autoroute Jean-Lesage, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiments sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir les bâtiments (principal et accessoire) érigés au 1110 de la rue Ayotte;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments dont l'usage est principalement résidentiel ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site pourrait être occupé par un bâtiment commercial;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné ou ensemencé, et ce, avant le 1er juillet 2007;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour les bâtiments situés au 1110 de la rue Ayotte (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1464/11/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 139 de l'avenue des Châtaigniers (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 139 de l'avenue des Châtaigniers (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment sur le mur avant, lequel est orienté vers l'avenue des Châtaigniers où donne l'entrée principale de l'établissement;

CONSIDÉRANT QUE la superficie maximale de l'enseigne est de deux virgule soixante-dix-neuf mètres carrés (2,79 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne rattachée au bâtiment est composée d'un boîtier lumineux de forme rectangulaire, et ce, sans traitement architectural particulier;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le beige, le bleu et l'orangé;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par son traitement et ses dimensions, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'établissement visé se situe à l'entrée d'un secteur résidentiel;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions, est prédominante dans le paysage urbain et ne s'harmonise pas avec les superficies des autres enseignes situées dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage ne s'harmonise pas avec les autres projets d'enseignes récemment acceptés sur le boulevard Saint-Joseph et représentant l'orientation souhaitée en matière d'affichage;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 139 de l'avenue des Châtaigniers (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à sa prédominance sur le bâtiment ainsi qu'à son traitement architectural.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1465/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville) – P.I.A. (Clinique chirurgivision M.D.)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale de deux virgule vingt et un mètres carrés (2,21 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée d'une plaque murale de forme rectangulaire et que celle-ci est non lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est réalisé en surélévation par rapport à la plaque et que l'éclairage de ce dernier s'effectue par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le brun, le vert et le noir;

CONSIDÉRANT QUE de par l'architecture du bâtiment, l'enseigne utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et le type de l'enseigne ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé s'intègre au style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition :

- s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur;

- s'harmonise avec les autres enseignes déjà acceptées sur le même bâtiment;
- permet de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1466/11/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 330 de la rue Cormier (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau pour l'établissement situé au 330 de la rue Cormier (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue Cormier, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne sur poteau d'une superficie maximale de six virgule soixante-dix-sept mètres carrés (6,77 m^2) et d'une hauteur maximale de six virgule cinquante-huit mètres (6,58 m);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau est implantée en cour avant principale, soit dans un îlot paysager situé au centre du terrain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de deux (2) boîtiers lumineux séparés l'un de l'autre et que ces derniers sont distants de la structure de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sur poteau sont, entre autres, le beige, le blanc, le vert, le noir et le bleu;

CONSIDÉRANT QUE les poteaux de l'enseigne sont composés de métal de couleur rouge brique et que leur largeur s'intègre de façon proportionnelle à cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE des éléments d'ornementation tels que des moulures décoratives à la partie supérieure de l'enseigne et/ou des ornements sur les poteaux, permettent de bonifier l'image de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur de l'enseigne sur poteau (six virgule cinquante-huit mètres (6,58 m)) s'harmonise avec celle du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau, de par ses formes, son design et ses matériaux, s'intègre avec l'architecture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne, de par ses dimensions et son traitement, ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur poteau n'est pas prédominante dans le paysage urbain et s'harmonise avec les projets d'affichage récemment acceptés dans le secteur;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager d'une superficie minimale de trois mètres carrés (3 m^2) et composé d'au moins dix-neuf (19) arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pourtour de la base de l'enseigne;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la

Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne sur poteau (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 330 de la rue Cormier (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1467/11/06 - Refus des travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment (enseigne sur muret) pour l'établissement situé au 110 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment pour l'établissement situé au 110 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords du centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne détachée du bâtiment (enseigne sur muret) d'une superficie maximale de trois virgule six mètres carrés (3,6 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur muret d'une hauteur de deux virgule seize mètres (2,16 m) et d'une largeur de deux virgule treize mètres (2,13 m) est installée aux abords de la rue Heriot, soit dans un îlot paysager localisé au centre de l'entrée charretière;

CONSIDÉRANT QU'une partie du message est réalisée en surélévation par rapport à la face d'affichage;

CONSIDÉRANT QUE la localisation de l'enseigne, soit dans la cour avant du terrain, ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE la structure du muret est composée de maçonnerie (brique et bloc de béton imitant la pierre) de couleur s'harmonisant à celles se retrouvant sur le bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE les faces de l'enseigne (fond de ces dernières) sont de couleur bleue et que le message est de couleurs rouge, bleue, blanche et orange;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement paysager composé d'une vingtaine d'arbustes et/ou plantes florales est réalisé au pourtour de la base de l'enseigne;

CONSIDÉRANT QUE l'îlot paysager dans lequel l'enseigne est implantée, est agrandi, et ce, sans changer la configuration de l'entrée charretière;

CONSIDÉRANT QUE la surface d'affichage de l'enseigne proposée est lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne sur muret, de par ses dimensions et son traitement architectural (monobloc), est imposante et, par conséquent, prédominante dans le paysage urbain et que ceci nuit à l'effet visuel recherché pour le site et le secteur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment (enseigne sur muret) (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 110 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à la prédominance de l'enseigne dans l'environnement, compte tenu de ses dimensions et de son traitement architectural (monobloc).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1468/11/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1780 de l'avenue du Marais-Ombragé (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 1780 de l'avenue du Marais-Ombragé (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel à logements multiples d'une superficie approximative de deux cent vingt-six mètres carrés (226 m^2), le tout sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est implanté de façon à maximiser la sauvegarde de la végétation existante sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui limite la linéarité de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :
- du bloc architectural à face éclatée imitant la pierre de couleur beige pour la façade principale et une partie des murs latéraux du rez-de-chaussée;
- de la brique de couleur rouge pour les autres parties des murs;
- du clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur beige pour les murs en pignon;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la toiture de type « à quatre (4) versants » est aménagée de pignons et de différents niveaux;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment, ce qui contribue à créer une identité propre à ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les façades du bâtiment sont animées par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés, ce qui limite la monotonie du traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à conserver la végétation naturelle, ce qui assure un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 16 septembre 2005 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les

mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins trois (3) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de quatre cent vingt millimètres (420 mm – 42 cm) allant jusqu'à sept cent vingt millimètres (720 mm – 72 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve du chêne et de l'érable comme essences d'arbres;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont localisés en cour arrière et en cour latérale droite;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente au moins vingt-trois pour cent (23 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet un espace adéquat pour l'implantation de bâtiments et/ou équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QU'une remise est construite en cour arrière et que les matériaux et les couleurs utilisés sont en harmonie avec ceux du bâtiment principal;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est localisée en cour arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'accès au terrain s'effectue par une entrée charretière aménagée sur le terrain adjacent, ce qui permet de bien desservir les locataires du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, préservation et aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 1780 de l'avenue du Marais-Ombragé (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1469/11/06 - Acceptation des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 1165 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 1165 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un nouveau bâtiment commercial d'une superficie approximative de mille deux cent treize mètres carrés (1 213 m^2), le tout sur un (1) étage;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment a fait l'objet d'une acceptation par le conseil municipal (résolution numéro 1409/11/06);

CONSIDÉRANT QUE le ratio entre la largeur des façades du bâtiment et les largeurs du terrain est élevé, ce qui permet d'avoir un paysage urbain densément construit;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment favorise la fermeture du cadre bâti sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE les façades donnant sur les voies de circulation sont aménagées d'avancées, ce qui réduit la linéarité des murs et contribue à bonifier l'image du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est compatible avec celui des bâtiments situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont principalement de la brique d'argile de couleur rouge et du clin de couleur terre (bois, fibre de ciment ou fibre de bois pressé);

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de clin est principalement installé au-dessus des ouvertures, ce qui crée des modules architecturaux et anime les façades;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux ainsi que leurs couleurs sont nobles et s'harmonisent avec ce que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des murs est réalisé avec une fenestration importante, ce qui procure de l'ouverture à ces derniers;

CONSIDÉRANT QUE les portes ouvrant sur un axe horizontal (type « garage ») sont grandement vitrées;

CONSIDÉRANT QUE des marquises stylisées de couleur grise ayant environ zéro virgule quatre-vingt-dix mètre (0,90 m) de profondeur par sept virgule six mètres (7,6 m) de longueur protègent les entrées au bâtiment et que ces dernières sont supportées par des tiges métalliques (tire fort);

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est marquée de façon significative, ce qui rend cette dernière facilement identifiable et assure une bonne animation architecturale pour la façade principale;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux, tels que colonnes de maçonnerie, agrémentent les murs, ce qui permet d'avoir un style bonifié du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée électrique est aménagée en cour arrière et que la desserte est faite de façon souterraine (sans fil aérien);

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est réalisée dans la cour avant et dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE cette aire de stationnement a peu d'impact sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE trois (3) entrées charretières sont aménagées sur le terrain, soit deux (2) donnant sur le boulevard Lemire et une (1) sur la rue Power;

CONSIDÉRANT QU'une (1) des deux (2) entrées charretières donnant sur le boulevard Lemire sert uniquement de sortie pour le lave-auto;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement des entrées charretières facilite l'accès au site tout en étant sécuritaire et ne génère pas d'impact négatif sur les voies de circulation;

CONSIDÉRANT QU'au moins dix (10) arbres sont plantés aux abords de la rue Power;

CONSIDÉRANT QU'au moins six (6) arbres sont plantés aux abords du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatre (4) arbres sont plantés dans la cour avant (partie gauche de celle-ci) ainsi que dans la cour latérale gauche;

CONSIDÉRANT QUE tous les arbres ont un diamètre de cinquante millimètres (50 mm);

CONSIDÉRANT QUE toutefois, peu d'informations sont disponibles quant aux autres éléments composant l'aménagement paysager (îlots paysagers et localisation);

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet de construction s'intègre aux autres bâtiments situés à proximité et dégage une image de qualité supérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville :

- autorise les travaux de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

- reporte les travaux d'aménagement de terrain (îlots paysagers et localisation);

et ce, pour le bâtiment qui sera situé au 1165 du boulevard Lemire (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1470/11/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 199-207 de la rue Saint-Marcel (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 199-207 de la rue Saint-Marcel (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.12);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- remplacer une partie du revêtement extérieur du mur avant de l'étage du bâtiment;
- réparer et/ou remplacer le revêtement extérieur du mur avant du rez-de-chaussée du bâtiment;
- installer deux (2) nouvelles portes de type « patio » à l'étage et remplacer une (1) porte existante de type « patio »;
- réparer ou refaire les balconnières à l'étage;
- changer les fenêtres de l'étage;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur actuel (brique de couleur jaune or) est remplacé par un revêtement de maçonnerie (brique d'argile de couleur beige sable) pour une partie seulement de la façade donnant sur la rue Saint-Marcel;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux de modification s'effectuent dans le respect du caractère d'origine du matériau de revêtement extérieur (brique de couleur jaune or) et que ceux-ci permettent une harmonisation d'ensemble quant à la couleur du matériau soumise avec les couleurs du revêtement extérieur du bâtiment qui n'est pas remplacé;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur du mur avant du rez-de-chaussée (maçonnerie imitant la pierre) est remplacé et/ou réparé, tout en conservant le style d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE certaines ornementations (telles qu'allèges, linteaux, jeux de brique et moulures décoratives) sont recréées, ce qui assure une continuité du style architectural d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'ajout de portes de type « patio » sur la façade principale du bâtiment permet d'améliorer la luminosité à l'intérieur des logements;

CONSIDÉRANT QUE les portes de type « patio » ont un carrelage intégré et un panneau décoratif en partie inférieure;

CONSIDÉRANT QUE les balconnières existantes sont rénovées et/ou refaites, tout en conservant leur style;

CONSIDÉRANT QU'une nouvelle balconnière de même style de celles existantes est ajoutée à l'étage, soit à l'avant d'une des nouvelles portes de type « patio »;

CONSIDÉRANT QUE les deux (2) fenêtres situées à l'étage (fixes avec partie coulissante dans le bas) sont remplacées par des fenêtres de type « à guillotine » avec un carrelage intégré;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres proposées s'inspirent du caractère d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, les travaux proposés permettent d'assurer une continuité du style architectural d'origine du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation permettent d'améliorer l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 199-207 de la rue Saint-Marcel (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1471/11/06 - Acceptation des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations par l'ajout d'un logement supplémentaire à un bâtiment existant pour l'habitation située au 2413 du boulevard Mercure (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement d'une maison intergénérations par l'ajout d'un logement supplémentaire à un bâtiment existant pour l'habitation située au 2413 du boulevard Mercure (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.13);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./maison intergénérations (suite à un amendement au règlement de zonage), et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à aménager une maison intergénérations à même une résidence unifamiliale isolée existante;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment construit est composé majoritairement de deux (2) étages et représente une superficie approximative de cent quatre-vingt-dix-neuf mètres carrés (199 m^2);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est déjà érigé sur un terrain d'environ mille quarante-sept mètres carrés (1 047 m^2) et que le ratio d'implantation de ce dernier, soit plus de dix-neuf pour cent (19 %), est comparable à celui des bâtiments résidentiels situés dans l'environnement;

CONSIDÉRANT QU'aucune modification importante au bâtiment n'est prévue pour l'aménagement de ce logement additionnel;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est pourvu d'une abondante fenestration et que la porte d'accès au logement intergénérations est aménagée sur le mur latéral gauche du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les travaux suivants sont prévus sur l'enveloppe extérieure du bâtiment pour l'aménagement du logement supplémentaire :
- refaire la galerie existante en cour latérale gauche;
- ajouter une porte coulissante (de type « patio ») sur le mur arrière;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux ont peu d'impact sur le style architectural du bâtiment ainsi que sur le cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE le logement additionnel s'intègre au bâtiment existant et dans l'ensemble, le bâtiment s'apparente à une habitation unifamiliale isolée;

CONSIDÉRANT QUE le requérant prévoit réutiliser le logement supplémentaire en pièce polyvalente, conformément à la réglementation, advenant que ledit logement devienne vacant;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement d'une maison intergénérations par l'ajout d'un logement supplémentaire à un bâtiment existant (tel que mentionné ci-dessus) pour l'habitation située au 2413 du boulevard Mercure (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1472/11/06 - Dénomination des rues du Chancelier et du Faubourg dans le Développement du secteur de la rue de la Commune (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la dénomination de deux (2) nouvelles voies de circulation dans le Développement du secteur de la rue de la Commune (secteur Drummondville) à savoir :

- **rue « du Chancelier »** (lot 298P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant le chef du service des actes, des écritures et du sceau d'un seigneur, d'un roi ou d'un établissement ecclésiastique;
- **rue « du Faubourg »** (lot 298P. du rang IV du cadastre du canton de Grantham), désignant un bourg qui s'est bâti à l'extérieur de l'enceinte d'une ville ou d'un château;

tel que démontré au plan annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1473/11/06 - Appui à une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture pour le projet Ultramar Ltée (Pipeline Saint-Laurent) à la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.)

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction d'un pipeline est fait sur les parties de lots 7, 8, 9, 10, 13, 14, 14-1, 15-1, 16-1, 17-1, 18-1, 23-1, 25, 26, 27, 99, 100, 101 et 102 du cadastre du canton de Grantham ainsi que sur les parties de lots 55 et 56 du cadastre du canton de Wendover;

CONSIDÉRANT QUE ces parties de lots sont intégrées à la zone permanente agricole;

CONSIDÉRANT QU'une demande d'autorisation pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture a été présentée à la Ville de Drummondville;

CONSIDÉRANT QU'en vertu des règlements de zonage, les lots visés font partie des zones A01-01, A01-02, A01-03, A01-05, A01-06, A12-01, A12-02, A12-05, A12-06, A12-07, A12-08 et A12-20 pour le secteur Drummondville et la zone A4 pour le secteur Saint-Joachim-de-Courval;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à ériger un oléoduc souterrain de 16 pouces (16'') de diamètre sur plusieurs lots ou parties de lots;

CONSIDÉRANT QUE la largeur permanente de l'emprise nécessaire pour l'oléoduc est de dix-huit mètres (18 m) et que la superficie permanente est de douze virgule cinq hectares (12,5 ha);

CONSIDÉRANT QUE le potentiel agricole des lots et des lots avoisinants est bon;

CONSIDÉRANT QUE les conséquences d'une autorisation sur l'utilisation et les possibilités d'utilisation agricole des lots avoisinants ne seront pas compromises;

CONSIDÉRANT QUE l'homogénéité de la communauté et de l'exploitation agricole ne sera pas mise en cause;

CONSIDÉRANT QU'il n'y a pas d'espaces appropriés disponibles ailleurs sur le territoire de la municipalité locale et hors de la zone agricole qui pourraient satisfaire la demande;

CONSIDÉRANT QUE cette demande auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) ne contrevient pas aux règlements municipaux de la Ville de Drummondville;

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la demande d'autorisation formulée par Ultramar Ltée auprès de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (C.P.T.A.Q.) pour l'utilisation à une fin autre que l'agriculture, et ceci, dans le but d'ériger un pipeline (oléoduc) souterrain sur les lots visés par la demande.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 14 novembre 2006.

1474/11/06 - Signature d'un acte de servitude à intervenir avec monsieur Denis Turcotte et madame Monique Rousseau sur une partie des lots 102 et 102-256 du cadastre du canton de Wickham

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude à intervenir avec monsieur Denis Turcotte et madame Monique Rousseau sur une partie des lots 102 et 102-256 du cadastre du canton de Wickham située à l'angle de la rue Fradet et de la 101^{e} Avenue.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1475/11/06 - Adjudication d'une émission d'obligations de 14 118 000 $

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville dans la MRC de Drummond entend émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, en vertu des règlements nos 91-696, 2742, 2832, 2882, 2529, 2532, 2535, 94-EA-06-758, 2401, 3270, 3271, 3295, 3366, 3411, 3420, 3421, 3423, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3441, 3442, 3445, 3446, 3447, 3450, 3460, 3504.

ATTENDU l'offre ci-dessous présentée par l'agence sous la gérance de la Financière Banque Nationale inc.

Nom du soumissionnaire	**Prix offert**	**Montant**	**Taux**	**Échéance**	**Coût réel**
Financière Banque Nationale inc.	99.32	1 537 000 $	3,80 %	2007	4,3438
''	99.07	1 606 000 $	3,80 %	2008	''
''	98.83	1 647 000 $	3,80 %	2009	''
''	98.51	1 721 000 $	3,80 %	2010	''
''	98.31	1 798 000 $	3,85 %	2011	''
''	98.45	867 000 $	3,95 %	2012	''
''	98.47	906 000 $	4,05 %	2013	''
''	98.27	947 000 $	4,10 %	2014	''
''	98.38	964 000 $	4,20 %	2015	''
''	98.18	2 125 000 $	4,25 %	2016	''

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu :

Que demande soit faite à la ministre des Affaires municipales et des Régions, conformément à l'article 554 de la *Loi sur les cités et Villes*, d'autoriser la municipalité à vendre de gré à gré à un syndicat de preneurs fermes, les obligations au montant de 14 118 000 $ datées du 13 décembre 2006, le tout suivant les termes et conditions prévus à l'offre présentée par ce syndicat le 20 novembre 2006 et conservée au dossier des archives municipales et que la mairesse et la greffière soient et sont autorisées à signer ladite offre sur réception de cette autorisation.

Que demande soit faite au chef de file de mandater la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs (CDS) pour l'inscription en compte de cette émission;

Que la mairesse et le trésorier et/ou l'assistant trésorier soient et sont autorisés à signer les obligations couvertes par la présente émission, soit une obligation par échéance;

ATTENDU QUE CDS agira à titre d'agent d'inscription en compte, d'agent détenteur de l'obligation, d'agent payeur et responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, le conseil autorise CDS à agir comme agent financier authentificateur, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre la ministre des Affaires municipales et des Régions et CDS;

ATTENDU QUE CDS procédera au transfert de fonds conformément aux exigences légales de l'obligation, à cet effet, le conseil autorise le trésorier ou, en son absence, l'assistant trésorier à signer le document requis par le système bancaire canadien intitulé « autorisation pour plan de débits pré-autorisés destiné aux entreprises ».

ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ

1476/11/06 - Modification de certains règlements en conformité avec l'émission d'obligations

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville entend émettre une série d'obligations, soit une obligation par échéance, pour un montant de 14 118 000 $, en vertu des règlements d'emprunt suivants et pour les montants indiqués en regard de chacun d'eux :

Règlements d'emprunt	Pour un montant de
91-696	165 300 $
2742	89 200 $
2832	59 800 $
2882	1 233 300 $
2529	441 700 $
2532	110 500 $
2535	308 800 $

94-EA-06-758	19 572 $
2401	500 000 $
3270	287 200 $
3271	524 200 $
3295	498 628 $
3366	1 500 000 $
3411	568 600 $
3420	350 000 $
3421	510 000 $
3423	2 500 000 $
3430	39 000 $
3431	73 300 $
3432	59 000 $
3433	44 600 $
3434	33 500 $
3435	79 900 $
3436	40 800 $
3437	192 500 $
3438	53 900 $
3439	79 000 $
3441	84 700 $
3442	19 900 $
3445	110 200 $
3446	134 100 $
3447	142 700 $
3450	2 000 000 $
3460	297 000 $
3504	967 100 $

ATTENDU QUE, pour les fins de ladite émission, il est nécessaire de modifier les règlements en vertu desquels ces obligations sont émises;

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que les règlements d'emprunt indiqués précédemment soient amendés, s'il y a lieu, afin qu'ils soient conformes à ce qui est stipulé ci-dessous, et ce, en ce qui a trait au montant d'obligations spécifié antérieurement en regard desdits règlements compris dans l'émission de 14 118 000$:

Que les obligations, soit une obligation par échéance, seront datées du 13 décembre 2006;

Que ces obligations seront immatriculées au nom de la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs (CDS) et seront déposées auprès de celle-ci;

Que CDS agira au nom de ses adhérents comme agent d'inscription en compte, agent détenteur de l'obligation et agent payeur responsable des transactions à effectuer à l'égard de ses adhérents, tel que décrit dans le protocole d'entente signé entre la ministre des Affaires municipales et des Régions et CDS;

Que pour effectuer les paiements aux adhérents par des transferts électroniques de fonds, la Caisse Canadienne de dépôt de valeurs limitée (CDS) est autorisée à faire des prélèvements directs, pour le paiement du principal et des intérêts, dans le compte de l'institution financière suivante : Caisse populaire Desjardins de Drummondville sise au 460 boulevard St-Joseph à Drummondville;

Que les intérêts seront payables semi-annuellement le 13 juin et le 13 décembre de chaque année;

Que les obligations ne seront pas rachetables par anticipation; toutefois, elles pourront être rachetées avec le consentement des détenteurs conformément à la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux* (L.R.Q., chapitre D-7, article 17);

Que les obligations seront signées par la mairesse et le trésorier. La Ville, tel que permis par la loi, a mandaté CDS afin d'agir en tant qu'agent financier authentificateur et les obligations entreront en vigueur uniquement lorsqu'elles auront été authentifiées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1477/11/06 - Autorisation d'émission d'obligations pour un terme plus long (terme additionnel de 16 jours)

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville aura le 27 novembre 2006, un montant de 1 547 600 $ à renouveler sur un emprunt original de 2 785 326 $ pour des périodes de 2 à 8 ans, en vertu des règlements numéros : 91-696 (165 300 $), 2742 (89 200 $), 2832 (59 800 $), 2882 (1 233 300 $);

ATTENDU QUE ledit renouvellement ne sera pas effectué à la date prévue;

ATTENDU QU'un montant total de 1 237 726 $ a été remboursé entre 2002 et 2006 laissant ainsi un solde net à renouveler de 1 547 600 $;

ATTENDU QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 13 décembre 2006;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux* (L.R.Q. – Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte 1 547 600 $ par obligations en renouvellement d'une émission d'obligations pour un terme additionnel de seize (16) jours au terme original des règlements mentionnés plus haut.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1478/11/06 - Autorisation d'émission d'obligations pour un terme plus long (terme additionnel de 2 jours)

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville aura le 11 décembre 2006, un montant de 861 000 $ à renouveler sur un emprunt original de 1 948 600 $ pour des périodes de 5 ans, en vertu des règlements numéros : 2529 (441 700 $), 2532 (110 500 $), 2535 (308 800 $);

ATTENDU QUE ledit renouvellement ne sera pas effectué à la date prévue;

ATTENDU QU'un montant total de 1 087 600 $ a été remboursé entre 2002 et 2006 laissant ainsi un solde net à renouveler de 861 000 $;

ATTENDU QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 13 décembre 2006;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux* (L.R.Q. – Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte 861 000 $ par obligations en renouvellement d'une émission d'obligations pour un terme additionnel de deux (2) jours au terme original des règlements mentionnés plus haut.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1479/11/06 - Autorisation d'émission d'obligations pour un terme plus long (terme additionnel de 9 mois et 7 jours)

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville avait le 6 mars 2006, un montant de 19 572 $ à renouveler sur un emprunt original de 34 272 $ pour une période de 5 ans, en vertu du règlement numéro : 94-EA-06-758 (19 572 $);

ATTENDU QUE ledit renouvellement ne sera pas effectué à la date prévue;

ATTENDU QU'un montant total de 14 700 $ a été remboursé entre 2002 et 2006 laissant ainsi un solde net à renouveler de 19 572 $;

ATTENDU QUE l'émission d'obligations qui comprendra ledit renouvellement sera datée du 13 décembre 2006;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville désire se prévaloir des dispositions de l'article 2 de la *Loi sur les dettes et les emprunts municipaux* (L.R.Q. – Chapitre D-7, article 02), qui prévoit que le terme original d'un emprunt peut être prolongé d'au plus douze (12) mois lors de chaque émission de nouvelles obligations.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville emprunte 19 572 $ par obligations en renouvellement d'une émission d'obligations pour un terme additionnel de neuf (9) mois et sept (7) jours au terme original des règlements mentionnés plus haut.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1480/11/06 - Autorisation au Club de nage synchronisée les Nixines et au Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) – Utilisation de la piscine du Centre Culturel pour la tenue de la compétition régionale

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Club de nage synchronisée les Nixines et le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique) à utiliser la piscine du Centre Culturel pour la tenue de la compétition régionale le samedi 20 janvier 2007 de 12 heures à 20 heures, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1481/11/06 - Bail de location avec Tennis intérieur Drummond inc. – Utilisation du pavillon multisports de Drummondville

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location à intervenir avec Tennis intérieur Drummond inc. pour l'utilisation des tennis intérieurs du Pavillon multisports de Drummondville.

Le protocole d'entente est valable du 1er septembre 2006 au 31 mai 2007 et comprend le versement d'un loyer de 64 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1482/11/06 - Autorisation au Cégep de Drummondville – Ouverture officielle de la campagne « Opération Nez Rouge » le 30 novembre 2006 au coin des boulevards Saint-Joseph et René-Lévesque

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Cégep de Drummondville à procéder à l'ouverture officielle de la campagne « Opération Nez Rouge » le 30 novembre 2006 de 18h à 20h au coin des boulevards Saint-Joseph et René-Lévesque.

L'opération Nez Rouge se déroulera du 1er au 31 décembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1483/11/06 - Autorisation à la Tablée populaire – Tenue du « Noël des enfants »

dans le cadre de la Grande Guignolée des médias à la Place Saint-Frédéric

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Tablée populaire à tenir le « Noël des enfants » dans le cadre de la Grande Guignolée des médias, le jeudi 7 décembre 2006 entre 6h et 19h30 à la Place Saint-Frédéric, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1484/11/06 - Signature d'une entente à intervenir avec messieurs Danny Courchesne et Jean-Louis Caya pour le prolongement de la rue des Forestiers

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec messieurs Danny Courchesne et Jean-Louis Caya pour le prolongement de la rue des Forestiers.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1485/11/06 - Intervention de la Ville dans un acte de vente par Drummond Électrique inc. à 9166-4813 Québec inc. de façon à renoncer à son droit de premier refus sur une partie du lot 276 du cadastre du canton de Grantham

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à intervenir pour et au nom de la Ville de Drummondville dans un acte de vente à être consenti par Drummond Électrique inc. à 9166-4813 Québec inc., et ce, afin de renoncer à son droit de premier refus consenti dans un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Drummond sous le numéro 13 716 375 et consent au transfert de propriété entre Drummond Électrique inc. et 9166-4813 Québec inc. en autant que toutes les clauses continuent de s'appliquer.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1486/11/06 - Signature d'un acte de servitude d'empiètement sur le lot 3 085 018 du cadastre du Québec pour la propriété du 1875-1877 boulevard Saint-Joseph et 1 et 3 de la rue Saint-Alphonse

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de servitude d'empiètement sur le lot 3 085 018 du cadastre du Québec pour la propriété du 1875-1877 boulevard Saint-Joseph et 1 et 3 de la rue Saint-Alphonse.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1487/11/06 - Confirmation au ministère du Développement durable, de l'Environ-

nement et des Parcs de l'engagement de la Ville à respecter les exigences quant à la performance et au suivi des installations de la rue Milton

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville s'engage pour le dossier de la rue Milton :

- à respecter la performance d'épuration attendue selon la classe de traitement et de technologie ou les exigences de rejet fixées par le ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs et selon le cas, à effectuer les correctifs nécessaires;
- à effectuer le suivi standard décrit à l'annexe 4 selon le type d'usager desservi, la capacité de l'installation et le milieu de rejet, afin de faire parvenir au ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs les résultats d'analyse tous les douze mois selon les cas prévus à l'annexe 4 et à aviser ledit ministère dès que les résultats de deux échantillonnages consécutifs ne respectent pas les exigences ou lors d'une panne, lors d'un déversement ou de toutes autres situations pouvant avoir un impact sur l'environnement;
- à déposer dans un endroit autorisé en vertu de la loi de la qualité de l'environnement toutes les matières résiduelles provenant de l'accumulation des eaux usées ;
- à utiliser et entretenir le système de traitement conformément aux spécifications indiquées dans le guide d'utilisation et du manuel d'exploitation fournis par le manufacturier et l'ingénieur mandaté.

De plus, la Ville de Drummondville confirme la compétence de son personnel pour faire les suivis du système son engagement à conclure un contrat d'entretien avec une firme compétente pour le changement de la tourbe dans les Écoflo.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1488/11/06 - Demande à la Municipalité régionale de comté de Drummond de modifier son schéma d'aménagement afin d'autoriser un développement résidentiel dans le secteur ouest de la ville (secteur de développement à long terme)

CONSIDÉRANT QUE des terrains situés à l'est du boulevard Patrick, de part et d'autre du prolongement des rues Boisclair, Laurentien et Brousseau, font actuellement partie intégrante d'une zone de développement à long terme au schéma d'aménagement;

CONSIDÉRANT QUE lesdits terrains font, en conséquence, partie intégrante d'une affectation résidentielle de type R-X au plan d'urbanisme, soit un secteur de « réserve résidentielle » qui prévoit un développement pour des fins d'habitation à moyen et long termes, ainsi que de la zone d'habitation HL01-06 (moyen et long termes) au règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE ces mêmes terrains sont compris à l'intérieur du périmètre d'urbanisation;

CONSIDÉRANT QUE dans cette portion du territoire municipal, soit dans le secteur localisé à l'ouest de l'autoroute Jean-Lesage, on ne retrouve plus actuellement de développements résidentiels offrant de l'espace disponible à la construction de nouvelles unités résidentielles;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve dans ce même secteur de la ville, des entreprises industrielles dynamiques qui ont réalisé de nouvelles implantations au cours des dernières années et qui ont également procédé à des agrandissements d'implantations existantes, ayant eu pour effet la création de plusieurs nouveaux emplois;

CONSIDÉRANT QUE le plan d'urbanisme, entré en vigueur en mars 1996, a déjà identifié le secteur visé comme étant un axe de développement domiciliaire à prioriser et favorise le développement de cellules urbaines qui privilégient la proximité résidence-travail;

CONSIDÉRANT QUE la diminution d'espaces disponibles à la construction résidentielle a fait chuter le nombre de nouvelles constructions qui ont été érigées dans ce secteur depuis les dernières années;

CONSIDÉRANT QUE le secteur visé est stratégique dans la planification du développement municipal compte tenu que celui-ci :

- s'inscrit en continuité avec un secteur résidentiel existant adjacent et en constitue, en fait, le prolongement naturel;
- est facilement accessible par des axes majeurs de circulation que sont le boulevard Saint-Joseph Ouest et l'autoroute Jean-Lesage;
- est à proximité d'une zone d'emploi en pleine effervescence;
- est localisé non loin du secteur de commerce régional (centres et ensembles commerciaux et commerces de grande surface);
- possède déjà les infrastructures de base liées à la vie communautaire (parc majeur, centre communautaire, zone de commerce de quartier);

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville, dans le cadre de sa réflexion sur la gestion de l'urbanisation à des fins résidentielles, a intégré l'espace visé dans une zone d'aménagement prioritaire;

CONSIDÉRANT QUE le développement à court terme du secteur visé répond, en terme de priorisation, aux orientations gouvernementales en matière d'aménagement, puisqu'il :

- est le résultat d'une planification de l'urbanisation;
- constitue une saine répartition de la croissance urbaine;
- améliore globalement la qualité de vie;
- limite les coûts d'immobilisation en équipements et infrastructures;
- permet de consolider un axe de développement résidentiel existant;
- permet d'orienter l'extension urbaine dans un secteur spécifique de façon économique et respectueuse de l'environnement;
- favorise le rapprochement résidence-travail-service;

CONSIDÉRANT QU'en 2003, la Municipalité régionale de comté de Drummond s'était montrée favorable à une telle demande et que des démarches avaient alors été entreprises en vue de procéder à la modification du schéma d'aménagement en ce sens (règlement no MRC-397);

CONSIDÉRANT QU'en soutien à la présente demande, un dossier argumentaire est déposé à la Municipalité régionale de comté de Drummond afin d'apporter tous les éléments d'explication et de justification en lien avec celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Drummondville souhaite que les terrains visés ne fassent plus partie intégrante d'une zone de développement à long terme afin de pouvoir apporter conséquemment les ajustements nécessaires aux règlements de plan d'urbanisme et de zonage et ainsi permettre le développement résidentiel dans ce secteur;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la Municipalité régionale de comté de Drummond de modifier le schéma d'aménagement, de façon à permettre un développement résidentiel à court terme pour les terrains situés dans la zone concernée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1489/11/06 - Nomination d'un maire suppléant

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que M. Mario Jacques, conseiller, soit nommé maire suppléant pour la période du 20 novembre 2006 au 19 mars 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Madame la mairesse remercie le conseiller Denis Chamberland pour sa disponibilité.

1490/11/06 - Avis de motion du règlement no 3533 décrétant des travaux de voirie sur une partie du lot 113 du cadastre du canton de Wickham (rue du Ruisseau) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 13 000 $

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3533 décrétant des travaux de voirie sur une partie du lot 113 du cadastre du canton de Wickham (rue du Ruisseau) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 13 000 $.

1491/11/06 - Avis de motion du règlement no 3534 prévoyant l'enlèvement du caractère de rue sur les lots 116-3 et 117-11 du cadastre du canton de Wickham (rue Tremblay – secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3534 prévoyant l'enlèvement du caractère de rue sur les lots 116-3 et 117-11 du cadastre du canton de Wickham situé rue Tremblay, secteur Saint-Nicéphore.

1492/11/06 - Avis de motion du règlement no 3535 prévoyant l'enlèvement du caractère de rue sur une partie du lot 173 du cadastre du canton de Grantham (ptie rues Ayotte et Perron – secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3535 prévoyant l'enlèvement du caractère de rue sur une partie du lot 173 du cadastre du canton de Grantham situé sur une partie des rues Ayotte et Perron, secteur Drummondville.

1493/11/06 - Adoption du projet de règlement no 3525 – P.I.A. no 03-UR-10-1105 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3525, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 03-UR-10-1105 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier un article intitulé « OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À UN P.I.I.A. À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE R02-37 » de manière à soustraire certaines dispositions relatives à l'aménagement des terrains, aux usages et bâtiments accessoires ainsi que leur contenu.

  La zone visée est localisée à proximité du boulevard Mercure ainsi que des rues Lemaire et Brown,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1494/11/06 - Avis de motion du règlement no 3525 – P.I.A. no 03-UR-10-1105 (secteur Saint-Nicéphore)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3525 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 03-UR-10-1105 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier un article intitulé « OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À UN P.I.I.A. À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE R02-37 » de manière à soustraire certaines dispositions relatives à l'aménagement des terrains, aux usages et bâtiments accessoires ainsi que leur contenu.

  La zone visée est localisée à proximité du boulevard Mercure ainsi que des rues Lemaire et Brown.

1495/11/06 - Dispense de lecture du règlement no 3525 – P.I.A. no 03-UR-10-1105 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3525, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 03-UR-10-1105 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier un article intitulé « OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À UN P.I.I.A. À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE R02-37 » de manière à soustraire certaines dispositions relatives à l'aménagement des terrains, aux usages et bâtiments accessoires ainsi que leur contenu.

  La zone visée est localisée à proximité du boulevard Mercure ainsi que des rues Lemaire et Brown;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1496/11/06 - Adoption du projet de règlement no 3526 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3526, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) relativement à la zone rurale R02-37 dans le but de modifier la nature des usages permis et de fixer certaines exigences, à savoir :

- ajouter, selon certaines conditions, certains usages faisant partie de la classe d'usage agricole (A1) et prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments;
- obliger à ce que les terrains destinés à être construits soient desservis par un réseau d'aqueduc;
- exiger la construction d'un bâtiment accessoire de type « écurie » sur chacun des terrains.

La zone visée est localisée à proximité du boulevard Mercure ainsi que des rues Lemaire et Brown,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1497/11/06 - Avis de motion du règlement no 3526 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3526 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) relativement à la zone rurale R02-37 dans le but de modifier la nature des usages permis et de fixer certaines exigences, à savoir :

- ajouter, selon certaines conditions, certains usages faisant partie de la classe d'usage agricole (A1) et prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments;
- obliger à ce que les terrains destinés à être construits soient desservis par un réseau d'aqueduc;
- exiger la construction d'un bâtiment accessoire de type « écurie » sur chacun des terrains.

La zone visée est localisée à proximité du boulevard Mercure ainsi que des rues Lemaire et Brown.

1498/11/06 - Dispense de lecture du règlement no 3526 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3526, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) relativement à la zone rurale R02-37 dans le but de modifier la nature des usages permis et de fixer certaines exigences, à savoir :

- ajouter, selon certaines conditions, certains usages faisant partie de la classe d'usage agricole (A1) et prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments;
- obliger à ce que les terrains destinés à être construits soient desservis par un réseau d'aqueduc;
- exiger la construction d'un bâtiment accessoire de type « écurie » sur chacun des terrains.

La zone visée est localisée à proximité du boulevard Mercure ainsi que des rues Lemaire et Brown;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner quitte son siège pour la présentation du dossier suivant :

1499/11/06 - Adoption du projet de règlement no 3528 – Zonage no 512 (secteur Saint-Charles)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par le conseiller Gilles Fontaine,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3528, amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles) dans le but :

- de créer les nouvelles zones agricoles 118 Ad, 119 Ad et 120 Ad à même une partie de la zone agricole 109 Ad de manière à y inclure des terrains localisés entre le chemin Hemming et le 3e Rang;
- d'autoriser, dans les nouvelles zones agricoles 118 Ad et 120 Ad, les mêmes usages que ceux de la zone agricole 190 Ad et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment;
- d'autoriser, dans la nouvelle zone agricole 119 Ad, les mêmes usages que ceux de la zone agricole 109 Ad ainsi que l'usage agricole « atocatière » et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment de même qu'à l'égard de l'aménagement de terrains,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1500/11/06 - Avis de motion du règlement no 3528 – Zonage no 512 (secteur Saint-Charles)

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3528 amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles) dans le but :

- de créer les nouvelles zones agricoles 118 Ad, 119 Ad et 120 Ad à même une partie de la zone agricole 109 Ad de manière à y inclure des terrains localisés entre le chemin Hemming et le 3e Rang;
- d'autoriser, dans les nouvelles zones agricoles 118 Ad et 120 Ad, les mêmes usages que ceux de la zone agricole 190 Ad et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment;
- d'autoriser, dans la nouvelle zone agricole 119 Ad, les mêmes usages que ceux de la zone agricole 109 Ad ainsi que l'usage agricole « atocatière » et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment de même qu'à l'égard de l'aménagement de terrains.

1501/11/06 - Dispense de lecture du règlement no 3528 – Zonage no 512 (secteur Saint-Charles)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3528, amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles) dans le but :

- de créer les nouvelles zones agricoles 118 Ad, 119 Ad et 120 Ad à même une partie de la zone agricole 109 Ad de manière à y inclure des terrains localisés entre le chemin Hemming et le 3e Rang;
- d'autoriser, dans les nouvelles zones agricoles 118 Ad et 120 Ad, les mêmes usages que ceux de la zone agricole 190 Ad et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment;
- d'autoriser, dans la nouvelle zone agricole 119 Ad, les mêmes usages que ceux de la zone agricole 109 Ad ainsi que l'usage agricole « atocatière » et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment de même qu'à l'égard de l'aménagement de terrains;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1502/11/06 - Adoption du projet de règlement no 3532 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1o QUE le projet de règlement no 3532, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages permis à l'intérieur de la zone rurale R02-30, de manière à autoriser l'usage agricole « élevage de chevaux », et ce, selon certaines conditions.

  La zone visée est délimitée approximativement par le boulevard Saint-Joseph au nord, la route Caya à l'est, l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier au sud et la zone agricole A02-27 à l'ouest,

soit et est adopté;

2o ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1503/11/06 - Avis de motion du règlement no 3532 – Zonage no 03-UR-10-1102

(secteur Saint-Nicéphore)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3532 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages permis à l'intérieur de la zone rurale R02-30, de manière à autoriser l'usage agricole « élevage de chevaux », et ce, selon certaines conditions.

  La zone visée est délimitée approximativement par le boulevard Saint-Joseph au nord, la route Caya à l'est, l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier au sud et la zone agricole A02-27 à l'ouest.

1504/11/06 - Dispense de lecture du règlement no 3532 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3532, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages permis à l'intérieur de la zone rurale R02-30, de manière à autoriser l'usage agricole « élevage de chevaux », et ce, selon certaines conditions.

  La zone visée est délimitée approximativement par le boulevard Saint-Joseph au nord, la route Caya à l'est, l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier au sud et la zone agricole A02-27 à l'ouest;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1505/11/06 - Adoption du second projet de règlement no 3523-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3523-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H08-15 à même une partie de la zone d'habitation H08-01 actuelle, de manière à y inclure les terrains situés du côté sud-est de la rue Saint-Alphonse, approximativement entre les 11e et 13e Avenues;
- de maintenir, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages, normes et dispositions que ceux actuellement en application, à l'exception du nombre maximal de logements pour les habitations multifamiliales qui est établi à cinq (5) au lieu de quatre (4);
- de prévoir les dispositions à l'égard du revêtement extérieur pour les habitations multifamiliales;
- d'augmenter la superficie maximale d'un garage privé attenant aux habitations multifamiliales;
- de réduire la distance minimale entre un perron situé en cour avant et une ligne de terrain pour les habitations multifamiliales;
- d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire mais protégé par droits acquis, et ce, pour la nouvelle zone d'habitation H08-15.

La zone d'habitation H08-01 actuelle est localisée approximativement entre la voie ferrée du Canadien National, la rue Saint-Damase, la 9e Avenue et la 14e Avenue,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1506/11/06 - Adoption du règlement no 3527 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3527 a été donné (réf : 1450/11/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3527 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

A) • d'assujettir tout projet d'enseigne détachée du bâtiment pour les usages accessoires à l'habitation situés en zone agricole, aux objectifs et critères particuliers et autres dispositions du chapitre 15.0.

Les zones agricoles visées se situent à l'ouest de l'autoroute Jean-Lesage jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Majorique-de-Grantham et au sud de l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier jusqu'à la limite de la municipalité de Saint-Germain-de-Grantham;

B) • d'assujettir tout projet d'enseigne détachée du bâtiment pour l'usage accessoire « gîte du passant », pour toutes les zones où l'usage accessoire est autorisé par le règlement de zonage, aux objectifs et critères particuliers et autres dispositions du chapitre 15.0.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1507/11/06 - Adoption du règlement no 3530 amendant les articles 688, 689, 698, 699, 700, 744 et 779 du règlement no 3500 de façon à modifier entre autres, la tarification pour les permis de stationnement et/ou parcomètres

Lecture est donnée du règlement no 3530 amendant les articles 688, 689, 698, 699, 700, 744 et 779 du règlement no 3500 de façon à modifier entre autres, la tarification pour les permis de stationnement et/ou parcomètres.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1508/11/06 - Adoption du règlement no 3531 prévoyant la construction d'une 2e glace à l'Olympia Yvan-Cournoyer et un emprunt n'excédant pas 5 500 000 $

Lecture est donnée du règlement no 3531 prévoyant la construction d'une 2e glace à l'Olympia Yvan-Cournoyer et un emprunt n'excédant pas 5 500 000 $.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités et de l'article 556 de la Loi sur les cités et villes, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites

sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3531, et ce, de 9 heures à 19 heures les 4 et 5 décembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Politique culturelle de la Ville – activité du 25 novembre 2006 (M. Yves Grondin)

Le conseiller Yves Grondin invite les différents intervenants du milieu à participer à l'activité du 25 novembre 2006 entourant la politique culturelle de la Ville.

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- monsieur André Marcotte, employé au Service des travaux publics et à toute la famille à l'occasion du décès de sa belle-mère, madame Cécile Lemire Allard.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

M. Rolland Pelletier, chemin Tourville

- Monsieur Pelletier suggère de sécuriser l'intersection Chemin Tourville et Route 139 en utilisant de l'affichage qui indique la vitesse maximale.

Mme Berthe Tessier

- L'entente avec Waste Management qui représente un montant de 1 500 000 $ est valable pour 25 ans et c'est ce montant seulement.

- Madame la mairesse rappelle qu'il s'agit d'une entente sur les eaux de lixiviations et qu'à chaque année un montant forfaitaire sera versé à la Ville en fonction du rejet.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 4 décembre 2006.

1509/11/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h15.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

4 DÉCEMBRE 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 4 décembre 2006, à compter de 19h30 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1510/12/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1511/12/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 20 novembre 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 20 novembre 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance des soumissions suivantes :

1512/12/06

- Analyses de laboratoires
(Soumission no 06-0122 – Ouverture 22.11.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement et secrétaire responsable du comité de sélection, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de Biolab inc. au montant total de 107 763,21 $ (taxes incluses) pour un regroupement de quelques villes dont 22 619,67 $ pour la Ville de Drummondville soit retenue ayant obtenu le meilleur pointage final après évaluation.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec ladite firme pour l'exécution des travaux précités.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1513/12/06

- Prolongement de la rue des Forestiers
(Soumission no SG-2006-111 - Ouverture 30.11.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Francis Adam, directeur du Service du génie, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la soumission de Excavations Tourville inc. au montant de 21 492,23 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec l'entrepreneur pour l'exécution des travaux précités, le tout conditionnellement à la signature d'une entente avec messieurs Danny Courchesne et Jean-Louis Caya.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1514/12/06

- Assurances biens et responsabilités

(Le détail de ces soumissions apparaît à un rapport préparé par Optimum Gestion de risques, et une recommandation de M. René Laporte, de la firme René Laporte & associés, le tout annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la soumission de B.F. Lorenzetti & Associés inc. pour une prime de 236 327,51 $ (taxes incluses) soit retenue, étant la plus basse soumission reçue conforme, dans le cadre d'un appel d'offres commun avec d'autres villes.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec le fournisseur pour les couvertures d'assurances précitées.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de la lettre suivante :

- de la ministre de la Culture et des Communications annonçant une subvention pour les programmes de la bibliothèque;

ainsi que des lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

1515/12/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 6 novembre 2006 au 4 décembre 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 4 231 924,35 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Déclaration des intérêts pécuniaires

La greffière informe la population que tous les élus municipaux ont, conformément aux articles 357 à 363 inclusivement de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*, déposé leur déclaration des intérêts pécuniaires.

1516/12/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé aux 231, 231A et 233 de la rue Saint-Alphonse (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale et d'augmenter le rapport de l'espace bâti/terrain applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 957 du cadastre officiel du Québec, soit aux 231, 231A et 233 de la rue Saint-Alphonse (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.35);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H08-03), la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal est établie à quatre virgule soixante et onze mètres (4,71 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé le terrain visé (H08-03), le rapport de l'espace bâti/terrain maximal est de zéro virgule trente-cinq (0,35) (35 %);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en avril 2006 et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à trois virgule cinquante-quatre mètres (3,54 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité d'un virgule dix-sept mètre (1,17 m);

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à zéro virgule trente-huit (0,38) (38 %) le rapport de l'espace bâti/terrain, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule zéro trois (0,03) (3 %);

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction de la résidence (1945), le règlement en vigueur à l'époque exigeait une marge de recul minimale de quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente huit virgule quarante mètres (8,40 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant, et ce, depuis approximativement 1945;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à :

- diminuer de quatre virgule soixante et onze mètres (4,71 m) à trois virgule cinquante-quatre mètres (3,54 m) la marge de recul minimale applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, **à la condition** que la longueur de mur en dérogation n'excède pas huit virgule quarante mètres (8,40 m);
- augmenter de zéro virgule trente-cinq (0,35) (35 %) à zéro virgule trente-huit (0,38) (38 %) le rapport de l'espace bâti/terrain maximal applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages;

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 957 du cadastre officiel du Québec, soit aux 231, 231A et 233 de la rue Saint-Alphonse (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1517/12/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 3075 de la rue Bernier (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de régulariser l'installation d'équipements en cour avant, soit celle donnant sur la rue Rocheleau, et ce, pour l'entreprise située sur le lot 1582 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 3075 de la rue Bernier (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.36);

CONSIDÉRANT QUE le règlement actuel prévoit que les équipements relatifs aux opérations de l'entreprise soient localisés, entre autres, en marges et cours latérales ou arrière;

CONSIDÉRANT QUE le demandeur désire régulariser l'installation de trois (3) équipements en cour avant, soit celle donnant sur la rue Rocheleau;

CONSIDÉRANT QUE les équipements concernés sont une entrée de gaz naturel, un dépoussiéreur et une tour d'eau (refroidisseur);

CONSIDÉRANT QU'un (1) des trois (3) équipements (dépoussiéreur) est rendu obligatoire par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et que les deux (2) autres sont requis pour le bon fonctionnement de l'usine;

CONSIDÉRANT QUE l'emplacement demandé pour l'installation de ces équipements demeure presque l'unique alternative afin de respecter les contraintes techniques relatives à l'aménagement intérieur du bâtiment et ainsi rencontrer les exigences du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs;

CONSIDÉRANT QUE les trois (3) équipements concernés par la demande sont localisés à environ quarante mètres (40 m) de l'emprise de la rue Rocheleau;

CONSIDÉRANT QUE la présence de tels équipements incluant leurs composantes (tuyaux, conduites, etc.) en cour avant est très peu esthétique et très visible, principalement en hiver, étant donné que ceux-ci ne sont dissimulés que par des arbres feuillus;

CONSIDÉRANT QUE des arbres de type « conifère » pourraient être plantés de manière à dissimuler les équipements concernés afin d'atténuer l'impact visuel de ceux-ci en cour avant, et ce, tout au long de l'année;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement actuel a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée n'a pas pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à autoriser en cour avant, soit celle donnant sur la rue Rocheleau, les éléments suivants :

- une entrée de gaz naturel;
- un dépoussiéreur;
- une tour d'eau (refroidisseur);

à la condition que des arbres de type « conifère » soient plantés de manière à dissimuler majoritairement lesdits équipements, et ce, pour l'établissement situé sur le lot 1582 du rang IV du cadastre du canton de Grantham, soit au 3075 de la rue Bernier (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1518/12/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 230 du boulevard Garon (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 28-71P. et 28-72P. du cadastre du quartier sud de la Ville de Drummondville, soit au 230 du boulevard Garon (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.37);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H02-26), la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal est établie à cinq virgule sept mètres (5,7 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en août 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à cinq virgule quatre-vingt-quinze mètres (5,95 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule vingt-cinq mètre (0,25 m);

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction de la résidence (1969), le règlement en vigueur à l'époque exigeait une marge de recul minimale de six virgule zéro neuf mètres (6,09 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente huit virgule soixante-dix-huit mètres (8,78 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant depuis 1969;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de cinq virgule sept mètres (5,7 m) à cinq virgule quatre-vingt-quinze mètres (5,95 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas huit virgule soixante-dix-huit mètres (8,78 m), et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 28-71P. et 28-72P. du cadastre du quartier sud de la Ville de Drummondville, soit au 230 du boulevard Garon (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1519/12/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 210 de la rue Suzor-Coté (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de réduire la pente minimale du toit exigée pour un bâtiment principal situé dans la zone d'habitation H01-29, et ce, dans le cadre d'un projet de construction dudit bâtiment qui sera situé sur le lot 121-74 et une partie du lot 121-7 du rang II du cadastre du canton de Grantham , soit au 210 de la rue Suzor-Coté (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.10.38);

CONSIDÉRANT QUE le requérant est propriétaire de l'immeuble visé par la demande;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire une habitation unifamiliale isolée d'un (1) étage d'une hauteur d'environ cinq virgule quatre-vingt-neuf mètres (5,89 m), d'une superficie d'environ cent soixante-dix mètres carrés (170 m²) et ayant une pente minimale de toit d'environ 2,5/12 sur la totalité de la superficie de la toiture;

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H01-29), la pente minimale de toit doit être de 6/12 sur au moins cinquante pour cent (50 %) de la superficie de la toiture;

CONSIDÉRANT QUE cette disposition vise à assurer un minimum de continuité visuelle lors de la construction de nouveaux bâtiments;

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :

- le fait que la norme prévue empêche la réalisation de bâtiments ayant un style contemporain;
- le respect des hauteurs des bâtiments existants dans le secteur environnant;

CONSIDÉRANT QUE dans le milieu environnant, on retrouve des habitations unifamiliales isolées comprenant, pour la majorité, deux (2) étages et ayant des hauteurs variant d'environ huit virgule vingt-six mètres (8,26 m) à neuf virgule vingt-cinq mètres (9,25 m);

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment prévu ne s'intègre pas harmonieusement aux bâtiments existants dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les toitures des constructions existantes dans le secteur environnant ont des pentes d'un minimum de 6/12;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des bâtiments du secteur, qu'ils aient un (1) ou deux (2) étages, possède des toitures qui respectent cette disposition;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs terrains situés dans le secteur immédiat sont déjà construits;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation demandée n'est pas mineure;

CONSIDÉRANT QUE la construction projetée possède des qualités architecturales intéressantes pour un secteur où le gabarit souhaité pourrait être comparable;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement n'a pas pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande ne respecte pas en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la demande a pour effet de porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** une dérogation mineure visant à réduire de 6/12 à 2,5/12 la pente minimale du toit exigée sur au moins cinquante pour cent (50 %) de la superficie de la toiture pour un bâtiment principal situé dans la zone d'habitation H01-29, et ce, dans le cadre d'un projet de construction du bâtiment qui sera situé sur le lot 121-74 et une partie du lot 121-7 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 210 de la rue Suzor-Coté (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1520/12/06 - Dépôt du procès-verbal (22.11.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 22 novembre 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1521/12/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville) – P.I.A. (Vidéo du Dollar)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.23);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne rattachée au bâtiment d'une superficie maximale d'un virgule quatre-vingt-quinze mètre carré (1,95 m^2);

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée d'une plaque murale stylisée et que celle-ci est non lumineuse;

CONSIDÉRANT QUE le message de l'enseigne est réalisé en surélévation par rapport à la plaque et que l'éclairage de ce dernier s'effectue par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, le jaune, le noir et le bronze;

CONSIDÉRANT QUE de par l'architecture du bâtiment, l'enseigne utilise bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et le type de l'enseigne ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseigne proposé s'intègre au style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition :
- s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur;
- s'harmonise avec les autres enseignes déjà acceptées sur le même bâtiment;
- permet de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne rattachée au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1522/12/06 - Acceptation des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville) – P.I.A. (CSSS Drummond)

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.24);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'enseignes rattachées au bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer deux (2) enseignes d'une superficie respective approximative de deux virgule trente-trois mètres carrés (2,33 m^2), soit une (1) localisée au-dessus des portes d'accès de l'établissement donnant vers le boulevard Saint-Joseph et une deuxième (2^e) localisée sur le mur donnant vers la rue Saint-Jean;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes sont composées d'une plaque murale de forme rectangulaire et que celle-ci est non lumineuse;

CONSIDÉRANT QU'une partie des enseignes est réalisée en surélévation par rapport à la plaque et que l'éclairage de ces dernières s'effectue par réflexion;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs des enseignes sont, entre autres, le bleu, le blanc, le gris et le noir;

CONSIDÉRANT QUE de par l'architecture du bâtiment, les enseignes utilisent bien l'espace disponible à cette fin;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et le type des enseignes ne rendent pas celles-ci prédominantes dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE les enseignes ne nuisent pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur et ne masquent pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE le type d'enseignes proposé s'intègre au style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques des enseignes (leurs couleurs, leur type, leur forme et leurs matériaux), la proposition :
- s'inscrit en continuité avec l'affichage du secteur;
- s'harmonise avec les autres enseignes déjà acceptées sur le même bâtiment;
- permet de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation de deux (2) enseignes rattachées au bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 350 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1523/12/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 1160-1180 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé aux 1160-1180 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.25);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover certaines parties des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures de la façade principale ainsi que certaines ouvertures des façades latérales sont modifiées et/ou remplacées;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont en aluminium de couleur bronze;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale du bâtiment est située sur le mur avant donnant vers le boulevard Lemire et que celle-ci est localisée près du centre du mur avant;

CONSIDÉRANT QUE les modifications des ouvertures animent les façades et sont effectuées en harmonie avec le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE certaines parties des murs du bâtiment sont fermées par un revêtement de maçonnerie, soit du bloc de béton à face éclatée (imitant la pierre) de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux agrémentent les façades et bonifient le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet permet d'améliorer l'image du bâtiment, et ce, dans le respect du cadre bâti environnant;

CONSIDÉRANT QUE toutes les enseignes rattachées au bâtiment et détachée du bâtiment ainsi que les poteaux de protection contre le vol seront enlevés;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 1160-1180 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1524/12/06 - Acceptation des travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment pour l'établissement situé au 492 de la rue Lindsay (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment pour l'établissement situé au 492 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.27);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à installer une enseigne détachée du bâtiment (enseigne en « V » renversé) d'une superficie maximale de zéro virgule quatre-vingt-dix-neuf mètre carré (0,99 m^2) en cour avant;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne est composée de panneaux stylisés et que ceux-ci sont non lumineux;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs de l'enseigne sont, entre autres, l'orangé, le bleu, le blanc et le jaune;

CONSIDÉRANT QUE la localisation et le type de l'enseigne ne rendent pas celle-ci prédominante dans le paysage urbain;

CONSIDÉRANT QUE l'enseigne ne nuit pas à la qualité visuelle d'ensemble du site et du secteur et ne masque pas la visibilité des établissements voisins;

CONSIDÉRANT QUE de par les caractéristiques de l'enseigne (ses couleurs, son type, sa forme et ses matériaux), la proposition permet de favoriser le développement de l'identité propre au secteur du centre-ville;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'installation d'une (1) enseigne détachée du bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) pour l'établissement situé au 492 de la rue Lindsay (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1525/12/06 - Refus des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 225 du boulevard Saint-Joseph Ouest (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 225 du boulevard Saint-Joseph Ouest (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.28);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph Ouest, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure du bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste, entre autres, pour une partie du bâtiment, à :

- modifier le toit mansarde;
- remplacer le revêtement extérieur des murs avant, latéral droit et arrière;

- ajouter des marquises;

CONSIDÉRANT QUE le toit mansarde recouvert d'acier de couleur rose est modifié afin de réduire son impact sur les façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE ce dernier est modifié afin de réduire sa dimension à environ quarante-trois centimètres (43 cm) de hauteur et qu'il est recouvert d'acier de couleur bourgogne;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur actuel (clin de couleur blanche) est remplacé par un clin de fibre de ciment (fibrociment) de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les ornementations telles que moulures au pourtour des ouvertures et planches cornières, sont de couleur beige;

CONSIDÉRANT QUE les ouvertures ne sont pas modifiées et/ou remplacées;

CONSIDÉRANT QUE de petites marquises sont réalisées au-dessus des portes d'accès des chambres, ce qui permet de protéger les clients;

CONSIDÉRANT QU'une imposante marquise supportée par des colonnes de maçonnerie de couleur semblable à celle existante sur le bâtiment est aménagée près du centre du bâtiment rénové, ce qui permet d'animer architecturalement cette partie de la façade avant;

CONSIDÉRANT QUE malgré le fait que les travaux de rénovation du bâtiment améliorent l'image globale de ce dernier, le projet doit également permettre de mettre en valeur le cadre bâti par une architecture dégageant une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE l'insertion de maçonnerie (matériaux nobles) sur les murs permettrait d'obtenir une continuité du style architectural du bâtiment et d'être davantage en harmonie avec le traitement de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet constitue une amélioration de la situation existante mais que ce dernier doit être bonifié, puisque ce bâtiment a un impact important dans le cadre bâti du secteur et qu'il est localisé à une entrée de ville (proximité de l'autoroute Jean-Lesage);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 225 du boulevard Saint-Joseph Ouest (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant au traitement architectural global proposé et au choix des matériaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1526/12/06 - Acceptation des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 300 du boulevard Lemire (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour les bâtiments situés au 300 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.29);

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments visés sont situés à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Lemire, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiments sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir les bâtiments (principal et accessoire) érigés au 300 du boulevard Lemire;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE les bâtiments dont l'usage est principalement commercial ne présentent pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site pourrait être occupé par un bâtiment commercial;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des constructions sera enlevé et que le terrain sera engazonné ou ensemencé, et ce, avant le 1er juin 2007;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour les bâtiments situés au 300 du boulevard Lemire (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1527/12/06 - Refus des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 303 de la rue William (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement du terrain pour le bâtiment situé au 303 de la rue William (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.30);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./rue William, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial en regard des travaux d'aménagement de terrain a été accepté par la résolution du conseil municipal numéro 750/7/04;

CONSIDÉRANT QUE le projet soumis consiste à aménager en pavage une partie de la cour avant donnant sur la rue William, et ce, sans bande de verdure et de plantation (arbres, arbustes et/ou plantes florales);

CONSIDÉRANT QUE ladite cour avant (donnant sur la rue William) est utilisée à des fins de stationnement;

CONSIDÉRANT QUE les autres cours sont aménagées conformément à l'acceptation initiale;

CONSIDÉRANT QUE cet aménagement ne répond pas aux critères énoncés au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, soit de bonifier l'image d'un site lors de travaux majeurs de construction;

CONSIDÉRANT QUE le plan initial démontrait que cette partie de cour devait être plantée d'au moins (5) arbres d'un diamètre de cinquante millimètres (50 mm), le tout réalisé dans des bandes gazonnées;

CONSIDÉRANT QU'un aménagement de terrain peut être réalisé afin d'améliorer l'image du site, tout en conservant le nombre de cases de stationnement requis pour desservir l'entreprise;

CONSIDÉRANT QUE des bandes de verdure plantées d'arbres, d'arbustes et/ou de plantes florales peuvent être réalisées aux abords de la rue William, et ce, dans la partie non aménagée;

CONSIDÉRANT QUE le projet doit être réévalué afin d'atteindre les objectifs fixés par le règlement;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** la modification en regard des travaux d'aménagement du terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 303 de la rue William (secteur Drummondville), car celle-ci ne répond pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à l'aménagement de terrain d'une partie de la cour avant donnant sur la rue William qui est réalisé sans bande gazonnée et paysagère.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1528/12/06 - Acceptation des travaux d'aménagement de terrain pour le bâtiment situé au 465 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'aménagement du terrain pour le bâtiment situé au 465 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.31);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux d'aménagement de terrain sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à permettre l'abattage de deux (2) arbres sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 26 juillet 2006 par un ingénieur forestier identifie les arbres à conserver, soit au moins cinq (5) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de soixante millimètres (60 mm – 6 cm) allant jusqu'à deux cents millimètres (200 mm – 20 cm);

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) des arbres identifiés à être conservés doivent être abattus, car ces derniers sont localisés là où sont prévues les entrées donnant accès au sous-sol;

CONSIDÉRANT QUE le rapport initial mentionne que le recouvrement au sol des arbres représente au moins dix virgule six pour cent (10,6 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QU'un nouveau rapport préparé le 3 novembre 2006 par un ingénieur forestier établit le recouvrement au sol des trois (3) arbres à être conservés à au moins trois virgule huit pour cent (3,8 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres à être abattus représente environ six virgule huit pour cent (6,8 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le requérant propose de planter sur le terrain, en remplacement des deux (2) arbres à abattre, au moins trois (3) arbres de bon calibre et dont le recouvrement au sol de ces derniers représentera au moins six virgule huit pour cent (6,8 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, la proposition respecte les objectifs et critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale (P.I.I.A.);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'aménagement du terrain (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 465 du boulevard Saint-Charles (secteur Drummondville), **à la condition** que le requérant dépose un plan localisant les arbres à être plantés ainsi que leur dimensionnement avant d'effectuer les travaux, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1529/12/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1995 du boulevard Mercure (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1995 du boulevard Mercure (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.32);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Mercure, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à rénover les murs extérieurs ainsi que la toiture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement des murs extérieurs du bâtiment (clin de couleur blanche) est remplacé par un clin de vinyle de couleur vert foncé;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture (acier peint de couleur orange) est repeint de couleur vert pâle;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs retenues s'harmonisent avec celles se retrouvant sur le bâtiment voisin (Motel Alouette);

CONSIDÉRANT QUE des ornementations de couleur blanche, telles que moulures décoratives au pourtour des ouvertures et planches cornières, permettent de bonifier le style architectural du bâtiment et de s'harmoniser avec le style du bâtiment adjacent;

CONSIDÉRANT QUE toutefois, une partie du revêtement extérieur du bâtiment voisin (Motel Alouette) est un clin de fibre de bois pressé (Canexel) de couleur vert foncé;

CONSIDÉRANT QUE l'utilisation d'un matériau noble tel que le clin de bois, de fibre de bois pressé ou de fibre de ciment (fibrociment) est souhaitée, ce qui permettrait d'obtenir une meilleure harmonisation d'ensemble pour le site et le secteur;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale ainsi que les murs latéraux sont très visibles des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'aménagement de ces façades, soit en clin de bois, de fibre de bois pressé ou de fibre de ciment (fibrociment), permettrait d'obtenir un bâtiment de qualité supérieure dont l'image est bonifiée;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1995 du boulevard Mercure (secteur Drummondville), **à la condition** que le revêtement extérieur des murs du bâtiment (façade principale et murs latéraux) soit constitué d'un clin de bois, de fibre de bois pressé ou de fibre de ciment (fibrociment) de couleur vert foncé, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Rapport mensuel du Service d'urbanisme – Construction

Le conseiller Gilles Fontaine résume la situation de l'habitation pour le mois de novembre 2006 et compare les résultats à ceux obtenus pour la même période en 2005.

Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 28 novembre 2006.

1530/12/06 - Signature d'une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-2000-4468) – Projet pilote « utilisation de camions épandeurs d'abrasifs durant la période hivernale 2006-2007 »

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur général et la directrice du Service des ressources humaines à signer une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-2000-4468) pour la reconduction du projet pilote « utilisation de camions épandeurs d'abrasifs durant la période hivernale 2006-2007 ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1531/12/06 - Signature d'une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-2000-4468) - Horaire particulier au Service des travaux publics

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le directeur général et la directrice du Service des ressources humaines à signer une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux cols bleus de Drummondville (CSN) (AM-2000-4468) relative à l'horaire particulier au Service des travaux publics.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1532/12/06 - Signature d'une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470) – Horaire particulier pour le Service de l'approvisionnement

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la directrice du Service des ressources humaines et la conseillère en ressources humaines à signer une lettre d'entente avec le Syndicat des employés municipaux cols blancs de Drummondville (CSN) (AM-2000-4470) relative à l'horaire particulier de certains employés cols blancs du Service de l'approvisionnement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1533/12/06 - Désignation de monsieur Gaétan Allard comme préposé à l'approvisionnement aux fins d'émission de constats d'infraction

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville désigne monsieur Gaétan Allard comme préposé à l'approvisionnement aux fins d'émission de constats d'infraction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1534/12/06 - Mandat à AON actuaires aux fins d'assister le Service des ressources humaines dans l'évaluation de certaines données dans le dossier « arbitrage de différend »

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme AON actuaires aux fins d'assister le Service des ressources humaines dans l'évaluation de certaines données dans le dossier « arbitrage de différend ».

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1535/12/06 - Reconduction du programme Québec-France 2007

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville reconduise le programme Québec-France pour l'année 2007 parrainé par l'Association Québec-France.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1536/12/06 - Modification du temps limite de stationnement sur la rue Dunkin près de l'hôpital

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Service des travaux publics à procéder à l'installation de panneaux modifiant le temps limite de stationnement sur la rue Dunkin près de l'hôpital pour le réduire à 15 minutes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1537/12/06 - Autorisation au Centre communautaire Drummondville-Sud inc. - Utilisation d'une calèche pour la distribution de cadeaux de Noël le 24 décembre 2006

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. à utiliser une calèche pour la distribution de cadeaux de Noël le 24 décembre 2006 entre 15 heures et 18 heures, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1538/12/06 - Autorisation au Centre d'écoute et de prévention suicide Drummond (Ceps) - Tenue d'une activité dans le cadre de la semaine de prévention du suicide à la patinoire du parc Woodyatt le 9 février 2007

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville autorise le Centre d'écoute et de prévention suicide Drummond (Ceps) à tenir dans le cadre de la semaine de la prévention du suicide, l'activité « Coups de patins pour la vie ! » le 9 février 2007 de 10h à 20h au parc Woodyatt, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1539/12/06 - Subvention de 4 000 $ - Corporation des loisirs de St-Joachim-de-Courval

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville verse une somme de 4 000 $ à la Corporation des loisirs de St-Joachim-de-Courval à titre de subvention spéciale 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1540/12/06 - Appui à la démarche entreprise par la Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec relative à l'exemption de plans d'architecte pour les bâtiments agricoles

CONSIDÉRANT QUE par le passé, les bâtiments agricoles n'étaient pas assujettis à la *Loi sur les architectes*;

CONSIDÉRANT l'entrée en vigueur le 5 décembre 2000 de la Loi 132 modifiant certaines dispositions de la *Loi sur les architectes*;

CONSIDÉRANT QUE, présentement, il est obligatoire d'avoir un plan d'architecte, même pour les fosses à lisier, si les constructions ont une superficie dépassant 300 mètres carrés, alors qu'auparavant elles en étaient exemptées;

CONSIDÉRANT QUE cette loi contraint aussi les municipalités à exiger, à l'égard des constructions ou agrandissements des bâtiments agricoles, des plans et devis signés par un architecte avant d'émettre les permis de construction;

CONSIDÉRANT QUE cette mesure peut avoir une incidence monétaire considérable sur les projets des entreprises agricoles;

CONSIDÉRANT QUE la plupart des constructions agricoles et les fosses à fumier doivent de toute façon posséder un plan d'ingénieur pour assurer la sécurité des constructions et la protection du public;

CONSIDÉRANT QUE l'UPA fait des pressions politiques pour que la loi soit modifiée à l'effet d'exempter, comme avant, les producteurs de déposer un plan d'architecte lors de projets de construction ou d'agrandissement;

CONSIDÉRANT QU'il n'y a pas eu de consultation avant l'entrée en vigueur de cette loi;

CONSIDÉRANT QUE l'Ordre des architectes continue de faire pression sur les municipalités pour qu'elles exigent des plans d'architecte pour les bâtiments agricoles;

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville appuie la démarche entreprise par la Fédération de l'UPA relative à l'exemption de plans d'architecte pour les bâtiments agricoles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1541/12/06 - Protocole d'entente avec le Club du Faisan de Drummondville inc.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Club du Faisan de Drummondville inc. pour l'implantation d'une patinoire dans le développement connu sous le nom de « Club du Faisan ».

Le protocole d'entente est valable du 1er décembre 2006 au 30 novembre 2011 et comprend une participation financière de 4 500 $ du Club du Faisan de Drummondville inc. et d'environ 7 000 $ en services fournis par la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1542/12/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. – Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Drummondville-Sud inc. pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006/2007 et comprend le versement d'une subvention de 35 164 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1543/12/06 - Protocole d'entente avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc. - Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Les Loisirs St-Joseph de Drummondville inc. pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006/2007 et comprend le versement d'une subvention de 6 980 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel se retire pour la présentation du dossier suivant :

1544/12/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. – Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire récréatif Saint-Jean-Baptiste de Drummondville inc. pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006/2007 et comprend le versement d'une subvention de 41 873 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Alain Martel reprend son siège.

1545/12/06 - Protocole d'entente avec la Corporation des Loisirs de St-Joachim-de-Courval – Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec la Corporation des Loisirs de St-Joachim-de-Courval pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006/2007 et comprend le versement d'une subvention de 6 980 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1546/12/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire Pierre-Lemaire - Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Pierre-Lemaire pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006/2007 et comprend le versement d'une subvention de 7 461 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1547/12/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire Saint-Charles – Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire Saint-Charles pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006/2007 et comprend le versement d'une subvention de 25 507 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1548/12/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire de Loisirs Claude-Nault - Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire de Loisirs Claude-Nault pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006/2007 et comprend le versement d'une subvention de 59 006 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1549/12/06 - Protocole d'entente avec le Centre communautaire St-Pierre inc. – Animation d'activités hivernales, entretien des patinoires extérieures

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Centre communautaire St-Pierre inc. pour la tenue et l'animation d'activités hivernales, ainsi que l'entretien des patinoires extérieures.

Le protocole d'entente est valable pour la saison 2006/2007 et comprend le versement d'une subvention de 34 902 $ payable en 2 versements égaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1550/12/06 - Engagement de la Ville pour une somme de 108 661 $ en faveur de la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour l'achat d'équipements de sonorisation et d'éclairage de scène en 2007

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville s'engage à verser une somme de 108 661 $ en faveur de la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour l'achat d'équipements de sonorisation et d'éclairage de scène en 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1551/12/06 - Engagement de la Ville pour une somme de 107 500 $ en faveur de la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour défrayer une partie des coûts relatifs à la réalisation du concours d'architecture relié au projet de rénovation du Centre Culturel

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville s'engage à verser une somme de 107 500 $ en faveur de la Corporation du Centre Culturel de Drummondville inc. pour défrayer une partie des coûts relatifs à la réalisation du concours d'architecture relié au projet de rénovation du Centre Culturel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1552/12/06 - Signature d'un contrat à intervenir avec la compagnie 9009-8328 Québec inc. Service Vacuum D.L. pour la gestion des boues de fosses septiques

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un contrat à intervenir avec la compagnie 9009-8328 Québec inc. Service Vacuum D.L. pour la gestion des boues de fosses septiques.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1553/12/06 - Signature d'une entente à intervenir avec l'Atelier Moteur et Culasse R.G. inc. pour la location de 12 cases de stationnements

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une entente à intervenir avec l'Atelier Moteur et Culasse R.G. inc. pour la

location de 12 cases de stationnement à 150 $ par espace pour une période de 3 ans, le tout pour un montant annuel de 2 800 $ plus taxes incluant le déneigement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1554/12/06 - Signature d'une lettre de tolérance pour un empiètement du mur nord-ouest de l'immeuble sis et situé aux 138 à 142 de la rue Loring

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une lettre de tolérance pour un empiètement du mur nord-ouest de l'immeuble sis et situé aux 138 à 142 de la rue Loring.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1555/12/06 - Signature d'une convention à intervenir avec la ministre de la Culture et des Communications dans le cadre du programme Aide aux projets 2006-2007 (Projets en développement des collections des bibliothèques publiques autonomes)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention à intervenir avec la ministre de la Culture et des Communications dans le cadre du programme Aide aux projets 2006-2007 (Projets en développement des collections des bibliothèques publiques autonomes).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1556/12/06 - Demande à la MRC de Drummond d'effectuer des travaux d'entretien pour le cours d'eau ruisseau Kelly, branche 16

ATTENDU QUE le cours d'eau ruisseau Kelly, branche 16 est un cours d'eau sous la compétence de la MRC de Drummond;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville demande à la MRC de Drummond qu'une intervention soit faite afin d'effectuer des travaux d'entretien pour ledit cours d'eau et que la Ville confirme qu'elle s'engage à acquitter sur réception toutes les factures que pourrait de temps à autre émettre la MRC de Drummond en rapport avec la poursuite des procédures engagées ou complétées dans ce dossier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1557/12/06 - Demande au gouvernement du Québec de reconnaître par décret au pont de la Traverse un caractère stratégique afin que sa gestion relève dorénavant du Ministère des Transports du Québec

ATTENDU QU'en vertu du deuxième alinéa de l'article 2 de la *Loi sur la voirie* (L.R.Q., c. V-9), la Ville de Drummondville est devenue responsable, le 1er avril 1993, de la gestion de la Route 122 par le décret 292-93 que le gouvernement du Québec a pris le 3 mars 1993 [(1993)125 G.O. II, 1419] sous l'autorité du premier alinéa de cet article lequel ne prévoyait pas que sa gestion incomberait au ministre des Transports du Québec;

ATTENDU QUE l'article 4 de cette Loi stipule qu'une route comprend son infrastructure et tous les ouvrages et installations utiles à son aménagement et à sa gestion;

ATTENDU QUE l'article 6 déclare que les routes construites par le gouvernement sont, restent ou deviennent la propriété des municipalités locales sur le territoire desquelles elles sont situées;

ATTENDU QUE l'ancien article 49 de cette Loi prévoyait que le ministre des Transports du Québec demeurait responsable de la gestion des ponts de structure complexe déterminés par décret du gouvernement du Québec jusqu'à une date qui y est fixée;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de cet article 49, le gouvernement du Québec a adopté le 3 mars 1993 le décret 294-93 [(1993) 125 G.O. II, 2113] par lequel il déterminait que le pont de la Traverse était une structure complexe dont il assumerait la gestion jusqu'au 1er avril 1997;

ATTENDU QUE, de l'aveu même du ministre des Transports du Québec qui a proposé le décret 293-93, le pont de la Traverse est une structure complexe;

ATTENDU QUE le pont de la Traverse fait partie intégrante du réseau routier québécois puisqu'il permet aux automobilistes qui circulent sur la Route 122 d'enjamber la rivière St-François;

ATTENDU QUE par l'article 1 de la Loi modifiant la *Loi sur la voirie* (L.Q. 2001, c.54) / Projet de loi no 7, le législateur québécois a modifié l'article 2 de la *Loi sur la voirie* (L.R.Q., c. V-9) pour accorder au gouvernement du Québec le pouvoir de reconnaître à certains ponts un caractère stratégique, la gestion de ces ponts relevant alors du ministre des Transports du Québec;

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville demande au gouvernement du Québec de reconnaître, par décret, dans les meilleurs délais possibles d'ici la fin de 2007, au pont de la Traverse un caractère stratégique afin que sa gestion relève dorénavant du Ministère des Transports du Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1558/12/06 - Mandat à René Laporte & associés aux fins d'agir comme consultant pour le service de gestion des risques

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que la Ville de Drummondville mandate René Laporte & associés aux fins d'agir comme consultant pour le service de gestion des risques. Les honoraires payables sont de 7 500 $ plus taxes pour la période du 17 décembre 2006 au 17 décembre 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1559/12/06 - Autorisation de droits de passages additionnels à l'Association Régionale Des Autoneigistes de Drummondville (ARDAD) (secteurs Drummondville et Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville autorise des droits de passages additionnels à l'Association Régionale Des Autoneigistes de Drummondville (ARDAD) sur le territoire des secteurs Drummondville et Saint-Nicéphore, et ce, aux endroits suivants :

<u>secteur Drummondville</u>

- au centre de la route Farley (entre le chemin du Golf et le boulevard Patrick);

<u>secteur Saint-Nicéphore</u>

- près du 4335 route Caya (cabane à sucre chez Ti-Père);
- sur le 7e rang (près du 353).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1560/12/06 - Approbation des prévisions budgétaires de l'Office municipal d'habi-

tation de Drummondville pour l'année 2007

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les prévisions budgétaires de l'Office municipal d'habitation de Drummondville pour l'année 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1561/12/06 - Signature d'un procès-verbal de bornage – Partie du lot 199 du cadastre du quartier nord de la Ville de Drummondville (chemin Hemming)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise monsieur Francis Adam, ingénieur municipal ou monsieur Simon Daigle, chargé de projet, à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville, un procès-verbal de bornage affectant le lot 199 du cadastre du quartier nord de la Ville de Drummondville situé sur le chemin Hemming.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1562/12/06 - Mandat à Michel Dubé, arpenteur-géomètre – Relevé d'arpentage sur le chemin Hemming

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Michel Dubé, arpenteur-géomètre aux fins de procéder à un relevé d'arpentage sur le chemin Hemming, soit sur le lot 199 du cadastre du quartier nord de la Ville de Drummondville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1563/12/06 - Mandat à Pierre Turcotte, évaluateur agréé – Évaluation de deux (2) immeubles à des fins d'application de l'article 231 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Pierre Turcotte, évaluateur agréé aux fins de procéder à l'évaluation de deux (2) immeubles à des fins d'application de l'article 231 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c. A-19.1), situés aux adresses suivantes :

- 121-127 rue Cockburn, lots P-16 et P-17 du cadastre du quartier sud de la Ville de Drummondville appartenant à monsieur Nariman Bayat Makou;
- 494-496 rue Lindsay, lots P-75 et P-76 du cadastre du quartier est de la Ville de Drummondville appartenant à Gestion Roger Godbout inc.

Les honoraires sont évalués à 3 000 $ pour les deux (2) immeubles.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1564/12/06 - Autorisation aux Services juridiques de la Ville d'entreprendre des procédures en vertu de l'article 231 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme pour les immeubles situés aux 121-127 de la rue Cockburn et 494-496 de la rue Lindsay

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville autorise les Services juridiques de la Ville à entreprendre des procédures en vertu de l'article 231 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* pour les immeubles situés aux 121-127 de la rue Cockburn et 494-496 de la rue Lindsay.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1565/12/06 - Autorisation spéciale au magasin Canadian Tire – Installation d'un centre de jardin temporaire pour la période d'avril à septembre 2007

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville accorde une autorisation spéciale au magasin Canadian Tire aux fins de procéder à l'installation d'un centre de jardin temporaire pour la période d'avril à septembre 2007. L'installation d'une clôture décorative de couleur noire est également autorisée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1566/12/06 - Vente d'un terrain industriel à la compagnie 9065-5267 Québec inc. (Renoflex) (rue St-Cyr)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9065-5267 Québec inc. une partie des lots 275 et 276 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de quatre mille quatre cent cinquante-huit virgule deux mètres carrés (4 458,2 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 22 novembre 2006 (numéro de répertoire : 2957 - numéro de minute : 11209), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit vingt-trois mille neuf cent quatre-vingt-cinq dollars (23 985 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Manon Adam, notaire, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1567/12/06 - Vente d'un terrain industriel à la compagnie 9138-5864 Québec inc. (rue St-Cyr)

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la Ville de Drummondville vende à la compagnie 9138-5864 Québec inc. une partie du lot 276 du cadastre du canton de Grantham, d'une superficie de cinq mille cent quarante-sept virgule six mètres carrés (5 147,6 m^2), ainsi qu'il apparaît au plan et à la description technique préparés par Michel Dubé, arpenteur-géomètre en date du 22 novembre 2006 (numéro de répertoire : 2957 - numéro de minute : 11208), annexés à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Cette vente est faite pour le prix de 5,38 $ le mètre carré, soit vingt-sept mille six cent quatre-vingt-quatorze dollars (27 694 $), payables comptant au moment de la signature de l'acte de vente. Cette vente est également consentie suivant les termes et conditions d'un projet de contrat préparé par Me Pierre Fradet, notaire, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « B ».

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les contrats ou documents relatifs à ladite transaction.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1568/12/06 - Acte d'échange à intervenir avec la compagnie 2645-8562 Québec inc. d'une partie du lot 109 du cadastre du canton de Wickham (Boisé Messier)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte d'échange à intervenir avec la compagnie 2645-8562 Québec inc. pour une partie du lot 109 du cadastre du canton de Wickham située dans le Boisé Messier.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1569/12/06 - Signature d'un acte de vente des lots 130-57 et P-130-1 du cadastre du canton de Wickham en faveur de monsieur Maurice Beaupré

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente des lots 130-57 et P-130-1 du cadastre du canton de Wickham à monsieur Maurice Beaupré. Le prix de vente est fixé à six mille sept cents dollars (6 700 $), frais d'arpentage ou de cadastre et frais notariés en sus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner quitte son siège pour la présentation du dossier suivant :

1570/12/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 124 du cadastre du canton de Grantham en faveur de madame Francine Paquin Pepin

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 124 du cadastre du canton de Grantham à madame Francine Paquin Pepin. Ledit terrain d'une superficie de huit cent cinquante-deux virgule quatre-vingt-cinq mètres carrés (852,85 m^2) est vendu au prix de vingt-sept mille cinq cent deux dollars (27 502 $), frais d'arpentage et de notaire en sus.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1571/12/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 88-11 du cadastre du canton de Wickham à messieurs Marc Leclerc et André Veilleux (terrain de l'aéroport)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 88-11 du cadastre du canton de Wickham située sur le terrain de l'aéroport à messieurs Marc Leclerc et André Veilleux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1572/12/06 - Signature d'un acte de vente d'une partie du lot 173 du cadastre du canton de Grantham à 9122-4568 Québec inc. (partie des rues Ayotte et Perron)

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville

de Drummondville un acte de vente d'une partie du lot 173 du cadastre du canton de Grantham à 9122-4568 Québec inc. Ledit terrain d'une superficie de mille neuf cent un virgule deux mètres carrés (1 901,2 m^2) est vendu au prix de 43,05 $ le mètre carré, le tout pour un montant total de quatre-vingt-un mille huit cent quarante-six dollars et soixante-six cents (81 846,66 $).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1573/12/06 - Modification de la résolution no 1370/10/06 de façon à changer le nom de Matériaux Laferté Ltée par Les Placements Jacques Laferté inc.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville modifie la résolution no 1370/10/06 de façon à changer le nom de Matériaux Laferté Ltée par Les Placements Jacques Laferté inc.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1574/12/06 - Mandat à Me Jacques Lafond, notaire – Acte de servitude à intervenir avec Immeubles A.J.C. inc. et Commission scolaire des Chênes - Feux de signalisation angle Heriot / St-Jean et Heriot / Avenue des Frères

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Me Jacques Lafond, notaire, aux fins de préparer et rédiger les actes de servitude à intervenir avec les Immeubles A.J.C. inc. et la Commission scolaire des Chênes pour l'implantation des feux de signalisation à l'angle des rues Heriot / St-Jean et Heriot / Avenue des Frères.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1575/12/06 - Avis de motion du règlement no 3539 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux, et ce, pour une période d'un an à compter du 31 décembre 2006

Le conseiller Christian Tourigny donne avis de motion du règlement no 3539 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux, et ce, pour une période d'un an à compter du 31 décembre 2006.

1576/12/06 - Avis de motion du règlement no 3540 prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 2007

Le conseiller Roberto Léveillée donne avis de motion du règlement no 3540 prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 2007.

1577/12/06 - Avis de motion du règlement no 3541 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 2007

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3541 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 2007.

1578/12/06 - Avis de motion du règlement no 3542 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2007

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3542 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2007.

1579/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3542 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2007

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que, comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3542 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2007 dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1580/12/06 - Avis de motion du règlement no 3543 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2007

Le conseiller Jean Shooner donne avis de motion du règlement no 3543 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2007.

1581/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3543 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2007

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3543 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2007, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1582/12/06 - Avis de motion du règlement no 3544 amendant le règlement no 1649 afin de décréter la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour 2007

Le conseiller Jocelyn Gagné donne avis de motion du règlement no 3544 amendant le règlement no 1649 afin de décréter la cotisation payable par les membres de la Société de développement commercial du centre-ville de Drummondville, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour 2007.

1583/12/06 - Avis de motion du règlement no 3545 amendant le règlement no 1610 afin de décréter la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2007

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion du règlement no 3545 amendant le règlement no 1610 afin de décréter la cotisation payable par les membres de la SDC Quartier Saint-Joseph, le mode de calcul ainsi que le nombre de versements pour l'année 2007.

1584/12/06 - Avis de motion du règlement no 3546 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les travaux reliés au contrôle biologique des mouches noires pour l'année 2007

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3546 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les travaux reliés au contrôle biologique des mouches noires pour l'année 2007.

1585/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3546 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les travaux reliés au contrôle biologique des mouches noires pour l'année 2007

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3546 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les travaux reliés au contrôle biologique des mouches noires pour l'année 2007, dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1586/12/06 - Avis de motion du règlement no 3547 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et des résidus verts ainsi que les conteneurs nécessaires pour l'année 2007

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3547 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et des résidus verts ainsi que les conteneurs nécessaires pour l'année 2007.

1587/12/06 - Avis de motion du règlement no 3550 prévoyant un amendement au règlement no 3500 de façon à y ajouter l'identification d'un terrain municipal de stationnement ainsi que la tarification

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion du règlement no 3550 prévoyant un amendement au règlement no 3500 de façon à y ajouter l'identification d'un terrain municipal de stationnement ainsi que la tarification.

1588/12/06 - Avis de motion du règlement no 3551 décrétant un emprunt de 164 000 $ pour l'achat et l'installation d'un logiciel de gestion à la bibliothèque municipale

Le conseiller Yves Grondin donne avis de motion du règlement no 3551 décrétant un emprunt de 164 000 $ pour l'achat et l'installation d'un logiciel de gestion à la bibliothèque municipale.

1589/12/06 - Avis de motion du règlement no 3552 prévoyant l'imposition d'une tarification pour la vidange des fosses septiques

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3552 prévoyant l'imposition d'une tarification pour la vidange des fosses septiques.

1590/12/06 - Avis de motion du règlement no 3553 modifiant le règlement no 3500 relativement à la propriété des bacs à ordures et de récupération du secteur Saint-Charles-de-Drummond

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3553 modifiant le règlement no 3500 relativement à la propriété des bacs à ordures et de récupération du secteur Saint-Charles-de-Drummond.

1591/12/06 - Adoption du projet de règlement no 3554 – P.I.A. no 3303 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par le conseiller Roberto Léveillée,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3554, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 3303 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- d'assujettir aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions, les terrains localisés dans les zones et parties de zones identifiées ci-dessous, et ce, lors de certains travaux, en apportant en conséquence les ajustements qui sont nécessaires, à savoir :
  - les terrains localisés aux abords du boulevard Foucault et situés dans la zone 27 R/C;
  - les terrains localisés aux abords du boulevard Foucault, entre la Route 122 et la rue Monfette, et situés dans la zone 43 R/C;
  - les terrains localisés en partie dans la zone 26 Rg;
  - les terrains localisés en partie dans la zone 33 Ra;
  - les terrains localisés aux abords de la Route 122 et situés dans la zone 7 Ta.

  Ces zones sont localisées approximativement à l'intersection et de part et d'autre du boulevard Foucault et de la Route 122,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1592/12/06 - Avis de motion du règlement no 3554 – P.I.A. no 3303 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Le conseiller Pierre Levasseur donne avis de motion du règlement no 3554 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 3303 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- d'assujettir aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions, les terrains localisés dans les zones et parties de zones identifiées ci-dessous, et ce, lors de certains travaux, en apportant en conséquence les ajustements qui sont nécessaires, à savoir :
  - les terrains localisés aux abords du boulevard Foucault et situés dans la zone 27 R/C;
  - les terrains localisés aux abords du boulevard Foucault, entre la Route 122 et la rue Monfette, et situés dans la zone 43 R/C;
  - les terrains localisés en partie dans la zone 26 Rg;
  - les terrains localisés en partie dans la zone 33 Ra;
  - les terrains localisés aux abords de la Route 122 et situés dans la zone 7 Ta.

  Ces zones sont localisées approximativement à l'intersection et de part et d'autre du boulevard Foucault et de la Route 122.

1593/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3554 – P.I.A. no 3303 (secteur

Saint-Charles-de-Drummond)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3554, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 3303 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- d'assujettir aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions, les terrains localisés dans les zones et parties de zones identifiées ci-dessous, et ce, lors de certains travaux, en apportant en conséquence les ajustements qui sont nécessaires, à savoir :
  - les terrains localisés aux abords du boulevard Foucault et situés dans la zone 27 R/C;
  - les terrains localisés aux abords du boulevard Foucault, entre la Route 122 et la rue Monfette, et situés dans la zone 43 R/C;
  - les terrains localisés en partie dans la zone 26 Rg;
  - les terrains localisés en partie dans la zone 33 Ra;
  - les terrains localisés aux abords de la Route 122 et situés dans la zone 7 Ta.

  Ces zones sont localisées approximativement à l'intersection et de part et d'autre du boulevard Foucault et de la Route 122;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1594/12/06 - Adoption du projet de règlement no 3536 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3536, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même une partie de l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) afin d'y inclure les terrains situés du côté sud-ouest de la 20e Avenue, entre les rues Barnabé et Saint-Laurent,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation des dossiers suivants :

1595/12/06 - Avis de motion du règlement no 3536 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3536 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même une partie de l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) afin d'y inclure les terrains situés du côté sud-ouest de la 20e Avenue, entre les rues Barnabé et Saint-Laurent.

1596/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3536 – Plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3536, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 2514 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir l'affectation commerciale C-5 (commerce artériel lourd) à même une partie de l'affectation résidentielle R-1 (faible densité) afin d'y inclure les terrains situés du côté sud-ouest de la 20e Avenue, entre les rues Barnabé et Saint-Laurent;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1597/12/06 - Adoption du projet de règlement no 3537 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1o QUE le projet de règlement no 3537, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C08-04 à même la totalité des zones d'habitation H08-10 et H08-14 de manière à y inclure les terrains situés du côté sud-ouest de la 20e Avenue, entre les rues Barnabé et Saint-Laurent;
- d'abroger les zones d'habitation H08-10 et H08-14.

La zone commerciale C08-04 regroupe les terrains longeant le côté est du boulevard Lemire, entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Saint-Denis, alors que les zones résidentielles H08-10 et H08-14 sont délimitées approximativement par les rues Barnabé et Saint-Laurent, la 20e Avenue et le prolongement vers le sud-ouest de la 22e Avenue,

soit et est adopté;

2o ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1598/12/06 - Avis de motion du règlement no 3537 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3537 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C08-04 à même la totalité des zones d'habitation H08-10 et H08-14 de manière à y inclure les terrains situés du côté sud-ouest de la 20e Avenue, entre les rues Barnabé et Saint-Laurent;
- d'abroger les zones d'habitation H08-10 et H08-14.

La zone commerciale C08-04 regroupe les terrains longeant le côté est du boulevard Lemire, entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Saint-Denis, alors que les zones résidentielles H08-10 et H08-14 sont délimitées approximativement par les rues Barnabé et Saint-Laurent, la 20e Avenue et le prolongement vers le sud-ouest de la 22e Avenue.

1599/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3537 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3537, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- d'agrandir la zone commerciale C08-04 à même la totalité des zones d'habitation H08-10 et H08-14 de manière à y inclure les terrains situés du côté sud-ouest de la 20e Avenue, entre les rues Barnabé et Saint-Laurent;
- d'abroger les zones d'habitation H08-10 et H08-14.

La zone commerciale C08-04 regroupe les terrains longeant le côté est du boulevard Lemire, entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Saint-Denis, alors que les zones résidentielles H08-10 et H08-14 sont délimitées approximativement par les rues Barnabé et Saint-Laurent, la 20e Avenue et le prolongement vers le sud-ouest de la 22e Avenue;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1600/12/06 - Adoption du projet de règlement no 3538 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Christian Tourigny,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3538, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de prévoir, pour la zone commerciale C08-04, des dispositions particulières relatives à l'implantation des bâtiments dont l'usage fait partie des classes d'usages **c_3** (commerce artériel léger), **c_4** (commerce artériel lourd) et **c_5** (commerce de services pétroliers et autres services connexes);
- de prévoir, pour tout bâtiment ayant une superficie supérieure à trois mille cinq cents mètres carrés (3 500 m^2) et situé dans la zone commerciale C08-04, des dispositions particulières relatives à l'implantation des bâtiments ainsi qu'à l'aménagement des terrains.

La zone commerciale C08-04 regroupe les terrains longeant le côté est du boulevard Lemire, entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Saint-Denis,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1601/12/06 - Avis de motion du règlement no 3538 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3538 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de prévoir, pour la zone commerciale C08-04, des dispositions particulières relatives à l'implantation des bâtiments dont l'usage fait partie des classes d'usages **c_3** (commerce artériel léger), **c_4** (commerce artériel lourd) et **c_5** (commerce de services pétroliers et autres services connexes);
- de prévoir, pour tout bâtiment ayant une superficie supérieure à trois mille cinq cents mètres carrés (3 500 m^2) et situé dans la zone commerciale C08-04, des dispositions particulières relatives à l'implantation des bâtiments ainsi qu'à l'aménagement des terrains.

La zone commerciale C08-04 regroupe les terrains longeant le côté est du boulevard Lemire, entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Saint-Denis.

1602/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3538 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3538, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de prévoir, pour la zone commerciale C08-04, des dispositions particulières relatives à l'implantation des bâtiments dont l'usage fait partie des classes d'usages **c_3** (commerce artériel léger), **c_4** (commerce artériel lourd) et **c_5** (commerce de services pétroliers et autres services connexes);
- de prévoir, pour tout bâtiment ayant une superficie supérieure à trois mille cinq cents mètres carrés (3 500 m^2) et situé dans la zone commerciale C08-04, des dispositions particulières relatives à l'implantation des bâtiments ainsi qu'à l'aménagement des terrains.

La zone commerciale C08-04 regroupe les terrains longeant le côté est du boulevard Lemire, entre la voie ferrée du Canadien National et la rue Saint-Denis;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1603/12/06 - Adoption du projet de règlement no 3548 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3548, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone résidentielle H06-41, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone d'habitation H06-41 est délimitée approximativement à l'ouest par la 123e Avenue, au nord par la limite du développement actuel des 124e, 125e, 129e et 131e Avenues, à l'est par l'axe du prolongement de la 132e Avenue et au sud par le ruisseau Cacouna.

B) de modifier le calcul de l'occupation du logement intergénérations afin de considérer l'ensemble de la superficie occupée par le logement principal, excluant le sous-sol,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1604/12/06 - Avis de motion du règlement no 3548 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3548 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone résidentielle H06-41, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant dans le but d'en faire une maison intergénérations.

   La zone d'habitation H06-41 est délimitée approximativement à l'ouest par la 123e Avenue, au nord par la limite du développement actuel des 124e, 125e, 129e et 131e Avenues, à l'est par l'axe du prolongement de la 132e Avenue et au sud par le ruisseau Cacouna.

B) de modifier le calcul de l'occupation du logement intergénérations afin de considérer l'ensemble de la superficie occupée par le logement principal, excluant le sous-sol.

1605/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3548 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3548, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone résidentielle H06-41, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant dans le but d'en faire une maison intergénérations.

   La zone d'habitation H06-41 est délimitée approximativement à l'ouest par la 123e Avenue, au nord par la limite du développement actuel des 124e, 125e, 129e et 131e Avenues, à l'est par l'axe du prolongement de la 132e Avenue et au sud par le ruisseau Cacouna.

B) de modifier le calcul de l'occupation du logement intergénérations afin de considérer l'ensemble de la superficie occupée par le logement principal, excluant le sous-sol;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1606/12/06 - Adoption du projet de règlement no 3549 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Alain Martel,
et résolu :

1o QUE le projet de règlement no 3549, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- de soustraire de l'application des dispositions du chapitre 16 du règlement concerné toutes les opérations cadastrales, de sorte que celles-ci ne soient plus assujetties à des objectifs et critères d'évaluation particuliers.

  Les zones visées sont délimitées approximativement par la rue Collins au nord, le chemin de fer du Canadien National à l'est, la rue Montplaisir au sud et la Route 122 à l'ouest,

soit et est adopté;

2o ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1607/12/06 - Avis de motion du règlement no 3549 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Le conseiller Gilles Fontaine donne avis de motion du règlement no 3549 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- de soustraire de l'application des dispositions du chapitre 16 du règlement concerné toutes les opérations cadastrales, de sorte que celles-ci ne soient plus assujetties à des objectifs et critères d'évaluation particuliers.

  Les zones visées sont délimitées approximativement par la rue Collins au nord, le chemin de fer du Canadien National à l'est, la rue Montplaisir au sud et la Route 122 à l'ouest.

1608/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3549 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3549, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- de soustraire de l'application des dispositions du chapitre 16 du règlement concerné toutes les opérations cadastrales, de sorte que celles-ci ne soient plus assujetties à des objectifs et critères d'évaluation particuliers.

  Les zones visées sont délimitées approximativement par la rue Collins au nord, le chemin de fer du Canadien National à l'est, la rue Montplaisir au sud et la Route 122 à l'ouest;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1609/12/06 - Adoption du second projet de règlement no 3526-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3526-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) relativement à la zone rurale R02-37 dans le but de modifier la nature des usages permis et de fixer certaines exigences, à savoir :

- ajouter, selon certaines conditions, certains usages faisant partie de la classe d'usage agricole (A1) et prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments;
- obliger à ce que les terrains destinés à être construits soient desservis par un réseau d'aqueduc;
- exiger la construction d'un bâtiment accessoire de type « écurie » sur chacun des terrains.

La zone visée est localisée à proximité du boulevard Mercure ainsi que des rues Lemaire et Brown,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1610/12/06 - Adoption du second projet de règlement no 3528-1 – Zonage no 512 (secteur Saint-Charles)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur,
appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3528-1 amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles) dans le but :

- de créer les nouvelles zones agricoles 118 Ad, 119 Ad et 120 Ad à même une partie de la zone agricole 109 Ad de manière à y inclure des terrains localisés entre le chemin Hemming et le 3e Rang;
- d'autoriser, dans les nouvelles zones agricoles 118 Ad et 120 Ad, les mêmes usages que ceux de la zone agricole 109 Ad et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment;
- d'autoriser, dans la nouvelle zone agricole 119 Ad, les mêmes usages que ceux de la zone agricole 109 Ad ainsi que l'usage agricole « atocatière » et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment de même qu'à l'égard de l'aménagement de terrains,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1611/12/06 - Adoption du second projet de règlement no 3532-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Jean Shooner,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3532-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages permis à l'intérieur de la zone rurale R02-30, de manière à autoriser l'usage agricole « élevage de chevaux », et ce, selon certaines conditions.

  La zone visée est délimitée approximativement par le boulevard Saint-Joseph au nord, la route Caya à l'est, l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier au sud et la zone agricole A02-27 à l'ouest,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1612/12/06 - Adoption du règlement no 3523-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3523-1 a été donné (réf : 1447/11/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3523-1, amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

- de créer la nouvelle zone d'habitation H08-15 à même une partie de la zone d'habitation H08-01 actuelle, de manière à y inclure les terrains situés du côté sud-est de la rue Saint-Alphonse, approximativement entre les 11e et 13e Avenues;
- de maintenir, dans la nouvelle zone d'habitation, les mêmes usages, normes et dispositions que ceux actuellement en application, à l'exception du nombre maximal de logements pour les habitations multifamiliales qui est établi à cinq (5) au lieu de quatre (4);
- de prévoir les dispositions à l'égard du revêtement extérieur pour les habitations multifamiliales;
- d'augmenter la superficie maximale d'un garage privé attenant aux habitations multifamiliales;
- de réduire la distance minimale entre un perron situé en cour avant et une ligne de terrain pour les habitations multifamiliales;
- d'établir des règles particulières en matière de droits acquis en ce qui a trait aux possibilités de remplacement d'un usage dérogatoire mais protégé par droits acquis, et ce, pour la nouvelle zone d'habitation H08-15.

La zone d'habitation H08-01 actuelle est localisée approximativement entre la voie ferrée du Canadien National, la rue Saint-Damase, la 9e Avenue et la 14e Avenue.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1613/12/06 - Adoption du règlement no 3533 décrétant des travaux de voirie sur une partie du lot 113 du cadastre du canton de Wickham (rue du Ruisseau) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 13 000 $

Lecture est donnée du règlement no 3533 décrétant des travaux de voirie sur une partie du lot 113 du cadastre du canton de Wickham (rue du Ruisseau) et prévoyant un emprunt n'excédant pas 13 000 $.

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3533, et ce, de 9 heures à 19 heures le 18 décembre 2006.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1614/12/06 - Adoption du règlement no 3534 prévoyant l'enlèvement du caractère

de rue sur les lots 116-3 et 117-11 du cadastre du canton de Wickham (rue Tremblay – secteur Saint-Nicéphore)

Lecture est donnée du règlement no 3534 prévoyant l'enlèvement du caractère de rue sur les lots 116-3 et 117-11 du cadastre du canton de Wickham situé rue Tremblay, secteur Saint-Nicéphore).

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1615/12/06 - Adoption du règlement no 3535 prévoyant l'enlèvement du caractère de rue sur une partie du lot 173 du cadastre du canton de Grantham (partie des rues Ayotte et Perron – secteur Drummondville)

Lecture est donnée du règlement no 3535 prévoyant l'enlèvement du caractère de rue sur une partie du lot 173 du cadastre du canton de Grantham située sur une partie des rues Ayotte et Perron, secteur Drummondville.

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

– Monsieur Richard Bergeron, employé au Service des travaux publics et à toute la famille à l'occasion du décès de son père, monsieur Normand Bergeron.

Félicitations à monsieur Jean Lemire
(M. Pierre Levasseur)

Le conseiller Pierre Levasseur félicite monsieur Jean Lemire, biologiste, nommé personnalité de la semaine par le Journal La Presse et Radio-Canada pour son reportage sur l'Antarctique « L'environnement devra unir le monde et non être sujet de confrontation »

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Sylvio Smith, rue St-Alphonse

- Monsieur Smith demande à la Ville de déblayer le trottoir sur la rue St-Alphonse entre la 17e Avenue et le boulevard Lemire.

- Le conseiller Christian Tourigny explique que la Ville de Drummondville avait, il y a quelques années, procédé à des réaménagements de façon à diminuer les coûts. Le dossier sera réévalué.

- Monsieur Smith se plaint de la qualité du service offert par la Sûreté du Québec.

Monsieur Christian Rajotte, rue St-Édouard

- Monsieur Rajotte entérine les commentaires de l'intervenant précédent quant à la Sûreté du Québec et soutient que, de toute manière, en 2012 la Ville devra reformer son corps municipal.

- Madame la mairesse fait le point sur le dossier en rappelant que même avec une Sûreté municipale, nous connaissions des problèmes de négociations et que depuis que la convention des policiers de la S.Q. est réglée, tout rentre dans l'ordre. Un comité de sécurité est formé et un parrain est affecté à chacun des secteurs de la Ville pour répondre aux besoins de la population. Pour ce qui est de 2012, la situation sera évaluée à ce moment-là.

Une économie variant entre 2 et 3 millions de dollars par année est rattachée au choix de la Ville.

- Monsieur Rajotte, le budget sera déposé à quelle date ?

- Madame la mairesse confirme que ce sera le 18 décembre 2006.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 18 décembre 2006.

1616/12/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 20h35.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 DÉCEMBRE 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 18 décembre 2006 à 19h30, ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une SPÉCIALE dûment convoquée.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Services des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1617/12/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Discours sur le budget 2007

Madame la mairesse prononce le discours sur le budget 2007 et le programme triennal d'immobilisations pour les années 2007/2008/2009.

Ce texte est annexé au présent procès-verbal pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

1618/12/06 - Adoption du budget 2007

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que le budget de l'année 2007 prévoyant des dépenses et des revenus de l'ordre de 65 600 000 $ soit adopté et que le document explicatif de ce budget soit annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Un document explicatif du budget 2007 sera distribué à chaque adresse civique de la municipalité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1619/12/06 - Adoption du programme triennal d'immobilisations 2007/2008/2009

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que le programme triennal d'immobilisations pour les années 2007/2008/2009 soit adopté tel que présenté dans un document annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A ».

Un document explicatif du programme triennal d'immobilisations pour les années 2007/2008/2009 sera distribué à chaque adresse civique de la municipalité.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Période de questions

Aucune question n'est posée par les personnes présentes.

1620/12/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 19h45.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.

LA VILLE DE DRUMMONDVILLE

18 DÉCEMBRE 2006

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée du conseil de la Ville de Drummondville, tenue au lieu ordinaire des séances de ce conseil, le 18 décembre 2006, à compter de 19h45 ***sous la présidence de madame la mairesse Francine Ruest-Jutras***; cette séance en étant une ordinaire selon les dispositions du règlement no 3500 et ses amendements.

SONT PRÉSENTS :

- Madame la conseillère et messieurs les conseillers :

Pierre-Yvan Aubé
Denis Chamberland
Gilles Fontaine
Jocelyn Gagné
Yves Grondin
Mario Jacques
Pierre Levasseur
Roberto Léveillée
Alain Martel
Denise Picotin
Me Jean Shooner
Me Christian Tourigny

- Personnes ressources :

Me Claude Proulx, directeur général
M. Gilles Bélisle, directeur général adjoint, Services administratifs
M. Francis Adam, directeur général adjoint, Service de planification
M. Steven F. Watkins, directeur général adjoint, Service des opérations
M. Denis Jauron, directeur, Service d'urbanisme

- Secrétaire :

Mme Thérèse Cajolet, greffière.

Madame la mairesse déclare la séance ouverte et fait lecture d'une réflexion.

1621/12/06 - Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que l'ordre du jour soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1622/12/06 - Adoption du procès-verbal - Séance ordinaire du 4 décembre 2006

Attendu que tous les membres du conseil déclarent avoir pris connaissance du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 4 décembre 2006 et que tout semble conforme, il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la greffière soit dispensée d'en faire la lecture et que ledit procès-verbal soit adopté tel quel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseil prend connaissance de la soumission suivante :

1623/12/06

- Produits chimiques années 2006-2007
(Soumission no 06-0150 – Ouverture 15.11.06)

(Le détail de ces soumissions apparaît à un tableau préparé par M. Alain Boisvert, directeur du Service de l'approvisionnement, et annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A »).

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que suite au regroupement d'achats, les soumissions suivantes soient retenues pour chacun des produits respectifs, étant la plus basse soumission reçue conforme :

Produit	**Montant total**	**Titulaire du marché pour l'année 2007**
Aluminate de soude en vrac (Wata Floc 38)	16 617,50 $	Kemira Water Solutions Canada inc.
Polymère ASP-25	7 875,00 $	Degrémont Erpac Canada inc.
Chaux hydratée en vrac	66 610,10 $	Univar Canada inc.
Chlore en cylindre (907,2 kg)	132 240,00 $	Brenntag Canada inc.
Hypochlorite sodium en vrac liquide	16 218,00 $	Javel Bois-Francs
Sulfate d'aluminium en vrac (Alun liquide)	254 560,00 $	Kemira Water Solutions Canada inc.
Silicate de sodium "N" en vrac	141 805,65 $	Quadra Chimie
Montant total (taxes incluses)	**724 637,96 $**	

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville une convention avec les fournisseurs pour l'achat des différents produits chimiques.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CORRESPONDANCE :

La greffière fait part aux membres du conseil de la réception de lettres de demandes d'aide financière et de remerciements provenant de différents organismes.

1624/12/06 - Acceptation des comptes

Le conseil prend connaissance des comptes dus par la Ville de Drummondville pour la période s'étendant du 4 décembre 2006 au 18 décembre 2006, lesquels comptes totalisent la somme de 4 240 302,47 $.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que ces comptes soient acceptés pour paiement.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1625/12/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 545 de la 102^{e} Avenue

(secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la marge de recul maximale et de réduire la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 102-50P. et 102-51P. du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 545 de la 102e Avenue (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.14);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H05-02), la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal est établie à deux virgule deux mètres (2,2 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H05-02), la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal est établie à deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en octobre 2006 et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à quatre virgule quarante mètres (4,40 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de deux virgule deux mètres (2,2 m);

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule huit mètre (1,8 m) la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule deux mètre (0,2 m);

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction de la résidence (1962), le règlement en vigueur à l'époque exigeait une marge de recul minimale de quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m) et une marge latérale minimale de deux mètres (2 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire pour la marge de recul maximale, représente sept virgule soixante-cinq mètres (7,65 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire pour la marge latérale minimale, représente douze virgule quatre-vingt-seize mètres (12,96 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant depuis 1962;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à :

- augmenter de deux virgule deux mètres (2,2 m) à quatre virgule quarante mètres (4,40 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas sept virgule soixante-cinq mètres (7,65 m);

- réduire de deux mètres (2 m) à un virgule quatre-vingts mètre (1,80 m) la marge latérale minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la

longueur du mur en dérogation n'excède pas douze virgule quatre-vingt-seize mètres (12,96 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 102-50P. et 102-51P. du rang III du cadastre du canton de Wickham, soit au 545 de la 102e Avenue (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1626/12/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 700 de la rue Marchand (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale (façades principale et secondaire) applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 153-268 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 700 de la rue Marchand (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.15);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H10-07), la marge de recul minimale (façade principale donnant vers la rue Marchand) applicable au bâtiment principal est établie à quatre virgule trente-trois mètres (4,33 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H10-07), la marge de recul minimale (façade secondaire donnant vers la rue Ringuet) applicable au bâtiment principal est établie à quatre virgule cinq mètres (4,5 m), et ce, en fonction de l'application du règlement;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en août 2006 et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à quatre mètres (4 m) la marge de recul minimale (façade principale) applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule trente-trois mètre (0,33 m);

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à quatre virgule vingt-trois mètres (4,23 m) la marge de recul minimale (façade secondaire) applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule vingt-sept mètre (0,27 m);

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction de la résidence (1967), le règlement en vigueur à l'époque exigeait une marge de recul minimale de quatre virgule cinquante-sept mètres (4,57 m) applicable aux façades principale et secondaire;

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire (façade principale) représente trois virgule soixante et onze mètres (3,71 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire (façade secondaire) représente huit virgule quatre-vingt-six mètres (8,86 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant depuis 1967;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à réduire :

- de quatre virgule trente-trois mètres (4,33 m) à quatre mètres (4 m) la marge de recul minimale (façade principale donnant vers la rue Marchand) applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas trois virgule soixante et onze mètres (3,71 m);

- de quatre virgule cinq mètres (4,5 m) à quatre virgule vingt-trois mètres (4,23 m) la marge de recul minimale (façade secondaire donnant vers la rue Ringuet) applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas huit virgule quatre-vingt-six mètres (8,86 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 153-268 du rang III du cadastre du canton de Grantham, soit au 700 de la rue Marchand (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1627/12/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 11 de la rue Montmigny (secteur Saint-Nicéphore)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 93-48 et 93-49 du rang II du cadastre du canton de Wickham, soit au 11 de la rue Montmigny (secteur Saint-Nicéphore), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.16);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H01-16), la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal est établie à sept virgule cinq mètres (7,5 m);

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en octobre 2006 et que celui-ci soulève une irrégularité;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à sept virgule trois mètres (7,3 m) la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de zéro virgule deux mètre (0,2 m);

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction de la résidence (1981), le règlement en vigueur à l'époque exigeait une marge de recul avant minimale de sept virgule soixante-deux mètres (7,62 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire représente dix-neuf virgule soixante-trois mètres (19,63 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant depuis 1981;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction ont fait l'objet d'un permis et semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer de sept virgule cinq mètres (7,5 m) à sept virgule trois mètres (7,3 m) la marge de recul avant minimale applicable au bâtiment principal existant d'un (1) étage, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas dix-neuf virgule soixante-trois mètres (19,63 m), et ce, pour l'immeuble situé sur les lots 93-48 et 93-49 du rang II du cadastre du canton de Wickham, soit au 11 de la rue Montmigny (secteur Saint-Nicéphore).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1628/12/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 282 de la rue Saint-Norbert (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la marge de recul minimale (façades principale et secondaire) applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 690 du cadastre officiel du Québec, soit au 282 de la rue Saint-Norbert (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.17);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H09-04), la marge de recul minimale (façade principale donnant vers la rue Saint-Norbert) applicable au bâtiment principal est établie à trois virgule six mètres (3,6 m), et ce, en fonction de l'application de la marge de recul particulière (moyenne des marges);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel pour la zone où est situé l'immeuble (H09-04), la marge de recul minimale (façade secondaire donnant vers la rue Saint-Louis) applicable au bâtiment principal est établie à quatre virgule cinq mètres (4,5 m), et ce, en fonction de l'application du règlement;

CONSIDÉRANT QU'un certificat de localisation a été préparé en mars 2005 et que celui-ci soulève deux (2) irrégularités;

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à deux virgule zéro cinq mètres (2,05 m) la marge de recul minimale (façade principale) applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité d'un virgule cinquante-cinq mètre (1,55 m);

CONSIDÉRANT QUE ledit certificat établit à un virgule quarante-six mètres (1,46 m) la marge de recul minimale (façade secondaire) applicable au bâtiment principal existant, ce qui représente une irrégularité de trois virgule zéro quatre mètres (3,04 m);

CONSIDÉRANT QU'au moment de la construction du bâtiment (1955), le règlement en vigueur à l'époque exigeait une marge de recul minimale de six mètres (6 m) applicable à la façade principale et de trois mètres (3 m) applicable à la façade secondaire;

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire (façade principale) représente dix virgule soixante-sept mètres (10,67 m);

CONSIDÉRANT QUE la longueur du mur où la distance est dérogatoire (façade secondaire) représente quatorze virgule trente-trois mètres (14,33 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant, compte tenu que le bâtiment est existant depuis 1955;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme et l'esprit du règlement de zonage;

CONSIDÉRANT QUE le requérant est dans l'impossibilité de se conformer;

CONSIDÉRANT QUE l'occupation actuelle du terrain par l'immeuble concerné ne semble pas porter atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction semblent avoir été effectués de bonne foi;

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à réduire :

- de trois virgule six mètres (3,6 m) à deux virgule zéro cinq mètres (2,05 m) la marge de recul minimale (façade principale donnant vers la rue Saint-Norbert) applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas dix virgule soixante-sept mètres (10,67 m);

- de quatre virgule cinq mètres (4,5 m) à un virgule quarante-six mètre (1,46 m) la marge de recul minimale (façade secondaire donnant vers la rue Saint-Louis) applicable au bâtiment principal existant de deux (2) étages, **à la condition** que la longueur du mur en dérogation n'excède pas quatorze virgule trente-trois mètres (14,33 m);

et ce, pour l'immeuble situé sur le lot 3 082 690 du cadastre officiel du Québec, soit au 282 de la rue Saint-Norbert (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1629/12/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 542 de la rue Principale (secteur Saint-Joachim-de-Courval)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet de diminuer la largeur minimale de lot prescrite au règlement de lotissement, de cinquante mètres (50 m) à quarante-trois virgule quarante-neuf mètres (43,49 m), et ce, pour le lot 652-21 du rang Saint-Michel (côté sud-ouest) du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval, soit au 542 de la rue Principale (secteur Saint-Joachim-de-Courval), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.11.33);

CONSIDÉRANT QUE l'église et le presbytère étaient situés sur le même terrain jusqu'à ce que la Ville de Drummondville se porte acquéreur du presbytère;

CONSIDÉRANT QUE cette transaction a nécessité une opération cadastrale afin de créer deux (2) terrains distincts;

CONSIDÉRANT QUE les parties souhaitent que l'entrée menant au presbytère ainsi que le stationnement fassent partie intégrante du lot relatif au presbytère;

CONSIDÉRANT QUE cette exigence implique que la largeur du terrain de l'église doit être de quarante-trois virgule quarante-neuf mètres (43,49 m) plutôt que la norme de cinquante mètres (50 m) indiquée au règlement de lotissement, soit une différence de six virgule cinquante et un mètres (6,51 m);

CONSIDÉRANT QUE la norme de lotissement concernant la superficie minimale de quatre mille mètres carrés (4 000 m^2) est respectée, puisque les lots du presbytère et de l'église ont respectivement six mille deux cent soixante-cinq mètres carrés (6 265 m^2) et quatre mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf virgule cinq mètres carrés (4 299,5 m^2);

CONSIDÉRANT QUE la norme de lotissement concernant la profondeur minimale de soixante-quinze mètres (75 m) est respectée, puisque les lots du presbytère et de l'église ont respectivement une profondeur moyenne de quatre-vingt-dix-huit mètres (98 m) et de quatre-vingt-cinq mètres (85 m);

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à diminuer la largeur minimale de lot de cinquante mètres (50 m) à quarante-trois virgule quarante-neuf mètres (43,49 m), et ce, pour le lot 652-21 du rang Saint-Michel (côté sud-ouest) du cadastre de la paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval, soit au 542 de la rue Principale (secteur Saint-Joachim-de-Courval).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1630/12/06 - Dérogation mineure - Immeuble situé au 715 du chemin du Golf (secteur Drummondville)

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure ayant pour objet d'augmenter la marge de recul maximale (calcul de la marge de recul particulière) dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence unifamiliale isolée située sur le terrain formé des parties des lots 124 et 124-588 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 715 du chemin du Golf (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QU'un avis a été publié conformément à la loi;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.12.12);

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire une résidence unifamiliale isolée ayant une façade d'environ douze virgule soixante-treize mètres (12,73 m) et une superficie d'environ cent quarante-deux mètres carrés (142 m²);

CONSIDÉRANT QUE selon le projet soumis :
- la superficie du terrain visé par la demande est d'environ deux mille cent trente-neuf virgule sept mètres carrés (2 139,7 m²);
- la profondeur dudit terrain est d'environ quarante-sept virgule cinq mètres (47,5 m);

CONSIDÉRANT QU'en vertu du règlement de zonage actuel applicable pour l'immeuble visé par la demande (zone H02-03) :
- la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal indiquée à la grille est de six mètres (6 m);
- la marge de recul maximale (calcul de la marge de recul particulière) applicable au bâtiment principal est de huit virgule soixante-six mètres (8,66 m);

CONSIDÉRANT QU'en fonction du projet soumis, la marge de recul du bâtiment principal est établie à environ quatorze mètres (14 m), ce qui représente une irrégularité d'environ cinq virgule trente-quatre mètres (5,34 m);

CONSIDÉRANT QUE les principaux motifs invoqués par le requérant pour justifier la demande sont :
- l'augmentation de la marge de recul permettant d'aménager un accès pour véhicules comprenant un espace de manœuvre afin que les véhicules puissent sortir d'avant (aspect sécuritaire);
- l'alignement prévu qui tient compte d'un des bâtiments situés sur les terrains adjacents (à l'angle de la rue Robert-Bernard);
- la très grande marge de recul du bâtiment situé sur le terrain adjacent (675 chemin du Golf), soit d'environ trente-quatre mètres (34 m);

CONSIDÉRANT QUE le tracé de la ligne avant du terrain visé diffère par rapport à l'implantation voisine, ce qui amène une contrainte en regard du calcul de la marge de recul particulière;

CONSIDÉRANT QUE l'augmentation de la marge de recul projetée favorise un alignement harmonieux du bâtiment visé par la présente demande par rapport au bâtiment situé sur le terrain adjacent;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions du terrain (grande superficie, grande profondeur) permettent d'augmenter le recul de la résidence à construire, sans trop approcher celle-ci des résidences déjà construites à l'arrière;

CONSIDÉRANT QUE l'application du règlement a pour effet de causer un préjudice sérieux au requérant;

CONSIDÉRANT QUE la demande respecte en général les objectifs du plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE l'acceptation de la présente demande ne porte pas atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville accepte une dérogation mineure visant à augmenter de huit virgule soixante-six mètres (8,66 m) (calcul de la marge de recul particulière) à quatorze mètres (14 m) la marge de recul maximale applicable au bâtiment principal, et ce, dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence unifamiliale isolée située sur le terrain formé des parties des lots 124 et 124-588 du rang II du cadastre du canton de Grantham, soit au 715 du chemin du Golf (secteur Drummondville).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1631/12/06 - Dépôt du procès-verbal (06.12.06) - C.C.U.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, et unanimement résolu que le procès-verbal de la réunion du comité consultatif d'urbanisme tenue le 6 décembre 2006 soit déposé aux archives de la Ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1632/12/06 - Acceptation des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 220 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville) - P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment qui sera situé au 220 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.12.04);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zone comprise à l'intérieur du développement Le Quartier, et que, par conséquent, tous les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment résidentiel unifamilial (incluant le garage) d'une superficie approximative de cent douze mètres carrés (112 m^2), le tout principalement sur deux (2) étages;

CONSIDÉRANT QUE l'alignement de la construction favorisera une harmonisation avec celui du cadre bâti actuel et futur;

CONSIDÉRANT QUE l'aire de stationnement est principalement localisée en façade du bâtiment accessoire (garage rattaché à la résidence);

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par des modulations (avancées et/ou retraits des murs), ce qui évite de créer une façade trop linéaire;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs sont :
- pour les murs : du clin de fibre de bois pressé de couleur sable (kaki et/ou beige);
- pour la toiture : du bardeau d'asphalte de couleur foncée telle que le brun;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur, nombre d'étages et dimensions) respecte le milieu environnant et les dimensions du terrain;

CONSIDÉRANT QUE les couleurs et les matériaux retenus sont nobles, s'harmonisent ensemble et respectent l'environnement immédiat du bâtiment ainsi que l'identité du secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux sont réalisés (incluant des planches cornières), ce qui bonifie le traitement architectural des façades du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE certaines ouvertures sont ornementées de moulures décoratives;

CONSIDÉRANT QUE la façade principale du bâtiment est animée par une fenestration ainsi que des accès en nombre suffisant;

CONSIDÉRANT QUE le terrain est subdivisé de façon à assurer un environnement bâti harmonieux, et ce, au bénéfice de l'effet d'ensemble;

CONSIDÉRANT QU'un rapport préparé le 22 novembre 2006 par un ingénieur forestier a été déposé afin d'identifier les zones de conservation de la végétation existante au bénéfice de la qualité d'ensemble de l'environnement naturel et de sa mise en valeur;

CONSIDÉRANT QUE le rapport fait état de plusieurs points pour justifier la proposition, à savoir, le choix des tiges, les éléments justifiant l'emplacement des bâtiments, les mesures de protection à respecter, l'entretien du potentiel arboricole et l'identification des arbres dangereux;

CONSIDÉRANT QU'au moins sept (7) arbres d'un diamètre minimal (mesuré à la hauteur de poitrine) de soixante-dix millimètres (70 mm – 7 cm) allant jusqu'à quatre cents millimètres (400 mm – 40 cm) sont inventoriés et conservés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve les essences d'arbres suivantes : frêne, érable et chêne;

CONSIDÉRANT QUE les arbres sont situés en cour arrière;

CONSIDÉRANT QU'au moins deux (2) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés en cour avant du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le recouvrement au sol des arbres représente plus de treize pour cent (13 %) de la superficie totale du terrain;

CONSIDÉRANT QUE la localisation des arbres permet un espace intéressant pour l'implantation de bâtiments et/ou d'équipements accessoires à l'habitation;

CONSIDÉRANT QUE le projet de construction (subdivision de terrain, aménagement, implantation et architecture) tient compte du potentiel physique et naturel du site, tout en contribuant à la mise en valeur de ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE tout changement au projet déposé doit faire l'objet d'une nouvelle acceptation;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de subdivision et d'aménagement de terrain ainsi que de construction d'un (1) nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 220 de l'impasse du Ruisselet (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1633/12/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 445 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 445 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.12.05);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./quartier Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à ajouter une marquise d'une largeur d'environ six mètres (6 m) au pourtour du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la marquise est permanente et remplace un auvent de toile supporté par une structure tubulaire et métallique;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement de la toiture de la marquise est en acier imitant la tôle à baguette de couleur verte;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement, de par son type et sa couleur, s'harmonise avec celui de la toiture du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la pente de la marquise est semblable à celle existante sur le bâtiment et s'inscrit en continuité avec le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la marquise est supportée par des colonnes en acier peint de couleur harmonisée avec celle de la brique;

CONSIDÉRANT QUE les travaux s'effectuent de façon générale dans le respect du style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable que la marquise ne soit pas construite dans le prolongement de celle existante (réalisée avec un décroché et/ou entrecoupée d'un élément architectural), ce qui permettra une meilleure intégration de la couleur du revêtement de la toiture existante avec celle de la nouvelle marquise;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 445 de la rue Saint-Jean (secteur Drummondville), **à la condition** que la marquise soit réalisée avec un petit décroché par rapport à la toiture principale du bâtiment, et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1634/12/06 - Refus des travaux de démolition pour le bâtiment situé aux 519-521 de la rue Brouillard (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé aux 519-521 de la rue Brouillard (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.12.06);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment résidentiel construit en 1936;

CONSIDÉRANT QUE ce bâtiment résidentiel possède des caractéristiques architecturales qui lui sont propres;

CONSIDÉRANT QU'en vertu de l'inventaire architectural préparé par la Corporation Rues Principales, le bâtiment est de catégorie BB, soit un bâtiment dont l'état est très proche de l'original, sans toutefois présenter d'intérêt historique et/ou culturel;

CONSIDÉRANT QUE le corps principal du bâtiment reflète l'authenticité du style architectural de celui-ci et que les interventions sur ce dernier ont été réalisées principalement au niveau des garde-corps et des escaliers;

CONSIDÉRANT QUE la démolition du bâtiment aura une incidence directe sur le cadre bâti de la rue;

CONSIDÉRANT QU'il apparaît préférable, pour le moment, de conserver le bâtiment et de le rénover afin d'assurer une continuité du cadre bâti sur cette rue;

CONSIDÉRANT QUE le Commissariat au Commerce a mené une consultation publique en mai 2004 afin d'établir un scénario de développement pour le centre-ville;

CONSIDÉRANT QUE les commentaires du Commissariat au Commerce sont :

- de protéger, diversifier et renforcer la fonction résidentielle au centre-ville et augmenter le nombre et la diversité des résidants;
- de privilégier la conservation et le recyclage des édifices, donc, d'éviter la démolition;
- de réaliser une étude sur l'utilisation des aires de stationnement existantes pour le site et le secteur avant de permettre la démolition de ce bâtiment;
- d'envisager la démolition d'un bâtiment au centre-ville pour l'aménagement d'une aire de stationnement seulement en dernier recours;

CONSIDÉRANT QUE le propriétaire justifie sa demande par les points suivants :

- qu'il y a un manque de cases de stationnement sur le site adjacent (Carrefour St-Jean) pour bien desservir les usagers;
- que la pharmacie (Jean Coutu) prévoit agrandir ses locaux et que ces travaux d'agrandissement réduiront l'aire de stationnement;
- qu'une aire de stationnement est existante à l'intersection des rues Saint-Jean et Brouillard et que les travaux d'aménagement de l'aire de stationnement se feront en continuité avec cette dernière;

CONSIDÉRANT QU'actuellement, aucun projet d'agrandissement du bâtiment voisin (Carrefour St-Jean) n'est présenté et qu'aucun plan d'aménagement des aires de stationnement n'est soumis afin de pouvoir évaluer les besoins invoqués par le demandeur;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Alain Martel et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville **refuse** les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé aux 519-521 de la rue Brouillard (secteur Drummondville), car ceux-ci ne répondent pas aux critères du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, notamment quant à l'impact de la démolition sur cette rue et à la conservation de logements au centre-ville.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1635/12/06 - Acceptation des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 45 de l'avenue des Frères (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 45 de l'avenue des Frères (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.12.07);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à remplacer :

- toutes les fenêtres sur le bâtiment par des fenêtres de type « à guillotine »;
- les ouvertures composant l'entrée principale du bâtiment;
- le revêtement de panneaux de béton sur certaines parties des murs extérieurs;

CONSIDÉRANT QUE le style, la typologie, les dimensions et le rythme d'espacement des ouvertures sont conservés;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont en aluminium de couleur grise;

CONSIDÉRANT QUE le revêtement extérieur (panneaux de béton) est remplacé par des panneaux de béton similaires à ceux existants sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des travaux de peinture sont effectués sur certains éléments du bâtiment, le tout de couleur s'harmonisant avec celle se retrouvant déjà sur ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE les travaux s'effectuent dans le respect du style architectural propre au bâtiment, en continuité avec celui-ci, et contribuent à améliorer l'image globale du bâtiment;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 45 de l'avenue des Frères (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1636/12/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1125 du boulevard Jean-de-Brébeuf (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 1125 du boulevard Jean-de-Brébeuf (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.12.08);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./zones communautaires à protéger, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :

- agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de trois mille neuf cents mètres carrés (3 900 m^2), le tout sur un (1) étage;
- rénover certaines parties des façades du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue dans la cour avant (entrée principale) et dans la cour latérale droite (partie « glace »);

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment agrandi respecte celui des bâtiments situés à proximité et que celle-ci n'a pas d'impact sur la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (nombre d'étages, hauteur et type de toiture) correspond à celui du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs pour l'entrée principale sont :
- du bloc de béton à face éclatée de couleur blanche;
- de l'acier de couleur cuivre;

CONSIDÉRANT QUE le toit de l'entrée principale est de type « plat »;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée principale est grandement vitrée, ce qui bonifie le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QU'une marquise supportée par des tiges métalliques (tire-fort) permet de protéger l'accès au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par son traitement architectural et ses matériaux, l'entrée principale est facilement identifiable et marque bien le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs de l'agrandissement (partie « glace ») sont :
<u>pour les murs</u>
- de la brique de couleur rouge (partie inférieure des murs);
- de l'acier de couleur brune (partie supérieure des murs);

<u>pour la toiture en pente</u>
- de l'acier de couleur s'harmonisant avec celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE certaines parties des murs du bâtiment existant sont rénovées par la pose d'un revêtement s'harmonisant avec celui se retrouvant sur ce dernier;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment (existant et agrandi) (excluant l'entrée principale) a un traitement architectural qui s'harmonise l'un par rapport à l'autre, soit par le choix et les couleurs des matériaux ainsi que les jeux d'ornementation (colonnes de maçonnerie et/ou solins);

CONSIDÉRANT QUE les travaux de rénovation et d'agrandissement du bâtiment permettent de développer un ensemble architectural harmonieux, et ce, au bénéfice du cadre bâti en général;

CONSIDÉRANT QUE le projet d'affichage ainsi que les travaux d'aménagement du terrain (aire de stationnement) seront évalués à une rencontre ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jean Shooner et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 1125 du boulevard Jean-de-Brébeuf (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1637/12/06 - Acceptation des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 100 de la rue Perron (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de construction d'un nouveau bâtiment qui sera situé au 100 de la rue Perron (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.12.09);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./abords de l'autoroute Jean-Lesage, et que, par conséquent, tous les travaux de construction d'un nouveau bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à construire un bâtiment commercial ayant une superficie approximative de mille trois cent trente-huit mètres carrés (1 338 m^2), le tout sur quatre (4) étages;

CONSIDÉRANT QU'un amendement au règlement de zonage doit être effectué afin d'autoriser la hauteur ainsi que le nombre d'étages projeté du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'implantation du bâtiment s'effectue parallèlement aux allées de circulation de l'autoroute Jean-Lesage, ce qui permet de maximiser l'effet de vitrine en bordure de cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE la largeur de la façade du bâtiment donnant vers l'autoroute est grande, ce qui permet d'avoir un paysage densément construit;

CONSIDÉRANT QUE le traitement architectural des façades principales du bâtiment, soit celles donnant vers l'autoroute Jean-Lesage et vers la rue Perron, est identique, ce qui permet d'avoir un bâtiment de grande qualité architecturale sur l'ensemble de ces façades;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit du bâtiment (hauteur et nombre d'étages) est unique pour le secteur environnant, mais que le projet permet de mettre en valeur l'entrée de la ville et de marquer cette dernière de façon significative;

CONSIDÉRANT QUE les murs extérieurs sont recouverts :
<u>pour les façades principales (celles donnant vers l'autoroute Jean-Lesage et la rue Perron)</u>
- de bloc architectural à face lisse de trente centimètres (30 cm) par soixante centimètres (60 cm) de couleur blanche sur environ treize pour cent (13 %) de la superficie des murs;
- d'enduit d'acrylique de couleur blanche sur environ vingt-quatre pour cent (24 %) de la superficie des murs;
- d'ouvertures sur environ soixante-trois pour cent (63 %) de la superficie des murs;

<u>pour les façades secondaires (celles orientées vers la rue Cormier et la bretelle de sortie de l'autoroute Jean-Lesage)</u>
- de bloc architectural à face lisse de trente centimètres (30 cm) par soixante centimètres (60 cm) de couleur blanche sur environ quarante-trois pour cent (43 %) de la superficie des murs;
- d'enduit d'acrylique de couleur blanche sur environ trente-quatre pour cent (34 %) de la superficie des murs;
- d'ouvertures sur environ vingt-trois pour cent (23 %) de la superficie des murs;

CONSIDÉRANT QUE la partie centrale des murs donnant vers l'autoroute Jean-Lesage et la rue Perron est de forme courbe, ce qui bonifie le style architectural du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que colonnes de maçonnerie, moulures décoratives d'enduit d'acrylique et insertions d'éléments de maçonnerie de couleur grise permettent d'obtenir une image de prestige;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment est réalisé avec une généreuse fenestration, ce qui anime adéquatement les façades;

CONSIDÉRANT QUE certaines ouvertures forment des arches, ce qui confère une identité architecturale au bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les encadrements des ouvertures sont de couleurs blanche et/ou grise;

CONSIDÉRANT QUE les entrées au bâtiment sont facilement identifiables et qu'elles sont protégées d'une marquise s'harmonisant avec le style du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux retenus sont nobles pour l'ensemble des façades;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des équipements sur la toiture est camouflé par des parapets et/ou des écrans opaques de couleur harmonisée avec celle se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE de par son traitement architectural et ses matériaux, le bâtiment dégage une image de qualité supérieure;

CONSIDÉRANT QUE les aires de stationnement sont réalisées au pourtour du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE l'accès à ces aires s'effectue par les rues Ayotte et Perron;

CONSIDÉRANT QU'au moins trente-quatre (34) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le site;

CONSIDÉRANT QUE quelques îlots sont aménagés à l'intérieur des aires de stationnement;

CONSIDÉRANT QU'une haie de cèdres est plantée près des lignes de propriétés longeant des habitations;

CONSIDÉRANT QU'aucune information n'est disponible quant à l'aménagement paysager (arbustes et/ou plantes et/ou talus) sur le terrain;

CONSIDÉRANT QU'il est important d'apporter une attention particulière à l'aménagement du terrain aux abords de l'autoroute Jean-Lesage, et ce, afin de réduire la visibilité des aires de stationnement;

CONSIDÉRANT QU'un plan d'aménagement de terrain sera soumis à une rencontre ultérieure;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de construction d'un nouveau bâtiment (tel que mentionné ci-dessus) qui sera situé au 100 de la rue Perron (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

Madame la mairesse demande le vote.

Votent ***POUR***	Vote ***CONTRE***
M. Pierre-Yvan Aubé	M. Jocelyn Gagné
M. Denis Chamberland	
M. Gilles Fontaine	
M. Yves Grondin	
M. Mario Jacques	
M. Pierre Levasseur	
M. Roberto Léveillée	
M. Alain Martel	
Mme Denise Picotin	
Me Christian Tourigny	
Me Jean Shooner	

ADOPTÉE À LA MAJORITÉ

1638/12/06 - Acceptation des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 490 de la rue Brock (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure pour le bâtiment situé au 490 de la rue Brock (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.12.10);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./centre-ville, et que, par conséquent, tous les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à :
- agrandir le bâtiment d'une superficie approximative de quatre-vingt-cinq mètres carrés (85 m^2), le tout sur deux (2) étages;
- rénover l'ensemble des façades du bâtiment existant;

Agrandissement

CONSIDÉRANT QUE l'agrandissement du bâtiment s'effectue en cour latérale gauche du terrain, et ce, en retrait d'environ huit mètres (8 m) de la ligne avant;

CONSIDÉRANT QUE les travaux d'agrandissement du bâtiment ont un impact limité sur le cadre bâti, et ce, dû au retrait important de ce dernier;

Agrandissement et rénovation extérieure

CONSIDÉRANT QUE les revêtements extérieurs des murs sont :
- du bloc architectural à face éclatée de couleur beige pour la partie des murs des entrées avant et arrière du bâtiment;
- de la brique d'argile de couleur rouge-brun pour les autres parties des façades;

CONSIDÉRANT QUE les entrées au bâtiment sont traitées avec un revêtement de maçonnerie de couleur beige, ce qui marque ces dernières et en favorise leur identification;

CONSIDÉRANT QUE les murs des façades des entrées sont aménagés respectivement d'un parapet d'une hauteur de plus d'un mètre (1 m) et que ces derniers excèdent d'environ trente centimètres (30 cm) les deux (2) autres parapets aménagés sur les façades avant du bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la hauteur des parapets des murs des entrées rend ces éléments architecturaux prédominants sur le bâtiment et qu'il est souhaitable que les deux (2) parapets réalisés sur ces murs soient d'une hauteur semblable à ceux aménagés à plus faible hauteur;

CONSIDÉRANT QUE le gabarit de l'agrandissement (hauteur, nombre d'étages et type de toiture) est comparable à celui du bâtiment existant;

CONSIDÉRANT QUE la toiture du bâtiment est de type « plat », laquelle s'harmonise avec celles se retrouvant dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de matériaux tels que des briques posées en soldat et/ou en boutisse créant des éventails au-dessus des ouvertures et des soulignements horizontaux marquant les étages, permettent d'animer les façades et de bonifier le style architectural;

CONSIDÉRANT QUE des jeux de maçonnerie marquent les parapets;

CONSIDÉRANT QUE les matériaux sont nobles et que leurs couleurs s'inspirent de ce que l'on retrouve dans le secteur;

CONSIDÉRANT QUE les fenêtres sont de type « à battant » imitant le type « à guillotine »;

CONSIDÉRANT QUE la partie supérieure des fenêtres est pourvue d'un carrelage s'inspirant de celui existant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE la fenestration respecte le style architectural du bâtiment et du secteur;

CONSIDÉRANT QUE les portes sont remplacées par des portes « à battant » pourvues d'une grande surface vitrée et stylisée;

CONSIDÉRANT QU'une entrée principale est réalisée sur le mur avant donnant vers la rue Brock, et ce, sur la façade construite en retrait de la voie de circulation;

CONSIDÉRANT QUE cette entrée est protégée par une marquise dont le toit est plat;

CONSIDÉRANT QUE la marquise est supportée par une colonne conçue en brique d'argile de couleur rouge-brun;

CONSIDÉRANT QU'un accès pour personnes à mobilité réduite est aménagé en cour avant et que ce dernier est dissimulé par un aménagement paysager composé d'au moins neuf (9) arbustes et/ou plantes florales;

CONSIDÉRANT QUE la galerie et le balcon donnant sur le mur avant le plus rapproché de la rue sont refaits;

CONSIDÉRANT QUE les dimensions de ces derniers sont réduites de près des deux tiers (2/3) de leur dimension d'origine;

CONSIDÉRANT QU'il est souhaitable de conserver les mêmes dimensions pour ces éléments de saillie (galerie et balcon) afin d'assurer une continuité du style architectural particulier et distinctif de ce bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les éléments de saillie (avant rénovation) sont typiques du centre-ville et qu'il est souhaitable que la rénovation soit effectuée dans l'optique de conservation du style d'origine de ces éléments;

CONSIDÉRANT QUE les garde-corps des éléments de saillie sont en aluminium de couleur blanche et que leur style s'inspire de ceux se retrouvant sur le bâtiment;

CONSIDÉRANT QUE les colonnes d'une dimension d'environ quinze centimètres (15 cm) par quinze centimètres (15 cm) supportant le balcon et la toiture sont en aluminium de couleur blanche;

CONSIDÉRANT QUE la toiture couvrant le balcon est à trois (3) versants, laquelle s'inspire d'un style d'antan;

CONSIDÉRANT QUE dans l'ensemble, le projet permet de bonifier l'image du bâtiment et du cadre bâti, mais que certains ajustements sont requis au projet, soit la hauteur du parapet donnant sur les murs des entrées ainsi que les dimensions des éléments de saillie (galerie, balcon et toiture);

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux d'agrandissement et de rénovation extérieure (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 490 de la rue Brock (secteur Drummondville), conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale, **à la condition** que la hauteur des parapets donnant sur les murs des entrées soit réduite d'au moins trente centimètres (30 cm) afin d'obtenir une hauteur comparable aux deux (2) autres parapets du bâtiment, que les éléments de saillie (galerie et toiture) soient de mêmes dimensions que ceux existants et que le balcon ait une largeur d'au moins trois mètres (3 m).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1639/12/06 - Acceptation des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 141 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville) – P.I.A.

CONSIDÉRANT QU'une demande ayant pour objet d'autoriser des travaux de démolition pour le bâtiment situé au 141 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), a été présentée;

CONSIDÉRANT QUE le conseil a reçu l'avis du comité consultatif d'urbanisme (résolution numéro 06.12.11);

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment visé est situé à l'intérieur des limites du secteur P.I.I.A./boulevard Saint-Joseph, et que, par conséquent, tous les travaux de démolition de bâtiment sont soumis à des critères d'évaluation particuliers dans le cadre du règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à démolir le bâtiment et à enlever les îlots de pompes (incluant leurs structures), le pavage ainsi que les bases des enseignes détachées, le tout localisé au 141 du boulevard Saint-Joseph;

CONSIDÉRANT QUE lors d'une démolition de bâtiment, certains critères d'évaluation s'appliquent;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment dont l'usage est commercial ne présente pas d'intérêt d'ordre patrimonial et/ou historique;

CONSIDÉRANT QUE le bâtiment ainsi que les structures accessoires sont en mauvais état;

CONSIDÉRANT QU'éventuellement, le site sera occupé par un bâtiment commercial;

CONSIDÉRANT QUE les travaux de construction doivent respecter les critères d'évaluation prévus au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale;

CONSIDÉRANT QUE le terrain sera engazonné par la pose de plaques de tourbe ou ensemencé, et ce, après la fin des travaux de démolition;

CONSIDÉRANT QU'au moins quatorze (14) arbres d'un diamètre minimal de cinquante millimètres (50 mm) sont plantés sur le terrain, aux abords des voies de circulation;

CONSIDÉRANT QUE l'ensemble des travaux sera terminé au plus tard le 1er juillet 2007;

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné et résolu que le préambule fasse partie intégrante de la présente résolution et que la Ville de Drummondville autorise les travaux de démolition (tel que mentionné ci-dessus) pour le bâtiment situé au 141 du boulevard Saint-Joseph (secteur Drummondville), et ce, conformément au règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1640/12/06 - Renouvellement du mandat de cinq (5) membres du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 2 ans

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville renouvelle le mandat de certains membres du Comité consultatif d'urbanisme pour une période de 2 ans, soit celui de :

- Mme Gisèle Ménard;
- Mme Louise Béland;
- Mme Annick Bellavance;
- M. Yves Joubarne;
- M. Pierre Daniel.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1641/12/06 - Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

La conseillère Denise Picotin dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 7 décembre 2006.

1642/12/06 - Rapport du comité exécutif de la Ville de Drummondville

Le conseiller Roberto Léveillée dépose le rapport de la réunion du comité exécutif de la Ville de Drummondville tenue le 13 décembre 2006.

1643/12/06 - Reconduction du contrat de transport en commun avec la compagnie Transport urbain Drummondville Ltée

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Yves Grondin, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la reconduction du contrat de transport en commun avec la compagnie Transport urbain Drummondville Ltée, et ce, pour la période du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2008.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville ledit contrat.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1644/12/06 - Modification de l'horaire du Service de transport en commun pour la période des fêtes 2006

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la modification de l'horaire du Service de transport en commun durant la période des fêtes 2006, et ce, de la façon suivante :

	Lignes 1 et 2	Ligne 3
- 23 décembre 2006	7h50 à 18h00	
- 24 décembre 2006	pas de service	pas de service
- 25 décembre 2006	pas de service	pas de service
- 26 décembre 2006	12h00 à 19h00	15h17 à 18h00
- 27 décembre 2006	6h50 à 19h00	6h50 à 09h00
		15h17 à 18h00
- 28 et 29 décembre 2006	6h50 à 22h00	6h50 à 09h00
		15h17 à 18h00
- 30 décembre 2006	7h50 à 18h00	6h50 à 9h00
- 31 décembre 2006	pas de service	pas de service
- 1er et 2 janvier 2007	pas de service	pas de service

Reprise de l'horaire régulier le 3 janvier 2007

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1645/12/06 - Fin de la probation de monsieur Mathieu Teasdale à titre de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que la Ville de Drummondville mette fin à la probation de monsieur Mathieu Teasdale à titre de pompier à temps partiel au Service de sécurité incendie.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1646/12/06 - Nomination de monsieur Yves Beaurivage au poste de chef des opérations par intérim au Service de sécurité incendie

Il est proposé par le conseiller Christian Tourigny, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la nomination de monsieur Yves Beaurivage au poste de chef des opérations par intérim au Service de sécurité incendie, et ce, à compter de la présente résolution. Durant la période d'intérim, le salaire attribué à monsieur Yves Beaurivage sera celui fixé par la classe B, échelon 4-5 ans.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1647/12/06 - Autorisation à la Fondation des maladies du cœur du Québec - Campagne de financement du 29 janvier au 9 mars 2007

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville autorise la Fondation des maladies du cœur du Québec à procéder à sa campagne de financement du 29 janvier au 9 mars 2007, le tout selon la politique établie par la Ville pour les manifestations populaires.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1648/12/06 - Protocole d'entente avec le Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) pour l'utilisation du Centre Marcel-Dionne et de ses services connexes

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec le Club de Hockey Drummond inc. (Les Voltigeurs) pour l'utilisation du Centre Marcel-Dionne et de ses services connexes.

Le protocole d'entente est valable pour la période du 1er août 2006 au 31 juillet 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1649/12/06 - Protocole d'entente et de reconnaissance avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique)

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente et de reconnaissance à intervenir avec le Drummond Sports inc. (Drummondville Olympique).

Le protocole d'entente est valable pour l'année 2007 et comprend le versement d'une subvention à l'animation de 69 830 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1650/12/06 - Protocole d'entente avec Réseaux Plein Air Drummond pour la gestion de La Courvalloise (glissades sur chambre à air, secteur Saint-Joachim-de-Courval)

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Réseaux Plein Air Drummond pour la gestion de La Courvalloise (secteur Saint-Joachim-de-Courval).

Le protocole d'entente est valable pour la saison hivernale 2006/2007 et comprend le versement d'une subvention de 31 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1651/12/06 - Protocole d'entente avec Développement sportif et culturel diver-ses-cités pour la gestion du parc où se pratique la glisse

Il est proposé par le conseiller Alain Martel, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un protocole d'entente à intervenir avec Développement sportif et culturel

diverses-cités pour la gestion du parc où se pratique la glisse, soit sur l'ancien site de l'Académie de golf.

Le protocole d'entente est valable du 20 décembre 2006 au 31 mars 2007 et comprend le versement d'une subvention de 6 000 $.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1652/12/06 - Présentation d'une demande de subvention au programme de la taxe d'accise sur l'essence

ATTENDU QUE la municipalité a pris connaissance du Guide relatif aux modalités révisées de transfert aux municipalités du Québec d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec pour leurs infrastructures d'eau potable, d'eaux usées et de voirie locale et de ses annexes;

ATTENDU QUE la municipalité doit respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle pour recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et des Régions;

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu :

QUE la municipalité s'engage à respecter les modalités de ce guide qui s'appliquent à elle;

QUE la municipalité s'engage à être seule responsable et à dégager le Canada et le Québec de même que leurs ministres, hauts fonctionnaires, employés et mandataires de toute responsabilité quant aux réclamations, exigences, pertes, dommages et coûts de toute sorte ayant comme fondement une blessure infligée à une personne, le décès de celle-ci, des dommages causés à des biens ou la perte de biens attribuables à un acte délibéré ou négligent découlant directement ou indirectement des investissements réalisés au moyen du transfert d'une partie des revenus de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et de la contribution du gouvernement du Québec;

QUE la municipalité approuve le contenu et autorise l'envoi à la Direction des infrastructures du ministère des Affaires municipales et des Régions de la programmation de travaux du 1er décembre 2006 et de tous les autres documents exigés par le Ministère, en vue de recevoir la contribution gouvernementale qui lui a été confirmée dans une lettre de la ministre des Affaires municipales et des Régions;

QUE la municipalité s'engage à informer la Direction des infrastructures du ministère des Affaires municipales et des Régions de toute modification qui sera apportée à la programmation de travaux approuvée par la présente résolution.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1653/12/06 - Renonciation de la Ville à son droit de premier refus dans une transaction à intervenir entre Locaux Industriels Drummond inc. et Service Louis Letarte inc.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la Ville de Drummondville renonce à son droit de premier refus dans une transaction à intervenir entre Locaux Industriels Drummond inc. et Service Louis Letarte inc.

La mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville tous les documents afférents.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1654/12/06 - Approbation de la description technique d'une partie du lot 108 du cadastre du canton de Wickham

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville approuve la description technique préparée par Pierre Grondin, arpenteur-géomètre, en date du 30 novembre 2006 sur une partie du lot 108 du cadastre du canton de Wickham, d'une superficie de 3,1 mètres carrés (numéro de répertoire : 2876 - numéro de minute : 6984), le tout annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A » et en conformité avec l'article 73 de la *Loi sur les compétences municipales.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1655/12/06 - Approbation de la description technique d'une partie du lot 239 du cadastre du canton de Wickham

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville approuve la description technique préparée par Pierre Grondin, arpenteur-géomètre, en date du 30 novembre 2006 sur une partie du lot 239 du cadastre du canton de Wickham, d'une superficie de 6,3 mètres carrés (numéro de répertoire : 2876 - numéro de minute : 6982), le tout annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A » et en conformité avec l'article 73 de la *Loi sur les compétences municipales.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1656/12/06 - Approbation de la description technique d'une partie du lot 239 du cadastre du canton de Wickham

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, et résolu que la Ville de Drummondville approuve la description technique préparée par Pierre Grondin, arpenteur-géomètre en date du 30 novembre 2006 sur une partie du lot 239 du cadastre du canton de Wickham, d'une superficie de 1,0 mètre carré (numéro de répertoire : 2876 - numéro de minute : 6981), le tout annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A » et en conformité avec l'article 73 de la *Loi sur les compétences municipales.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1657/12/06 - Approbation de la description technique d'une partie des lots 108-68 et 108-77 du cadastre du canton de Wickham

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que la Ville de Drummondville approuve la description technique préparée par Pierre Grondin, arpenteur-géomètre en date du 30 novembre 2006 sur une partie des lots 108-68 et 108-77 du cadastre du canton de Wickham, d'une superficie respective de 0,3 mètre carré et 0,6 mètre carré (numéro de répertoire : 2876 - numéro de minute : 7001), le tout annexé à la présente résolution pour en faire partie intégrante comme annexe « A » et en conformité avec l'article 73 de la *Loi sur les compétences municipales.*

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1658/12/06 - Dépôt d'un projet dans le cadre du Programme d'enfouissement des réseaux câblés sur les sites patrimoniaux parrainé par Hydro-Québec

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville a déjà dénoncé son intérêt pour le projet d'enfouissement des réseaux câblés dans certains secteurs de la Ville;

ATTENDU QUE les autorités municipales ont pris connaissance du programme d'enfouissement des réseaux câblés proposé par Hydro-Québec;

ATTENDU QUE certains sites sont déjà identifiés comme patrimoniaux au centre-ville;

ATTENDU QUE la Ville de Drummondville juge qu'elle rencontre les critères d'Hydro-Québec;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville dépose un projet dans le cadre du Programme d'enfouissement des réseaux câblés sur les sites patrimoniaux parrainé par Hydro-Québec et fasse toutes les démarches nécessaires pour que ledit projet se réalise.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1659/12/06 - Dépôt d'un projet dans le cadre du Programme Embellissement des voies publiques parrainé par Hydro-Québec

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville dépose son projet dans le cadre du Programme Embellissement des voies publiques parrainé par Hydro-Québec.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1660/12/06 - Mandat au Groupe Rousseau Lefebvre – Relevés de caractérisation des sols pour la réalisation de la 1ère phase de la piste cyclable au centre-ville

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Jean Shooner, et résolu que la Ville de Drummondville mandate le Groupe Rousseau Lefebvre aux fins de procéder à des relevés de caractérisation des sols pour la réalisation de la 1ère phase de la piste cyclable au centre-ville. Les honoraires sont au montant de 5 500 $ plus taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1661/12/06 - Mandat à Michel Faucher, architecte – Préparation des plans et devis et surveillance des travaux de réaménagement du Pavillon thématique, phase 1

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville mandate Michel Faucher, architecte, aux fins de préparer les plans et devis et de procéder à la surveillance des travaux de réaménagement du Pavillon thématique, phase 1. Les honoraires sont de 21 000 $ plus taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1662/12/06 - Mandat à Teknika HBA inc. – Préparation des plans et devis et surveillance des travaux d'ingénierie, de mécanique et d'électricité du Pavillon thématique, phase 1

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que la Ville de Drummondville mandate la firme Teknika HBA inc. aux fins de préparer les plans et devis et de procéder à la surveillance des travaux d'ingénierie, de mécanique et d'électricité nécessaires pour le réaménagement du Pavillon thématique, phase 1. Les honoraires sont 21 300 $ plus taxes.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1663/12/06 -Formation d'un comité de sélection pour l'appel d'offres de services professionnels pour la réfection du Centre Marcel-Dionne

Il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que la Ville de Drummondville procède à la formation d'un comité de sélection pour l'appel d'offres de services professionnels pour la réfection du Centre Marcel-Dionne. Ledit comité sera formé de madame Julie René ainsi que de messieurs Francis Adam, Yvan Bernatchez, Denis Larocque et Alain Boisvert à titre de secrétaire.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1664/12/06 - Approbation des critères de sélection pour l'appel d'offres de services professionnels pour la réfection du Centre Marcel-Dionne

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la Ville de Drummondville approuve les critères de sélection pour l'appel d'offres de services professionnels pour la réfection du Centre Marcel-Dionne, et ce, selon le tableau suivant :

Ville de Drummondville **Numéro de projet : PROJ-104** **Titre : Réfection du Centre Marcel-Dionne**		
PARTIE 1		
ÉTABLISSEMENT DE CHAQUE PROPOSITION		**Fournisseur A**
CRITÈRES (minimum de 4)	Nombre maximal de points (1 à 30)	Pointage
La Firme : • Présentation et organisation	10	
• Expérience et expertise	20	
Compétence de l'équipe : • Expérience du chargé de projets	20	
• Composition de l'équipe de travail et ressources de la firme	20	
Méthodologie : • Compréhension du mandat et méthodologie	20	
• Efficacité énergétique	10	
POINTAGE TOTAL INTÉRIMAIRE :	100	/100
Les enveloppes de prix des offres dont le pointage intérimaire est de moins de 70 sont retournées au fournisseur **sans avoir été ouvertes**		
PARTIE 2		
ÉTABLISSEMENT DU POINTAGE FINAL		**Fournisseur A**
Prix soumis (uniquement pour les offres dont le pointage intérimaire est d'au moins 70)		
Établissement du pointage final : (application de la formule) : (pointage intérimaire + 50) X 10 000 Prix		
Rang et adjudicataire		

(Signature)	(EN LETTRES MOULÉES)
(date)	(LIEU)

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1665/12/06 - Signature d'un bail de location à intervenir avec Manoir Drummond pour la location de 45 espaces de stationnement

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location à intervenir avec Manoir Drummond pour la location de 45 espaces de stationnement à 215 $ par espace pour une période de 3 ans, soit du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2009, et ce, pour un montant total de 29 025 $ taxes incluses.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1666/12/06 - Signature d'un bail de location à intervenir avec Gestion Yvon Lebel inc. pour la location de 37 espaces dans le Stationnement de la Garderie

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que la mairesse ou à défaut le maire suppléant et la greffière ou à défaut l'assistante-greffière soient et sont par la présente autorisés à signer pour et au nom de la Ville de Drummondville un bail de location à intervenir avec Gestion Yvon Lebel inc. pour la location de 37 espaces dans le Stationnement de la Garderie, et ce, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2007.

Cette location est consentie pour le prix de 160,65 $ par espace, plus taxes, pour un montant total de 6 773,25 $ le tout payable comptant à la signature du bail.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Dépôt des certificats relatifs aux règlements nos 3531 et 3533

Conformément à la loi, la greffière dépose les certificats concernant la procédure d'enregistrement des personnes habiles à voter sur les règlements suivants :

- règlement no 3531 prévoyant la construction d'une 2e glace à l'Olympia Yvan-Cournoyer et un emprunt n'excédant pas 5 500 000 $;

- règlement no 3533 décrétant des travaux de voirie sur une partie du lot 113 du cadastre du canton de Wickham (rue du Ruisseau) et prévoyant un emprunt n'excédant pas la somme de 13 000 $.

Aucune personne habile à voter ne s'étant prévalue de son droit, lesdits règlements sont réputés approuvés.

1667/12/06 - Avis de motion du règlement no 3558 modifiant le règlement no 3500 relativement au stationnement (retrait du « Stationnement de la Garderie »)

Le conseiller Alain Martel donne avis de motion du règlement no 3558 modifiant le règlement no 3500 relativement au stationnement (retrait du « Stationnement de la Garderie »).

1668/12/06 - Avis de motion du règlement no 3559 décrétant l'acquisition de

machineries en 2007 pour le Service des travaux publics, le Service de l'approvisionnement et le Service de développement durable et environnement et prévoyant un emprunt n'excédant pas 967 230 $ à cet effet

Le conseiller Pierre-Yvan Aubé donne avis de motion du règlement no 3559 décrétant l'acquisition de machineries en 2007 pour le Service des travaux publics, le Service de l'approvisionnement et le Service de développement durable et environnement et prévoyant un emprunt n'excédant pas 967 230 $ à cet effet.

1669/12/06 - Adoption du projet de règlement no 3555 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin,
appuyé par le conseiller Denis Chamberland,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3555, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

A) de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone commerciale C02-03, de manière à autoriser la classe d'usages $\mathbf{h_2}$ (habitation bifamiliale) en structure isolée et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment.

Cette zone est localisée de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre la rue Sylvio et la rue Pie-XII.

B) d'augmenter la superficie maximale autorisée d'un usage complémentaire à un usage des classes d'usages $\mathbf{h_1}$ (habitation unifamiliale) et $\mathbf{h_2}$ (habitation bifamiliale),

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1670/12/06 - Avis de motion du règlement no 3555 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

La conseillère Denise Picotin donne avis de motion du règlement no 3555 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

A) de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone commerciale C02-03, de manière à autoriser la classe d'usages $\mathbf{h_2}$ (habitation bifamiliale) en structure isolée et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment.

Cette zone est localisée de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre la rue Sylvio et la rue Pie-XII.

B) d'augmenter la superficie maximale autorisée d'un usage complémentaire à un usage des classes d'usages $\mathbf{h_1}$ (habitation unifamiliale) et $\mathbf{h_2}$ (habitation bifamiliale).

1671/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3555 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3555, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

A) de modifier les usages autorisés à l'intérieur de la zone commerciale C02-03, de manière à autoriser la classe d'usages **h_2** (habitation bifamiliale) en structure isolée et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment.

Cette zone est localisée de part et d'autre du boulevard Mercure, approximativement entre la rue Sylvio et la rue Pie-XII.

B) d'augmenter la superficie maximale autorisée d'un usage complémentaire à un usage des classes d'usages **h_1** (habitation unifamiliale) et **h_2** (habitation bifamiliale);

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1672/12/06 - Adoption du projet de règlement no 3556 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3556, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle H1 (faible densité) à même une partie de l'affectation agricole R (rurale) afin d'y inclure les terrains situés de part et d'autre de la rue Edmond actuelle, au sud de la rue Line,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1673/12/06 - Avis de motion du règlement no 3556 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3556 amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle H1 (faible densité) à même une partie de l'affectation agricole R (rurale) afin d'y inclure les terrains situés de part et d'autre de la rue Edmond actuelle, au sud de la rue Line.

1674/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3556 – Plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3556, amendant le règlement de plan d'urbanisme no 03-UR-10-1101 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir l'affectation résidentielle H1 (faible densité) à même une partie de l'affectation agricole R (rurale) afin d'y inclure les terrains situés de part et d'autre de la rue Edmond actuelle, au sud de la rue Line;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1675/12/06 - Adoption du projet de règlement no 3557 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland,
appuyé par la conseillère Denise Picotin,
et résolu :

1° QUE le projet de règlement no 3557, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H04-04 à même une partie de la zone rurale R04-05 afin d'y inclure les terrains situés de part et d'autre de la rue Edmond actuelle, au sud de la rue Line,

soit et est adopté;

2° ET QU'il soit soumis à la consultation publique suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1676/12/06 - Avis de motion du règlement no 3557 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Le conseiller Denis Chamberland donne avis de motion du règlement no 3557 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H04-04 à même une partie de la zone rurale R04-05 afin d'y inclure les terrains situés de part et d'autre de la rue Edmond actuelle, au sud de la rue Line.

1677/12/06 - Dispense de lecture du règlement no 3557 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Il est proposé par le conseiller Denis Chamberland, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que comme les membres du conseil ont déjà en main copie du règlement no 3557, amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- d'agrandir la zone d'habitation H04-04 à même une partie de la zone rurale R04-05 afin d'y inclure les terrains situés de part et d'autre de la rue Edmond actuelle, au sud de la rue Line;

dispense de lecture soit autorisée lors de l'adoption.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1678/12/06 - Adoption du second projet de règlement no 3548-1 – Zonage no 2520 (secteur Drummondville)

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine,
appuyé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé,
et résolu :

1° QUE le second projet de règlement no 3548-1 amendant le règlement de zonage no 2520 (secteur Drummondville) dans le but :

A) d'autoriser, pour une habitation unifamiliale isolée située dans la zone résidentielle H06-41, l'ajout d'un logement supplémentaire destiné à être occupé par des personnes ayant un lien de parenté avec le propriétaire occupant dans le but d'en faire une maison intergénérations.

La zone d'habitation H06-41 est délimitée approximativement à l'ouest par la 123e Avenue, au nord par la limite du développement actuel des 124e, 125e, 129e et 131e Avenues, à l'est par l'axe du prolongement de la 132e Avenue et au sud par le ruisseau Cacouna.

B) de modifier le calcul de l'occupation du logement intergénérations afin de considérer l'ensemble de la superficie occupée par le logement principal, excluant le sous-sol,

soit et est adopté;

2° QUE ce second projet de règlement puisse faire l'objet de demandes d'approbation référendaire suivant les dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q., c.A.-19.1).

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1679/12/06 - Adoption du règlement no 3525 – P.I.A. no 03-UR-10-1105 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3525 a été donné (réf : 1494/11/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la Loi sur les cités et villes, la greffière fait un résumé du règlement no 3525 , amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 03-UR-10-1105 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier un article intitulé « OBJECTIFS ET CRITÈRES APPLICABLES À UN P.I.I.A. À L'INTÉRIEUR DE LA ZONE R02-37 » de manière à soustraire certaines dispositions relatives à l'aménagement des terrains, aux usages et bâtiments accessoires ainsi que leur contenu.

  La zone visée est localisée à proximité du boulevard Mercure ainsi que des rues Lemaire et Brown.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1680/12/06 - Adoption du règlement no 3526-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3526-1 a été donné (réf : 1497/11/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3526-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) relativement à la zone rurale R02-37 dans le but de modifier la nature des usages permis et de fixer certaines exigences, à savoir :

- ajouter, selon certaines conditions, certains usages faisant partie de la classe d'usage agricole (A1) et prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiments;
- obliger à ce que les terrains destinés à être construits soient desservis par un réseau d'aqueduc;
- exiger la construction d'un bâtiment accessoire de type « écurie » sur chacun des terrains.

La zone visée est localisée à proximité du boulevard Mercure ainsi que des rues Lemaire et Brown,

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Denis Chamberland, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner se retire pour la présentation du dossier suivant :

1681/12/06 - Adoption du règlement no 3528-1 – Zonage no 512 (secteur Saint-Charles)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3528-1 a été donné (réf : 1500/11/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3528-1 amendant le règlement de zonage no 512 (secteur Saint-Charles) dans le but :

- de créer les nouvelles zones agricoles 118 Ad, 119 Ad et 120 Ad à même une partie de la zone agricole 109 Ad de manière à y inclure des terrains localisés entre le chemin Hemming et le 3e Rang;
- d'autoriser, dans les nouvelles zones agricoles 118 Ad et 120 Ad, les mêmes usages que ceux de la zone agricole 109 Ad et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment;
- d'autoriser, dans la nouvelle zone agricole 119 Ad, les mêmes usages que ceux de la zone agricole 109 Ad ainsi que l'usage agricole « atocatière » et de prévoir en conséquence les différentes normes afférentes à la construction de bâtiment de même qu'à l'égard de l'aménagement de terrains.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Le conseiller Jean Shooner reprend son siège.

1682/12/06 - Adoption du règlement no 3532-1 – Zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3532-1 a été donné (réf : 1503/11/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3532-1 amendant le règlement de zonage no 03-UR-10-1102 (secteur Saint-Nicéphore) dans le but :

- de modifier les usages permis à l'intérieur de la zone rurale R02-30, de manière à autoriser l'usage agricole « élevage de chevaux », et ce, selon certaines conditions.

  La zone visée est délimitée approximativement par le boulevard Saint-Joseph au nord, la route Caya à l'est, l'autoroute Joseph-Armand-Bombardier au sud et la zone agricole A02-27 à l'ouest.

Il est proposé par la conseillère Denise Picotin, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1683/12/06 - Adoption du règlement no 3549 – P.I.A. no 2526 (secteur Drummond-ville)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3549 a été donné (réf : 1607/12/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3549 amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 2526 (secteur Drummondville) dans le but :

- de soustraire de l'application des dispositions du chapitre 16 du règlement concerné toutes les opérations cadastrales, de sorte que celles-ci ne soient plus assujetties à des objectifs et critères d'évaluation particuliers.

  Les zones visées sont délimitées approximativement par la rue Collins au nord, le chemin de fer du Canadien National à l'est, la rue Montplaisir au sud et la Route 122 à l'ouest.

Il est proposé par le conseiller Gilles Fontaine, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1684/12/06 - Adoption du règlement no 3554 – P.I.A. no 3303 (secteur Saint-Charles-de-Drummond)

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3554 a été donné (réf : 1592/12/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3554, amendant le règlement de plan d'implantation et d'intégration architecturale no 3303 (secteur Saint-Charles-de-Drummond) dans le but :

- d'assujettir aux objectifs et critères d'évaluation particuliers et autres dispositions, les terrains localisés dans les zones et parties de zones identifiées ci-dessous, et ce, lors de certains travaux, en apportant en conséquence les ajustements qui sont nécessaires, à savoir :
  - les terrains localisés aux abords du boulevard Foucault et situés dans la zone 27 R/C;
  - les terrains localisés aux abords du boulevard Foucault, entre la Route 122 et la rue Monfette, et situés dans la zone 43 R/C;
  - les terrains localisés en partie dans la zone 26 Rg;
  - les terrains localisés en partie dans la zone 33 Ra;
  - les terrains localisés aux abords de la Route 122 et situés dans la zone 7 Ta.

  Ces zones sont localisées approximativement à l'intersection et de part et d'autre du boulevard Foucault et de la Route 122.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1685/12/06 - Adoption du règlement no 3539 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux, et ce, pour une période d'un an à compter du 31 décembre 2006

Lecture est donnée du règlement no 3539 autorisant la Ville de Drummondville à prendre une assurance responsabilité au bénéfice des élus, des fonctionnaires et des employés municipaux, et ce, pour une période d'un an à compter du 31 décembre 2006.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1686/12/06 - Adoption du règlement no 3540 prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 2007

Lecture est donnée du règlement no 3540 prévoyant l'imposition des taxes foncières générales et spéciales pour l'année 2007.

Il est proposé par le conseiller Roberto Léveillée, appuyé par la conseillère Denise Picotin, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1687/12/06 - Adoption du règlement no 3541 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 2007

Lecture est donnée du règlement no 3541 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture de l'eau pour l'année 2007.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1688/12/06 - Adoption du règlement no 3542 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2007

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3542 a été donné (réf : 1578/12/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3542 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les services d'égouts et d'assainissement pour l'année 2007.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1689/12/06 - Adoption du règlement no 3543 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2007

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3543 a été donné (réf : 1580/12/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3543 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la fourniture des services municipaux à certains immeubles pour l'année 2007.

Il est proposé par le conseiller Jean Shooner, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1690/12/06 - Adoption du règlement no 3546 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les travaux reliés au contrôle biologique des mouches noires pour l'année 2007

Vu qu'au moment où l'avis de motion du règlement no 3546 a été donné (réf : 1584/12/06), dispense de la lecture du règlement a été demandée et comme chaque membre du conseil avait en main le projet de règlement, tel que le spécifie l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*, la greffière fait un résumé du règlement no 3546 prévoyant l'imposition d'une compensation pour les travaux reliés au contrôle biologique des mouches noires pour l'année 2007.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Gilles Fontaine, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1691/12/06 - Adoption du règlement no 3547 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport,

l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et des résidus verts ainsi que les conteneurs nécessaires pour l'année 2007

Lecture est donnée du règlement no 3547 prévoyant l'imposition d'une compensation pour la cueillette des déchets solides, le transport, l'enfouissement sanitaire, la collecte sélective et des résidus verts ainsi que les conteneurs nécessaires pour l'année 2007.

Il est proposé par le conseiller Jocelyn Gagné, appuyé par le conseiller Pierre Levasseur, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1692/12/06 - Adoption du règlement no 3550 prévoyant un amendement au règlement no 3500 de façon à y ajouter l'identification d'un terrain municipal de stationnement ainsi que la tarification

Lecture est donnée du règlement no 3550 prévoyant un amendement au règlement no 3500 de façon à y ajouter l'identification d'un terrain municipal de stationnement ainsi que la tarification.

Il est proposé par le conseiller Mario Jacques, appuyé par le conseiller Alain Martel, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1693/12/06 - Adoption du règlement no 3551 décrétant un emprunt de 164 000 $ pour l'achat et l'installation d'un logiciel de gestion à la bibliothèque municipale

Lecture est donnée du règlement no 3551 décrétant un emprunt de 164 000 $ pour l'achat et l'installation d'un logiciel de gestion à la bibliothèque municipale.

Il est proposé par le conseiller Yves Grondin, appuyé par le conseiller Christian Tourigny, et résolu que ce règlement soit adopté.

Conformément aux prescriptions des articles 532 à 559 de la *Loi sur les élections et les référendums* dans les municipalités et de l'article 556 de la *Loi sur les cités et villes*, après qu'un avis public aura été donné de l'adoption de ce règlement par le conseil, la greffière ouvrira un registre dans lequel les personnes habiles à voter et qui ont le droit d'être inscrites sur la liste référendaire de la Ville de Drummondville pourront inscrire une demande de référendum sur le règlement no 3551, et ce, de 9 heures à 19 heures les 15 et 16 janvier 2007.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1694/12/06 - Adoption du règlement no 3552 prévoyant l'imposition d'une tarification pour la vidange des fosses septiques

Lecture est donnée du règlement no 3552 prévoyant l'imposition d'une tarification pour la vidange des fosses septiques.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Jocelyn Gagné, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

1695/12/06 - Adoption du règlement no 3553 modifiant le règlement no 3500 relativement à la propriété des bacs à ordures et récupération du secteur Saint-Charles-de-Drummond

Lecture est donnée du règlement no 3553 modifiant le règlement no 3500 relativement à la propriété des bacs à ordures et récupération du secteur Saint-Charles-de-Drummond.

Il est proposé par le conseiller Pierre Levasseur, appuyé par le conseiller Roberto Léveillée, et résolu que ce règlement soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

Information des membres du conseil

Condoléances

Madame la mairesse, au nom de ses collègues du conseil et des employés municipaux, offre de sincères condoléances à :

- Monsieur Bernard Mailhot, employé au Service de l'approvisionnement et à toute la famille à l'occasion du décès de son frère monsieur Gaétan Mailhot;

- Monsieur Richard Desaulniers, employé au Service de sécurité incendie et à toute la famille à l'occasion du décès de son père monsieur Jean Desaulniers.

Calendrier de la collecte des déchets – envoi postal
(M. Pierre Levasseur)

Le conseiller Pierre Levasseur informe la population qu'un nouvel envoi postal sera fait pour le calendrier de collecte des ordures, et ce, pour les secteurs Saint-Charles et Saint-Nicéphore.

Madame la mairesse présente le calendrier 2007 de la Ville de Drummondville et invite la population à le conserver pour consultation tout au cours de l'année.

Période de questions concernant les affaires municipales de Drummondville

Monsieur Jean-Paul Dion, rue Isabelle

- Monsieur Dion veut des précisions sur la vidange des fosses septiques.
- Madame la mairesse explique que la tarification est fixée en fonction de la soumission obtenue par la MRC pour l'ensemble de son territoire à l'exception de quatre (4) municipalités et de l'embauche d'une personne pour le suivi et la gestion du dossier. Les coûts sont peut-être plus élevés mais la MRC s'est assurée que la disposition des boues se fasse de façon écologique et sécuritaire.

Une campagne d'informations sera lancée en début d'année 2007 pour publiciser la façon de faire.

Prochaine assemblée du conseil

Madame la mairesse informe la population que la prochaine assemblée ordinaire du conseil aura lieu le 15 janvier 2007.

1696/12/06 - Levée de l'assemblée

Considérant que l'ordre du jour est épuisé, il est proposé par le conseiller Pierre-Yvan Aubé, appuyé par le conseiller Mario Jacques, et résolu que l'ASSEMBLÉE SOIT LEVÉE à 21h00.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(Signé) THÉRÈSE CAJOLET,
Greffière.

(Signé) FRANCINE RUEST-JUTRAS,
Mairesse.